



HAL
open science

Appropriation de l'espace et prise de parole. Enquête socio-ethnographique dans un grand ensemble à Berlin

Est

Cécile Cuny

► **To cite this version:**

Cécile Cuny. Appropriation de l'espace et prise de parole. Enquête socio-ethnographique dans un grand ensemble à Berlin Est. Sociologie. Université Paris VIII Vincennes-Saint Denis, 2009. Français. NNT: . tel-00722380

HAL Id: tel-00722380

<https://theses.hal.science/tel-00722380v1>

Submitted on 1 Aug 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

APPROPRIATION DE L'ESPACE ET PRISE DE PAROLE
Enquête socio-ethnographique sur la participation des habitants dans un quartier de
grand ensemble à Berlin-Est

Cécile Cuny

Sous la direction d'Yves Sintomer et de Klaus Eder

Thèse soutenue en vue de l'obtention du doctorat de sociologie de l'Université Paris VIII et de
l'Université Humboldt de Berlin

Jury :

Marie-Hélène BACQUÉ, Professeure d'urbanisme à l'Université de Paris Ovest
Christian BAUDELLOT, Professeur de sociologie à l'École Normale Supérieure
Klaus EDER, Professeur de sociologie à l'Université Humboldt de Berlin (co-directeur de thèse)
Hans-Peter MÜLLER, Professeur de sociologie à l'Université Humboldt de Berlin
Franz SCHULTHEIS, Professeur de sociologie à l'Université de St Gallen
Yves SINTOMER, Professeur de sociologie à l'Université Paris VIII (co-directeur de thèse)

À Torsten et à Laurent,

REMERCIEMENTS

Une thèse, c'est un peu comme un (très) long marathon. Tout au long de cette épreuve, plusieurs organismes et plusieurs personnes m'ont soutenue et ont contribué à mon effort. Je voudrais leur témoigner à tous ma reconnaissance.

J'ai d'abord eu la chance de faire ma thèse dans des contextes académiques particulièrement stimulants. Je remercie Olivier Beaud et Pascale Laborier, qui ont successivement dirigé le Centre Marc Bloch de Berlin, de m'y avoir accueillie durant les trois premières années de ma thèse. Je suis fière d'avoir pu compter parmi les « enfants gâtés de la recherche française¹ » ! Je remercie également l'équipe scientifique de la Berlin Graduate School of Social Sciences (BGSS) de l'Institut de sciences sociales de l'Université Humboldt de m'avoir intégrée à son groupe de doctorants. J'ai beaucoup apprécié cette expérience cosmopolite, la qualité des échanges dans les séminaires, la disponibilité et la rigueur scientifique de l'équipe d'enseignants. Martin Nagelschmidt, le responsable administratif de l'école doctorale, est d'une rare sollicitude et d'une grande efficacité. Enfin je remercie le Centre Interdisciplinaire d'Études et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA) et le Ministère des Affaires Étrangères d'avoir financé ces trois années à Berlin ainsi que l'Université Franco-Allemande de m'avoir accordé une bourse qui me permettait de naviguer facilement entre les deux pays. Malgré mon absence, le CSU (devenu aujourd'hui une équipe du Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris) a financé plusieurs de mes publications et de mes missions. Je remercie ses membres pour leur confiance et leur soutien. Le GSPE-Prisme m'a aussi associée à ses activités scientifiques lorsque j'étais en poste à Strasbourg. Son équipe m'a accompagnée avec chaleur et bonne humeur pendant l'épuisante phase de rédaction de ce travail.

J'ai ensuite eu la chance d'être encadrée par deux grands professionnels. Yves Sintomer a su manier exactement quand il le fallait la déstabilisation et les encouragements. Je le remercie de m'avoir fait confiance en m'intégrant à ses programmes de recherche et de m'avoir si bien guidée par ses critiques et ses conseils. Il a toujours adroitement repéré les failles de mes raisonnements. Bien qu'il m'ait sans cesse encouragée à terminer rapidement cette thèse, c'est à lui que je dois d'y avoir passé autant de temps : il me fallait au moins ce temps pour produire un résultat qui soit à la hauteur de ses exigences. Je remercie Klaus Eder pour sa disponibilité, son écoute et sa patience. Grâce à son soutien, j'ai intégré la Berlin Graduate School of Social Sciences. Son séminaire doctoral offrait aussi un contexte chaleureux et détendu pour mettre à plat mes difficultés et discuter d'hypothèses pas toujours bien ficelées.

¹ La citation est d'Olivier Beaud.

Le programme de formation-recherche du CIERA animé par Christophe Bonneuil, Hans-Peter Müller et Yves Sintomer sur la « société de la connaissance », le Partenariat Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation (PICRI) sur les dispositifs participatifs en Ile-de-France dirigé par Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer, les séminaires du Centre Marc Bloch et de la BGSS ainsi que les autres colloques auxquels j'ai participé ont été des moments importants de mon parcours intellectuel et de ma socialisation professionnelle. J'y ai rencontré des chercheurs confirmés et d'autres doctorants dont les remarques et les critiques ont continuellement alimenté mon travail. Marie-Hélène Bacqué, Maurice Blanc, Carsten Keller, Jay Rowell et Danny Trom ont été des interlocuteurs réguliers durant cette thèse. Ils ont pris le temps de relire et de critiquer mes papiers et certains chapitres. Béatrice von Hirschhausen, Pascale Laborier et Jakob Vogel ont également alimenté ce travail par les remarques qu'ils m'ont faites dans les séminaires et les groupes de recherche du Centre Marc Bloch ou lors de conversations plus informelles. Carsten Herzberg, Kathia Serrano-Velarde et Sezin Topçu ont été des compagnons de route avec lesquels j'ai eu beaucoup de plaisir à travailler, à débattre et à m'aérer l'esprit. Je remercie en outre pour leurs contributions et leur soutien Marion Ben-Hammo, Christophe Bonneuil, Insa Breyer, Mariya Chelova, Sandrine Devaux, Paula Diehl, Emmanuel Droit, Heinrich Hartmann, Ellen Immergut, Katja Martens, Caroline Moine, Hans-Peter Müller, Christelle Rabier, Anja Röcke, Sabine Rüdishauser et Julien Talpin.

Je dois un important tribut à Martin Witte, le personnage principal de cette thèse. Il s'est investi dans mon travail, m'a fait profiter de ses contacts et de sa notoriété à Marzahn, m'a ouvert ses archives, a relu et commenté les papiers que j'ai écrits en Allemand, à corrigé le résumé allemand de cette thèse, a effectué pour moi une petite recherche au Musée d'histoire locale de Marzahn. Mais c'est là bien peu de choses en regard de ce qu'il m'a appris sur la politique. Je remercie également Greta Dahlewitz, Rolf Bangartz et Monika Varga pour leur soutien, leur gentillesse et leur aide à différentes étapes de mon travail de terrain. Je suis aussi reconnaissante à Jörg Bischof, Fabian Kaufmann, Birgitt Schneider, Luisa Thuringer et à toutes les personnes qui ont participé à cette enquête de m'avoir accueillie et fait confiance. J'espère que cette thèse est à la hauteur de leurs attentes.

Laurent a accepté une vie de couple à distance pendant deux ans puis pris en charge la plupart des tâches ménagères pendant mon interminable phase d'écriture. Qu'on ne lui parle plus de domination masculine ! Sans le savoir, il a aussi contribué intellectuellement à ce travail en écoutant patiemment l'exposé de mes problèmes de terrain puis de rédaction. Enfin, il a résolu mes petits problèmes informatiques et récupéré une version intermédiaire de cette thèse bloquée sur le disque grillé de mon ancien ordinateur.

Plusieurs personnes ont contribué indirectement à ce travail. Je serai toujours reconnaissante à Monique Pinçon-Charlot de m'avoir remis le pied à l'étrier après le décès de Michèle de la Pradelle. Mes étudiants de l'IEP de Strasbourg et du Master 1 de science politique à l'Université de Strasbourg m'ont aidé, par leurs questions, à préciser mon point de vue sur les textes d'Albert Hirschman, les notions de « carrière » et de « trajectoire », la « pensée par cas » et l'approche de l'action publique par les instruments. J'ai passé l'été 2008 à lire les romans d'Annie Ernaux qui m'ont rappelé le poids des appartenances sociales. L'élection de Barack Obama a inspiré quelques développements du chapitre 4.

Enfin, mon fils Léon, ma famille et ma belle-famille, Marie, Céline, Constance, Edwige, Corinne, Nicolas, André, Caroline, Elke, Alhassan, Julien, Nabia, David, Sybille, Marie-Eve, Jérémy ainsi que les parents et l'équipe de La Petite Bulle m'ont régulièrement rappelé qu'il y a une vie à côté de la thèse, en particulier les week-ends.

Merci à tous d'avoir été là quand me prenait l'envie de tout lâcher !

RÉSUMÉS

Cette thèse porte sur la participation des habitants, considérée comme un discours sur la ville et une action politique. À partir de cet objet, elle analyse le lien entre les dynamiques sociales d'appropriation de l'espace et l'engagement politique. Elle s'appuie sur une enquête de terrain menée dans le quartier nord de Marzahn, un grand ensemble de Berlin-Est. L'étude de ce cas montre que la participation politique est indissociable de la représentation politique. À la fin des années 1990, la différenciation socio-spatiale des grands ensembles de Berlin-Est s'affine avec la privatisation d'une partie du parc immobilier. Parallèlement à ces transformations, la participation des habitants devient un instrument central des politiques de rénovation urbaine menées dans ce secteur bien qu'elle soit conçue sur un mode plus individuel et moins protestataire que par le passé. Les groupes sociaux qui cohabitent à Marzahn Nord se caractérisent par des usages socialement différenciés de leur quartier qui produisent des attaches sociales et familiales à l'environnement urbain. Lorsque ces attaches sont menacées par des usages concurrents de l'espace, elles constituent des enjeux potentiels d'action dont le débouché politique n'est cependant pas systématique. Pour participer, il faut en effet prendre la parole dans un espace public, c'est-à-dire manifester un bien commun aux yeux d'autrui. La participation politique suppose ainsi une opération de représentation. Celle-ci est défailante lorsque la composition sociale du public admis à s'exprimer est trop homogène et lorsque les espaces publics disposent d'un ancrage institutionnel trop faible.

This thesis deals with urban citizen participation, considered as a speech on the city and a political action. It analyses the link between social dynamics of space appropriation and political commitment on the ground of an ethnographic study lead in the north district of Marzahn, a great housing estate of East Berlin. This study shows that political participation is strongly linked with political representation. During the 90s the privatization process in the great housing estates of East Berlin has sharpened socio-spatial segregation. At the same time, inhabitant's participation has become a central instrument of urban renewal policies although it was conceived on a more individual and less protester ground than in the past. I have distinguished three social categories of inhabitants according to their uses of urban space. These socially differentiated uses of space produce social and familiar ties to the urban environment. When competing uses of space threaten these ties, political action can occur. However, it is not systematic. In order to participate politically, one should indeed speak in a public place and make the common good on which its action is grounded appear to the eyes of others. That is : political participation needs political representation. The last one is failing when the public which expresses himself in public spaces is socially homogeneous and when public places have a weak institutional background.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	10
CHAPITRE 1 : D'UNE SÉGRÉGATION À L'AUTRE	32
CHAPITRE 2 : DU « GRAND ENSEMBLE » AU « QUARTIER »	89
CHAPITRE 3 : DES HABITANTS LOYAUX	158
CHAPITRE 4 : PRENDRE LA PAROLE	261
CHAPITRE 5 : ÊTRE ÉCOUTÉ	375
CONCLUSION	459
ANNEXES	469
BIBLIOGRAPHIE	507



« (Moi) – Vous étiez aussi porte-parole de l'initiative de défense des locataires à un moment je crois. (Uwe Kloppenburg) – Oui, j'étais plutôt actif à l'époque, mais je ne voulais pas rester en première ligne, en fait je ne suis pas l'homme qu'il faut pour la première ligne. Parce que je, quand je suis très énervé et que je parle avec des hommes politiques hauts placés ou quand je suis sur scène, alors parfois je ne trouve pas les mots que je voudrais trouver. (...). Pendant l'assemblée [de quartier du 25 janvier 2003], ça a marché, là j'avais vraiment quelque chose en tête, j'ai pris le micro et j'ai tout laissé sortir. Mais ça marche pas toujours comme ça, donc je me suis dit qu'il valait mieux que quelqu'un qui sait mieux le faire que moi soit en première ligne. (...). Je préfère rester derrière et les soutenir et faire ce que je sais faire. C'est mieux pour tout le monde. (Moi) – Et qu'est-ce qui vous a poussé à continuer ? Vous auriez pu faire comme d'autres personnes, régler vos problèmes et arrêter ? (Uwe Kloppenburg) – Non, je suis quelqu'un qui pense social (*ich bin ein sozial denkender Mensch*). Je m'intéresse aussi aux problèmes des autres. Je ne suis pas de ceux qui disent, j'ai résolu mon problème et maintenant stop. Par exemple, il y a aussi cette problématique des enfants et des jeunes qui me fait bouger. En fait c'est pas mon problème, mon fils s'en sort bien, je peux en être fier, on l'a bien eu en main. Mais les autres enfants me touchent (*berühren*) aussi. Et je ne peux pas me tenir tranquille, il faut que je bouge. Je veux, je veux simplement être actif. Je peux pas rester assis à la maison et seulement vivre devant le téléviseur, ça ne marche pas comme ça chez moi². »

La photographie reproduite ci-dessus représente Uwe Kloppenburg³, un habitant du quartier situé au nord du grand ensemble de Marzahn à Berlin-Est. Je l'ai choisie pour deux raisons. Il s'agit d'abord de l'image d'un « habitant ». Uwe Kloppenburg est âgé d'une cinquantaine d'années lorsque je le photographie au mois de septembre 2006. Il habite le quartier depuis sa construction en 1986. Ancien ingénieur ayant exercé dans le domaine de l'imprimerie, il est au chômage depuis la fin des années 1990. Il est passionné de photographie. Son portrait a été réalisé dans un parc du quartier où il aime déambuler avec son appareil photo. Sur cette photographie, rien ne transparaît de ses activités militantes. Elle suggère plutôt combien habiter une ville ou un quartier n'implique pas de s'y engager politiquement. L'extrait de l'entretien que j'ai mené avec Uwe Kloppenburg retrace les conditions dans lesquelles cet habitant en est venu à s'investir dans la vie publique de son quartier. Avant de le photographier, je rencontre Uwe plusieurs fois dans le cadre des réunions de l'initiative de défense des locataires de Marzahn Nord. Il y a adhéré en 2003 à l'occasion d'un projet de

2 Entretien du 28 novembre 2005, pp. 15-16.

3 Les noms de personnes ont été anonymisés, sauf indication contraire dans les listes figurant en annexe 2a et 3a, p. 471 et p. 484. En revanche, les noms des lieux, organisations et associations du quartier ont été conservés.

démolition qui concernait son immeuble. Avant cela, il a milité plusieurs années dans la section locale du parti néocommuniste⁴, a rendu sa carte à la fin des années 1990 et y adhère à nouveau au moment de notre rencontre. Depuis 2004, il est bénévole dans un club de jeunes du quartier. La question de l'engagement s'est donc (re-)posée pour Uwe Kloppenburg au moment de la démolition de son immeuble et a débouché sur de nouvelles formes d'engagement à l'échelle de son quartier. Cependant, à lire l'extrait de son entretien, l'engagement politique, même à cette échelle, ne consiste pas seulement à militer avec d'autres dans une organisation ou une association de quartier. À un moment donné, il faut aussi exprimer des revendications face à un public. Or, même pour Uwe Kloppenburg, qui dispose d'un diplôme universitaire, d'une expérience militante antérieure, de l'habitude de « penser social », une telle action n'a rien d'évident. Pourtant, c'est précisément ce type d'actions que les dispositifs visant à « faire participer les habitants » dans le cadre des politiques urbaines ou des expériences contemporaines de démocratie locale attendent d'eux. L'enjeu de ma recherche est ainsi d'étudier la participation des habitants depuis leur point de vue. Afin d'être au plus près de ce point de vue, j'ai adopté une démarche ethnographique : après un premier séjour de quelques mois en 2004, j'ai loué un appartement dans le quartier nord de Marzahn de février 2005 à mai 2007 et j'ai commencé à y fréquenter plusieurs groupes d'habitants. J'ai documenté de façon détaillée leurs activités en combinant observations et entretiens. L'image reproduite plus haut correspond donc aussi à « mon » image de Marzahn. Je l'ai choisie parce que le grand ensemble n'y figure pas. Je l'ai déjà utilisée pour l'affiche de l'exposition que j'ai organisée sur ma recherche pendant l'édition 2007 de la Longue Nuit des Sciences au Centre Marc Bloch de Berlin. À cette époque, plusieurs collègues m'ont suggéré d'en choisir une autre, parce qu'elle ne correspond pas à l'image que le nom de Marzahn évoque à un Berlinois. Pourtant, cette image est proche des souvenirs que je garde de mon séjour là-bas. Je ne me rappelle pas d'une banlieue sombre, grise et bétonnée mais plutôt de grands espaces verts et aérés, à l'image du parc qu'Uwe Kloppenburg a choisi pour se faire photographier. Cette image est contre-intuitive dans la mesure où elle ne reproduit pas les stéréotypes les plus courants, mais elle reste déterminée par mes propres usages du quartier et par ma rencontre avec des habitants issus, comme Uwe Kloppenburg, de l'ancienne « Intelligence socialiste ».

Le projet de rendre compte de la participation des habitants depuis leur point de vue présente un intérêt pratique évident : ses résultats peuvent servir à améliorer les expériences participatives actuelles dont le bilan est encore mince si l'on considère le nombre et la distribution sociale des

4 Ce terme désigne le PDS (*Partei des Demokratischen Sozialismus*). Ce parti est l'héritier du SED (*Sozialistische Einheitspartei*), le parti au pouvoir durant la période socialiste. En juin 2007, il a fusionné avec le WASG (*Wahlalternative zur sozialen Gerechtigkeit*) fondé en 2005 par des militants sociaux-démocrates et des syndicalistes déçus par la politique économique et sociale menée par le gouvernement de Gerhard Schröder.

participants, ou bien l'efficacité, la qualité délibérative et l'échelle d'intervention des dispositifs mis en place (Bacqué, Rey, Sintomer, 2005, pp. 39-44). En estimant que ma recherche peut avoir un intérêt pratique, je reconnais que les expériences qu'elle décrit sont susceptibles d'enrichir les conditions de la vie politique dans les démocraties occidentales contemporaines. Ce parti ne signifie pas que j'abandonne tout point de vue critique sur les cas concrets que j'examinerai. Il suppose seulement de ne pas les envisager dès le départ comme des entreprises, conscientes ou non, de légitimation du pouvoir et de laisser à leurs initiateurs le bénéfice du doute quant à la sincérité de leurs intentions. Peut-être que cette recherche leur fournira un éclairage pertinent sur ce qu'ils tentent effectivement de mettre en place. Bien que les résultats de cette recherche puissent donner lieu à des applications pratiques, son objectif est avant tout de contribuer à un débat théorique qui s'inscrit au croisement de la sociologie urbaine et de la sociologie politique.

La participation des habitants : un discours sur la ville et une action politique

Appréhender la participation du point de vue des habitants suppose d'abord de prêter attention aux discours qu'ils tiennent en public sur leur ville ou sur leur quartier. Il faut écouter les plaintes, les revendications, les problèmes ou les critiques qu'ils énoncent face aux élus locaux ou dans d'autres contextes publics (réunions de quartier, médias, pétition, etc.). Dans cette perspective, la participation des habitants est avant tout le discours formulé sur la ville par ses principaux usagers. En quoi ce discours présente-t-il un intérêt pour le sociologue de la ville ? En quoi nous apprend-il quelque chose de plus ou de différent sur la ville que celui d'autres acteurs (architectes, urbanistes, ingénieurs, travailleurs sociaux, bailleurs, agents immobiliers, etc.) ? Le premier sociologue à avoir porté un intérêt à l'avis des habitants sur leurs conditions de vie dans la ville est Paul-Henry Chombart de Lauwe⁵. Selon lui, le cadre urbain reflète les besoins et les aspirations de l'homme socialisé. Ainsi, l'urbanisme ne peut véritablement transformer la société et réduire les inégalités sociales qu'à la condition qu'il soit guidé par la connaissance des besoins des populations. Or, il revient au sociologue de les déterminer afin d'améliorer les réalisations futures : « L'architecte ou l'urbaniste (...) se trouve au centre exact des problèmes. Mais sa liberté de réalisation se trouve singulièrement limitée d'un côté par le programme que l'organisme gestionnaire lui a défini et d'un autre côté par ses propres conceptions de la famille (...). L'attitude du sociologue face aux problèmes soulevés par la vie des ménages dans les cités nouvelles est quelque peu différente de celle de l'architecte. (...) il part de l'étude des besoins et des aspirations des familles, de leurs

5 Maurice Halbwachs s'intéresse aux conditions de vie urbaines de la classe ouvrière, à la fois dans le cadre de son enquête sur les budgets ouvriers et dans celui de sa participation aux réseaux socialistes, hygiénistes et réformateurs du début du XIX^e siècle à Paris. Mais sa conviction reste que la classe ouvrière est désintéressée par ses conditions de logement (Topalov, 1997).

comportements ou de leurs attitudes afin de les restituer dans leur diversité » (Chombart de Lauwe, 1960, p. 106). On retrouve cette idée chez Hans-Paul Bahrtdt, un sociologue allemand contemporain de Paul-Henry Chombart de Lauwe (Bahrtdt, 1968, pp. 204-210)⁶. Dans les années 1950-1960, l'intérêt de la sociologie urbaine française et allemande pour le discours des habitants sur la ville tient ainsi au rapport singulier que cette jeune discipline entretient avec l'État, qui, dans les deux pays, joue un rôle de plus en plus important dans la planification urbaine⁷. Aujourd'hui, la participation des habitants, telle qu'elle est mise en œuvre dans le cadre des politiques urbaines, se fait sans la médiation des sociologues. En intégrant l'Université ou, dans le cas de la France, le CNRS, ces derniers ont aussi affirmé leur autonomie intellectuelle et financière par rapport aux missions de l'État. Quel intérêt peuvent-ils encore trouver aux plaintes, aux revendications ou aux problèmes que les habitants expriment au sujet de leur cadre de vie ? À partir des années 1970, les revendications des habitants des grands ensembles ou des centres urbains en cours de rénovation attirent l'attention des sociologues marxistes français parce que ces derniers leur prêtent une signification socio-politique *a priori*. D'après Manuel Castells, les luttes urbaines manifestent en effet une contradiction structurelle liée à l'extension du capitalisme monopoliste d'État depuis la sphère de la production vers la sphère de la reproduction de la force de travail : en donnant la priorité à la production dans la planification urbaine, l'État accentue la détérioration des conditions de vie hors travail ; par ce biais, les travailleurs sont soumis à une double exploitation dans l'entreprise *et* dans la ville (Castells, Godard, 1974). Autrement dit, les luttes urbaines expriment dans la sphère de la consommation l'opposition entre le capital et le travail qui est déjà à l'origine des luttes ouvrières dans la sphère de la production. Dans l'ouvrage qu'il consacre dans les années 1980 aux mouvements urbains, Castells abandonne cependant la perspective marxiste de ses premiers travaux et réinterprète le sens des luttes urbaines : celles-ci ne sont plus la manifestation d'une contradiction structurelle dans la sphère économique mais expriment des « significations urbaines » (*urban meanings*) alternatives, c'est-à-dire des orientations alternatives à celles qui émergent des intérêts et des valeurs de la classe dominante (Castells, 1983, p. 320). Castells adopte ici un point de vue sur les luttes urbaines qui est assez proche de celui d'Alain Touraine sur les « nouveaux mouvements sociaux ». Dans cette dernière perspective, la classe dominante n'est pas définie par sa position dans la sphère de production, mais par la réussite des luttes qu'elle a entreprises pour contrôler l'historicité, c'est-à-dire les « grandes orientations culturelles par lesquelles une société organise normativement ses rapports avec son environnement » (Touraine, 1978, p. 40). Les luttes urbaines contribuent ainsi à remettre en cause les hiérarchies sociales qui

6 Je reviens sur les travaux de cet auteur dans le chapitre 2.

7 Pour une analyse des rapports entre l'État et la sociologie urbaine en France, cf. Amiot, 1986. A ma connaissance, une telle analyse n'existe pas pour l'Allemagne.

structurent la vie urbaine et qui découlent d'une « signification urbaine » dominante. Par rapport à la sociologie de Paul-Henry Chombart de Lauwe, la sociologie des mouvements sociaux urbains de Manuel Castells ne donne pas seulement une nouvelle signification aux discours formulés sur la ville par les habitants mais introduit aussi une nouvelle question : à quelles conditions leur action revendicative transforme-t-elle effectivement les rapports de production et de consommation (première définition des mouvements sociaux urbains) ou les « significations urbaines » (seconde définition) ? Dans les deux cas, la réponse de Castells limite les conditions dans lesquelles les revendications des habitants peuvent contribuer au changement social : elles doivent être portées par un « mouvement social urbain », ce qui signifie, dans ses premiers travaux, que les luttes urbaines doivent converger avec le mouvement ouvrier et, dans ses travaux ultérieurs, qu'elles doivent réunir trois types d'enjeux (les enjeux de consommation collective, d'identité culturelle et de mobilisation politique).

Les travaux plus récents sur les mouvements urbains donnent à ce terme un sens moins restrictif : la notion « renvoie à toutes les formes d'actions citoyennes indépendamment de leurs effets actuels (ou potentiels) » (Pickvance, 2003, p. 103). Ils ont aussi abandonné toute référence structurelle, qu'elle soit marxiste ou liée à la théorie des « nouveaux mouvements sociaux ». Les sociologues s'intéressent désormais à la façon dont ces mouvements, partiellement professionnalisés, thématisent localement des processus extra-locaux (Hamel, Lustiger-Thaler, Mayer, 2000). Les revendications qu'ils formulent ne portent donc pas exclusivement sur le cadre urbain mais intègrent aussi des questions comme celles de l'exclusion ou de la justice sociale dans un contexte urbain marqué par des politiques urbaines néolibérales et les transformations du pouvoir politique local (Hamel, 2006 ; Mayer, 1999). Ainsi, les revendications exprimées par ces mouvements deviennent le reflet de transformations sociales, économiques, culturelles ou politiques en jeu à d'autres échelles que celle de l'observation. Depuis les travaux de Chombart de Lauwe et de Manuel Castells, le point de vue des habitants sur leur ville ou leur quartier intéresse aussi d'autres domaines de la recherche urbaine que celui des mouvements urbains. Ce point de vue est alors directement sollicité par le chercheur auprès des habitants. Par exemple, au cours de l'enquête par questionnaires qu'ils mènent dans un grand ensemble du nord de Paris, Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire recueillent auprès de plusieurs catégories sociales d'habitants une série de plaintes portant sur les usages populaires du quartier (Chamboredon, Lemaire, 1979). Plus récemment, les enquêtes menées par Jean-Yves Authier et son équipe sur les rapports au quartier dans les centres urbains anciens de plusieurs villes françaises s'intéressent aussi aux représentations que les habitants associent à leur quartier et aux autres habitants qui y vivent (Authier, 2008). Dans les deux cas, les auteurs interprètent les points de vue recueillis comme le reflet des dynamiques

sociales d'appropriation de l'espace impliquant des groupes sociaux que divers processus ont réunis sur un même territoire (un peuplement encadré par les pouvoirs publics dans le cas des grands ensembles, un phénomène de « gentrification » combinant les logiques de divers acteurs privés dans celui des quartiers centraux). À partir de là, on comprend que les discours des habitants sur leur ville ou leur quartier intéressent les sociologues de la ville à deux titres. Quel que soit leur contexte d'énonciation, ces discours offrent d'abord une prise sur les transformations sociales, économiques, culturelles et politiques qui affectent les conditions de vie dans les villes. Ensuite, les habitants ne sont pas seulement des agents potentiels de ces transformations à travers les usages qu'ils font de l'espace urbain mais aussi à travers les discours qu'ils tiennent sur la ville et la façon dont ils leur confèrent une dimension politique.

Considérer la participation du point de vue des habitants suppose donc aussi de s'intéresser à ce qu'ils font pour énoncer publiquement une plainte, une revendication ou un problème. Il faut observer comment ils s'informent, cherchent des soutiens auprès de proches ou de professionnels, discutent avec d'autres personnes, se regroupent et s'organisent, s'inspirent de leurs expériences passées. Dans cette perspective, la participation des habitants est avant tout une action politique effectuée par de simples citoyens. En quoi ce point de vue sur l'action politique intéresse-t-il le sociologue du politique ? Que nous apprend-il de plus ou de différent sur l'action politique que ce que des professionnels (députés, conseillers municipaux, hauts-fonctionnaires, agents municipaux, chargés de missions, etc.) peuvent nous enseigner à son sujet ? Le rapport des simples citoyens à l'action politique est une question classique des sociologues qui s'intéressent à la participation politique, en particulier à la participation électorale. En France, celle-ci renvoie à deux problèmes : l'apathie, qui est une donnée structurelle de la vie politique dans les démocraties occidentales contemporaines, et le « cens caché », c'est-à-dire le fait que la faible participation politique des catégories sociales les plus dominées reproduit les inégalités sociales dans le domaine politique (Gaxie, 1978). La réponse à ces deux problèmes passe par le concept de « compétence politique », qui, dans les travaux classiques, est considérée comme une propriété individuelle stable que le sociologue reconstitue à partir de questionnaires individuels. Les travaux plus récents sur cet objet l'appréhendent davantage comme le produit d'interactions, c'est-à-dire comme une donnée variable dans le temps et selon les contextes (Blondiaux, 2007)⁸. Depuis les années 1990, l'action des citoyens qui militent dans des organisations politiques, syndicales ou associatives attire également l'attention des sociologues de l'engagement. À cette époque, plusieurs courants théoriques anglo-saxons sont importés et discutés en France (Fillieule, Péchu, 1993). Le renouvellement des travaux sur le militantisme se fait principalement à partir des études sur les mouvements sociaux, c'est-à-

8 Je reviens sur cette littérature dans le chapitre 4.

dire à partir d'enquêtes menées sur la participation politique protestataire (Sawicki, Siméant, 2006, p. 6). Dans ce domaine de recherches, on assiste à un véritable changement de paradigme où les approches en termes de « nouveaux mouvements sociaux » sont en perte de vitesse par rapport aux approches dites interactionnistes. Pour les premières, les mouvements sociaux sont le produit d'un enjeu culturel que ses participants ne sont pas en mesure de formuler. Il revient ainsi au sociologue de les amener à prendre conscience de cet enjeu par le biais d'une « intervention sociologique » (Touraine, 1978, pp. 181-307). Pour les secondes, l'engagement est le produit d'un processus dans lequel interviennent des facteurs contextuels (appartenance à divers réseaux sociaux, interactions individuelles) et individuels (expériences d'engagement préalables, disponibilité biographique). Dans cette perspective, l'individu devient une source non négligeable d'informations pour reconstituer ce processus, modélisé à partir du concept de « carrière » (Fillieule, 2001). Par rapport à la sociologie des « nouveaux mouvements sociaux », les sociologues interactionnistes considèrent aussi que les revendications ne découlent pas d'« enjeux » qui existeraient indépendamment de la conscience de leurs participants mais sont construites en interaction et évoluent dans le cours de l'action. Autrement dit, l'engagement suppose aussi un processus de « cadrage » au cours duquel le sens que les acteurs donnent au monde et à leur action évolue (Benford, Snow, 2000)⁹. À ce stade, la participation appréhendée du point de vue des habitants intéresse donc les sociologues du politique à deux titres. Il permet d'abord de reconstituer le processus expliquant l'engagement politique individuel. Il constitue ensuite une entrée pertinente pour observer la façon dont le sens de cette action et la définition de son enjeu évoluent au cours de ce processus.

La participation des habitants, considérée comme un discours sur la ville et une action politique, s'inscrit ainsi au croisement de deux interrogations. La première s'intéresse aux transformations de l'espace et aux formes d'appropriation qui les sous-tendent : comment l'espace urbain devient-il l'enjeu d'un discours public pour ses habitants ? A quelles conditions leur discours a-t-il un effet sur les transformations qu'il thématise ? La seconde porte sur l'engagement politique : à quelles conditions ce discours est-il une action politique ? Comment ce discours évolue-t-il au fil de l'engagement ? L'intérêt scientifique de mon enquête pour la sociologie urbaine et la sociologie politique une fois esquissé, je dois encore répondre à plusieurs questions qui concernent le choix du terrain et la portée des résultats : pourquoi Berlin ? Pourquoi le quartier nord du grand ensemble de Marzahn ? Comment généraliser à partir du cas singulier de ce quartier ?

9 Je reviens sur cette littérature dans le chapitre 4.

« Mais qu'est-ce qu'une fille comme vous fait dans un endroit comme ça ? »

Lorsque j'explique que je vis à Marzahn à des personnes qui habitent dans d'autres parties de Berlin ou lorsque je présente mon projet de recherche à des universitaires allemands, mes interlocuteurs me posent systématiquement la même question : « Mais enfin, qu'est-ce que vous êtes allée faire là-bas ? ». D'après Howard Becker, cette question est une manière élégante de me demander si je ne suis pas un peu « psychologiquement dérangée » (Becker, 2002 [1998], p. 57). Pour mes interlocuteurs, il y a en effet une contradiction entre, d'une part, les gages de normalité que je leur donne, et, d'autre part, le fait d'habiter à Marzahn ou d'y mener mon enquête. Autrement dit, leur question signifie que pour eux Marzahn n'est ni un lieu de vie adéquat ni un terrain d'enquête sérieux pour une fille ou une étudiante normale. Cette question repose sur des présupposés implicites qui sont autant de bonnes raisons d'enquêter sur ce quartier. Avant de les exposer, j'aimerais cependant revenir sur une autre source d'étonnement : mes interlocuteurs ne me posent pas la même question sur Berlin. Pourquoi ?

En France, plusieurs signes témoignent d'un engouement général pour cette ville. Je ne pense pas qu'il soit possible de mesurer son ampleur à partir d'indicateurs statistiques. En effet, il ne se traduit pas forcément par des actes. Ainsi, pendant les deux ans que je passe à Berlin, peu d'amis me rendent effectivement visite sur place. En revanche, ils m'ont tous manifesté leur envie de découvrir la ville à un moment ou à un autre de leur vie. De la même façon, de nombreux collègues, doctorants ou chercheurs plus confirmés, m'ont sollicitée pour avoir des informations sur les possibilités d'études ou de recherches à Berlin sans pour autant formuler de projets précis. On peut expliquer cet attrait par l'influence culturelle que la ville exerçait au début du XX^e siècle. Cette influence a retrouvé un nouvel élan à la réunification (Grésillon, 2002). Berlin a aussi joué un rôle non négligeable dans l'histoire politique européenne qui a inscrit sa marque dans l'organisation spatiale et l'architecture de la ville (Ladd, 1997 ; Terray, 1996). Berlin revêt ainsi tous les attributs symboliques d'une grande métropole européenne (équipements et programmes culturels d'envergure internationale, monuments et lieux de mémoire internationaux). Ce statut est cependant discutable si l'on considère son rôle actuel dans l'économie allemande : Berlin est l'une des grandes villes les plus pauvres d'Allemagne¹⁰ et a du mal à s'affirmer comme centre de décision économique au sein du fédéralisme allemand après la réunification (Dufaux, 1997 ; Krätke, Borst, 2000). Pour reprendre le slogan du maire de la ville, Berlin est « pauvre mais sexy ».

10 A l'heure actuelle, le taux de chômage est de 17,9 % à Berlin, contre 10,1 % en moyenne à l'échelle fédérale, 8,4 % en moyenne dans les anciens *Länder* et 16,8 % en moyenne dans les nouveaux *Länder*. Il était déjà à ce niveau à la fin des années 1990. Il a atteint son niveau le plus élevé en 2005 (21,5 %) (Chiffres Bundesagentur für Arbeit et Amt für Statistik Berlin-Brandenburg). Entre 1995 et 1998, la valeur nominale du PIB de la capitale a baissé de 2,3 %. Il n'a retrouvé son niveau de 1995 qu'en 2006 (Chiffres Statistisches Bundesamt).

Le contraste entre l'importance symbolique et la marginalité économique de la ville constitue une première raison d'y étudier la participation des habitants. Berlin est en effet un cas à part dans l'univers des grandes métropoles européennes. Il s'agit de la seule métropole d'Europe de l'Ouest dont le marché immobilier est distendu depuis le milieu des années 1990¹¹. On peut donc s'attendre à ce que l'inscription spatiale des groupes sociaux et leur rapport à l'espace y soient moins déterminés par les prix de l'immobilier qu'à Paris ou à Londres par exemple. Dans un tel contexte, le discours des habitants sur leur ville et, plus généralement, le rapport à la ville qui s'y exprime, ne peut se réduire à une stratégie, consciente ou non, d'optimisation du parcours résidentiel. Il faut donc chercher d'autres explications à leurs choix résidentiels, notamment en examinant le discours qu'ils tiennent sur la ville, leur quartier ou leurs voisins. Une autre caractéristique qui rend le terrain berlinois intéressant pour une enquête sur la participation des habitants tient aux transformations socio-politiques qui y prennent place après 1990. À Berlin, celles-ci ne sont pas seulement liées au mouvement de restructuration du capitalisme des années 1990 mais aussi à la réunification allemande. Mon enquête sur la participation des habitants à Marzahn offre ainsi une bonne occasion de décrire les mécanismes de recomposition du rapport à la ville et du rapport au politique dans l'Allemagne réunifiée. Dans cette perspective, Berlin est appréhendé comme un « laboratoire de la réunification allemande » (Grésillon, 2002, p. 265) : il permet d'observer la façon dont les cultures urbaines et politiques qui se sont constituées des deux côtés du Mur se rencontrent, s'hybrident ou restent au contraire cloisonnées. Enfin, l'administration de Berlin-Ouest et son tissu associatif disposent d'une expérience dans le domaine de la participation des habitants qui remonte au moins aux années 1980. Le contexte berlinois m'incite ainsi à donner une profondeur historique à mon objet en observant la façon dont des acteurs, des discours et des savoir-faire circulent dans le temps et dans l'espace. De ce point de vue, mon enquête contribue aux travaux qui abordent la démocratie participative dans une perspective historique et comparative (Sintomer, Herzberg, Röcke, 2008).

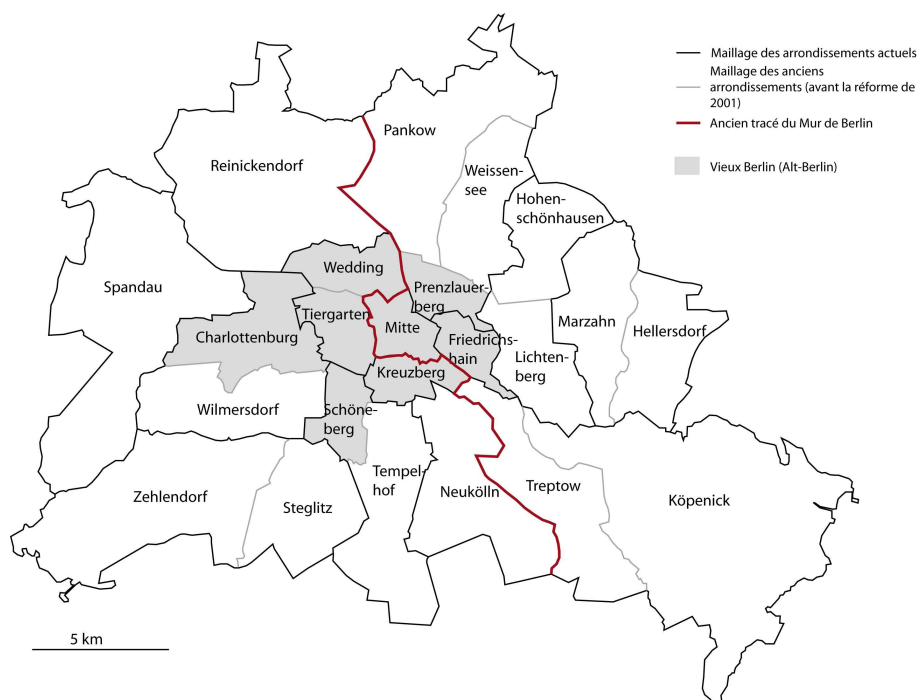
En somme, enquêter à Berlin permet d'allier l'utile à l'agréable, c'est-à-dire un contexte d'enquête scientifiquement pertinent à un lieu de résidence symboliquement attractif. Alors pourquoi suis-je aller me « perdre » à Marzahn ? Cette question contient deux présupposés implicites : le premier concerne l'expérience commune de la distribution spatiale des groupes sociaux ; le second renvoie au type de problèmes actuellement débattus par la sociologie urbaine allemande. À chaque fois que j'affirme habiter Marzahn, je contredis l'expérience que mes interlocuteurs font quotidiennement de la ségrégation sociale à Berlin : mon choix les choque parce

11 En 1996, les loyers des logements de moins de 10 ans enregistrent une baisse de 10 % environ par rapport à 1994. Cette tendance s'accroît par la suite pour l'ensemble des logements construits après les années 1950 (Krätke, Borst, 2000, p. 179). À Berlin, l'évolution des loyers est prise comme indicateur de l'évolution du marché immobilier parce que les logements qui y sont habités par leurs propriétaires ne constituent que 10 % de l'ensemble du marché (Krätke, Borst, 2000, p. 164).

que je ne corresponds pas au type de population censé habiter ce secteur de la ville. D'habitude, les membres des classes moyennes, surtout lorsqu'ils sont des étrangers qualifiés, habitent les quartiers gentrifiés du centre de la ville (Prenzlauerberg, Schöneberg) ou les quartiers résidentiels de la périphérie (Rheinickendorf, Spandau, Wilmersdorf)¹². Par contraste, Marzahn est associé à la « zone » par les Berlinoises de l'Ouest, à un quartier de « conformistes » ou d'« asociaux » par les habitants du centre de Berlin-Est, et à un repère de nazis et de Russes par la plupart de ceux que je rencontre. Que le choix d'habiter à Marzahn contredise le sens commun constitue plutôt une bonne raison d'y mener mon enquête. Les propos des interlocuteurs qui appartiennent au monde académique reposent ainsi sur un autre type de présupposés : Marzahn est un cas trop particulier pour répondre aux débats actuels sur la pauvreté ou le déclin urbain. Il est en effet paradoxal de constater que depuis l'enquête menée par la sociologue est-allemande Loni Niederländer à la fin des années 1980, le grand ensemble de Marzahn n'intéresse plus les sociologues de la ville, alors qu'il s'agit de l'emblème du programme de constructions de logements lancé par Erich Honecker en 1973 et que, fort de ses 60 000 logements, il s'agit aussi du grand ensemble le plus important jamais construit en Europe. Ce paradoxe s'explique par la singularité de ce cas. Il est difficile de classer Marzahn parmi les arrondissements pauvres de Berlin : l'*Atlas de la structure sociale*, édité par la municipalité, le situe dans la moyenne de la ville (Senatsverwaltung für Gesundheit, Soziales und Verbraucherschutz, 2004). La part que les étrangers représentent dans sa population est l'une des plus faibles (autour de 4 %¹³). Même s'il perd une fraction importante de sa population durant les années 1990 (environ 20 %), il se prête aussi difficilement à une enquête sur le déclin urbain (*Stadtschrumpfung*) puisque Berlin constitue le pôle majeur de développement économique de la région. Les chercheurs qui se sont intéressés à la pauvreté dans les grands ensembles est-allemands ou aux « villes en déclin » (*schrumpfende Städte*) d'Allemagne de l'Est ont donc privilégié les petites villes industrielles en crise (Hannemann, 2004 ; Ludwig, 2000 ; Keller, 2005).

12 Pour localiser ces arrondissements, se reporter à la carte ci-après.

13 Ces chiffres ne tiennent pas compte des « Aussiedler », des migrants provenant des anciens territoires allemands de l'Est qui ont la nationalité allemande et représentent environ 10 % de la population de l'arrondissement.



Les arrondissements de Berlin

Que les sociologues de la ville aient délaissé ce terrain depuis une vingtaine d'années est plutôt une bonne raison de le réinvestir. En quoi se prête-t-il à une enquête sur la participation des habitants ? Ce terrain est intéressant parce qu'en regard d'autres quartiers de la ville, il constitue un contexte urbain qui n'est ni particulièrement favorable ni particulièrement défavorable à la participation, considérée comme une action politique. Les quartiers berlinois les plus investis par les travaux de sciences sociales sont ceux des arrondissements de Kreuzberg et de Prenzlauerberg. Les premiers ont été le théâtre d'un mouvement de squats au début des années 1980. L'administration de la ville y a expérimenté une démarche de « rénovation douce » dans les années qui ont suivi. Les seconds se sont illustrés au moment de la « révolution pacifique » qui a précédé la chute du Mur. Durant les années 1990, l'administration berlinoise y a aussi mis en place des dispositifs de consultation inspirés de l'expérience de la « rénovation douce ». Je pouvais m'attendre à ce que ces deux contextes soient particulièrement favorables à la participation en raison de la densité des activités militantes qui y prennent place. Par exemple, les quelques personnes que j'ai rencontrées à Berlin qui habitent ces deux secteurs de la ville les ont choisis pour leur tradition militante. Par contraste, les grands ensembles de Marzahn correspondent à un terrain relativement neutre. Certes, des expériences participatives ont été menées pendant la période socialiste et dans le cadre des programmes de rénovation des années 1990. Cependant, le tissu associatif local n'est pas né d'un mouvement urbain et s'est constitué en marge de ces expériences, par l'intermédiaire de partenariats avec les services municipaux. Dans l'ensemble, le discours des associations locales paraît moins contestataire et plus pragmatique que celui des associations de Kreuzberg ou de Prenzlauerberg,

même lorsque celles-ci sont très professionnalisées. Les tentatives des pouvoirs publics pour organiser un débat public sur le devenir social, économique ou urbain du grand ensemble de Marzahn sont aussi restées très limitées. Ainsi, il est *a priori* plus facile de mener une existence ordinaire, relativement déconnectée des discours politiques et militants sur les problèmes sociaux ou urbains, à Marzahn que dans le centre de la ville. Dans ce cas, pourquoi n'ai-je pas enquêté dans une banlieue résidentielle de la périphérie (Rheinickendorf, Spandau ou Köpenick par exemple) ? À partir d'une comparaison entre plusieurs groupes de militants écologistes, Paul Lichterman a montré que la culture urbaine qui caractérise ce type de contextes, en faisant du militantisme une activité inconvenante voire déviante, constitue un obstacle sérieux à l'expression publique des habitants et contraint fortement la forme qu'elle prend (Lichterman, 1996, pp. 83-90). Au moins un élément laisse supposer qu'un tel obstacle normatif n'existe pas dans le grand ensemble de Marzahn : bien qu'il ne se caractérise pas par une tradition militante forte, cet espace est politiquement connoté. Durant les années 1990, ce secteur s'est affirmé, avec les autres grands ensembles de la partie orientale de la ville, comme un bastion du parti néocommuniste. À la fin des années 1990, des groupuscules d'extrême droite se sont aussi fait connaître des médias après plusieurs affrontements avec des groupes de jeunes « Aussiedler » (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 164). Cela ne signifie pas que tous les habitants de Marzahn partagent ou expriment publiquement de telles convictions. Cela indique seulement que les Berlinoises qui n'habitent pas ce secteur ont l'habitude d'associer ses habitants à des comportements politiques extrêmes. Dans un tel contexte, taire ses convictions politiques par souci des convenances a peu de sens.

Le grand ensemble de Marzahn offre donc un contexte urbain relativement ordinaire pour étudier la participation des habitants, considérée comme une action politique. Un tel contexte s'avère-t-il pour autant pertinent pour rendre compte de ses effets sociaux ou spatiaux ? Autrement dit, choisir un quartier pour lequel l'ensemble des indicateurs sociaux se situent dans la moyenne de la ville ne va-t-il pas me conduire à proposer une vision irénique de la participation ? À cette objection, je peux d'abord répondre que la situation moyenne de l'arrondissement cache des disparités territoriales importantes. Le quartier nord du grand ensemble de Marzahn, sur lequel je me concentre pour mon enquête, fait ainsi partie des quinze quartiers où un dispositif de « management de quartier » destiné à lutter contre les effets de la ségrégation sociale a été mis en place par l'administration berlinoise depuis 1999. Par rapport aux autres quartiers concernés par ce dispositif, le quartier nord de Marzahn se singularise cependant par l'absence d'enjeu public préconstitué. Comme l'écrit Hartmut Häußermann, « on a mis en place un management de quartier à Marzahn Nord (...) afin d'y éviter la progression des problèmes sociaux. Le problème le plus important est celui du départ des groupes disposant de revenus moyens ou élevés tandis que les

nouveaux arrivants sont des foyers chassés par la rénovation des centres urbains et des Aussiedler. (...) On ne peut prédire quand ces mouvements de populations s'arrêteront ni si la situation du quartier se stabilisera » (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 165, ma traduction). Ainsi, contrairement à d'autres quartiers concernés par le dispositif, le destin social du secteur nord de Marzahn est incertain, même aux yeux des experts. Les problèmes liés à la présence de populations immigrées ou défavorisées n'y ont pas acquis le même degré d'évidence qu'à Kreuzberg ou Neukölln par exemple. Les élus de l'arrondissement rencontrés par Hartmut Häußermann voient par exemple dans l'énoncé public de ces problèmes des « reproches injustifiés » (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 165). Or, comme Marie-Hélène Bacqué et Yankel Fijalkow l'ont montré à partir de l'exemple de la Goutte d'Or à Paris, le discours des pouvoirs publics, même lorsqu'il ne s'accorde pas avec l'expérience quotidienne des élus locaux ou des habitants, suscite chez certains d'entre eux des attentes (Bacqué, Fijalkow, 2006). Dans un tel contexte, l'hétérogénéité sociale de la population de Marzahn et notamment la présence de fractions des classes moyennes menacées de déclassement constituent des ressorts importants pour rendre compte des rapports de pouvoir qui se jouent dans la participation.

Enquêter sur la participation des habitants dans le grand ensemble de Marzahn m'amène aussi à contribuer aux débats français et allemands sur les grands ensembles. A l'heure où l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine finance des projets de rénovation qui misent sur la démolition des grands ensembles dans plusieurs villes françaises (Driant, Lelévrier, 2006 ; Faure, 2006), quel est le devenir de cette forme urbaine dans d'autres contextes européens ? Cette forme d'habitat oriente-t-elle encore des projets résidentiels, y compris dans un contexte où le marché immobilier est très distendu ? Alors qu'en France, les enquêtes sur les « banlieues » intègrent assez souvent la question du rapport des habitants à la politique (Collectif, 1997 ; Bacqué, Sintomer, 2001 ; Masclet, 2003), cet aspect est absent des recherches urbaines allemandes sur les grands ensembles. Quel est le rapport à la politique des habitants des grands ensembles est-allemands ? Comment a-t-il évolué au cours du temps ? L'enjeu de ma recherche dépasse cependant le cadre empirique de ces questions. À partir de mon enquête à Marzahn, je veux en effet répondre à des questions plus générales sur l'appropriation de l'espace et l'engagement politique. Comment atteindre un tel objectif en partant de résultats qui concernent un cas singulier ?

Un petit objet pour de grandes questions

Cette question est un classique des débats méthodologiques entre statisticiens et ethnographes. Elle peut paraître triviale en France où la méthode ethnographique n'a cessé de s'affirmer en sciences sociales depuis le début des années 1980 (Céfaï, 2003, pp. 479-493). Elle l'est beaucoup moins dans le contexte allemand, où ce genre d'enquêtes ne dispose pas d'une forte légitimité académique. Les sociologues allemands qui la pratiquent font surtout référence à l'école de Chicago (Lindner, 2004)¹⁴. Dans le cadre du séminaire de méthodes organisé par l'école doctorale de l'Institut de sciences sociales de l'Université Humboldt à Berlin, j'ai ainsi essuyé le feu régulier de trois critiques : 1) la portée des résultats d'une enquête ethnographique est limitée à l'étendue du terrain, ou, pour le dire autrement, les résultats de mon enquête ne valent que pour Marzahn ; 2) une enquête ethnographique est adaptée aux approches interactionnistes et organisationnelles, mais pas aux approches structurelles, ce qui est une autre façon de dire que mon analyse de la participation se limite à ses aspects micro- et mésosociologiques ; 3) enfin, une enquête ethnographique ne satisfait pas aux normes habituelles de scientificité, ce qui revient à dire que mes résultats sont biaisés par ma subjectivité et les effets de ma présence sur le terrain.

Pour répondre à ces critiques, je me suis inspiré des arguments formulés par deux écoles d'ethnographie. Je qualifie la première de « française » parce qu'elle se réclame d'une double filiation avec l'école historique des Annales et la sociologie durkheimienne telle que la pratique Marcel Mauss (Beaud, Weber, 1997, pp. 306-314). La seconde ne correspond pas à un courant majoritaire aux États-Unis et se réclame de la filiation avec l'école d'anthropologie sociale de Manchester¹⁵ (Burawoy, 1998 ; Eliasoph, Lichterman, 1999 ; Lichterman, 2002). Pour la distinguer de l'école de Chicago, je l'appellerai donc « école de Manchester ». Les praticiens de l'école française d'ethnographie et de l'école de Manchester s'accordent sur un argument : il faut considérer la singularité du cas décrit par l'ethnographe comme le produit de processus structurels reliés entre eux. Analyser un cas singulier, c'est donc dénouer le nœud des structures entrelacées qui l'ont généré. Les praticiens de ces deux écoles d'ethnographie s'opposent en revanche sur les relations entre théorie et empirie. Pour les ethnographes de l'école française, la théorie est un outil au service de l'élucidation d'une question empirique. Pour acquérir le statut d'une théorie, les hypothèses issues de travaux ethnographiques ont besoin d'un test statistique. À l'inverse, pour les ethnographes de l'école de Manchester, le résultat principal d'une enquête ethnographique est une théorie. Cette position suppose de distinguer deux modèles de science différents qu'il est possible d'articuler.

14 A l'exception des participants à l'ouvrage dirigé par Franz Schultheis et Kristina Schulz qui se présente explicitement comme une réplique de la *Misère du monde* : Schultheis, Schulz, 2005.

15 Pour une présentation synthétique de cet ensemble de travaux, cf. Hannerz, 1983 [1980], pp. 155-208.

De la situation à la structure

Dans le texte programmatique de Stéphane Beaud et Florence Weber et dans celui de Michael Burawoy sur la « méthode par extension de cas » (*extended case method*), on retrouve l'idée suivante : l'ethnographe ne s'arrête pas aux situations disparates qu'il observe ; la description qu'il en fait postule l'existence d'un ordre social qui leur donne une cohérence. Jusqu'ici cette idée ne différencie pas ces deux écoles d'ethnographie de l'école de Chicago. La distinction est introduite par la façon dont les auteurs des deux premières écoles expliquent la pérennité de l'ordre social dans le temps et dans l'espace. « Le traitement marxiste de la production est l'archétype conceptuel des situations sociales. Tandis que les travailleurs transforment la nature en des choses utiles, ils produisent simultanément leurs propres moyens d'existence (la nécessité de travailler) et la base du profit (le surplus du travail), c'est-à-dire qu'ils reproduisent d'un côté le travailleur et de l'autre le capitalisme. Mais ce processus continue : les travailleurs reviennent le jour suivant parce qu'ils ne disposent d'aucune source alternative de subsistance. L'argument est simple : la production ne devient reproduction que sous l'influence d'une structure particulière de pouvoir. Nous pouvons transposer un savoir sur la situation en un compte rendu de processus sociaux parce que des régimes de pouvoir structurent les situations en processus » (Burawoy, 1998, p. 18, ma traduction). Contrairement aux sociologues de l'école de Chicago, les ethnographes de l'école de Manchester ne considèrent pas que la stabilité relative de l'ordre social d'une situation à l'autre découle du seul fait qu'il est reconduit par les acteurs. Pour ces ethnographes, il existe en effet des « structures de pouvoir » qui contraignent les actions observées en situation et les inscrivent dans des processus par lesquels elles reproduisent l'ordre social initial. Ces structures correspondent à un champ de forces créé par les intérêts contradictoires de ceux qui sont engagés à un titre ou à un autre dans la situation observée (les travailleurs, les capitalistes, le gouvernement, les syndicats, etc.) (Burawoy, 1998, pp. 19-20). Pour rendre compte de la structuration sociale des situations individuelles, Stéphane Beaud et Florence Weber préfèrent la notion d'histoire collective (Beaud, Weber, 1997, p. 304) : un individu constitue le point d'interférence entre plusieurs histoires collectives, en général celles des différents groupes sociaux auxquels il appartient (l'histoire d'une ville, d'une génération, d'une entreprise, d'une organisation, d'une profession, d'une catégorie socioprofessionnelle, etc.). Dans leur approche, ces histoires collectives sont moins le produit direct de la confrontation d'intérêts antagonistes que le résultat indirect de l'incorporation des structures sociales sous la forme d'un *habitus*, c'est-à-dire de systèmes de dispositions durables qui découlent des conditionnements sociaux auxquels sont soumis les personnes occupant une position homologue dans l'espace social (Bourdieu, 1980, pp. 87-109). Malgré ces différences, je tire deux enseignements de ces exemples. À

partir du moment où l'on accepte de définir une situation comme une « relation de coprésence fournissant les conditions pratiques de sa propre reproduction » (Burawoy, 1998, p. 18, ma traduction) ou un individu comme le point de rencontre de plusieurs histoires collectives, l'une des trois critiques des statisticiens est levée : la description ethnographique montre comment les structures sociales, qu'eux-mêmes appréhendent comme des variables indépendantes, se combinent dans des processus ou des histoires collectives produisant des cas singuliers. Ensuite, les différences entre les notions de processus et d'histoire collective montrent que c'est la théorie qui permet de faire le saut entre la situation observée, les processus qui y sont en jeu et les structures sociales qui orientent ces derniers. Contrairement aux sociologues de l'école de Chicago, le regard des ethnographes de l'école française ou de l'école de Manchester est ainsi armé par une théorie dès leur arrivée sur le terrain. La définition des structures auxquelles la situation observée peut être « étendue » dépend donc de la théorie choisie par l'ethnographe pour appréhender son terrain. Dans certains travaux, la notion de « structure » acquiert un sens relativement large : Nina Eliasoph et Paul Lichterman, qui ont été formés au terrain par Michael Burawoy, parlent par exemple de structures « culturelles » et leur attribuent une autonomie par rapport aux structures sociales (Eliasoph, Lichterman, 1999 ; Lichterman, 2002). Je serai moi-même amenée, dans la suite de ce travail, à reconnaître une autonomie aux représentations politiques par rapport aux structures sociales.

Un usage « kamikaze » de la théorie

L'école française d'ethnographie et l'école de Manchester se distinguent essentiellement par l'usage qu'elles font de la théorie. Pour la première, celle-ci est un outil qui permet d'opérer le saut entre la situation, le contexte et les structures sociales afin de rendre compte d'un problème empirique (par exemple, les transformations de la condition ouvrière en France, le rapport des classes populaires à l'institution scolaire, aux services publics ou à la politique en France, etc.). L'école de Manchester va plus loin. Elle prône en effet un usage « kamikaze » de la théorie : l'objectif de l'enquête est certes de trouver des réponses à un problème empirique mais celui-ci sert aussi à construire une nouvelle théorie à partir de théories préexistantes (Burawoy, 1998, p. 20).

La différence entre ces deux positions se dégage bien de la façon dont les deux groupes de praticiens conçoivent l'articulation entre ethnographie et statistique. Sans forcément le formuler explicitement, Florence Weber et Stéphane Beaud relativisent la distinction entre statistique et ethnographie dans le manuel qu'ils consacrent à ce dernier type d'enquêtes en montrant que leur opposition a été socialement et historiquement construite (Beaud, Weber, 1997, p. 310-312). Dans d'autres textes, Florence Weber plaide plus explicitement pour une collaboration entre les deux

métiers (Weber, 2005 ; Gramain, Weber, 2001). A la lire, les deux types d'enquêtes diffèrent en effet davantage par la spécificité du savoir-faire qu'elles supposent que par leur fondement épistémologique (Weber, 1995, p. 153). On peut voir dans cette position le résultat de la diffusion des critiques adressées aux enquêtes statistiques qui, dans la continuité des travaux des ethnométhodologues, insistent sur les biais liés à l'asymétrie de la relation d'enquête ou aux différents sens qu'une même question peut avoir dans des contextes sociaux différents. Autrement dit, la critique selon laquelle les résultats ethnographiques sont biaisés par la personnalité et la présence de l'enquêteur s'applique aussi à l'enquête statistique et atteste l'hypothèse selon laquelle les sciences sociales relèvent d'une épistémologie commune qui les distingue des sciences de la nature (Passeron, 2006 [1991]). Néanmoins, l'égalité entre les deux types d'enquêtes que suppose leur usage complémentaire est trompeuse. À plusieurs reprises, Florence Weber insiste en effet sur les limites du travail ethnographique que l'usage de la statistique est appelé à combler : la statistique permet, d'une part, de mieux objectiver la situation observée, c'est-à-dire d'évaluer son caractère exceptionnel en regard d'une situation générale (Weber, 1995, p. 159) et, d'autre part, de vérifier si les hypothèses élaborées par l'ethnographe à partir d'une situation donnée peuvent être étendues à un plus grand nombre de situations (Weber, 1995, p. 165). Ces deux propositions confèrent aux résultats statistiques une portée qu'elles refusent aux données ethnographiques. L'évaluation de la singularité d'une situation consiste en effet à mesurer l'écart qui la sépare de la règle générale ramenée à une corrélation entre deux variables statistiques. Inversement, les résultats de l'enquête ethnographique, lorsqu'ils postulent ce type de corrélations, sont réduits au statut d'hypothèses qui, pour acquérir le statut de règle générale, doivent être soumises à un test statistique. À travers ces deux affirmations, Florence Weber reprend ainsi à son compte le principal reproche des statisticiens à l'encontre de l'ethnographie : ses résultats ne sont pas généralisables. Une telle conception de l'ethnographie repose cependant sur un modèle positif de science : une théorie n'est générale qu'à la condition qu'elle produise un système explicatif unifié et synthétique de la société.

Sur ce point, ma position est plus proche de celle de l'école de Manchester : ethnographie et statistique correspondent à deux modèles distincts de science qu'il est fructueux d'articuler. Michael Burawoy distingue en effet une « approche positive » et une « approche réflexive » de la science qui coexistent au sein des sciences sociales (Burawoy, 1998, p. 14). Dans le contexte français, une telle distinction prête cependant à confusion dans la mesure où la notion de « réflexivité » a été longuement développée par Pierre Bourdieu (Bourdieu, 2001). Chez Burawoy, la réflexivité implique cependant un modèle de science qui n'est pas aussi positif que celui de Pierre Bourdieu. De ce fait, la distinction que Jean-Claude Passeron et Jacques Revel opèrent entre « pensée par cas » et « pensée monotone » me paraît plus claire (Passeron, Revel, 2005). Elle permet aussi

d'éviter de recourir, comme le fait Burawoy, à la notion d'anomalie, qui est incohérente. La « pensée par cas » se différencie de la « pensée monotone » par la façon dont elle construit le cas empirique : celui-ci n'est pas l'exemplaire interchangeable d'une catégorie générale d'occurrences multiples. Pour paraphraser Jean-Claude Passeron et Jacques Revel, il n'existe qu'à travers les questions dont on l'investit (Passeron, Revel, 2005, p. 11). La distinction entre ces deux logiques de pensée ne se réduit donc pas à celle que l'on peut faire entre méthodes qualitatives et méthodes quantitatives. Il existe en effet une façon « monotone » de faire des entretiens ou de l'observation participante¹⁶. La méthode d'induction analytique à partir de laquelle Howard Becker construit par exemple son modèle de carrière déviante correspond à un usage monotone de données qualitatives : il construit, en accumulant une cinquantaine d'histoires individuelles, un schéma générique qui s'applique à ces histoires au prix de leur singularité (Becker, 1985 [1963], pp. 64-82). La logique de la pensée par cas est exactement opposée. Elle singularise le cas en en faisant une « énigme » : « il n'illustre rien au départ : ni type inconnu, ni certitude acquise, il se présente comme une énigme dont le travail analytique doit s'attacher à mettre au jour les termes pour pouvoir tenter de la résoudre » (Revel, Passeron, 2005, p. 18). Le cas est considéré ici comme un reste, une trace, un indice de quelque chose qu'il faut reconstituer à partir de fragments épars. C'est précisément ce travail de reconstitution que Michael Burawoy désigne par le terme d'« extension » : il faut imaginer à partir du fragment que l'on a sous les yeux l'ensemble du phénomène que l'on ne peut directement observer. Cette « extension » passe, comme l'indique Burawoy, par un travail de théorisation « kamikaze », c'est-à-dire par un travail d'enquête qui se soucie plus de la singularité, de l'exception, de l'irrégularité que du contraire. À ce stade, Burawoy emploie cependant la notion d'« anomalie » qui ne me paraît pas cohérente avec le reste de sa démarche. Il l'emprunte en effet à la terminologie de Thomas Kuhn. Dans ce cadre, une anomalie est une exception à la théorie qu'il s'agit d'intégrer en produisant une nouvelle théorie, plus générale et plus synthétique, que la précédente. Or, la « pensée par cas » repose sur un modèle de science moins positif que celui dont rend compte Thomas Kuhn. Dans ce modèle coexistent plusieurs théories qui, pour certaines, se concurrencent et, pour d'autres, se côtoient sans se rencontrer. Bien que la plupart de ces théories n'ait pas l'ambition de rendre compte de façon unifiée et synthétique de l'ensemble de la société, elles ne se réduisent pas au simple compte-rendu d'un cas particulier. Pour éclairer le cas à partir duquel elles ont été formulées, elles articulent en effet des concepts généraux issus de déplacements plus ou moins importants effectués à partir de théories préexistantes (modification à la marge ou reformulation de prémisses centrales). La cohérence interne du système conceptuel ainsi construit a

16 Inversement, il me semble que certaines façons qu'ont les statisticiens de « bricoler » leurs modèles ou de tâtonner dans le maniement de leurs outils de calculs procèdent aussi d'une forme de raisonnement « par cas ».

fait l'objet de mises à l'épreuve successives effectuées sur le même cas. Cependant, rien n'empêche de répéter l'exercice sur d'autres cas par la suite. Ainsi, bien qu'elles aient été élaborées à partir d'un cas unique, ces théories sont susceptibles d'être utilisées par la suite de façon monotone, c'est-à-dire d'être appliquées à d'autres cas qui en étendent la validité, au sens plus positif du terme (Passeron, Revel, 2005, p. 42). Si l'ambition d'une démarche qui procède par cas est au départ plus limitée que celle d'une démarche monotone (il ne s'agit pas de produire une meilleure théorie générale de la société mais de rendre un cas énigmatique plus intelligible), cela ne signifie donc pas que ses résultats sont, eux, limités. Comme le rappelle Carlo Ginzburg, « l'orientation quantitative et anti-anthropocentrique des sciences de la nature à partir de Galilée a placé les sciences humaines devant un dilemme désagréable : ou assumer un statut scientifique faible pour arriver à des résultats marquants ou assumer un statut scientifique fort pour arriver à des résultats négligeables » (Ginzburg, 1989 [1980], pp. 178-179). La force de l'ethnographie réside ainsi dans son attention minutieuse pour les détails les plus insignifiants, qu'elle contribue à rendre significatifs de quelque chose. Elle sacrifie ainsi ses ambitions scientifiques de départ au profit d'un gain théorique final plus important : une théorie de moyenne portée qui, certes, ne rend pas compte de toute la société mais qui éclaire mieux certains de ses aspects que les théories préexistantes, aussi générales soient elles.

L'énigme marzahnaise

Qu'est-ce qui dans le cas de Marzahn fait énigme ? Cette question m'a occupée pendant plusieurs années alors que, dès les premiers pas sur mon terrain, j'ai prêté attention à des querelles qui, bien qu'elles portent sur des sujets politiques, sont habituellement jugées insignifiantes parce qu'elles n'opposent que quelques individus. Le parcours de ma recherche correspond à un cheminement théorique au cours duquel j'ai cherché à rendre plus intelligibles ces « querelles personnelles ». Ce cheminement m'a amenée à formuler la thèse suivante, qui sert de fil directeur à mon argumentation : l'obstacle principal à la participation des habitants n'est pas leur faible capacité à politiser les problèmes qui les affectent ou leur manque d'engagement politique mais la représentation politique. En effet, même lorsque les discours qu'ils énoncent publiquement sur leur ville ou leur quartier font l'objet d'un processus de politisation et s'inscrit dans le cadre d'un engagement politique, pour prendre la forme d'une action politique aux yeux d'autrui et acquérir une force performative, ils nécessitent une opération de représentation. Le résultat principal de mon enquête est donc une théorie de la représentation politique.

Aussi marquant soit-il, rien ne me permettait de prévoir ce résultat lorsque j'ai entamé ma recherche. J'y suis arrivée après avoir vérifié une série d'hypothèses qui figuraient sur ma feuille de

route. Comme je l'ai montré à partir de la revue de la littérature, la participation des habitants, lorsqu'on la considère comme un discours sur la ville et une action politique, soulève deux questions principales : celle de l'appropriation de l'espace urbain et celle de l'engagement politique. En choisissant le grand ensemble de Marzahn comme terrain d'enquête, j'ai aussi intégré des questions subsidiaires à mon programme de recherche : elles concernent le destin urbain des grands ensembles socialistes après la réunification allemande et le rapport à la politique des habitants de ces espaces. Pour répondre à ces questions, j'ai examiné, à partir d'une analyse descriptive de sources statistiques, si la ségrégation socio-spatiale existait à Berlin-Est pendant la période socialiste, la façon dont elle s'organisait à cette époque et si, à la fin des années 1990, elle prenait la forme d'une mosaïque de situations urbaines différenciées comme c'est le cas dans d'autres villes européennes. En faisant l'histoire des dispositifs de participation mis en place à Marzahn, j'ai aussi regardé si les thèses qui insistent sur le transfert des acteurs et des méthodes de la rénovation urbaine depuis la partie occidentale vers la partie orientale de Berlin dans les années 1990 et qui concluent à l'assagissement et à l'individualisation de la participation des habitants dans le cours de ce transfert s'appliquaient à mon cas. L'étude ethnographique que j'ai menée sur les usages du logement et des équipements à Marzahn Nord visait à tester l'hypothèse selon laquelle les rapports au quartier varient avec la trajectoire sociale et résidentielle, la structure et la dispersion spatiale des réseaux d'interconnaissance des personnes et avec la forme des espaces considérés. A cela j'ai ajouté l'idée selon laquelle les dynamiques concurrentes d'appropriation de l'espace sont des sources potentielles d'engagement politique. Les querelles que j'ai observées en participant aux activités de groupes qui s'investissent dans la vie publique de Marzahn Nord m'ont alors rendue attentive au travail de mise en forme que suppose l'engagement politique. J'ai examiné les liens entre les défaillances de ce travail et la composition sociale du public admis à s'exprimer ainsi que l'ancrage institutionnel des espaces publics.

L'exposé des réponses que j'apporte à ces questions est, à l'image de celui de ma recherche, long et sinueux. Il commence par la question des transformations sociales dans le grand ensemble de Marzahn que j'appréhende à partir d'une entrée morphologique. Je décris comment les schémas de la distribution socio-spatiale hérités des modes de peuplement de la période socialiste évoluent après la réunification sous l'effet de l'action de la société immobilière communale et de nouveaux bailleurs privés. Le deuxième chapitre adopte un point de vue institutionnel sur la participation des habitants : celle-ci est considérée comme un instrument des politiques urbaines berlinoises. Je retrace les conditions socio-politiques dans lesquelles cet instrument a été importé à Marzahn au début des années 1990 puis reconfiguré à la fin de cette décennie dans un contexte où l'ensemble des programmes de rénovation de la ville sont réorientés. Le chapitre 3 s'intéresse aux modes

d'inscription spatiale et aux usages du quartier de trois groupes d'habitants socialement homogènes qui cohabitent à Marzahn Nord. Leurs membres appartiennent à trois catégories sociales qui se distinguent par leur parcours social et résidentiel, la structure et l'inscription spatiale de leurs réseaux d'interconnaissance, et leurs usages de l'espace. Je décris comment ces usages façonnent des attaches sociales et familiales à l'espace urbain qui constituent des enjeux potentiels de dispute dont le débouché public n'est cependant pas systématique. Le chapitre 4 s'intéresse ainsi aux conditions dans lesquelles le discours des habitants sur leur quartier prend une dimension politique. J'opère un premier déplacement théorique qui tient aux problèmes que pose une définition trop restreinte de l'action politique pour rendre compte de l'engagement de simples citoyens. En m'appuyant sur des travaux d'inspiration pragmatiste, je propose un modèle théorique de parcours d'engagement essentiellement modulé par l'activité critique des citoyens. À partir de ce modèle, je décris les conditions dans lesquelles trois habitants de Marzahn Nord en sont venus à porter publiquement la parole des autres habitants de leur quartier. Le dernier chapitre donne lieu à un second déplacement théorique qui tient à l'incapacité du modèle précédent à rendre compte des rapports de pouvoir et des situations d'injustice en jeu dans la participation. À partir d'une discussion critique des théories de la représentation politique qui sous-tendent les écrits de Pierre Bourdieu sur la politique et les travaux de Luc Boltanski et Laurent Thévenot, je mets en évidence deux sens de lecture opposés de la représentation. Ces deux sens de lecture ne rendent pas compte des mêmes obstacles à la participation lorsque je les utilise pour éclairer le déroulement de deux expériences participatives menées dans le quartier nord de Marzahn et me paraissent pour cette raison indissociables malgré leur opposition.

D'une ségrégation à l'autre Acteurs et temporalités du changement social à Marzahn



Zu Gast im Wohnzimmer bei Hermann und Jana Großkopf sowie Tochter Kathrin (9) im 4. Stock der Marchwitzstraße 129

Erich Honecker zu Gast bei den neuen Mietern

Nachmittagskaffee im Wohnzimmer der Familie Großkopf



Mietinteressentin Helga Schwaß und Marzahn-Besucher Klaus Wowerit.



Die Ahrensfelder Terrassen: So sieht der Rückbau aus.

Fotos (2): Schlemmer

Ahrensfelder Terrassen sind ein Renner

Stadtumbauprojekt der WBG Marzahn kurz vor der Fertigstellung

Articles extraits de *Berliner Zeitung*, n° 158, 7 juillet 1978, p. 2¹⁷ et de *Wohnen in Berlin/Brandenburg*, n° 11/12,

2004, p. 5¹⁸

- 17 Traduction du titre de l'article : « Erich Honecker invité chez les nouveaux locataires. A l'heure du café dans le salon de la famille Großkopf ».
Traduction de la légende de la photographie : « L'hôte dans le salon de Hermann et Jana Großkopf et de leur fille Kathrin (9 ans) au 4^e étage du Marchwitzstraße 129 ».
- 18 Traduction du titre de l'article : « Les Terrasses d'Ahrensfelde sont un pilote de course. Le projet de restructuration urbaine de la WBG Marzahn juste avant sa livraison ».
Traduction des légendes des photographies : photo 1 : « Helga Schwaß, une cliente intéressée, et Klaus Wowerit en visite à Marzahn » ; photo 2 : « Les Terrasses d'Ahrensfelde : voilà à quoi ressemble la restructuration urbaine ».

Introduction

Bien qu'ils documentent des périodes très différentes de l'histoire urbaine de Marzahn, ces deux articles rendent compte de deux événements à la scénographie étonnamment proche. Dans le premier cas, il s'agit de la visite officielle de Erich Honecker, le premier secrétaire du SED¹⁹, sur le chantier du grand ensemble de Marzahn. Elle a pour but de vanter les résultats de l'ambitieux programme de logements qu'il a lancé en 1973. Après avoir rencontré et félicité les ouvriers du chantier, il rend visite aux locataires du « millionième » appartement loué en RDA depuis 1973. Le deuxième article est tiré du journal mensuel édité par la fédération des sociétés immobilières communales de Berlin (*Verband gemeinnütziger und städtischer Wohnungsunternehmen Berlin mbH*). Il porte sur le projet réalisé par la société immobilière communale de Marzahn dans le cadre d'un programme fédéral de restructuration urbaine dans les villes est-allemandes (*Stadtumbau Ost*). Les photographies illustrant l'article ont été prises lors de l'inauguration du projet par le maire de Berlin, Klaus Wowereit.

Bien que la représentation de ces deux événements soit très proche, ils renvoient à des enjeux différents. J'insisterai donc sur ce qui singularise ces deux représentations. D'abord, le sens de la proximité entre les représentants politiques et les « simples citoyens » avec lesquels ils se font photographier est différent. Honecker rend visite aux bénéficiaires méritants de sa politique : il félicite Hermann Großkopf pour son engagement bénévole dans la commission de conflits (*Konfliktkommission*) de son entreprise²⁰ et Jana Großkopf pour ses responsabilités d'enseignante tandis que leur fille fait fièrement état de ses résultats scolaires. Cette photographie cristallise ainsi les principaux enjeux du tournant politique associé à l'ère Honecker. Celle-ci est marquée, pour Mary Fulbrook, par l'avènement du « socialisme consumériste » : les idéaux fondateurs ont été progressivement abandonnés en vue de la satisfaction de revendications plus immédiates de la population (Fulbrook, 2005). Les grands ensembles sont aussi le fruit d'une utopie urbaine qui les

19 Fondé en 1946 à partir d'une fusion des partis communistes et socialistes est-allemands, il s'agit du parti au pouvoir pendant les 40 ans de dictature socialiste en RDA. Erich Honecker prend la tête du parti après la mise à l'écart de Walter Ulbricht en 1971.

20 Ces instances sont créées à partir de 1953 dans les entreprises de plus de 200 salariés. Elles sont constituées de représentants des ouvriers et de la direction d'entreprise et sont chargées de régler les conflits du travail. D'après Sandrine Kott, leurs compétences deviennent de plus en plus larges dans les années 1960, de sorte qu'à la fin de la décennie, « la justice d'entreprise a progressivement cédé la place à une justice rendue au sein de l'entreprise » (Kott, 2001, p. 97).

conçoit comme les lieux privilégiés de la construction d'une nouvelle société caractérisée par le « mode de vie socialiste » (*sozialistische Lebensweise*) et l'abolition des inégalités sociales. Le couple Großkopf représente à ce titre un modèle du genre : en tant qu'enseignante, Jana appartient à la vaste classe moyenne socialiste désignée par le terme d'« Intelligence²¹ » (*Intelligenz*), tandis que son mari, ouvrier qualifié (*Facharbeiter*) à la *Berliner Werkzeugmaschinenfabrik*, appartient à la classe ouvrière. La présence de Honecker dans le salon des Großkopf symbolise donc une transaction : le logement en grand ensemble, doté de tout le confort moderne, est une récompense que le régime accorde aux citoyens qui, à l'instar du couple Großkopf, participent activement à la construction de la nouvelle société. Klaus Wowereit et Helga Schwaß jouent un tout autre rôle dans le deuxième article. Ils représentent deux visiteurs en position d'observation (la terrasse où ils posent surplombe le projet en arrière-plan) : le premier évalue le résultat d'un projet subventionné par la ville, la seconde atteste de sa réussite par l'intérêt qu'elle manifeste pour les nouveaux logements. Les photographies du deuxième article prennent donc sens dans le contexte de la dévalorisation sociale, symbolique et marchande des grands ensembles est-allemands pendant les années 1990 : comme le résume le titre d'une étude de 2001, d'espaces socialement valorisés et valorisants ils sont devenus des espaces socialement dévalorisés et dévalorisants (Hannemann, 2001). L'enjeu de projets tels que celui des *Terrasses d'Ahrensfelde*²², qui consiste, comme on le voit sur la deuxième photographie, à transformer l'architecture intérieure et extérieure des immeubles, est donc de trouver une nouvelle clientèle aux grands ensembles : à la jeune famille des années 1980 succède (peut-être) une population plus âgée avec d'autres besoins en espaces et en équipements collectifs. La juxtaposition de ces deux images soulève donc plus généralement la question de l'héritage urbain socialiste et de son devenir après la réunification, dans le contexte d'une reconfiguration d'ensemble du système de production capitaliste : que fait le « capitalisme » des années 1990 à la « ville socialiste » ?

La formulation de cette question est assez proche de celle qu'utilise le sociologue hongrois Ivan Szelenyi pour introduire son étude sur les inégalités urbaines dans les villes d'Europe de l'Est : qu'est-ce que le « socialisme » fait aux villes ? D'après lui, les villes produites par les États socialistes se différencient des villes d'Europe de l'Ouest par certaines de leurs caractéristiques morphologiques (Szelenyi, 1983). À partir de plusieurs enquêtes empiriques réalisées avec George

21 Je reprends le terme utilisé par les historiens français spécialistes de cette période de l'histoire allemande pour traduire le terme allemand *Intelligenz*. D'après eux, ce choix de traduction permet de distinguer la catégorie est-allemande de la catégorie soviétique « *Intelligentsia* », qui n'est pas définie de la même façon (Kott, 2001, p. 56). Je reviens sur la définition de la catégorie est-allemande dans la suite de ce chapitre.

22 Ahrensfelde est le nom du village de la banlieue brandebourgeoise situé en bordure du quartier nord de Marzahn où a été réalisé le projet. Le choix de ce nom n'a rien du hasard : il substitue à l'image stigmatisante des grands ensembles de la périphérie urbaine de Berlin l'image valorisante de la banlieue résidentielle suburbaine.

Konrad, Szelenyi isole l'une d'elles : la distribution spatiale des groupes sociaux. Celle-ci n'est pas homogène sur le territoire urbain, de sorte que des formes de ségrégation sociale continuent d'exister. Elles s'expliquent par la persistance d'une hiérarchie sociale qui diffère cependant de celle qui structure les sociétés capitalistes occidentales par la faible importance qu'elle accorde au critère du revenu. Autrement dit, le socialisme ne supprime pas la ségrégation sociale mais l'organise selon d'autres critères que ceux que l'on connaît dans les villes européennes occidentales. La question des transformations urbaines liées à la réunification implique ainsi d'élargir le champ d'investigation à la période socialiste et de prendre en compte les héritages de cette période. Cette question a été peu traitée par la sociologie urbaine allemande, bien que la thématique des transformations sociales dans les nouveaux *Länder* ait été bien investie dans les années 1990. Ces recherches, en partie soutenues par une commission spéciale du Parlement fédéral (*Kommission zur Erforschung des sozialen und politischen Wandels in den neuen Bundesländern*), couvrent de nombreux secteurs de la vie sociale et mobilisent les principaux auteurs de la sociologie urbaine allemande contemporaine : Hartmut Häußermann, Ulfert Herlyn et Jürgen Friedrichs (Strubelt *et al.*, 1996 ; Häußermann, Neef, 1996). Elles transposent les thématiques développées dans ce domaine de recherches durant les années 1980 aux villes est-allemandes : la ségrégation socio-spatiale, les structures de la propriété, les infrastructures collectives et les centres urbains. L'hypothèse principale de ces travaux consiste à dire que la reconfiguration des schémas de la ségrégation sociale après la réunification est avant tout liée à la libéralisation du marché immobilier et à la diversification des offres de logement (Herlyn, Harth, 1996). On assiste à un affinement des différences spatiales en lien avec celle de la structure sociale et des situations socio-économiques régionales (Kahl, 2003 ; Keller, 2005). L'exemple de Marzahn montre que ces différences, si elles sont renforcées à la réunification, existaient cependant déjà pendant la période socialiste.

L'étude des transformations morphologiques du grand ensemble de Marzahn soulève aussi la question, plus générale, des effets spatiaux des mutations socio-économiques contemporaines. À partir des exemples de New York, Londres et Tokyo, Saskia Sassen avance en effet plusieurs thèses sur la reconfiguration des structures urbaines contemporaines en lien avec la réorganisation du système économique mondial (Sassen, 1991). Les années 1980 auraient ainsi vu l'émergence d'un nouveau type de ville, la « ville globale », qui concentre les fonctions de direction et représente un point d'ancrage pour l'industrie de la finance et les services aux entreprises, désormais au centre du processus de production. Or, d'après Sassen, la « ville globale » est aussi marquée par une augmentation de la ségrégation urbaine : aux cadres et classes supérieures qui participent à l'essor de l'économie financière et réinvestissent les centres urbains ou les banlieues chiques font face des travailleurs mal rémunérés, employés pour les services directs aux particuliers et relégués dans les

quartiers centraux ou les périphéries urbaines marginalisées. En France, la thèse de la dualisation des structures urbaines est reprise par plusieurs auteurs (Donzelot, 1999 ; Jaillet, 1999 ; Maurin, 2004). Elle a cependant été nuancée par les travaux menés par Raymond Préteceille à l'échelle de la métropole parisienne (Préteceille, 2006). Cet auteur constate en effet que la ségrégation augmente effectivement dans les quartiers bourgeois traditionnels et dans certains quartiers ouvriers. Néanmoins, persistent encore, entre ces deux extrêmes, des quartiers « mélangés » qui constituent le quotidien de la majorité des classes moyennes et des catégories populaires. Les auteurs allemands font le même constat pour les grandes villes allemandes et pour Berlin, qui se caractérise par un marché du logement particulièrement distendu à partir de la fin des années 1990 (Häußermann, Kronauer, Siebel, 2004). Ainsi, la ville capitaliste européenne serait moins marquée par une structure urbaine duale que par des hiérarchies sociales fines produisant un espace urbain « mosaïque ». C'est du moins cette hypothèse que l'étude longitudinale de la distribution spatiale des groupes sociaux à Marzahn conduit à formuler.

Mon approche des transformations morphologiques du secteur de grands ensembles de Marzahn après la réunification combine, dans le temps et à différentes échelles spatiales, les effets de structure et les logiques des acteurs publics et privés. Mon analyse croise les données statistiques disponibles auprès de l'office statistique berlinois (*Statistisches Landesamt Berlin – StaLa*), des services du logement du Sénat de Berlin et de la mairie de l'arrondissement ou auprès des bailleurs avec des sources plus qualitatives (archives, entretiens et observation²³). Les données disponibles sur les mobilités résidentielles étaient trop agrégées pour permettre de reconstituer des modèles de trajectoires. Celles-ci sont en effet importantes pour différencier les projets résidentiels en fonction des catégories d'habitants et pour dégager leur impact sur la ségrégation (Authier, 2003). Ces trajectoires seront néanmoins intégrées à l'analyse des rapports au quartier que je mène dans le chapitre 3. Sur cette base, l'exemple de Marzahn montre que les transformations structurelles qui touchent l'ensemble de l'espace urbain berlinois après la réunification ne font que renforcer les schémas de ségrégation socio-spatiale hérités de la période socialiste. L'apparition de nouveaux schémas est ainsi liée aux effets de la privatisation du parc et à la création de nouveaux bailleurs à partir de la fin des années 1990.

23 Ces sources varient selon la période et l'échelle étudiée. Je les présenterai plus en détail dans les différentes parties de ce chapitre.

I. L'arrondissement de Marzahn dans la tourmente de la réunification

Pour mettre en évidence les schémas de la distribution spatiale des groupes sociaux hérités de la période socialiste dans le grand ensemble de Marzahn, un bref tableau des principales dynamiques de la reconfiguration de l'espace urbain berlinois est un bon point de départ. Pour beaucoup de chercheurs, allemands et étrangers, Berlin représente un « laboratoire urbain » dans les années 1990 : on peut y observer à une échelle réduite les processus mis en jeu par les transformations sociales, économiques, démographiques, culturelles ou politiques liées à la réunification allemande. Dans le domaine de la recherche urbaine, les années 1990 sont marquées par une production scientifique importante centrée sur la reconfiguration spatiale de la ville à partir d'entrées spécifiques comme l'économie (Krätke, Borst, 2000), le logement (Schulz, 1993), les pratiques culturelles (Grésillon, 2002), les transports (Rouyer, 2001) ou les espaces péri-urbains (Matthiesen, 2002). Ces recherches sont surtout réalisées par des équipes berlinoises (l'Institut de sociologie urbaine et régionale et l'Institut de géographie de l'Université Humboldt, l'Institut de planification et de développement régional (IRS) d'Erkner, une petite ville de la périphérie berlinoise). La création du Centre Marc Bloch à Berlin en 1992 explique la part non négligeable des travaux français dans les recherches sur ce thème. Cependant, ces changements ne reconfigurent pas complètement l'espace urbain berlinois. Les structures héritées du passé lui résistent en partie. Émile Durkheim qualifie de « morphologiques » les manières d'être collectives qui se sont consolidées et orientent l'activité sociale dans le présent (Durkheim, 1997 [1937], pp. 12-14). Ce sont ces structures que j'aimerais faire apparaître en montrant comment deux processus qui sont au centre des transformations des années 1990, la désindustrialisation et la périurbanisation, affectent différemment les territoires de la ville. Pour ce faire, je m'appuierai sur la littérature secondaire, sur les données fournies par les recensements et quelques éléments d'observation. Je commencerai par l'échelle de la ville pour terminer par les disparités internes à l'arrondissement de Marzahn.

I. 1. Désindustrialisation et périurbanisation à Berlin dans les années 1990

Comme l'indique le titre de l'ouvrage de Hartmut Häußermann et Andreas Kapphan, *Berlin : de la ville divisée à la ville ségréguée* (Häußermann, Kapphan, 2000), la réunification allemande met fin à la bipolarité de la ville et donne lieu à divers processus qui redistribuent les activités et les hommes de part et d'autre de l'ancienne frontière politique. La désindustrialisation et la périurbanisation sont les principaux phénomènes repérés par la littérature pour la décennie 1990.

La désindustrialisation ou la fin d'une situation d'exception

La réunification allemande ne reconfigure pas seulement l'espace urbain berlinois mais l'ensemble du territoire allemand, qui compte cinq nouveaux *Länder* à partir du 3 octobre 1990. La métropole berlinoise réintègre ainsi la hiérarchie des grandes villes allemandes, ce qui modifie en retour la position qu'elle occupait jusque-là dans le système urbain est-allemand. Alors que dans les années 1980, Berlin domine l'ensemble du territoire de la RDA, dans les années qui suivent la réunification, son attractivité se contracte sur son bassin régional, le Brandebourg (Dufaux, 1997, p. 355). Au sein de l'Allemagne réunifiée, la ville a du mal à conserver certaines de ses fonctions économiques malgré le statut de capitale qu'elle obtient en 1995 (Krätke, Borst, 2000). Les sites industriels, nombreux encore au début des années 1990, étaient en effet artificiellement entretenus à l'Est comme à l'Ouest par des subventions ou des conditions fiscales particulièrement attractives. En 1995, ces subventions sont définitivement interrompues à l'Ouest, ce qui entraîne la fermeture de plusieurs sites et de nombreux licenciements. À l'Est, le rachat des anciennes entreprises publiques par des entreprises ouest-allemandes ou étrangères a rarement donné lieu à des reconversions et a abouti au même résultat qu'à l'Ouest (Schulz, 1998, p. 7). Le repositionnement de Berlin dans le système urbain de l'Allemagne réunifiée se traduit ainsi par un processus de désindustrialisation, c'est-à-dire par la réduction des activités industrielles dans les deux parties de la ville. Ce phénomène se lit particulièrement bien dans l'évolution de l'emploi industriel à Berlin : 30 % des emplois dans ce secteur sont supprimés à Berlin-Ouest entre 1989 et 1997 contre 2/3 entre 1989 et 1992 puis 38 % entre 1992 et 1997 à Berlin-Est (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 105). La réunification politique et administrative des deux parties de la ville a aussi d'importantes conséquences sur les emplois dans la fonction publique, en particulier à l'Est, où des ministères comme celui de la sécurité intérieure (*Ministerium für Staatssicherheit - MfS*) avait vu ses effectifs grossir de façon exponentielle pendant les dernières années du régime. Les emplois dans les

administrations et les services publics de la ville (poste, transports, gaz et électricité) ont été réduits d'environ 30 % entre 1990 et 1998 (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 107). Dans la partie orientale de la ville, les femmes, dont le taux d'activité pendant la période socialiste était important, sont les principales concernées par les suppressions de postes dans le secteur industriel et la fonction publique. En 1996, leur taux d'activité est de 75,5 % contre 80,6 % en 1991 (Schulz, 1998, p. 10). Dans la partie occidentale, ce sont surtout les travailleurs immigrés peu qualifiés employés dans l'industrie et installés dans les quartiers du centre de Berlin-Ouest qui sont touchés : le nombre d'étrangers employés dans les industries ouest-berlinoises diminue de 2/3 entre 1990 et 1997 (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 105). À l'échelle de la ville, le taux de chômage progresse durant l'ensemble des années 1990, à raison d'un demi-point dans les premières années de la décennie et d'environ deux points entre 1995 et 1997. Cette progression reflète l'interruption des subventions fédérales au milieu des années 1990. À la fin de la décennie, le taux de chômage se situe autour de 18 %, contre 12,4 % en 1992²⁴.

La périurbanisation : une soif d'espace ciblée

En novembre 2005, Lena Modrow, une ancienne habitante de Marzahn Nord avec qui je me suis liée d'amitié durant mon premier séjour dans le quartier en 2004, me propose d'aller voir une pièce de théâtre qu'une amie présente dans le centre culturel de Schöneiche bei Berlin, une petite commune de la proche périphérie brandebourgeoise située dans le prolongement de l'arrondissement de Köpenick, au nord du Müggelsee²⁵. Pour nous y rendre, nous empruntons un tramway au départ de la station de S-Bahn qui dessert le lac. Nous sillonnons les bois environnants et les zones résidentielles qui y sont disséminées. Le paysage est très différent de celui que mes promenades dans le Barnim, une région agricole et peu boisée du Brandebourg, située au nord de Marzahn, m'ont fait découvrir.



Le quartier nord de Marzahn vu depuis Eiche (Brandebourg), mai 2006

24 Chiffres Statistisches Landesamt Berlin (StaLa Berlin).

25 Se reporter à la carte p. 41.

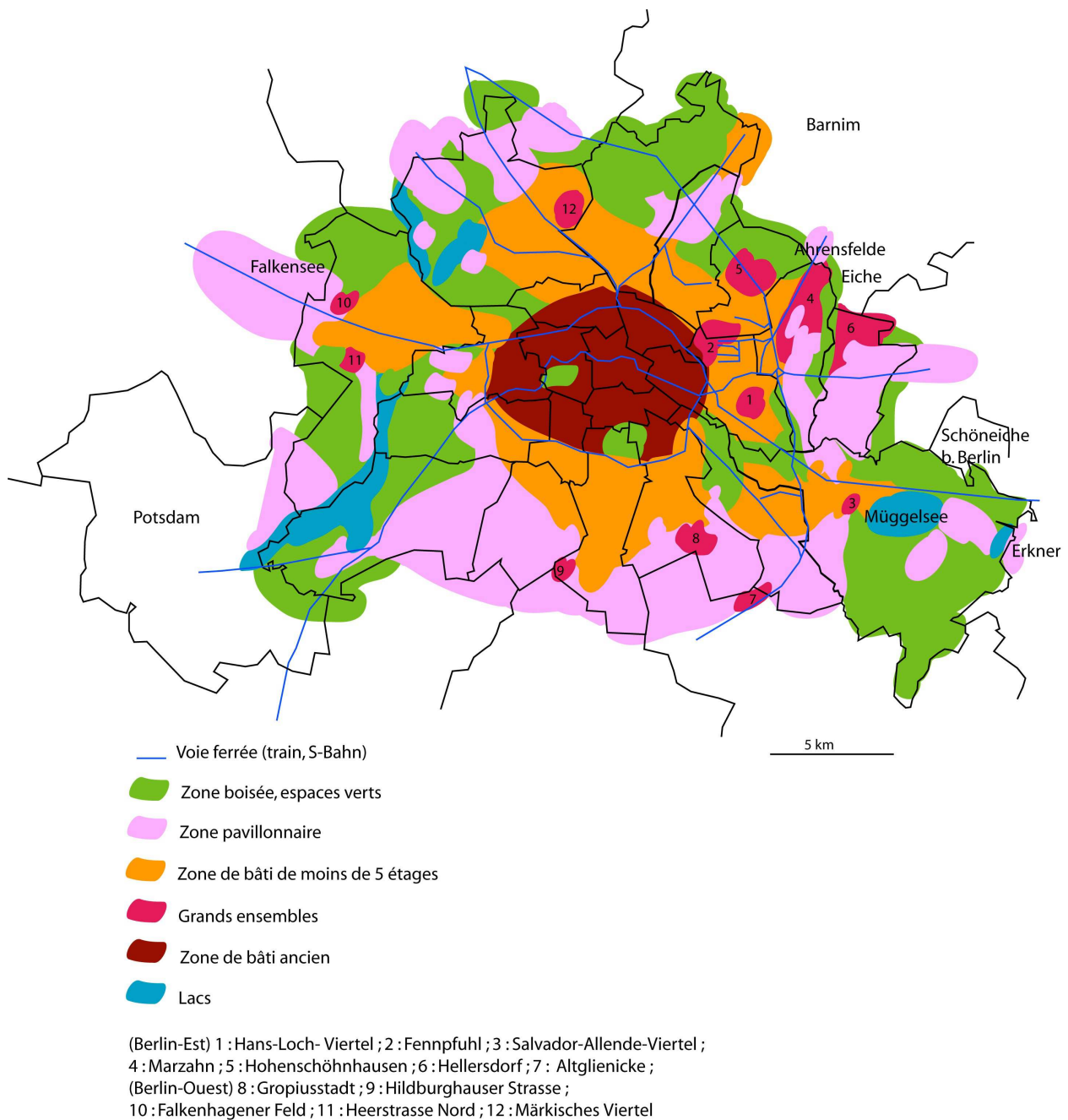


Le village d'Ahrensfelde, au nord du grand ensemble de Marzahn, avril 2005

Schöneiche et les communes avoisinantes portent davantage les marques d'une ancienne activité industrielle : entre les pavillons recouverts du crépi brunâtre caractéristique de la période socialiste, on aperçoit d'anciens bâtiments d'usine aux façades en briques rouges ou jaunes qui font aussi le charme de l'architecture industrielle du XIX^e siècle à Berlin. L'euphorie de la périurbanisation semble être retombée : le crépi coloré des maisons individuelles construites après 1990 a perdu de son éclat tandis que les lotissements, aux rues bien goudronnées et aux trottoirs aménagés, n'ont plus l'aspect chaotique de ceux que l'on construit encore au nord de Marzahn.

La métropole berlinoise avait fait l'objet d'une première vague de périurbanisation au début du siècle. Ce phénomène avait alors justifié la formation du Grand Berlin en 1920 à partir de l'annexion des villages voisins en expansion. Les zones pavillonnaires situées dans les arrondissements périphériques de Berlin datent de cette époque (voir la carte ci-après). La construction du Mur en 1961 a mis définitivement fin à ce mouvement à l'Ouest de la ville alors que ce phénomène marquait le développement des autres grandes villes de la RFA à la même époque. À l'Est, la construction pavillonnaire s'est poursuivie jusque dans les années 1970 mais de façon beaucoup plus modeste en raison de la priorité donnée à la densification urbaine et à l'industrialisation de la construction en RDA. L'ampleur de la construction des grands ensembles à la périphérie orientale de la ville dans les années 1980 a ainsi largement dépassé celle des zones pavillonnaires durant les décennies précédentes (Häußermann, 2001, p. 141-143 ; Peters, 1995, p. 237-246). La chute du Mur ouvre l'accès à de nouveaux espaces en périphérie. L'absence de réglementation en matière d'aménagement du territoire dans les premières années de la décennie 1990 entraîne une expansion « sauvage » des communes de la proche périphérie brandebourgeoise qui accordent pratiquement sans restriction les permis de construire. Cette expansion est marquée par un véritable boom immobilier de 1992 à 1998 entretenu par une politique fiscale attractive et

marqué par la multiplication des grandes surfaces entre 1990 et 1993 (Matthiesen, 2002, pp. 81-82.). Le phénomène est également encouragé par une flambée des prix immobiliers dans le centre de Berlin jusqu'au milieu des années 1990 (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 141) et, à partir de 1995, par le transfert des institutions politiques fédérales de Bonn vers Berlin qui amène une population de fonctionnaires s'installant surtout dans les communes de la proche banlieue brandebourgeoise. Cependant, comme le montre le récit de mon expédition à Schöneiche bei Berlin, la périurbanisation a inégalement profité à ces communes : dans certaines zones, elle a été un phénomène transitoire, tandis que dans d'autres, situées le long des grands axes de transports, elle s'est durablement inscrite dans le paysage.



La structure résidentielle de Berlin à la fin des années 1990

I. 2. Marzahn, un arrondissement dans la moyenne

Dans l'ensemble, les indicateurs de la situation socio-économique de la population et les soldes migratoires classent Marzahn parmi les arrondissements « perdants » de la réunification avec les autres arrondissements de grands ensembles de Berlin-Est (Hellersdorf, Hohenschönhausen) et les arrondissements du centre de Berlin (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 110). La comparaison avec ce dernier groupe d'arrondissement montre cependant que la situation de Marzahn est en fait proche de la moyenne berlinoise.

Les effets de la désindustrialisation et de la réunification administrative des deux parties de la ville se lisent dans l'évolution de l'activité de la population de Marzahn dans les années 1990. En 1989, 39 % de la population active travaille dans le domaine de l'industrie contre 43 % dans l'administration et les services publics (transports, poste et téléphonie inclus)²⁶. Jusqu'en 2000, la part des actifs employés dans les administrations publiques et les services se maintient autour de 30 %²⁷. Ce chiffre masque cependant une redistribution des activités tertiaires entre les secteurs publics et privés à l'échelle de la ville (Krätke, Borst, 2000, pp. 40-54). La part des actifs de Marzahn employés dans le secteur industriel recule tout au long des années 1990, passant à 27 % en 1995 puis à 24 % en 2000 (soit une baisse de 11 % sur la deuxième partie de la décennie)²⁸. Enfin, le taux de chômage augmente de plus de 4 points entre 1993 et 1998 (il représente 10,9 % de la population active en 1993 contre 15,5 % en 1998), tandis que la part des bénéficiaires des aides sociales dans la population progresse de 3 points entre 1994 et 1998 (elle correspond à 3,5 % de la population en 1994 contre 6 % en 1998)²⁹.

Par rapport aux arrondissements centraux, la situation de Marzahn à la fin de la décennie n'est cependant pas catastrophique. La part des actifs de Kreuzberg (Berlin-Ouest) employés dans le secteur industriel diminue de 28 % entre 1995 et 2000 contre 36 % à Prenzlauerberg (Berlin-Est) alors que la baisse à l'échelle de la ville est de 16 %³⁰. En 1998, l'arrondissement de Kreuzberg affiche le taux de chômage le plus élevé de la capitale (30 %) ; celui de Prenzlauerberg est proche de la moyenne berlinoise (18 %)³¹. Enfin, la part que représentent les bénéficiaires des aides sociales dans la population de Kreuzberg est de 17,7 % ; à Prenzlauerberg elle est également proche

26 Chiffres Statistisches Amt der Stadt Berlin, 1990.

27 Ce chiffre inclut les prestations de service du secteur privé. Chiffres StaLa Berlin, Mikrozensus, E4, 1991-2002.

28 Chiffres StaLa Berlin, Mikrozensus, E4, 1991-2002.

29 Chiffres Kiek In eV, 1995a, p. 10 et p. 12 et Senatsverwaltung für Gesundheit, Soziales und Verbraucherschutz, 1999, p. 89.

30 Chiffres StaLa Berlin, Mikrozensus, E4, 1991-2002.

31 Chiffres StaLa Berlin, 1998.

de la moyenne berlinoise (8%)³². Le revenu moyen des ménages de Marzahn est de 3 000 DM sur toute la période contre 2 300 DM à Kreuzberg, 2 250 DM à Prenzlauerberg et 2 800 DM pour l'ensemble de Berlin³³.

La position « moyenne » de Marzahn par rapport aux arrondissements du centre de Berlin-Ouest s'explique par le niveau de qualification élevé de la population : en 1993, la part des actifs sans diplômes à Marzahn est de 6,3 %, celle des actifs possédant un diplôme universitaire de 20 %³⁴. La désindustrialisation a surtout fragilisé la population la moins qualifiée : l'arrondissement de Kreuzberg compte une part importante d'immigrés (de l'ordre de 25 %), arrivés à Berlin-Ouest dans les années 1960 et 1970 pour répondre aux besoins de main-d'œuvre peu qualifiée de l'industrie ouest-berlinoise. Par contraste, Marzahn abrite une proportion d'étrangers très inférieure à la moyenne berlinoise (de l'ordre de 4 % sur la décennie 1990 contre une moyenne de 13 % à Berlin), même si ce chiffre n'intègre pas la population de « Aussiedler » ayant la nationalité allemande et ne le distingue pas particulièrement d'autres arrondissements de la partie orientale de la ville où la part des étrangers dans la population se situe entre 4 % et 8 %³⁵. Les différences entre Marzahn et les arrondissements du centre de Berlin-Est sont moins évidentes à expliquer. La population de Prenzlauerberg témoigne d'un niveau de qualification proche de celui de Marzahn (en 1993, 19,1 % de la population active possède un diplôme d'enseignement supérieur³⁶). La structure des ménages de Marzahn est en revanche très différente de celle de Prenzlauerberg : la proportion de personnes seules est supérieure à Prenzlauerberg (47,6 % des ménages de Prenzlauerberg³⁷ contre 27,2 % des ménages de Marzahn³⁸ en 1991). Si l'on considère le montant moyen du revenu par personne dans les deux arrondissements, il est ainsi supérieur à Prenzlauerberg en 1994 (1 313 DM contre 1 180 DM à Marzahn³⁹).

Si l'arrondissement de Marzahn semble relativement épargné par la désindustrialisation par rapport aux arrondissements du centre de la ville, les conséquences de la périurbanisation s'y font davantage sentir que dans les arrondissements de la partie occidentale de la ville. Les pertes de population liées à des mobilités résidentielles vers la proche périphérie brandebourgeoise sont en effet plus importantes à Berlin-Est qu'à Berlin-Ouest : entre 1994 et 1997, l'Est de la ville perd chaque année 7,4 % de sa population au profit de la périphérie contre 3,9 % pour l'Ouest. Une telle répartition des flux renvoie à leur dimension culturelle : les Allemands de l'Ouest hésitent à franchir

32 Chiffres Senatsverwaltung für Gesundheit, Soziales und Verbraucherschutz, 1999, p. 83 et p. 89.

33 Chiffres *Ibid.*, p. 72

34 Chiffres Kiek In eV, 1995a, p. 7.

35 Chiffres StaLa, 2003.

36 Chiffre Häußermann *et al.*, 2002, p. 48.

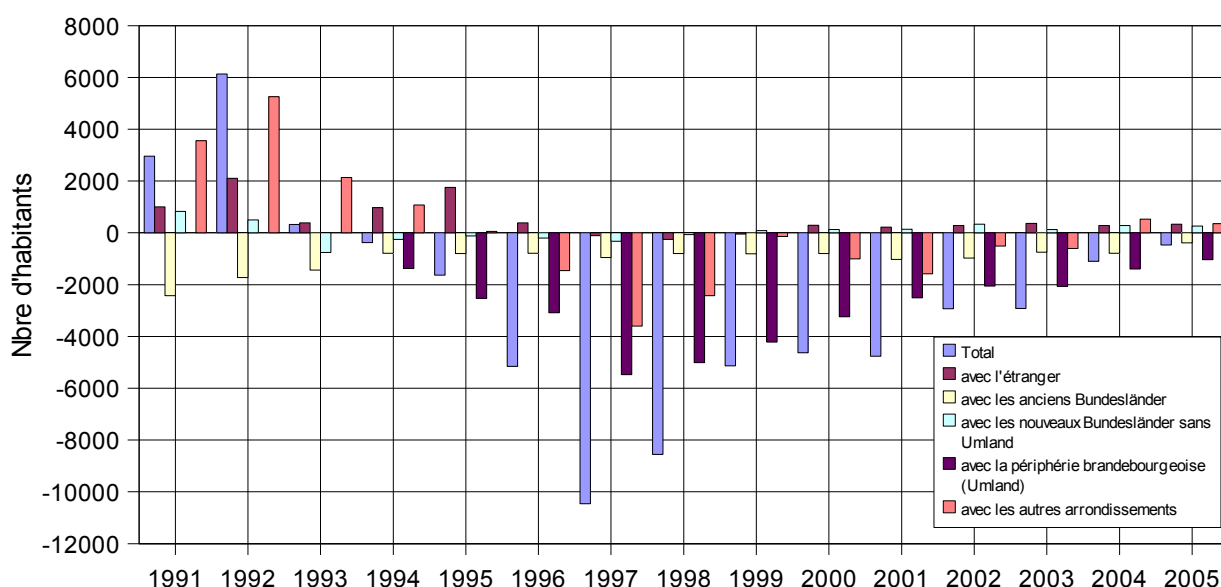
37 Chiffre Häußermann *et al.*, 2002, p. 46.

38 Chiffre Kiek In eV, 1995a, p. 7.

39 Chiffre Kiek In eV, 1995a, p. 9.

les frontières administratives de la ville pour s'établir sur des territoires de l'ancienne RDA (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 137). Dans la partie orientale de la ville, les arrondissements du centre et de la périphérie sont affectés avec une intensité comparable par le phénomène.

Les effets de la périurbanisation à Marzahn se lisent dans l'évolution des soldes migratoires de l'arrondissement avec les communes de la proche périphérie brandebourgeoise (*Umland*) (voir le graphique ci-dessus). Le milieu des années 1990 apparaît comme un moment pivot : la direction des flux s'inverse en faveur de la périphérie brandebourgeoise et d'autres arrondissements de Berlin. L'arrondissement commence à perdre des habitants (21 % de sa population sur l'ensemble de la période).



Composantes géographiques du solde migratoire de Marzahn-Hellersdorf⁴⁰, 1991-2005

Les soldes migratoires positifs avec l'étranger dans la première moitié des années 1990 correspondent à l'arrivée des *Aussiedler* et *Spätaussiedler* dans le contexte de l'ouverture des frontières à l'Est et reflètent l'évolution de la législation relative à cette catégorie de migrants en Allemagne réunifiée. La loi fédérale relative aux déportés et aux demandeurs d'asile (*Bundesvertriebenen- und Flüchtlingsgesetz – BVFG*) du 19 mai 1953 considère comme *Aussiedler* les personnes de nationalité allemande ou considérées comme appartenant au peuple allemand (*volksangehörig*⁴¹) qui se sont installées avant le 8 mai 1945 sur les territoires d'Europe de l'Est de

40 En 2001, les arrondissements de Marzahn et Hellersdorf ont fusionné dans le cadre d'une réforme administrative. A partir de cette date, l'ensemble des données des deux arrondissements ont été agrégées. Pour obtenir une série complète et homogène sur les décennies 1990 et 2000, il faut donc considérer les deux arrondissements. Chiffres StaLa, Wanderungen nach Herkunfts- bzw. Zielgebieten, 1991-2005.

41 Cette dernière dénomination repose sur une définition ethnique de la communauté nationale : appartient au peuple allemand « celui qui a fait connaître sa germanité (*deutsches Volkstum*) dans son pays d'origine à travers des signes de reconnaissance tels que la généalogie (*Abstammung*), la langue, l'éducation et la culture » (§ 6, BVFG). Dans le cas où aucun membre de la famille ne détient la nationalité allemande, l'immigration en Allemagne est conditionnée par la réussite à un test de langue. Jusqu'en 1996, il suffisait qu'un des ascendants le réussisse pour

l'ancien Empire allemand (*Ostgebiete*), à Danzig, en Estonie, Lituanie, Union soviétique, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Albanie ou Chine et qui ont entamé les démarches pour quitter ces pays et revenir en Allemagne avant le 31 décembre 1992. À partir du 1^{er} janvier 1993, cette loi est modifiée et reconnaît le statut de *Spätaussiedler*⁴² aux Allemands qui ont été déportés dans l'ensemble des territoires cités avant le 31 mars 1952. La législation de 1993 comporte cependant des mesures qui restreignent les flux de retour issus de cette catégorie de migrants. Seuls les descendants de *Spätaussiedler* nés avant le 1^{er} janvier 1993 peuvent prétendre à ce statut. L'immigration des conjoints « non allemands » relève désormais de la loi sur le regroupement familial des étrangers, ce qui réduit leurs droits aux prestations sociales et aux aides financières à l'intégration. Enfin, les flux sont limités à un volume de 225 000 personnes par an (Bade, Oltmer, 2003, p. 29). Dans les années 1990, les flux vers l'Allemagne réunifiée sont surtout composés de descendants d'émigrés allemands qui se sont installés en Russie à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle et dont les parents ont été déportés par Staline pendant la deuxième guerre mondiale en Sibérie et en Asie centrale (Kazakhstan). Entre 1988 et 1998, sur les 3,9 millions de *Aussiedler* et de *Spätaussiedler* qui se sont installés en RFA puis en Allemagne réunifiée, 1,6 millions (60 %) sont originaires de l'ancienne Union soviétique. Ces flux sont répartis entre les différents *Länder* à leur arrivée en Allemagne selon une logique de quotas. Le *Land* de Berlin accueille 2,7 % des *Aussiedler* et *Spätaussiedler* acceptés sur le territoire allemand, soit environ 2 500 personnes par an depuis le début des années 1990 (Bade, Oltmer, 2003, p. 21). En 2005, la mairie de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf estime que la population de *Aussiedler* et de *Spätaussiedler* résidant sur son territoire est comprise entre 25 000 et 35 000 personnes, c'est-à-dire qu'elle représente entre 10 % et 14 % de la population de l'arrondissement⁴³.

Durant la première partie de la décennie 1990, le solde positif avec les autres arrondissements de Berlin et les nouveaux *Länder* peut s'interpréter comme une composante résiduelle du système migratoire propre aux dernières années de la période socialiste : les logements en grands ensembles étaient particulièrement valorisés par la population en regard des centres urbains dégradés et servaient à absorber les flux migratoires qui, depuis le début des années 1980, convergeaient de l'ensemble de la RDA dans le cadre de la politique de développement économique et scientifique de « Berlin, capitale de la RDA » (« *Berlin, Hauptstadt der DDR* »)⁴⁴. Le solde négatif avec les anciens *Länder* est plus directement lié à la chute du Mur. Ce solde se stabilise

permettre à l'ensemble de ses descendants de bénéficier du statut de *Aussiedler* ou de *Spätaussiedler*. Au-delà de cette date, l'ensemble des personnes souhaitant bénéficier de ce statut doit le réussir, ce qui constitue une restriction sérieuse à ce type d'immigration (Bade, Oltmer, 2003, p. 29).

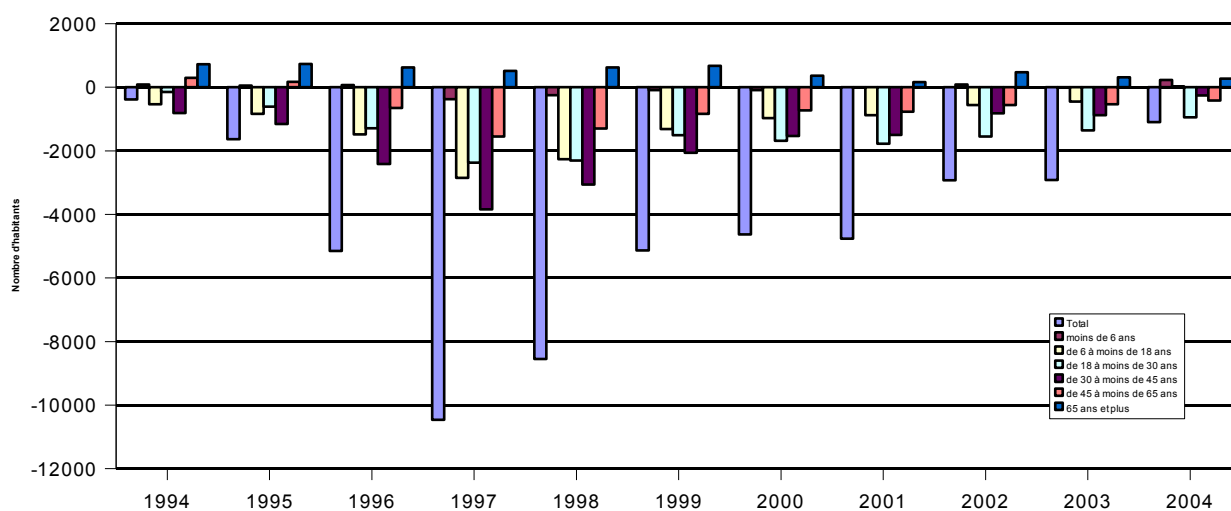
42 Le préfixe « spät- » signifie ici « plus tard » ou « tardif ».

43 Chiffres Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, *Basisbericht 2005...*, 2006, p. 10.

44 Pour davantage de détails à ce sujet, voir plus loin p. 51.

cependant à partir du milieu des années 1990 tout en restant négatif durant le reste de la période. On peut faire l'hypothèse que les déménagements vers les anciens *Länder* sont surtout motivés par la recherche d'un nouvel emploi dans des métropoles ouest-allemandes économiquement plus dynamiques.

L'inversion des flux en faveur du *Umland* s'explique par la dévalorisation des grands ensembles comme forme d'habitat⁴⁵ et par la valorisation symétrique du pavillon individuel dans les communes de la périphérie brandebourgeoise. Les flux en direction des autres arrondissements de Berlin se concentrent sur les arrondissements voisins (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 135). Les pertes de population se font cependant davantage au profit de la périphérie brandebourgeoise : entre 1995 et 2002, l'arrondissement perd en moyenne 3 500 habitants par an en faveur de la proche périphérie brandebourgeoise contre 1 300 habitants en faveur des autres arrondissements de Berlin, ce qui représente respectivement 2/3 et 1/4 des pertes annuelles de population dues aux flux migratoires. Si l'on se penche sur les composantes démographiques des flux migratoires, on remarque qu'ils sont sélectifs : durant toute la décennie 1990, l'arrondissement de Marzahn perd surtout des habitants âgés entre 6 et 45 ans, soit les personnes en âge de travailler et leurs enfants (voir le graphique ci-dessous). D'après Hartmut Häußermann et Andreas Kapphan, ces flux sont majoritairement composés d'actifs et contribuent à accentuer la part d'inactifs dans la population de l'arrondissement (Häußermann, Kapphan, 2000, pp. 143-149).



Composantes démographiques du solde migratoire de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf, 1994-2005⁴⁶

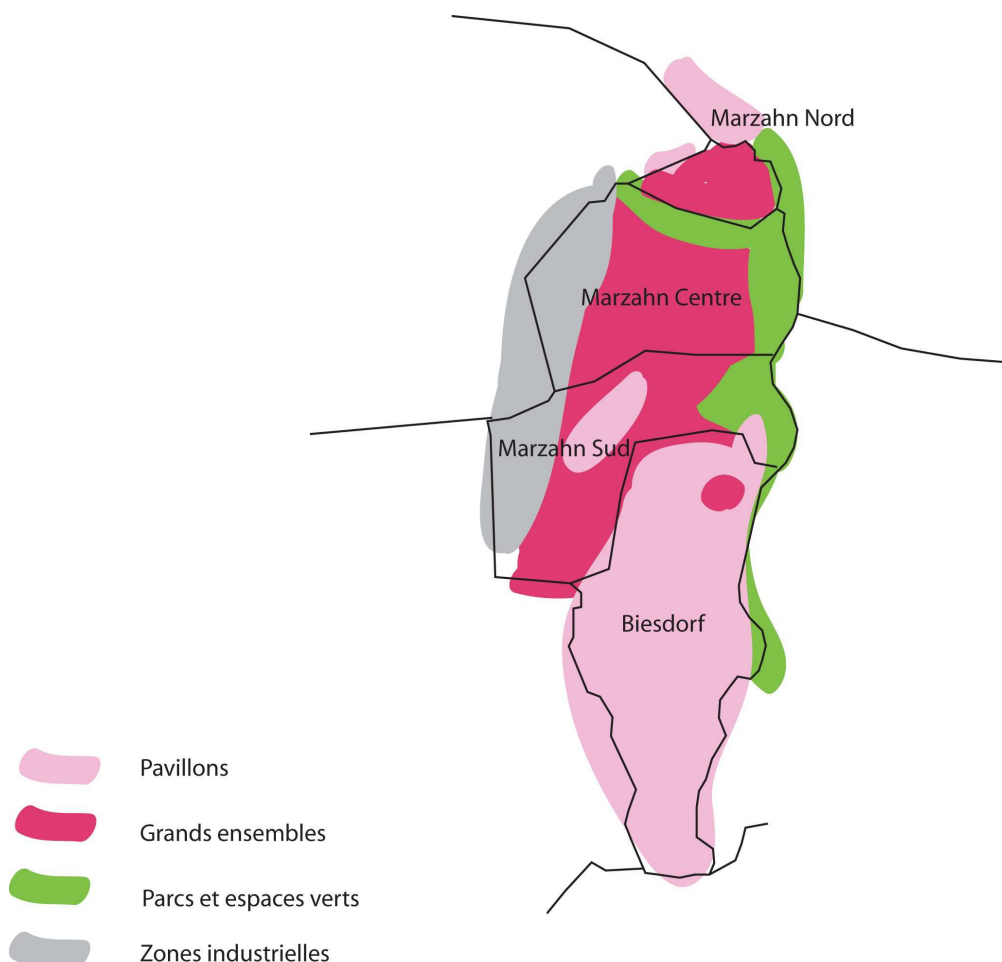
45 La dévalorisation des grands ensembles est d'abord symbolique : à la réunification, les compte-rendus médiatiques stigmatisent cette forme urbaine (je donnerai des exemples dans le chapitre suivant). Elle renvoie aussi à l'évolution de leur valeur marchande : au début des années 1990, le prix de vente d'un logement en grand ensemble se situe autour de 2500 DM le mètre carré, soit un prix au mètre carré parmi les plus bas pratiqués à Berlin pour les logements locatifs privés (Borst, 1996, p. 114).

46 Chiffres StaLa, Wanderungen nach Altersgruppen, 1994-2004.

Comme les autres arrondissements de Berlin, Marzahn est affecté par la désindustrialisation et la périurbanisation dans les années 1990. Cependant, la comparaison avec la situation des arrondissements du centre de la ville relativise l'ampleur des effets de ces deux phénomènes. La situation socio-économique des habitants de Marzahn semble ainsi assez proche de la « moyenne » berlinoise. Il faut cependant se méfier de telles moyennes : elles peuvent masquer des disparités territoriales internes.

I. 3. Ce que les moyennes cachent : disparités nord/sud à Marzahn

Les chiffres de l'arrondissement de Marzahn concernent des territoires à la structure résidentielle et à l'histoire urbaine très différentes : le grand ensemble dans le nord, qui regroupe 80 % de sa population environ⁴⁷, et les zones pavillonnaires au sud (voir la carte ci-dessous). Ainsi, les indicateurs socio-économiques disponibles à l'échelle des secteurs statistiques (*statistische Gebiete*), qui correspondent grossièrement aux quartiers administratifs définis après la réunification, témoignent de disparités territoriales entre ces deux zones urbaines et au sein du grand ensemble : en 1994, le quartier nord (Marzahn Nord) affiche un taux de bénéficiaires des aides sociales dans la population de 4 % contre 3 % dans le quartier du centre (Marzahn Centre) et de 2 % dans le quartier sud (Marzahn Sud). La part des bénéficiaires des aides sociales dans les zones pavillonnaires (Biesdorf) représente entre 1 % et 3 % de la population⁴⁸.

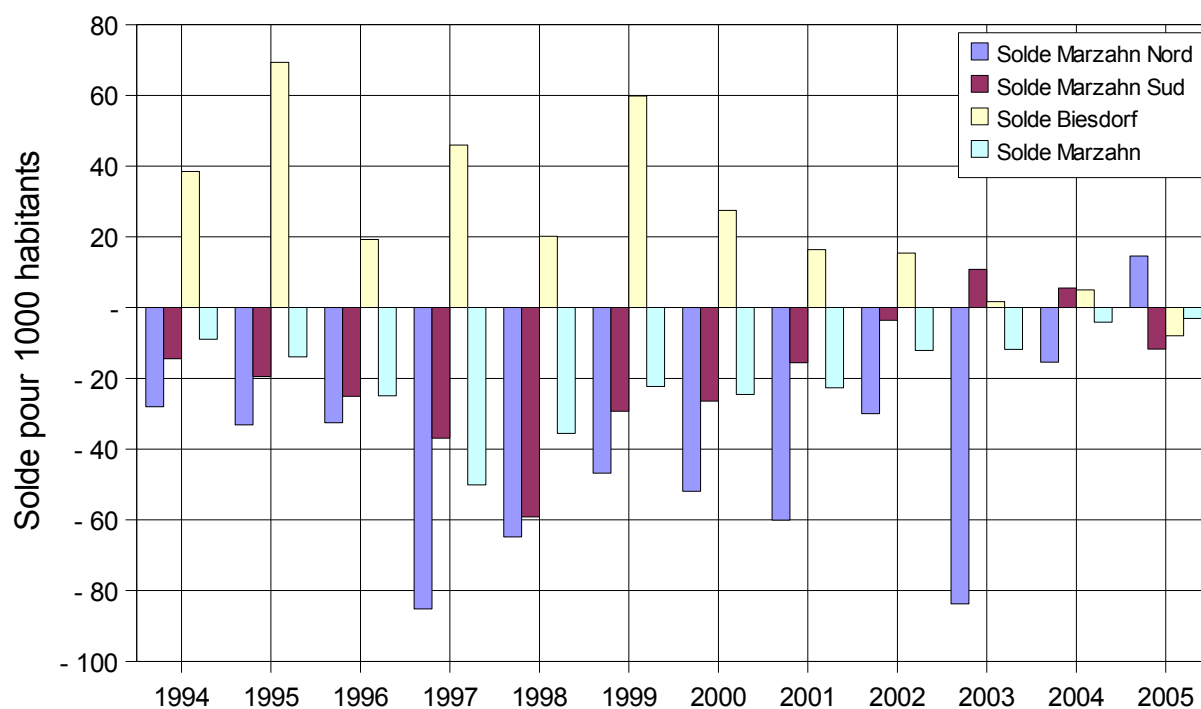


Les quartiers administratifs de Marzahn et leur structure résidentielle dans les années 1990

47 Chiffre StaLa, Melderechtlich registrierte Einwohner nach Altersgruppen, 1994.

48 Chiffres Kiek In eV., 1995b, p. 18.

Les effets de la périurbanisation considérés à l'échelle des secteurs statistiques confirment ces disparités (voir le graphique ci-dessous).



Solde migratoire pour 1 000 habitants de trois quartiers de l'arrondissement de Marzahn, 1994-2005⁴⁹

Contrairement aux grands ensembles, la zone pavillonnaire de Biesdorf enregistre des soldes migratoires positifs tout au long des années 1990. Elle profite en effet de l'essor de la construction pavillonnaire en banlieue, entretenue par des incitations fiscales qui visent à encourager la propriété privée à l'Est et à concentrer la périurbanisation à l'intérieur des frontières de la ville (Krätke, Borst, 2000, pp. 196-199). Dans le grand ensemble, les tendances sont grossièrement les mêmes que celles observées à l'échelle de l'arrondissement. L'intensité des flux est cependant plus importante dans le quartier du nord (Marzahn Nord) que dans celui du sud (Marzahn Sud). Sur l'ensemble de la période, le quartier nord a ainsi perdu 36 % de sa population contre 22 % pour le quartier sud et 21 % pour l'ensemble de Marzahn tandis que la population de la zone pavillonnaire de Biesdorf croît de 28 %. La jeunesse relative de la population joue certainement un rôle dans la sensibilité de ce quartier à la périurbanisation : une population plus jeune est souvent plus mobile. L'âge moyen de la population du quartier nord du secteur de grands ensembles de Marzahn est le plus bas de l'arrondissement durant l'ensemble de la période (en 2004, il est de 35,2 ans contre 40,2 ans pour le quartier du centre, 43,3 ans pour le quartier sud et 40,2 ans pour l'arrondissement de Marzahn⁵⁰).

49 Chiffres StaLa, Wanderungen nach Herkunfts- bzw. Zielgebieten, 1994-2005.

50 Chiffres Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, 2004, p. A4.

Dans l'ensemble, les indicateurs statistiques disponibles pour les années 1990 à l'échelle des arrondissements de Berlin et des « secteurs statistiques » ont montré que la désindustrialisation et la périurbanisation n'ont pas affecté de la même façon les deux parties de la ville. Alors qu'à l'Ouest la désindustrialisation touche particulièrement les populations immigrées, les femmes en sont les principales victimes à l'Est. La périurbanisation vise davantage les arrondissements de l'Est que ceux de l'Ouest. Comparée à celle de la population des arrondissements du centre de la ville, la situation socio-économique des habitants de Marzahn est proche de la moyenne berlinoise. Cependant, cette position moyenne cache des disparités plus fines entre les quartiers du sud et ceux du nord de l'arrondissement. Alors que la périurbanisation profite aux premiers, elle contribue à aggraver les indicateurs socio-économiques des seconds. Plus généralement, ces différences témoignent de caractéristiques morphologiques qui opposent les deux parties de la ville entre elles, les grands ensembles au centre de Berlin-Est et les quartiers nord à ceux du sud du grand ensemble de Marzahn. La partie orientale abrite une proportion beaucoup moins importante d'étrangers que la partie occidentale, le niveau de qualification de la population y est aussi supérieur. Les grands ensembles comptent une part plus importante de couples avec enfants que les quartiers anciens du centre de Berlin-Est. Enfin, la population des quartiers nord du grand ensemble de Marzahn est plus jeune que celle des quartiers sud. Aussi intéressantes que puissent être ces caractéristiques, rien ne me permet pour l'instant d'expliquer ce qui les relie entre elles. À ce stade je n'ai recueilli que des indices attestant d'un effet de structure, mais l'origine de ces structures n'a pas été clairement identifiée. Par exemple, quel lien existe-t-il entre la forme urbaine, la situation socio-économique et la structure des ménages ou la structure par âge de la population ? Pourquoi la proportion des personnes diplômées du supérieur est-elle plus importante à Berlin-Est qu'à Berlin-Ouest ? Pourquoi la proportion d'étrangers y est-elle inférieure ? Est-ce une spécificité des villes socialistes en général ou de Berlin-Est en particulier ? Les disparités internes au sein du secteur de grands ensembles de Marzahn sont-elles typiques des grands ensembles socialistes ou singularisent-elles mon cas ? Pour répondre à ces questions, un détour par le passé s'impose.

II. Les héritages de la période socialiste

Le grand ensemble de Marzahn est construit entre 1976 et 1989. Les premiers plans du projet datent du début des années 1970, époque à laquelle Erich Honecker lance un ambitieux programme de construction dont l'objectif officiel est de mettre un logement moderne à la disposition de chaque ménage est-allemand avant 1990. La construction du grand ensemble de Marzahn intervient aussi à un tournant dans l'histoire urbaine de « Berlin, capitale de la RDA » (*Berlin, Hauptstadt der DDR*). Alors que les années 1950 sont consacrées à la reconstruction du centre de Berlin-Est et que de grands projets comme la Stalinallee (aujourd'hui Karl-Marx-Allee) voient le jour à l'Est de l'Alexanderplatz, les années 1960 donnent la priorité à des urbanisations nouvelles (Eisenhüttenstadt ou Hoyerswerda) dans les régions industrielles de la RDA. À partir des années 1970, le développement urbain de Berlin-Est revêt un enjeu symbolique dans le contexte de la détente des rapports Est-Ouest. En février 1976, le bureau politique du SED décide des grandes lignes du développement futur de la capitale, appelée à devenir la vitrine du « socialisme réellement existant » (*real existierender Sozialismus*). Dans ce cadre, trois projets de grands ensembles sont planifiés au nord, à l'est et au sud-est de la capitale est-allemande. Le grand ensemble de Marzahn est le plus ancien et le plus important de ces projets (Peters, 1995, pp. 216-217). Par rapport aux « palais pour les ouvriers » construits sur la Stalinallee au début des années 1950, la forme urbaine des grands ensembles manifeste le changement de référentiel qui intervient au milieu des années 1950 dans le secteur de la construction : au référentiel esthétique (le style « national » emprunte ses références au classicisme à Berlin) se substitue un référentiel industriel qui mise sur la standardisation de l'offre de logements et la réalisation d'objectifs quantitatifs (Rowell, 2006, pp. 43-102). Mais, comme c'était déjà le cas des « palais pour les ouvriers » du début des années 1950, tout le monde n'est pas admis à profiter de la modernité des logements en grands ensembles. Comment s'organise la distribution spatiale de la population à l'échelle de la ville et dans les grands ensembles ?

Il n'existe pas de sources statistiques permettant de répondre directement à cette question. Ma démonstration s'appuie sur l'évolution des caractéristiques sociales d'un échantillon d'habitants sondés à trois reprises dans le cadre d'une enquête sur le logement menée dans le grand ensemble de Marzahn dans les années 1980. L'interprétation de cette évolution montre que la ségrégation socio-

spatiale existe dans les pays socialistes mais qu'elle s'organise à partir de critères différents de ceux du marché dans les contextes capitalistes : le critère de sélection n'est pas le prix du logement mais le mérite. Ce mode de sélection se traduit, comme dans les pays capitalistes, par la concentration spatiale des ménages disposant des revenus les plus élevés, mais la spécificité de la RDA tient à l'équivalence des rémunérations entre les personnes diplômées de l'enseignement supérieur (cadres, ingénieurs, etc.) et les ouvriers qualifiés. Le mode de peuplement des grands ensembles est-allemands, tel que je l'observe à Marzahn, a ainsi un effet similaire à celui observé dans les exemples français : l'accès aux grands ensembles fragmente la classe ouvrière. Pendant la période socialiste, cette division sociale se reflète dans l'espace des grands ensembles.

II. 1. Un problème de sources

Jusqu'ici j'ai considéré la distribution spatiale des groupes sociaux d'un point de vue synchronique : elle est saisie sur une période relativement courte en comparant une série d'indicateurs statistiques à plusieurs échelles. Dans cette partie, j'adopte un point de vue plus diachronique sur cet élément de morphologie en regardant comment les mécanismes de peuplement des grands ensembles pendant la période socialiste l'ont produit. Une telle démarche se heurte à un problème de sources : le territoire ne constitue pas une échelle d'observation statistique pendant la période socialiste. Je l'ai contourné en exploitant les variations temporelles des caractéristiques sociales d'un échantillon d'habitants sondés à trois reprises pendant les années 1980 dans le cadre d'une enquête sur le logement à Marzahn.

Les voies complexes de l'attribution de logements à Marzahn pendant la période socialiste

Comme l'a montré Jay Rowell, l'attribution des logements en RDA n'a pas fait l'objet d'une politique centrale mais représente « un champ d'action où l'ensemble des acteurs administratifs et économiques interviennent pour tenter de s'accaparer une quantité maximale de cette ressource » (Rowell, 2006, p. 146). De manière générale, à la fin des années 1970 et pendant les années 1980, les logements en grands ensembles dépendent de trois filières d'attribution qui reposent sur des principes différents : la logique de sélection de la filière municipale est orientée par un principe d'égalité et privilégie les ouvriers, les jeunes couples et les familles nombreuses ; la filière des entreprises sélectionne plutôt les demandeurs en fonction de critères d'efficacité économique (ingénieurs et cadres dirigeants, salariés disposant de compétences particulières, récompense des ouvriers les plus productifs) ; la filière des coopératives ouvrières⁵¹ applique des critères proches de ceux de la filière des entreprises (Rowell, 2006, pp. 176-208). À ces trois filières, il faut ajouter les passe-droits dont bénéficient les personnes occupant des positions stratégiques. Le maire de Marzahn disposait ainsi d'une réserve personnelle d'une centaine de logements par an qui lui servaient de monnaie d'échange avec les entreprises participant à la construction du secteur de grands ensembles ou lui permettaient d'entretenir son réseau de relations politiques⁵².

51 *Arbeiterwohnungsgenossenschaft – AWG*. Les parts des locataires dans la coopérative sont calculées proportionnellement à la surface du logement. L'accès à ces logements est donc conditionné par l'acquittement préalable d'une cotisation qui peut éventuellement se faire par des heures de travail supplémentaires réalisées dans l'entreprise ou directement sur les chantiers de construction.

52 Entretien avec Gerd Cyske, maire de Marzahn de 1979 à 1989, 24 avril 2007.

Dans le cas de Marzahn, les règles d'attribution de la filière municipale sont compliquées par le chevauchement des échelons administratifs sur un même territoire. En tant que « Capitale de la RDA », Berlin-Est est le siège des grands ministères pour lesquels la possession d'un contingent de logements à Marzahn représente une ressource importante. L'administration de la ville comprend elle-même deux échelons : celui du *Bezirk*⁵³ et celui de l'arrondissement (*Stadtbezirk*)⁵⁴. L'administration de l'ensemble de la ville est assurée par le Magistrat de Berlin, celle des arrondissements par le Conseil d'arrondissement (*Rat des Stadtbezirkes*). Chaque année, le Magistrat de Berlin attribue à l'arrondissement de Marzahn mais aussi aux arrondissements du centre urbain dont la réserve en logements neufs est faible (Mitte, Prenzlauerberg par exemple) un contingent de logements que les services du logement (*Wohnungsabteilung*) attribuent aux habitants qui en font la demande en fonction des critères propres à la filière municipale. Durant la première moitié des années 1980, le service du logement de l'arrondissement de Marzahn se charge surtout d'attribuer les logements destinés au personnel des entreprises locales, des services et des équipements publics des grands ensembles en construction. Ces contingents sont fixés par le Magistrat à partir des demandes adressées par les entreprises et par les services des secteurs concernés (santé, enseignement, restauration par exemple) puis transmis au service du logement de l'arrondissement de Marzahn. Le nombre de logements qu'il peut attribuer aux demandes émanant directement de la population de Marzahn est très modeste (de l'ordre d'une centaine de logements)⁵⁵. À partir du milieu des années 1980, ce dernier contingent augmente (environ 2 000 logements par an) mais reste très limité par rapport au nombre de logements neufs livrés chaque année (de l'ordre de 10 000)⁵⁶. Ainsi, pour reconstituer les mécanismes d'attribution de la seule filière municipale, il faut non seulement dépouiller les archives des services du logement de Marzahn mais aussi celles du Magistrat de Berlin et des arrondissements centraux. Même en ayant fait ce travail, il manque encore les deux autres filières. Une telle enquête n'était pas envisageable dans le cadre d'une thèse pour laquelle les politiques de peuplement pendant la période socialiste ne constituent qu'une question secondaire.

53 Depuis les réformes territoriales du début des années 1950, l'ensemble du territoire de la RDA est découpé en 15 *Bezirke* qui correspondent au premier échelon administratif après l'échelon national.

54 Avant la création des arrondissements de Marzahn en 1979, de Hohenschönhausen en 1985 et de Hellersdorf en 1986, Berlin-Est compte 8 arrondissements ou *Stadtbezirke*.

55 La population de Marzahn, habitant le vieux village et la zone pavillonnaire de Biesdorf, ne représente alors qu'une faible part de la population est-berlinoise par rapport à celle d'autres arrondissements comme Prenzlauerberg (4,3% contre 18% pour Prenzlauerberg en 1971). Chiffres Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, 1981, p. 13.

56 Entretien avec Gerd Cyske, maire de Marzahn de 1979 à 1989, 24 avril 2007.

La ségrégation socio-spatiale : un angle mort de la sociologie urbaine est-allemande

Des données sur la ségrégation socio-spatiale pendant la période socialiste pouvaient me suffire. En tant que résultat cristallisé de l'usage des catégories qui règlent l'accès au logement pendant la période socialiste, elles m'auraient permis de proposer quelques hypothèses sur les mécanismes de peuplement que je pouvais étayer par les trajectoires résidentielles des personnes que j'ai rencontrées à Marzahn Nord. Néanmoins, là encore, je me heurte à un problème de sources. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce problème est moins lié à la falsification des données statistiques qu'à leur absence. Il n'existe en effet aucune donnée antérieure à 1989 sur le secteur d'activité, la profession ou le niveau de qualification des Berlinoises de l'Est en fonction de leur lieu de résidence à l'échelle des *Stadtbezirke* berlinois. A cette échelle, seules les données sur les composantes géographiques et démographiques des mobilités résidentielles sont disponibles⁵⁷. D'après Jay Rowell, l'absence de données statistiques sur la ségrégation socio-spatiale en RDA s'explique, d'une part, par la marginalisation du territoire comme échelle d'organisation, d'observation et d'action par rapport à l'entreprise dans la vision du SED et, d'autre part, par la construction du problème de la « structure socio-politique » non comme un problème de distribution spatiale des classes sociales (censé être résolu dans le contexte du « socialisme réellement existant ») mais comme un problème de distorsion de la pyramide des âges (Rowell, 2006, pp. 229-236). On peut ajouter à ces hypothèses des raisons liées au contexte scientifique des travaux de sociologie urbaine. La sociologie urbaine est-allemande connaît un essor important à partir de la fin des années 1960. Il s'agit d'une sociologie empirique et appliquée à l'urbanisme – comme l'étaient aussi ses cousines ouest-allemandes et françaises un peu plus tôt. Les grands ensembles représentent son terrain d'investigation privilégié, dans la mesure où elle s'est donnée pour objet l'étude du « mode de vie socialiste ». Pour ces sociologues, ce mode de vie implique un nouveau rapport au travail, une augmentation du niveau de vie et de la productivité des individus, une transformation des relations entre individus et groupes sociaux ainsi qu'un engagement politique individuel au travail et en dehors du travail (Institut für marxistisch-leninistische Soziologie, 1986, p. 4). Ainsi, les nombreuses enquêtes par sondage menées dans les années 1980 dans les grands ensembles se sont surtout intéressées au rapport au logement et au quartier, aux relations de voisinage, à l'usage des équipements collectifs et à l'engagement dans les activités collectives dans le quartier. Ces recherches ont une vocation descriptive, elles envisagent rarement d'expliquer les comportements qu'elles observent autrement que par les conditions nouvelles de logement (Kahl,

57 Je remercie Mme Zorne, employée au service Mobilités (*Wanderungen*) de l'office statistique berlinois depuis la période socialiste, de m'avoir donné accès à ces données.

2003 ; Niederländer, 1981 ; Niederländer, 1982 ; Niederländer, 1987). Dans cette perspective, la question de la ségrégation socio-spatiale n'est posée, si elle l'est, qu'à l'échelle de la ville : il s'agit d'expliquer les différences entre les modes de vie qui caractérisent plusieurs aires urbaines⁵⁸. Plusieurs enquêtes abordent cette question dans les années 1980, une seule d'entre elles porte sur la capitale est-allemande (Niederländer, 1984 ; Staufenbiel, 1989).

Le temps : un précieux allié

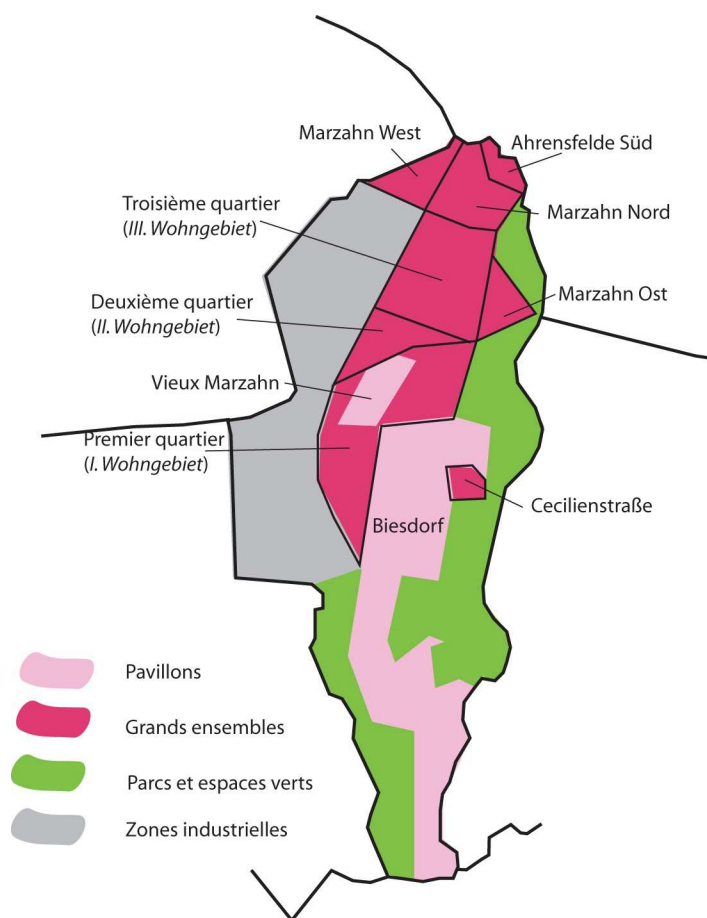
La reconstitution de données sur la ségrégation socio-spatiale à Marzahn pendant la période socialiste passe par l'introduction de la variable temporelle. La construction de Marzahn s'est faite du sud vers le nord de l'arrondissement. Les trois premiers quartiers (*Wohngebiete I, II et III* – voir la carte ci-dessous) sont planifiés dans le cadre du premier plan de construction de Marzahn accepté par le Bureau politique du SED le 25 février 1975. Ce plan prévoit alors la production de 35 000 logements neufs dans le prolongement du vieux village de Marzahn et de la zone pavillonnaire de Biesdorf (Peters, 1995, p. 217). La construction de ces trois quartiers est respectivement entamée en 1977, 1979 et 1980 et s'achève entre 1984 et 1986. Le peuplement du secteur se fait de façon quasi concomitante à la construction des logements de sorte que les quartiers du nord sont peuplés quelques années après les quartiers du sud. Au début des années 1980, le Bureau politique du SED renonce aux sites du nord de Berlin destinés à la construction d'autres secteurs de grands ensembles pour programmer 25 000 logements supplémentaires dans le prolongement du site de Marzahn (Peters, 1995, p. 217). La construction des quartiers Cecilienstraße, Marzahn Ost, Marzahn Nord et Ahrensfelde Süd entamée respectivement en 1981, 1983, 1984 et 1986 permet ainsi d'économiser les investissements nécessaires à la construction de nouvelles infrastructures de transport dans le nord de la ville en profitant des investissements déjà réalisés à Marzahn dans un contexte économique de plus en plus difficile (Nicolaus, 1999).

Les logements dans le grand ensemble de Marzahn sont généralement valorisés par la population : leur niveau de confort et d'équipement (cuisines aménagées, eau courante, chauffage collectif, toilettes et salle de bain dans l'appartement), la liaison avec le centre de Berlin assurée par les transports en commun sans compter leur loyer modique⁵⁹ en font un bien intéressant sur le marché immobilier de l'époque par rapport aux logements plus anciens, privés ou publics, dont la rénovation laisse à désirer. On peut donc estimer que l'accès à un logement dans le grand ensemble de Marzahn arrive plutôt en fin de trajectoire résidentielle et que les flux internes à l'arrondissement

58 En cela, les partis méthodologiques de ces travaux sont assez proches de ceux de Paul-Henry Chombart de Lauwe et Henri Lefebvre. Cf. infra, chapitre 3, pp. 171 et suivantes.

59 En RDA les loyers sont restés gelés à leur niveau de 1936 jusqu'en 1990 et ceux des logements neufs se sont alignés sur ceux des autres types de logements. Voir Rowell, 2006, pp. 137-143.

représentent une part minime de l'ensemble des flux qui convergent vers ce secteur durant les années 1980.



Les quartiers du secteur de grands ensembles de Marzahn dans les années 1980

La reconstruction de la ségrégation socio-spatiale dans le grand ensemble de Marzahn passe donc par la mise en évidence de ruptures dans les tendances statistiques à l'échelle de l'arrondissement. Pour ce faire, j'ai croisé deux sources : les données du recensement concernant les composantes géographiques et démographiques des mobilités résidentielles et les propriétés des échantillons de population sondés à trois reprises par l'équipe de Loni Niederländer dans le cadre de son enquête sur les conditions de logement à Marzahn (Niederländer, 1980 ; 1982 ; 1987). L'échantillon de 1980 comprend 246 personnes choisies au hasard au sein de 19 immeubles répartis dans le premier quartier construit au sud du secteur (*I. Wohngebiet*, voir la carte ci-dessus). Les immeubles sélectionnés diffèrent par leur mode de gestion (administration communale ou coopérative) et par leur taille (5 étages, 11 étages et tours). L'échantillon de 1982 est constitué des personnes du premier et de 251 personnes supplémentaires choisies selon la même procédure et ayant emménagé dans le deuxième quartier depuis moins de 18 mois (*II. Wohngebiet*, voir la carte ci-dessus). Enfin, le dernier échantillon (553 personnes) est constitué de 142 personnes issues du premier échantillon, de 160 personnes issues du second et de 251 personnes supplémentaires ayant

emménagé dans les immeubles du troisième quartier (*III. Wohngebiet*, voir la carte ci-dessus). Ce troisième sondage a été mené en décembre 1986.

Avant d'en venir à l'examen de la ségrégation sociale interne, étudions d'abord la façon dont elle s'organise à l'échelle de la ville et la place qu'occupent les grands ensembles dans ce schéma. Il existe à ce sujet une littérature secondaire qui porte sur d'autres villes de RDA ou des pays de l'Est que l'on peut confronter aux données du recensement disponibles et aux caractéristiques des échantillons d'habitants sondés par l'équipe de Loni Niederländer pendant les années 1980.

II. 2. Berlin-Est : une ville « socialiste » ?

Les enquêtes menées par les sociologues est-allemands pendant les années 1980 s'accordent sur les déséquilibres démographiques entre les centres urbains et les grands ensembles de la périphérie dans l'ensemble des villes est-allemandes, y compris Berlin-Est (Grundmann *et al.*, 1985, p. 152 ; Niederländer, 1984, p. 18). La pyramide des âges des grands ensembles est-berlinois est dominée par deux classes d'âges, les enfants de moins de 10 ans et les adultes âgés de 25 à 40 ans, tandis que la population des secteurs urbains anciens du centre-ville se caractérise par une pyramide des âges plus équilibrée. S'appuyant sur une enquête menée à Magdeburg et dans d'autres villes moyennes de RDA, Fred Staufenbiel ajoute à ces différences des variables plus socio-économiques : « Tandis qu'une majorité de personnes jeunes et qualifiées habitent dans les nouveaux secteurs de logements (*Neubauggebiete*), la majorité des personnes âgées et moins qualifiées au regard de leur niveau de formation ou bien des jeunes gens qui considèrent ces quartiers comme des solutions provisoires, se concentrent dans les secteurs de logements anciens (*Altbauggebiete*) des centres villes en partie dégradés » (Staufenbiel, 1989, p. 118). Loni Niederländer ne mentionne pas de telles différences dans son ouvrage sur Berlin-Est, certainement pour des raisons politiques : il était impensable que la vitrine du « socialisme réellement existant » témoigne de formes de ségrégation sociale. Qu'en est-il exactement ?

La ségrégation socio-spatiale dans les villes socialistes : une typologie empirique

Dans son ouvrage sur les inégalités urbaines, Ivan Szelenyi présente un modèle de la « structure écologique⁶⁰ » des villes socialistes qui s'appuie sur la comparaison entre deux cas empiriques hongrois. Il commence par identifier cinq zones urbaines définies par la structure du bâti : le centre historique précapitaliste et son extension, issue de la période capitaliste, qui associe fonctions commerciales, industrielles et résidentielles ; une zone transitionnelle à la structure plus extensive composée d'une première zone de villas bourgeoises et d'une seconde zone de logements détériorés et de moins bonne qualité ; une zone périphérique dans laquelle prédominent la fonction industrielle et les logements ouvriers de l'ère industrielle sur lesquels sont venus se greffer les premiers ensembles de logements construits dans les années 1950 (dans les années 1960 pour le cas

60 En employant ce terme, Szelenyi fait référence aux travaux de l'École de Chicago et en particulier à ceux de Ernest Burgess (1994 [1925]). En fait, il a une lecture du modèle de Burgess très proche de celle de Maurice Halbwachs (1994 [1932]) : à un modèle général et dynamique de l'expansion urbaine, il substitue une représentation synthétique et hiérarchisée d'un espace urbain donné. Les « structures écologiques » dont parlent Szelenyi correspondent donc aux faits de morphologie, au sens durkhémien du terme.

de Berlin) ; une autre zone périphérique de pavillons modestes, qui s'est développée autour des vieux villages (et qui, dans le cas de Berlin, a été annexée dans les années 1920) ; enfin, les zones de grands ensembles des années 1970-80 (Szelenyi, 1983, pp. 109-111).

Comme on peut le constater à partir de la carte reproduite p. 41, ce modèle de zones concentriques se prête relativement bien à la description de l'espace urbain est-berlinois. Seule la zone transitionnelle manque à ce tableau, ce qui s'explique par les structures urbaines héritées de l'entre-deux-guerres : les villas bourgeoises ont été construites à la périphérie du sud-ouest de Berlin, dans le prolongement des quartiers bourgeois du centre-ville (Häußermann, 2001, p. 132). À ces différentes zones correspond une distribution ségrégative de la population : les jeunes familles dotées des plus hauts revenus habitent dans la dernière zone périphérique des grands ensembles ; les jeunes familles dotées de revenus plus bas achètent ou construisent une maison individuelle dans la zone périphérique de pavillons modestes ; ceux qui restent dans les centres urbains sont ceux qui n'ont pas les ressources suffisantes pour en partir, la faiblesse de ces ressources accentuant la dégradation des logements qu'ils habitent (Szelenyi, 1983, p. 123-124). Ivan Szelenyi explique le lien entre structure urbaine et structure sociale des différentes zones urbaines qui caractérisent les villes socialistes par les mécanismes d'allocation des logements dans les grands ensembles : en choisissant d'attribuer ces logements en fonction du « mérite » des citoyens, le système d'allocation socialiste « superpose » un système de récompenses à un autre puisque les citoyens méritants sont déjà récompensés par un plus haut revenu. Ce système approfondit ainsi les inégalités sociales au lieu de les compenser (Szelenyi, 1983, pp. 75-76). Un résultat intéressant de l'enquête de Szelenyi réside dans les caractéristiques socioprofessionnelles des populations à haut revenu qui ont majoritairement accès aux grands ensembles dans les deux villes hongroises qu'il étudie : il s'agit de hauts-fonctionnaires, de professions intellectuelles salariées, de techniciens, de membres du clergé et d'employés des services publics. Les familles aux revenus plus faibles concentrées dans les zones périphériques de pavillons modestes ou dans les centres urbains dégradés sont des familles d'ouvriers ou d'agriculteurs (Szelenyi, 1983, p. 53). Ces résultats signifient que les inégalités socio-spatiales des villes socialistes ne sont pas très différentes de celles des villes capitalistes même si elles sont organisées à partir de critères différents. Ces résultats s'appliquent-ils au cas berlinois ?

Le grand ensemble de Marzahn : une zone urbaine privilégiée ?

Pour rendre compte de la distribution spatiale des groupes sociaux à Berlin-Est et de la place que les grands ensembles de la périphérie occupent dans cette structure, les données des recensements dessinent quelques pistes. Prenons l'exemple des arrondissements de Marzahn et de Prenzlauerberg, que l'on peut grossièrement associer à la zone périurbaine de grands ensembles pour le premier et à celle du centre urbain dégradé pour le second⁶¹. Si l'on compare la composition de la population active de ces deux arrondissements en fonction de ses secteurs d'activité à partir des données du recensement de 1989, on remarque que la proportion des employés dans l'industrie et les administrations et services publics est supérieure à Marzahn (respectivement 39 % et 43 % à Marzahn contre 30 % et 33 % à Prenzlauerberg⁶²). Il est difficile de formuler à partir de ces résultats des hypothèses sur les différences socioprofessionnelles de la population des deux arrondissements. Ces données indiquent surtout que le profil de Berlin-Est est beaucoup moins industriel que celui des autres villes de RDA⁶³, ce qui s'explique par les fonctions politiques et administratives particulières de la ville. À l'échelle des arrondissements, ces données témoignent donc surtout de la distribution spatiale des différentes fonctions de la ville : les zones industrielles situées à Marzahn peuvent expliquer qu'elle abrite davantage d'ouvriers, qui accèdent aux grands ensembles par la filière des entreprises ou des coopératives, tandis qu'à Prenzlauerberg, la proportion des personnes travaillant dans le commerce est très supérieure à celle de Marzahn (14 % à Prenzlauerberg contre 3 % à Marzahn). Si l'on s'intéresse aux mobilités résidentielles entre les différents arrondissements de la ville et à la composante géographique des flux d'arrivée à Marzahn, on constate que les arrivées en provenance des centres urbains diminuent sur l'ensemble de la période au profit des flux qui proviennent d'autres régions de RDA et des arrondissements périphériques⁶⁴. Ces tendances confirment l'hypothèse de la concentration dans le centre urbain des ménages qui n'ont pas les ressources suffisantes pour le quitter : une fois le stock de ménages disposant de ces ressources épuisé au début des années 1980, les flux diminuent. Il faudrait cependant des données sur la structure socioprofessionnelle de ces flux pour étayer cette hypothèse.

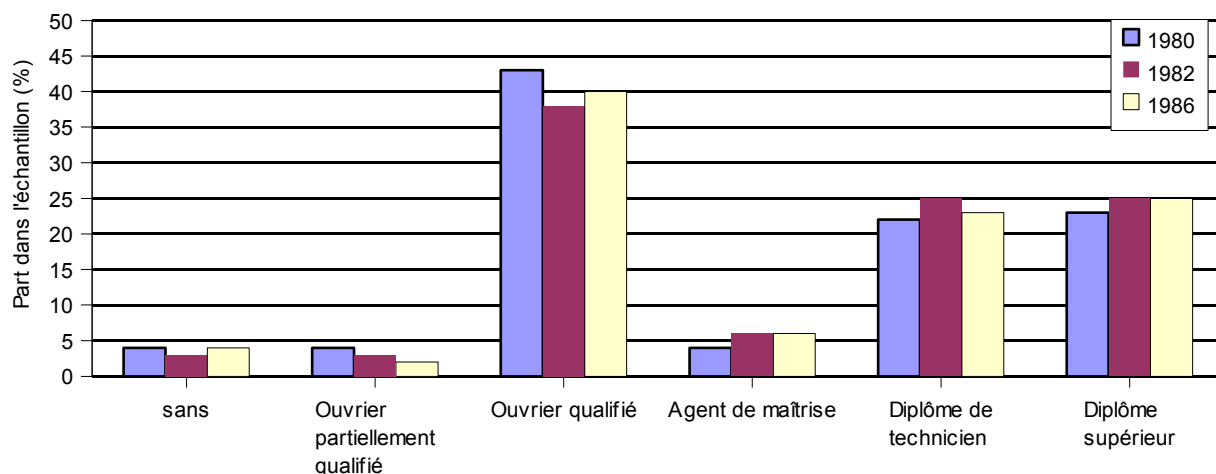
61 Les zones périurbaines d'habitat modeste dépendent de plusieurs arrondissements de sorte qu'aucune donnée à cette échelle ne peut vraiment en rendre compte. Voir la carte p. 41.

62 Chiffres Statistisches Amt der Stadt Berlin, 1990.

63 En 1988, la part des actifs travaillant dans les administrations et services publics représente 41,5 % à Berlin-Est contre 26 % à Dresden et 23 % à Karl-Marx Stadt (aujourd'hui Chemnitz). La situation est inversée pour la part des actifs travaillant dans l'industrie : 27 % à Berlin-Est contre 44 % à Dresden et 48 % à Karl-Marx Stadt. Chiffres Statistisches Amt der DDR, 1988.

64 Jusqu'en 1984, les flux en provenance du centre de Berlin-Est représente environ la moitié des flux totaux, puis 45 % des flux jusqu'en 1986, enfin, 35 % des flux jusqu'en 1989. Chiffres recalculés à partir de Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, 1980-1988.

Considérons les propriétés sociales des trois échantillons constitués par l'équipe de Loni Niederländer lors de son enquête sur le logement à Marzahn dans les années 1980. L'une des données relevées est intéressante pour mon propos : le niveau de qualification des personnes composant les trois échantillons sondés (voir le graphique ci-dessous).



Niveau de qualification des personnes sondées. Enquête *Wohnen in Marzahn*, 1980, 1982, 1986⁶⁵

L'échantillon de 1986 constitue une sorte de moyenne sur l'ensemble des trois quartiers que compte alors l'arrondissement. On remarque que le niveau de qualification des personnes interrogées évolue peu entre les trois échantillons. Ils se composent, en moyenne sur les trois intervalles, de 40 % d'ouvriers qualifiés (*Facharbeiter*), de 23 % de techniciens et de 24 % de personnes diplômées de l'enseignement supérieur. Par rapport aux données disponibles pour l'ensemble de Berlin, les personnes peu qualifiées ou sans qualification sont sous-représentées tandis que les techniciens et les diplômés du supérieur sont surreprésentés dans l'échantillon⁶⁶. La proportion d'ouvriers qualifiés est légèrement inférieure à la moyenne berlinoise⁶⁷. Cela peut s'expliquer par la méthode employée : la surreprésentation des catégories socioprofessionnelles intermédiaires et supérieures est un biais habituellement repéré pour les sondages d'opinions⁶⁸. Cependant, le pourcentage de personnes tirées au sort ayant refusé de répondre aux enquêteurs est très faible pour les trois échantillons : 1,6 % pour le premier, 0 % pour le second et 0,5 % pour le dernier. On peut donc considérer qu'ils sont des indicateurs relativement fiables de l'évolution de la population du grand ensemble de Marzahn, même s'il est difficile d'évaluer correctement leur degré de représentativité en les confrontant à d'autres sources.

65 Cf. Niederländer, 1981, 1982, 1987.

66 Les ouvriers peu ou pas qualifiés représentent 21 % de la population berlinoise en 1978 contre 7 % en moyenne dans les échantillons, tandis que les détenteurs d'un diplôme de technicien ou du supérieur représentent respectivement 15 % et 13 % de la population berlinoise en 1978 contre 23 % et 24 % en moyenne dans les échantillons. Chiffres pour Berlin : Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, Bezirkstelle Berlin, 1978.

67 40 % en moyenne dans les échantillons contre 49 % à Berlin en 1978. Chiffre pour Berlin : Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, Bezirkstelle Berlin, 1978.

68 Voir, pour le cas des analyses électorales, Gaxie, 1990 ; Lehingue, 2003.

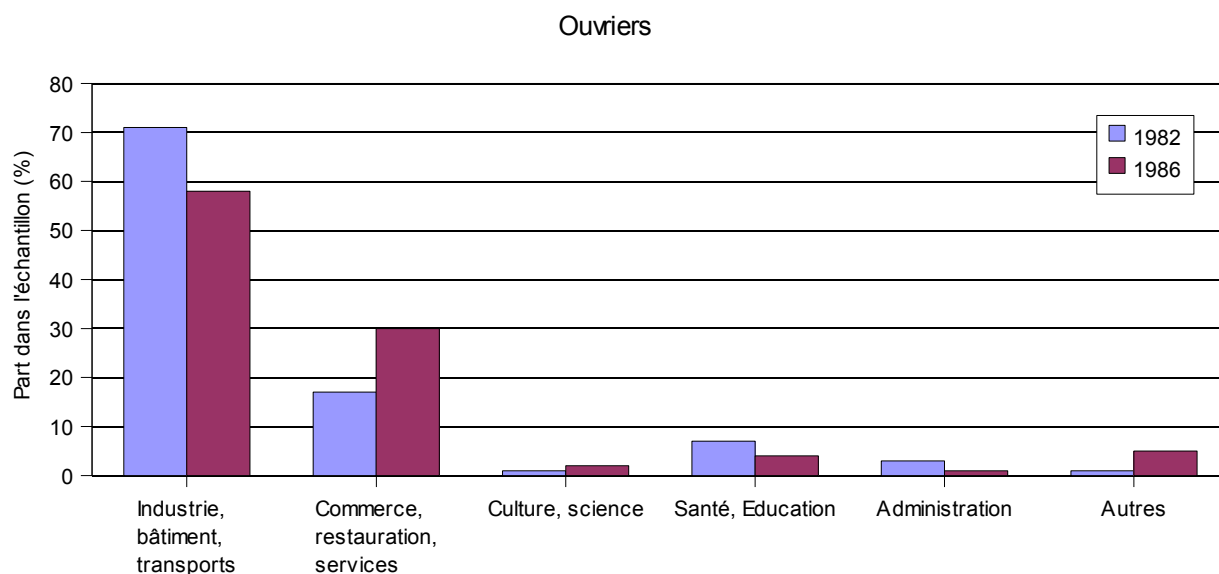
Les trois échantillons confirment l'hypothèse de Szelenyi pour le cas du grand ensemble de Marzahn : la proportion de la population qualifiée y est plus importante que dans le reste de la ville. On constate néanmoins des différences entre les caractéristiques socioprofessionnelles des échantillons de Marzahn et les résultats de l'enquête de Szelenyi en Hongrie. Les ouvriers qualifiés ont accès aux grands ensembles en RDA et représentent une part non négligeable de sa population. Cela renvoie à certaines caractéristiques de la stratification sociale de la société est-allemande dans les années 1980 mises en évidence par les historiens. Durant les années 1960 et 1970 plusieurs mesures politiques ont contribué à réduire les différences de revenu qui pouvaient persister entre les ouvriers et certaines catégories socioprofessionnelles plus éduquées en introduisant des systèmes rémunérant la performance et en remplaçant les formes de rétributions matérielles par des récompenses symboliques (médailles, titres honorifiques). Mary Fulbrook note ainsi que dans les années 1980, les ouvriers qualifiés pouvaient gagner autant, sinon plus, qu'un ingénieur (Fulbrook, 2005, p. 229). Cette observation m'a été confirmée par plusieurs femmes que j'ai rencontrées à Marzahn : Margot Schultz, qui était ingénieure pour l'entreprise de chemin de fer est-allemande, et Paula Baumgartner, qui occupait une fonction similaire dans une entreprise de construction, estiment avoir été moins rémunérées que les ouvriers pendant la période socialiste ; à l'inverse, Luisa Thuringer avait fait un apprentissage dans la finition de pièces mécaniques et considère qu'elle a très bien gagné sa vie pendant la période socialiste⁶⁹. Ces considérations ne remettent donc pas en cause l'hypothèse générale de Szelenyi : ce sont bien les catégories qui disposent des plus hauts revenus qui accèdent en priorité aux grands ensembles. Il apparaît cependant que les systèmes de stratification sociale varient dans les différents pays socialistes, de sorte qu'une même catégorie socioprofessionnelle peut avoir été plus ou moins privilégiée selon le pays et l'époque. En RDA, les ouvriers qualifiés occupaient une position sociale relativement comparable à celle de catégories socioprofessionnelles plus éduquées comme les ingénieurs ou les enseignants dans les années 1980. En revanche, c'était loin d'être le cas pour les ouvriers peu ou pas qualifiés.

Les conditions d'accès aux grands ensembles inscrivent ainsi dans l'espace de la ville un principe de division interne à la classe ouvrière : les ouvriers peu ou pas qualifiés ne sont pas intégrés au projet socialiste est-allemand et restent confinés aux centres urbains ou aux zones périphériques modestes. Mais on retrouve aussi ce principe de division dans l'organisation spatiale interne au grand ensemble de Marzahn.

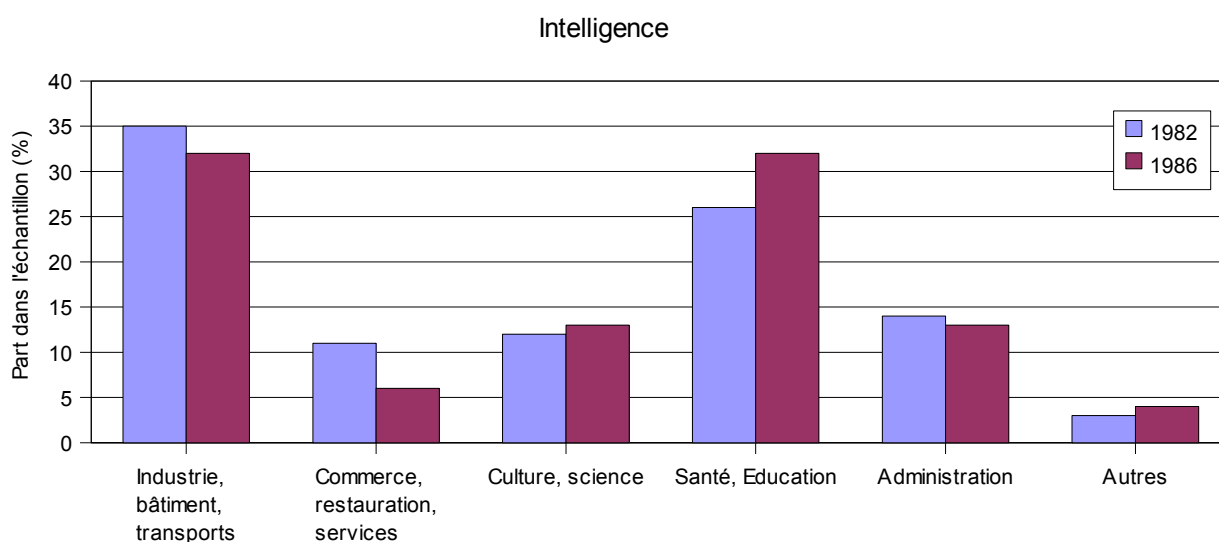
69 Entretien avec Margot Schultz du 9 août 2006 ; entretien avec Paula Baumgartner du 3 février 2006 et entretien avec Luisa Thuringer du 2 février 2006.

II. 3. Les indices d'une opposition Nord/Sud

Avant de risquer quelques hypothèses sur les effets spatiaux de la coexistence des trois filières d'attribution, il faut d'abord que j'affine mes connaissances sur les caractéristiques socioprofessionnelles des habitants du grand ensemble de Marzahn. Pour ce faire, je m'appuie sur deux autres propriétés sociales relevées par l'équipe de Loni Niederländer : le secteur d'activité et le statut social (voir les graphiques ci-dessous).



Secteur d'activité des ouvriers sondés. Enquête *Wohnen in Marzahn*, 1982, 1986⁷⁰.



Secteur d'activité des membres de l' Intelligence sondés. Enquête *Wohnen in Marzahn*, 1982, 1986⁷¹.

70 Cf. Niederländer, 1982 ; 1987.

71 Cf. Niederländer, 1982 ; 1987.

Les données concernant le statut social des personnes interrogées ont été récoltées en fonction des deux grandes catégories qui structurent les représentations de la société est-allemande : celle des ouvriers et celle de l' « Intelligence ». Cette dernière catégorie correspond à ce que l'on désigne habituellement en Europe de l'Ouest par le terme de « classes moyennes » : dans une acception très large, elles comprennent aussi bien les ingénieurs et les professions intellectuelles supérieures que les professions libérales et les professions intermédiaires. Contrairement à la « classe moyenne » en France, l' « Intelligence » n'a pas fait l'objet d'un investissement intellectuel important en RDA. Comme le rappelle Mary Fulbrook, les sociologues est-allemands ne savent que faire de cette catégorie à laquelle aucune mission historique n'est confiée et dont les goûts et les pratiques se rapprochent un peu trop de ceux de l'ancienne bourgeoisie honnie (Fulbrook, 2005, p. 211). Son existence est liée à la modernisation de l'appareil économique de la RDA qui, dès le milieu des années 1950, mise sur le développement technologique et fait évoluer son système éducatif en conséquence. La définition de cette catégorie sociale évolue ainsi dans le temps. Jusqu'en 1970, la distinction entre l' « Intelligence » et les « ouvriers » repose sur l'opposition entre travail intellectuel et travail manuel. Les employés sont ainsi intégrés à la première catégorie. À partir de 1970, la définition de l' « Intelligence » est davantage fondée sur le savoir théorique validé par un diplôme de l'enseignement supérieur (université ou école professionnelle). Dans ces conditions, les employés relèvent désormais de la catégorie des « ouvriers » (Kott, 2001, p. 57). Cette dernière catégorie regroupe ainsi, à l'image de la première, un large éventail de qualifications et de positions (Solga, 1995 ; Fulbrook, 2005). Dans son sondage, Loni Niederländer ne différencie pas les ouvriers qualifiés (*Facharbeiter*), c'est-à-dire ceux qui ont suivi un apprentissage (*Lehrausbildung*), des ouvriers peu ou pas qualifiés. La répartition de ces deux catégories socioprofessionnelles en fonction des secteurs d'activité donne cependant une idée du type de professions auxquelles nous avons affaire. Les ouvriers sont principalement actifs dans l'industrie tandis qu'une part non négligeable travaille aussi dans les services. L'activité de ces derniers se rapproche donc de celle des employés (*Angestellte*), mais cette catégorie, héritée de l'ancien système statistique allemand⁷², a été distinguée de celle des ouvriers dans l'échantillon⁷³. On peut donc en déduire que les « ouvriers » travaillant dans les services occupent des fonctions subalternes, certainement peu qualifiées. Pour ce qui concerne les membres de l' « Intelligence », on remarque qu'ils sont surtout présents dans l'industrie et dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Une proportion plus faible est active dans la culture et les sciences, les administrations publiques et les services. Nous avons donc affaire à des ingénieurs, des enseignants et des médecins et, dans une

72 A ce sujet, voir Pfeuffer, Schultheis, 2002.

73 Ils représentent respectivement 32 % et 36 % des échantillons de 1982 et de 1986.

moindre mesure, à des fonctionnaires, des employés qualifiés des services publics et des professions intellectuelles (chercheurs, journalistes ou architectes). Si l'on s'intéresse à l'évolution de ces catégories dans le temps, on constate que la part des ouvriers actifs dans l'industrie diminue entre 1982 et 1986 tandis qu'elle augmente dans le secteur des services. On observe un phénomène similaire dans le cas des membres de l' « Intelligence ». L'évolution des deux échantillons corrobore ici les témoignages recueillis par les rédacteurs de l'*Atlas des structures sociales* berlinois auprès des fonctionnaires de l'arrondissement de Marzahn après la réunification : alors que les premiers quartiers construits au sud logeaient une majorité de ménages originaires d'autres villes d'Allemagne de l'Est venus s'installer à Berlin à la fin des années 1970 dans le contexte de la politique d'expansion de « Berlin, capitale de la RDA », les quartiers du nord construits à la fin des années 1980 abritaient plutôt des familles issues des quartiers centraux dégradés de Berlin-Est. La proportion de familles nombreuses vivant des subsides de l'État y était plus importante que dans les quartiers du sud⁷⁴. Ces témoignages sont partiellement confirmés par l'analyse des flux d'arrivée en direction de Marzahn pendant les années 1980. Nous avons vu plus haut que les flux en provenance du centre de Berlin-Est diminuent à partir de 1984 au profit des flux en provenance des arrondissements périphériques et des autres régions de RDA, ce qui infirme nos témoignages. Cependant, si l'on s'intéresse aux motifs des déménagements qui composent ce dernier type de flux, on constate que ceux-ci changent à partir du milieu des années 1980 : on n'emménage plus à Marzahn dans le cadre d'une mutation professionnelle mais surtout pour des raisons familiales⁷⁵.

Ainsi, les sources à partir desquelles j'ai reconstitué les mécanismes de peuplement du grand ensemble de Marzahn m'amènent à formuler l'hypothèse suivante : au début de la décennie, ce sont les critères de la filière des entreprises et des coopératives qui sont les plus efficaces, dans la mesure où il s'agit d'attirer la main d'œuvre nécessaire à la construction des grands ensembles et plus largement au développement économique et scientifique de la capitale est-allemande. À partir du milieu des années 1980, les critères de la filière municipale s'imposent davantage favorisant les jeunes familles avec des enfants. Le tournant du milieu des années 1980 témoigne plus généralement de la crise que traverse l'économie est-allemande et qui fragilise l'assise politique du régime.

Le mode de peuplement de Marzahn et ses effets sur la structure morphologique des espaces du grand ensemble rapprochent ce cas des exemples français⁷⁶. La thèse principale de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire, que je discuterai en détail dans le chapitre 3, consiste en effet

74 Senatsverwaltung für Gesundheit, Soziales und Verbraucherschutz, 2004, p. 38.

75 Voir le graphique reproduit en annexe 1 p. 470

76 Je reviens sur l'ensemble des éléments qui fondent ce rapprochement dans le chapitre 3.

à dire que la diversité des filières de peuplement confronte dans un même espace résidentiel des destins sociaux différents, ce qui contribue à diviser la classe ouvrière entre, d'un côté, ceux pour qui le grand ensemble constitue une étape dans le parcours social et résidentiel et, de l'autre, ceux pour qui il est un point d'aboutissement (Chamboredon, Lemaire, 1970). Dans le cas de Marzahn, cette fragmentation s'inscrit moins dans la différenciation des parcours résidentiels, puisque dans le contexte socialiste les grands ensembles figurent au sommet de la hiérarchie spatiale, que dans l'espace des grands ensembles structuré en fonction de la date de construction des immeubles : ceux qui y accèdent en premier sont les plus privilégiés. Pendant mon enquête à Marzahn, je retrouve ce principe de division socio-spatiale dans la perception que les habitants ont du quartier nord : il était déjà peu valorisé pendant la période socialiste⁷⁷. Le couple Großkopf, qui, dans l'introduction de ce chapitre, reçoit la visite de Erich Honecker, symbolise ainsi une reconfiguration générale des structures sociales pendant le régime socialiste : la ligne de clivage n'oppose plus les ouvriers à l'« Intelligence » mais traverse désormais le groupe ouvrier en distinguant les fractions supérieures qui ont profité des politiques sociales du régime et les fractions inférieures qui en sont restées exclues. Les oppositions entre le centre et la périphérie de Berlin-Est et entre le nord et le sud du grand ensemble de Marzahn, dont témoignent les indicateurs socio-économiques de la population durant la décennie 1990, sont ainsi le produit de cet héritage. Est-ce à dire que le « capitalisme » ne change rien à la morphologie de la ville « socialiste » ? Mon hypothèse consiste plutôt à dire que le changement intervient plus tard, à la fin des années 1990, à l'issue du processus de privatisation. Pour s'en convaincre, il faut s'intéresser aux organismes qui gèrent le parc de grands ensembles après la réunification et aux principes qui orientent leur intervention dans le secteur.

77 Voir par exemple le témoignage de Torsten Preußing publié dans Rohnsotck, 2004, p. 17 : « Quand en 1986 je vins pour la première fois à Marzahn Nord pour visiter notre nouvel appartement, je pensai : "Un miracle ! Nous n'avons attendu que 6 semaines avant que l'on nous attribue ce logement !" Un miracle qui rapidement n'en était plus vraiment un : personne ne veut habiter si loin du centre. A l'époque, Marzahn Nord apparaissait déjà comme le vilain petit canard ».

III. La gestion du parc de grands ensembles après 1990 : les deux échelles de la ségrégation

Avant la réunification, les deux parties de Berlin se caractérisent par des structures de propriété très différentes. En 1990, 48,2 % des logements est-berlinois appartiennent à des propriétaires privés contre 47,9 % appartenant à l'État (*Volkseigentum*). En 1987, l'organisme statistique ouest-berlinois recense au contraire 75 % de logements en propriété privée ou en copropriété et 18 % de logements appartenant à des sociétés immobilières et à des coopératives publiques (Daniel, 1999). Le socialisme n'a donc pas éradiqué toute forme de propriété privée, mais la part qu'elle représente à l'Est est très inférieure à celle de l'Ouest. Elle l'est d'autant plus que la part des logements possédés par des sociétés ou des coopératives communales à Berlin-Ouest est plus importante que dans d'autres villes ouest-allemandes⁷⁸.

Pendant la période socialiste, la propriété et la gestion des logements étatiques relèvent d'entités juridiques distinctes. Le sol et le bâti appartiennent à l'État (*Volkseigentum*) ; le peuplement est encadré par trois filières qui appliquent des critères de sélection différents ; l'entretien du parc est assuré par l'administration communale du logement, c'est-à-dire une entreprise d'État (*Volkseigener Betrieb Kommunale Wohnungsverwaltung - VEB KWV*). Les coopératives ouvrières (*Arbeiterwohnungs-genossenschaft - AWG*) sont les seules entités qui gèrent à la fois l'attribution des logements et leur entretien. Le processus de privatisation initié par le traité de réunification simplifie ces structures en prévoyant le transfert de la propriété du sol et du bâti aux entreprises de gestion communales et aux coopératives ouvrières. Il les oblige également à adopter les statuts de sociétés immobilières communales ou de coopératives de logements dans le droit ouest-allemand. Plusieurs dispositifs qui accompagnent le processus de privatisation à l'Est contribuent cependant à la création de sociétés immobilières privées dans les grands ensembles. Ces trois types de bailleurs (société communale, société privée, coopérative) gèrent-ils leurs parcs de logements de la même façon ? Quels sont les effets spatiaux de ces modes de gestion ?

78 Cette spécificité berlinoise est liée au statut particulier de la ville pendant la période de la guerre froide qui a découragé de nombreux investisseurs dans l'ensemble des secteurs économiques (Häußermann, 2001, p. 139). Elle est aussi le résultat des mesures d'expropriation dans le cadre de la « rénovation au couteau » qui permet aux sociétés immobilières communales d'étendre leur parc de logements dans les années 1960. Je reviens sur ce dernier point dans le chapitre suivant, p. 107.

Mon enquête croise plusieurs sources (voir l'encadré ci-dessous). Ses résultats indiquent que les trois types de bailleurs repérés adoptent une gestion ségrégative du peuplement. Dans les années 1990, elle est liée aux impératifs contradictoires auxquels la société communale et les anciennes coopératives ouvrières doivent répondre et conduit à approfondir les disparités entre les quartiers du grand ensemble. Dans les années 2000, elle s'opère à une échelle plus fine, à l'intérieur des quartiers, et témoigne de la différenciation du rapport des bailleurs à leur parc immobilier.

Enquêter sur les stratégies de gestion du parc de grands ensembles à Marzahn

Nord : des sources indirectes

L'enquête sur les modes de gestion des bailleurs de Marzahn Nord a posé plusieurs problèmes qui ne sont pas uniquement liés à la « résistance des acteurs à l'entreprise d'objectivation du sociologue ». Dans l'ensemble le service du logement de l'arrondissement et les bailleurs auxquels je me suis adressée ont fait preuve de bonne volonté en me fournissant les chiffres dont ils disposaient (bien qu'il soit difficile d'évaluer si ces chiffres correspondent effectivement à ceux dont ils disposent et non à ceux dont ils se servent habituellement pour communiquer et témoigner de leur bonne volonté). Malgré tout, ces données ont été difficilement exploitables en raison de leur disparité. Une façon de les analyser consiste ainsi à les considérer comme des indicateurs indirects des principes de gestion qui président à leur production : les données disponibles témoignent des questions qui orientent la gestion du parc de l'organisme qui les produit ; inversement, lorsqu'une donnée n'est pas disponible, c'est que la question à laquelle elle répond n'est pas pertinente pour cet organisme. Ces données ont été croisées avec des entretiens réalisés avec des fonctionnaires des services du logement du Sénat de Berlin et de l'arrondissement et avec les représentants de certains bailleurs⁷⁹. Là encore, les conditions d'acceptation ou de refus des entretiens sont souvent un bon indicateur des axes de gestion de l'organisme considéré. Enfin, les entretiens réalisés dans le cadre de l'enquête ethnographique auprès des habitants du quartier fournissent des éléments sur la perception subjective de ces principes de gestion⁸⁰.

79 Pour la liste des entretiens et le guide utilisé, se reporter en annexe 3, pp. 484 et suivantes.

80 Les conditions de réalisation de ces entretiens sont décrites dans le chapitre 3, pp. 181 et suivantes. La sociographie des personnes interrogées et le guide utilisé sont reproduits en annexe 4, pp. 488 et suivantes

III. 1. Rénovation et privatisation : les impératifs contradictoires de la gestion du parc communal dans les années 1990

La *Wohnungsbaugesellschaft Marzahn (WBG Marzahn)* est créée le 1^{er} juillet 1990 et hérite du parc géré jusque-là par l'ancienne entreprise de gestion communale de l'arrondissement, soit environ 60 % du parc du grand ensemble (36 000 logements environ). Il s'agit d'une société publique parce que le *Land* de Berlin détient l'ensemble du capital. L'arrondissement compte également huit coopératives ouvrières qui se partagent le reste du parc. Certaines existent encore à l'heure actuelle comme la coopérative *Berlin-Brandenburgische Wohnungsbaugenossenschaft (BB WBG)* qui prend la suite de la coopérative ouvrière *Berliner Handel* le 8 novembre 1990 et gère alors un parc de 3 811 logements situés dans le nord du secteur ou encore la coopérative *Erste Marzahner Wohnungsgenossenschaft*, issue de la coopérative ouvrière *Berliner Werkzeugmaschinenfabrik – Marzahn* qui gère 2 900 logements répartis dans le sud du secteur (le couple Großkopf habitait un logement de cette coopérative). La création de nouveaux bailleurs, principalement des coopératives de logements et des sociétés immobilières privées, se fait dans le cadre d'un processus de privatisation qui répond aux besoins de financement des sociétés et coopératives héritières du parc dans les années 1990. À terme, la privatisation apparaît cependant comme une solution à double tranchant qui révèle les contradictions des objectifs de gestion assignés à ces bailleurs.

La création de nouveaux bailleurs

À la réunification, les sociétés communales et les anciennes coopératives ouvrières n'héritent pas seulement des terrains et des bâtiments publics. Dans la mesure où le régime est-allemand avait financé la construction des grands ensembles avec des crédits de long terme couverts par l'État plutôt que par les loyers plus que modérés, elles ont aussi hérité d'une dette colossale : en 1993 elle s'élève à plus de 38 000 DM par appartement pour la *WBG Marzahn*⁸¹. Dans le cadre du pacte de solidarité, l'État fédéral a conclu en 1993 un compromis avec les nouveaux *Länder* fixé dans la loi sur l'annulation partielle de la dette (*Altschuldenhilfegesetz*). L'endettement des sociétés et coopératives immobilières peut être réduit à 150 DM par appartement, à condition qu'elles privatisent 15 % de leur parc en vendant les appartements en priorité à leurs locataires. Très peu de locataires sont intéressés par le rachat de leur appartement. Plusieurs hypothèses ont été avancées

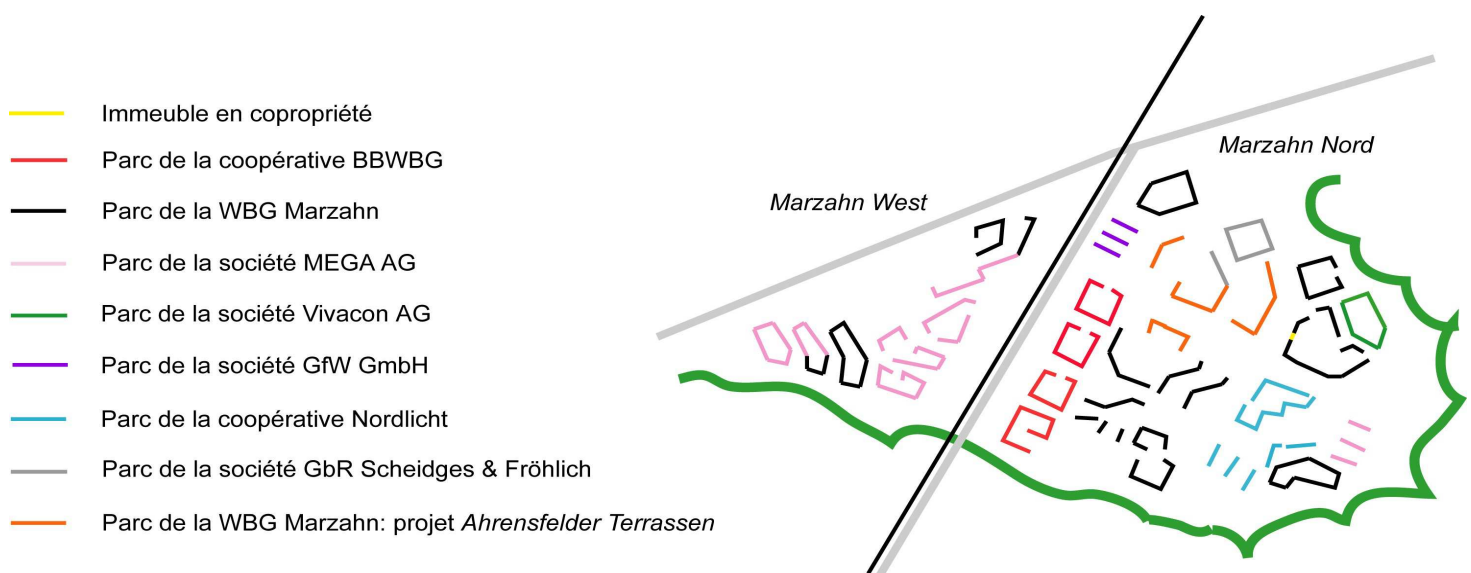
81 Chiffres Senatsverwaltung für Stadtentwicklung, Privatisierung in den östlichen Bezirken nach Altschuldenhilfegesetz, 31.12.1998.

dans la littérature pour expliquer cette réserve : le rapport au logement forgé par les conditions d'accès pendant la période socialiste exclut les pratiques d'investissement plus courantes dans les sociétés capitalistes (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 114) ; la politique fiscale avantageuse pratiquée par les communes de la périphérie brandebourgeoise a incité les personnes à investir dans d'autres formes d'habitat comme la maison individuelle en banlieue (Häußermann, Kapphan, 2000, p. 116) ; les prix de vente, certes parmi les plus bas du marché, étaient difficilement accessibles aux foyers est-allemands dont les salaires et revenus n'ont été que lentement ajustés aux niveaux de ceux de l'Ouest (Borst, 1996, p. 114). En 1998, sur les 5 437 logements que la *WBG Marzahn* doit vendre dans le cadre de cette loi, 4 264 ont été effectivement vendus, et parmi eux, seulement 400 aux anciens locataires⁸². La majeure partie du parc privatisé dans le cadre de cette loi a donc été vendue à des intermédiaires (*Zwischenerwerber*), qui ont acheté des lots d'appartements pour les revendre à des acheteurs individuels, ou à des sociétés immobilières privées. L'unique copropriété que compte le quartier nord de Marzahn date de cette époque (se reporter à la carte ci-après).

Le processus de privatisation est encouragé par deux autres aspects des politiques urbaines berlinoises dans les années 1990. Les sociétés communales ouest-berlinoises achètent les parts revenant au *Land* de Berlin dans le capital des sociétés immobilières communales de Marzahn et Hellersdorf. La valeur de ces parts représente un manque à gagner que ces deux dernières sociétés doivent combler (Duvigneau, 2007, p. 167). À cela s'ajoutent les besoins de financement liés à la rénovation des immeubles. Jusqu'en 1996, les subventions du *Land* de Berlin sont importantes : la ville finance la rénovation d'un catalogue de mesures sur la base d'un bilan financier concernant l'ensemble d'un projet (Abgeordnetenhaus von Berlin, 1995, p. 12). Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, l'intervention du *Land* s'explique par le consensus politique au sein de l'administration berlinoise sur la nécessité de rénover l'ensemble du parc de grands ensembles est-berlinois. Les mesures subventionnées visent principalement à remettre le parc aux normes ouest-allemandes et à réparer les défauts de construction. Les sociétés et coopératives immobilières doivent néanmoins prendre à leur charge 10 % à 15 % des coûts de réalisation ainsi que les mesures qui n'appartiennent pas au catalogue (par exemple, la remise en état des appartements). À Hellersdorf, la société immobilière communale a opté pour une rénovation partielle de l'ensemble des immeubles, c'est-à-dire qu'elle s'en est tenue aux mesures subventionnées par le *Land* (Fritsche, Lang, 2007, p. 20). À Marzahn, la société immobilière communale a en revanche choisi de rénover entièrement les appartements concernés par les subventions du *Land*. Dans la mesure où ces subventions se portent en priorité sur les séries anciennes de logements, l'effort de rénovation se

82 Chiffres Senatsverwaltung für Stadtentwicklung communiqués lors de l'entretien avec M. Schultz du 28 octobre 2003.

concentre sur les immeubles du sud du secteur de grands ensembles. À partir de 1999, le *Land* de Berlin se montre moins généreux. La « stratégie de rénovation berlinoise » est en effet de plus en plus critiquée à partir du milieu de la décennie⁸³. Le programme se focalise sur les grands ensembles de Marzahn et Hellersdorf. L'objectif des mesures subventionnées est alors d'améliorer les conditions de location des logements par la pose d'ascenseurs et d'installations économes en énergie, par la réfection des espaces communs (entrées, couloirs) ou la modification des plans d'appartements. Dans ce cadre, le *Land* de Berlin propose une subvention forfaitaire étalée sur une dizaine d'années qui, la première année, couvre 5 % des coûts de réalisation dans la limite de 1 800 DM/m² (soit 30 DM/m² pour des coûts de réalisation de 1 500 DM/m²) (Abgeordnetenhaus von Berlin, 2001, p. 13). Dans ce contexte, la vente de lots d'appartements à des tiers permet aussi à la société communale et aux anciennes coopératives ouvrières de financer la rénovation. Le processus de privatisation s'accroît ainsi à la fin des années 1990. Par exemple, les 13 800 logements qui constituent le parc du quartier nord de Marzahn étaient gérés à l'origine par la *WBG Marzahn* (11 800 logements) et la coopérative *BB WBG* (2 000 logements). À la fin des années 1990 et au début des années 2000, la *WBG Marzahn* vend plus de la moitié de son parc à trois investisseurs privés et à une coopérative, tandis que la *BB WBG* en vend un quart à un investisseur privé. Le quartier compte en 2004 cinq nouveaux bailleurs (voir la carte ci-dessous) : une coopérative (*Nordlicht Wohnungsgenossenschaft eG.*, 1 500 logements) et quatre sociétés immobilières (*MEGA AG*, 2 500 logements ; *GfWGmbH & Co*, 600 logements ; *GbR Scheidges und Fröhlich*, 500 logements ; *Vivacon AG*, 400 logements)⁸⁴.



Structure de la propriété dans le quartier nord de Marzahn (2004)⁸⁵

83 Voir le chapitre suivant, p. 109.

84 Chiffres Schulz, 2002, pp. 17-18 et STERN, UrbanPlan, 2005, p. 45.

85 D'après STERN, UrbanPlan, 2005, p. 44.

À la fin des années 1990, la privatisation du parc immobilier communal renvoie aussi au contexte de la crise financière berlinoise : la ville de Berlin, très endettée depuis le milieu des années 1990⁸⁶, a vu dans la vente du parc des sociétés immobilières communales comme la *WBG Marzahn* une recette rapide et efficace pour combler son déficit. Bien que l'administration berlinoise se soit finalement engagée à l'issue des élections de septembre 2006 à ne pas liquider l'intégralité du parc comme ce fut le cas quelques mois plus tôt pour la ville de Dresden, la voie est déjà clairement tracée. Ainsi, si elles ne veulent pas voir leur parc de logements bradé à un anonyme fonds de pension, les sociétés immobilières communales ont intérêt à faire la preuve de leur rentabilité. La société communale et, dans une moindre mesure, les anciennes coopératives ouvrières ont donc à répondre à des impératifs contradictoires : offrir un logement décent aux catégories les plus démunies tout en engrangeant des bénéfices. Comment ces objectifs se répercutent-ils dans les stratégies de gestion adoptées par ces organismes ? Comment le processus de privatisation est-il intégré dans ces stratégies ?

Une gestion ségrégative du peuplement ?

Si le parc de grands ensembles est-allemands n'a pas été intégré à celui des logements sociaux ouest-allemands, la loi sur l'annulation partielle de la dette autorise cependant les nouveaux *Länder* à intervenir dans la gestion d'un quota de logements dont la limite maximum est fixée à la moitié du parc ayant bénéficié de la loi⁸⁷. Cela donne en particulier la possibilité aux administrations communales de proposer des locataires, dont les revenus peuvent être supérieurs de 60 % aux seuils donnant accès aux logements sociaux. À Berlin, le nombre de logements accessibles aux bénéficiaires du logement social a été fixé dans le cadre de contrats passés entre le Sénat et les sociétés ou coopératives qui ont profité de la loi sur l'annulation partielle de la dette. Ils prévoient que les sociétés communales réservent 45 % de leur parc et les coopératives 35 % du leur aux porteurs du justificatif donnant accès aux logements sociaux (*Wohnberechtigungsschein - WBS*) que les demandeurs obtiennent sur dossier auprès des services du logement de leurs communes.

Le choix des logements proposés aux détenteurs de ce justificatif est laissé aux sociétés immobilières. Celles-ci doivent cependant soumettre la liste de ces logements au service du logement de l'arrondissement. Les logements inscrits sur ces listes peuvent en être retirés par les sociétés sur demande auprès de cette administration. Une telle démarche intervient surtout lorsqu'une partie des logements figurant sur la liste est vendue à un investisseur privé ou aux

86 En 2007, le déficit public de la ville de Berlin s'élève à plus de 18 000 € par habitant. Je reviens sur ce point au chapitre suivant, p. 140.

87 Nous revenons sur les enjeux politiques de cette loi au chapitre suivant, p. 111.

locataires⁸⁸. J'ai consulté une liste adressée par la *WBG Marzahn* au service du logement de l'arrondissement en 1996, date à laquelle la majeure partie du parc n'a pas encore été privatisée. Elle mentionne l'adresse des immeubles où se trouvent les logements et la répartition du nombre de logements en fonction du bureau de location (*Mieterbüro*). Les adresses des immeubles indiquent que les logements sont répartis dans l'ensemble du parc. C'est sur cette donnée que s'appuie en effet le service du logement pour vérifier que la société communale respecte les critères de « mixité sociale ». Cependant, les critères retenus pour définir la « mixité sociale » sont les suivants : les deux parties ont jugé qu'il était plus simple de concentrer les logements sociaux au sein de plusieurs immeubles répartis dans le parc au lieu de les disperser davantage en réservant par exemple un logement par immeuble aux ménages ayant fait une demande de logement social. Le fait d'affecter un immeuble ou une rue entière au logement social a introduit des disparités internes au sein des quartiers, perceptibles dans les représentations des habitants qui associent certaines zones à des « problèmes brûlants » (*soziale Brennpunkte*). J'ai récolté plusieurs récits pendant mon enquête sur les rapports au quartier à Marzahn Nord qui présentent par exemple Marzahn West⁸⁹ comme un secteur problématique depuis les années 1990 parce qu'étrangers et bénéficiaires des aides sociales s'y concentreraient. Ces récits m'ont d'autant plus étonnée qu'ils concernent un secteur peu densément bâti et très boisé par rapport au reste du quartier (les immeubles de 5 étages dominant alors qu'à Marzahn Nord les immeubles de 11 étages sont les plus présents). Les listes d'adresses cachent en effet des logiques différentes de concentration. La densité du bâti n'est pas la même selon les types d'immeubles considérés. Un même nombre de logements peut correspondre à plusieurs immeubles de 5 étages répartis dans une rue ou un secteur, comme c'est le cas à Marzahn West, ou à un seul immeuble de 22 étages. Ces deux situations peuvent ainsi correspondre à des perceptions subjectives très différentes : dans le premier cas, c'est le secteur dans son ensemble qui est jugé problématique, dans le second, c'est un immeuble en particulier.

J'ai également repéré des disparités entre différentes zones géographiques du parc géré par la société communale. Le nombre total de logements que comprend chaque immeuble n'est pas mentionné sur la liste, le nombre total de logements géré par un bureau ne l'est pas non plus. Il n'est donc pas possible de calculer la répartition des logements sociaux en fonction des zones géographiques couvertes par les huit bureaux de location mentionnés. J'ai cependant évalué la répartition du nombre de logements sociaux en fonction de trois zones plus vastes pour lesquelles la société m'a communiqué le nombre approximatif de logements compris dans son parc (à savoir

88 Entretien du 20 novembre 2006 avec une fonctionnaire du service du logement (*Wohnungsamt*) de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf.

89 Se reporter plus haut à la carte p. 57.

12 000 logements par zone⁹⁰) : une zone nord qui, si l'on se réfère à l'ancien maillage de la période socialiste, comprend les quartiers de Marzahn West, Nord et Ahrensfelde Süd ; une zone centre qui regroupe le 3^e quartier et Marzahn Ost ; enfin une zone sud composée des 1^{er} et 2^e quartiers et du quartier Cecilienstraße⁹¹. On remarque que la part des logements sociaux n'est pas la même sur l'ensemble de ces zones : ils représentent 39,8 % des logements de la zone nord, contre 46,9 % des logements de la zone centre et 35,47 % de la zone sud. Il faut bien sûr relativiser ces chiffres dans la mesure où ils reposent sur des données approximatives qui m'ont été communiquées par le service des relations publiques de la société. Ils témoignent cependant d'une nette disparité entre le sud du secteur et les autres. Sachant que les logements de la zone sud ont concentré l'effort de rénovation de la société durant la première moitié des années 1990, on peut faire l'hypothèse suivante : elle affecte les demandeurs de logements sociaux aux logements qui ne sont pas encore rénovés, réservant le reste du parc à des fractions mieux dotées de sa clientèle. Cette hypothèse est confirmée par les documents relatifs à la privatisation d'une partie du parc accessible aux demandeurs de logements sociaux que j'ai consultés au service du logement de l'arrondissement. Ces documents couvrent la fin des années 1990. Les logements accessibles aux ménages ayant fait la demande d'un logement social qui ont été vendus à cette époque sont partiellement rénovés ou ne le sont pas du tout. Ils longent la frontière boisée entre Marzahn et Hellersdorf. Cela permet à la société d'externaliser l'effort de rénovation et les problèmes sociaux éventuels liés au peuplement, mais elle sacrifie également les portions relativement attractives de son parc, situées à proximité des espaces verts. La *BB WBG* semble avoir poursuivi la même stratégie de privatisation dans la mesure où les logements qu'elle vend à la société *GbR Scheidges und Fröhlich* dans la deuxième moitié des années 1990 ne sont pas rénovés mais situés en bordure d'un vaste espace vert (voir la carte ci-dessus). Aucune donnée ne me permet de dire s'ils abritent une proportion importante de bénéficiaires de logements sociaux. Les anciennes coopératives ouvrières disposent d'un parc plus restreint, concentré dans une zone bien délimitée du grand ensemble. On peut faire l'hypothèse qu'elles disposent d'une marge de manœuvre plus réduite que la société communale pour adopter une gestion ségrégative du peuplement.

90 Entretien téléphonique avec Mme Kröber, attachée de presse de la WBG Marzahn, 9 novembre 2005.

91 Se reporter plus haut à la carte p. 57.

Au final, plusieurs indices montrent que la société communale adopte une gestion ségrégative du peuplement dans les années 1990 : les ménages ayant accès au logement social sont concentrés dans des immeubles répartis dans l'ensemble du secteur mais, suivant l'état des immeubles, on peut repérer des disparités entre un parc rénové habité par une clientèle solvable au sud et un parc moins rénové où la part de ménages aux revenus modestes est sensiblement plus importante dans le reste du secteur. De ce point de vue, la politique de peuplement de la société communale accentue les disparités socio-spatiales héritées de la période socialiste. Elle introduit aussi des disparités internes plus fines entre quartiers ou entre types d'immeubles au sein des secteurs identifiés. Ces principes de gestion ne sont pas le résultat d'un choix délibéré mais sont liés aux contradictions entre les objectifs sociaux assignés par la loi sur l'annulation partielle de la dette et les objectifs de rentabilité économique liés aux nouveaux statuts des sociétés communales et des anciennes coopératives ouvrières. La privatisation, encouragée par le *Land* à partir de la fin des années 1990, apparaît comme une solution à double tranchant : elle soulage certes les bailleurs d'une partie de l'effort de rénovation, mais elle les prive aussi à terme d'une fraction relativement valorisée de leur parc et accentue, dans le cas de la société communale, les disparités entre la fraction la plus valorisée et la fraction la plus problématique de son parc. Comment les bailleurs les plus anciens gèrent-ils le parc qu'ils ont conservé à l'issue du processus de privatisation ? Quels rapports les nouveaux bailleurs entretiennent-ils avec leur parc ?

III. 2. Fragmentation interne du parc de grands ensembles dans les années 2000

De manière générale, l'ensemble des habitants que j'ai rencontrés durant mon enquête dans le quartier nord de Marzahn ont affaire quotidiennement, à titre de locataire ou dans le cadre de leurs activités associatives, aux sociétés ou coopératives immobilières présentes dans ce quartier. Ils considèrent que certaines sociétés s'y investissent davantage que d'autres en soutenant les manifestations publiques ou en mettant à disposition des locaux à des conditions avantageuses. D'autres estiment que certaines d'entre elles ont une gestion plus « sociale » de leur parc immobilier. Quelles logiques ces propos reflètent-ils ?

Les données sur les caractéristiques sociales des locataires recueillies auprès des sociétés et des coopératives du quartier ainsi que les entretiens effectués avec certains de leurs employés m'ont permis d'identifier trois logiques de gestion qui rendent compte du rapport que ces acteurs entretiennent à leur parc immobilier. Ces logiques sont clairement orientées vers certaines catégories de la population. Je les illustrerai à partir du cas de trois bailleurs : la société immobilière communale (*WBG Marzahn*), une coopérative créée en 2002 dans le cadre du rachat d'une partie du parc non rénové de la société communale (*Nordlicht*) et l'ancienne coopérative ouvrière du quartier (*BB WBG*).

La *WBG Marzahn* : deux parcs pour deux clientèles

Le programme fédéral de restructuration urbaine (*Stadtumbau Ost*) à Berlin

Le programme fédéral de restructuration urbaine des villes est-allemandes (*Stadtumbau Ost*) est le résultat du travail d'une commission d'experts réunie par le ministère fédéral des transports, de la construction et du logement (*Bundesministerium für Verkehr-, Bau- und Wohnungswesen – BMVBW*) en 2000. Pour la partie scientifique, elle est composée de deux urbanistes, d'un juriste et d'un économiste. Pour la partie politique, elle regroupe les représentants d'une association de locataires, de plusieurs sociétés immobilières communales, d'organismes publics de crédit, les fonctionnaires des services du budget et les élus de trois villes moyennes est-allemandes (Leipzig, Halle et Schwedt) (BMVBW, 2000). L'objectif de cette commission est de proposer des solutions au problème de la vacance de logements (*Wohnungsleerstand*) dans les villes est-allemandes. Ce problème touchait déjà le parc

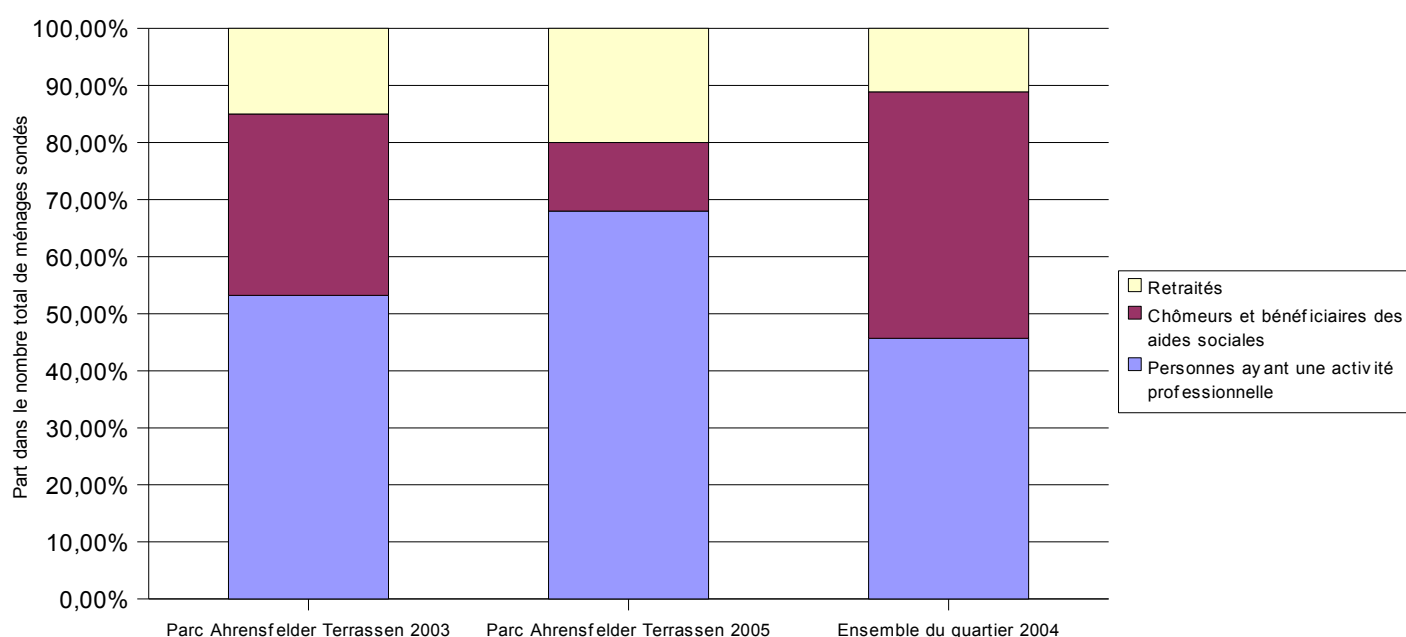
de grands ensembles ouest-allemands dans les années 1980 mais, en Allemagne de l'Est, il prend des proportions plus importantes et touche aussi les centres urbains dégradés⁹². Les auteurs du rapport rattachent ce problème au déclin industriel et démographique à l'Est et, plus généralement, à la thématique des « villes en déclin » (*schrumpfende Städte*) au centre des débats urbanistiques allemands actuels (Brandstetter *et al.*, 2005 ; Gestring *et al.*, 2005 ; Ostwalt, 2004). Le rapport d'expert estime que la démolition d'environ 400 000 logements est nécessaire pour rééquilibrer le marché. Cet objectif oriente le programme de financement mis en place par le gouvernement fédéral à partir de 2002. Les moyens débloqués pour la démolition proviennent pour moitié du budget fédéral et pour l'autre de celui des *Länder*. Le programme comprend aussi des subventions pour réaménager les espaces laissés libres, auxquelles les *Länder* contribuent à hauteur de 2/3 contre 1/3 pour le gouvernement fédéral. Par rapport aux programmes de démolition financés par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine en France, les objectifs des projets allemands restent strictement économiques et n'intègrent aucune notion de « mixité sociale ». Cette orientation témoigne de l'influence des sociétés immobilières communales dans l'élaboration du programme (Bernt, 2004). Les projets sont aussi de plus petite dimension que les projets français et relativement dispersés dans l'espace urbain. A Berlin, les projets sont réalisés dans les arrondissements de Lichtenberg, Pankow et Marzahn-Hellersdorf. Dans ce dernier arrondissement, le plan d'action et de développement (*Handlungs- und Entwicklungskonzept*) prévoit la démolition de 4 400 logements (sur les quelque 100 000 que compte le parc de grands ensembles de l'arrondissement) répartis sur 11 sites (Fritsche, Lang, 2007, p. 22). Le projet des *Terrasses d'Ahrensfelde*, qui implique la démolition de 1 200 logements, est le plus important d'entre eux.

La stratégie adoptée par la société communale (*WBG Marzahn*) vis-à-vis du parc non rénové qu'elle détient dans le nord de Marzahn au début des années 2000 consiste d'abord à reconvertir une partie de ce parc dans le cadre du programme fédéral de restructuration urbaine (*Stadtumbau Ost*) (voir l'encadré ci-dessus). Le projet, intitulé *Les Terrasses d'Ahrensfelde*⁹³, a conduit à un renouvellement sans précédent de la population au sein des immeubles qu'il concerne : l'ensemble des anciens locataires a été relogé dans d'autres parties du parc de la *WBG Marzahn* (70 % des locataires concernés) et, dans une moindre mesure, auprès d'autres bailleurs durant l'année des

92 Dans les années 1980, la vacance de logements dans les grands ensembles ouest-allemands est estimée à 3 % en moyenne et à 10 % dans les cas les plus extrêmes (Deutscher Bundestag, 1988, p. 18). A la fin des années 1990, elle est au contraire estimée à 30 % dans les cas les plus extrêmes dans les villes est-allemandes (BMVBW, 2000, p. 2).

93 Pour situer le projet dans le quartier, se reporter à la carte p. 72.

travaux ; l'augmentation des loyers n'a permis qu'à une infime partie d'entre eux (un seul ménage à ma connaissance) de réintégrer leur appartement d'origine. Ce renouvellement social aurait pu être mieux maîtrisé par une procédure de plan social prévue par la loi fédérale sur l'encouragement à la construction (*Städtebauförderungsgesetz*⁹⁴) : une telle procédure, habituellement prise en charge par des associations spécialisées dans l'information juridique des locataires (*Mieterberater*), consiste à associer les locataires à l'élaboration d'une série de mesures permettant d'éviter les effets sociaux de la rénovation. Nous verrons dans le chapitre 4 que les conditions de prise de décision n'étaient pas compatibles avec la mise en place d'une telle procédure : le PDG de la société immobilière communale et le Sénateur berlinois pour le développement urbain ne sont pas d'accord sur la forme du projet quelques mois encore avant le début des travaux de démolition.



Source principale de revenu des ménages sondés dans le parc de la WBG Marzahn concerné par le projet de restructuration urbaine avant et après réalisation⁹⁵

Deux sondages réalisés par l'équipe de Marlies Schulz à l'Institut de géographie de l'Université Humboldt de Berlin mettent en évidence l'évolution de la structure sociale au sein du parc concerné par le projet de restructuration urbaine avant et après sa réalisation (Schulz, 2003 ; Gotzmann, 2005). Le premier sondage est réalisé entre le 24 juin et le 1^{er} juillet 2003 par une équipe d'étudiants, à un moment où la procédure de relogement est déjà bien avancée : le 24 juin 2003, seuls 23 % des logements concernés sont encore occupés. Le questionnaire a été distribué personnellement par les étudiants à l'ensemble des 424 appartements occupés à ce moment. 137

94 Je décris les conditions politiques et intellectuelles dans lesquelles cette loi de 1971 a été élaborée dans le chapitre suivant, p. 126.

95 Sources : Schulz, 2003 ; Gotzmann, 2005 ; Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, *Basisbericht 2005*.

ménages ont finalement rempli le questionnaire à domicile en l'absence des étudiants. Le second sondage a été réalisé par téléphone par un étudiant de cinquième année (*Diplomarbeit*) entre juillet et septembre 2004, c'est-à-dire durant les premiers mois de peuplement des nouveaux logements. Sur les 276 ménages que compte alors la nouvelle résidence, 125 ont participé au sondage. La situation vis-à-vis de l'emploi des personnes qui composent ces deux échantillons est reproduite dans le graphique ci-dessus. Malgré les biais liés aux conditions de recueil des données⁹⁶, ces résultats laissent peu de doutes sur l'évolution de la structure sociale de la population du parc : la part des chômeurs et des bénéficiaires des aides sociales est réduite de 2/3 environ, pendant que celle des personnes ayant un emploi augmente d'un peu plus d'un tiers. On ne peut imaginer sélection plus efficace de la population par le biais de l'augmentation des loyers. La population des nouveaux locataires se distingue également de la précédente par ses caractéristiques démographiques : la part des personnes âgées entre 46 et 65 ans est supérieure (46 % contre 34,4 % dans l'échantillon de 2003) ; les familles laissent la place aux couples sans enfants (les familles représentent 46 % des ménages du premier échantillon contre 18 % de celui de 2005 tandis que les couples sans enfants connaissent une évolution inverse : 22,2 % en 2003 et 46 % en 2005). Cette évolution correspond à une stratégie publiquement assumée par la société dont la communication et les offres de service se dirigent de plus en plus vers les « Senioren⁹⁷ ».



Vue aérienne du projet de restructuration urbaine de la WBG Marzahn, in Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, 2007, p. 43.

96 La procédure de relogement a eu un effet sélectif sur la population du parc : les ménages les mieux dotés en ressources sociales, économiques et culturelles ont été les premiers à déménager. On peut néanmoins supposer que la procédure de récolte des données du premier sondage a opéré une sélection inverse en favorisant les personnes les plus à l'aise avec l'écrit, de sorte que la proportion de personnes au chômage ou bénéficiaires des aides sociales pourra être sensiblement plus élevée dans la population de référence que dans l'échantillon. Ses caractéristiques sont ainsi proches de celles de la population avant rénovation. Cette hypothèse est confirmée par la comparaison entre les caractéristiques de l'échantillon obtenu et les caractéristiques moyennes de la population du quartier. A l'inverse le taux satisfaisant de retour dans le cas du second sondage atteste du niveau de ressources sociales assez élevé parmi les nouveaux habitants du parc.

97 Terme allemand couramment utilisé pour désigner les personnes de plus de 50 ans.

Le réaménagement des espaces collectifs et l'architecture des nouveaux immeubles s'appuient sur des dispositifs spatiaux qui reprennent plusieurs principes de la résidentialisation (voir la photo ci-dessus) : des clôtures séparent les espaces privés des espaces publics, sécurisent l'accès aux immeubles et distinguent les unités résidentielles entre elles. Outre les accès et les appartements spécialement aménagés dans les immeubles destinés à l'accueil de personnes handicapées (rampes électriques, ascenseurs, entrées élargies, salles de bains plus vastes, etc.) une attention particulière a été consacrée à la cour intérieure des immeubles. Alors que les aires de jeux destinées aux jeunes et aux enfants étaient situées au centre, elles ont été éloignées de la proximité des immeubles afin d'en garantir la tranquillité. Des allées ombragées les remplacent et offrent des espaces de promenade aux personnes dont les possibilités de déplacement sont limitées. Du point de vue des réalisations architecturales, on remarque ici que le programme de restructuration produit des formes spatiales assez proches de celles que l'on observe dans les projets actuels de rénovation des grands ensembles français (Driant, Lelévrier, 2006). Derrière les démolitions, se profile ainsi une forme urbaine de plus en plus homogène dans les grandes villes européennes.

La procédure de relogement qui a accompagné le projet, si elle n'a pas forcément éloigné les ménages d'origine du quartier, a néanmoins contribué à concentrer les foyers à faible revenu dans les fractions déjà peu valorisées du parc. À terme, une telle stratégie rencontre cependant des limites politiques. Les autres projets de restructuration que la *WBG Marzahn* prévoyait dans d'autres quartiers sur le modèle des *Terrasses d'Ahrensfelde* n'ont pas été validés par le Sénat de Berlin et s'en tiennent à des projets de démolition. On peut donc considérer que ce projet a surtout accentué la disparité déjà repérée pour les années 1990 entre les parcs destinés au logement de la clientèle solvable et ceux destinés à la clientèle aux ressources plus faibles.

La coopérative *Nordlicht* : une gestion « sociale » de la misère

La deuxième logique de gestion que j'ai repérée concerne les parcs des nouveaux bailleurs issus du processus de privatisation des années 1990. Les deux bailleurs sur lesquels j'ai enquêté (la coopérative *Nordlicht* et la société immobilière privée *MEGA AG*) ont acquis un parc non rénové situé en bordure du quartier (voir la carte p. 72). Ils ont pris à leur charge l'effort de rénovation et sont confrontés à des problèmes de cohabitation liés à l'hétérogénéité de leur peuplement. Pour gérer ces conflits, ils ont mis en place des dispositifs de « médiation sociale ». Ma présentation s'appuie sur le cas de la coopérative parce que la société immobilière était en situation de faillite au moment de mon enquête et n'a donc pas répondu à mes sollicitations. J'ai cependant rencontré un ancien habitant que cette société avait employé comme concierge. Son témoignage confirme les hypothèses formulées à partir du cas de *Nordlicht*.



Animations proposées par une association locale pendant la fête de quartier du 25 septembre 2005

Les chiffres que cette coopérative m'a communiqués sur les caractéristiques sociales de la population de son parc ne permettent pas de réaliser de comparaison avec les chiffres récoltés auprès des autres sociétés. Elle tient un fichier de locataires rempli à partir des déclarations de ressources effectuées au moment de l'adhésion à la coopérative. Dans la plupart des cas, ces données ne sont pas mises à jour. Ce fichier est néanmoins utilisé par le « gestionnaire social » (*Sozialmanager*), c'est-à-dire la personne employée par ce bailleur pour encadrer les ménages en retard de paiement ou pour servir de médiateur dans les conflits de voisinage. Outre les données statistiques sur la nature des revenus et la composition démographique des ménages, il comprend des annotations sur la nationalité de leurs membres et les problèmes pour lesquels le gestionnaire est intervenu. Le fichier sert donc à repérer les ménages problématiques. La coopérative est le seul bailleur du quartier à avoir créé un poste de ce type, la société *MEGA* ayant préféré confier cette tâche aux concierges également chargés de l'entretien des immeubles. Au cours d'un entretien, M. Reinhauer, le gestionnaire social de *Nordlicht*, explique que les fondateurs de la coopérative étaient déjà informés des problèmes sociaux qui caractérisaient le parc au moment où ils l'ont acheté à la société communale⁹⁸. L'existence du poste de M. Reinhauer ne signifie pas forcément que les problèmes que doit gérer la coopérative sont plus importants au sein de son parc que dans celui des autres bailleurs du quartier. Il indique plutôt la façon particulière dont cette coopérative entreprend de les résoudre : elle cherche moins à se défaire des locataires à problèmes qu'à mettre en place des moyens pour les encadrer. *Nordlicht* est ainsi l'un des bailleurs les plus investis dans les projets de recherche active d'emploi mis en place par l'antenne locale de l'office du travail (*Jobcenter*). M. Reinhauer mentionne également un service d'aide aux devoirs à destination des enfants étrangers et un projet « d'accompagnement des parents » (*Elterncoaching*) auquel ont participé des locataires connus pour leurs problèmes d'alcool ou de violence.

98 Entretien du 11 avril 2006.

Comment interpréter l'orientation « sociale » de la gestion de ce bailleur ? S'agit-il de faire de mauvaise fortune bon cœur, en s'adaptant à l'évolution sociale de la population du quartier, ou peut-on au contraire repérer les indices d'une « spécialisation » dans le logement des populations à faible revenu ? En quoi une telle politique peut-elle s'avérer rentable sur le long terme ? Aucune donnée ne me permet d'étayer l'hypothèse de la « spécialisation » de ce bailleur dans le logement des foyers à faibles revenus par rapport à d'autres bailleurs du quartier. Cependant, dans le contexte actuel des transformations de l'État social allemand, il n'a certainement pas moins intérêt que d'autres à loger ce type de locataires. Comme dans de nombreux pays d'Europe, les politiques sociales allemandes s'éloignent du principe de la prise en charge inconditionnelle des individus les plus démunis pour s'acheminer vers celui d'une prise en charge conditionnée à l'exercice d'une activité d'intérêt public faiblement rémunérée (Daguerre, Taylor-Gooby, 2004). Cette évolution, initiée en 2002 par la commission Hartz, pilotée par l'ancien PDG du groupe Volkswagen, se concrétise à partir de 2004 par la réforme des assurances chômage (*Hartz IV Reform*). Concrètement, cette réforme réduit à un an la durée des allocations chômage et fusionne l'allocation de chômage de longue durée et l'aide sociale en une nouvelle prestation, l'allocation-chômage II (*Arbeitslosenhilfe II – ALG II*), qui s'assortit d'un dispositif de retour à l'emploi : les bénéficiaires de cette allocation sont contraints d'accepter tous les emplois qui leur sont proposés, dont les « Jobs à 1 € de l'heure » (*1 €-Job*) réservés au secteur public et à but non lucratif⁹⁹. Dans le cadre de cette réforme, les communes prennent en charge le loyer des personnes bénéficiaires de la prestation. Celui-ci ne doit pas dépasser un barème établi en fonction du nombre de personnes qui composent le foyer¹⁰⁰. En alignant le montant de leurs loyers sur les barèmes de l'office du travail, les bailleurs sont ainsi en mesure de capter une clientèle qui ne peut plus se permettre d'habiter dans le centre ou dans les arrondissements de la partie occidentale de la ville parce que les loyers y sont trop chers. Depuis 2004, les flux arrivant dans le nord de Marzahn en provenance des arrondissements de l'Ouest de la ville témoignent de cette nouvelle logique : alors que dans les années 1990 les soldes étaient négatifs avec ces arrondissements (- 2 habitants pour 1000 en moyenne par an à Marzahn Nord), ils s'inversent et deviennent positifs à partir de 2002 (+ 5 habitants pour 1000 en 2004 et + 14 habitants pour 1000 en 2005 à Marzahn Nord)¹⁰¹. Dans le contexte d'une telle politique de loyers, la réglementation sur laquelle pouvaient s'appuyer les communes pour intervenir et

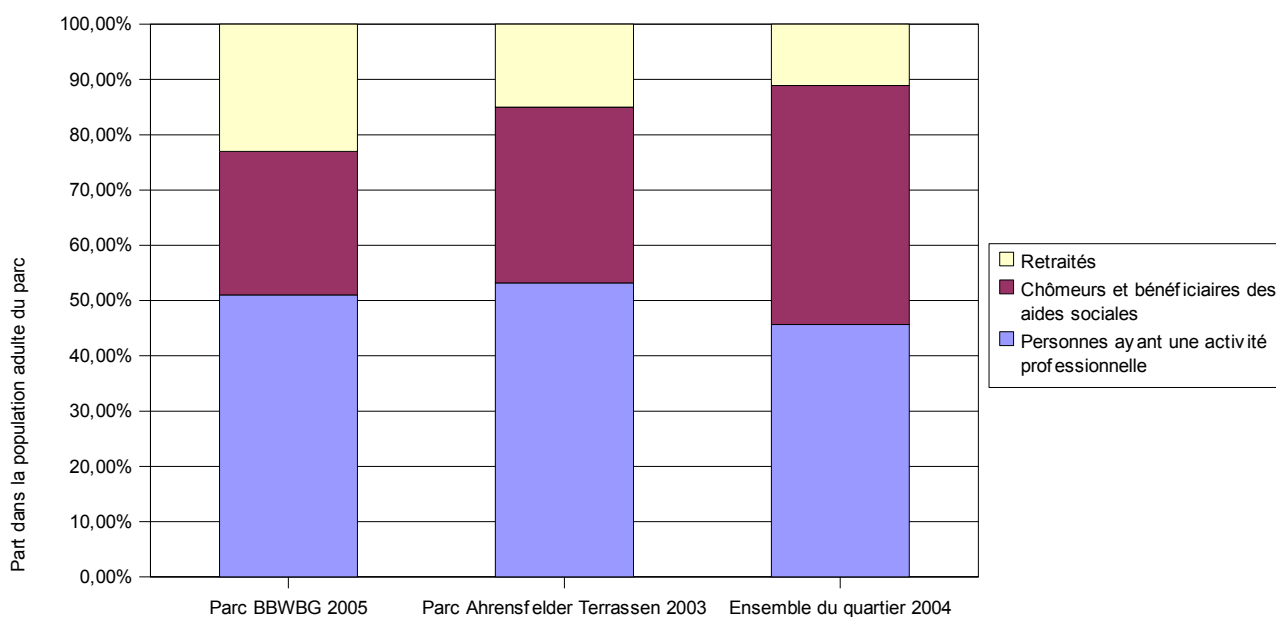
99 L'objectif de ces emplois est de réintégrer les chômeurs de longue durée sur le marché du travail. Le chômeur perçoit, en sus de ses allocations, un « dédommagement » (*Mehraufwandschädigung – MAE*) équivalent à 1,50 € de l'heure. Les heures travaillées sont aussi comptabilisées dans les droits à la retraite.

100 360 €/mois pour un foyer d'une personne ; 445 €/mois pour un foyer de deux personnes ; 542 €/mois pour un foyer de trois personnes ; 619 €/mois pour un foyer de quatre personnes et 705 €/mois pour un foyer de 5 personnes.

101 Chiffres StaLa, Wanderungen in den statistischen Gebieten von Berlin nach Herkunfts- bzw. Zielgebieten , 1994-2005.

contrôler la politique de peuplement des bailleurs vis-à-vis des demandeurs de logement social perd son sens. La fonctionnaire du service du logement de l'arrondissement que j'ai rencontrée explique ainsi qu'elle dissuade souvent les demandeurs de faire les démarches administratives nécessaires, dans la mesure où les loyers du marché immobilier dans les secteurs de grands ensembles sont équivalents voire inférieurs à ceux des logements sociaux¹⁰².

La coopérative *BB WBG* : les limites de la fidélité d'une clientèle vieillissante



Source principale de revenu des ménages sondés dans le parc de la *BB WBG*¹⁰³

J'ai identifié une troisième logique de gestion que j'illustrerai à partir de l'exemple d'une coopérative présente dans le quartier depuis la période socialiste, la *BB WBG*. Par rapport aux autres sociétés et coopératives locales, ce bailleur a conservé une proportion importante de ses locataires d'origine (environ 40 %). Par contraste, la proportion des personnes sondées par l'équipe de Marlies Schulz en 2003 qui habitent depuis la période socialiste les immeubles promis à la démolition est de 32,2 %¹⁰⁴. L'ancienneté d'une partie des locataires de la *BB WBG* peut ainsi expliquer la part relativement plus élevée de retraités dans la population de son parc par rapport aux autres parcs ou à l'ensemble du quartier (voir le graphique ci-dessus).

La relative stabilité des locataires de la *BB WBG* est moins le produit d'une stratégie de la coopérative, bien qu'elle entretienne la fidélité de ses anciens locataires en restant à l'écoute de

102 Entretien du 20 novembre 2006.

103 Sources : BBWBG, 2005 ; Schulz, 2003 ; Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, *Basisbericht 2005*.

104 Schulz, 2003, p. 20. On peut d'ailleurs revoir ce chiffre à la baisse, si l'on considère que la procédure de relogement a sélectionné les locataires en fonction de la longévité de leur installation dans le parc : les derniers locataires installés ont certainement été plus prompts à déménager que les locataires plus anciens attachés à leur logement ou au quartier.

leurs doléances, qu'aux conditions particulières d'accès à ces logements pendant la RDA. À cette époque, l'accès au logement était conditionné par l'acquittement d'une cotisation qui pouvait se faire par une contribution monétaire ou par des heures de travail supplémentaires réalisées dans l'entreprise ou directement sur les chantiers de construction. Pour ces locataires, la valeur d'un logement ne s'estime donc pas seulement à sa valeur d'usage mais revêt aussi une dimension affective. Cet aspect du rapport au logement est bien illustré par les propos de Mme Baumgartner.

Cette locataire de la *BB WBG*, âgée d'une cinquantaine d'années, ancienne ingénieure d'un combinat de construction, obtient un appartement dans la coopérative en 1986 après s'être acquittée de sa cotisation en réalisant des heures supplémentaires dans son entreprise. Elle me parle du choix de son appartement sur le mode du coup de foudre : « C'était l'appartement idéal, tout ce dont on pouvait rêver dans le contexte de la RDA. Il était à 5 minutes de la S-Bahn, spacieux, pas cher. Nous avons carrelé nous-même la salle de bain, ça n'a pas été une mince affaire de trouver du carrelage ! Au moment d'emménager, les murs étaient en béton brut et j'ai vraiment pu les arranger comme je le voulais. » Ainsi, malgré la dégradation des rapports de voisinage dans son immeuble depuis quelques années (elle doit supporter un jeune ménage particulièrement bruyant), elle se dit incapable de quitter son appartement : « Ce n'est pas seulement parce que je suis au chômage et que je n'ai pas les moyens d'aller ailleurs. Être dans une coopérative, c'est un peu plus qu'être locataire. J'ai mis beaucoup de moi-même dans cet appartement, j'y suis fixée d'une façon ou d'une autre. Ce n'est pas le cas de mon fils par exemple¹⁰⁵. »

Les habitants des anciennes coopératives du secteur de grands ensembles de Marzahn ont conservé une représentation du logement comme un bien que l'on a façonné soi-même et à son image et qui, pour cette raison, reflète aussi la personnalité de son locataire. Le lien au logement repose ici sur un principe d'identité entre l'espace et celui qui l'habite. Ce parc se distingue ainsi des autres par la survivance des pratiques de mise en valeur des espaces communs (voir la photographie ci-après). Il n'est pas inhabituel de voir des habitants de ces logements s'investir dans l'entretien des espaces verts à l'abord des immeubles alors que la coopérative emploie parallèlement une équipe de jardiniers. Même si l'entretien ne mobilise plus l'ensemble des locataires comme c'était le cas auparavant et que les habitants obtiennent en général une remise de loyer en échange de leur investissement, il n'en reste pas moins que l'image de l'ensemble de l'immeuble et sa réputation sont aussi en jeu dans ces usages. Là encore, l'immeuble reflète l'identité de ceux qui y vivent. Cependant, le vieillissement progressif de cette fraction stable de la population des locataires ne

105 Entretien du 3 février 2006.

permet pas de garantir à la coopérative une clientèle à long terme. Les ménages à faibles revenus constituent donc une proportion non négligeable de leur clientèle ce qui occasionne des problèmes de voisinage. À l'image de la coopérative *Nordlicht*, la *BB WBG* commence à mettre en place des dispositifs de médiation. C'est du moins de cette façon que l'on peut interpréter la création de services de proximité dans les différents secteurs du parc.



Le jardin entretenu par un locataire à l'entrée d'un immeuble géré par la *BBWBG*.

Globalement, l'opposition entre quartiers du sud et quartiers du nord continue d'être pertinente, 15 ans après la réunification et malgré les processus de rénovation et de privatisation : les quartiers sud regroupent les logements les plus valorisés du parc. Néanmoins, la privatisation et la réorientation des politiques de gestion des anciens bailleurs à la fin des années 1990 conduisent à une différenciation plus fine de l'espace du grand ensemble. À l'échelle des quartiers, il n'existe pas de règle générale pour distinguer les « bons » des « mauvais » parcs. L'histoire de deux immeubles voisins peut varier en fonction de leur peuplement, de leur état et du statut d'occupation de ses habitants. Les immeubles gérés par les anciennes coopératives logent en général une population plus ancienne et plus stable. Les immeubles où la rénovation s'est fait attendre accueillent plus souvent les demandeurs de logements sociaux et les bénéficiaires des aides sociales. Ils restent peu valorisés même lorsqu'ils sont privatisés et rénovés par leur nouvel acquéreur.

Au-delà de ces résultats, mon enquête a aussi mis en évidence les catégories à partir desquelles les bailleurs étudiés perçoivent et prennent acte des transformations socio-démographiques de la population durant les années 1990. Ils identifient l'émergence de deux types de clientèles, les ménages solvables dont les membres sont proches de l'âge de la retraite et les ménages dépendants des aides sociales dont les comportements peuvent s'avérer problématiques. Chacune de ces clientèles justifie la mise en place de dispositifs spatiaux et sociaux dont l'enjeu est d'adapter le contexte urbain des grands ensembles à leurs pratiques.

Conclusion

Que fait le « capitalisme » à la ville « socialiste » ?

Cette question s'appuyait sur une hypothèse sous-jacente : le système socialiste produit des structures spatiales propres. L'entrée par la distribution spatiale des groupes sociaux montre que la ségrégation sociale existe pendant la période socialiste mais qu'elle s'inscrit différemment dans l'espace. Les principes de division passent à l'intérieur du groupe ouvrier et opposent les ouvriers qualifiés aux ouvriers peu qualifiés exclus du projet socialiste. Cette division se manifeste dans l'espace urbain est-berlinois à travers l'opposition centre/périphérie et dans l'espace du grand ensemble de Marzahn à travers celle des quartiers du sud et des quartiers du nord. Les disparités territoriales que met en évidence l'analyse des effets de la désindustrialisation et de la périurbanisation à la réunification sont héritées de cette période. Ainsi, considérée à l'échelle de l'ensemble de la ville, la situation socio-économique des habitants de Marzahn paraît moins dramatique que celle des arrondissements du centre de Berlin. À Berlin-Est, les centres urbains concentrent en effet une population ouvrière peu qualifiée. À Berlin-Ouest, ils abritent une population immigrée sans diplôme. Dans les deux cas, ces Berlinoises sont frappés de plein fouet par la désindustrialisation. À l'échelle de l'arrondissement, les quartiers du nord sont plus sensibles à la périurbanisation dont la logique sélective accentue la concentration spatiale des foyers fragilisés par la suppression des emplois dans l'industrie et les services publics.

À la réunification, l'effet principal de la diversification des bailleurs dans les grands ensembles est d'introduire des disparités plus fines au sein du parc. Ainsi, le « capitalisme » fragmente encore davantage la ville « socialiste ». On a désormais affaire à une mosaïque d'îlots où sont concentrées certaines catégories sociales. Cette mosaïque est marquée par la polarisation entre les parcs les plus valorisés, dans lesquels domine une population proche de la retraite que les bailleurs cherchent à attirer et à fixer dans les grands ensembles, et les parcs les moins valorisés destinés au logement des ménages dont les revenus dépendent des reversements de l'État.

Opposition entre filière des entreprises et filière municipale dans l'accès au logement pendant la période socialiste, gestion ségrégative du peuplement et fragmentation socio-spatiale des espaces dans le cadre de la privatisation : par bien des égards, la distribution socio-spatiale des groupes sociaux dans le grand ensemble de Marzahn rapproche ce cas des exemples français. Les

modes de peuplement contribuent dans les deux cas à fragmenter le groupe ouvrier. En France, cette différenciation s'inscrit dans les trajectoires résidentielles tandis qu'elle se reflète dans l'espace du grand ensemble à Marzahn. Dans la décennie 1990, on assiste dans les deux cas aux mêmes processus : la privatisation alliée aux différents programmes de rénovation fragmente ces espaces tandis que les interventions sur le bâti tendent à homogénéiser leur forme urbaine.

À ce stade, deux questions se posent. La première concerne les grands ensembles comme enjeu d'action publique. En effet, nous venons de voir que les politiques de rénovation urbaine sont des vecteurs de la transformation morphologique des espaces. Les considérer uniquement sous cet angle, ce serait oublier qu'elles sont aussi mises en place pour maîtriser ces transformations. Comment évolue l'intervention des pouvoirs publics dans les grands ensembles au cours de la décennie 1990 ? Quelles logiques orientent cette évolution et quelle place y occupe la participation des habitants ? Ensuite, les éléments que j'ai évoqués sur la perception subjective des espaces et sur les dispositifs sociaux et spatiaux qui cherchent à encadrer les usages des habitants soulèvent la question des rapports au quartier et des dynamiques sociales de son appropriation. Quel rapport les différents groupes sociaux qui cohabitent à Marzahn Nord entretiennent-ils au quartier dans le contexte de ces transformations ? Le cas des grands ensembles de Marzahn se distingue-t-il des exemples français par des spécificités locales ?

Du « grand ensemble » au « quartier »
Une histoire sociale de la participation des habitants à Marzahn, 1990-2000

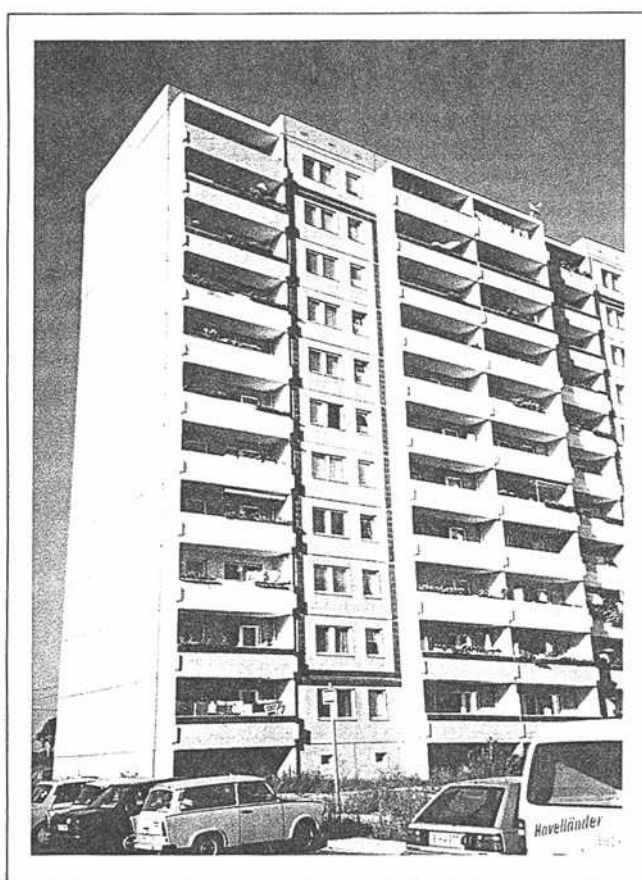
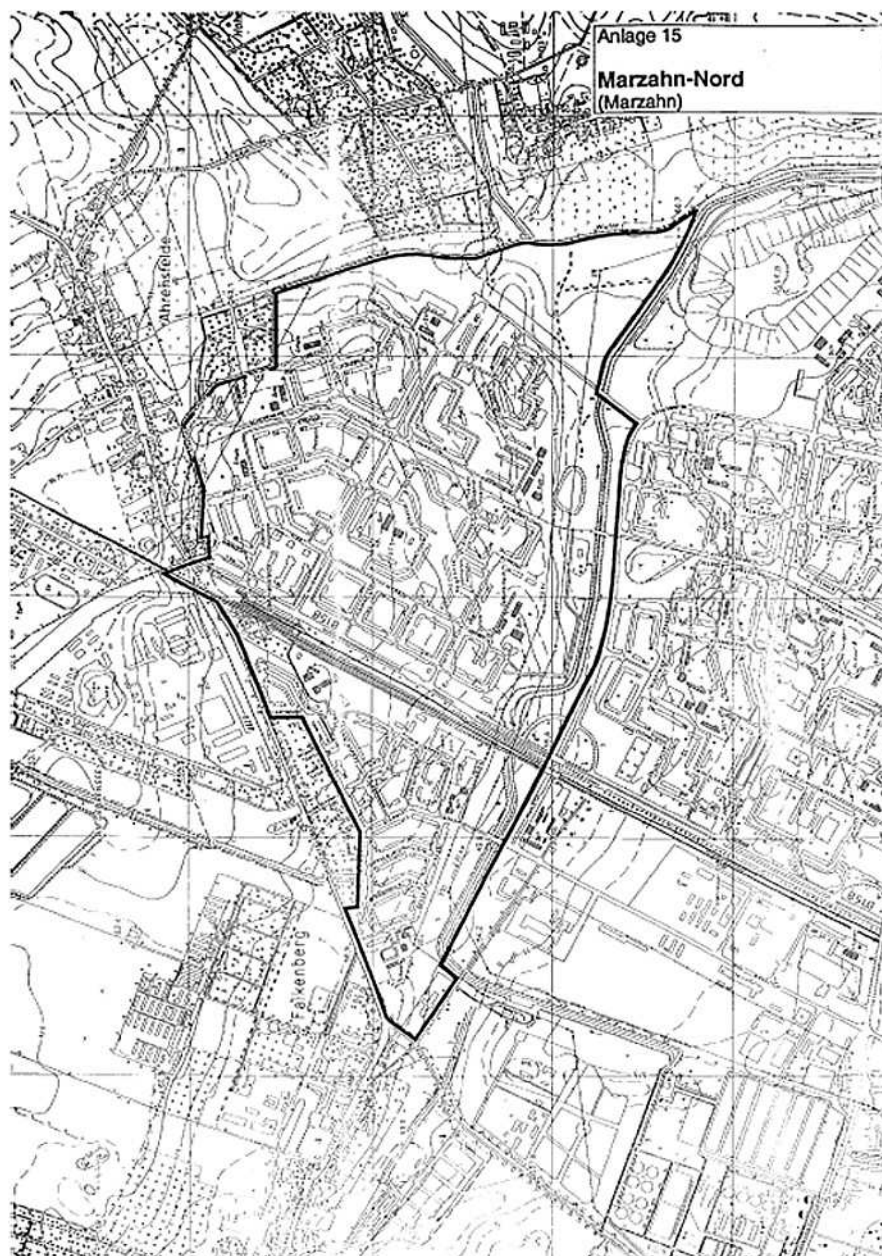


Abb. 79: Typ WBS 70/11

Extrait de Senatsverwaltung für Bau- und Wohnungswesen, 1992, p. 100.



« Gebiet mit besonderem Entwicklungsbedarf : Marzahn Nord (Bezirk Marzahn) », in Abgeordnetenhaus von Berlin, 1999, p. 50.

Introduction

Les documents qui précèdent n'ont apparemment rien en commun. Le premier est la photographie d'un immeuble en béton préfabriqué de construction socialiste. Il correspond au type d'immeubles le plus répandu dans les secteurs de grands ensembles est-allemands. Le second est un morceau du plan de Berlin. Il représente un quartier situé à la périphérie nord-est de la ville. La juxtaposition de ces documents m'intéresse parce qu'elle synthétise l'évolution de l'objet des politiques de rénovation urbaine à Marzahn au cours de la décennie 1990. Qu'observe-t-on exactement ?

La première photographie est extraite d'une brochure présentant les résultats de l'expertise commandée par l'administration du Sénat de Berlin pour la construction et le logement à l'urbaniste Manfred Specht en 1991. Cette expertise de 35 volumes est considérée par les urbanistes allemands comme l'encyclopédie du « panneau préfabriqué » (*Platte*). Elle consiste en un état des lieux (*Bestandsaufnahme*) avant rénovation des grands ensembles construits pendant la période socialiste dans la partie orientale de Berlin. Le deuxième document est issu du rapport sur le « programme de développement urbain socialement orienté » (*sozialorientierte Stadtentwicklung*) présenté par le maire de Berlin au parlement de la ville en août 1999. Il comprend une description de l'évolution des structures socio-spatiales de la ville et des quartiers ciblés par le programme.

On constate d'abord que le mode de représentation des objets visés par les deux politiques urbaines considérées évolue dans le temps. Dans le premier cas, nous avons affaire à une photographie de type documentaire qui donne à voir à travers un certain nombre de codes (ombres/lumières, point de vue frontal depuis la rue, légende) les immeubles d'un grand ensemble. Le regard se focalise sur les bâtiments et leurs caractéristiques architecturales. Ils sont isolés de leur contexte urbain (la présence de Trabants au premier plan donne néanmoins une indication sur le contexte et la date de prise de vue). Dans le second cas, la cartographie repose sur d'autres conventions de représentation. L'espace urbain est réduit à un plan, ce qui fait apparaître des zones caractérisées par des structures de desserte et des formes urbaines différentes.

Ces deux documents matérialisent ainsi deux lectures différentes de l'espace urbain. Le premier résulte d'une lecture technique et systématique du bâti centrée sur une forme urbaine particulière, le grand ensemble, dont le rapport décline, photographies à l'appui, les différentes

variantes architecturales. La photographie est l'instrument d'une entreprise d'identification et de classement. L'objet que représente la deuxième carte est plus ambigu : les critères de la forme urbaine, des voies de communication et des frontières administratives de la ville correspondent à des tracés qui se superposent imparfaitement à celui qui a été surligné à l'encre noire. La légende fait référence à un « secteur présentant un besoin de développement » (*Gebiet mit besonderem Entwicklungsbedarf*) appelé « Marzahn Nord » et situé dans l'arrondissement berlinois de Marzahn (*Bezirk Marzahn*). Le statut administratif du secteur représenté et la nature du développement qu'il nécessite ne se laissent pas déduire de la carte. Pour l'instant, elle se contente d'indiquer les frontières d'un territoire, c'est-à-dire d'un « espace d'équivalence associé à une action institutionnelle » (Desrosières, 1994, p. 46). Autrement dit, les limites dessinées ont pour fonction de concentrer et de contenir l'action au sein d'une portion de ville, selon des critères qui échappent encore au lecteur. La juxtaposition de ces deux documents, qui correspondent à des moments temporellement différents de la rénovation dans le grand ensemble de Marzahn, permet donc de visualiser un mouvement de territorialisation qui se résume dans l'évolution de l'objet saisi par les instruments photographiques et cartographiques : du « grand ensemble » au « quartier ».

Un tel mouvement n'est pas inconnu au lecteur français. Le passage du « grand ensemble » au « quartier » peut en effet évoquer l'histoire de la Politique de la Ville française, comme l'a montré Sylvie Tissot (Tissot, 2007). Néanmoins, il ne s'agit pas ici de faire une histoire comparée des politiques urbaines allemande et française¹⁰⁶. L'objet de ce chapitre est une politique sectorielle appréhendée à partir de l'un de ses instruments : la participation des habitants. Quelle est la place de la participation des habitants dans les politiques de rénovation berlinoises et comment cet instrument évolue-t-il au cours de la décennie 1990 ? Une telle construction de mon objet entraîne une première conséquence, d'ordre méthodologique.

Considérer la participation des habitants comme un instrument d'action publique, c'est-à-dire comme « un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur » (Lascoumes, Le Galès, 2004, p. 13), suppose en effet de focaliser l'enquête, d'une part, sur les savoirs et savoir-faire sédimentés dans les dispositifs utilisés pour faire participer les habitants et, d'autre part, sur les contextes sociaux et institutionnels de leur élaboration et de leur usage. Autrement dit, bien qu'il sera sans arrêt question de faire participer les habitants, les principaux protagonistes de ce chapitre seront des élus, des fonctionnaires, des sociologues ou des

106 Pour une histoire comparée des politiques du logement en France et en Allemagne faite du point de vue allemand, cf. Rudolf-Cleff, 1996. Pour des éléments de comparaison entre le programme *Soziale Stadt* et la Politique de la Ville en France, cf. Blanc, 2007 ; Vieillard-Baron, 2007.

urbanistes, c'est-à-dire les professionnels qui interviennent dans l'ensemble du processus allant de l'élaboration à la mise en œuvre des politiques urbaines berlinoises.

Dans la mesure où faire participer les habitants n'est pas nouveau, dans le domaine de la rénovation urbaine en général, et à Berlin(-Ouest) en particulier, il m'a semblé nécessaire d'adopter une perspective historique sur mon objet, c'est-à-dire de retracer les échanges de savoirs et les expérimentations successives dont il est le produit (voir l'encadré p. 137). En France comme en Allemagne, les travaux sur la participation ne représentent pas un domaine de recherches unifié. Ils se situent plutôt à l'intersection entre plusieurs disciplines ou sous-disciplines des sciences sociales (sociologie, science politique, histoire et sociologie des sciences et des techniques, urbanisme, science administrative). Leur caractère monographique a aussi contribué à ce morcellement disciplinaire. Récemment, des travaux s'inscrivant dans une perspective à la fois pluridisciplinaire et comparative ont néanmoins entrepris de cartographier différentes expériences de participation dans le monde (Bacqué, Rey, Sintomer, 2005) ou en Europe (Sintomer, Herzberg, Röcke, 2008). Si la perspective comparative a ainsi permis de repérer six grands modèles de participation (Sintomer, Herzberg, Röcke, 2008, pp. 217-240) qui confèrent une cohérence à des expériences parfois géographiquement ou temporellement dispersées, elle ne permet pas encore d'expliquer cette cohérence. En suivant les acteurs, leurs pratiques et leurs interactions dans l'espace et dans le temps, la démarche que j'adopte dans ce chapitre contribue ainsi à poser les premiers jalons de cette explication¹⁰⁷.

Les auteurs français et allemands qui se sont intéressés à la participation dans les politiques de rénovation urbaine proposent des visions opposées de ses effets politiques ou sociaux. Les travaux consacrés à la Politique de la Ville en France s'accordent sur les limites politiques et institutionnelles posées à la participation effective des habitants à la prise de décision. Maurice Blanc observe par exemple que les dispositifs de concertation mis en place dans les années 1980 sont contournés par les élus locaux et les gestionnaires du logement social et ne modifient qu'à la marge les décisions prises (Blanc, 1999). D'autres travaux opposent les années 1990, marquées par l'institutionnalisation de la Politique de la Ville, aux années 1980, caractérisées par une dimension plus expérimentale des dispositifs mis en place et par l'engagement militant de ceux qui les animent (Tissot, 2007 ; Warin, 1997). Par contraste, les travaux comparatifs qui mobilisent les cas anglais et allemands pour mieux refléter la situation française, tendent à présenter les expériences participatives allemandes sous un jour positif, en opposant notamment la « culture [allemande] du

107 En cela, ce chapitre est largement redevable de la réflexion collective menée dans le cadre du Partenariat Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation (PICRI) de la région Ile-de-France « Les dispositifs participatifs locaux en Ile-de-France et en Europe : vers une démocratie technique ? » sous la direction de Marie-Hélène Bacqué et d'Yves Sintomer (CSU/ LOUEST/ Adels) et du groupe de recherche « Démocratie participative en Europe » animé par Yves Sintomer au Centre Marc Bloch de Berlin.

consensus et du compromis » à la « culture [française] du conflit et de la confrontation » (Blanc, 1990 ; 2007 ; Vieillard-Baron, 2007). Dans l'ensemble, les procédures et les configurations participatives allemandes donneraient plus de place et de pouvoir aux habitants. L'expérience de la « rénovation douce » à Berlin-Ouest dans les années 1980 serait exemplaire de ce point de vue. Les auteurs allemands qui se sont intéressés au cas berlinois mettent cependant en évidence un processus d'individualisation de la participation au cours des années 1990, la montée en puissance des intérêts privés et le retrait concomitant des pouvoirs publics, ce qui rend difficile l'application et le contrôle des décisions négociées avec les habitants (Bernt, 2003 ; Häußermann *et al.*, 2002). Cette divergence de point de vue est-elle liée à un effet de perspective ou à la méconnaissance du cas allemand par les auteurs français ? Je pencherais pour un mélange des deux : il manque aux auteurs français une profondeur historique à la compréhension des procédures participatives allemandes actuelles qui leur permettrait d'expliquer les différences avec la France dans ce domaine. D'autre part, les thèses des auteurs allemands ont été formulées dans le cadre d'enquêtes portant exclusivement sur les centres urbains. En Allemagne, les expériences participatives menées dans les grands ensembles de l'ancienne RDA depuis le début des années 1990 sont donc peu documentées. Or, comme je l'ai montré dans le chapitre précédent, les tendances du changement social dans les grands ensembles de Berlin-Est durant les années 1990 vont plutôt dans le sens d'une dévalorisation sociale et symbolique de ces espaces. À l'inverse, l'évolution de certains quartiers du centre de Berlin-Est annonce plutôt un mouvement de gentrification à partir de la fin des années 1990 (Häußerman *et al.*, 2002). La rénovation urbaine revêt donc des enjeux inverses dans ces deux secteurs de la ville. Qu'en est-il de la participation des habitants ? De quelles expériences les dispositifs mis en place dans les grands ensembles s'inspirent-ils ? A-t-on affaire à des configurations d'acteurs et d'institutions identiques dans les grands ensembles et les centres urbains ?

L'hypothèse que j'esquisse dans ce chapitre à partir de l'exemple de Marzahn est la suivante : la mise en place des premières expériences de participation dans les grands ensembles est-berlinois s'inscrit dans le contexte d'une transplantation des principes, des méthodes et des réseaux d'acteurs qui se sont constitués au moment de la rénovation des grands ensembles de la partie occidentale de la ville dans les années 1980. Au cours de ce mouvement de transplantation, la participation se réduit à un instrument de cadrage amenant les habitants à appréhender et à percevoir l'espace urbain comme redevable d'une intervention spécialisée. À la fin des années 1990, dans le contexte d'une redéfinition générale des modes d'intervention dans les villes allemandes, la participation des habitants gagne en importance mais les dispositifs mis en place localement la conçoivent sur un mode plus individuel et moins protestataire que par le passé.

Une histoire sociale de la participation des habitants : éléments de méthode

Faire l'histoire de la participation des habitants telle qu'elle a été expérimentée à Marzahn dans le cadre des programmes de rénovation urbaine depuis le début des années 1990 consiste à retracer les interactions sociales qui se nouent autour de l'élaboration et de l'usage des dispositifs utilisés pour faire participer les habitants. Il faut d'abord considérer les interactions auxquelles donne lieu l'élaboration d'un dispositif participatif : les expériences antérieures auxquelles les acteurs se réfèrent ou qu'ils réinvestissent directement dans la pratique, leur trajectoire intellectuelle et professionnelle, les réseaux dans lesquels ils sont insérés, les contraintes sociales et politiques qui pèsent sur eux au moment de l'élaboration du dispositif. Il faut ensuite prendre en compte la façon dont ces dispositifs sont localement implantés. L'enquête, qui vise à reconstituer rétrospectivement ces chaînes d'interactions, repose sur l'analyse de documents d'archives et d'une dizaine d'entretiens informatifs, semi-directifs et rétrospectifs avec des acteurs-clefs des politiques de rénovation à Marzahn dans les années 1990 et à l'heure actuelle¹⁰⁸.

On peut répartir les documents d'archives utilisés en deux catégories. La première regroupe les rapports publiés par les administrations fédérales et berlinoises sur les différents programmes de rénovation mis en place durant la période qui m'intéresse. À ces documents, il faut ajouter des articles de synthèse publiés par les protagonistes du débat politique et savant sur la rénovation des grands ensembles est-allemands dans des ouvrages et des revues spécialisées ou des actes de colloques. La deuxième catégorie de documents correspond aux archives des bureaux d'urbanisme chargés de la mise en place de la participation des habitants à Marzahn (UrbanPlan et Weeber+Partner). Ces archives regroupent des rapports de synthèse sur les activités menées par les équipes sur le terrain ainsi que des comptes rendus de réunions publiques et de réunions internes¹⁰⁹. L'ensemble de ces documents a fait l'objet d'une première exploitation qui a servi de base à deux vagues d'entretiens. Ces entretiens ont été enregistrés et ont fait l'objet de retranscriptions partielles.

La première vague d'entretiens a été réalisée entre avril et juin 2005 avec les acteurs de terrain en charge de la mise en place des procédures participatives dans le cadre des programmes de rénovation actuels. Une bonne partie de ces personnes était déjà active dans ce secteur au début des années 1990, de sorte que les entretiens ont porté sur les deux périodes. La deuxième vague d'entretiens a été effectuée avec les responsables de l'administration pour le développement urbain du Sénat de Berlin

108 La liste des entretiens et les guides utilisés sont présentés en annexe 2, pp. 471 et suivantes

109 L'ensemble de ces documents est cité dans la bibliographie sous la rubrique « Sources primaires ».

(*Senatsverwaltung für Stadtentwicklung - SenStadt*). Ils ont été réalisés en septembre 2005, après l'exploitation des entretiens de la première vague. Une dernière vague d'entretiens a été réalisée en fin d'enquête (novembre 2007). Elle était destinée à stabiliser les hypothèses présentées dans ce chapitre.

I. La conquête de l'Est : une logique de « transplantation »

Le sociologue allemand Matthias Bernt a montré à partir du cas de Prenzlauerberg comment la rénovation des quartiers anciens du centre de Berlin-Est durant la décennie 1990 a été l'occasion d'un important transfert d'acteurs de la partie occidentale vers la partie orientale de la ville (Bernt, 2003). L'idée de « transplantation » (*Rüüberklappen*) qu'il propose dans son ouvrage renvoie d'abord à un important transfert de fonds : la rénovation du centre de Berlin-Est absorbe la quasi-totalité des crédits publics alloués aux secteurs de bâti ancien (*Altbaugebiete*) dès le début des années 1990. Elle suggère ensuite que le modèle de la « rénovation douce » (*behutsame Stadterneuerung*) qui a émergé dans le centre de Berlin-Ouest à la suite des luttes urbaines du début des années 1980 a été transposé à la rénovation du centre de Berlin-Est au début des années 1990. Autrement dit, pour conserver son activité et ses contrats, le réseau d'acteurs constitué au cours de cette expérience a accompagné le transfert de fonds de la partie occidentale vers la partie orientale de la ville, important avec lui un ensemble de discours, de modèles de diagnostics, de revendications et de manières de faire. Je reviendrai en détail dans la suite de cette section sur le modèle de la « rénovation douce ». Pour l'instant, la question qui me préoccupe est de savoir comment ont été conçus les programmes de rénovation des grands ensembles de la partie orientale de Berlin. Observe-t-on le même phénomène de « transplantation » ? Quelles en sont les conséquences pour la participation des habitants ?

La réunification des deux parties de la ville et la découverte du parc de grands ensembles est-berlinois, dont la taille dépasse largement celle des exemples ouest-allemands, relance un débat médiatique qui avait déjà agité la presse ouest-berlinoise au début des années 1970 et des années 1980 et que l'on peut résumer par la formule : « rénover ou démolir ? ». En 1990, Marzahn représente le secteur de grands ensembles le plus important de toute l'Allemagne de l'Est et essuie le feu de la critique médiatique ouest-allemande¹¹⁰. Fleurit un ensemble de termes utilisés par les

110 En témoignent plusieurs reportages de la presse locale qui tentent de renverser les clichés : « Viel Platten gibt's und wenig Grünes. Mit Haushaltsmitteln gegen Monotonie in Neubaustadtbezirken » (*Beaucoup de Platte et peu de vert : lutter contre la monotonie dans les arrondissement de construction neuve avec des fonds propres*), *BWF-Journal* (Journal d'entreprise de la Berliner Werkzeugmaschinenfabrik), n° 16, 1990 ; « Marzahner fühlen sich nicht als Höhlenmenschen » (*Les habitants de Marzahn ne se considèrent pas comme des hommes des cavernes*), *Der Morgen*, 21 mars 1991 ; « Ist Marzahn die Bronx ? », (*Marzahn est-il le Bronx ?*) *Berliner Zeitung*, 15 avril 1991. Je remercie Martin Witte d'avoir dépouillé pour moi les archives de presse du Musée d'histoire locale de Marzahn-Hellersdorf (*Heimatmuseum Marzahn-Hellersdorf*).

journalistes de la presse populaire pour stigmatiser ce type d'espaces : « Container pour ouvriers et paysans » (*Arbeiter-Bauer-Container – Wohnung*), « Compartiment pour ouvrier » (*Arbeiterschliessfach*), « Cages à lapins » (*Karnickelbuchter*), « Logements en silots » (*Wohnsilos*). Les journalistes jouent aussi sur la polysémie du terme de « Platte » qui désigne à la fois les panneaux de béton préfabriqués avec lesquels les immeubles des grands ensembles ont été construits et un environnement « plat », c'est-à-dire monotone ou déprimant. Du côté des experts, les deux camps sont représentés : ceux qui condamnent les méthodes de construction est-allemandes et prophétisent une dégradation rapide et inéluctable du parc ; ceux qui pensent au contraire que leur mauvaise réputation ne rend pas justice de leur qualité effective et proposent d'adopter une stratégie de rénovation similaire à celle qui avait été mise en place dans les années 1980 pour la rénovation des grands ensembles ouest-allemands. Nous allons voir que l'administration berlinoise se range rapidement à la seconde position dans ce débat. L'engagement berlinois en faveur des grands ensembles est-allemands n'a cependant rien de gratuit ni d'irréfléchi. Il relève au contraire d'une rationalité aussi bien politique qu'économique. Il fait aussi de la participation des habitants un instrument au service de la conquête politique de l'Est.

I. 1. Le Sénat de Berlin : une administration pionnière dans la rénovation des parcs de grands ensembles est-allemands

La ville de Berlin représente à la fois un *Land* et une commune. Ce statut remonte à la création du Grand Berlin en 1920 à partir de l'annexion d'entités administratives très hétérogènes (8 villes, 59 communes et 27 « domaines » – *Gutsbezirke*) (Wollmann, 2002). Depuis cette date, l'édifice institutionnel berlinois comprend deux niveaux pour lesquels il faut à chaque fois distinguer le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. En 1920, l'objectif de la création des arrondissements est de vaincre les résistances locales au principe de l'annexion en conférant aux entités annexées un statut administratif. Jusqu'à la réforme de 1998, le système politique et administratif berlinois est encore très centralisé. Les arrondissements sont considérés comme un échelon subalterne de l'administration et n'ont qu'un rôle consultatif vis-à-vis du Sénat de Berlin dans la gestion des affaires locales. La réforme de 1998 (*Funktionalreform*) en fait au contraire une instance de pouvoir décentralisée : elle transfère aux arrondissements des compétences dans les domaines de l'aménagement des espaces publics, de la voirie, de la gestion des équipements collectifs municipaux (crèches, bibliothèques) ou de la gestion technique des écoles. Elle les dote d'une autonomie budgétaire et législative pour les affaires qui les concernent. Je reviendrai plus en détail sur les rapports entre ces deux échelons politiques dans la suite de mon propos. Pour l'instant, il est important de retenir leur architecture institutionnelle respective. À l'échelon du *Land*, c'est-à-dire de l'ensemble de la ville, le pouvoir exécutif est assuré par le Sénat et le pouvoir législatif par le Parlement de Berlin (*Abgeordnetenhaus*). Les arrondissements (*Bezirke*) constituent des instances de pouvoir décentralisées où l'exécutif est assuré par une mairie (*Bezirksamt*) et le législatif par une assemblée municipale (*Bezirksverordnetenversammlung*). À ces deux niveaux, les chefs des services administratifs sont élus par les chambres parlementaires : le Sénat de Berlin est dirigé par le maire de la ville (*regierender Bürgermeister*) assisté par 8 sénateurs ; les mairies des 12 arrondissements berlinois sont chacune pilotées par un maire et 5 adjoints (*Stadträte*). La répartition des postes exécutifs entre les différents partis politiques reflète leur poids respectif au sein des chambres parlementaires et fait l'objet d'après négociations à l'issue des élections municipales qui ont lieu tous les 5 ans. Alors qu'à l'échelon des arrondissements, les adjoints au maire gèrent les services administratifs dont ils ont la responsabilité sous le contrôle du maire, au niveau du *Land*, les sénateurs agissent de façon autonome par rapport au maire de la ville. Leur activité est directement contrôlée par le Parlement de Berlin. Les sénateurs ont ainsi des compétences étendues

qui limitent celles du maire de la ville, chargé de définir les grandes orientations politiques du *Land* (Rytlewski, 2002, pp. 315-317.). Dans cette section, l'échelon qui m'intéresse est celui du Sénat. Dans les années 1990, les politiques de rénovation urbaine berlinoises relèvent en effet de la compétence du sénateur pour la construction et le logement (*Bausenator*) et de l'administration qu'il dirige (*Senatsverwaltung für Bau- und Wohnungswesen – SenBauWohn*). Cette administration fusionne en 1999 avec celle qui est en charge du développement urbain (*Senatsverwaltung für Stadtentwicklung – SenStadt*). Dans le contexte du système fédéral allemand, les politiques de rénovation urbaine font partie, avec les politiques culturelles, scolaires ou communales, des domaines qui relèvent des compétences législatives des *Länder*. Ainsi, dans ces domaines, l'État fédéral utilise le plus souvent le levier financier pour orienter l'action des *Länder* qui ont la liberté de postuler ou non aux aides fédérales. Alors que l'État fédéral lance les premiers programmes pour financer la rénovation des grands ensembles dans les nouveaux *Länder* en 1993 (Bundesministerium für Raumordnung, Bauwesen und Städtebau, 1994), le Sénat de Berlin a déjà investi à la même époque 120 Millions de DM dans 15 projets pilotes. En 1994 le Sénat de Berlin publie les premières directives du « programme de rénovation des ensembles en panneaux préfabriqués » (*Plattensanierungs-programm*) doté d'un budget de 300 Millions de DM¹¹¹. L'objectif est de rénover les séries les plus anciennes jusqu'en 1996 avec un budget total de 1 milliard de DM, ce qui représente environ 50 000 logements sur les 273 000 que compte le parc de grands ensembles à l'Est de la ville (Abgeordnetenhaus von Berlin, 1995).

Ces quelques données indiquent que le Sénat de Berlin initie son programme de rénovation dans les grands ensembles avant les premières mesures d'incitation de l'État fédéral. Comment expliquer l'engagement rapide de l'administration berlinoise en faveur de la rénovation ? Cette question a fait l'objet de justifications rétrospectives de la part des principaux protagonistes du débat. Si ces justifications sont des reconstructions *a posteriori* de la réalité, je ne les considère pas pour autant comme des illusions ou des mensonges. Comment expliquer, sinon, la concordance des récits recueillis auprès d'acteurs investis à des titres, des moments ou sur des sites différents ? Placés dans une position où ils ont à rendre compte de l'action passée, c'est-à-dire aussi à rendre des comptes, les auteurs des textes que j'analyse et les interlocuteurs des entretiens que je mène dans les administrations ou sur le terrain, font appel à plusieurs modes de rationalisation qui correspondent à autant de positions occupées dans ce débat.

Mon analyse se focalise sur le bilan de l'action publique rénovatrice dans les grands ensembles publié en 1997 par Monica Schümer-Strucksberg, fonctionnaire de l'administration du

111 Soit environ 20 % du budget total consacré à la rénovation en 1993 et 1994. Ce poste arrive derrière celui consacré à la rénovation des centres urbains (*Soziale Stadterneuerung*) qui représente 40 % du budget. D'après Abgeordnetenhaus von Berlin, 1995.

Sénat de Berlin pour la construction et le logement (*Senatsverwaltung für Bau- und Wohnungswesen - SenBauWohn*). J'ai choisi ce texte parce qu'il mobilise les deux principaux modèles de rationalité que j'ai rencontrés dans les entretiens. La coexistence de ces deux modèles dans le texte s'explique par son contexte d'énonciation : Monica Schümer-Strucksberg dresse un bilan de la « stratégie berlinoise » de rénovation des grands ensembles à un moment où celle-ci commence à être remise en cause. Ainsi, après avoir exposé sa propre version de la rationalité politique de cette stratégie dans l'introduction de son texte, elle consacre une partie de l'exposé à en justifier les finalités économiques en empruntant le registre d'argumentation de ses adversaires. À partir de la typologie des déterminants de l'action proposée par Max Weber (Weber, 1971, [1922], pp. 22-23), on peut ainsi associer les deux modèles de rationalité mobilisés dans ce texte au modèle de l'action rationnelle en valeur (*wertrational*) et au modèle de l'action rationnelle en finalité (*zweckrational*). Je les étudierai successivement à partir de deux passages distincts du texte : le premier permet de mettre en évidence les facteurs cognitifs expliquant le choix de la « transplantation » pour intervenir dans les grands ensembles berlinois tandis que le second permet d'insister sur les objectifs contradictoires poursuivis par la rénovation au début des années 1990.

Une action rationnelle en valeur

« Le thème de "l'amélioration technique des grands ensembles de facture industrielle" n'était pas inconnu de l'administration ouest-berlinoise, lorsqu'en 1990 les grands ensembles préfabriqués et leurs 274 000 logements [...] relevèrent de la compétence désormais partagée des administrations Est et Ouest. Les expériences de l'administration ouest-berlinoise issues de l'intervention dans le Märkisches Viertel, la Gropuisstadt ou le secteur de Heerstraße Nord [...] furent ainsi associées à la connaissance que les collaborateurs est-berlinois avaient acquise des secteurs du Fennpfuhl, de Marzahn, Hellersdorf et Hohenschönhausen, à leur expérience de ce qui avait été construit et à leur souvenir de ce qui n'avait alors pas pu être réalisé.

Les souvenirs des conséquences sociales de décisions qui avaient condamné des quartiers entiers à la destruction dans le centre ancien à l'ouest de ville et de la stratégie de la "rénovation douce" qui en avait émergé n'étaient pas sans importance pour l'approche de ce nouvel enjeu [...]. À ce stade, il ne s'agissait pas seulement de la compétence technique de l'administration mais aussi de la connaissance acquise au sein des institutions politiques, qui permettait d'obtenir rapidement auprès du gouvernement et du parlement des décisions sur les stratégies d'action et les modes de financement. Berlin se trouvait ainsi dans l'heureuse situation où les questions

décisives sont posées en même temps que leur traitement est enclenché. Ainsi des mesures contribuant à faire émerger une perspective pour les grands ensembles pouvaient déjà être mises en œuvre pendant que les analyses étaient évaluées et une stratégie d'ensemble était développée » (Schümer-Strucksberg, 1997, p. 59).

Cet extrait correspond à l'introduction du bilan que Monica Schümer-Strucksberg dresse en 1997 de la « stratégie berlinoise » de rénovation des grands ensembles est-berlinois. Elle insiste d'abord sur l'avantage cognitif que l'administration berlinoise tire de la réunification des deux parties de la ville et établit ensuite un lien entre les années 1980 et 1990 à travers la référence à la « rénovation douce ». Cette partie du texte met ainsi l'accent sur deux facteurs cognitifs qui expliquent le choix de la « transplantation » pour intervenir dans les grands ensembles est-berlinois : l'élaboration d'une définition technique de la rénovation des grands ensembles est-allemands ; l'impact des principes et des normes d'intervention héritées des années 1980 à Berlin-Ouest qui excluent toute démarche de rénovation fondée sur la démolition.

La rénovation des grands ensembles est-berlinois : une définition technique

Pendant la période socialiste les politiques urbaines est-allemandes sont dominées par les politiques de construction. Les politiques de rénovation se concentrent dans les centres urbains et ne sont pas une priorité politique (Rowell, 2006, pp. 74-102 ; Rietdorf, 1997, pp. 36-39). Comme je l'ai montré dans le chapitre précédent, en témoignent l'état de délabrement et la structure sociale de la population de la plupart des quartiers anciens du centre de Berlin-Est à la réunification. Dans un tel contexte, la question de la rénovation du parc de grands ensembles, dont la construction est inachevée dans certains arrondissements comme Hellersdorf, peut surprendre les fonctionnaires de l'administration est-allemande. Pour l'administration ouest-allemande, au contraire, la rénovation de logements récents va davantage de soi dans la mesure où le débat a déjà eu lieu dans les années 1980 : à cette époque, les bailleurs, confrontés à la dégradation rapide du bâti et à une vacance de plus en plus importante rendant la rénovation difficilement finançable, contribuent, via la mobilisation des médias, à inscrire cette question sur l'agenda politique (Bodenschatz, 1991 ; Bodenschatz, 2004). La réactivation du cadre d'interprétation hérité des années 1980 explique ainsi que la question de la rénovation des grands ensembles est-berlinois soit posée en des termes techniques. Dans le texte de Monica Schümer-Strucksberg, il est en effet question de « l'amélioration technique des grands ensembles de facture industrielle¹¹² ». L'usage des guillemets indique que l'expression est directement importée des débats des années 1980. Il s'agit à cette

112 « Nachbesserung von Großsiedlungen in industrieller Bauweise ».

époque de réparer les défauts de construction (*Bauschäden*) et de planification (*Fehlplanung*) qui renvoient aussi bien à la qualité du bâti qu'à celle de l'environnement urbain. L'intervention porte donc à la fois sur le bâti, à travers des mesures d'isolation phonique et thermique, la rénovation des structures en béton (*Betonsanierung*) ou la réfection des façades, et sur les espaces collectifs (*Wohnumfeldmaßnahmen*), à travers l'aménagement de nouveaux espaces verts (*Begrünung*) ou d'aires de jeux pour les enfants¹¹³.

À ce stade, la réactivation du cadrage technique des années 1980 par l'administration ouest-allemande soulève cependant une première question : quelles ont été les conditions de sa réception par l'administration est-allemande ? À l'heure actuelle, il n'existe pas d'enquête menée sur la fusion des deux administrations berlinoises de la construction qui permettrait de répondre à cette question. Les deux témoins que j'ai rencontrés s'en sont tenus à des propos trop vagues sur cette période pour me permettre de formuler des hypothèses. Je dispose néanmoins de deux indices montrant que pour un certain nombre de fonctionnaires est-allemands, la réunification offre de nouvelles opportunités technologiques et la possibilité de compléter l'aménagement des quartiers en utilisant de nouveaux matériaux ou d'autres principes d'organisation de l'espace.

Le film *Die Architekten* que Peter Krahanne tourne à la DEFA¹¹⁴ pendant les dernières années du régime¹¹⁵ retrace ainsi les déconvenues d'un groupe d'architectes qui, dans les années 1980, est chargé de concevoir les centres de loisirs du premier quartier de grands ensembles de Marzahn : prévoyant des structures en verre différentes pour chaque centre, le groupe est contraint de revenir à des modèles plus standardisés, notamment en raison de la pénurie de matériaux. De son côté, Heinz Willumat, directeur de la construction de l'arrondissement de Hellersdorf (*Baudirektor*) durant la dernière décennie de la période socialiste, fonctionnaire au sein de l'administration du Sénat de Berlin pour la construction et le logement (*SenBauWohn*) à la réunification, puis président du Conseil d'administration d'une coopérative de logement à Marzahn depuis sa retraite, inscrit les programmes de rénovation des années 1990 dans la continuité du programme de construction est-allemand lors d'une conférence qu'il donne le 8 mars 2006 au musée d'histoire locale de Marzahn-Hellersdorf (*Heimatmuseum Marzahn-Hellersdorf*)¹¹⁶. Prenant l'exemple du métro de la ligne 5 qui relie les quartiers du secteur de grands ensembles d'Hellersdorf au centre de Berlin-Est

113 Pour un panorama de ces mesures voir Deutscher Bundestag, 1988. Les quartiers nord de Marzahn ont principalement bénéficié des mesures destinées aux espaces collectifs (*Wohnumfeldmaßnahmen*) : les immeubles ayant été construits entre 1984 et 1989, ils ne pouvaient prétendre aux aides du « programme de rénovation des ensembles en panneaux préfabriqués » (*Plattensanierungsprogramm*) du Sénat de Berlin, qui concernent d'abord les séries les plus anciennes situées dans le sud de l'arrondissement.

114 La *Deutsche Film-Aktiengesellschaft* est la société est-allemande de production de films. Fondée en 1946, elle est officiellement dissoute en 1992.

115 Le film sort en 1990.

116 D'après les notes de terrain du 8 mars 2006.

(Alexanderplatz), il explique que la première version du plan élaborée dans les conditions économiques et technologiques de la période socialiste, prévoit une ligne aérienne au niveau du centre de l'arrondissement (station Helle Mitte). À la réunification, le nouveau plan issu d'un concours d'architecture lancé à la réunification pour achever l'aménagement du centre de l'arrondissement privilégie une solution enfouie qui n'était pas envisageable pendant la période socialiste. L'énonciation de la question de la rénovation des grands ensembles est-berlinois en termes « d'amélioration technique » a ainsi pu faciliter l'adhésion au programme de rénovation de certains professionnels est-allemands dont les projets avaient été contraints par les pénuries de matériaux et les conditions de travail propres à la période socialiste.

L'administration berlinoise peut également compter sur un ensemble d'acteurs ouest-allemands qui disposent des savoir-faire adaptés à une telle définition du problème : une partie des architectes et des urbanistes mobilisés par les expériences dans les grands ensembles ouest-berlinois dans les années 1980 ont créé des bureaux d'étude à Berlin-Ouest (voir l'encadré p. 128). S'ils ne l'ont pas fait dès les années 1980, le contexte de la réunification leur fournit l'occasion de pérenniser leur présence et leur investissement professionnel dans la ville (voir l'encadré ci-après). La première décennie des années 1990 correspond aussi à la période durant laquelle de jeunes chercheurs en sciences sociales et en urbanisme qui cherchent à « sortir » de l'université créent leurs bureaux afin de pratiquer une sociologie urbaine appliquée, proche du terrain et appuyée sur des méthodes de recherche empiriques¹¹⁷. Berlin-Est constitue donc aussi un terrain d'investissement pour de nouveaux candidats aux métiers de la rénovation urbaine. La multiplication des demandes publiques en expertises et des appels d'offres pour la coordination de projets de rénovation souvent expérimentaux recrée ainsi les conditions d'une « euphorie planificatrice » (*Planungseuphorie*) qui avait déjà contribué, dans les années 1970, à la professionnalisation de la sociologie urbaine en Allemagne de l'Ouest (Herlyn, 2006, pp. 217-218). Ce contexte particulier permet enfin la reconversion de certains enseignants est-allemands qui perdent leur poste à l'université à la réunification et exercent désormais leur activité dans un cadre associatif ou privé¹¹⁸.

117 Entretien avec Cornelia Cremer du 20 octobre 2005.

118 Voir l'encadré sur l'histoire du bureau Weeber+Partner, p. 105. Au cours de mon enquête, j'ai rencontré deux cas similaires de reconversion professionnelle. Le premier correspond à la création de l'association Kiek In à l'initiative de statisticiens et de parents d'élèves. Les premiers produisent plusieurs études sociales sur la population des grands ensembles de Marzahn au début des années 1990 dans le cadre des activités de l'association (Kiek In eV., 1995a ; 1995b). Le second exemple renvoie à la trajectoire sociale de Martin Witte (voir infra, chapitre 4, pp. 325 et suivantes) qui travaille, au milieu des années 1990, pour un institut privé créé à la réunification par d'anciens démographes est-allemands. Ces derniers produisent également plusieurs rapports sur l'évolution socio-démographique de la population de Marzahn après la réunification (IfaD, 1993 ; 1995).

**De Freiberg (Stuttgart) à Marzahn (Berlin-Est) : l'investissement du bureau
Weeber+Partner dans les grands ensembles (1970-1990)¹¹⁹**

Rotraut Weeber fait sa thèse à la fin des années 1960 sur le grand ensemble de Freiberg au nord de Stuttgart. Son travail, exclusivement empirique, porte, d'une part, sur le rapport des habitants à leur nouvel environnement, d'autre part, sur les effets de cet environnement sur leur rapport à l'espace. Elle s'appuie sur une enquête par questionnaires menée auprès des habitants qui emménagent dans le quartier au moment de sa construction (Weeber, 1971). Le choix de son terrain de recherche s'est fait par l'intermédiaire d'un groupe de fonctionnaires du service d'urbanisme de Stuttgart avec lesquels elle travaille depuis sa maîtrise. Très investis dans la promotion du travail communautaire (*Gemeinwesenarbeit*) dans les grands ensembles, ces fonctionnaires la sollicitent pour intégrer une équipe pluridisciplinaire qui accompagne la planification du grand ensemble de Freiberg. Cette première expérience a contribué à sa sortie de l'université : elle crée son bureau d'étude à la fin de sa thèse, avec l'objectif de faire de l'urbanisme sur un mode plus « participatif » – c'est alors un thème mobilisateur dans le contexte de la politisation de l'urbanisme et de la critique militante de la « rénovation au couteau » (*Kahlschlagsanierung*)¹²⁰ – et de travailler de façon pluridisciplinaire en articulant recherche empirique et pratique. Elle définit l'activité de son bureau comme relevant de la sociologie urbaine appliquée (*angewandte Stadtsoziologie*) et centrée sur l'expertise dans le domaine de la planification urbaine (*Planungsberatung*). Plus généralement, lorsqu'elle parle d'elle dans l'entretien, elle emploie systématiquement le terme de sociologue tout en différenciant son activité de celle des universitaires par son rapport au terrain et sa dépendance vis-à-vis de la commande publique et de la définition publique des problèmes urbains.

Sa première expérience berlinoise a lieu dans les années 1980. La société immobilière communale GESOBAU, le bailleur du *Märkisches Viertel*, un grand ensemble construit au nord-ouest de Berlin entre 1963 et 1973¹²¹, la sollicite pour produire des expertises sociales et participer à la procédure des conseils (*Beiratsverfahren*) mise en place pour rénover les bâtiments et les espaces communs du secteur. Ces conseils regroupent des représentants de l'administration du Sénat de Berlin pour la construction et le logement (*SenBauWohn*), des élus du Parlement de Berlin et de l'assemblée municipale de l'arrondissement de Reinickendorf, les architectes qui ont conçu le secteur, des architectes et des urbanistes sollicités pour

119 D'après l'entretien avec Rotraut Weeber du 14 novembre 2007.

120 A ce sujet voir Herlyn, 2006. J'y reviens dans la suite de ce chapitre.

121 Pour le situer dans Berlin, se reporter à la carte p. 41.

leur expertise, ainsi que trois représentants élus des habitants. Leur fonction est de combiner expertise et expérience de terrain et de conseiller les maîtres d'œuvre en charge de la rénovation (Hotze, 2004). Cette commande publique marque la première étape de l'installation du bureau à Berlin : Rotraut Weeber et son mari, architecte, décident d'acheter un appartement à Berlin-Ouest qui leur permet de concilier vie professionnelle et vie familiale.

La réunification marque une seconde étape dans l'installation du bureau à Berlin. À cette époque, Cornelia Cremer, qui a fait ses études à la Freie Universität de Berlin dans les années 1980 puis participe à des contrats de recherches à l'Université de Cologne, souhaite sortir de l'université et crée avec d'autres jeunes diplômés de sciences sociales et d'urbanisme le bureau UrbanPlan. Elle remporte un appel d'offres du Sénat de Berlin pour la gestion de la Plattform Marzahn, une structure de coordination de la rénovation mise en place dans le cadre d'un programme d'expérimentations (*Experimenteller Wohnungs- und Städtebau - Urbanisme expérimental*) financé par le ministère fédéral de l'aménagement, de la construction et de l'urbanisme (*Bundesministerium für Raumordnung, Bauwesen und Städtebau*) entre 1992 et 1994. À la recherche de partenaires, Cornelia Cremer rencontre Rotraut Weeber lors de la conférence de lancement du programme d'expérimentations à Marzahn en 1992 et lui propose de prendre en charge le volet participatif de l'appel d'offres qu'elle a remporté¹²². Dans ce cadre, Rotraut Weeber constitue une équipe mixte associant des sociologues ouest- et est-allemands : « Je voulais impérativement former une équipe mixte. De quoi aurait-on eu l'air ? Les Allemands de l'Ouest prennent possession de l'Est, etc. La critique était déjà forte dans d'autres domaines ». Elle engage Martina Buhtz, une universitaire est-allemande qui a effectué sa thèse de doctorat au sein de l'équipe de Loni Niederländer à l'Institut de sociologie marxiste-léniniste de l'Université Humboldt de Berlin¹²³. Son poste au sein du bureau Weeber+Partner est d'abord financé dans le cadre d'une mesure ABM¹²⁴ car l'administration du Sénat de Berlin ne prévoit pas de budget pour le personnel de la Plattform Marzahn. L'obtention d'autres contrats à Berlin y pérennise l'activité du bureau. Une agence est créée au milieu des années 1990, dirigée actuellement par Martina Buhtz.

122 D'après les entretiens avec Cornelia Cremer du 20 octobre 2005 et du 26 novembre 2007.

123 Pour une présentation des travaux menés au sein de cet institut voir le chapitre 1, p. 55.

124 *ArbeitsBeschaffungsmaßnahme* : mesure de réinsertion sur le marché du travail pour une durée maximale de 5 ans réservée au secteur public et à but non lucratif. Il s'agit de l'équivalent allemand des CES français (Contrats Emploi Solidarité).

Les récits recueillis auprès de Rotraut Weeber et de Cornelia Cremer, les responsables des deux bureaux d'urbanisme investis dans la rénovation urbaine du grand ensemble de Marzahn à partir du début des années 1990, se différencient de celui de Monica Schümer-Strucksberg par leur tonalité nostalgique¹²⁵. Les premières années de la décennie 1990 sont décrites comme une période de « boom » qui fait non seulement référence à l'importance de la demande publique mais plus généralement à un climat de travail favorable à l'interdisciplinarité, à l'échange d'expériences, à l'innovation et à l'expérimentation. Les administrations publiques sont elles-mêmes présentées sous les traits de l'ouverture et de l'esprit d'initiative voire de l'avant-garde. A cette description s'oppose l'évocation du contexte actuel, caractérisé par sa morosité, l'immobilisme institutionnel, une baisse d'activité dans les bureaux d'urbanisme entraînant des réductions de personnel, enfin, par un débat évitant les questions de fond et restreint aux enceintes institutionnelles. Ces deux témoignages sont en effet recueillis une dizaine d'années après le bilan de Monica Schümer-Strucksberg et thématisent donc de façon rétrospective un changement qui a lieu à peu près au moment où celle-ci publie son texte. Ce dernier est donc aussi intéressant parce qu'il énonce de façon explicite les normes sur lesquelles repose la « stratégie berlinoise » de rénovation des grands ensembles au début des années 1990 et auxquelles les interlocutrices des bureaux d'étude investis dans la rénovation de Marzahn font référence en des termes positifs. Ces normes sont héritées de l'expérience de la « rénovation douce » à Kreuzberg dans les années 1980.

*Le paradigme de la « rénovation douce »*¹²⁶

La politique urbaine ouest-berlinoise des années 1960 et 1970 comprend deux volets : d'un côté, la construction de logements neufs dans des grands ensembles situés à la périphérie (les ensembles du *Märkisches Viertel* et de la *Gropiusstadt* sont aujourd'hui les plus connus) ; de l'autre, la « rénovation au couteau » (*Kahlschlagsanierung*) dans les centres urbains. Une telle politique s'inscrit dans le cadre d'un projet de valorisation économique et symbolique de Berlin-Ouest s'appuyant principalement sur l'industrie du bâtiment, la seule à persister après la construction du Mur en 1961. Elle est aussi encouragée par les organismes chargés de la mise en œuvre des programmes de rénovation : les sociétés immobilières communales, dotées de compétences étendues, sont à la fois juges et parties, dans la mesure où l'expropriation indemnisée des petits propriétaires, la destruction de leurs biens et la construction de nouveaux logements permet

125 Entretiens avec Rotraut Weeber du 14 novembre 2007 et avec Cornelia Cremer du 20 octobre 2005.

126 Ma présentation s'appuie sur les travaux de l'équipe de Hartmut Häussermann à l'Institut de sociologie urbaine et régionale (*Institut für Stadt- und Regionalsoziologie*) de l'Université Humboldt de Berlin (Bernt, 2003 ; Häußermann *et al.*, 2002 ; Kapphan, 2002). Voir également la présentation chronologique des politiques urbaines ouest-berlinoises jusqu'en 1989, p. 116.

d'étendre leur parc au sein de la ville, dont les perspectives de croissance sont limitées depuis la partition allemande.

Les quartiers de Kreuzberg sont désignés dès le début des années 1960 comme « secteurs de rénovation » (*Sanierungsgebiete*) parce qu'ils se situent à proximité du Mur : il s'agit du secteur de la ville le moins attractif que le Sénat de Berlin entend transformer en vitrine de l'urbanisme ouest-allemand. Paradoxalement, la politique de « rénovation au couteau » contribue à faire de Kreuzberg le centre d'une alchimie particulière entre les milieux contestataires et alternatifs qui émergent à la fin des années 1960 et les familles de travailleurs immigrés qui, n'ayant pas accès aux logements modernes dans les grands ensembles de la périphérie, sont reléguées dans les quartiers promis à la démolition. Les procédures d'expropriation s'éternisant, elles contribuent à une dégradation rapide du bâti suite au désinvestissement des propriétaires mais aussi à la déstructuration du tissu de commerces et de services de proximité. Les familles de travailleurs immigrés, qui arrivent pour la plupart de Turquie afin de compenser la perte de la main d'œuvre est-allemande occasionnée par la construction du Mur, constituent une clientèle de locataires intermédiaires (*Zwischennutzer*) que l'on transporte d'un quartier à l'autre au fur et à mesure de la démolition. Mais les logements laissés à l'abandon représentent aussi un lieu de fixation privilégié pour une culture alternative et contestataire nourrie par le mouvement étudiant de mai 1968 et l'afflux d'objecteurs de consciences que l'installation à Berlin-Ouest dispense du service militaire. Les grands logements bourgeois de l'ère Wilhelmiennne situés au centre de Berlin-Ouest deviennent les lieux d'expérimentation de nouveaux modes de vie au sein de communautés de colocataires (*Wohngemeinschaften - WG*) et d'initiatives autogestionnaires (*Selbsthilfegruppen*).

Au cours des années 1970, des expériences de rénovation à Charlottenburg et dans le quartier situé au sud-ouest de Kreuzberg (SO 36) ont néanmoins contribué à flexibiliser la démarche de rénovation berlinoise à travers une approche plus fragmentée (on se concentre sur de petites unités territoriales de la taille d'un bloc d'immeubles) et à faire émerger une opposition structurée et partiellement institutionnalisée à la « rénovation au couteau ». Celle-ci regroupe des associations de défense des locataires, des « initiatives citoyennes » (*Bürgerinitiativen*) et la société fondée à l'occasion de l'exposition internationale d'urbanisme de 1984 (*Internationale Bauausstellung GmbH – IBA*) qui est favorable à une rénovation respectueuse des habitants¹²⁷. L'opposition se cristallise à la fin des années 1970 avec la première occupation d'immeuble lancée par l'initiative citoyenne SO36 (*BI SO36*). Le mouvement gagne une bonne partie du quartier entre 1980 et 1981 et s'illustre par plusieurs batailles de rue durant l'hiver 1980. Entre 1981 et 1983, à la faveur d'un changement du personnel politique au niveau de l'arrondissement de Kreuzberg (un militant du mouvement de

127 Voir l'encadré p. 128.

squat accède au poste d'adjoint au maire chargé de la construction) et du Sénat de Berlin (une majorité CDU remplace la coalition sociale-libérale (FDP/SPD) au Parlement et au Sénat de Berlin), douze principes sont élaborés en interaction avec les expériences de rénovation menées sur le terrain.

Dans son texte, Monica Schümer-Strucksberg fait explicitement le lien entre l'expérience de ces luttes urbaines et la rapidité avec laquelle les institutions politiques berlinoises débloquent les crédits nécessaires à la rénovation (« Les souvenirs des conséquences sociales de décisions qui avaient condamné des quartiers entiers à la destruction dans le centre ancien à l'ouest de ville et de la stratégie de la "rénovation douce" qui en avait émergé n'étaient pas sans importance pour l'approche de ce nouvel enjeu. (...) la connaissance acquise au sein des institutions politiques (...) permettait d'obtenir rapidement auprès du gouvernement et du parlement des décisions sur les stratégies d'action et les modes de financement. »). À l'en croire, la politique de rénovation des grands ensembles s'est donc décidée sans réel débat politique au parlement ou au Sénat parce que le spectre de la crise sociale et politique à laquelle la « rénovation au couteau » a mené dans les années 1980, exclut d'emblée une politique fondée sur la démolition¹²⁸.

À ce stade, la « transplantation », qui associe à la fois une définition technique de la rénovation et un réseau de bureaux d'études constitué durant les années 1980 à Berlin-Ouest, apparaît donc comme la réponse pragmatique que l'administration du Sénat de Berlin chargée de la construction et du logement apporte à la question du devenir des grands ensembles est-allemands, dans un contexte politique où la démolition n'est pas envisageable. Mais cette « stratégie » apparaît aussi comme une réponse adaptée aux enjeux économiques et sociaux du début des années 1990.

Une action rationnelle en finalité

« On avait pu répondre positivement et avec assurance à la question de départ qui était de savoir si, d'un point de vue statistique, les logements en préfabriqué présents à Berlin seraient nécessaires à moyen terme. Au moment de la transition, il manquait encore 100 000 logements pour la seule partie orientale de Berlin. Même dans le cas d'un scénario peu optimiste [...] on devait considérer qu'il y aurait un manque durable de logements à cause du déficit persistant à l'Ouest et de la demande croissante d'espace à l'Est. Le retard de la rénovation et de la remise sur le marché du parc ancien dans la partie orientale de la ville, qui se révélait de plus en plus évident et grave, semblait accentuer cette évolution. On a considéré que des réflexions

128 De même, l'annonce du premier projet de démolition à Marzahn en 2002 a non seulement choqué les habitants mais aussi une partie des fonctionnaires des services d'urbanisme de l'arrondissement de Marzahn et du Sénat de Berlin. Monica Schümer-Strucksberg s'est fermement opposée à ce projet continuant de lui opposer les principes d'une « rénovation en douceur » (entretien du 7 septembre 2005).

supplémentaires sur l'évolution de la population, des emplois et des flux migratoires ainsi que sur leurs effets sur le parc de logements des grands ensembles berlinois, comme on s'y est risqué dans le cadre de l'atelier de prospective à Marzahn en 1993/1994 [...], étaient inutiles à cause de la trop grande incertitude quant aux évolutions nationales et internationales.

Malgré des efforts importants dans le domaine de la construction - environ 80 000 logements ont été mis sur le marché entre 1991 et 1995 - et une mobilité importante vers la périphérie du Brandebourg, on n'a constaté aucun phénomène de vacance en dehors de celui que l'on impute à des mesures de rénovation ou à la mobilité urbaine, c'est-à-dire à des phénomènes conjoncturels. De ce fait, la concurrence qu'exercent d'autres parcs de logements sur celui des logements préfabriqués est restée jusqu'ici encore limitée [...].

La façon dont le parc de logements préfabriqués va s'imposer sur le marché immobilier berlinois dépend de plusieurs facteurs. On peut agir directement sur certains d'entre eux, sur d'autres non. L'objectif de la stratégie berlinoise était dès le départ d'empêcher ou de freiner le développement de la ségrégation sociale dans les secteurs de grands ensembles avec les programmes de la politique de construction et du développement urbain, d'éviter les coûts sociaux importants qui pouvaient résulter d'un tel développement et d'orienter les potentiels présents vers un développement durable des quartiers de grands ensembles [...].

En 1996, on peut considérer que la population des grands ensembles préfabriqués est relativement stable » (Schümer-Strucksberg, 1997, pp. 61-62).

Le premier paragraphe du texte de Monica Schümer-Strucksberg, intitulé « Le développement du besoin en logements » (*Die Entwicklung des Wohnungsbedarfs*) consiste en une évaluation rétrospective de la « stratégie berlinoise » de rénovation dans les grands ensembles à partir des objectifs officiellement poursuivis par cette politique publique. Ce texte est écrit à un moment (1997) où la situation financière du *Land* de Berlin et les transformations sociales dans les grands ensembles font douter certains experts et certains fonctionnaires de l'administration du Sénat de Berlin de l'efficacité de cette politique. Christine Hannemann, sociologue à l'Institut de sociologie urbaine et régionale de l'Université Humboldt de Berlin écrit ainsi en 1997, dans un rapport pour la commission du parlement fédéral dédiée à l'étude des transformations sociales et politiques dans les nouveaux *Länder* (*Kommission zur Erforschung des sozialen und politischen Wandels in den neuen Bundesländern*), que « les facteurs déterminants [pour le développement des

grands ensembles est-allemands] ne sont pas les mesures particulières d'amélioration de l'environnement (*Wohnumfeldmaßnahmen*) mais, en premier lieu, les chances de développement économique de la région et de la ville dans lesquelles le grand ensemble considéré est intégré » (Hannemann, 2000, p. 167¹²⁹). Ainsi les moyens mobilisés ne seraient pas adaptés aux fins poursuivies. Plus précisément, les mesures mises en œuvre relèveraient d'une action superficielle alors que le problème à traiter serait d'ordre structurel.

Une telle critique conduit Monica Schümer-Strucksberg à adopter un autre registre de justification que celui qu'elle mobilise pour rendre compte de l'avance berlinoise en matière de rénovation dans les grands ensembles est-allemands. Cette partie de son texte relève ainsi d'un modèle de rationalité centré sur l'évaluation des finalités politiques de l'action mise en œuvre et sur l'adaptation des moyens à ces fins. Il s'agit de montrer que les politiques de rénovation répondent à un déficit de logements et qu'elles ont eu un effet positif sur la structure du peuplement. Un tel discours suppose que les politiques de rénovation dans les grands ensembles sont conçues pour résoudre deux types de problèmes contradictoires : un problème de régulation du marché immobilier d'abord ; un problème social ensuite. Dans le récit de Monica Schümer-Strucksberg, cela se traduit par l'usage de deux terminologies différentes pour désigner les secteurs de grands ensembles est-berlinois : « logements en préfabriqués » (*Platten-Wohnungen*) et « secteurs de grands ensembles » (*Großsiedlungsgebiete*).

Un parc de logements sociaux à moindre coût ?

Dans la première partie du texte, le problème de régulation du marché immobilier est formulé explicitement : les « logements en préfabriqués » sont-ils en mesure de combler le déficit de logements à l'Ouest hérité de la période passée et le déficit à venir si l'on anticipe les flux liés à la périurbanisation à l'Est ? Cette formulation du problème soulève implicitement deux autres questions : 1) les « logements en préfabriqué » ont-ils une utilité économique ? 2) ne vont-ils pas souffrir de la concurrence d'autres types de logements (logements neufs et maisons individuelles construites à la périphérie) ? Les « logements en préfabriqués » représentent ainsi, dans le cadre de cette définition du problème, un type de ressource. Les grands ensembles est-berlinois sont ramenés à un site (*Standort*) où cette ressource est concentrée dans la ville. Il s'agit alors d'évaluer les possibilités de valorisation économique de ce site à partir de sa ressource principale, le logement. Dans cette perspective, la politique de rénovation des grands ensembles tient lieu de politique du logement. Cette lecture de l'espace des grands ensembles est-berlinois fait partie du sens commun politico-administratif de l'époque. En témoignent les rapports fédéraux qui exposent le cadre

129 Les résultats du rapport sont repris dans Hannemann, 2000. Le passage que je cite est tiré de cette publication.

général dans lequel sont pensés les types d'intervention financés par l'État fédéral à partir de 1993/1994 dans les nouveaux *Länder*. La première thèse exposée sous la rubrique « Importance des grands ensembles pour le développement urbain et pour l'offre de logements » (*Bedeutung der Großsiedlungen für die städtebauliche Entwicklung und für die Wohnungsversorgung*) énonce par exemple : « Il est impossible de renoncer au parc de logements dans les grands ensembles si l'on veut assurer une offre de logements à une large part de la population » (Deutscher Bundestag, 1994, p. 11). Cette thèse est énoncée à plusieurs reprises dans le texte et largement reproduite dans ses commentaires¹³⁰. Elle indique que les logements en grands ensembles constituent une ressource pour un type particulier d'offre de logements : celle que l'on destine à une « large part de la population » (*breite Schicht der Bevölkerung*), ce qui correspond à la définition ouest-allemande du logement social. Au début des années 1990, la politique de rénovation des grands ensembles en est donc venue à tenir lieu de politique du logement social. Pour comprendre cette évolution, il faut revenir, d'une part, sur l'évolution du logement social en Allemagne de l'Ouest pendant les années 1980 et, d'autre part, sur les conditions de la privatisation du parc de logements est-allemands après la réunification.

L'arrivée d'une coalition chrétienne-libérale (CDU/FDP) au gouvernement fédéral en 1982 marque une étape décisive dans la dérégulation du marché immobilier ouest-allemand. L'idée est de gérer l'accès au logement par les mécanismes du marché et de prévenir certains déséquilibres par des mesures individualisées d'aide au logement (*Wohngeld*) qui, depuis le milieu des années 1970, font partie intégrante des aides sociales. L'inflexion des politiques fédérales se traduit concrètement par une diminution des subventions publiques à la construction de logements locatifs et par des mesures d'encouragement à l'accès à la propriété (déductions d'impôts destinées aux locataires souhaitant acquérir leur logement ou construire leur résidence principale). Une telle orientation a des conséquences importantes sur le parc de logements sociaux ouest-allemands. En Allemagne de l'Ouest est en effet considéré comme « social » tout logement locatif construit avec des subventions publiques. En contrepartie des subventions, les bailleurs s'engagent pour une trentaine d'années à louer leurs appartements à des loyers plafonnés aux porteurs du justificatif donnant accès aux logements sociaux (*Wohnberechtigungsschein - WBS*) que les demandeurs obtiennent sur dossier auprès des services du logement de leurs communes. Ainsi, la baisse des subventions à la construction de logements locatifs réduit le flux de logements sociaux neufs qui entrent dans le parc. Ce flux ne compense plus les flux de sortie à l'issue des trente années réglementaires ou des privatisations (Rudolf-Cleff, 1996, pp. 165-169). Entre 1980 et 2000, le parc de logements sociaux ouest-allemand a ainsi diminué de moitié, passant de 4 millions de logements à environ 2 millions

130 Voir par exemple Rietdorf, 1997.

(Häußermann, 2001, p. 155). En 1989, le ministre fédéral de la construction (*Bundesbauminister*) fait état d'une « nouvelle pénurie de logements » (*neue Wohnungsnot*) (Rudolf-Cleff, 1996, p. 169).

Dans ce contexte, les parcs de grands ensembles est-allemands constituent une véritable aubaine. La loi sur l'annulation partielle de la dette (*Altschuldenhilfegesetz*) constitue l'instrument par lequel une partie du parc est convertie en logements sociaux durant les premières années de la décennie 1990. Rappelons brièvement que le principal objectif de cette loi est de soulager les sociétés et coopératives immobilières qui héritent du parc de logements étatiques à la réunification des dettes contractées pendant la période socialiste. Cette loi autorise aussi les nouveaux *Länder* à intervenir dans la gestion d'un quota de logements qui représente, à Berlin, 45 % du parc des sociétés immobilières communales et 35 % du parc des coopératives immobilières ayant bénéficié de la loi. Les mesures de rénovation financées par l'État fédéral (*Wohnraummodernisierungsprogramm, Wohnumfeldmaßnahmen*) peuvent donc être comprises comme des instruments visant à assurer, d'une part, la mise en valeur et la mise aux normes d'un parc qui réintègre l'économie générale de l'offre de logements en Allemagne, d'autre part, la conversion d'une partie du parc des sociétés immobilières communales et des coopératives de logements en logements sociaux. À Berlin, le « programme de rénovation des préfabriqués » qui a été mis en place à l'initiative du Sénat de Berlin avant les programmes fédéraux préfigure déjà la loi sur l'annulation partielle de la dette : les sociétés immobilières communales et les coopératives de logement peuvent obtenir des crédits publics à des taux préférentiels pour financer jusqu'à 85 % du montant de la rénovation à condition qu'elles acceptent de louer la moitié des appartements libres ou qui se libèrent aux porteurs du *WBS* à des loyers proches de ceux des logements sociaux (Abgeordnetenhaus von Berlin, 1995).

Un objectif classique de la rénovation urbaine : traiter la structure socio-démographique du « peuplement »

Dans la deuxième partie de son bilan, Monica Schümer-Strucksberg utilise des expressions telles que « secteurs de grands ensembles » (*Großsiedlungsgebiete*), « quartiers de grands ensembles » (*Großsiedlungsquartiere*) ou encore « cités de préfabriqués » (*Plattensiedlungen*) pour désigner l'objet des politiques de rénovation. Son propos porte moins sur les bâtiments que sur la population de locataires (*Mieterschaft*) qu'ils abritent. Autrement dit, les grands ensembles ne sont pas seulement considérés comme le site où se trouve localisée une ressource économique particulière que l'on peut mobiliser pour loger une partie de la population mais comme des portions de territoires déjà peuplés. C'est donc sur la structure socio-démographique de ce peuplement qu'il s'agit d'avoir une action. Dans cette perspective, la politique de rénovation des grands ensembles

est-berlinois poursuit des objectifs tout à fait classiques de la rénovation urbaine en Allemagne de l'Ouest. Ce qui fait cependant la spécificité du problème, tel qu'il est défini pour les grands ensembles est-berlinois, tient à sa dimension prospective : en 1997, le peuplement de ces secteurs de la ville est encore considéré comme « stable » mais il risque de poser un problème de « ségrégation socio-spatiale » dans un futur encore incertain. La trajectoire sociale des grands ensembles ouest-berlinois pendant les années 1980 constitue ainsi l'horizon négatif à partir duquel les méthodes de rénovation qui y ont été mises en œuvre à l'époque sont réinvesties à Berlin-Est.

Les politiques de rénovation des années 1990 ne sont pas les premières à viser un « problème de peuplement » dans l'histoire des politiques urbaines allemandes et berlinoises. Je m'en tiendrai ici à la période de l'après-guerre (voir l'encadré p. 116). L'un des enjeux des premiers projets de « rénovation au couteau » des quartiers du centre de Berlin-Ouest dans les années 1960 était déjà d'agir sur la structure socio-démographique de la population. Comme le résume bien un compte rendu de STERN, la société qui gère les principaux projets de « rénovation douce » dans le centre de Berlin-Ouest à partir de 1987¹³¹, « l'intervention de l'administration et des bailleurs était orientée par leur croyance dans le fait que les mauvaises pratiques, les mauvais bâtiments et les mauvais habitants se concentraient dans les secteurs de rénovation » (STERN, 1987, p. 16). La pratique de la « rénovation au couteau » correspond ainsi à un projet d'assainissement des quartiers anciens du centre de Berlin-Ouest qui concerne à la fois les territoires et leur population, dont la morphologie ne correspond pas aux conceptions modernes de la ville aérée, verte, dédensifiée et socialement mixte. Les grands ensembles construits à la périphérie constituent ainsi le modèle à partir duquel est orientée l'intervention dans le centre-ville ancien. Cela explique les difficultés qu'ont rencontrées les bailleurs pour inscrire les grands ensembles sur l'agenda de la rénovation dans les années 1980 : il était difficilement concevable que l'archétype de la ville moderne des années 1960/1970 ait aussi rapidement besoin d'un assainissement.

Dans les années 1980, les méthodes d'intervention dans les grands ensembles ouest-berlinois, bien qu'elles se concentrent sur le bâti, poursuivent aussi des objectifs sociaux. Cela s'explique par un ensemble de transformations sociales dont les manifestations les plus visibles ont conduit à inscrire la question des grands ensembles au programme du congrès des villes allemandes (*Deutscher Städtetag*) de 1988 sous le titre : « Les grands ensembles des années 1960 et 1970 : des problèmes sociaux brûlants ? » (*Großsiedlungen der 60er und 70er Jahre : soziale Brennpunkte ?*). Les rapports sur les politiques urbaines dans les grands ensembles ouest-allemands identifient deux problèmes : l'augmentation du taux de vacance des logements et la dégradation de la situation sociale des habitants (Deutscher Bundestag, 1988). Les deux phénomènes sont partiellement liés.

131 Sur la société STERN voir également l'encadré p. 128.

L'augmentation du taux de vacance est due à celle des loyers qui, pour certains secteurs, en viennent à atteindre ou à dépasser ceux du marché alors relativement distendu en Allemagne de l'Ouest. Sont ainsi exclus du parc les tranches de revenus les plus bas (personnes qui ne gagnent pas assez pour payer les loyers) et les plus élevés (personnes dont les revenus dépassent les seuils fixés pour l'accès aux logements sociaux). L'offre de logements est ainsi supérieure à la demande émanant de la population susceptible d'y avoir accès. La dégradation de la situation sociale des habitants renvoie à l'évolution de la situation économique de certaines régions industrielles, notamment celle de la Ruhr, à partir du début des années 1980. Dans le contexte d'une désindustrialisation croissante, une part de plus en plus importante de la population ouvrière, logée dans les grands ensembles, est concernée par le chômage (Häußermann, Siebel, 1987). À Berlin-Ouest, la situation est cependant meilleure, dans la mesure où le secteur industriel est artificiellement entretenu par des subventions fédérales jusqu'au milieu des années 1990. Les mesures d'amélioration du bâti et d'embellissement des espaces communs mises en place par les bailleurs dans les années 1980 visent donc avant tout à fixer la population d'origine pour limiter le taux de vacance et conserver une certaine mixité sociale. La rénovation dans les grands ensembles est-berlinois poursuit la même logique en faisant des mesures d'embellissement et d'amélioration les vecteurs de la fixation de leur population d'origine.

La « transplantation » fait référence à la réactivation d'un cadre de diagnostic qui associe à la rénovation des grands ensembles une définition technique des problèmes et à la mobilisation d'un réseau d'acteurs qui a émergé à Berlin-Ouest durant les années 1980. Au début des années 1990, elle constitue la solution pratique élaborée par l'administration du Sénat de Berlin chargée de la construction et du logement pour répondre au problème de la rénovation, dans un contexte politique qui exclut toute idée de démolition. La « transplantation » relève aussi d'une rationalité économique : dans le contexte de la pénurie de logements sociaux liée à l'inflexion libérale des politiques fédérales depuis le début des années 1980, les conditions des programmes de financement offrent aux communes un parc social à moindre coût. À terme, si ce premier objectif est atteint, il contredit cependant l'objectif classiquement assigné à la rénovation : traiter la structure socio-démographique du « peuplement ». Cependant, s'en tenir aux objectifs explicitement assignés à ces politiques ne permet pas de rendre compte d'enjeux politiques plus implicites. La ville de Berlin constitue en effet un laboratoire de la réunification allemande et, comme je vais le montrer, à travers les programmes de rénovation à l'Est, c'est tout le rapport politique entre Allemagne de l'Ouest et Allemagne de l'Est qui est aussi en jeu. La participation des habitants est au centre de ces rapports.

Les politiques urbaines à Berlin-Ouest : 1945-1989¹³²

1949-1952	Reconstruction du bâti partiellement détruit et redensification des secteurs centraux.
1952-1961	Programme de construction (<i>Aufbauprogramm</i>) financé par le plan Marshall et les aides fédérales. Réalisation de nouveaux quartiers sur des zones d'habitation détruites qui sont autant de manifestes de la « ville du futur » (<i>Städte der Zukunft</i>) pour l'exposition internationale d'architecture de 1957 (<i>Interbau 1957</i>) : Hansaviertel à Tiergarten (Schöneberg), 1 200 logements (1955-1958) ; Ernst-Reuter-Siedlung à Kreuzberg, 2 700 logements (1956-61).
1961-1973	« Rénovation au couteau » (<i>Kahlschlagsanierung</i>) dans les centres urbains (Kreuzberg) et construction des grands ensembles à la périphérie : Gropiusstadt à Neukölln, 17 000 logements (1960-1975) ; Falkenhagener Feld à Spandau, 10 000 logements (1960-1969) ; Märkisches Viertel à Reinickendorf, 15 000 logements (1963-1973).
1973-1980	Le principe de la « modernisation » des logements prend progressivement le pas sur celui de la démolition dans les pratiques de rénovation. Premières expériences de réhabilitation du bâti ancien associant les habitants à Charlottenburg et à Kreuzberg. Premier modèle d'implication des « milieux sociaux concernés » dans les procédures de rénovation (<i>Betroffenenbeteiligungsmodell</i>).
1975-1985	Réhabilitation technique des grands ensembles de la Gropiusstadt et du Märkisches Viertel.
1978	Création de l' <i>IBA GmbH</i> , la société chargée d'organiser l'exposition internationale d'architecture de 1984 (<i>Internationale Bauausstellung</i>).
1980-1981	Mouvement de squats (<i>Hausbesetzerbewegung</i>) à Kreuzberg et Wedding.
24 février 1982	Le sénateur chargé de la construction et du logement négocie les 12 principes de la « rénovation douce » avec les représentants de l' <i>IBA GmbH</i> .
1982-1989	Projets de « rénovation douce » dans plusieurs secteurs de Kreuzberg.
1986	Création de la société <i>STERN GmbH</i> par Hardt-Waltherr Hämer à partir du service « Bâti ancien » (<i>Altbau</i>) de l' <i>IBA GmbH</i> .

132 D'après Bernt, 2003, pp. 33-83 ; Bodenschatz, 1987, pp. 22-62 et Peters, 1995, pp. 222-225.

I. 2. La conquête politique de l'Est

De nombreux travaux ont insisté sur la dimension symbolique des politiques publiques : leur efficacité ne réside pas uniquement dans la réalisation des objectifs économiques et sociaux affichés (dans le cas de la rénovation des grands ensembles est-berlinois, intégrer un nouveau parc de logements au marché et fixer la population d'origine) mais aussi dans la démonstration qu'elles donnent du souci public pour certaines difficultés (Gaxie, Laborier, 2003). Dans le contexte de la réunification allemande, on ne peut ignorer l'aspect symbolique des politiques de rénovation dans les grands ensembles est-berlinois. Cet enjeu est d'ailleurs explicitement formulé dans l'entretien que j'ai réalisé avec Monica Schümer-Strucksberg en septembre 2005 :

« Et il y avait aussi une raison psycho-politique [au lancement de programmes de rénovation dans les grands ensembles est-berlinois]. Les grands ensembles est-allemands faisaient partie des acquis sociaux de la RDA, les gens étaient fiers d'avoir ces ensembles, ces ensembles neufs, de pouvoir sortir de leurs vieux immeubles dégradés dans le centre-ville pour aller à l'air frais, au soleil, avec le chauffage central, les crèches, le centre commercial au coin de la rue. Et dans la situation psychologique difficile de la réunification, où on se demandait ce qui allait être influencé par l'Ouest dans le futur et ce qui allait être conservé de la culture est-allemande, les grands ensembles étaient un facteur important. C'est-à-dire que le Sénat de Berlin a très vite mis en place des mesures dans les grands ensembles (...) et ce programme a été aussi fortement soutenu par le Parlement de Berlin, et l'argent débloqué (...). En principe, ce programme a été conçu et soutenu par des hommes politiques du SPD mais il a fait l'objet d'un consensus pendant plusieurs années. Aussi, quand les conservateurs [CDU] ont pris en main la direction de la construction [au sein de l'administration du Sénat pour la construction et le logement, SenBauWohn], n'y a-t-il pas eu de rupture. Il était toujours nécessaire de donner une bonne image de soi dans les grands ensembles, parce que la majorité des Berlinoises de l'Est habitait ces ensembles. Et il s'agissait de la majorité jeune, gagnant bien sa vie, de la population qualifiée (...). Alors il y avait toujours ces deux motifs pour stabiliser ces grands ensembles de logements, l'un stratégique, l'autre politique : que les déménagements n'entraînent pas trop d'instabilité à Berlin et, d'un autre côté, bien sûr, aussi l'idée de conquérir une majorité politique, de prendre pied là-bas¹³³. »

133 Entretien avec Monica Schümer-Strucksberg du 7 septembre 2005

Autrement dit, les politiques de rénovation dans les grands ensembles est-berlinois poursuivaient aussi un objectif politique moins officiel, dans la mesure où Monica Schümer-Strucksberg n'en fait pas état dans l'article cité plus haut, mais largement assumé au sein de la sphère politico-administrative, puisqu'elle m'en parle ouvertement lors de l'entretien : forts de leurs 362 595 habitants en 1995¹³⁴, les grands ensembles de la périphérie de Berlin-Est représentent un enjeu électoral de taille.

Or, nous avons vu que la question de la rénovation du parc de grands ensembles n'a pas fait l'objet d'un débat comparable à celui qui avait animé les professionnels de la ville et les médias en Allemagne de l'Ouest dans les années 1980. À Marzahn, la rénovation urbaine s'accompagne ainsi d'une procédure, la Plattform Marzahn, dont l'enjeu explicite est d'organiser et de mener le débat public (*den Entwicklungsdiskurs führen*) autour du concept de développement urbain du grand ensemble (*Integriertes Entwicklungskonzept für das größte Neubaugebiet Deutschlands*) (UrbanPlan, 1994). La taille de ce dernier (60 000 logements), qui en fait le plus vaste d'Europe, explique qu'il ait été choisi comme terrain d'expérimentation dans le cadre du programme fédéral d'« urbanisme expérimental » (*Experimenteller Wohnungs- und Städtebau*). Ce programme représente la source de financement principale de la Plattform pendant ses deux premières années d'existence, de 1992 à 1994.

À partir de la notion de « cadre » élaborée par Erving Goffman (Goffman, 1991, [1974]) et réinvestie par un ensemble de travaux anglo-saxons dans l'étude des mouvements sociaux (Benford, Snow, 2000), j'interprète la procédure de la Plattform Marzahn et les expériences participatives localement mises en place comme des instruments de « cadrage » : l'enjeu de la participation des habitants n'est pas tant d'intégrer leurs avis à la réalisation de nouveaux aménagements que de les convertir à une façon d'appréhender et de percevoir l'espace urbain comme requérant une intervention spécialisée. Un tel usage de la participation se matérialise dans des dispositifs qui permettent de traduire l'expérience quotidienne des habitants dans des catégories relevant de l'action spécialisée des urbanistes ou des administrations publiques. Il s'inscrit dans la continuité des expériences participatives menées dans les grands ensembles ouest-berlinois au début des années 1980.

134 Soit environ 10 % de la population totale berlinoise et 30 % de la population de Berlin-Est à la même époque. Chiffres SenBauWohn et StaLa.

La participation des habitants dans le cadre de la Plattform Marzahn : un instrument de cadrage

L'activité de la Plattform Marzahn se décompose en deux volets : un volet d'expertise qui mobilise des professionnels mandatés pour réaliser des propositions d'aménagement ; un volet participatif pris en charge par le bureau Weeber+Partner et visant à faire participer les habitants des espaces concernés à la discussion de ces propositions. Nous avons vu que la construction du secteur de grands ensembles pendant la période socialiste s'est faite du sud vers le nord, de sorte que les quartiers du nord et de l'est du secteur (« Marzahn Nord », « Marzahn West », « Ahrensfelde Süd » et « Marzahn Ost »), construits à partir du milieu des années 1980, sont inachevés à la réunification¹³⁵. Il manque en particulier la plupart des équipements collectifs dont la construction était prévue après les logements et les écoles (on les désignait pour cette raison par le terme de *Nachfolgeeinrichtungen*¹³⁶). Les propositions d'aménagement se focalisent donc sur des quartiers ou des équipements singuliers et la participation des habitants à la discussion de ces propositions urbaines se fait à un niveau décentralisé, dans les quartiers concernés. Dans cette partie, je me concentre sur l'exemple du quartier nord, désigné à l'époque par les noms de « Marzahn Nord/Ahrensfelde Süd ». Les deux rapports rédigés par le bureau Weeber+Partner au cours des années 1990 fournissent une source d'information détaillée sur les dispositifs concrètement utilisés pour faire participer les habitants (Weeber+Partner, 1992, Weeber+Partner, 1993). Ces dispositifs sont de deux types : cartographique et photographique.

Un dispositif cartographique

La méthode du travail en petit groupe (15 à 20 personnes) est utilisée pour discuter de projets d'aménagement concrets et localisés. Elle consiste à organiser une série de réunions auxquelles sont conviés les habitants concernés par le projet et les urbanistes chargés de sa conception. Certaines réunions associent également les bailleurs et les représentants des services d'urbanisme de l'arrondissement ou du Sénat de Berlin. L'invitation des habitants se fait par écrit ou par voie d'affichage et de tracts dans les secteurs concernés. Les résultats des échanges réalisés au cours de ces réunions se présentent dans le premier rapport du bureau Weeber+Partner sous la forme de listes de propositions formulées par les habitants sur la base du plan qui leur a été présenté par les urbanistes. J'en reproduis ci-après un court extrait portant sur l'aménagement de la cours intérieure d'un ensemble d'immeubles situés dans le centre du quartier :

135 Se reporter à la carte p. 57.

136 Il signifie, littéralement : « équipements qui viennent ensuite ».

« - l'aménagement des accès piétons doit prendre en compte les "chemins sauvages", il ne faut pas renoncer à l'aménagement d'un accès piéton menant des jardins locatifs à la crèche ;

- le "chemin central" doit être conservé ; grâce à cela on pourra également conserver la "fonction de communication de la cour". Il faudrait cependant un tracé "en méandres, afin que le chemin ne devienne pas une piste de course pour les vélos" ;

- il faudrait enfin planter de vrais arbres ;

- il faut travailler les sols pour que des flaques ne se forment pas à chaque fois qu'il pleut et empêchent les plantes, en particulier les arbres, de pousser »
(Weeber+Partner, 1992, p. 53).

Dans la perspective de « l'amélioration technique » (*Nachbesserung*) du bâti, il s'agit, pour les urbanistes, d'achever ce qui a été programmé tout en intégrant l'expérience quotidienne des habitants. Celle-ci se manifeste notamment dans l'évocation des « chemins sauvages », des « pistes de course pour les vélos » ou de l'état de la végétation qui renvoie à des problèmes quotidiens auxquels les urbanistes se proposent d'apporter des solutions à travers des dispositifs architecturaux : tracé non linéaire des accès piétons, intégration des trajets quotidiens dans le tracé des nouveaux accès, remise en valeur des sols. La discussion des plans met ainsi en jeu un processus d'« articulation des cadres » (*frame articulation*) par lequel « des expériences et des événements disparates sont rapprochés et rattachés de telle sorte qu'ils tiennent ensemble dans un tableau relativement unifié et complet » (Benford, Snow, 2000, p. 623, ma traduction). L'outil cartographique contrôlé par les urbanistes permet dans l'exemple cité d'intégrer la diversité des expériences et des événements quotidiens énoncés par les habitants dans un cadre cohérent qui traduit ces expériences en dispositifs architecturaux particuliers et les articule spatialement entre elles. Les différentes variantes du plan d'urbanisme correspondent donc aussi bien à différents états de l'énonciation des problèmes (chaque variante successive suscite chez les habitants l'énoncé de problèmes supplémentaires) qu'à différentes solutions techniques permettant de les résoudre.

Pour les rédacteurs du rapport, l'exemple que je cite représente l'expérience la plus avancée parce que le plan élaboré par les urbanistes sur la base des énoncés des habitants a été effectivement réalisé, donnant lieu à un ensemble d'animations destinées à favoriser la sociabilité au sein du voisinage de la cour réaménagée. L'exemplarité de cette expérience est ainsi soulignée dans le deuxième rapport (Weeber+Partner, 1993, p. 35). Elle acquiert ce statut par la comparaison avec la quinzaine d'autres expériences participatives réalisées dans le cadre de la Plattform : c'est la seule

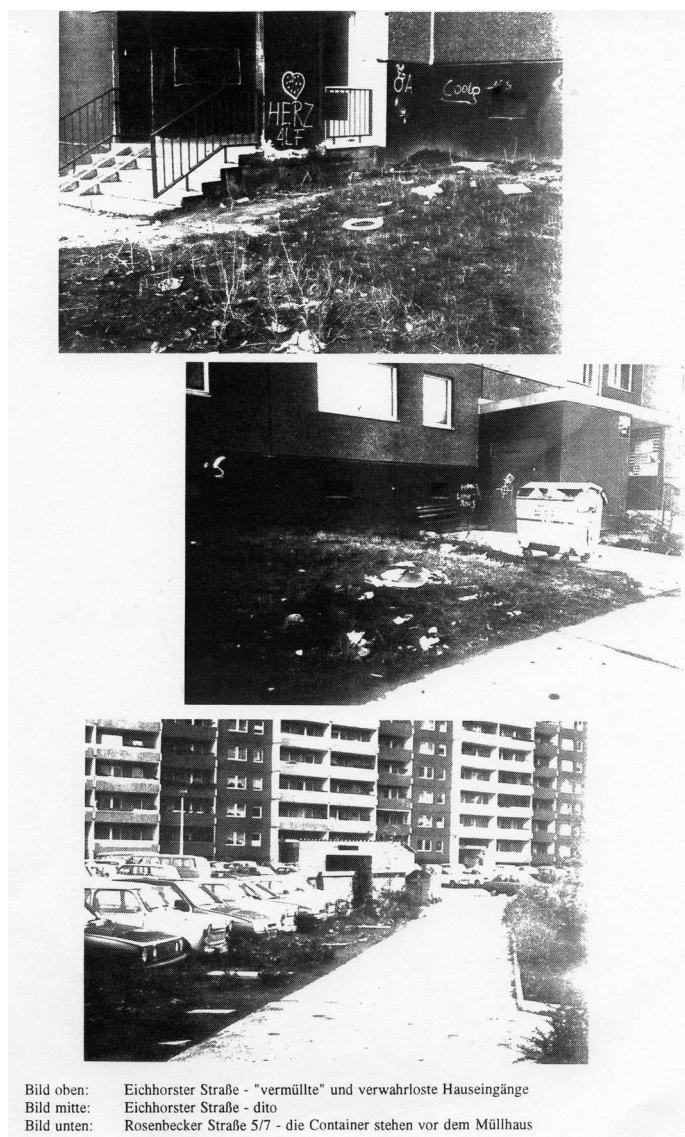
dont la réalisation ait effectivement intégré les propositions des habitants. Le faible impact des dispositifs de participation sur l'aménagement effectif des espaces n'est pas tant dû à une absence de volonté politique qu'au contexte juridique et économique de l'époque. À plusieurs reprises, le rapport souligne les difficultés posées par l'absence de clarification des domaines de compétences et des structures de propriété ou par l'absence d'investisseurs pour la réalisation de projets à destination plus commerciale. Ainsi, la participation des habitants s'en tient le plus souvent au cadrage des problèmes sans donner lieu à des réalisations effectives. On retrouve une démarche similaire dans le cas de la méthode des promenades de quartier.

Un dispositif photographique

Les promenades de quartier sont organisées avec les participants des ateliers consacrés à la discussion de projets d'aménagements localisés. Les résultats de la première promenade organisée en novembre 1991 sont présentés sous la forme d'un album de photographies légendées, commentées et classées en 6 catégories thématiques : « Transport : pas assez sûrs » (*Verkehr : nicht ausreichend sicher*), « Commerces : pas assez diversifiés » (*Einkauf : Möglichkeiten nicht ausreichend vielseitig*), « Déchets : on ne les maîtrise plus » (*Müll : man wird nicht mehr Herr darüber*), « Espaces verts : désolation » (*Grün- und Freiflächen : Öde*), « Loisirs, culture et vie de quartier : épuisé » (*Freizeit, Kultur und Stadtleben : Ausverkauf*), « Santé : manque de médecins » (*Gesundheit : Ärztemangel*). Seule cette dernière catégorie ne regroupe aucune photographie. Je reproduis ci-après les photographies relevant du thème des déchets.

Les photographies présentées dans ce rapport ne servent pas à rendre compte de la vie quotidienne des habitants de Marzahn. Elles ne représentent aucun habitant ni aucune situation dans lesquelles on les voit effectuer une activité donnée. Le discours qu'elles mettent en image tient davantage du diagnostic que de la recherche d'explications. En ce sens, elles sont le résultat d'un processus d'articulation des cadres synthétisé dans le dispositif final que constitue l'album photographique annexé au rapport. La réalisation de cet album suppose en effet un ensemble d'opérations permettant de relier entre elles des expériences prélevées dans le quotidien des habitants afin de les intégrer dans une représentation unifiée et cohérente de leurs problèmes. Une première action correspond à l'acte photographique lui-même : il découpe une occurrence dans le flux quotidien d'expériences individuelles. Cette occurrence est ensuite reliée à d'autres au sein d'une série où elle acquiert un sens, est transformée en exemplaire typique d'une situation énoncée dans une légende : des entrées sales et à l'aspect délaissé, des poubelles qui ne sont pas rangées à l'emplacement qui leur a été attribué. Enfin, ces séries de situations isolées et typifiées sont classées dans des catégories plus générales au sein desquelles elles fonctionnent comme les manifestations

singulières d'un problème relevant d'un secteur d'intervention des administrations publiques. Chaque catégorie thématique correspond en effet à un service administratif de l'arrondissement ou du Sénat de Berlin. L'album photographique présenté dans le rapport correspond ainsi à la mise en images d'un diagnostic sectorialisé de la situation du quartier.



Extrait du rapport d'étape sur la participation des habitants dans le cadre de la Plattform Marzahn, compte rendu de la visite du quartier de Marzahn Nord du 23 novembre 1991, in Weber+Partner 1992, p. 39¹³⁷

Comme dans le cas des ateliers consacrés à la discussion de projets d'aménagement particuliers, cet album n'est pas réutilisé pour la réalisation d'aménagements concrets dans le quartier. La participation des habitants telle qu'elle est opérationnalisée par la méthode des promenades de quartier et par celle de la discussion en petits groupes n'a aucune finalité pratique.

137 Traduction des légendes :

Photographie du dessus : Eichhorster Straße - entrée d'immeuble recouverte de déchets et laissée à l'abandon

Photographie du milieu : Eichhorster Straße - idem

Photographie du dessous : Rosenbecker Straße 5/7 - les poubelles se trouvent en dehors du local qui leur est dédié

Elle a toutefois des effets cognitifs dans la mesure où elle amène les habitants à énoncer leurs problèmes dans les catégories relevant de l'action spécialisée des urbanistes et des administrations publiques. Si l'on s'en tient aux rapports, cet usage limité de la participation tient au contexte juridique et économique du début des années 1990. On peut aussi y voir un effet de la dimension expérimentale de la Plattform Marzahn : il s'agit d'organiser un débat public et non de mettre en place des instances décentralisées ou alternatives de décision. Si l'on situe cependant cette expérience par rapport à celles menées dans les grands ensembles de Berlin-Ouest une décennie plus tôt, il ressort que ces limites tiennent aussi aux conceptions de la participation portées par les animateurs des démarches participatives sur le terrain.

La « procédure des Conseils » du Märkisches Viertel : une branche peu politisée de la participation des habitants à Berlin-Ouest

Nous avons vu que Rotraut Weeber ouvre le bureau d'études Weeber+Partner dans un contexte socio-politique où la question de la participation dans le domaine de l'urbanisme est dans l'air du temps¹³⁸. Je ne dispose d'aucunes informations précises sur les projets concrets qu'elle a menés à cette époque. En revanche, je sais qu'elle est sollicitée au début des années 1980 par la société immobilière communale GESOBAU, le bailleur du Märkisches Viertel à Berlin-Ouest, pour participer à la « procédure des conseils » (*Beiratsverfahren*) associant des urbanistes, des architectes, des représentants des administrations locales et des habitants à l'élaboration des projets de rénovation. Comment se situe cette expérience par rapport aux autres formes de participation menées dans le domaine de l'urbanisme à Berlin-Ouest ? Quelles conceptions de la participation y sont-elles expérimentées ? La littérature secondaire identifie deux sources principales qui se combinent dans les expériences de participation menées au début des années 1980 à Berlin-Ouest : le travail communautaire (*Gemeinwesenarbeit*) et la critique intellectuelle de la « rénovation au couteau » dans les centres urbains. Suivant la nature des acteurs qui portent les expériences menées localement et les références dont ceux-ci s'inspirent, ces racines se décomposent en branches différentes. Or, la participation des habitants dans le cadre de la rénovation du Märkisches Viertel est particulièrement peu politisée par rapport aux expériences menées au même endroit durant la décennie antérieure ou aux formes de participation expérimentées à Kreuzberg dans le cadre de la « rénovation douce » qui lui sont contemporaines.

138 Voir l'encadré p. 105.

Les grands ensembles ouest-allemands à la fin des années 1960 : un terrain d'expérimentation pour une nouvelle génération de travailleurs sociaux

Une enquête menée en 1971 par le groupe de réflexion s'intéressant au « travail communautaire » (*Gemeinwesenarbeit*) au sein de la fondation Victor Gollancz, une institution qui diffuse les méthodes du travail social en Allemagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale, observe que 42 % des expériences de « travail communautaire » menées sur l'ensemble du territoire de la RFA l'ont été dans les grands ensembles contre 29 % dans les cités accueillant des personnes sans domicile (*Obdachlosensiedlungen*) et 18 % dans les secteurs de rénovation des centres urbains (*Sanierungsgebiete*) (Müller, 2006 [1988], p. 224). Comment les grands ensembles ouest-allemands sont-ils devenus les terrains d'investissement privilégiés des travailleurs sociaux ? Quelle fonction remplit la participation des habitants dans le cadre du « travail communautaire » ?

L'importance que prennent les grands ensembles dans les expériences de « travail communautaire » ouest-allemandes durant la seconde moitié des années 1960 s'explique d'abord par la logique de leur peuplement. La « rénovation au couteau » dans les quartiers ouvriers des centres urbains occasionne d'importants mouvements de population vers les grands ensembles où la population d'origine des quartiers rénovés est relogée. Les travailleurs sociaux suivent ainsi leur « clientèle » en s'implantant dans les grands ensembles (Müller, 2006 [1988], p. 209). Parallèlement, le travail social se politise sous l'effet de deux facteurs : l'émergence d'une critique intellectuelle des formes du développement urbain dans les grandes agglomérations ouest-allemandes ; l'arrivée d'une nouvelle génération de professionnels qui expérimentent de nouvelles méthodes d'intervention.

Dans la deuxième moitié des années 1960, deux ouvrages, aujourd'hui devenus des classiques de la sociologie urbaine allemande, critiquent les orientations du développement urbain dans les grandes agglomérations ouest-allemandes (Mitscherlich, 1965 ; Bahrtdt, 1968). Les auteurs de ces ouvrages ne sont pas des spécialistes de la sociologie urbaine. Alexander Mitscherlich a une formation de philosophe et contribue essentiellement au domaine de la psychanalyse. Hans-Paul Bahrtdt est sociologue mais a exercé dans le domaine de la sociologie du travail (Herlyn, 2006). La critique concerne aussi bien le principe de la « rénovation au couteau » dans les centres urbains, la forme urbaine des grands ensembles que l'étalement urbain lié à la périurbanisation. Elle dénonce le fonctionnalisme et reprend plusieurs thèses de l'urbaniste américaine Jane Jacobs, traduite en allemand en 1963 (Jacobs, 1961) : la séparation des fonctions urbaines produit des espaces monotones qui ne permettent pas à ses habitants de s'y identifier ; dans la mesure où ces espaces n'attirent pas le regard de ses habitants et ne sont plus parcourus à pied mais en voiture, les formes

habituelles de contrôle social ne s'y exercent plus et la criminalité s'y développe ; pour les mêmes raisons, les espaces publics se vident de toute forme de vie sociale. Ces critiques sont reçues par les travailleurs sociaux au moment où une réflexion collective s'organise autour de la littérature américaine sur le « développement communautaire » (*community development*). La réception de cette littérature se fait notamment par l'intermédiaire de colloques professionnels et conduit à une réévaluation des méthodes traditionnelles du travail social en Allemagne. Les méthodes tablant sur une dynamique endogène, basée sur les ressources sociales et cognitives des membres de la communauté visée sont préférées à celles s'appuyant sur une relation bilatérale entre le travailleur social et les personnes ou les groupes auxquels il apporte une aide en mobilisant des ressources censées leur faire défaut (Müller, 2006 [1988]). Dans ce contexte, la rencontre entre les travailleurs sociaux et les habitants des grands ensembles se fait sur la question du manque d'infrastructures. Ces jeunes professionnels y voient en effet l'expression des inégalités sociales touchant les quartiers ouvriers. Ils attribuent également à la gestion centralisée des infrastructures socio-culturelles la responsabilité de la déstructuration des formes traditionnelles de solidarité auxquelles elles substitueraient une « culture d'assistanat » (*Versorgungskultur*) (Herlyn, 2006).

Les expériences de travail communautaires menées à cette époque dans le Märkisches Viertel sont particulièrement politisées. Elles sont initiées par Carl Wolfgang Müller, professeur à l'Ecole supérieure de pédagogie de Berlin (*Pädagogische Hochschule Berlin*). Ce dernier participe à la réception des expériences américaines de « community development » en se faisant le promoteur d'une forme « agressive » de travail communautaire, inspirée des expériences menées aux Etats-Unis par Saul Alinsky ou par les travaux de Harry Specht (Müller, Nimmermann, 1971). D'après Müller, ces expériences se distinguent de celles menées jusque-là en Allemagne par la dimension contestataire et subversive qu'y prend la participation des habitants : « [Jusqu'ici] on a appris aux habitants des quartiers pauvres des centres urbains à nettoyer eux-mêmes leurs déchets et à repeindre eux-mêmes les entrées de leurs immeubles dans des couleurs accueillantes au lieu de les amener, par des actions communes, à taper sur les doigts des administrations corrompues et à contraindre les grands propriétaires de ces quartiers à réinvestir une partie de leurs bénéfices dans l'entretien des immeubles » (Müller, 2006, [1988]). Il met en place une enquête dans le Märkisches Viertel en 1969. Elle aboutit par exemple à la réalisation d'un documentaire tourné par des habitants mobilisés contre la pratique des expulsions (Wilutzki, Ziewer, 1971) ou à l'édition d'un journal de quartier dans lequel les habitants formulent leurs propres diagnostics sur sa situation et présentent les solutions autogérées qu'ils ont mises en place sous la forme d'initiatives citoyennes ou de groupes d'entraide (Bodenschatz, 2004).

Par rapport à ces expériences, la participation des habitants dans le cadre de la « procédure des Conseils » mise en place par la société immobilière GESOBAU au début des années 1980 pour accompagner la rénovation du secteur est non seulement plus institutionnalisée mais aussi beaucoup moins politisée, bien qu'elle mobilise des techniques classiques du travail communautaire comme les promenades de quartier ou les réunions en petits groupes. La parenté de cette procédure est attribuée à l'architecte Manfred Gehrman : il aurait refusé de prendre à lui seul la responsabilité de choisir la couleur dans laquelle devaient être repeintes les façades du bâtiment Gagès préférant que l'on demande leur avis aux habitants de ce bâtiment. La solution des Conseils est présentée comme une façon « démocratique » de parer aux critiques dont les nouveaux aménagements pourraient faire l'objet en demandant directement leur avis aux habitants. Cette consultation se fait cependant par l'intermédiaire de représentants élus des locataires concernés par les mesures de rénovation qui occupent 3 des 23 sièges que comprennent les Conseils (Hotze, 2004). Par rapport aux expériences de « travail communautaire » menées au début des années 1970 dans le secteur, la participation des habitants s'en tient ainsi à des questions superficielles (choisir la couleur des immeubles), la représentation des habitants passe par les associations de locataires plutôt que par des initiatives citoyennes ou des formes plus directes de consultation, enfin, le poids des habitants dans les instances de décision reste dérisoire. Cet ensemble de caractéristiques distingue aussi la « procédure des Conseils » des expériences participatives menées à la même époque dans les quartiers du centre de Berlin-Ouest.

Les « commissions de rénovation » à Kreuzberg : un dispositif de sortie de crise

Les racines intellectuelles de la « participation des habitants » dans le cadre de la rénovation des quartiers anciens sont à la fois militantes et intellectuelles. Le mouvement étudiant de mai 1968 amplifie les critiques intellectuelles qui émergent à la fin des années 1960 et qui dénoncent le fonctionnalisme orientant la « rénovation au couteau » dans les centres urbains. Les critiques savantes et militantes se rejoignent en particulier dans la dénonciation des effets destructeurs de la « rénovation au couteau » sur les relations sociales et sur le type d'expérience urbaine qu'offrent les centres urbains. La lenteur des interventions fait aussi de ces quartiers le terrain d'expérimentation privilégié d'alternatives communautaires et autogestionnaires au sein desquelles se mêlent diverses formes de travail social (« travail communautaire » (*Gemeinwesenarbeit*), mouvement autogestionnaire (*Selbsthilfegruppen*), mouvements d'éducation anti-autoritaires, etc.). Face à ces critiques, la nouvelle réglementation de 1971 (*Städtebauförderungsgesetz - loi fédérale d'encouragement à la construction*) impose la mise en place de plans sociaux dans les processus de rénovation, une disposition attribuée à Hans-Paul Bahrdt (Herlyn, 2006, p. 248 ; Häußermann *et al.*,

2002, p. 134). Cette mesure modifie les objectifs classiques de la rénovation urbaine puisqu'elle est censée assurer le maintien des populations dans les secteurs de rénovation : les projets doivent désormais s'appuyer sur des études sociales préalables et faire l'objet de négociations avec les populations concernées sur les conditions de la rénovation. La nouveauté de la loi de 1971 réside donc principalement dans la reconnaissance d'une nouvelle catégorie d'acteurs dans le processus de rénovation, celle des « milieux sociaux concernés » (*Betroffenen*).

Les expériences de participation des habitants dans le cadre de la « rénovation douce » à Kreuzberg dépassent cependant le cadre réglementaire fixé par cette loi. Pour reprendre une remarque de Hartmut Häußermann, la forme concrète que prend la participation dans les années 1980 à Kreuzberg est liée à la configuration socio-culturelle et politique des acteurs en présence et par la nature du conflit qui les oppose alors (Häußermann *et al.*, 2002, p. 135). Le poids politique acquis par les représentants du mouvement de squats à travers la pression de la rue, l'élection d'un militant à un poste d'adjoint au maire de l'arrondissement ainsi que la coopération entre les initiatives locales et la société créée pour organiser l'exposition internationale d'architecture de 1984 (*IBA GmbH*) sur des projets de rénovation concrets conduit à une décentralisation sans précédent de la prise de décision au sein de « commissions de rénovation » (*Erneuerungskommissionen*) locales où les représentants des habitants sont majoritaires face aux bailleurs et aux représentants de l'administration de l'arrondissement et du Sénat de Berlin (Bernt, 2003). Les années 1980 à Kreuzberg représentent ainsi un moment fort de la participation des habitants à Berlin pour plusieurs raisons. Elle y est d'abord particulièrement politisée : en tant qu'instrument qui reconfigure les rapports de pouvoir en un lieu et un moment donné ; en tant que procédure qui fait de l'expérience des habitants un élément central de l'orientation des décisions. Ensuite, elle s'institutionnalise. Les 12 principes de la « rénovation douce » fixent la nécessité d'introduire des dispositifs de participation *ad hoc*, même si la forme de ces dispositifs n'est pas précisée et le modèle des « commissions de rénovation » n'est pas systématisé. L'institutionnalisation de la participation se fait également par le biais des acteurs, militants et/ou professionnels, qui ont encadré les projets, se sont investis dans les « commissions de rénovation » et, à la fin des années 1980, font carrière au sein des administrations du Sénat ou créent des bureaux d'études qui se spécialisent dans la coordination de projets de rénovation. Ce sont ces bureaux d'étude que l'on retrouve durant la décennie 1990 dans les quartiers du centre de Berlin-Est (Bernt, 2003).

Le paysage des bureaux d'étude berlinois à l'issue de la « rénovation douce » à Kreuzberg dans les années 1980¹³⁹

L'*IBA GmbH* est l'institution la plus couramment associée à l'expérience de la « rénovation douce » à Kreuzberg. Elle concentre effectivement l'expertise professionnelle qui a irrigué la rénovation urbaine berlinoise pendant cette période. Cette société est créée en 1978 par le Sénat de Berlin afin d'assurer l'organisation de l'exposition internationale qui doit avoir lieu en 1984. Il s'agit alors d'encadrer des projets destinés à présenter Berlin comme un lieu central de la réflexion et de l'expérimentation urbaine en Europe. L'originalité de l'exposition de 1984 par rapport à celle de 1957 qui se concentrait sur le bâti neuf (*Neubau*) avec l'exemple du Hansaviertel, réside dans la réflexion sur les formes de réhabilitation du bâti ancien (*Altbau*). La structure de la société se décompose ainsi en deux services, le service « bâti neuf » et le service « bâti ancien », regroupant respectivement 30 et 50 employés en 1979. Le dernier service est dirigé par l'architecte Hardt-Walther Hämer, qui a mené l'une des premières expériences de réhabilitation associant les habitants à Charlottenburg au milieu des années 1970. Ce service est chargé par le Sénat d'encadrer la rénovation du quartier de la Kottbusser Tor à Kreuzberg en 1979 et soutient les revendications de la population locale contre les mesures de démolition. Reconnue par le Sénat de Berlin pour son expertise technique et par les militants des mouvements urbains pour son engagement en faveur de la participation des habitants, cette institution est l'architecte principale du compromis fixé en 1982 dans les 12 principes de la « rénovation douce » berlinoise. Elle est d'ailleurs à l'origine de la formulation de 10 de ces principes. En 1985, à l'issue de l'exposition internationale, le directeur du service « bâti ancien » fonde la société STERN, qui devient en 1986 une société privée (*STERN GmbH*). Dans les années 1990, cette société est chargée de coordonner la rénovation dans les secteurs du centre de Berlin-Est (Prenzlauerberg) et au tournant des années 2000, elle y assure aussi le « management de quartier ».

Parallèlement à l'histoire de cette institution, sont créées des organisations qui s'appuient sur d'autres formes d'expertise. La société *LIST GmbH*, dont l'acronyme signifie « Solutions dans le quartier » (*Lösungen Im Stadtteil*) est fondée en 1989 par des militants du mouvement de squats à Wedding. Son action est davantage orientée vers le soutien d'initiatives d'autogestion (*Selbsthilfegruppen*). À la fin des années 2000, elle gère quatre dispositifs de « management de quartier » dans ce secteur de la ville. L'Institut de pédagogie sociale de Berlin (*Sozialpädagogisches Institut – SPI*) est fondé en 1981 par des travailleurs sociaux investis dans les quartiers ouvriers du

139 D'après Bernt, 2003 ; SPI, 1994.

centre de Berlin-Ouest. Au début des années 1990, cet institut gère, dans le cadre du programme fédéral d'« Urbanisme expérimental » (*Experimenteller Wohnungs- und Städtebau*), un projet d'aménagement dans le quartier nord du grand ensemble de Marzahn impliquant des habitants au chômage.

La participation des habitants dans le cadre de la « procédure des Conseils » mise en place pour la rénovation du Märkisches Viertel au début des années 1980 apparaît moins politisée que les expériences de « travail communautaire » menées au même endroit une décennie plus tôt ou que les expériences contemporaines qui émergent à Kreuzberg. Comment l'expliquer ? Plusieurs hypothèses se dégagent de l'analyse. On peut d'abord y voir les effets de l'institutionnalisation. En effet, même dans le cas de Kreuzberg, celle-ci se traduit par un assagissement de la participation : la deuxième moitié des années 1980 est marquée par un retour à des formes plus indirectes de représentation des habitants dont le poids se relativise au sein des instances de décision à mesure que les intérêts privés prennent de l'importance (Bernt, 2003, p. 75). Le contexte socio-politique et les enjeux auxquels répond la participation des habitants me paraissent cependant plus essentiels dans l'explication. Au début des années 1970 dans le Märkisches Viertel et au début des années 1980 à Kreuzberg, la participation des habitants s'inscrit dans des contextes socio-politiques contestataires. Dans les deux cas, elle poursuit des objectifs assez proches : il s'agit de remettre en cause les grandes orientations des politiques de gestion ou de rénovation des bailleurs et d'avoir une action directe sur la qualité et l'organisation socio-spatiale des espaces urbains. Par contraste, la rénovation du Märkisches Viertel dans les années 1980 se déroule dans un contexte beaucoup moins revendicatif. L'enjeu de la « procédure des Conseils », initiée par le bailleur lui-même, est surtout d'améliorer l'attractivité de cet espace urbain et d'y fixer la population en la mobilisant sur des questions superficielles. Autrement dit, les expériences participatives mises en place dans le Märkisches Viertel au début des années 1980 partagent avec celles que j'ai observées à Marzahn au début des années 1990 une orientation essentiellement instrumentale : il ne s'agit pas de mobiliser les habitants en vue de mener une action sur l'espace urbain mais plutôt d'avoir une action sur leur conduite en les faisant participer à des actions qui ne sont que des prétextes pour les mobiliser.

À ce stade, je peux conclure que l'hypothèse de la transplantation s'applique aussi bien aux conditions d'élaboration des programmes de rénovation dans les grands ensembles est-berlinois au début des années 1990 (définition technique du problème et des solutions d'intervention) qu'aux pratiques concrètes des acteurs de terrain en matière de participation. La logique de transplantation constitue d'abord une réponse pragmatique du Sénat de Berlin à la question de la rénovation de ce secteur de la ville dans le contexte où la démolition n'est pas une solution envisageable pour des raisons politiques et économiques. Elle explique aussi la dimension instrumentale de la participation des habitants et son faible impact sur les transformations effectives de l'espace urbain durant l'ensemble du processus de rénovation. Elle s'en tient en effet à un instrument permettant de « cadrer » les problèmes des habitants en les inscrivant dans des dispositifs techniques qui en font des problèmes redevables d'une intervention centrée sur l'amélioration technique du bâti. Cet usage instrumental de la participation s'explique certes par le contexte juridique et économique du début des années 1990 ou par la dimension expérimentale de la procédure dans laquelle il s'inscrit mais aussi par les pratiques et les représentations de la participation dont les animateurs des dispositifs sont porteurs : celles-ci ont été forgées au cours des expériences les moins politisées parmi celles qui ont été menées à Berlin-Ouest dans les années 1970 et 1980. Comment les principes d'intervention dans les grands ensembles de Marzahn évoluent-ils à la fin des années 1990 ? Sont-ils liés aux transformations sociales dans ce secteur de la ville ou à d'autres facteurs ? Quels sont les effets de ces évolutions sur les représentations et les enjeux de la participation des habitants ainsi que sur la configuration des acteurs chargés de la mettre en œuvre à Marzahn ?

II. Le « management de quartier » berlinois : un nouveau paradigme rénovateur ?

À partir de 1999, l'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain met en place un dispositif de lutte contre les effets de la ségrégation socio-spatiale, le « management de quartier » (*Quartiersmanagement*), dans une quinzaine de quartiers classés prioritaires. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du programme fédéral « Soziale Stadt » discuté au sein de la conférence des ministres de la construction¹⁴⁰ (ARGEBAU) depuis 1996 et inscrit à l'agenda politique du nouveau gouvernement rouge-vert (SPD/Grüne) dirigé par le chancelier Gerhard Schröder à partir de 1998. Uwe-Jens Walther considère que ce programme confère à la participation des habitants une signification nouvelle par rapport à celle qui avait été fixée dans la loi de 1971 : « Contrairement aux principes classiques de l'encouragement à la construction (*Städtebauförderung*) les rapports sociaux ne sont plus à protéger mais à soutenir activement, à "développer" : ils sont directement l'objet des mesures. Il ne s'agit pas de participer au sens de se mobiliser *contre* quelque chose mais de participer au sens de stimuler l'engagement *pour* quelque chose – par exemple *pour* des projets qui sinon n'auraient jamais vu le jour » (Uwe-Jens Walther, 2002, p. 28). Autrement dit, le programme « Soziale Stadt » procéderait à une réorientation de la problématique de la participation : d'instrument de protection des milieux sociaux elle serait devenue un instrument de développement de ces milieux, dans un sens beaucoup moins contestataire que l'entendaient les promoteurs du « travail communautaire » à la fin des années 1960. Dans son texte, Uwe-Jens Walther inscrit ce changement dans un cadre plus large que partagent les sociologues allemands qui se sont intéressés à ce programme : ce programme marquerait un « changement de paradigme » dans la rénovation urbaine, il correspondrait au type post-fordiste de politiques urbaines répondant aux enjeux d'un nouveau contexte urbain marqué par le déclin industriel et démographique, la fragmentation des territoires et le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

140 Le pouvoir exécutif est assuré dans chaque *Land* par un gouvernement dirigé par un président (*Ministerpräsident*) et une équipe de ministres. A Berlin, le maire de la ville et les sénateurs remplissent ces fonctions. Les programmes fédéraux mis en place dans un secteur d'action publique donné sont souvent le fruit de conférences interministérielles qui permettent de remonter les expériences menées dans chaque *Land*.

Une telle explication pose plusieurs problèmes. Elle naturalise le contexte urbain en faisant de ses transformations socio-économiques la cause de la réorientation des politiques urbaines et ignore ainsi toute la dimension de construction sociale des problèmes publics et ce que la perception d'un problème social doit aux instruments cognitifs et pratiques à travers lesquels il est saisi. Elle s'en tient ensuite à une définition formelle de la participation des habitants et ne prend pas en compte ses déclinaisons locales ainsi que les dispositifs concrets dans lesquels elle prend forme. Comment les dispositifs de lutte contre les effets de la ségrégation socio-spatiale émergent-ils à la fin des années 1990 dans les grandes villes allemandes ? Comment reconfigurent-ils les expériences participatives menées jusque-là dans le domaine de la rénovation urbaine ? Je répondrai à ces questions à partir de l'analyse de la déclinaison berlinoise du programme fédéral « Soziale Stadt ». Une telle analyse permet en effet d'observer comment des principes généraux sont reçus localement, au sein des différents échelons de l'administration berlinoise, et mis en pratique sur le terrain, à Marzahn. Nous verrons en particulier que si les principes d'intervention du « management de quartier » sont en phase avec les formulations récentes du problème de la ségrégation socio-spatiale par la sociologie urbaine allemande, la mise en place de ce dispositif s'inscrit aussi dans le contexte d'une réforme administrative qui confère plus d'autonomie aux arrondissements et diffuse de nouveaux principes et outils de gestion dans les administrations publiques allemandes. À Marzahn, la mise en place de ce dispositif reconfigure aussi les expériences participatives en reconnaissant une forme propre d'expertise aux habitants. Il s'appuie cependant sur une conception de l'action publique comme action partenariale qui favorise les formes individuelles de mobilisation au détriment de formes plus collectives et contestataires.

II. 1. Une nouvelle lecture de l'espace urbain



Détail de la couverture du rapport de l'IfS/STERN sur les transformations sociales à Berlin après la réunification, (IfS, 1998).

L'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain commande en 1997 une expertise sur les transformations socio-spatiales à Berlin à l'Institut de recherche urbaine dirigé par le sociologue berlinois Hartmut Häußermann (*Institut für Stadtforschung und Strukturpolitik GmbH - IfS*) et à la société *STERN GmbH*¹⁴¹. Cette expertise s'ouvre sur la reproduction du détail d'un tableau du peintre expressionniste berlinois Lionel Feininger. La ville y apparaît comme une entité fragmentée, une image de kaléidoscope. Une telle représentation de la ville n'a plus rien à voir avec les vues fonctionnalistes, parfois futuristes, dont s'est inspirée la construction des grands ensembles dans les années 1960 et 1970. À la ville verte, aérée et mixte des années 1960-1970 s'oppose la ville mosaïque des années 1990. Comment cette lecture de la ville a-t-elle émergé dans la sociologie urbaine allemande ? Est-elle en phase avec les nouvelles orientations de la rénovation urbaine dans les grandes villes allemandes et à Berlin à la fin des années 1990 ?

Ces questions s'inscrivent au croisement de la sociologie des sciences et de la sociologie des administrations. Quelques enquêtes ont déjà été menées en France dans cette perspective sur la Politique de la Ville (Tissot, 2007). Elles placent au centre de l'analyse l'action d'un réseau de

141 Voir l'encadré p. 128.

réformateurs fédérés autour d'une représentation commune des problèmes et de l'orientation des politiques à adopter. Une telle approche suppose un dispositif d'enquête par observation et/ou par entretien qui suit les acteurs administratifs dans les milieux socioprofessionnels qu'ils fréquentent au quotidien. Je n'ai pas effectué d'enquête de ce type parce qu'elle dépassait le cadre de ma thèse. Les explications proposées des nouvelles orientations des politiques urbaines en Allemagne et à Berlin à partir des années 1990 s'appuieront donc sur une discussion critique des hypothèses formulées dans la littérature secondaire allemande. Celle-ci regroupe deux domaines de recherche : la sociologie urbaine qui adopte une position d'expertise vis-à-vis des problèmes urbains et de leur traitement public ; les sciences administratives qui s'intéressent aux transformations des modes de gestion au sein des administrations publiques. Ces perspectives ont donné lieu à deux hypothèses sur l'émergence des dispositifs de lutte contre la ségrégation sociale en Allemagne que je discuterai successivement : ils sont le résultat des recherches urbaines menées depuis les années 1980 ; ils s'inscrivent dans le cadre d'un important mouvement de réformes administratives lancé au début des années 1990 dans les municipalités allemandes.

La ségrégation socio-spatiale : constructions savantes d'un problème social en Allemagne

La ségrégation socio-spatiale est une question relativement récente de la sociologie urbaine allemande. Son apparition dans la sphère académique et ses différentes reformulations théoriques dans les débats scientifiques allemands est liée au transfert de modèles interprétatifs forgés dans des sphères académiques étrangères, françaises et anglo-saxonnes pour l'essentiel. On peut schématiquement repérer deux périodes correspondant à l'importation d'approches différentes de la ségrégation socio-spatiale en Allemagne qui conduisent à des propositions d'intervention distinctes¹⁴². Dans les années 1980, l'approche socio-économique des structures urbaines critique les politiques de développement urbain qui misent sur une croissance économique continue. Dans les années 1990, la ville américaine joue le rôle de contre-modèle à partir d'une reformulation de la question de la ségrégation sociale en termes d'« effets de quartier ».

142 Cette section n'a pas la prétention d'offrir une vision exhaustive des travaux allemands menés sur la ségrégation sociale. J'ai sélectionné les travaux qui, au delà du débat théorique sur l'explication de la ségrégation, ont contribué à la construction de ce phénomène comme un problème social.

L'approche socio-économique de la ségrégation urbaine en Allemagne : un portrait en négatif du « management de quartier »

La question de la ségrégation socio-spatiale commence à être traitée par la littérature allemande vers le milieu des années 1970. Elle émerge au cours du processus de professionnalisation décrit par Ulfert Herlyn (Herlyn, 2006). Celui-ci se caractérise d'une part par l'institutionnalisation de la discipline à travers la création de chaires spécialisées dans plusieurs universités allemandes, d'autre part, par la réception de deux paradigmes théoriques concurrents, anglo-saxon pour le premier, français pour le second. Le premier paradigme, labellisé par le terme d'« écologie urbaine », considère la ségrégation socio-spatiale comme le résultat d'un processus naturel de regroupement induit par le processus d'urbanisation (Burgess, 1984 [1925] ; Park, 1984 [1952]). La sociologie allemande retient surtout de ce courant l'idée que les processus de différenciation liés à l'urbanisation produisent des « aires naturelles » relativement homogènes du point de vue des groupes sociaux qui les habitent et des modes de vie qui les caractérisent. Les caractéristiques morphologiques des différents espaces de la ville orientent ainsi les choix résidentiels individuels vers certaines zones urbaines où l'expérience de la proximité spatiale renforce le sentiment d'appartenance à un milieu social donné. Le livre qui sert de référence pour cette approche en Allemagne est le manuel de Jürgen Friedrichs, *Stadtanalyse* (« Analyse de la ville »), dans lequel il propose de substituer à une sociologie de la ville une sociologie des comportements spatiaux (Friedrichs, 1977). La seconde approche est liée à la parution de la traduction anglaise de l'ouvrage que Manuel Castells consacre aux luttes urbaines (Castells, 1977 [1972]). Dans cette perspective qualifiée de « néo-marxiste » ou labellisée par le terme de « nouvelle sociologie urbaine », les structures urbaines, en particulier la distribution socio-spatiale des groupes sociaux, sont le produit de rapports sociaux de classe : chez Castells, les luttes urbaines naissent de la contradiction entre les objectifs de planification orientés par l'accumulation du capital et les conditions nécessaires à la reproduction de la force de travail. De cette perspective, la sociologie urbaine allemande retient surtout l'idée de la production socio-économique des structures spatiales : ces dernières sont la traduction dans l'espace urbain des structures économiques et des rapports sociaux de classe.

À la fin des années 1980, les travaux de Hartmut Häußermann et de Walter Siebel, respectivement sociologues à l'Université Libre de Berlin (-Ouest) et à l'Université de Cologne, proposent une critique des politiques urbaines menées en Allemagne et mobilisent pour ce faire le paradigme socio-économique (Häußermann, Siebel, 1987). Pour ces deux auteurs, la reconfiguration du système productif ouest-allemand consécutif aux deux crises pétrolières a des

effets spatiaux et provoque une double fracture (*doppelte Spaltung*) du système urbain ouest-allemand : une fracture interrégionale qui oppose les villes gagnantes aux villes perdantes, c'est-à-dire les villes du sud aux villes du nord ; une fracture interne aux villes qui sépare les quartiers riches des quartiers pauvres. Une telle hypothèse semble annoncer les travaux qui, quelques années plus tard, défendent la thèse d'une dualisation des sociétés urbaines (Dubet, Lapeyronnie, 1992 ; Sassen, 1994). Les auteurs allemands proposent cependant un modèle tripartite de la structure urbaine. Les villes allemandes appelées à devenir des métropoles d'envergure internationale se caractériseraient selon eux par une différenciation accrue entre trois structures urbaines de plus en plus autonomes : la structure grâce à laquelle la ville s'engage dans la concurrence internationale, c'est-à-dire l'ensemble des infrastructures de prestige susceptibles d'attirer les capitaux nationaux et étrangers ; la structure « normale » qui pourvoit au logement, au travail et à la consommation de la classe moyenne ; enfin, la structure de la ville marginalisée appelée à être de plus en plus reléguée dans l'espace urbain. D'après les auteurs, les politiques urbaines centrées à l'époque sur le développement de pôles d'attraction économique pour les entreprises se focalisent sur la première structure au détriment des deux autres et approfondissent les disparités territoriales entre régions et entre quartiers urbains. D'autre part, le désinvestissement de l'État dans le domaine du logement contribuerait à réduire et à mettre en danger la structure « normale ». Dans cette perspective d'analyse, les deux sociologues allemands réclament une orientation plus « sociale » des politiques urbaines pratiquées dans les années 1980. On rencontre en particulier un portrait en négatif des futurs « managers de quartier » : « Le type classique d'une canalisation de la croissance réalisée par les ingénieurs et accompagnée de mesures protectrices comme les plans sociaux est encore dominant dans les centres industriels prospères. Dans les villes en crise se développent des problèmes qui réclament d'autres modes d'intervention. Il ne s'agit plus d'orienter les investissements au bon endroit mais d'empêcher le désinvestissement. Le problème ne réside plus dans la libération de l'espace nécessaire à une consommation galopante, mais plutôt de convertir des terrains déjà aménagés et des bâtiments déjà construits. Cela signifie que les politiques urbaines ont un nouvel objectif : il s'agit de mobiliser des groupes sociaux, d'encourager certains schémas d'action et d'en décourager d'autres comme le vandalisme, en clair, de trouver des activités possibles et de les financer (...). On va passer de la planification urbaine à la planification sociale du développement. Cette dernière doit faire plus que circonscrire les conséquences sociales négatives d'erreurs techniques. Son domaine d'action et ses bénéficiaires sont désormais directement des comportements et des groupes, et non en premier lieu des bâtiments et des structures techniques. Il manque les instruments, les compétences et les formes d'organisation, les expériences et les modèles que requiert une telle planification sociale du développement » (Häußermann, Siebel,

1987, pp. 153-154, ma traduction). Le modèle de politique urbaine apte à répondre aux nouveaux enjeux de la ségrégation socio-spatiale est formulé sous la forme d'un dépassement des modes d'intervention fondés sur l'amélioration technique du bâti et portés par des ingénieurs diplômés d'architecture ou d'urbanisme. La rénovation, telle qu'elle a été pratiquée dans les grands ensembles ouest-allemands dans les années 1980, est souhaitable mais elle reste insuffisante face aux problèmes posés par le déclin industriel (*Schrumpfung*). Dans ce nouveau contexte, les compétences techniques des ingénieurs en architecture ou en urbanisme doivent être complétées par des compétences plus sociales et relationnelles. En filigrane se dessine ainsi la figure du « manager » valorisée dans les rapports sur les dispositifs de lutte contre l'exclusion mis en place dans la plupart des grandes villes allemandes à la fin des années 1990 (Difu, 2003, p. 190). La rénovation poursuit également des objectifs qui étaient déjà ceux du « travail communautaire » (*Gemeinwesenarbeit*) : éducatifs et civiques.

Les effets de quartier : la ville américaine comme contre-modèle

À partir du milieu des années 1990, le débat sur la ségrégation socio-spatiale dans le domaine de la recherche urbaine allemande est relancé par la réception de deux nouveaux concepts : celui de « Unterklasse » repris de l'américain « underclass » et celui de « Ausgrenzung » repris du français « exclusion ». Ces concepts sont issus de la publication des travaux de Wilson sur les ghettos noirs américains (Wilson, 1987) et de ceux de François Dubet et Didier Lapeyronnie sur la banlieue parisienne (Dubet, Lapeyronnie, 1994 [1992]). Ils sont mobilisés pour décrire le phénomène de la « nouvelle pauvreté » que Hartmut Häußermann présente en ces termes : « Ce n'est pas la famine qui touche de plus en plus de monde autour de soi, mais le découragement lié à la marginalisation et à l'exclusion » (Häußermann, 1997, p. 25). Dans les années 1990, la question de la ségrégation socio-spatiale est ainsi peu à peu redéfinie en lien avec les études sur la pauvreté et ses manifestations spatiales. C'est dans ce cadre qu'elle acquiert véritablement le statut de problème social. Les sociologues impliqués dans ce débat¹⁴³ s'intéressent désormais moins aux causes écologiques ou structurelles de la ségrégation socio-spatiale qu'à ses effets sur des groupes sociaux qui cumulent les formes d'exclusion (dans l'espace résidentiel, sur le marché du travail, du point de vue de l'accès aux ressources culturelles, politiques et administratives) et s'appuient davantage sur des enquêtes statistiques. Les années 1990 correspondent ainsi à un moment où la

143 Le numéro thématique de la revue *Leviathan* « Armut und Ausgrenzung » (Pauvreté et exclusion) en propose une vision synthétique à travers les contributions des principaux sociologues allemands impliqués dans ce débat : Hartmut Häußermann, Martin Kronauer et Walter Siebel (1997). En 2004, ces auteurs publient un volume collectif dans lequel ils adoptent une vision plus critique sur ces notions et leur transfert au contexte allemand : Häußermann, Kronauer, Siebel, 2004.

thématique de la ségrégation socio-spatiale devient centrale pour la recherche urbaine allemande et mobilise des méthodes d'enquêtes plus sophistiquées.

Dans la perspective de l'analyse des « effets de quartier », Hartmut Häußermann réclame une politique du logement qui favorise la mixité sociale, la seule, selon lui, susceptible d'éviter les effets négatifs que peut entraîner la concentration de populations en difficulté sur un même territoire (le développement de la délinquance, du trafic de drogue ou du vandalisme sont les principaux effets repérés). Cette revendication représente un leitmotiv de ses publications ultérieures, y compris des évaluations qu'il produit des politiques urbaines de la fin des années 1990 (IfS, 2004). Une telle revendication se comprend à partir du modèle de régulation qu'il associe à la ville européenne en opposition à la ville américaine (Häußermann, Kapphan, 2000 ; Häußermann, 2001 ; 2002 ; Häußermann *et al.*, 2008). Dans cette perspective, la ségrégation socio-spatiale est analysée à partir des mécanismes de distribution spatiale des groupes sociaux. Plus cette distribution est régulée par le marché, plus la ségrégation est importante. Pour Hartmut Häußermann, les villes européennes de l'après-guerre se caractérisent ainsi par un parc important de logements sociaux qui permet de déconnecter la position occupée dans l'espace urbain de celle occupée dans l'espace social. Ainsi, l'existence d'un parc de logements sociaux important fonde l'opposition entre la ville européenne, qualifiée de « sociale » parce que l'État y assure l'accès du plus grand nombre au logement et aux autres ressources sociales qui lui sont associées, et la ville américaine qualifiée de « libérale » dans la mesure où l'État n'y intervient que pour loger les plus démunis et les plus marginalisés.

La redéfinition de la question de la ségrégation socio-spatiale en lien avec les travaux anglo-saxons sur les « effets de quartiers » conduit ainsi à relativiser la portée des politiques urbaines : « Les causes [de la concentration spatiale des problèmes sociaux] se situent principalement en dehors des possibilités d'intervention des politiques urbaines. D'un autre côté, on observe des flux migratoires sélectifs (...), qui conduisent à la concentration de groupes matériellement et socialement défavorisés dans certains quartiers – or, on peut avoir une action sur ces flux à l'échelle locale, car leurs causes sont localisées au moins en partie dans les quartiers eux-mêmes » (Häußermann, Kapphan, 2004, p.233). Les politiques de « planification sociale du développement » esquissées à la fin des années 1980 dans le cadre de la critique des politiques urbaines centrées sur le développement de pôles d'attraction économique pour les entreprises ne peuvent pas agir sur les facteurs structurant de la ségrégation socio-spatiale mais permettent d'en limiter les effets les plus négatifs. Malgré les limites qu'il pose à l'action de ce type de politiques, Hartmut Häußermann n'en joue pas moins un rôle déterminant dans l'orientation du programme « Soziale Stadt » à Berlin, dans la mesure où il élabore, avec Andreas Kapphan, le système de

surveillance statistique (*Stadtmonitoring*) qui sert à choisir les quartiers concernés par le programme au début des années 1990 (IfS, 1998).

Le décalage entre les propositions du débat scientifique et celles qui sont effectivement mises en place souligne combien il serait illusoire de voir une relation automatique entre la sphère scientifique et la sphère politico-administrative. Les transferts entre ces deux sphères supposent des mécanismes de sélection, d'interprétation et d'appropriation qu'il faudrait observer plus finement à partir des archives des conférences, ateliers et réunions ayant donné lieu à la rédaction des premiers documents de cadrage pour la mise en œuvre du dispositif berlinois de « management de quartier » par exemple. De plus, les solutions choisies ne répondent pas seulement aux problèmes construits par les sociologues et les urbanistes. Elles répondent aussi à des enjeux politiques que les problèmes urbains mettent en exergue.

« Management de quartier » et réforme administrative à Berlin

À la fin des années 1990, la lutte contre la ségrégation socio-spatiale à Berlin repose sur le dispositif de « management de quartier ». Il partage de nombreux points communs avec les « maîtrises d'œuvre sociales » mises en place dans les quartiers de la Politique de la Ville dans le cadre des contrats de Développement social des quartiers (DSQ). La plupart des observateurs français (élus locaux, étudiants en urbanisme, membres de conseils ou comités de quartier) auxquels j'ai présenté ce modèle en France ou qui sont venus directement l'observer à Marzahn ont en général bien repéré cette ressemblance tout en se montrant très étonnés des termes utilisés pour nommer le dispositif allemand. Alors que le terme de « management » choque le plus souvent mes interlocuteurs français, il appartient au sens commun de l'action publique en Allemagne depuis la réunification. La chute du régime socialiste et la critique de la dictature paternaliste est-allemande a désarmé la plupart des résistances à la diffusion de la rhétorique managériale dans les administrations publiques allemandes. Quel type de changement marque cet emprunt au vocabulaire des entreprises dans le domaine de la rénovation en Allemagne ?

Un dossier de la revue *Politix* portant sur les transformations managériales des activités politiques relève que l'introduction de formes contemporaines de management dans les administrations ou les organisations politiques et militantes est souvent le fait d'« outsiders » qui mobilisent les savoirs managériaux « pour subvertir les règles qui les maintiennent originellement à la marge » (Robert, 2007, p. 17). Cette idée souscrit ainsi aux thèses qui associent aux transformations de l'action publique l'activité d'un réseau de réformateurs qui s'impose progressivement à la direction des organisations ou des administrations considérées (Jobert, Muller, 1987). Pour étayer cette thèse, il faudrait mener l'enquête au niveau fédéral. Au sein de

l'administration du Sénat de Berlin, aucun des entretiens que j'ai menés avec les directeurs du service en charge du programme « Soziale Stadt » ou avec leurs collaborateurs subalternes ne permet d'associer un changement de personnel à la mise en œuvre locale de ce programme. Monica Schümer-Strucksberg, pour ne citer que cet exemple, a fait l'ensemble de sa carrière dans l'administration du Sénat de Berlin pour la construction qui fusionne en 1999 avec l'administration pour le développement urbain. Sa promotion à la direction du service « Soziale Stadt » en 1999 confirme le poids politique de l'administration de la construction au sein du Sénat de Berlin hérité du contexte d'après guerre.

Les travaux de science administrative allemands attribuent ces changements aux contraintes financières qui pèsent sur la plupart des grandes villes allemandes depuis le début des années 1990. Cependant, il me semble que le « management de quartier » est mis en place à Berlin dans le contexte d'une crise de légitimité du Sénat que la crise financière n'a fait que révéler. Si ce dispositif est introduit de façon concomitante dans l'ensemble des villes concernées par le programme fédéral « Soziale Stadt », sa mise en place à Berlin n'en constitue pas moins une réponse, parmi d'autres, aux problèmes posés par cette crise.

Crise financière et nouveau modèle de gestion publique

La campagne pour les élections municipales de septembre 2006 à Berlin a été marquée, entre autres, par un débat sur l'assainissement du budget de la capitale dont le déficit s'élève à cette époque à 61,6 milliards d'euros, soit plus de 18 000 € par habitant. Les problèmes budgétaires berlinois sont attribués à plusieurs facteurs structurels et conjoncturels dans les travaux de science administrative (Mäding, 2002 ; Röber, Schröter, 2002). Parmi les facteurs conjoncturels, les auteurs mentionnent la fin des subventions fédérales liées au statut particulier de la ville en 1995 et les coûts occasionnés par la réunification des deux parties de la ville pendant les années 1990 (réaménagement des infrastructures de transport et de desserte d'énergie, modernisation des infrastructures dans la partie Est, réévaluation du traitement des fonctionnaires est-allemands). À cela s'ajoutent des facteurs structurels comme les effets de la désindustrialisation sur les rentrées fiscales du *Land* et l'hypertrophie du personnel administratif liée, à l'Ouest, à l'usage du fonctionnariat comme instrument de la politique de l'emploi et, à l'Est, aux caractéristiques de l'ancienne bureaucratie est-allemande. À ces facteurs, on peut également ajouter l'échec de la politique ambitieuse lancée au début des années 1990 et financée par la dette qui visait à faire de Berlin une grande métropole de services (*Dienstleistungsmetropole*) (Krätke, Borst, 2000).

Dans ce contexte, les stratégies poursuivies par le Sénat de Berlin afin de limiter son déficit budgétaire combinent les instruments traditionnels de la rigueur budgétaire (privatisation

d'entreprises ou de bâtiments publics, réduction du personnel administratif) avec une réforme administrative dont l'objectif est de réaliser des économies en externalisant certaines compétences par le biais de la décentralisation ou de partenariats public/privé et en introduisant de nouveaux principes de gestion au sein des administrations publiques. En cela, la ville de Berlin s'inscrit dans le mouvement initié par le service communal de simplification administrative (*Kommunale Gemeinschaftsstelle für Verwaltungsvereinfachung – KGSt*). Cet organisme a élaboré un « nouveau modèle de gestion publique » (*Neues Steuerungsmodell*) qui correspond à l'interprétation allemande des théories du « New Public Management » anglo-saxon. D'après Helmut Wollmann, le modèle allemand de « nouvelle gestion publique » se caractérise surtout par sa focalisation sur la réforme des modes de gestion internes aux administrations. L'orientation vers le marché et la transformation des usagers en clients constituent des aspects plus secondaires de ce modèle (Wollmann, 2004). Dans la mesure où le « management de quartier » est un dispositif territorialisé, dont la gestion est confiée à des bureaux d'urbanisme privés, il est difficile de le rattacher directement à l'arsenal du modèle allemand de « nouvelle gestion publique ». Il n'emprunte certainement que son nom à cet ensemble de savoirs et savoir-faire. D'autre part, l'interprétation qui fait de la crise des finances publiques la cause principale de l'introduction de nouveaux instruments de gestion dans les administrations publiques berlinoises rend difficilement compte de la raison pour laquelle l'ensemble des réformes visant à résoudre le problème du déficit budgétaire sont seulement mises en place à partir de 1998, alors que le problème existe depuis le milieu des années 1990.

Un gouvernement métropolitain en crise

Charlotte Halpern et Hartmut Häußermann considèrent la crise financière berlinoise plutôt comme un symptôme que comme une explication. Les politiques publiques berlinoises sont pilotées jusque dans les années 1980 par un système d'acteurs qui a émergé dans les années d'après-guerre. Il est composé de la coalition SPD/CDU, des employés du secteur public et de l'industrie du bâtiment. Le mouvement des squats des années 1980 avait constitué un premier moment de crise à travers la remise en cause des principes de la « rénovation au couteau ». Dans les années 1990, l'action du Sénat de Berlin est de plus en plus contestée par des mouvements émanant de certains arrondissements et relayés par des groupes de la société civile et les Verts à l'Ouest ou par le PDS à l'Est. Elle est également contournée par les intérêts privés qui utilisent à leur avantage le manque de coordination entre les différents domaines de compétences du Sénat, relevant chacun du pouvoir d'un Sénateur autonome dans l'élaboration de ses lignes politiques (Halpern, Häußermann, 2003). La crise politique est consommée au moment de la faillite de la banque publique berlinoise

(*Landesbank Berlin*) et permet à une nouvelle coalition « rouge-rouge » (SPD/PDS) d'arriver au pouvoir en 2001.

Dans ce contexte, le « management de quartier » berlinois peut être compris comme un moyen, parmi d'autres, de sortie de crise. L'enjeu officiel de ce dispositif est de mettre en œuvre une stratégie multidimensionnelle de lutte contre l'exclusion dans une quinzaine de quartiers pilotes. La réflexion consacrée à ce dispositif précède de quelques mois le programme fédéral « Soziale Stadt » qui le diffuse dans l'ensemble des villes allemandes souhaitant bénéficier du programme. Le fort engagement du Sénat de Berlin dans la phase d'élaboration du programme aux côtés d'autres *Länder* comme celui de Rhénanie du Nord-Westphalie indique que l'introduction de ce dispositif ne répond pas seulement aux problèmes de la ségrégation socio-spatiale dans les villes allemandes les plus touchées par la désindustrialisation mais aussi à des problèmes propres au contexte berlinois. Les rapports du Sénat au Parlement présentent ainsi le « management de quartier » comme un « instrument clé » de la coordination verticale et horizontale des services administratifs et de leurs partenaires associatifs et privés (SPD Fraktion des Abgeordnetenhaus von Berlin, 1998 ; Abgeordnetenhaus von Berlin, 1999). Ce dispositif, géré localement par un bureau d'étude indépendant, fonctionne sur un budget propre constitué par les contributions du fond structurel européen, de l'État fédéral, du *Land* auxquelles s'ajoutent les contributions des arrondissements¹⁴⁴. A l'échelon du *Land*, le programme est coordonné par l'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain tandis qu'au niveau des arrondissements, ce travail de coordination revient aux services d'urbanisme. Cela ne signifie pas que les fonds permettent seulement de financer les actions menées par ces services. Le dispositif du « management de quartier » introduit en effet à l'échelle d'un territoire donné une forme de gestion par projets qui suppose que les différents services administratifs s'accordent sur les moyens à mobiliser et les objectifs à réaliser dans le territoire considéré tant au niveau du *Land* que des arrondissements. Il rompt en cela avec les habitudes sectorielles liées à l'autonomie de chaque Sénateur dans la conduite des politiques qui relèvent de son domaine de compétence, mais aussi avec les tendances centralisatrices du Sénat de Berlin vis-à-vis des arrondissements. Enfin, l'action est soumise à une évaluation menée par un organisme indépendant (Empirica, 2003) et le choix des quartiers s'appuie sur un système de surveillance statistique permettant d'observer la progression d'indicateurs de la situation sociale des quartiers berlinois et de leur population. L'ensemble du dispositif affiche ainsi plusieurs gages de transparence qui marquent une réelle rupture avec les modalités de la prise de décision pratiquée

144 A l'échelle de la ville, 8 % du budget provient du gouvernement fédéral, 75 % des fonds structurels européens (programme FEDER) et 17 % des fonds propres du *Land* (Abgeordnetenhaus von Berlin, 2004, p. 18). En 2004, l'arrondissement de Marzahn contribue à hauteur de 14 000 € au dispositif de Marzahn Nord, ce qui représente environ 1,5 % de la somme globale allouée au quartier dans le cadre du programme (Bezirksamt Marzahn Hellersdorf, Steuerungsdienst, document de travail du 12.08.2005 pour le budget participatif).

jusque-là par le Sénat. Sur le terrain, la mise en œuvre de ce dispositif rencontre néanmoins un certain nombre de résistances liées à la pérennité des anciennes routines.

« Management de quartier » et systèmes d'action locaux

L'introduction du « management de quartier » à l'échelle locale s'accompagne de tensions. La mise en place de ce dispositif ne se fait pas, en effet, dans le contexte d'un vide institutionnel et organisationnel. Depuis le début des années 1990, une vie politique et associative s'est développée et enracinée dans un ensemble de réseaux et de pratiques routinières que le « management de quartier » vient explicitement bouleverser à partir d'une rhétorique modernisatrice accueillie plutôt difficilement.

L'introduction de ce dispositif s'inscrit d'abord dans des relations traditionnellement conflictuelles entre le Sénat et l'administration des arrondissements. La réforme de 1998 (*Funktionalreform*), qui s'inscrit dans le contexte des différentes mesures mises en place pour lutter contre le déficit budgétaire, transfère de nombreuses compétences aux arrondissements et les dote d'une autonomie budgétaire et législative pour les affaires qui les concernent. Ils disposent ainsi d'un budget bien plus conséquent que les arrondissements parisiens¹⁴⁵. Certains auteurs allemands contestent cependant la réalité de l'autonomie des arrondissements berlinois par rapport aux autres communes allemandes (Hoffmann, 2003). Ils pointent les limites suivantes : le budget des arrondissements est dépendant des ressources qui lui sont reversées par le Sénat dans la mesure où ils ne prélèvent aucun impôt local ; leur pouvoir de décision est également limité par les dépenses obligatoires imposées par le Sénat pour l'entretien et l'équipement des écoles ou l'entretien des axes de communication principaux. Cette position fait écho aux tensions entre les deux échelons autour de la définition de leurs compétences respectives : les arrondissements contestent l'ingérence du Sénat dans les affaires locales qui peut se faire sur des projets d'aménagements particuliers, lorsque le Sénat considère qu'ils ont une fonction urbaine centrale, ou par le biais de programmes de financement exceptionnels dont l'usage doit répondre à des conditions imposées par le Sénat. Le dispositif du « management de quartier » correspond à ce deuxième cas de figure.

Les arrondissements participent aux dépenses de fonctionnement du dispositif. À ce titre, ils sont associés à la conception des projets au sein d'un comité d'orientation (*Lenkungsrunde*) et d'un comité de pilotage (*Steuerungsrunde*). À Marzahn, le financement de projets d'aménagements importants, comme celui, par exemple, d'un parc dans le quartier nord du secteur de grands ensembles, suppose également une participation financière de l'arrondissement via le service

145 Le budget de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf est de 380 777 000 € en 2006, soit 1 524 € par habitants contre 9 000 000 € pour le 20^e arrondissement de Paris, soit 47 € par habitants. Sources : Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, 2007, p. 7 ; Mairie de Paris, Direction des finances, 2008.

d'urbanisme. Les adjoints au maire, très attachés à l'autonomie de leur secteur de compétences, se prêtent parfois difficilement au travail de coordination des managers de quartier qui doivent également gérer les conflits d'intérêts entre services administratifs ou partis opposés¹⁴⁶. La position des services administratifs de l'arrondissement est donc ambiguë : dans l'ensemble, le dispositif est salué parce qu'il apporte des ressources financières dans les quartiers où l'arrondissement ne peut pas s'investir aussi significativement ; en revanche, le droit de regard du Sénat sur l'usage de ces ressources et l'implication financière exigée de l'arrondissement sur certains projets sont plus difficilement acceptés par les services municipaux concernés.

L'introduction du « management de quartier » bouleverse également les principes d'échange qui structurent les rapports entre associations et services municipaux. À la fin des années 1990, l'arrondissement de Marzahn ferme une partie des équipements collectifs municipaux ou confie la gestion d'une partie d'entre eux à des porteurs de projets privés (*freie Träger*), système de gestion des équipements publics déjà éprouvé en Allemagne de l'Ouest¹⁴⁷. Ces porteurs de projets privés sont le plus souvent des associations reconnues d'utilité publique actives dans le domaine du travail social ou de l'animation socio-culturelle. À Marzahn, leur implantation s'est faite de deux manières. La première correspond à une logique de reconversion : les dirigeants d'une ancienne organisation de masse est-allemande fondent une association et poursuivent leurs activités dans ce nouveau cadre législatif. La création de l'association Kulturring eV. qui assure la gestion de la plupart des équipements culturels de Marzahn s'est faite selon cette logique¹⁴⁸. D'autres associations sont aussi issues d'initiatives locales de citoyens mobilisés autour d'un problème particulier de prise en charge. L'association Kiek In eV. qui gère le centre socio-culturel du quartier nord de Marzahn, a par exemple été créée par un groupe de parents qui souhaitaient proposer des solutions de garde en réponse à la fermeture de nombreux clubs de jeunes dans leur quartier¹⁴⁹. Au cours des années 1990, ces associations se sont professionnalisées à mesure que les partenariats avec les services municipaux ont augmenté. Dans le contexte où les budgets municipaux sont de plus en plus serrés et les subventions municipales se font plus rares, les ressources du programme « Soziale Stadt » font du « management de quartier » un interlocuteur incontournable. Comme me l'ont indiqué les managers, ils n'ont eu aucun mal à entrer en contact avec les associations locales et à les impliquer dans le programme. Pour bénéficier des fonds « Soziale Stadt » les associations sont néanmoins

146 D'après l'entretien avec Mme Dorne du 12 avril 2005.

147 A titre indicatif, l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf compte en 1992 514 équipements collectifs pour la prise en charge de la petite enfance (crèches et jardins d'enfants principalement), dont 10 seulement sont gérés par des porteurs de projets privés. En 2004, il en reste 74 dans l'ensemble de l'arrondissement, dont 34 gérés par des porteurs de projets privés (Chiffres StaLa, 1992, 2004).

148 D'après l'entretien avec Manfred Kästner, co-fondateur de l'association, du 3 mars 2004.

149 D'après l'entretien avec Marion Baumann, co-fondatrice de l'association, du 30 mars 2006.

contraintes d'abandonner la logique sectorielle qui orientait jusqu'à présent leur action pour adopter une démarche de projets multi-sectoriels. Des clubs de jeunes proposent par exemple des activités culturelles ouvertes au reste de la population du quartier tandis que les équipements culturels proposent des services de prise en charge destinés aux jeunes. Aux conflits d'intérêts qui opposent les services municipaux se superposent ainsi les rapports de concurrence entre associations pour l'obtention de fonds publics¹⁵⁰.

À Berlin, la mise en place du dispositif du « management de quartier » renvoie d'abord à l'émergence de nouveaux modèles d'interprétation des problèmes urbains. Les sociologues participent activement au pilotage du programme et à l'élaboration de certains de ses instruments. La problématique de la ségrégation socio-spatiale s'impose cependant plus tardivement dans les travaux de la recherche urbaine allemande qu'en France. Elle est aussi davantage influencée par les modèles d'analyse anglo-saxons.

Le dispositif du « management de quartier » est un dispositif diffusé dans l'ensemble des villes allemandes concerné par le programme « Soziale Stadt ». À Berlin, il constitue cependant une solution pratique à plusieurs problèmes spécifiques à la situation berlinoise qui surviennent dans le cours des années 1990 : la raréfaction des ressources financières encourage le recours à des partenaires privés qu'il faut désormais intégrer aux habitudes de gouvernement et il faut parer au manque de légitimité dont souffre le gouvernement central au niveau local.

L'exemple de Marzahn montre cependant que ce dispositif a des effets ambigus à l'échelle locale : il attise plus qu'il ne résout les tensions entre le Sénat et les arrondissements ou entre les acteurs publics et privés. Quelle place réserve-t-il aux habitants dans cette constellation conflictuelle et hétérogène ? Celle-ci a-t-elle évolué depuis les expériences de participation des années 1990 ?

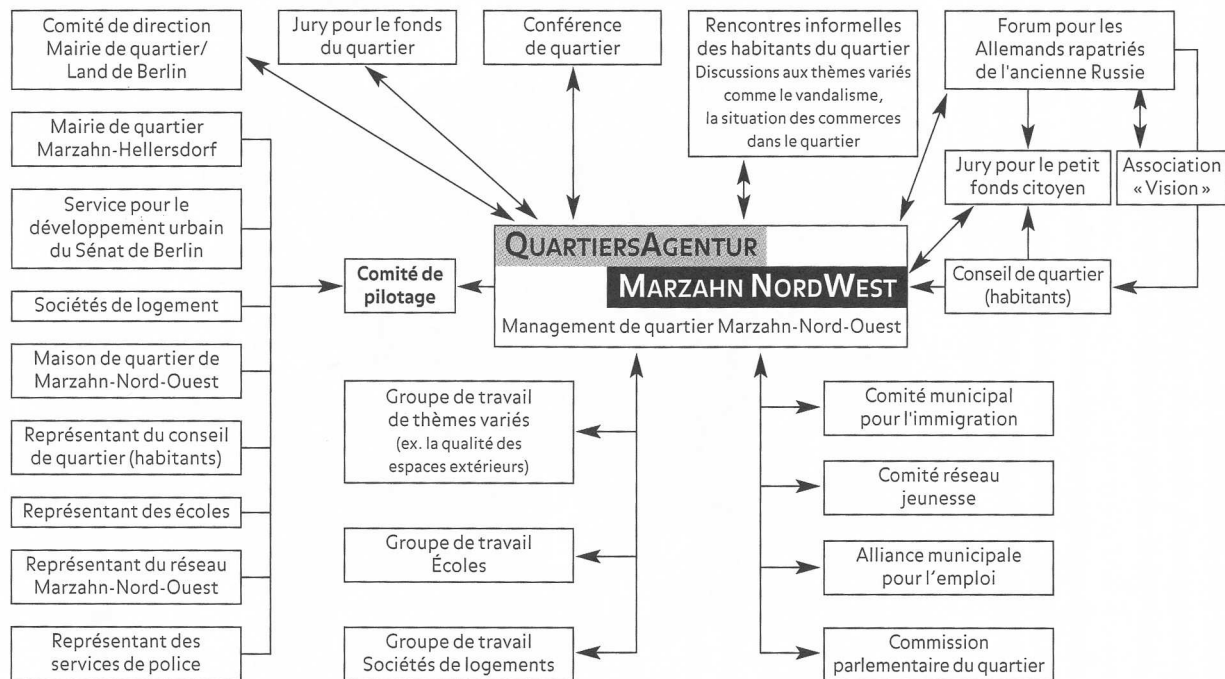
150 D'après l'entretien avec Monika Varga, éducatrice dans un club de jeunes du quartier nord de Marzahn, du 27 mars 2006.

II. 2. « Management de quartier » et pratiques de l'expertise sociale

La mise en place du « management de quartier » ne s'est pas traduite par un renouvellement des professionnels de la rénovation sur le terrain. Au contraire, les appels d'offres du Sénat de Berlin pour la prise en charge du dispositif représentent une ressource importante pour les bureaux d'urbanisme déjà installés localement alors que les programmes de rénovation lancés au début des années 1990 sont réorientés ou arrêtés. Le bureau d'urbanisme UrbanPlan auquel avait été confiée l'organisation de la Plattform Marzahn dans les années 1990 remporte sans difficultés l'appel d'offres pour le « management » du quartier nord de Marzahn en 1999. Six ans plus tard, le cabinet Weeber+Partner remporte un appel d'offres similaire pour un autre quartier de grands ensembles à Marzahn. Ce principe se vérifie dans les autres parties de la ville : à Prenzlauerberg, c'est la société STERN qui se charge du « management de quartier » dans les secteurs de rénovation (*Sanierungsgebiete*) qu'elle gère déjà depuis le début des années 1990. À Kreuzberg et à Wedding, ce sont plutôt des associations de quartier qui se sont constituées pendant le mouvement de squats des années 1980 qui animent le nouveau dispositif. Dans ce contexte, on peut se demander en quoi le programme « Soziale Stadt » et les nouvelles missions confiées aux rénovateurs dans le cadre de la mise en œuvre du « management de quartier » transforment effectivement leur intervention sur le terrain. En particulier, est-ce que ce programme engage une évolution des techniques mobilisées pour faire participer les habitants ?

J'aborde cette question à partir de l'analyse des rapports entre experts et profanes dans le domaine de l'urbanisme. Ce type d'analyse a émergé dans le domaine scientifique et technique à travers une série de travaux d'histoire et de sociologie des sciences que Harry Collins et Robert Evans situent dans le contexte d'une troisième voie de recherche succédant au tournant engagé dans les années 1970 par les travaux considérant la science comme une activité sociale comme les autres (Collins, Evans, 2002). En France, un tel mouvement a été encouragé par la publication de l'ouvrage de Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe sur la démocratie technique. Les auteurs y mettent notamment en cause la séparation entre professionnels et profanes dans la production des savoirs scientifiques (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001). Comme je vais le montrer, le dispositif du « management de quartier » fait émerger de nouveaux experts dans le domaine de la rénovation : les habitants. La façon dont les dispositifs construisent cette position contribue non seulement à reconfigurer celles des professionnels de la rénovation sur le terrain mais aussi à favoriser des formes plus individuelles de mobilisation.

Les habitants : la construction de nouveaux experts



Organigramme du « management de quartier » dans le quartier nord de Marzahn. Source : Quartiersagentur Marzahn NordWest, 2002 (traduction Bernard, 2006).

L'organigramme du dispositif de « management de quartier » se présente sous la forme d'un enchevêtrement de structures au statut très différent dans lequel les managers occupent une place centrale. Cette représentation, qui correspond au point de vue des managers sur le dispositif, insiste sur leur fonction de coordination. Elle ignore en effet les rapports hiérarchiques qui les lient par exemple à l'administration du Sénat de Berlin chargée du développement urbain ou les rapports conflictuels qui caractérisent les relations entre les services administratifs de la ville et ceux de l'arrondissement, entre les différentes administrations de l'arrondissement ou encore entre certains services municipaux et les associations de quartiers. Au sein de cette architecture, la « participation des habitants » se fait par le biais de plusieurs instances. Les conférences de quartier sont des assemblées thématiques auxquelles l'ensemble des habitants sont conviés par voie de presse, d'affichage et de tracts distribués dans les boîtes aux lettres. Leur fréquence varie en fonction des circonstances ; leur fonction est de mobiliser ponctuellement le plus grand nombre d'habitants. La mise en place du « management de quartier » à Marzahn s'est accompagnée d'une première conférence de ce type intitulée « Marzahn NordWest – voir le quartier autrement et participer à sa transformation¹⁵¹ » organisée en avril 2000. C'est à cette occasion qu'ont été créés le Conseil des

151 « Marzahn NordWest – den Stadtteil neu sehen und mitgestalten »

habitants (*Bewohnerbeirat*) et le Forum libre des Aussiedler (*Freies Forum der Aussiedler*) à partir de la mobilisation de quelques participants. Ces deux instances fonctionnent sur la base du volontariat et sont ouvertes à tous les habitants du quartier, la seconde ciblant davantage la population des « Aussiedler ». Elles proposent des réunions mensuelles centrées sur des thématiques choisies par les participants et les « managers de quartier ». À ces instances s'ajoute un fond de quartier doté d'un budget annuel de 15 000 € permettant de financer des animations locales (fêtes de quartier, journées portes ouvertes, fêtes d'immeubles, etc.). Il est composé de bénévoles et d'habitants élus par le Conseil des habitants et d'un représentant de l'administration de l'arrondissement. Un délégué du Conseil des habitants siège également au sein du Comité de pilotage du quartier (*Steuerungsrunde*). Enfin, le jury citoyen (*Bürgerjury*) est une instance à durée de vie limitée, dans la mesure où cette expérience, qui s'est échelonnée entre 2001 et 2003, était dotée d'une enveloppe exceptionnelle de 500 000 € qu'il s'agissait d'allouer à des projets de développement locaux. Il est composé pour 49 % de représentants de porteurs de projets (*freie Träger*) locaux et pour 51 % d'habitants tirés au sort dans le registre municipal.

Les comptes rendus des réunions organisées dans le cadre de ces diverses instances mettent en évidence quelques ressemblances avec les expériences de participations menées dans les années 1990. Pour autant, le dispositif du « management de quartier » n'intègre pas de la même façon la parole des habitants que les dispositifs que j'ai étudiés plus haut : on n'observe aucun processus de cadrage et la participation se fait sur une base plus individuelle que collective. Le « management de quartier » est également soutenu par un ensemble de discours, matérialisés dans de nouveaux dispositifs, qui certifient les compétences des habitants et garantissent leur pouvoir d'expertise.

Une parole sans médiation

Quelques mois après son installation dans le quartier nord de Marzahn, l'agence du quartier organise une conférence le 13 avril 2000. Y participent une quinzaine d'habitants, une vingtaine de représentants d'associations locales, une dizaine de fonctionnaires des administrations locales et de l'administration du Sénat pour le développement urbain, et quelques représentants de la société immobilière communale (*WBG Marzahn*). Ces différents participants sont répartis dans trois groupes de travail consacrés aux thématiques suivantes : « Le logement et son environnement/culture de quartier » (*Wohnen und Wohnumfeld/Stadtteilkultur*), « Dialogue interculturel » (*interkultureller Dialog*), « Engagement local et services de proximité » (*nachbarschaftliches Engagement und Dienste*). Le compte rendu de cette conférence partage plusieurs points communs avec ceux des réunions organisées une dizaine d'années auparavant autour de projets d'aménagements ou des problèmes que rencontrent les habitants au quotidien. Il se

présente sous la forme d'une liste thématique dont je reproduis l'extrait consacré au thème du logement et de l'environnement¹⁵² :

Groupe de travail	Problème	Idée de projet	Réalisation	Partenaires
Le logement et son environnement	Vacance importante ; manquent des équipements socio-culturels pour les adultes ; manque une librairie	Lieu de communication avec café de lecture, café internet et librairie dans un local vide	Achat/location du Ahrensfelder Krug pour ouverture d'un équipement socio-culturel	Konsum ; WBG Marzahn ; le cas échéant, commerçants.
	Vandalisme dans les espaces verts et dans les cours d'immeubles	Renforcer l'identification au quartier par l'organisation de fêtes	Sondage, recherche d'habitants engagés	Conseil des habitants, WBG Marzahn
	Vandalisme (départs de feu) par manque d'expérience	Organiser une fête du feu	Autorisation spéciale pour le feu	Associations proposant des projets pour les enfants et les jeunes ; service des espaces verts ; WBG Marzahn
	Manquent des lieux de repos dans la rue	Aménagement de bancs et d'arbres	Promenade pour repérer les sites pertinents	Service des espaces verts

Ce dispositif se distingue de ceux que j'ai présentés plus haut par au moins un aspect : le choix des thématiques et le traitement des problèmes sont identifiés par les participants. Contrairement à l'album de photographies produit à partir des promenades organisées avec les habitants dans le quartier au début des années 1990, les thématiques proposées par les managers ne correspondent pas forcément à un secteur d'intervention des services municipaux. Ils reprennent les axes thématiques du « concept d'action » (*Handlungskonzept*) élaboré par l'équipe à partir d'une série d'entretiens avec les associations locales et les représentants de la société immobilière communale¹⁵³. Ces axes ont ensuite été adaptés aux attentes des participants : un axe a été abandonné (Dialogue des générations/Écoles et structures de prise en charge des jeunes), d'autres ont été regroupés. Ensuite, le tableau qui fait la synthèse des résultats des discussions menées dans les différents groupes de travail indique que le diagnostic sollicité auprès des participants ne concerne pas seulement l'identification des problèmes qu'ils repèrent dans le quartier mais l'élaboration de solutions et la mise en place de partenariats pour les mettre en œuvre. Ces partenariats associent aussi bien des habitants regroupés au sein d'instances du « management de quartier » comme le Conseil des habitants que des associations gérant déjà des équipements socio-culturels dans le quartier, des sociétés et des commerçants ou certains services municipaux.

152 Quartiersagentur Marzahn NordWest, 2000, p. 17.

153 Entretien avec Mme Rossmann du 27 février 2007.

L'ensemble des participants, habitants ou autres, prend ainsi en charge les opérations de cadrage et de traduction impliquées dans le diagnostic et l'élaboration de traitements adéquats.

La participation des habitants, telle qu'elle est mise en œuvre dans le cadre du « management de quartier », réinvestit des techniques (travail en groupe, promenades de quartier) qui avaient été mobilisées dans les grands ensembles de Berlin-Ouest dans les années 1970. La démarche est effectivement très proche de celle du « travail communautaire » (*Gemeinwesenarbeit*) des années 1970 : amener les habitants à élaborer un diagnostic et un plan d'action. La différence principale réside dans le principe des partenariats : alors que dans les années 1970 les habitants s'organisaient en « initiatives citoyennes » (*Bürgerinitiative*) et s'inscrivaient dans une logique d'autogestion, dans le cadre du « management de quartier », l'engagement se fait sur des projets déterminés qui mobilisent d'autres organisations aux côtés des habitants. De ce point de vue, la participation des habitants est à la fois plus encadrée et moins revendicative que dans les années 1970 mais aussi plus individualisée : les habitants qui se mobilisent pour un projet le font en fonction de leurs centres d'intérêts, de leurs compétences ou de leur affinité personnelle.

Par rapport aux dispositifs des années 1990, le « management de quartier » transfère également les compétences de diagnostic et de mise en œuvre aux acteurs locaux. Alors que dans les années 1990, les demandes des habitants étaient systématiquement traduites dans un langage technique dont seuls les rénovateurs détenaient la maîtrise, elles définissent aujourd'hui les projets sur lesquels les acteurs locaux sont appelés à se mobiliser. La mise en œuvre concrète de ces demandes se fait également sans la médiation technique des professionnels, architectes ou urbanistes : le choix de nouveaux emplacements pour des bancs et des arbres dans le quartier se fait directement sur le terrain, sans support cartographique par exemple. Par la suite, plusieurs places du quartier sont aménagées de la même façon : les participants indiquent directement sur le terrain la nature et l'emplacement des aménagements à réaliser. Ce transfert de compétences est également soutenu par un discours public qui valorise les compétences des habitants et se traduit dans des dispositifs innovants par rapport aux expériences des années 1990.

Certification et pouvoir de décision

Lors du colloque organisé à Berlin en mai 2002 sur les premiers résultats du programme « Soziale Stadt », Gerhard Schröder présente en ces termes les enjeux de la participation des habitants :

« Le programme Ville sociale ouvre de nouvelles perspectives pour une politique moderne et sociale dans les quartiers. Nous pensons que nous suivons la bonne voie. Pour déboucher, une telle initiative doit coordonner plusieurs domaines de compétences et plusieurs besoins. Elle nécessite pour cela la plus grande participation possible des citoyens, car ce sont les habitantes et les habitants qui sont le mieux à même de savoir quels sont les problèmes urgents qui affectent leurs quartiers. Et nous ne les gagnerons à un travail commun que si nous leur donnons la possibilité non seulement de donner leur avis mais aussi de décider. » (Schröder, 2002)

On retrouve dans ce court extrait les enjeux liés à la réforme de l'action publique au sein des administrations : coordination des services, mise en commun de moyens, gestion par projets. À cette première rhétorique réformatrice s'ajoute une seconde qui vise plus spécifiquement les habitants des quartiers concernés par le programme : il s'agit de leur confier des responsabilités en les impliquant directement dans sa mise en œuvre. La plupart des commentateurs ont rattaché ce discours aux démarches d'*empowerment* importées du développement communautaire anglo-saxon (IfS, 2004 ; Koehl, Sintomer, 2002). Nous avons vu plus haut que ces démarches étaient déjà présentes dans les expériences de « travail communautaire » développées dans les grands ensembles ouest-allemands dans les années 1970¹⁵⁴. Il faut davantage comprendre ce discours dans son articulation avec un ensemble de dispositifs, les fonds d'action et les jurys citoyens, qui ne découlent pas de ces expériences et dans lesquels les habitants détiennent un pouvoir de décision.

Durant les premières années du « management de quartier » la forme que prend la participation des habitants diffère d'un quartier à l'autre en fonction de l'expérience dont les managers disposent dans ce domaine. À partir du début des années 2000, elle s'inscrit dans des procédures standardisées et encadrées par le Sénat de Berlin. Les modèles des fonds de quartiers et des jurys citoyens sont en effet élaborés par l'administration du Sénat pour le développement urbain qui, certes, intègre des expériences antérieures à travers la consultation d'experts et des équipes de managers, mais s'appuie aussi sur des modèles issus d'expériences étrangères (Koehl, Sintomer, 2002, p. 42). Ils sont ensuite diffusés dans l'ensemble des quartiers à partir de directives précises sur le fonctionnement et la composition du public des dispositifs. Leur originalité, par rapport aux

154 Cf. supra, p. 124.

premières expériences introduites par les managers de quartier, tient à ce qu'ils confèrent un pouvoir de décision aux habitants, habilités à allouer des sommes ne dépassant pas 500 € à de petits projets dans le cas des fonds de quartier, puis des sommes plus importantes, de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers d'euros, dans le cas des jurys citoyens.

Dans le contexte de l'introduction de ces dispositifs, les discours politiques qui valorisent l'engagement citoyen ou leur capacité à évaluer les problèmes de leur quartier prennent une autre dimension. Je les interprète comme une façon d'instituer l'autorité du diagnostic des habitants. Pour reprendre l'idée que Doug Mc Adam, Sidney Tarrow et Charles Tilly ont développée pour rendre compte du mécanisme par lequel de nouveaux acteurs émergent dans le cours d'une lutte politique, on assiste ici à une opération de certification : « La certification fait référence à la validation des acteurs, de leurs performances et de leurs revendications par des autorités extérieures » (Mc Adam, Tarrow, Tilly, 2001, p. 145, ma traduction). L'opération de certification consiste à reconnaître la valeur des compétences ordinaires des habitants, compétences qui fondent leur légitimité à intervenir dans la prise de décision au même titre que les professionnels, associatifs ou privés, mobilisés dans les projets de développement des quartiers.

Le transfert de compétences que met en jeu le « management de quartier » comprend ainsi deux dimensions. La première n'est pas nouvelle : il s'agit de reconnaître aux habitants une capacité de diagnostic et d'action, c'est-à-dire leur capacité à s'organiser et à agir directement sur l'espace urbain. Cette dimension était largement présente dans les expériences de « travail communautaire » menées au début des années 1970 dans le Märkisches Viertel ou dans le cadre de la rénovation douce. Elle était aussi présente, malgré les limites que j'ai soulignées, dans la « procédure des Conseils » mise en place dans le Märkisches Viertel au début des années 1980. Dans le cadre du programme « Soziale Stadt », l'intervention des habitants est désormais directement intégrée au processus d'action publique même si elle reste très encadrée. La seconde dimension est plus innovante dans la mesure où elle confère aux habitants un pouvoir de décision, certes limité à une partie du budget global alloué à leur quartier dans le cadre du programme « Soziale Stadt ». Ces deux aspects ne sont pas sans conséquences sur la position des managers de quartier : il n'est plus nécessaire de disposer d'un savoir ou d'un savoir-faire spécifique pour agir et pour décider. Autrement dit, le processus par lequel les habitants se voient dotés d'un pouvoir de diagnostic et de décision ôte aux professionnels de la rénovation une partie de leur raison d'être et de leur légitimité. Si leur légitimité ne s'appuie plus sur la maîtrise d'un langage technique devenu superflu, sur quel savoir s'appuie-t-elle désormais ?

Les « managers de quartier » : un « savoir de position »

Si l'on regarde le profil professionnel des « managers de quartier » employés par les bureaux d'urbanisme ou les associations de quartier, on ne constate pas d'évolution particulière par rapport aux années 1980 ou 1990. Les bureaux UrbanPlan et Weeber+Partner continuent à recruter des profils qui entretiennent l'interdisciplinarité qu'ils revendiquent : les sciences sociales, en particulier la sociologie, représentent toujours les filières de formation privilégiées au côté de filières plus techniques comme l'urbanisme, l'architecture et la géographie. La dimension très locale des dispositifs encourage cependant les responsables à recruter des personnes disposant de compétences culturelles permettant de faciliter les liens de l'équipe avec les populations étrangères et immigrées, qui figurent parmi les populations cibles du programme. À Marzahn Nord, l'équipe compte systématiquement un représentant de la communauté locale des « Aussiedler ». À Wedding et à Kreuzberg, des membres de la communauté turque ou des personnes parlant le turc sont privilégiés. Ces tendances observées au cours de ma présence sur le terrain et des quelques séquences d'observation effectuées dans d'autres quartiers concernés par le programme à Berlin sont confirmées par le rapport d'évaluation de l'Institut de recherche urbaine (IfS, 2003, p. 95).

L'évolution de la mission des professionnels de la rénovation sur le terrain n'a donc pas eu d'effet, pour l'instant, sur leur profil professionnel. Cette situation renvoie à l'ambiguïté de leur position et de la légitimité de leur intervention sur le terrain. Mme Rossmann, par exemple, fait partie de la première équipe de « managers » dans le quartier nord de Marzahn, alors constituée de trois personnes. En 1998, elle a obtenu son doctorat de sociologie à l'Institut de sociologie urbaine et régionale de l'Université Humboldt de Berlin. D'après elle, les facteurs qui ont joué un rôle dans son embauche ont été, d'une part, sa formation à la recherche et, d'autre part, son expérience avec le public dans le cadre d'une structure de conseil aux locataires prévue par les procédures de rénovation à Prenzlauerberg (*Mieterberatung*). Cependant, elle n'a pas mobilisé directement ses connaissances sociologiques sur le terrain, puisque les « études sociales » commandées régulièrement par l'agence du quartier sur l'évolution de la situation sociale de la population ou de certains groupes du quartier sont sous-traitées à d'autres instituts, au bureau Weeber+Partner le plus souvent. Plus généralement, elle m'explique que son travail quotidien avait peu à voir avec la recherche sociologique, ce qui l'a encouragée par la suite à accepter un poste à la Difu qui lui offrait davantage de perspectives dans le domaine de la recherche appliquée¹⁵⁵. Autrement dit, « l'appartenance à la "profession" de sociologue (...) ne joue pas là où l'on croit, dans la supposée connaissance des groupes sociaux et l'application de ce savoir dans une situation réelle, mais dans la

155 D'après l'entretien du 27 février 2007.

mise au point de dispositifs d'intervention, de techniques de représentation et de gestion du changement institutionnel, de "dérégulation/rerégulation du social" ; en bref, dans la capacité à travailler et à tenir la position de tiers » (Anselme, 2003, p. 103). Ce propos de Michel Anselme concernant les « maîtrises d'œuvres sociales » qu'il a animées à Marseille dans les années 1980 se prête assez bien à la situation des « managers de quartier » à Berlin. Il souligne l'ambiguïté de la situation d'expertise que construit le dispositif du « management de quartier » : d'une part, l'expertise attendue des professionnels de la rénovation est déléguée aux habitants et aux acteurs locaux, considérés comme les « vrais experts » de leur quartier ; d'autre part, le savoir des professionnels de la rénovation sert à légitimer une position qu'ils ne tiennent pas de leur savoir mais de leur mandat, c'est-à-dire du contrat passé avec le Sénat de Berlin. Par la notion de « savoir de position », Michel Anselme désigne la capacité « à tenir et à construire une position d'intervention autonome en milieu réel » (Anselme, 2003, p. 101) qui constituerait, selon lui, la véritable expertise mobilisée par les « maîtres d'œuvre sociaux » ou, dans le cas berlinois, les « managers de quartier ». Ce « savoir de position » revêt trois dimensions fondamentales : il inscrit le changement comme objectif et moyen de l'intervention de l'ensemble des acteurs mobilisés ; il construit le quartier comme une scène fictive sur laquelle s'articulent l'ensemble des interactions, c'est-à-dire comme un espace public commun à l'ensemble des acteurs investis dans le dispositif ; enfin, l'intervention des « managers » est d'autant plus efficace que l'action, à savoir la transformation du quartier, est déléguée aux différents partenaires mobilisés.

À partir de cette modélisation du dispositif de « management de quartier », on peut tirer au moins deux conclusions quant à ses effets et aux conditions sociales nécessaires à son fonctionnement. On a d'abord affaire à un dispositif qui construit le « quartier » à la fois comme un enjeu et comme un cadre d'action commun à l'ensemble des acteurs mobilisés. Pour ce faire, il commence déjà par le définir, c'est-à-dire par le délimiter et par lui donner un nom. Ainsi, pour l'ensemble des partenaires investis dans le dispositif, il est question de « Marzahn NordWest », un « quartier » qui regroupe des entités plus anciennes définies par d'autres interventions : « Ahrensfelde Süd », « Marzahn Nord » et « Marzahn West », si l'on se réfère aux territoires définis par le plan de construction du début des années 1980¹⁵⁶ ; « Marzahn Nord » si l'on se réfère aux circonscriptions électorales du début des années 1990 et aux quartiers administratifs définis par l'administration de l'arrondissement à la même époque ; ou encore « Marzahn Nord » et « Marzahn West » si l'on considère cette fois les « espaces sociaux » (*Sozialräume*) définis par les services sociaux de l'arrondissement pour orienter leur action à l'échelle locale. À partir de l'installation du « management de quartier » à « Marzahn NordWest », cette dernière dénomination prend

156 Voir la carte p. 57, chapitre 1.

progressivement le dessus sur toutes les autres. Mais le nom de « Marzahn NordWest » ne définit pas seulement un territoire d'intervention. Il renvoie aussi à un lieu symbolique, une scène publique sur laquelle on s'investit, on prend la parole et on s'expose à l'évaluation collective. À partir de décembre 2001, un journal, intitulé « Nord-West » par le jury citoyen, donne une consistance narrative à cette scène, en relatant ses intrigues, en présentant ses divers protagonistes ou en conviant ses témoins à la commenter. Enfin, « Marzahn NordWest » est le nom donné à un enjeu public commun donnant lieu à des récits de toutes sortes mais aussi à des interventions concrètes qui en modifient les propriétés matérielles et symboliques.

Dans ce contexte, la notion d'action collective est définie par le dispositif avant tout comme une action « partenariale ». Contrairement aux expériences menées dans le Märkisches Viertel au début des années 1970, dont certaines ont abouti à la mobilisation des habitants dans le cadre d'« initiatives citoyennes », le « management de quartier » conçoit la mobilisation des habitants dans un sens beaucoup moins revendicatif et plus individuel. Il ne s'agit pas de structurer les intérêts des habitants et de les mobiliser contre les intérêts concurrents des acteurs politico-administratifs ou des sociétés immobilières mais bien de les associer à une action conjointe mobilisant des groupes hétérogènes. L'hétérogénéité du groupe « habitants » est elle-même reconnue au sein des dispositifs puisque l'un des enjeux du tirage au sort utilisé pour la composition des jurys citoyens est aussi de construire une représentation diversifiée des intérêts des habitants. Les maîtres mots du « management de quartier » sont ainsi le consensus, la coopération et la coordination des ressources. Cette évolution, repérée par Uwe-Jens Walther que je citais en introduction, n'est pas liée, me semble-t-il, aux caractéristiques sociales des quartiers concernés. Nous avons vu que la mise en place du « management de quartier » à Berlin s'inscrit dans le contexte d'une crise des principes traditionnels de gouvernement. Le « management de quartier » pourrait aussi bien s'inscrire dans un mouvement plus général de transformation des modes de gouvernement qui engage une reconfiguration des formes d'action collective et de ses modalités. Comme le suggèrent par exemple Aarchon Fung et Erik Olin Wright, le développement de modèles de gouvernement plus délibératifs n'engage pas seulement une transformation des modalités de l'action publique au sein des administrations et des institutions politiques mais aussi au sein des mouvements sociaux (Fung, Wright, 2005). Dans cette perspective, il s'agirait d'un changement de paradigme moins limité au domaine de la rénovation qu'étendu à l'ensemble de l'action publique.

Conclusion

Dans ce chapitre, j'ai dressé un panorama des programmes de rénovation dans le grand ensemble de Marzahn depuis les années 1990 à partir d'un point d'entrée particulier : la participation des habitants considérée comme un instrument d'action publique. J'en tire deux conclusions principales. D'abord, la césure temporelle ne se situe pas au début des années 1990 mais à la fin de cette période. Ensuite, le mouvement général de décentralisation de la prise de décision observé à la fin des années 1990 a des effets paradoxaux : il s'accompagne d'un mouvement de centralisation dans l'élaboration et la mise en œuvre des dispositifs utilisés pour opérer cette décentralisation ; il donne davantage de poids à la parole des habitants mais celle-ci n'est plus conçue comme l'expression d'un collectif constitué.

L'hypothèse de la transplantation des principes, méthodes, acteurs et dispositifs élaborés dans le cadre de la rénovation des grands ensembles ouest-berlinois au début des années 1980 vers les grands ensembles de la partie orientale de la ville dans les premières années de la décennie 1990 est en effet confirmée. L'action rénovatrice dans les grands ensembles est-berlinois s'inscrit donc dans une solution de continuité entre le début des années 1980 et la fin des années 1990. Ce phénomène explique que les expériences participatives menées à Marzahn au début des années 1990 se limitent à un usage instrumental des dispositifs : en l'absence de mobilisation forte des habitants, qui aurait pu donner à leur participation une portée plus politique et une dimension plus contestataire, celle-ci se limite à un instrument de cadrage. L'avis des habitants des quartiers à rénover est sollicité par les pouvoirs publics sur des questions qui sont des prétextes permettant d'avoir une prise sur leurs conduites : en les « faisant participer », il s'agit de les amener à considérer leurs problèmes comme redevables de l'intervention mise en œuvre par les pouvoirs publics. Ainsi, la participation des habitants apparaît comme une façon de valider *ex post* l'orientation technique de la rénovation dans les grands ensembles.

Le programme « Soziale Stadt » marque indéniablement une rupture dans les politiques de rénovation berlinoises : il substitue à une définition technique des problèmes urbains une lecture de l'espace qui insiste sur les effets sociaux de la ségrégation socio-spatiale ; il approfondit aussi les amorces de décentralisation introduites par les réformes administratives de la fin des années 1990 dans un édifice institutionnel encore fortement centralisé. Ces deux aspects reconfigurent les places

respectives qu'occupent les habitants et les professionnels de la rénovation sur le terrain : le « management de quartier » confère aux habitants une position d'experts à travers plusieurs dispositifs qui leur accordent un pouvoir de décision tandis que les savoirs et savoir-faire des professionnels ont une fonction moins opérationnelle et plus symbolique. Malgré cela, le pilotage de la participation reste encore très centralisé : la forme des dispositifs visant à faire participer les habitants ne dépend plus de l'expérience accumulée par les acteurs de terrain, comme c'était le cas dans les années 1990, mais elle est imposée par le gouvernement central.

En situant les expériences participatives menées à Marzahn dans les années 1990 par rapport à celles qui ont été menées à des époques antérieures à Berlin-Ouest, j'ai identifié deux sources d'inspiration principales qui se combinent dans les différents cas étudiés : une source communautaire qui met l'accent sur la mobilisation des habitants ; une source plus intellectuelle qui s'intéresse à leur place dans le processus décisionnel. Le « management de quartier » les associe dans un modèle d'action partenariale : à l'échelle locale, les différents acteurs en présence s'entendent sur des objectifs et des mesures qu'ils se chargent de mettre eux-mêmes en œuvre. Dans ce modèle d'action, la dimension collective de la participation des habitants, très présente dans les expériences de « travail communautaire » des années 1970 ou dans les formes décentralisées de prise de décision qui caractérisent la « rénovation douce » à Kreuzberg dans les années 1980, est oubliée. Les habitants adhèrent et participent individuellement aux projets réalisés dans le cadre de la rénovation de leur quartier. Ils ne sont plus porteurs d'un intérêt collectif préalablement constitué. On observe ainsi dans les dispositifs mis en place dans les grands ensembles une tendance à l'individualisation de la participation qui est aussi constatée par les chercheurs travaillant sur les centres urbains.

Cette dernière conclusion repose cependant sur l'observation d'un seul aspect de la participation des habitants. À ce stade, nous n'avons étudié que l'armature conceptuelle et matérielle des dispositifs visant à faire participer les habitants : les espaces publics qu'ils dessinent sont encore vides. Comment sont-ils appropriés par les habitants ? De quels types d'actions ces dispositifs sont-ils le cadre ? Qui s'y investit, comment et pour quoi faire ? Les acteurs collectifs en sont-ils vraiment absents ?

Des habitants loyaux

Usages sociaux du quartier et attaches familiales à l'environnement



Vues depuis le balcon de Greta Dahlewitz extraites de son album personnel, 3 mai 1991 et hiver 2003-2004 [Greta Dahlewitz, 50 ans environ, mariée, 2 enfants, éducatrice, habite le quartier depuis 1987]

Introduction

« (*Uwe Kloppenburg*) – Ça a changé. Quand nous avons emménagé, le quartier était neuf, tout juste construit, c'était encore l'époque de la RDA (...). Et ici vivaient beaucoup d'enseignants, d'éducateurs, des gens très qualifiés je veux dire. Et je dirais que 80 % de ceux-ci ont déménagé, ceux qui avaient encore de l'argent, un travail après la transition, ils se sont tous acheté un pavillon. Ce n'était pas aussi facile d'obtenir un pavillon du temps de la RDA. On l'a remarqué dans notre immeuble, ici, toutes les semaines, un camion de déménagement stationnait devant l'entrée et les gens déménageaient. Et à partir de là, il y a eu de plus en plus de *Aussiedler* et de personnes défavorisées (*sozial schwache Leute*) dans ce quartier. (*Moi*) – Et cela a posé des problèmes ou cela a changé l'ambiance dans l'immeuble ? (*Uwe*) – Je n'irais pas jusqu'à dire que ça a posé des problèmes, mais le climat est devenu différent. Du temps de la RDA, les gens avaient l'habitude de passer l'été devant l'immeuble, on s'occupait des jardins, les gens y installaient une table, buvaient ensemble un verre de vin ou de bière et discutaient ensemble. (*Moi*) – Vous voulez parler des « communautés d'immeuble » (*Hausgemeinschaften*¹⁵⁷), c'est ça ? (*Uwe*) – Oui, les « communautés d'immeuble », ça c'est fini, tout ça c'est fini. Il n'y a plus ce genre de choses. Et maintenant, ça se passe aussi comme ça, je ne sais pas si c'est à cause de la langue, mais je veux dire que beaucoup de *Aussiedler*, qui viennent de l'Est, du Kazakhstan ou quelque chose comme ça, ne disent même pas "bonjour" dans l'immeuble. Je trouve toujours ça bizarre, quand quelqu'un arrive et on dit "bonjour", il vous passe devant le nez. Certaines choses ont effectivement changé¹⁵⁸ » [*Uwe Kloppenburg*, 55 ans, marié, 2 enfants, ancien imprimeur au chômage de longue durée, habite le quartier depuis 1986].

« (*Mme Schmidt*) – Il faut dire qu'à cette époque [elle parle de la période socialiste], c'était bien mieux qu'aujourd'hui. Il suffit de regarder dans le coin : il y avait des librairies, il y avait, je ne sais pas, des magasins de chaussures, de vêtements

157 Ces organisations sont mises en place dans les immeubles par les Comités de quartier (*Wohnbezirksausschuß* – *WBA*) du *Nationaler Front*, la fédération réunissant l'ensemble des partis et des organisations de masse de RDA. Officiellement leur fonction est « d'amener la politique dans les foyers ». Dans la pratique, elles mobilisent les locataires pour l'entretien et la mise en valeur des espaces collectifs dépendant des immeubles (jardins, entrées, escaliers, etc.) et encadrent la sociabilité au sein des immeubles. Ces activités sont organisées par un bureau composé d'une ou plusieurs personnes en fonction de la taille des immeubles (*Hausgemeinschaftsleitung* – *HGL*).

158 Entretien du 28 novembre 2005.

bien sûr, et de porcelaine, et il y avait beaucoup de choses qui manquent aujourd'hui. (*M. Schmidt*) – Il n'y avait pas tout, mais beaucoup de choses. (*Mme Schmidt*) – Beaucoup, beaucoup de choses, oui. On ne devait pas forcément aller ailleurs. Ce qui n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui¹⁵⁹ » [Mme Schmidt, 70 ans environ, ancienne responsable du service des relations publiques d'une chaîne de supermarchés est-allemands à la retraite ; M. Schmidt, 80 ans, enseignant en histoire à la retraite ; habitent le quartier depuis 1986].

« (*Birgitt Schneider*) – Dans l'ensemble, on peut dire que ça n'a pas beaucoup changé à Marzahn. C'est vrai que tu n'as plus autant de contacts avec les gens, parce que, comme dit, dans un immeuble de 11 étages comme celui-ci ; comme dit, j'habite ici depuis 20 ans dans un immeuble de 11 étages comme celui-ci, et y a des gens qui sont aussi restés dans l'immeuble depuis 20 ans, comme dit, on se connaît, en 20 ans, on finit par se connaître. (*Moi*) – Tu veux dire qu'il n'y a pas tellement de gens qui ont déménagé ? (*Birgitt*) – Non, je dirais que les Berlinoises sont encore tous restés ici. Seulement ceux qui étaient dans les *HGL* (*Hausgemeinschaftsleitung*¹⁶⁰) sont partis, tu sais ce que c'est les *HGL* n'est-ce pas (...). C'étaient des gens qui étaient chargés de faire ça dans l'immeuble, ils avaient un cahier (...) et quand par exemple tu recevais de la visite de l'Ouest, ils ont cherché quelqu'un de la *Stasi* (*Staatssicherheit*¹⁶¹), tu sais, et tu devais déclarer ta visite dans l'immeuble, dire que tu avais de la visite qui venait de Munich ou quelque chose dans le genre, et alors tu te faisais surveiller. (...) Ou alors tu avais quelque chose qui n'existe plus vraiment maintenant, pendant la saison froide, quand on était tous dans les appartements, par exemple, la *HGL* disait qu'elle organisait une soirée dansante ou alors, je ne sais pas, ils ont fait des grillades, alors tout le monde s'asseyait dehors devant la porte et faisait des grillades. C'est comme ça qu'on arrive à faire une communauté, que les gens se rencontrent. Maintenant, les gens sont placés comme ça dans un immeuble de 11 étages, et disons que les gens ne connaissent plus du tout les autres dans l'immeuble, ils te disent juste "Bonjour" en bas mais personne n'essaie de trouver le contact avec les autres, ils aimeraient bien, mais ils ne savent pas par quoi commencer, parce qu'ils te connaissent pas. Et tu fais sans eux, tu vas seulement voir ceux que tu connais... Et quand j'ai emménagé ici, tu vois, je connaissais déjà Madame K., je connaissais déjà mon voisin, je connaissais ceux du 11^e en haut, parce que ce sont des gens que je connaissais de vue, en faisant les courses, ils habitaient aussi depuis 20 ans ici¹⁶² » [Birgitt Schneider, 53 ans,

159 Entretien du 15 mars 2006.

160 Voir la note p. 159.

161 Police secrète de l'État est-allemand.

162 Entretien du 1^{er} mars 2006.

divorcée, 4 enfants, ancienne employée de l'entreprise de transports publics berlinoise au chômage de longue durée, habite le quartier depuis 1985 et son appartement actuel depuis 2005].

« (*Jens Fischer*) – Quand je repense à mon enfance, comment j'ai été élevé, tout était aussi très différent. On n'avait pas de problèmes, on pouvait discuter avec les autres jeunes ou les autres enfants, ou on a tout simplement fait quelque chose ensemble, mais aujourd'hui il faut plus s'attendre à se prendre soit un commentaire idiot, soit une baffé (...). Quand on faisait des sorties ou quand on était entre nous, je trouve qu'à l'époque on pouvait parler autrement aux enfants, parce qu'aujourd'hui ils te disent : "tu n'as rien à me dire" ou "de toute façon personne ne m'oblige à le faire" et... que de l'agressivité, et plus que des gros mots, c'est terrible, je trouve (...). (*Julia Fischer, la mère de Jens*) – Ce qu'il raconte, on le remarque vraiment, que les enfants déjà entre eux ; on est souvent dehors pendant le week-end, et on le voit aux autres enfants. À 7 ou 8 ans, ils sont déjà aussi insolents que la génération des 12-13, je trouve ça très effrayant, je trouve ça terrible, et quand on parle avec les parents, c'est encore pire. Parce qu'ils ont l'air complètement dépassés, "Mon Dieu, mes enfants n'auraient jamais fait ça" ou alors ils sont déjà complètement saouls dès le matin, et ça je trouve que ça a vraiment augmenté à Marzahn¹⁶³ » [Julia Fischer, 37 ans, mère élevant seule ses trois enfants, au chômage de longue durée ; Jens Fischer, 18 ans, apprenti en électronique ; originaires du centre de Berlin-Est, habitent Marzahn depuis 1996].

« Au début, tout était propre ici, ça m'a vraiment étonné, vraiment. Mais ça aussi ça disparaît ici. Oui, ça devient de plus en plus sale, maintenant tu as même un peu peur le soir de rentrer chez toi, quand t'es une femme. C'était pas comme ça ici au début. J'ai absolument pas connu ça. Pour moi, c'était comme les vacances. Vraiment bien. Vraiment, c'était excellent. (...) Je ne sais pas de quoi ça vient. Je ne sais pas de quoi ça vient. Alors bon, il y a Hartz IV¹⁶⁴ depuis 2 ans. Mais c'est devenu de pire en pire. La tendance est vraiment merdique¹⁶⁵ » [Fabian Kaufmann, 43 ans, marié, 3 enfants, ancien employé des postes au chômage de longue durée, originaire de Kreuzberg (Berlin-Ouest), habite le quartier depuis 2000].

163 Entretien du 22 février 2007.

164 Réforme qui prévoit la fusion de l'allocation chômage et de l'aide sociale à compter du 1^{er} janvier 2005 : quelle que soit la durée du dernier contrat de travail, au-delà d'un an de chômage, le montant des aides n'est plus proportionnel à l'ancien salaire mais dépend des barèmes de l'aide sociale. Le projet de réforme porte le nom du Président de la Commission gouvernementale qui en est à l'origine, Peter Hartz, ancien PDG du groupe Volkswagen.

165 Entretien du 17 janvier 2006.

« Ce n'est plus aussi beau qu'avant par ici » est la phrase qui introduit le plus souvent les réponses des personnes que j'interroge au sujet des transformations sociales dans le quartier nord de Marzahn. Comme en témoignent ces photographies et ces extraits d'entretiens, cette formule consensuelle cache des appréciations différentes des transformations du quartier. Les marques du changement retenues par mes interlocuteurs varient en fonction de leur âge, de leur date d'arrivée dans le quartier, de leur situation socioprofessionnelle, du type d'espaces qu'ils ont l'habitude de fréquenter ou de leurs expériences résidentielles antérieures. La première photographie et les trois premiers entretiens résument le regard que des personnes qui habitent le quartier depuis la période socialiste portent sur le changement. La césure de la réunification structure clairement son évaluation. La vue que Greta Dahlewitz prend depuis son balcon au début des années 1990 donne sur la rue. L'augmentation du trafic automobile après la réunification, avec les problèmes de stationnement jusque-là relativement inconnus en Allemagne de l'Est, focalise l'attention. Cette photographie reprend un motif que j'ai retrouvé dans plusieurs entretiens : la voiture y apparaît comme le signe avant-coureur d'une mutation des modes de vie à l'Est, qui se conforment de plus en plus aux standards ouest-allemands. Dans le premier entretien, la période socialiste est assimilée à un âge d'or caractérisé par une forte sociabilité au sein des immeubles qui disparaît avec le renouvellement de la population et l'arrivée de foyers défavorisés ou étrangers. Bien que son discours réactive le mythe du rapprochement des classes sociales au sein des grands ensembles, mon interlocuteur met aussi en évidence l'homogénéité des projets résidentiels de ceux qui y accèdent à cette époque : que l'on y arrive dans le cadre d'une mutation professionnelle ou à l'issue d'une demande de logement adressée aux autorités, ils représentent un point d'aboutissement. Dans le contexte de la RDA, on ne peut guère espérer mieux en matière de logement. La diversification des formes d'habitat et des lieux de résidence après la réunification démultiplie ainsi les projets résidentiels. Le deuxième entretien insiste sur l'évolution de l'offre commerciale dans le quartier. Ce discours est d'autant plus étonnant que la société est-allemande est connue pour avoir été marquée par des pénuries chroniques dans le domaine des produits de consommation courante et que le quartier nord de Marzahn, achevé en dernier, ne comptait que très peu de commerces avant la réunification. Ce n'est donc pas la quantité mais la qualité de l'offre commerciale qui est ici visée : bien que le nombre de magasins ait objectivement augmenté, les produits habituellement consommés ont disparu ou sont désormais disponibles dans d'autres parties de la ville. En mobilisant les données sur les caractéristiques socioprofessionnelles de mes interlocuteurs, je peux interpréter leurs discours de la façon suivante : ils apprécient négativement le changement parce qu'ils appartiennent à une catégorie sociale dont le mode de vie, autrefois dominant dans les grands ensembles, est aujourd'hui menacé par l'arrivée de nouveaux habitants. Le discours de la troisième

interlocutrice confirme cette interprétation : dans son cas, le départ des « étrangers », c'est-à-dire des anciens habitants non-Berlinois¹⁶⁶, et de ceux qui affichaient leur loyauté politique à l'égard du parti au pouvoir, est vu comme un bienfait, qui renforce la cohésion entre les anciens habitants malgré la disparition des organisations qui encadraient la sociabilité dans les immeubles. L'arrivée de nouveaux habitants ne paraît pas troubler la cohésion des « anciens ». Ceux-ci entretiennent seulement des rapports plus anonymes avec eux. Les anciens habitants ne sont pas les seuls à percevoir un changement mais dans les deux entretiens effectués avec des personnes arrivées plus récemment dans le quartier le point de rupture est moins net. Mes interlocuteurs ont plus de difficultés à identifier les causes des transformations. Pour autant, leur perception n'est pas seulement liée à l'évolution des attentes formulées à l'égard du quartier avec le passage à l'âge adulte ou à l'évolution éventuelle du projet résidentiel de départ. Mes interlocuteurs pointent en effet des signes objectifs de transformations sur lesquels ils butent dans leur usage quotidien du quartier : la saleté des espaces collectifs attenants au logement, le sentiment d'insécurité ou le comportement agressif des enfants et de leurs parents les gênent dans certaines de leurs activités (habiter son logement, sortir le soir, passer le week-end dehors). Ces deux extraits d'entretiens montrent ainsi comment d'anciens motifs d'attachement au quartier (la propreté, la sécurité, la qualité des relations de voisinage) peuvent se retourner en bonnes raisons de le quitter. Les marques du changement photographiées par Greta Dahlewitz en 2004 sont du même ordre que celles relevées par les nouveaux habitants. Cette photographie contraste avec la première par la dimension spectaculaire que prennent les transformations urbaines avec le projet de restructuration de la société immobilière communale. Greta Dahlewitz assiste en direct depuis sa fenêtre à la déconstruction de l'immeuble voisin. Celle-ci n'affecte pas la vue dans certains de ses détails (les véhicules en stationnement), comme c'était le cas en 1991, mais en reconfigure profondément le paysage.

Ces photographies et ces entretiens soulèvent deux questions. La première porte sur les grands ensembles comme « projet résidentiel » après la réunification. Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire ont montré à partir d'une enquête menée en 1968 dans un grand ensemble du nord de Paris comment la coexistence dans un même espace de projets résidentiels différents était la source de conflits de cohabitation (Chamboredon, Lemaire, 1970). Quelle est la configuration des rapports sociaux entre les différentes catégories de la population à Marzahn Nord ? Selon quels schémas ces catégories se partagent-elles l'espace et quelle forme prend leurs échanges dans les

166 A l'occasion du premier chapitre, j'ai indiqué qu'une partie importante de la population des grands ensembles de Marzahn (entre 20 % et 40 % selon les périodes) était originaire d'autres régions de RDA et arrivait à Berlin par voie de mutation professionnelle. Dans l'ensemble, elle dispose d'un niveau de diplôme plus élevé que les habitants provenant du centre de Berlin-Est. Cf. supra, p. 61. Dans le discours de mon interlocutrice, le qualificatif « non-Berlinois » est donc aussi l'indice d'une origine sociale qui n'est pas populaire.

lieux où leur rencontre est inévitable ? La seconde question soulevée par les photographies et les entretiens concerne les formes d'attachements produites par l'usage quotidien de l'espace urbain et donc, plus généralement, la capacité des grands ensembles à fixer des populations. À l'occasion du premier chapitre, j'ai déjà insisté sur les vagues de départs au milieu des années 1990 et les explications qu'en donnent les sociologues et les géographes allemands. À force d'insister sur les flux résidentiels au départ des grands ensembles, on oublie trop souvent qu'une bonne partie de la population d'origine y est restée et que de nouveaux habitants s'y sont installés durant les années 1990. Qu'est-ce qui retient ceux qui restent ? Comment se passe l'insertion de ceux qui arrivent ?

Le quartier comme environnement social et familial

Ces deux questions correspondent à deux façons d'aborder un même objet : le rapport au quartier. En sociologie urbaine, cette notion désigne à la fois les usages que les habitants font des espaces de leur quartier et les représentations qu'ils associent à cet espace et à ses habitants. En France, il existe une littérature abondante sur ce thème qui porte aussi bien sur les grands ensembles (Althabe, 1993 [1985] ; Bidou-Zachariassen, 1997 ; Chamboredon, Lemaire, 1970 ; Chombart de Lauwe, 1960 ; Collectif, 1997 ; Dubet, Lapeyronnie, 1992 ; Lefebvre, 1960 ; Pétonnet, 2002 ; Pinçon, 1982 ; Villechaise, 2000) que sur les quartiers anciens des centres urbains (Authier, 2001 ; 2003 ; 2008 ; Chalvon-Demersay, 1998 ; Coing, 1966 ; Simon, 1997). Malgré des partis théoriques et des hypothèses de travail souvent très différents, ces travaux montrent que les rapports au quartier sont socialement et spatialement différenciés. Cette différenciation apparaît comme le produit de la rencontre entre les propriétés sociales de l'espace (la morphologie de l'habitat, la localisation, l'histoire ou la distribution spatiale des groupes sociaux) et celles des individus qui y vivent (origines sociales, âge, sexe, statut d'occupation, trajectoire sociale, résidentielle et éventuellement migratoire) (Authier, 2007). Partant de ce résultat, mon approche consiste à observer comment les usages socialement et spatialement différenciés du quartier façonnent des attaches qui le constituent en environnement social ou familial. Je distingue en effet deux types d'attaches qui correspondent à deux façons différentes de constituer le quartier en « environnement ». Selon la première de ces modalités, il correspond à l'« environnement social » d'une personne. Ce premier type d'attaches recouvre ce que les sociologues de la première génération de l'École de Chicago désignent par le terme de « voisinage » (McKenzie, 1984 [1921] ; Park, 1984 [1925]). Il correspond, pour ces sociologues soucieux de décrire les nouvelles formes de vie collective qui se développent avec la mobilité accrue des hommes, à la persistance d'une forme de sociabilité primaire ou traditionnelle qui caractériserait davantage les villages ou les petites villes. Autrement dit, le « voisinage » renvoie à des formes d'interactions personnalisées opposées aux modes de relations plus anonymes qui se

développent avec la mobilité des hommes dans les grandes villes. La seconde modalité d'attachement au quartier relève de ce que Laurent Thévenot appelle le « régime d'engagement familial » : une façon d'évaluer son action et d'aménager l'environnement de cette action qui n'implique personne d'autre que soi-même (Thévenot, 2006). Dans cette perspective, le quartier représente un environnement familial, c'est-à-dire un système discontinu de repères personnels qui guident le cours des activités effectuées dans ce régime. Contrairement au « voisinage », l'environnement familial ne vaut ou n'existe que pour une personne et ne donne pas lieu à communication ou à échange avec autrui¹⁶⁷. Aussi intéressante soit-elle pour la sociologie urbaine, en quoi une telle perspective sur les rapports au quartier est-elle pertinente du point de vue de la participation des habitants ? Quel lien existe-t-il entre les rapports au quartier, les attaches sociales et familiales qu'ils façonnent et la participation des habitants, considérée à la fois comme un discours sur la ville et une action politique ?

Participation et loyauté

Pour répondre à cette question, j'emprunte la notion de loyauté (*Loyalty*) à Albert Hirschman (Hirschman, 1995 [1970]). Ce terme désigne la relation de fidélité que peut entretenir un consommateur à un produit ou un adhérent à une organisation politique. Dans la littérature sur les mouvements sociaux, la notion de loyauté fait partie d'un triptyque souvent présenté comme un choix entre trois alternatives également disponibles à un individu mécontent d'une situation : sortir (*exit*), rester (*loyalty*) ou exprimer publiquement son mécontentement (*voice*)¹⁶⁸. Le chapitre d'Hirschman consacré à la « théorie du loyalisme » propose cependant un modèle d'articulation entre les deux derniers termes (*loyalty* et *voice*) particulièrement intéressant pour mon propos : la loyauté, c'est-à-dire la fidélité au bien ou à l'organisation qui est à la source du mécontentement, est favorable à l'expression publique de ce dernier dans la mesure où elle constitue une barrière à la défection (*exit*) (Hirschman, 1995 [1970], p. 124). Autrement dit, en engageant un individu à maintenir pour un temps sa relation avec le bien ou l'organisation dont il est mécontent, la loyauté l'incite à tenter d'améliorer les choses de l'intérieur avant de se résoudre à partir. Si je retraduis cette hypothèse dans des termes plus appropriés à mon objet, j'obtiens la proposition suivante : les attaches sociales et familiales au quartier, façonnées par les usages quotidiens de ses espaces, n'y retiennent pas seulement ses habitants mais les portent aussi à essayer d'améliorer les choses avant d'envisager de déménager.

167 Je n'utilise pas l'ensemble du système conceptuel de Laurent Thévenot, je me contente de lui emprunter librement la notion de « régime d'engagement familial ».

168 Sur ce point, on peut se reporter à la présentation du texte d'Hirschman que propose la plupart des manuels sur la sociologie des mouvements sociaux : Neveu, 1996 ; Mathieu, 2001.

Mon analyse des rapports au quartier n'a donc pas pour vocation d'être exhaustive. Elle est orientée par une question qui lie ce chapitre au suivant : comment s'articulent le rapport au quartier et l'engagement politique ? Elle se concentre sur les rapports au quartier des personnes qui s'engagent dans sa vie publique, ce qui, comme je le montrerai dans la suite de ce chapitre, me conduit à focaliser l'enquête sur trois catégories sociales qui cohabitent à Marzahn Nord. Cependant, par rapport aux enquêtes statistiques menées sur ce thème, mon approche éclaire sous un autre jour les conflits de cohabitation et les dynamiques sociales d'appropriation de l'espace. L'étude des attaches sociales et familiales au quartier suggère que les groupes sociaux se concurrencent moins pour l'appropriation des ressources matérielles et symboliques de l'espace urbain que pour la maîtrise et le maintien de leur environnement social et familial. Les formes concurrentes d'appropriation de l'espace modifient certaines de ses propriétés matérielles (ambiance sonore, offre commerciale spécifique, qualité des services publics, etc.) et symboliques (images du quartier, représentations associées à ses espaces et à ses habitants, etc.) et menacent l'intégrité des attaches sociales et familiales que chaque usage façonne. Dans certains cas, elles débouchent sur des disputes qui prennent une dimension publique¹⁶⁹.

J'étayerai cette hypothèse en analysant les usages de deux types d'espaces : le logement et les équipements collectifs. J'examinerai successivement deux modalités d'usage de ces espaces en montrant comment elles s'inscrivent dans des rapports socialement différenciés au quartier : le premier mode isole le logement des autres espaces du quartier tandis que le second investit le logement ou les équipements d'une forte sociabilité. Les choix méthodologiques sur lesquels repose ce repérage nécessitent cependant une discussion préalable : pourquoi focaliser mon attention sur le logement et les équipements ? Dans quelle mesure un dispositif d'enquête ethnographique est-il adapté à l'étude des attaches sociales et familiales au quartier et de la différenciation sociale des usages qui les façonnent ?

169 Pour l'instant, je m'en tiens à une acception large du terme : pour avoir une dimension publique, une dispute doit impliquer la référence à un tiers (Heurtin *et al.*, 1995).

I. Les rapports au quartier à Marzahn Nord : dispositif d'enquête

Au fil de mon enquête, j'ai opéré des choix théoriques et méthodologiques qui soulèvent deux problèmes. Le premier concerne l'usage de la littérature française sur les grands ensembles. Celle-ci constitue une source importante d'hypothèses empiriques pour mon enquête. Cette référence est-elle cependant pertinente pour le cas de Marzahn ? Howard Becker a déjà rendu compte des bons et des mauvais usages de la littérature scientifique (Becker, 2004 [1986], pp. 143-156). Je ne reviendrai donc pas sur son analyse. Cette question m'intéresse ici parce qu'elle me permet de situer le cas de Marzahn par rapport aux exemples français et de montrer la pertinence de l'entrée par le logement et les équipements pour rendre compte des rapports au quartier et des dynamiques sociales d'appropriation spatiale à Marzahn Nord. Le second problème concerne la méthode d'enquête que j'ai choisie pour étudier ces objets. En France, les principales enquêtes menées sur les rapports au quartier sont des enquêtes comparatives qui exploitent des données quantitatives éventuellement complétées par des entretiens. L'objectif de la comparaison est de contraster les situations locales, les formes urbaines ou les catégories d'habitants considérées (Authiers, 2001 ; 2003 ; 2008 ; Bidou-Zachariasen, 1997 ; Chamboredon, Lemaire, 1970 ; Collectif, 1997). Contrairement à ces travaux, mon analyse s'appuie sur une monographie de quartier. Or, plusieurs auteurs ont souligné le biais « écologiste » des travaux sur les grands ensembles qui reposaient sur ce type d'approches (Amiot, 1986 ; Magri, 2008). Dans mon cas, l'adoption d'une démarche ethnographique permet d'éviter ce biais : les usages observés en situation sont restitués dans le contexte des trajectoires sociales et résidentielles des individus. Par rapport aux enquêtes quantitatives, la démarche ethnographique permet aussi de rendre compte plus finement des dynamiques sociales d'appropriation de l'espace. Néanmoins, sous cette forme, mon dispositif d'enquête ne permet pas de saisir les attaches familiales au quartier. Pour combler cette lacune, j'ai donc fait appel à la photographie.

I. 1. Une entrée par le logement et les équipements

Le logement et les équipements se sont imposés comme points d'entrée pour rendre compte des usages sociaux du quartier à Marzahn Nord après la lecture des travaux menés en France sur les grands ensembles. Transposer la grille de lecture que propose cette littérature au cas de Marzahn Nord suppose une comparaison implicite entre ce quartier et les quartiers de grands ensembles français. A-t-on effectivement affaire au même type d'espaces ? Ensuite, le logement et les équipements constituent eux-mêmes des espaces spécifiques au sein d'un quartier. Comment reconstituer des rapports au quartier à partir des usages de ces seuls espaces ? Quels avantages et quelles limites présente cette façon de procéder ?

Marzahn : grand ensemble ou ville nouvelle ?

Bien que deux numéros de la revue *Histoire Urbaine* reviennent sur l'opposition entre grands ensembles et villes nouvelles (Fourcaut, Vadelorge, 2006 ; Hervier, 2007), on ne peut ignorer qu'en France ces deux expériences urbaines ont chacune donné lieu à une littérature spécialisée que je pouvais également mobiliser pour aborder mon enquête à Marzahn Nord¹⁷⁰. Pourquoi avoir privilégié la littérature sur les grands ensembles ? Je répondrai à cette question en montrant que par la morphologie de son habitat, sa localisation, son histoire urbaine et son mode de peuplement, Marzahn ressemble davantage aux grands ensembles qu'aux villes nouvelles françaises.

En France, grands ensembles et villes nouvelles correspondent à deux projets distincts quoique contemporains. Les premiers sont érigés entre 1950 et 1973 à la périphérie des villes françaises dans un périmètre défini par l'État (Zone d'Urbanisation Prioritaire – ZUP) pour répondre à la pénurie de logements qui caractérise la période de l'après-guerre. Les secondes sont construites à partir de la seconde moitié des années 1960 dans le cadre d'une reconfiguration des rapports entre l'État et les collectivités territoriales et d'un discours politique qui conclut à la faillite de l'expérience des grands ensembles¹⁷¹ (Fourcaut, 2006). On ne rencontre aucune distinction de ce type en RDA ou dans les autres pays de l'Est. Les équipes hongroises et polonaises qui participent à la recherche internationale sur les villes nouvelles dirigée par Nicole Haumont éprouvent ainsi des difficultés à définir leur objet : « Le plus souvent les villes nouvelles ont été construites en relation avec un

170 Pour un aperçu et une comparaison historique de la littérature produite sur les grands ensembles et les villes nouvelles entre 1965 et 1975, voir Vadelorge, 2006.

171 On en dénombre 5 en région parisienne (Marne-la-Vallée, Évry, Melun-Sénart, Saint-Quentin-en-Yvelines et Cergy-Pontoise) et 4 en province (Val-de-Reuil près de Rouen, Villeneuve-d'Ascq près de Lille, L'Isle-d'Abeau près de Lyon et les Rives de l'Étang de Berre près de Marseille).

village, un bourg ou une ville existante. La ville est "nouvelle" quand elle est cinq, dix fois plus grande que l'unité préalablement existante ? Est-ce que toutes les villes à croissance rapide sont des villes nouvelles ? Peut-on appeler ville nouvelle celle qui a été conçue selon un plan spécifique ? En ce qui nous concerne, nous définirons la ville nouvelle comme une ville qui a été construite selon un plan d'urbanisme précis, avec une taille prévue au moins dix fois supérieure à l'unité existante » (Haumont *et al.*, 1999, p. 237). Contrairement aux chercheurs français, les chercheurs hongrois et polonais ne peuvent s'appuyer sur un discours politique ou un projet urbain qui distingue clairement « grands ensembles » et « villes nouvelles ». Dans les contextes socialistes, les urbanisations nouvelles réalisées entre 1955 et la chute du Mur de Berlin font en effet partie du même projet, quelle que soit leur forme, leur taille ou leur localisation : celui de la « ville socialiste ». Ce projet, qui mise sur les transformations de l'urbanisme pour produire une nouvelle société, n'est pas très éloigné de celui que Paul-Henry Chombart de Lauwe et Henri Lefebvre voient, selon des modalités différentes, dans les grands ensembles français. Pour le premier, cette nouvelle forme d'habitat, caractérisée par la cohabitation entre différentes catégories sociales, constitue une situation quasi expérimentale susceptible de produire de nouvelles structures sociales (Amiot, 1986, p. 42). Pour le second, les grands ensembles réunissent, pour les mêmes raisons, les conditions de « la reconstitution sur de nouvelles bases de la réalité et de la conscience [de la classe ouvrière] » (Magri, 2008, p. 186). Dans le discours des architectes qui conçoivent les grands ensembles est-allemands, ces derniers se distinguent cependant de leurs homologues ouest-européens par leur contexte social : le nouvel urbanisme ne produit pas à lui seul de nouvelles structures sociales mais facilite l'expression d'une organisation sociale qui est déjà transformée (Rowell, 2006, p. 95). Malgré ces nuances, les formes urbaines restent essentiellement les mêmes : issues d'une pensée développée dans les années 1920 à partir des expérimentations du *neues Bauen*, elles reposent sur des techniques de construction et des formes architecturales mises au point dans les années 1950 (Rowell, 2006, p. 83). La taille, parfois spectaculaire, des grands ensembles est-allemands, leur localisation en périphérie urbaine et leur organisation spatiale particulière ne découlent pas d'un modèle propre mais sont l'effet de l'industrialisation des techniques de construction (fabrication en usine, concentration économique du secteur du bâtiment) et des conditions d'assemblage sur le chantier : l'usage de très lourdes grues, fixées sur des rails, n'est rentable qu'à partir d'un nombre de logements suffisamment important, demande de l'espace et détermine une disposition « en ligne » des immeubles (Rowell, 2006, p. 93). La taille et l'accessibilité des équipements associés à une unité résidentielle (environ 5 000 logements) sont définies par des normes qui visent à garantir leur rentabilité (Roweill, 2006, p. 94 ; Smith, 1996, p. 75). Si l'on compare les sondages effectués à Marzahn et dans d'autres grands ensembles ouest-allemands durant la phase de construction, on

remarque que les habitants expriment la même insatisfaction à l'égard des équipements, à l'exception des aires de jeu à Marzahn (Niederländer, 1987, pp. 58-66 ; Zapf *et al.*, 1969, pp. 253-346). Ces résultats suggèrent que des deux côtés du Mur, l'organisation fonctionnelle de l'espace pose les mêmes problèmes d'usage. L'exception des aires de jeu à Marzahn indique cependant que dans le contexte socialiste, les grands ensembles peuvent paraître, sous certains aspects, mieux équipés que les quartiers anciens des centres urbains qui ont été délaissés par les politiques urbaines du régime.

Si Marzahn ressemble aux grands ensembles d'Europe de l'Ouest par le projet urbain qui oriente sa construction, sa localisation périphérique et la morphologie de son habitat, la composition sociale de sa population au début des années 1990 est proche de celle des villes nouvelles d'Ile-de-France (Cergy-Pontoise et Marne-la-Vallée) étudiées par l'équipe de Nicole Haumont (Haumont *et al.*, 1999) : les employés et les professions intermédiaires représentent une part importante dans la population active¹⁷². J'ai montré dans le premier chapitre que cette propriété distingue aussi Marzahn des autres grands ensembles est-allemands mais qu'elle est liée à un effet de contexte : bien que les modes de peuplement soient les mêmes, leurs résultats diffèrent parce que le profil de Berlin-Est est beaucoup moins industriel que celui des autres villes de RDA¹⁷³. Dans les villes nouvelles françaises, la composition sociale de la population découle au contraire de la présence d'un contingent important d'accédants à la propriété (Haumont *et al.*, 1999, p. 56). Autrement dit, malgré une composition sociale très proche, nous avons affaire à des modes de peuplement différents. Plus haut, j'ai indiqué que, pendant la période socialiste, l'accès aux logements dans les grands ensembles est contrôlé par trois filières (la filière municipale, les grandes entreprises publiques et les coopératives de logement) qui sélectionnent la population en fonction de critères qui ne sont pas ceux du marché (principe d'égalité pour la première vs. principe d'efficacité économique pour les deux autres). Ces conditions d'accès au logement rapprochent le cas de Marzahn de celui des grands ensembles ouest-européens, où, dans les années 1970, les logements sont attribués en fonction de critères censés compenser les inégalités du marché. Certes, à Marzahn, le processus de privatisation après la réunification contribue à diversifier les bailleurs et à introduire des logiques de gestion plus conformes aux lois du marché. Cependant, ce processus ne modifie pas le statut d'occupation des logements : le logement locatif reste dominant¹⁷⁴. Ensuite, dans les années

172 En 1991, la part des employés dans la population active de Marzahn est de 61,5 % (Mikrozensus, E3, StaLa Berlin) tandis qu'elle représente 55,4 % de la population active de Marne-la-Vallée et 57,3 % de celle de Cergy Pontoise en 1990 (Haumont *et al.*, p. 56).

173 Pour des exemples chiffrés, se reporter à la note p. 61.

174 Seuls 1 % des occupants sont propriétaires de leur logement dans le grand ensemble de Marzahn en 1998 (Chiffre Senatsverwaltung für Stadtentwicklung, Privatisierung in den östlichen Bezirken nach Altschuldenhilfegesetz, 31.12.1998.).

1990, on observe des processus similaires dans les grands ensembles français : confrontés à la dégradation de certaines fractions de leur parc, les bailleurs sociaux adoptent des logiques de gestion tout aussi ségrégatives et discriminantes que celles que j'ai repérées à Marzahn Nord (Masclet, 2003, pp. 53-76). Ainsi, quels que soient les critères considérés, le secteur de grands ensembles de Marzahn partage davantage de propriétés avec les grands ensembles d'Europe de l'Ouest qu'avec les villes nouvelles françaises. Quels enseignements puis-je tirer de cette ressemblance du point de vue de l'étude des rapports au quartier ?

Une entrée par le logement et les équipements : enjeux et limites

Le débat inauguré par Paul-Henry Chombart de Lauwe et Henri Lefebvre fait de la question des rapports sociaux de classe un problème central de la littérature française sur les grands ensembles. Comment ai-je déduit de cette littérature que le logement et les équipements collectifs constituent des points d'entrée intéressants pour reconstituer les rapports au quartier ? Quelles limites ces points d'entrée posent-ils à l'analyse des dynamiques sociales d'appropriation spatiale ? La revue de la littérature française sur les grands ensembles montre d'abord que la grille d'analyse proposée par l'article de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire n'a pas été fondamentalement remise en cause par les travaux plus récents sur les « banlieues ». Cette grille plaide pour une articulation entre les usages du logement et ceux des espaces collectifs du quartier (rue, cage d'escalier, équipements) : l'usage du logement s'inscrit en effet dans des dynamiques concurrentes d'appropriation de l'espace qui se manifestent dans les représentations que les différents groupes sociaux associent aux usages des espaces collectifs. À Marzahn Nord, les dynamiques d'appropriation dont les équipements collectifs font l'objet impliquent trois catégories sociales : l'ancienne « Intelligence socialiste », les catégories populaires et les « Aussiedler ». Mon analyse se concentre ainsi sur ces catégories qui sont aussi les plus présentes dans la vie publique du quartier.

« Proximité spatiale et distance sociale » : les leçons d'une enquête

L'article que Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire publient en 1970 fait date parce qu'il remet en cause le parti écologiste des travaux de Paul-Henry Chombart de Lauwe et d'Henri Lefebvre : aucune transformation sociale n'est à attendre de la cohabitation si ce n'est une accentuation des différences sociales qui préexistent à l'installation des ménages dans les grands ensembles. La grille d'analyse qu'ils développent pour rendre compte de ces différenciations n'a pas été fondamentalement remise en cause par la suite. Cette référence est donc toujours pertinente pour

rendre compte des rapports au quartier et des dynamiques sociales d'appropriation spatiales à Marzahn Nord.

L'enquête de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire montre d'abord que des conditions identiques de logement prennent des sens différents selon la trajectoire sociale et résidentielle. Pour les catégories sociales en cours de mobilité, le fort investissement du logement et des relations plus « anonymes » avec le voisinage sont perçus favorablement parce qu'ils sont des traits du mode de vie auquel elles aspirent. À l'inverse, ces traits font l'objet de jugements négatifs de la part des groupes sociaux situés aux deux extrémités de la hiérarchie sociale : les catégories supérieures et les catégories plus défavorisées sont coupées des formes de sociabilité qui caractérisaient leur mode de vie dans les quartiers traditionnels et s'en plaignent (Chamboredon, Lemaire, 1970, p. 18-19). La contribution principale de cette enquête réside cependant dans l'identification des effets propres à la cohabitation : elle produit de nouvelles différences sociales qui se manifestent par des dynamiques concurrentes d'appropriation de l'espace. En effet, si l'on suit l'analyse de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire, les catégories les plus défavorisées sont les grandes perdantes de l'expérience des grands ensembles. Alors que les catégories supérieures reconstituent des formes de solidarité à l'intérieur ou à l'extérieur du quartier, les catégories défavorisées paraissent plus isolées. La force d'attraction qu'exercent les normes des catégories supérieures sur la frange supérieure du groupe ouvrier rompt les « solidarités de classe » et conduit à la stigmatisation des formes populaires d'appropriation des espaces collectifs. Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire prennent l'exemple de la rue, en montrant comment la façon dont elle est occupée par les adolescents issus des classes populaires donne lieu à des jugements moraux qui déprécient l'ensemble des mœurs populaires (Chamboredon, Lemaire, 1970, pp. 20-33). Les enquêtes ultérieures multiplient les exemples de ce type. Gérard Althabe montre, à partir d'une enquête menée dans une ZUP de Nantes, comment les familles assistées sont systématiquement mises à l'écart par les habitants des cages d'escalier où elles résident (Althabe, 1993 [1985]). Michel Pinçon décrit comment les familles immigrées jouent ce rôle dans le Sillon de Bretagne, un autre grand ensemble de l'agglomération nantaise, en étant l'objet d'un racisme constant. Il contraste aussi le désarroi des familles populaires qui, dans le contexte d'une forte hétérogénéité du peuplement ne parviennent pas à instaurer des formes de contrôle social, et les formes de solidarités que nouent les classes moyennes en s'appropriant le centre socio-culturel et en disqualifiant les formes plus populaires de culture (Pinçon, 1982).

La thématique de la stigmatisation des formes populaires de sociabilité se retrouve dans une partie de la littérature plus récente sur les « banlieues ». François Dubet et Didier Lapeyronnie analysent les transformations sociales des grands ensembles français, marquées selon eux par le

déclin des anciennes formes de solidarité et le vide social, comme le résultat d'une transformation structurelle opérant le passage de la société industrielle structurée par la lutte des classes à la société post-industrielle fondée sur l'exclusion. La figure urbaine des « banlieues », avec les problèmes sociaux qui la caractérisent, manifeste ainsi l'avènement d'un nouveau type de société où les « in » et les « out » coexistent mais n'entretiennent plus de rapport entre eux (Dubet, Lapeyronnie, 1992). Autrement dit, la mise à distance des formes populaires de sociabilité s'inscrirait désormais dans la morphologie de l'espace urbain et se traduirait par l'accentuation de la ségrégation sociale, c'est-à-dire par « l'exil » des quartiers populaires. Dans un ouvrage plus récent, Didier Lapeyronnie emploie la métaphore du « ghetto » pour désigner les structures et les institutions culturelles et morales qui fondent ce qui a tout l'air d'être une « contre-société » née de l'exclusion (Lapeyronnie, 2008). Dans ce cadre, l'absence de relations sociales au sein de la cité, après avoir été un handicap supplémentaire des « quartiers d'exil », a cédé le pas à une organisation sociale propre qui s'est constituée contre la société dominante mais qui est aussi à la source de souffrances pour les habitants des « ghettos », en particulier les femmes. Par rapport à ces travaux, l'article de Catherine Bidou-Zachariassen propose une vision plus « urbaine » du destin des grands ensembles (Bidou-Zachariassen, 1997). À partir d'un cadre d'analyse emprunté à la théorie de la régulation, elle montre que la forme urbaine des grands ensembles résiste aux formes d'appropriation spatiale qui ne correspondent pas au mode de vie pour lequel elle a été conçue et constitue donc une ressource négative pour les catégories sociales fragilisées par les transformations sociales et économiques de la décennie 1990. Son diagnostic confirme les résultats des travaux menés dans les années 1960 par l'équipe d'Henri Lefebvre sur l'habitat pavillonnaire : par rapport au logement en grands ensembles, le pavillon offre des espaces de transition et de réserve qui accordent plus de jeu ou de possibles dans le rapport à l'habitat et dans les relations sociales (Raymond *et al.*, 1966).

Malgré des partis théoriques différents, l'ensemble de ces travaux converge vers la même conclusion : l'usage du logement s'articule à des dynamiques d'appropriation des espaces collectifs (rue, services publics, cages d'escalier, équipements, etc.). Pour rendre compte du rapport que les habitants entretiennent à leur quartier, on ne peut donc s'en tenir à l'usage du logement, même si, dans bien des cas, il s'agit du seul espace encore effectivement investi. Il faut aussi inscrire les usages du quartier dans le contexte des trajectoires sociales et résidentielles, de la structure et de la dispersion spatiale des réseaux d'interconnaissance dans lesquels les personnes sont insérées ainsi que dans celui de la forme urbaine des espaces considérés. À ce stade une question reste cependant ouverte : certes, cette grille plaide pour une analyse qui articule les usages du logement à ceux des espaces collectifs. Mais pourquoi avoir choisi les équipements collectifs dans le cas de Marzahn

Nord ? D'autres espaces étaient effectivement possibles : la rue, les commerces ou les cages d'escaliers par exemple.

Trois catégories sociales au prisme de la cohabitation

Pour rendre compte des rapports au quartier à Marzahn Nord, j'ai choisi d'articuler les usages du logement à ceux des équipements collectifs parce que les dynamiques d'appropriation sociale dont ce dernier type d'espaces fait l'objet impliquent trois catégories sociales qui sont aussi les plus présentes dans la vie publique : l'ancienne « Intelligence socialiste », les familles populaires et les « Aussiedler ».

Jusqu'ici j'ai régulièrement insisté sur la spécificité de la composition sociale de la population de Marzahn au début des années 1990 : la proportion des catégories intermédiaires et des employés y est plus importante que dans les autres grands ensembles est-allemands. Malgré les mobilités qui, tout au long des années 1990, reconfigurent la composition sociale de la population du quartier nord de Marzahn, l'ancienne « Intelligence socialiste » y est encore présente au moment où je mène l'enquête. Par rapport à la notion de « classe moyenne », cette catégorie, héritée du système statistique est-allemand, a le mérite d'insister sur la nature des compétences possédées : ce que Pierre Bourdieu appelle le capital culturel. Les données ouest-allemandes sur les catégories socioprofessionnelles ne sont pas assez précises pour reconstituer cette catégorie. Le niveau de diplôme constitue un meilleur indicateur. À l'échelle de l'arrondissement, les personnes qui possèdent un diplôme du supérieur représentent environ 20 % de la population au début de la décennie 2000¹⁷⁵. Dans les sondages menés durant la même période à Marzahn Nord, ce groupe représente entre 36 % et 27 % de la population du quartier (Schulz, 2002 ; 2003)¹⁷⁶. Dans le premier chapitre, j'ai cependant insisté sur l'hétérogénéité sociale de cette catégorie. Or, plusieurs éléments indiquent que les membres de ce groupe qui résident encore à Marzahn Nord dans les années 2000 correspondent au segment qui a fait l'expérience du déclassement social après la réunification. L'épreuve de la réunification fait en effet éclater cette catégorie. Le capital scolaire conserve sa valeur dans le nouveau système. En revanche, l'expérience professionnelle, forme moins objectivée de capital culturel, et le capital politique, qui joue un rôle important pendant la période socialiste, sont dévalués. Les trajectoires sociales sont ainsi ascendantes ou descendantes en fonction de l'âge des personnes, de leur sexe, de leur engagement politique passé ou de la profession qu'elles ont exercées pendant la période socialiste. De manière générale, les personnes âgées de 40 ans environ au moment de la réunification, les femmes ayant des enfants en bas âge ou les personnes ayant

175 StaLa Berlin, Mikrozensus, 2000-2005.

176 Les conditions de recueil des données laissent cependant supposer que les personnes diplômées sont surreprésentées dans les sondages. Cf. supra, chapitre 1, p. 79.

occupé des fonctions permanentes dans les organisations politiques de la RDA ont eu plus de mal à conserver ou à améliorer leur position sociale après la réunification (Diewald *et al.* 1995). À Marzahn, il est difficile de rendre compte de la façon dont ces trajectoires sociales se répercutent dans les mobilités résidentielles à partir de données statistiques : les données sur le niveau de diplôme ne sont pas disponibles à l'échelle du quartier et ne peuvent pas être croisées avec les données sur les mobilités géographiques. Considérées à l'échelle de l'arrondissement, ces données perdent de leur intérêt parce qu'elles ne permettent pas de distinguer les grands ensembles des secteurs pavillonnaires. En effet, durant mon séjour à Marzahn, j'ai rencontré quatre familles issues de l'ancienne « Intelligence socialiste » qui ont quitté le quartier nord de Marzahn au milieu des années 1990¹⁷⁷. Une seule d'entre elles s'est établie dans une commune de la périphérie brandebourgeoise dont elle était originaire. Les autres familles ont déménagé dans le quartier sud du grand ensemble, plus valorisé, ou dans des pavillons qu'elles ont construits à Biesdorf, c'est-à-dire dans la zone pavillonnaire de Marzahn. Autrement dit, les statistiques considérées au niveau de l'arrondissement ne permettent pas de rendre compte des mobilités internes qui reflètent pourtant des trajectoires sociales comparables à celles que traduisent les mobilités à destination de la périphérie brandebourgeoise : le changement de résidence suggère que les familles ont conservé une position sociale équivalente à celle qu'elles occupaient pendant la période socialiste. Cette hypothèse est étayée par la trajectoire sociale des membres de l'ancienne « Intelligence socialiste » qui sont restés à Marzahn Nord : comme nous le verrons dans la suite de ce chapitre, ils sont au chômage de longue durée, ont pris leur retraite anticipée ou occupent des emplois moins qualifiés que ceux auxquels correspond leur niveau de diplôme.

Dans le premier chapitre, j'ai montré que, dès la période socialiste, le quartier nord de Marzahn accueille davantage de familles issues des quartiers centraux dégradés de Berlin-Est que les quartiers du sud du grand ensemble. La proportion de familles nombreuses vivant des subsides de l'État y est ainsi plus importante dans le premier que dans les seconds. Ces familles sont les premières touchées par la désindustrialisation à la réunification. À cela, il faut aussi ajouter les logiques de gestion de la société immobilière communale et des nouveaux bailleurs qui sélectionnent les ménages ayant accès au logement social ou bénéficiant des aides sociales. Ces ménages appartiennent en fait à deux catégories distinctes : les familles populaires allemandes et les « Aussiedler ». L'usage du pluriel renvoie dans les deux cas à l'hétérogénéité sociale de ces catégories. Contrairement à celle de l'ancienne « Intelligence socialiste », la notion de « catégories

177 En 2005, les membres des quatre couples approchent de la cinquantaine, sont diplômés du supérieur (Bac + 5) et leurs enfants, âgés d'une quinzaine d'années, vont au lycée général (*Gymnasium*). Les hommes ont trouvé un emploi équivalent à leur niveau de diplôme après la réunification et n'ont pas connu le chômage. En revanche, les femmes occupent des emplois moins qualifiés et ont connu une période assez longue de chômage au début des années 1990, c'est-à-dire lorsque les enfants étaient en bas âge.

populaires » n'est pas empruntée au contexte est-allemand mais au contexte français. Pour Olivier Schwartz, elle désigne l'ensemble des groupes sociaux qui se caractérisent par leur position dominée dans l'espace social, à la fois d'un point de vue culturel, économique ou social, et par leur faible chance d'améliorer leur destin social (Schwartz, 1998). Par rapport à la catégorie des « ouvriers » en usage pendant la période socialiste, elle a ainsi le mérite d'insister sur les clivages culturels qui séparent ces groupes des franges socialement et économiquement déclassées des groupes intermédiaires comme, par exemple, l'ancienne « Intelligence socialiste » qui vit à Marzahn Nord. Là encore, les catégories socioprofessionnelles ne sont pas très fiables pour évaluer la part de ce groupe dans la population dans la mesure où elles ne prennent pas en compte les chômeurs. Si l'on reprend le niveau de diplôme comme indicateur, cette catégorie représente environ 75 % de la population de l'arrondissement (proportion de personnes sans diplôme, possédant un certificat d'apprentissage ou l'équivalent d'un bac professionnel)¹⁷⁸ et 65 % de la population du quartier nord de Marzahn dans les années 2000 (Schulz, 2002 ; 2003).

La catégorie des « Aussiedler » comprend d'abord les personnes qui ont immigré en Allemagne en vertu des statuts de *Aussiedler* et de *Spätaussiedler*¹⁷⁹. Nous avons vu que dans les années 1990, ces personnes proviennent majoritairement des pays de l'ancien bloc soviétique. Mais je n'utilise pas cette catégorie dans son sens juridique. Dans de nombreux cas, les personnes qui bénéficient de ce statut immigreront avec des membres de leur famille qui ne le possèdent pas et qui résident en Allemagne au titre du regroupement familial. Malgré les restrictions introduites depuis 1993, la législation allemande fait encore des « Aussiedler » un groupe de migrants relativement privilégié par rapport aux autres du point de vue de l'accès à la citoyenneté, de sorte qu'ils ne sont pas comptabilisés dans les statistiques sur les étrangers. En 2005, la mairie de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf estime que ce groupe représente entre 10 % et 14 % de la population. D'après les estimations de l'équipe du « management de quartier », la part de ce groupe dans la population de Marzahn Nord se situerait entre 13 % et 22 %¹⁸⁰.

En privilégiant l'entrée par les équipements collectifs, mon analyse des rapports au quartier perd cependant de vue d'autres groupes qui l'habitent. L'entrée par les commerces, dont certains sont gérés par les membres d'une petite communauté vietnamienne, m'aurait permis, par exemple, de prendre en compte cette catégorie d'habitants, qui représente environ 2 % de la population du quartier. Certes, on pourrait arguer que ce groupe reste minoritaire de sorte que les usages qu'ils font du quartier sont peu représentatifs de ceux de la population, même s'ils revêtent une importance pour les autres habitants. Cependant, je n'ai pas choisi de centrer mon analyse sur les trois

178 StaLa Berlin, Mikrozensus, 2000-2005.

179 Pour un rappel de ces définitions, se reporter au chapitre 1, p. 45.

180 Entretien avec Mme [Hunger] du 20 octobre 2003.

catégories sociales que j'ai décrites plus haut parce qu'elles correspondent aux trois groupes les plus importants du quartier. En effet, mon analyse vise moins à rendre compte de rapports au quartier « représentatifs », au sens statistique du terme, qu'à comprendre l'articulation entre les rapports au quartier et l'engagement politique. Mon analyse n'est donc pas exhaustive mais se focalise sur les catégories sociales les plus présentes dans la vie publique de Marzahn Nord. Ce faisant, elle dessine en creux des hypothèses, non vérifiées, qui expliquent l'absence de représentants de la communauté vietnamienne locale dans la vie publique du quartier. Elle tient moins à la nature du rapport que les membres de ce groupe entretiennent au quartier qu'à un problème de représentation que j'analyserai dans le chapitre 5 : la composition sociale du public admis à s'exprimer dans les espaces politiques locaux n'est pas assez diversifiée, de sorte que le point de vue de cette communauté est marginalisé dans les débats ; l'histoire de ce groupe, particulièrement exposé à la violence et à la domination dans son pays d'origine et pendant la période socialiste¹⁸¹, peut aussi conduire ses membres à éviter la politique.

Le projet de reconstruire les rapports au quartier à Marzahn Nord à partir d'une entrée par le logement et les équipements découle de la lecture des travaux menés en France sur les grands ensembles. Le grand ensemble de Marzahn partage en effet avec les exemples français plusieurs caractéristiques (la morphologie de son habitat, sa localisation en périphérie urbaine, son histoire et son mode de peuplement) qui rendent possible la transposition de la grille de lecture qui oriente cette littérature. Elle repose sur l'idée que le rapport au logement est indissociable des dynamiques sociales d'appropriation des espaces collectifs (la rue, les cages d'escalier, les commerces, les équipements, etc.) et insiste sur la nécessité d'inscrire les usages observés dans le contexte des trajectoires sociales et résidentielles, de la structure et la dispersion spatiale des réseaux d'interconnaissance et de la forme urbaine des espaces considérés. Le choix de focaliser mon enquête sur les équipements collectifs découle de l'intérêt que je porte aux catégories sociales qui sont les plus présentes dans la vie publique du quartier. À ce stade, une question reste cependant ouverte : dans la description des usages que ces trois catégories font du logement et des équipements, comment intégrer l'ensemble des facteurs que je viens d'identifier ?

181 Pendant la période socialiste, le régime a fait appel à cette main d'œuvre immigrée pour construire les grands ensembles. Logés dans des foyers séparés du reste de la population, les ouvriers vietnamiens étaient censés repartir dans leur pays une fois leur tâche achevée. A la réunification, beaucoup ont cependant fait le choix de rester en Allemagne. Pour un témoignage saisissant sur ce thème, cf. Rohnstock, 2004, pp. 96-105.

I. 2. Une ethnographie des usages du logement et des équipements

Mon enquête sur les rapports au quartier s'appuie au départ sur deux méthodes de production des données : l'observation et l'entretien. L'articulation de ces deux types de données permet de restituer les usages observés en situation dans le contexte des trajectoires sociales et résidentielles des individus. Ce choix méthodologique me conduit aussi à produire une description plus fine des dynamiques sociales d'appropriation de l'espace que celles dont rendent compte les typologies construites à partir de données statistiques (Authier, 2001 ; 2003 ; 2008). Pour le montrer, il faut revenir sur le dispositif de production des données adopté en début d'enquête : quelles techniques d'observation ai-je mobilisé ? Quels types d'entretiens ai-je réalisé ? À quels types de questions ces données me permettent-elles de répondre ?

L'observation directe : une technique sensible à la nature des activités observées

Au cours de mon enquête, j'ai eu recours à deux techniques d'observation dont l'usage varie en fonction de la nature des activités observées. La première, que je désigne par le terme d' « observation flottante » à la suite de Colette Pétonnet (Pétonnet, 1982), trouve ses racines dans la tradition de l'ethnographie française. L'observation participante, davantage pratiquée en sociologie, s'inscrit dans une tradition plus anglo-saxonne. J'ai combiné l'une et l'autre aux différents stades de mon enquête.

L'observation flottante a été développée par Colette Pétonnet pour observer des lieux publics, c'est-à-dire des lieux de rencontre passagère entre inconnus. Le développement de cette technique d'observation s'inscrit dans le contexte de la fin du Grand Partage (aux ethnologues l'étude des sociétés exotiques, aux sociologues celle de la métropole) et du mouvement de rapatriement de l'anthropologie française sur le terrain métropolitain après la décolonisation. Les espaces de rencontres anonymes, caractéristiques des grandes villes, s'écartent des situations d'observation auxquelles l'ethnographe était jusque-là habitué parce que les relations entre les personnes qu'ils mettent en présence ne supposent pas nécessairement l'existence d'un réseau de parenté ou d'une communauté préconstruite (village, ethnie) à étudier. Au moment où Colette Pétonnet écrit, l'ethnologie urbaine, qu'elle contribue à développer en France, rencontre ainsi, comme en témoigne l'objet de son texte (un usage populaire du cimetière du Père-Lachaise fondé sur le hasard des rencontres avec son public), des questions communes avec la sociologie américaine¹⁸². Par rapport à l'observation participante, la technique de l'observation flottante

¹⁸² Je pense notamment aux travaux d'Erving Goffman sur les espaces publics, que Colette Pétonnet semble d'ailleurs

présente cependant plusieurs originalités liées à son ancrage dans la tradition ethnographique française. Elle consiste, comme l'explique son auteur, « à rester en toutes circonstances vacant et disponible, à ne pas mobiliser l'attention sur un objet précis, mais à la laisser "flotter" afin que les informations pénètrent sans filtre, sans a priori, jusqu'à ce que des points de repères, des convergences, apparaissent et que l'on parvienne alors à découvrir des règles sous-jacentes » (Pétonnet, 1982, p. 39). Comme l'observation participante, l'observation flottante repose sur une opération de généralisation partant d'une occurrence singulière. Cependant, si l'on compare la présentation de Colette Pétonnet à celle qu'Howard Becker fait des procédures d'analyse impliquées par l'observation participante, l'observation flottante laisse davantage de place à l'intuition et aux expériences antérieures de l'observateur : « Pour décider que les premières données sont prometteuses, il faut simplement constater qu'un phénomène donné existe, qu'un certain événement a eu lieu une fois ou que la corrélation entre deux phénomènes a bien été observée dans un cas précis. (...) En replaçant cette observation préliminaire dans le cadre d'une théorie sociologique, l'observateur choisit les concepts et définit les problèmes sur lesquels il continuera de travailler. Il échafaude d'abord un modèle théorique attaché à rendre compte de ce premier cas, pour l'affiner ensuite à la lumière de ses nouvelles découvertes » (Becker, 2003 [1958], p. 352). Dans l'observation participante, les perspectives de recherche ouvertes par la découverte d'un cas singulier sont d'emblée réinscrites dans un cadre conceptuel et une série d'opérations systématiques qui oriente les observations suivantes. Dans son texte, Colette Pétonnet insiste au contraire sur des compétences pratiques difficilement transmissibles. L'anthropologue américain James Clifford les désigne, dans un texte qui paraît en français dans la revue *L'Ethnographie* à la même époque que celui de Colette Pétonnet, par les termes de « flair », de « bon sens sédimenté » ou de « sensibilité » (Clifford, 2003 [1983], p. 275). Comparé au sociologue, pour qui les découvertes de la première exploration ne sont que le point de départ d'une investigation plus cadrée et plus raisonnée, l'ethnologue entretient un rapport à la fois plus extensif et moins systématique à son terrain. Cependant, la différence entre les textes de Colette Pétonnet et d'Howard Becker me semble moins tenir à des différences épistémologiques entre leurs disciplines respectives qu'au contexte intellectuel dans lequel ils justifient leur démarche. À l'époque où Colette Pétonnet écrit, l'ethnologie française défend la spécificité de son approche par rapport à celle de la sociologie dont elle investit le terrain en invoquant le pouvoir révélateur des sociétés exotiques. Formé à l'exotisme, le regard de l'ethnologue n'aurait pas besoin de l'appareillage conceptuel et méthodologique mis au point par les sociologues pour acquérir la distance nécessaire à l'observation et à l'analyse. Si cette différence pouvait avoir quelque pertinence à l'époque où Colette Pétonnet écrit, elle tend

ignorer (Goffman, 1973 [1959]).

aujourd'hui à s'estomper : les destinations exotiques ne sont plus réservées aux ethnologues, de même qu'elles ne constituent plus un point de passage obligé dans leur formation.

Dans le cas de mon enquête, la différence entre les deux techniques est donc davantage liée à la nature des activités observées. Le fait de résider à Marzahn Nord me donne en effet accès à une grande variété d'espaces (rues, places, cours d'immeubles, cafés, bars, équipements collectifs, commerces) que je fréquente au même titre que n'importe quelle autre habitante. Les situations de la vie courante (faire ses courses, prendre un café, voir un spectacle, se promener ou effectuer un trajet en transport en commun) offrent ainsi des occasions régulières pour observer différents usages du quartier. Dans de telles situations, l'observation flottante est une technique utile parce qu'elle permet d'isoler dans le flux continu d'événements des occurrences marquantes que je consigne dans mon journal de terrain en attendant de pouvoir les relier à des idées ou à des questions qui ont émergé d'observations plus systématiques. En début d'enquête, cette technique, facile à mettre en place, m'a aussi permis d'explorer des aspects encore méconnus de mon terrain et de m'occuper utilement en attendant que mes premières négociations débouchent.

Par rapport à l'observation flottante, l'observation participante a été développée dans le cadre d'enquêtes portant sur des organisations ou des milieux où l'enquêteur est le plus souvent un étranger : une bande de jeunes dans le quartier italien de Chicago étudié par William Foote Whyte (Whyte, 1995 [1943]), des étudiants en 1^{ère} année de médecine étudiés par Howard Becker et son équipe (Becker *et al.*, 1961). Elle concerne ainsi des activités spécialisées (le racket ou la médecine) effectuées par des personnes qui ont subi une initiation qui les distingue de l'homme de la rue. L'exercice de ces activités se fait d'ailleurs dans un cadre (arrière-boutique, arrière-cours, hôpital, salle d'opération) qui les préserve du regard du reste de la société. La présence et la position de l'observateur doivent ainsi faire l'objet d'une négociation avec le milieu enquêté, qui peut être plus ou moins codifiée. J'ai rencontré deux cas de figure au moment d'enquêter sur les usages des équipements collectifs à Marzahn Nord : l'accès au lieu de l'observation passe par une demande officielle auprès du responsable de l'organisation qui le gère ; l'accès aux activités des groupes qui le fréquentent suppose plutôt d'instaurer une relation personnelle avec un ou plusieurs de ses membres. J'ai commencé à enquêter au Théâtre Tchekhov en octobre 2003. Les questions auxquelles je souhaite répondre à cette époque (comment s'y investissent les employés ou les bénévoles qui le font vivre au quotidien ?) supposent d'avoir accès à ses « coulisses »¹⁸³. Après une première rencontre avec le directeur du théâtre et son supérieur hiérarchique au cours de laquelle j'ai présenté mon projet d'enquête et proposé d'organiser un atelier photographique, je peux circuler

183 J'ai effectué cette première enquête pour mon mémoire de DEA. Elle consistait à repérer les usages et les représentations dont le Théâtre Tchekhov est investi (Cuny, 2004).

librement et à toute heure dans le théâtre en tant que stagiaire. Pendant ce stage, j'ai donc essentiellement observé les activités du théâtre du point de vue de leurs organisateurs, qui compte une part non négligeable de « Aussiedler ». À mon retour sur le terrain en 2005, j'ai continué à fréquenter occasionnellement le théâtre avec un groupe d'habitants issus de l'ancienne « Intelligence socialiste ». Je faisais désormais partie du « public » et pouvais mieux observer comment celui-ci, loin de constituer une foule anonyme, se compose de petits groupes d'habités structurés autour de certaines activités : les conférences d'histoire locale s'adressent à un public relativement âgé qui appartient à l'ancienne « Intelligence socialiste » tandis que le « cercle des familles » attire des femmes ayant des enfants en bas âge issues du groupe des « Aussiedler ». J'ai eu accès plus facilement au Café de la Tour, l'autre équipement qui a retenu mon attention. Le « public » du Café, essentiellement composé d'habitants issus des familles populaires du voisinage, est activement associé à son fonctionnement. Au fil des animations qui y sont organisées, j'ai fait connaissance de certains habitués et j'ai commencé à le fréquenter dans des circonstances plus informelles.

À ce stade, on peut objecter que l'ensemble des espaces pour lesquels j'ai mobilisé les techniques de l'observation flottante et de l'observation participante sont des espaces collectifs. Comment ai-je appréhendé les usages du logement ? L'observation y est-elle impossible ?

L'entretien : une forme sensible aux variations de la relation d'enquête

La distinction entre situation d'entretien et situation d'observation est nécessairement artificielle, dans la mesure où l'une et l'autre sont le plus souvent confondues. Ainsi, les activités collectives auxquelles je participe peuvent aussi être le cadre d'entretiens. Inversement, lorsqu'ils ont lieu au domicile de mes interlocuteurs, les entretiens sont l'occasion d'observer les aménagements et les soins apportés au logement, de brèves interactions entre les différents membres du foyer ou la façon dont certains espaces sont exposés au regard du visiteur. De la même façon que j'ai distingué deux techniques d'observation en fonction de la nature des activités considérées, il est possible de repérer deux types d'entretiens qui dépendent de la nature des relations que j'entretiens avec mes interlocuteurs : les entretiens semi-directifs et les entretiens informels.

La spécificité des entretiens semi-directifs ne tient pas seulement à l'usage d'un guide d'entretien et d'un magnétophone. Le recours à ces deux instruments est possible parce que la situation d'entretien a fait l'objet d'une négociation préalable qui fixe par avance les conditions de son déroulement. Comme le soulignent Stéphane Beaud et Florence Weber, c'est la dimension à la fois exceptionnelle et artificielle de la situation qui singularise ce type d'entretiens et qui en fait toute la richesse : « L'entretien (...) est une situation somme toute inédite de la vie sociale : deux

inconnus (ou presque) se rencontrent, se parlent (longuement), puis se séparent, le plus fréquemment sans se revoir. Parce que cette rencontre est unique, les enquêtés ont tendance à vouloir vous dire beaucoup dans le temps qui leur est imparti. L'enquêteur est fondamentalement étranger au milieu enquêté (même si vous restez longtemps sur place, vous allez un jour repartir) mais c'est cette étrangeté qui peut être éminemment productive dans la relation d'entretien. En effet, vous êtes extérieur à la vie sociale de l'enquêté, vous n'êtes pas mêlé à ses affaires de famille, de travail, de voisinage, de politique, vous êtes donc placé dans une position objective favorable pour recevoir ses "confidences" » (Beaud, Weber, 1997, p. 180). À en croire ces auteurs, ce type d'entretien se prête donc davantage aux situations dans lesquelles les relations entre l'enquêteur et ses interlocuteurs sont occasionnelles. Au cours de mon enquête, j'y ai effectivement recours pour connaître le point de vue et les usages d'habitants avec lesquels je n'entretiens pas de relations régulières, soit parce qu'ils n'appartiennent pas aux groupes dans lesquels je me suis progressivement insérée, soit parce qu'ils ne participent qu'à certaines activités de ces groupes. En général, j'ai sollicité ces personnes par téléphone après leur avoir été présentée par l'une de leurs connaissances. Néanmoins, j'ai aussi réalisé, en début et en fin d'enquête, des entretiens de ce type avec des personnes qui sont devenues des amies. Le début d'enquête correspond en effet à un moment où les amitiés ne sont pas encore nouées et la fin d'enquête à un moment où elles s'inscrivent dans des relations plus distantes dans le temps et dans l'espace (à partir du mois de septembre 2006, j'habite à Marzahn à raison d'une ou deux semaines par mois).

En milieu d'enquête, la personnalisation de mes relations avec ces habitants, qui va de pair avec la réussite de mon insertion dans les différents groupes qui fréquentent le Théâtre Tchekhov ou le Café de la Tour, a rendu le recours à ce type d'entretiens à la fois moins nécessaire et plus risqué. Dans cette configuration de la situation d'enquête (personnalisation et régularité des relations), le recours à l'entretien semi-directif enregistré est en effet moins utile parce que les situations de la vie du groupe offrent suffisamment d'occasions de discuter, parfois longuement, avec les personnes qui en font partie. J'ai mené la plupart des entretiens que je qualifie d'informels alors que je participais à des activités aussi variées qu'une réunion publique, une campagne de nettoyage du quartier, une conférence d'histoire locale, un trajet ou un repas. Par rapport aux entretiens semi-directifs enregistrés, ils permettent de faire le lien entre les propos et les actes directement observés en situation.

À ce stade de l'enquête, le recours à l'entretien semi-directif enregistré est aussi plus risqué parce qu'il remet en cause certains implicites des relations que j'ai nouées avec les personnes sur lesquelles j'enquête. Bien que dans les situations que je viens d'évoquer personne n'ignore les motivations réelles de ma participation (collecter des informations), ces relations ne se réduisent pas

à un simple échange d'informations. Stéphane Beaud et Florence Weber mettent ainsi à juste titre leurs lecteurs en garde contre les risques liés à une trop grande formalisation de la situation d'entretien lorsqu'il est effectué avec un « allié », c'est-à-dire avec une personne qui assiste l'enquêteur dans son travail : « En règle générale, la relation s'est constituée mais n'a pas donné lieu à des entretiens formels, officiels ; il vous a donné des noms, des conseils, vous a aidé à faire votre enquête. Le plus souvent il est inutile de passer avec lui au stade de l'entretien, cela risque de "casser" votre relation de travail. Il peut très bien ne pas comprendre et généralement l'entretien suscite de la gêne des deux côtés, mais surtout du côté de votre informateur. Alors que tout se passait bien, les choses se figent. Pourquoi ? Parce que vous êtes devenu trop proche et que la relation d'entretien, en général, suppose une distance » (Beaud, Weber, 1997, p. 182). Ces observations sur les rapports entre l'enquêteur et ses « alliés » m'intéressent parce qu'elles montrent à quel point, même quand la relation d'enquête se rapproche d'une relation fondée sur la collecte et l'échange d'informations, elle ne s'y réduit pas. D'après les auteurs, la menace qui pèse sur la relation d'enquête provient d'une trop grande personnalisation de la relation qui abolit la distance nécessaire à l'entretien semi-directif enregistré. On peut être d'accord avec cette explication, à condition de préciser ce que signifie le terme de « personnalisation ». Ce qui, me semble-t-il, met en péril la relation d'enquête au point de pouvoir la rompre définitivement, est d'abord lié à la nature du contexte et à l'usage d'instruments (fixation d'un rendez-vous dans un lieu impersonnel, enregistrement, guide d'entretien) qui la ramènent à un ordre instrumental alors qu'au fil du terrain elle implique des échanges d'ordre plus symbolique. La citation de Stéphane Beaud et de Florence Weber donne quelques indications sur les éléments qui confèrent une dimension symbolique à la relation d'enquête : l'« allié » s'investit personnellement dans l'enquête en offrant gratuitement son aide à l'enquêteur. Cette participation gratuite n'en est pas pour autant désintéressée. Comme en témoignent de nombreux compte-rendus, qu'elles participent occasionnellement ou plus régulièrement à l'enquête, les personnes prêtent, souvent à tort, des propriétés exceptionnelles à l'enquêteur : une force qui lui permet de les protéger contre les sorts dans le cas de l'enquête menée par Jeanne Favret-Saada sur la sorcellerie dans le bocage normand ou des relations avec un milieu social privilégié auquel elles souhaitent accéder dans le cas de l'enquête menée par William Foot Whyte sur le racket dans un quartier italien de Chicago (Favret-Saada, 1977 ; Whyte, 1995 [1943], pp. 355-356). Ces exemples indiquent que certaines propriétés de l'enquêteur sont mises en jeu, bien malgré lui, dans les relations régulières ou plus ponctuelles qu'il entretient avec les personnes sur lesquelles il enquête¹⁸⁴. La personnalisation des relations, définie ici comme la mise en jeu de la

184 J'analyse les différentes formes que prend mon implication dans les entretiens au chapitre suivant, pp. 315 et suivantes.

personnalité de l'enquêteur dans ses relations avec les personnes qu'il côtoie régulièrement, rend non seulement les instruments qui règlent les échanges et en garantissent la réciprocité superflus mais elle les bannit aussi parce qu'ils sont étrangers à l'ordre symbolique qui les gouverne. À l'image du don analysé par Marcel Mauss, la relation d'enquête repose ainsi sur un circuit d'échanges (donner, recevoir et rendre) qui ne diffère pas seulement du système marchand par sa dimension rituelle, informelle ou implicite. En tant que « phénomène social total », le don correspond à un ordre de réalité radicalement différent de l'ordre marchand parce qu'il implique des personnes à travers les choses échangées (Mauss, 2007 [1924-1925]). Autrement dit, la personnalisation des relations transforme les informations échangées en gages de réciprocité. En raison de ces problèmes, l'entretien informel a constitué, avec l'observation directe, mon principal outil d'investigation auprès des habitants avec lesquels j'ai noué des relations privilégiées¹⁸⁵.

Décrire les usages du logement et des équipements : apports et limites de l'ethnographie classique

Les différentes variantes des situations d'entretien et d'observation que je viens de présenter se combinent les unes aux autres en fonction du moment de l'enquête, du type de relations que j'entretiens avec les personnes sur lesquelles j'enquête et du type d'activités auxquelles je participe. Un tel dispositif produit trois types d'informations sur les rapports au quartier à Marzahn Nord. Les entretiens comme les observations réalisées sont d'abord l'occasion de recenser des données socio-démographiques sur les personnes rencontrées (sexe, âge, formation, profession, statut matrimonial, ancienneté dans le quartier, nationalité, origine géographique) ou des données morphologiques sur les espaces observés (taille des immeubles, type de bailleurs, localisation dans le quartier, type de desserte en équipements collectifs ou en transports en commun, nombre de pièces, éléments de décoration et d'ameublement, rythme de fréquentation, organisation spatiale des activités)¹⁸⁶. Ensuite, j'ai recueilli des récits rétrospectifs sur les anciennes expériences résidentielles de mes interlocuteurs, leurs conditions d'arrivée à Marzahn, les usages qu'ils font du quartier ou de la ville ainsi que les représentations qu'ils associent au quartier, à ses habitants et à ses divers espaces¹⁸⁷. À cela, il faut ajouter les commentaires que je sollicite en situation sur les usages que j'observe. À partir de ces données, j'ai repéré la façon dont un même mode d'usage du logement ou des équipements prend des sens différents selon le contexte social dans lequel il s'inscrit. Ce contexte est défini à la fois par la trajectoire sociale et résidentielle individuelle, le mode d'inscription spatiale et la structure des réseaux d'interconnaissance qui caractérise chaque catégorie sociale et la

185 Je précise l'identité et le rôle de ces habitants dans le chapitre suivant, p. 311.

186 La sociographie des personnes interviewées figure en annexe 4a p. 488.

187 Le guide utilisé pour les entretiens semi-directif est reproduit en annexe 4b, p. 493.

forme de l'espace considéré, c'est-à-dire ses caractéristiques matérielles et les représentations qui lui sont collectivement ou individuellement associées. Par rapport aux typologies produites à partir de données statistiques, les usages que j'ai mis en évidence ne sont pas exhaustifs mais offrent une vision plus fine des dynamiques concurrentes d'appropriation de l'espace. Ils décrivent comment ces dernières ont un effet sur la forme spatiale des espaces considérés. Toute modification de l'« ambiance » (le décor, l'agencement d'un lieu, la composition sociale du public qui le fréquente) ou des représentations que produit un usage alternatif de l'espace constitue ainsi une menace pour les attaches sociales et familiales qui y relient d'autres groupes d'utilisateurs : une telle modification rend impossibles les usages que ces derniers groupes considèrent comme « normaux », « nobles », « équitables », « créatifs », etc.

L'ensemble des données à partir desquelles j'ai construit ces usages partagent cependant un caractère commun : elles ont été produites dans une situation d'échange et concernent des actions dont la logique ou le sens est communicable à autrui par le biais d'une description plus ou moins élaborée. On touche ici à la limite principale de mes sources lorsqu'il s'agit de décrire les attaches familiales à l'environnement : dans la mesure où la portée des actions qui les façonnent est limitée à une seule personne, elles ne peuvent pas être communiquées, c'est-à-dire mises en commun. En témoignent les difficultés que rencontre Laurent Thévenot lorsqu'il tente d'illustrer son propos en décrivant une action relevant du régime d'engagement familial : « Pour tenter de vous faire saisir ces gestes en dépit de votre absence, j'ai mis en mots une expérience qui reste d'ordinaire muette et privée de sous-titres. Ce faisant, j'ai parlé de ces gestes dans le format d'actions convenables pour tout un chacun, en me référant à des objets communs (fauteuil, tiroir, micro), et à des relations elles aussi communes (s'asseoir sur un siège, ouvrir un tiroir, lancer un programme). Or cet engagement intime ne peut être décrit sans déformation par les énoncés d'actions normales (...). Il ne s'agit pas vraiment d'un tiroir ou d'un ordinateur comme les autres, que je peux rapprocher d'autres items équivalents. Je ne me reconnais d'ailleurs pas dans l'abstraction de ces objets traités en général qui semblent alors aussi détachés de mon expérience personnelle que ceux dessinés sur un abécédaire. L'appropriation d'un "mien" ne renvoie pas à une propriété privée mais à une personnalisation qui fait obstacle à un traitement en généralité. Il serait préférable de forger un jargon ou de baptiser ces effets personnels de surnoms, de façon à spécifier leur caractère propre » (Thévenot, 2006, p. 103). Dans les entretiens que j'ai réalisés, la difficulté à mettre en mots les actions qui impliquent un rapport personnel à un objet, une personne ou un espace s'exprime par des hésitations et des silences, en général conclus par « c'est difficile à dire » ou « je ne sais pas l'expliquer ». En situation d'observation, ce type de rapport passe complètement inaperçu à moins que mon attention ne soit retenue par un geste qui me paraît soudain étrange. Mais, là encore, le commentaire que j'obtiens en

interrogeant son auteur ne diffère pas de ceux que j'obtiens en entretien. Dans quelle mesure la photographie a-t-elle permis de combler cette lacune ?

I. 3. Le portrait photographique posé : une méthode d'enquête

Les photographies utilisées pour mettre en évidence les attaches familiales au logement et aux équipements collectifs ont d'abord été réalisées indépendamment de l'enquête que je viens de présenter. Leur production s'inscrit dans un dispositif technique qui répond à des enjeux professionnels ayant peu de rapport avec les questions auxquelles les photographies m'ont permis de répondre après coup. Cela explique que les usages qu'elles documentent n'impliquent pas toutes les catégories sociales sur lesquelles porte mon enquête¹⁸⁸. Dans la mesure où ces attaches supposent un rapport singulier à l'environnement, les conditions de prise de vue me semblent plus essentielles à la réussite de l'enquête que les caractéristiques sociales des personnes photographiées.

Un dispositif technique et esthétique

Les aléas d'un projet photographique

Durant mes séjours à Marzahn Nord, j'ai réalisé une vingtaine de portraits posés dans le cadre de trois projets distincts. Une phase expérimentale s'est déroulée pendant mon stage au Théâtre Tchekhov en 2004. J'ai aménagé pour quelques jours un studio photographique sur la scène du théâtre et proposé au public de se faire photographier. J'ai utilisé un appareil moyen format monté sur pied et deux projecteurs appartenant au théâtre. Au final, je ne photographie pas des membres du public mais des employés de l'association qui gère le théâtre. Ceux-ci fréquentent mon activité comme s'ils faisaient partie du public. Ce premier essai a ainsi révélé certains aspects du fonctionnement de cet équipement sur lesquels se focalise ensuite mon enquête. À partir de ce moment, j'adopte un dispositif de prise de vue plus interactif. Je sollicite les employés du théâtre pour participer à la réalisation d'un portrait à la chambre grand format¹⁸⁹ (voir l'illustration ci-après) dans lequel je leur demande de mettre en scène leur travail. Pendant la prise de vue, je discute avec les participants du choix du point de vue, du cadrage ou de la pose qu'ils jugent les plus appropriés. Les personnes contrôlent la réalisation de la prise de vue à partir d'essais intermédiaires sur épreuves Polaroid. Certaines ont dès le départ une idée arrêtée de leur prise de vue, d'autres, au contraire, se reposent entièrement sur mes compétences. Dans ce dernier cas, j'ai essayé de limiter au maximum les indications que je donnais aux personnes pendant la prise de vue. Je documente l'ensemble de l'interaction dans mon journal de terrain. À

188 La sociographie des personnes photographiées est présentée en annexe 4a p. 488.

189 Cet appareil produit des images au format 4 x 5 inches (12,5 x 10 cm environ) et s'utilise exclusivement sur pied.

l'issue du projet, les personnes photographiées reçoivent une épreuve définitive de leur photographie au format A4. La remise de cette épreuve est l'occasion de recueillir leurs réactions, également consignées dans mon journal de terrain.



Chambre grand format, septembre 2005

À mon retour à Marzahn en 2005, j'envisage de comparer les stratégies de mise en scène des membres de trois organisations militantes situées dans des quartiers différents de Berlin. Au mois d'août 2005, je profite d'une réunion du Conseil des habitants de Marzahn Nord pour solliciter la participation de ses membres à un projet photographique que je leur présente oralement. Je demande aux 7 personnes volontaires de choisir un espace du quartier où elles souhaitent se faire photographier et utilise le protocole de prise de vue mis au point une année auparavant avec les employés du théâtre. À la fin de l'année 2005, j'abandonne la perspective comparative que comprenait mon projet de recherche initial, ce qui me conduit à annuler les deux campagnes de prise de vue prévues dans les autres quartiers de Berlin.

La dernière campagne de prise de vue concerne 5 habitants qui n'appartiennent pas à la sphère militante et associative de Marzahn Nord et que je recrute dans mon voisinage pendant l'été 2006. Dans ce cas, la consigne, formulée oralement au moment de la négociation de la prise de vue, est la suivante : « Dans le cadre de mon travail de thèse, je souhaiterais organiser une exposition documentant le rapport des habitants de Marzahn à leur quartier. Êtes-vous d'accord pour participer et pour choisir un lieu sur lequel vous souhaiteriez être photographié ? » Ces portraits complètent ceux que j'ai réalisés un an plus tôt avec les membres du Conseil des habitants. Je leur applique le même protocole de prise de vue. Une première exposition est organisée le 9 juin 2007 au Centre Marc Bloch de Berlin dans le cadre d'une manifestation

publique, la *Longue Nuit des Sciences*. Elle rassemble des portraits issus des deux campagnes de 2005 et de 2006. Quelques personnes photographiées se sont déplacées. J'ai toutefois prévu d'organiser une exposition dans le quartier au moment de la restitution finale de mon travail.

A la lecture du compte rendu des aléas de mon activité de portraitiste à Marzahn Nord, certains s'étonneront que le dispositif de prise de vue reste le même tout au long de l'enquête alors que mes relations avec les personnes photographiées, ma position sur le terrain, la problématique générale de ma recherche ou l'enjeu des prises de vue évoluent régulièrement. De plus, il existe bien d'autres façons de faire des photographies sur un terrain d'enquête. Pourquoi avoir privilégié un dispositif si compliqué à mettre en œuvre ? En fait, le protocole de prise de vue que j'ai adopté répond d'abord à des préoccupations qui n'ont aucun lien avec mon enquête à Marzahn : je cherche en effet une réponse pratique aux problèmes soulevés par la mise en question de la validité du document photographique à partir des années 1970.

La photographie de reportage telle que la pratiquaient Henri Cartier-Bresson et beaucoup d'autres photographes dans les années 1950 et 1960 décline à partir de la guerre du Vietnam et de l'essor de la télévision. Pour André Rouillé, un certain nombre de dysfonctionnements, dont la photographie *people* et le *paparazzo* sont les emblèmes principaux, marque la crise que traverse la pratique professionnelle du reportage à partir de cette époque. Les *paparazzi* opèrent en effet un renversement complet des valeurs attachées à l'image du reporter-photographe (proximité et empathie avec le sujet photographié, primat de l'information) dans le contexte d'une restructuration continue des agences et des diffuseurs de photographie (Rouillé, 2005). Pour Hans Belting, cette crise rend cependant le médium disponible pour d'autres utilisateurs et d'autres usages : l'image photographique fait son entrée dans l'art conceptuel qui l'exploite pour mettre en question son statut documentaire. Dans cette perspective, Belting considère que la trajectoire du photo-reporter américain Robert Frank est emblématique du tournant réflexif que connaît la production documentaire à partir des années 1970 : le photographe utilise son outil pour mener une investigation sur lui-même (Belting, 2004 [2002]). Par ce constat, Hans Belting rejoint André Rouillé qui interprète le regard rétrospectif et critique que de nombreux photographes de presse français portent sur leur carrière dans le photojournalisme comme l'opérateur du passage de la « photographie document » à la « photographie expression », c'est-à-dire à une pratique alternative de la photographie documentaire qui fait de la subjectivité du photographe une dimension centrale de son œuvre¹⁹⁰ (Rouillé, 2005).

190 Pour un exemple concret, se reporter au texte publié par le photographe Gilles Saussier dans un numéro de la revue *Communications* dirigé par Jean-François Chevrier (Saussier, 2001).

À travers ces exemples, on remarque que les transformations de la pratique documentaire sont soutenues par une critique du document photographique. On retrouve cette critique dans de nombreux textes sur l'usage de la photographie en sciences sociales. Dans un ouvrage que Michel Péroni et Jacques Roux consacrent à l'usage de la photographie dans les travaux de sociologie et d'anthropologie du travail, les auteurs remettent en cause la validité du document photographique lorsqu'elle repose sur une relation analogique entre l'image et son référent, qu'ils dénoncent comme illusoire. Selon eux, la validité du document photographique découle davantage de sa dimension réflexive : en matérialisant dans sa forme (en particulier le cadre) les représentations qui orientent la prise de vue, le document photographique objective les « cadres socio-historiques de saisie de la réalité » (Péroni, Roux, 1996, p. 209). Dans cette perspective, l'usage du document photographique en sciences sociales se justifie par sa capacité à fixer et à témoigner du regard que l'homme porte sur le monde ou sur la société. Une telle conception du document photographique oriente effectivement l'histoire de la photographie telle que la conçoivent et la pratiquent Hans Belting et André Rouillé : elle s'inscrit plus généralement dans le projet d'une histoire sociale du regard moderne (Belting, 2004 [2002], Rouillé, 2005). Une perspective comparable oriente le numéro spécial que la revue *L'ethnographie* consacre à la photographie en 1991 : la photographie et ses usages ethnographiques sont les supports d'une histoire sociale de la discipline (Garrigues, 1991).

Dans ce contexte, le dispositif photographique que j'ai adopté à Marzahn Nord, qui repose sur l'usage d'une chambre grand format, le choix de faire « poser » les personnes photographiées, la frontalité du point de vue et l'interactivité du protocole de prise de vue, constitue d'abord une réponse pratique aux transformations du métier de reporter-photographe et à la dénonciation de l'illusion analogique qui sous-tend les usages communs du document photographique. Le travail à la chambre va en effet à l'encontre des conditions de présence du photographe sur le terrain définies par le reportage d'actualité dans la mesure où la visibilité et la fixité du matériel induisent un rapport obligatoire et incontournable aux personnes photographiées. Ce choix technique rend par exemple difficile voire impossible la prise de vue « sur le vif » dans le cadre d'une situation d'observation¹⁹¹. Faire une photographie implique une relation comparable à celle que j'ai décrite dans le cas de l'entretien semi-directif enregistré : elle demande une négociation préalable et confère à la situation de prise de vue un caractère exceptionnel qui en fait toute la richesse. La nécessité autrefois technique de la pose, telle qu'elle se manifeste dans les photographies de la fin du XIX^e siècle, n'est pas conditionnée par l'usage de la chambre¹⁹² mais relève, avec la frontalité des prises de vue, d'un

191 Je n'ai pas rejeté ce type de pratique documentaire qui alimente mes descriptions. Dans ce cas, j'ai utilisé un appareil numérique d'usage courant.

192 Au 19^e siècle la nécessité de faire poser les modèles est liée à la sensibilité réduite des émulsions utilisées. Les émulsions actuelles proposent une gamme de sensibilités standard (160 ou 400 ISO) qui autorise l'usage de temps de pose inférieurs au trentième de seconde permettant de fixer un mouvement.

parti pris esthétique. Celui-ci rompt l'illusion de la scène close sur elle-même et capturée à l'insu des participants, vis-à-vis de laquelle le spectateur est placé dans une position d'extériorité et de fausse objectivité. Dans mes images, la direction du regard des personnes photographiées (droit vers l'objectif) et la fixité du corps dénoncent la présence du photographe et le caractère factice de la situation de prise de vue. Elles impliquent aussi directement le spectateur dans l'image : par la médiation du photographe et de son appareil, c'est à lui que s'adresse le sujet photographié. Mes choix techniques et esthétiques s'expliquent donc par la volonté d'assumer le statut de la situation de prise de vue comme situation de représentation et de l'exploiter en tant que telle. Les dispositifs de contrôle que j'ai mis en place (choix du lieu de prise de vue délégué à la personne photographiée, directives limitées pendant son déroulement, épreuves Polaroid intermédiaires) offrent à la personne photographiée la possibilité de maîtriser la situation de prise de vue et de s'y impliquer personnellement. Il s'agit donc à la fois de limiter le pouvoir que je tire de la maîtrise technique de la situation et de faire participer le sujet photographié à l'élaboration de la réponse photographique apportée au problème de représentation qui oriente l'ensemble de la situation. Dans quelle mesure de tels partis pris se prêtent-ils, mieux que d'autres, à la saisie des attaches familières à l'environnement ?

Un dispositif de « connaissance par corps »

Les attaches familières à l'environnement relèvent de ce que l'on appelle couramment un rapport « intime » aux personnes ou aux choses. Dans ce contexte, le dispositif que j'ai adopté, bien qu'il soit ouvert à la participation des personnes photographiées, va-t-il suffisamment loin ? N'était-il pas plus pertinent de déléguer entièrement la prise de vue aux habitants de Marzahn, en leur confiant un appareil photographique ou en leur demandant la permission d'exploiter les images de leurs albums de famille ? Ce type de démarche présente en effet deux avantages. Le premier tient à l'analyse que l'on peut faire de la forme des images. Si, comme je l'ai rappelé plus haut, l'image reproduit dans sa forme, les « cadres socio-historiques de saisie de la réalité », déléguer l'ensemble de la prise de vue aux personnes photographiées, c'est se donner les moyens d'étudier la façon dont ils perçoivent leur quartier et ses transformations. Dans l'introduction de ce chapitre, j'ai d'ailleurs interprété les photographies issues de l'album personnel de Greta Dahlewitz dans ce sens. Le second avantage des protocoles qui confient aux personnes photographiées l'ensemble de la prise de vue réside dans leur simplicité. Les consignes et les partis esthétiques sont inutiles : le sujet des images et son mode de traitement s'imposent « naturellement » à leur auteur en vertu des rapports intimes qu'il entretient avec le sujet photographié. Les albums de famille représentent inlassablement les mêmes personnes, les mêmes lieux et les mêmes objets qui constituent l'environnement familier de

leur(s) auteur(s). La proximité que l'enquêteur s'évertue ainsi à reconstituer de l'extérieur par le biais de protocoles participatifs compliqués s'étale en toute simplicité dans ces clichés d'amateurs. J'aimerais cependant insister sur les limites que pose cette apparente « simplicité » à l'exploitation de ce genre d'images dans le cadre d'une enquête sur les rapports au quartier.

Elle rend d'abord difficile les analyses qui tenteraient de déduire du cadrage des images quoi que ce soit sur les attaches familières à l'environnement. Comme le remarque très justement André Rouillé, l'esthétique des photographies de famille est en général assez pauvre. Cela ne tient pas forcément à l'incompétence technique ou artistique de leur auteur mais plutôt à son désintérêt pour la dimension technique ou artistique des images qu'il produit de son environnement familial : « la maîtrise importe assez peu dans le cadre familial où les relations et les sentiments prévalent sur la qualité des images, où l'expression compte finalement plus que la dénotation ou l'art » (Rouillé, 2005, p. 242). Ce constat indique que ce qui fait l'intimité ou la personnalité de l'attachement à l'objet représenté n'est pas fixé dans la forme des images. André Rouillé cite ainsi l'exemple de comportements quasi fétichistes à l'égard d'images qui deviennent méconnaissables à force d'être malmenées par leurs usages quotidiens (images glissées dans un porte-cartes qui en sortent pliées et écornées ou images délavées par le temps à force d'avoir été exposées sur un bureau ou une cheminée). En s'appuyant sur une citation d'André Bazin, il montre que l'attachement ne porte pas tant sur l'image que sur l'objet qu'elle représente et qu'elle finit par incarner (Rouillé, 2005, pp. 245-246). Comme le suggèrent de nombreux travaux d'anthropologie ou de sociologie visuelle, une approche de l'image qui s'appuie sur l'analyse de leur forme permet de rendre compte d'une culture visuelle et des catégories de perception ou de classement des individus au sein d'une société, d'un groupe ou d'une institution¹⁹³, non d'un rapport familial à une personne ou à une chose. Si l'analyse formelle des images ne m'aide pas à répondre à la question qui m'intéresse, je dispose toutefois de son contenu. À ce stade, je me heurte cependant à un second obstacle, lié cette fois au statut sémantique de l'image photographique.

Charles Peirce distingue trois catégories de signes en fonction du lien qu'ils entretiennent avec leur référent : l'icône, le symbole et l'index (Peirce, 1978 [1885-1958], pp. 138-165). Le lien entre le premier type de signes et son référent est analogique, il est fondé sur un principe de ressemblance. La relation entre le second type et son référent repose sur une convention (une colombe symbolise la paix). L'index se distingue de ces deux premières catégories par la contiguïté physique qui le relie à son référent. Philippe Dubois classe l'image photographique dans cette dernière catégorie, parce que le processus physico-chimique au principe de sa production suppose toujours la présence du référent au moment de la prise de vue : elle est trace d'un réel au même titre

193 Les exemples sont trop nombreux pour tous être cités. J'ai une préférence pour l'article de Goffman, 1977.

qu'une empreinte de pas ou qu'une ombre portée (Dubois, 1990, p. 41). Ce statut a une conséquence importante sur la façon dont les sémiologues interprètent la façon dont une photographie fait sens : « (...) la logique de l'index que l'on repère aujourd'hui au cœur du message photographique joue pleinement de la distinction entre *sens* et *existence* : la photo-index affirme à nos yeux l'*existence* de ce qu'elle représente (le "ça a été" de Barthes) mais elle ne nous dit rien sur le *sens* de cette représentation ; elle ne nous dit pas "cela veut dire ceci". Le référent est posé comme une réalité empirique mais "blanche", si l'on peut dire : sa signification nous reste énigmatique, à moins que nous ne soyons parti prenant de la situation d'énonciation d'où provient l'image » (Dubois, 1990, p. 49). Si les albums familiaux ou les photographies produites par les habitants dans d'autres circonstances répertorient un certain nombre de points d'attaches familiers au quartier, elles ne nous disent rien des usages qui les ont façonnés. Pour le savoir, il faudrait faire « parler » les images. À défaut de pouvoir le faire, on peut bien sûr s'adresser à leur auteur et imaginer un dispositif dans lequel on leur demanderait de les commenter en situation ou après coup, dans le cadre d'un entretien. Si un tel dispositif, couramment utilisé en sciences sociales, peut s'avérer pertinent dans de nombreux cas¹⁹⁴, dans celui de mon enquête, il se heurte aux limites que j'ai déjà identifiées pour l'entretien et l'observation : ce type de rapport au monde est difficilement communicable à autrui¹⁹⁵.

Dans ce contexte, l'avantage que présente mon dispositif par rapport à ceux que je viens de passer en revue réside dans la nature de la situation de prise de vue. Contrairement aux situations d'entretien ou d'observation, cette situation ne se définit pas comme une situation de communication mais comme une situation de représentation. Son enjeu n'est pas de transmettre ou d'échanger des informations mais de produire une image. Le problème pratique qui se pose aux personnes qui y sont impliquées n'est donc pas un problème de communication (comment répondre correctement à la question posée, comment formuler adéquatement la question pour qu'elle soit compréhensible par l'interlocuteur) mais un problème de figuration : comment rendre visible l'attachement que l'on éprouve pour le lieu choisi pour la prise de vue ? Or, la réponse à apporter à ce type de problèmes ne passe pas par le verbe mais par le corps : quel geste exprime le mieux mon rapport à ce lieu ? À ce stade, l'intérêt de mon dispositif, en particulier celui de la « pose », devient plus évident. On peut en effet considérer celle-ci comme un geste du corps mettant en œuvre ce que Pierre Bourdieu appelle un mode de « connaissance par corps » (Bourdieu, 1997). Par cette expression, il vise un processus inconscient d'incorporation des structures sociales par l'expérience. Dans cette perspective, un environnement familial correspond à une situation dans laquelle l'*habitus*, c'est-à-

194 Pour des exemples concrets et récents, cf. Cuisenier, 2007.

195 Cependant, je n'ai pas renoncé à ce type de dispositifs. J'ai montré des images que j'avais faites du quartier en entretien. Elles ont suscité des descriptions à partir desquelles j'ai identifié des repères familiers et les usages qui les produisent sans toutefois observer *comment* ces usages les produisent. Pour un exemple, cf. infra, pp. 211 et suivantes.

dire les structures sociales sous leur forme incorporée, est parfaitement ajusté aux conditions de l'expérience. Laurent Thévenot ne donne évidemment pas autant de portée à l'expérience et aux actions relevant du régime d'engagement familial. Si l'on ôte à la notion de « connaissance par corps » la dimension structuraliste propre au système conceptuel de Pierre Bourdieu, il reste néanmoins une idée intéressante : la relation de familiarité à l'environnement implique avant tout le corps qui par des mouvements réguliers se coule dans les aspérités du monde qui l'entoure tout en les usant progressivement en s'y coulant. La « pose » rejoue ainsi le geste par lequel le corps s'inscrit dans son environnement immédiat.

Dans ce contexte, on peut considérer que l'inquiétude ou le malaise de certaines personnes pendant la prise de vue tient davantage à la situation elle-même, aux rapports asymétriques qui persistent entre le photographe et son modèle, qu'à une éventuelle inadaptation du corps à son environnement. Face à une situation qu'elles ne maîtrisent pas complètement, les personnes ont en effet tendance à choisir un lieu dans lequel elles se sentent à l'aise, auquel elles sont personnellement attachées. Dans la mesure où il existe autant de rapports familiers à l'environnement qu'il y a d'habitants à Marzahn Nord, les caractéristiques sociales des personnes ne me semblent pas déterminantes dans l'analyse. Je ne proposerai pas non plus un inventaire exhaustif des attaches familiales au quartier. Une typologie n'aurait pas non plus de sens en raison de leur singularité. Il s'agira donc surtout de mettre en évidence quelques gestes qui les façonnent à partir des photographies que j'ai réalisées durant les campagnes de 2005 et de 2006.

À l'issue de ce parcours, les outils dont je dispose pour reconstituer les rapports au quartier à Marzahn Nord sont plus clairs. Mon analyse articule d'abord les usages du logement aux dynamiques sociales d'appropriation des espaces collectifs. Parmi ces espaces, j'ai choisi de concentrer mon enquête sur les équipements collectifs, parce qu'ils me permettent de repérer les rapports au quartier des trois catégories sociales les plus présentes dans la vie publique. Ma démarche d'enquête articule observation et entretien. En l'état, cette démarche restitue chaque usage dans le contexte de la trajectoire sociale et résidentielle des personnes, le mode d'inscription spatiale et la structure de leurs réseaux d'interconnaissance et de la forme urbaine de l'espace considéré. Cette démarche est complétée par un dispositif photographique à partir duquel je saisis les attaches familiales à l'environnement. Dans la mesure où ces attaches s'inscrivent dans un rapport difficilement communicable à autrui, elles sont en effet plus facilement appréhendées par un dispositif qui définit la situation d'enquête comme une situation de représentation. À travers la « pose » des personnes photographiées, ce dispositif fixe le geste d'engagement corporel qui façonne ce type d'attaches. Par rapport aux typologies construites à partir de données statistiques,

les usages décrits ne sont pas exhaustifs mais offrent une vision plus fine des dynamiques concurrentes d'appropriation de l'espace : les usages alternatifs d'un espace menacent les attaches sociales et familiales des autres groupes d'utilisateurs dans la mesure où ils modifient sa forme matérielle et symbolique. Quels sont ces usages ? Comment se règlent les disputes auxquelles les formes concurrentes d'appropriation spatiale donnent lieu ?

II. Un monde privé

Dans cette partie, je me concentre sur les usages qui font du logement le lieu privilégié du repli sur soi, de l'intimité, du secret ou de la conquête de l'autonomie individuelle. Ces usages recouvrent les soins et l'attention que lui portent ses occupants et qu'ils se portent les uns aux autres dans l'espace confiné du logement. Pour reprendre la notion proposée par Olivier Schwartz, ces usages font du logement un « monde privé », c'est-à-dire qu'ils l'inscrivent dans un « processus par lequel un sujet se sépare, pose une fraction de son existence ou du monde extérieur comme son bien propre et cesse – à ses propres yeux – de relever du collectif » (Schwartz, 1990, p. 29). J'ai indiqué que les travaux menés sur les grands ensembles en France considèrent que de tels usages du logement sont le propre des catégories en ascension sociale et s'opposent aux modes d'existence ouvriers ou prolétaires. Le processus de privatisation au centre de la constitution de l'individu moderne est ainsi contradictoire : source d'autonomie et de liberté pour les uns, il comporte un risque d'enfermement et d'isolement pour les autres. Ces travaux, complétés par ceux qui portent sur les quartiers anciens, montrent cependant que le repli sur le logement est articulé aux dynamiques sociales d'appropriation des espaces collectifs à la fois situés dans le quartier et dans le reste de la ville (Authier, 2001 ; 2008). Il faut donc restituer la diversité des contextes sociaux dans lesquels ce mode d'usage s'inscrit. J'ai ainsi distingué deux configurations que j'examinerai successivement : 1/ le logement constitue le seul point d'attache, de type familial, au lieu de résidence ; 2/ le logement représente un point d'attache familial au quartier distingué d'autres attaches de voisinage. Dans ces deux configurations, les attaches familiales au logement sont particulièrement sensibles à deux menaces : les usages concurrents des voisins et les projets d'aménagements collectifs.

II. 1. Un repère familial dans un espace urbain anonyme

Les trois ménages que je vais présenter entretiennent un rapport comparable à l'espace résidentiel que l'on peut caractériser de la façon suivante : il associe les usages personnels du logement à des usages impersonnels des autres espaces du quartier et repose sur un cloisonnement spatial des activités sociales et des réseaux d'interconnaissance dans lesquels les personnes sont insérées. Les activités professionnelles, les loisirs ou les activités impliquant d'autres personnes que celles que compte le foyer se déroulent à l'extérieur du quartier. Comment se développe un tel rapport au logement et à l'espace résidentiel ? Quelle forme prennent les échanges avec les autres habitants ?

Un départ retardé

Durant l'année 2005, je rencontre Klaus et Jutta Martens lors des réunions de l'initiative de défense des locataires créée en 2003 à l'annonce du projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale. Depuis l'été 2004, ils ont quitté Marzahn Nord et emménagé dans un pavillon à Biesdorf, dans le sud de l'arrondissement. En novembre 2005, ils me proposent de venir dîner chez eux afin de discuter des circonstances de leur départ du quartier.

Le pavillon de Klaus et Jutta ne donne pas directement sur la rue. Il est construit sur le terrain d'un ancien verger qui dépendait autrefois de la maison voisine. Le père de Klaus a acheté le verger pendant la période socialiste au propriétaire de cette maison. Klaus et Jutta lui ont racheté le terrain dans les années 1980 avant d'emménager à Marzahn et y ont construit un cabanon de deux pièces dans lequel ils séjournent les week-ends d'été avec leurs deux enfants.

L'obtention d'un logement à Marzahn n'a pas été facile. Bien qu'ils soient tous les deux considérés comme des enfants d'ouvriers (le père de Klaus est cheminot, celui de Jutta est ouvrier qualifié dans une usine de Dresden), Klaus a attiré sur lui l'attention de la *Stasi* en effectuant à plusieurs reprises ce qu'il considère lui-même comme des gestes d'opposition au régime : il refuse de renoncer aux contacts réguliers qu'il entretient avec des membres de sa famille résidant à Berlin-Ouest lorsqu'il est sommé de le faire par son employeur, l'office est-allemand des brevets ; pendant ses études d'ingénieur à l'Université Technique d'Osnabrück, il monte une pièce satirique sur Honecker pour laquelle il manque de se faire renvoyer ; il se fait réformer du

service militaire ; il rejette systématiquement les offres d'adhésion au SED et aux organisations de masse. Ils obtiennent finalement un appartement à Marzahn Nord en 1987 après les visites répétées de Jutta au service du logement de Treptow, leur premier lieu de résidence. Au départ, ils ont une représentation négative des grands ensembles de Marzahn (espace anonyme, repère d'espions de la *Stasi*). Ils souhaitent donc échanger le logement qu'ils ont obtenu contre un logement plus grand à Treptow. Ils sont finalement séduits par le confort du logement de Marzahn et participent aux activités de la « communauté d'immeuble » (*Hausgemeinschaft*) qui, d'après Klaus, étaient dénuées de signification politique (*Werte frei*). À la réunification, ils rénovent eux-mêmes une grande partie de leur logement. Ils n'ont pas ressenti un changement important dans l'immeuble, où leurs voisins sont les mêmes depuis la période socialiste. De même, le reste du quartier aurait peu évolué, à l'exception de la construction du centre commercial au milieu des années 1990. Ce dernier amène davantage de commerces de proximité mais ils ne les fréquentent pas. À cette époque, Jutta se mobilise néanmoins contre l'ouverture d'une discothèque en face de leur immeuble : après plusieurs coups de téléphone aux services municipaux, elle obtient la fermeture de l'équipement dont les locaux ne sont pas aux normes de sécurité. Jutta travaille depuis la fin des années 1980 au service de la voirie de l'administration de la ville et conserve son emploi après la réunification. De son côté, Klaus trouve un poste d'ingénieur à la *Lufthansa*. À la fin des années 1990, il tombe cependant gravement malade et bénéficie d'une mise à la retraite anticipée.

Jutta et Klaus s'investissent dans les activités du Conseil des habitants et de l'initiative de défense des locataires lors d'une réunion publique consacrée au projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale en 2003. Durant cette réunion, ils adressent publiquement leurs critiques concernant le déroulement du projet aux représentants de la société immobilière, des services municipaux de l'arrondissement et du Sénat de Berlin. Leur départ de Marzahn Nord intervient avec la mise en œuvre de ce projet. Leur immeuble doit être partiellement démoli puis rénové. Bien que plusieurs solutions de relogements leur soient proposées par la société à proximité de leur ancien logement (notamment la location d'un appartement dans la nouvelle résidence) ou dans d'autres secteurs de grands ensembles de la ville, aucune ne leur convient : soit ils jugent que l'appartement proposé est trop bruyant à cause de la proximité d'un supermarché à prix réduits, soit l'immeuble leur semble mal peuplé parce que le concierge doit régulièrement débarrasser les caves encombrées d'ordures ménagères, soit ils estiment que le loyer est trop élevé. Ils optent pour la construction d'une maison sur le terrain qu'ils possèdent déjà à Biesdorf un peu à

contrecœur : « Nous voilà endettés jusqu'à la fin de notre vie et les travaux ont beaucoup fatigué Klaus. Ce qui me change le plus, ce ne sont pas les gens mais la situation. On connaît bien les voisins, on fait même partie des « anciens » (*Altangesessene*) ici puisqu'on avait le jardin avant que certains ne construisent des maisons. Mais on n'est vraiment pas bien desservi par les commerces et les transports en commun. Pour faire les courses, il faut aller à quatre stations de bus et ils ne circulent plus après 20 h le soir » ¹⁹⁶.

Rétractation sur le logement

Je rencontre Juliane Steiner en avril 2004 lors d'une soirée musicale organisée au Théâtre Tchekhov, où je suis stagiaire. À cette époque, j'ai réalisé plusieurs portraits des employés du théâtre et le récit que l'un d'entre eux lui fait de mon activité de portraitiste la conduit à m'en commander un. Juliane souhaiterait utiliser la photographie pour ses demandes d'emploi. Nous convenons de réaliser deux portraits, l'un destiné à ses dossiers de candidature, l'autre à mon travail universitaire.



196 D'après les notes de terrain du 22 novembre 2005.

Pour réaliser ses portraits, Juliane n'envisage pas d'autre lieu que son logement. Nous passons en revue chaque pièce et je laisse Juliane évaluer celle qui se prête le mieux à la prise de vue. Elle commence par la cuisine, l'une des pièces les plus claires de l'appartement qui donne sur la campagne du Barnim : « C'est ici qu'il y a la plus belle vue. Je ne déménagerais pas d'ici ne serait-ce que pour pouvoir encore en profiter. C'est ici que je passe le plus de temps. C'est bien d'avoir une vue quand on mange en famille. Dans le salon, c'est moins important, on y est avec des amis ou on regarde la télé. » Le salon est effectivement plus sombre à cause du vis-à-vis. Juliane envisage plusieurs possibilités de prise de vue mais aucune ne la convainc : elle trouve le coin près de la fenêtre trop sombre, elle considère sans conviction le canapé, me désigne une petite table avec un bouquet de fleurs et les photographies de ses enfants mais la photographie du calendrier au mur ne lui plaît pas. Dans le couloir, il faudrait qu'elle enlève la plupart des objets qui sont à son mari et qu'elle n'aime pas. Enfin, dans la chambre à coucher, elle hésite un instant face à un tableau représentant des coquelicots qu'elle apprécie beaucoup. Nous revenons finalement à la cuisine, malgré quelques hésitations pour le salon, peut-être plus convenable et dans lequel il y a deux autres tableaux qu'elle aime bien. Après avoir revêtu une veste pour l'enlever aussitôt, dégagé les objets du rebord de la fenêtre pour finalement y ajouter une plante, elle s'adosse au buffet et pose pour la photographie.

Entre-temps, elle me montre une photo d'elle en tenue de danseuse du ventre. Elle suit des cours hebdomadaires au centre de loisirs de l'arrondissement. Elle entretient peu de contacts avec les autres femmes qui suivent le cours, voyant surtout dans cette activité une source d'épanouissement personnel. Elle fréquentait aussi une salle de sport attenante au cinéma multiplex de Marzahn lorsque sa fille y travaillait. Elle suit plus rarement des stages de yoga à l'université populaire (*Volkshochschule*) à l'ouest de la ville. Juliane n'a pas de permis de conduire et apprécie donc particulièrement la proximité de son logement avec les transports en commun qu'elle utilise pour se rendre à l'ensemble de ces activités.

Juliane a emménagé à Marzahn en décembre 1987. Sa trajectoire résidentielle reflète sa trajectoire professionnelle. Après deux ans passés dans une petite ville de la mer baltique où elle était enseignante, elle travaille à Berlin dans le bureau régional de tourisme de l'organisation de la jeunesse est-allemande¹⁹⁷ et habite Prenzlauerberg. Elle dépose une demande pour un logement en grands ensembles après la naissance de

197 En 1975, l'organisation de la jeunesse est-allemande (*Freie Deutsche Jugend – FDJ*) met en place des bureaux de tourisme (*Jugendtourismus*) dans toutes les régions d'Allemagne de l'Est. Ces bureaux gèrent les demandes de voyages individuels ou collectifs à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières de RDA (c'est-à-dire dans les autres pays du bloc soviétique).

son fils. Elle considérait que cet environnement, situé « au vert » à l'extérieur de la ville, aurait un effet bénéfique sur sa santé. Après son emménagement à Marzahn, elle cherche un emploi à proximité de son lieu de résidence et travaille à la cafétéria de Robotron, une entreprise d'électronique située dans la zone industrielle de l'arrondissement. Après la réunification, elle suit un stage de reconversion dans le secrétariat et travaille durant les années 1990 pour une entreprise de BTP. Celle-ci fait faillite à la fin des années 1990. Depuis cette date, Juliane est au chômage de longue durée. Son mari, chauffeur de poids lourds pendant la période socialiste, travaille comme manutentionnaire dans un grand magasin berlinois de sorte qu'elle passe une grande partie de ses journées seule dans son appartement. Elle s'était certes liée d'amitié avec plusieurs voisines lorsqu'elle a emménagé dans l'immeuble mais celles-ci ont construit une maison en banlieue dans les années 1990. Elle ne fréquente pas ses autres voisins, qu'elle semble ne pas connaître. Elle a assisté par curiosité à une soirée musicale et à une réunion du « Café philosophique » organisées au théâtre où nous faisons connaissance, situé au rez-de-chaussée de son immeuble. La première animation est fréquentée par un public de « Aussiedler » avec lequel Juliane n'entretient aucun contact et se découvre peu d'affinités culturelles malgré sa maîtrise de la langue russe (pensant se rendre à un concert de musique folklorique russe elle n'apprécie pas l'ambiance de discothèque de la soirée). La seconde animation n'a jamais réussi à se constituer un public et Juliane se retrouve seule à philosopher avec l'animatrice. Lorsque je la rencontre à nouveau une année environ après la prise de vue, elle n'y est pas retournée¹⁹⁸.

À la conquête de l'autonomie personnelle

Magrit Meyer est ma voisine de pallier. Lorsque je la rencontre pour la première fois le jour de mon emménagement en février 2005, elle se félicite de mon arrivée qui vient redonner vie à un logement vide depuis plusieurs mois. Durant l'ensemble de mon séjour à Marzahn, nos relations s'en tiennent cependant à des échanges de politesses ou de menus services. Vers la fin de mon séjour, je la sollicite pour une prise de vue dans le cadre de mon projet sur les rapports au quartier.

Pour déterminer le lieu de la prise de vue, nous commençons par aller sur son balcon, fleuri, meublé et décoré avec soin. Elle me propose de profiter du beau temps pour faire une photographie à l'extérieur. Nous empruntons l'allée qui contourne le sud du quartier et mène au parc qui le sépare de Eiche, une commune voisine située dans

198 D'après les notes de terrain des 16, 20, 21, 27 et 30 avril 2004, et du 30 novembre 2005. Prise de vue le 27 avril 2004.

le Brandebourg. Nous nous arrêtons à mi-chemin : Margit ne souhaite pas sortir du quartier afin de pouvoir intégrer des immeubles rénovés à la photographie. Dans l'ensemble, elle trouve que le quartier a été bien « refait » après la réunification. D'après elle, la population a également bien évolué par rapport à la période socialiste où Marzahn avait la réputation de loger des familles nombreuses dépendant des subsides de l'État. Pour cette raison, elle était satisfaite du logement à Schöneweide que son premier mari avait obtenu par le biais de l'entreprise dans laquelle il était ingénieur. Son emploi de vendeuse à l'*Exquisit*, un grand magasin du centre de Berlin-Est qui vendait des produits destinés aux visiteurs occidentaux, lui permettait également d'améliorer leur ordinaire.



Au cours de notre promenade, elle m'explique qu'elle a beaucoup parcouru le quartier à son arrivée en 2000 : le calme, la verdure ainsi que l'accessibilité de ses principaux équipements (supermarchés, dispensaire, transports en commun) lui ont plu. Par rapport à son ancien lieu de résidence à Schöneweide, où elle a conservé la plupart de ses relations mais où une voiture est nécessaire pour se déplacer, elle peut se débrouiller seule à Marzahn Nord. Après la mort de son second mari, elle devait compter sans l'aide de sa fille, qui ne réside pas à Berlin, et ne voulait pas dépendre de

celle de la fille de son mari, avec laquelle elle avait cohabité six ans dans le même immeuble à Schönefeld et ne se sentait pas à l'aise. Depuis quelques années, elle apprécie moins les promenades dans le quartier : le fait de croiser de jeunes couples lui rappelle sa solitude. Le week-end, elle reste désormais chez elle et regarde la télévision, lit, jardine sur son balcon ou fait un peu de gymnastique¹⁹⁹.

Plusieurs conclusions se dégagent de la comparaison de ces trois cas. L'exemple de Magrit Meyer montre d'abord que la promesse de modernité des grands ensembles, qui motive le choix résidentiel des Martens bien qu'ils n'adhèrent pas au projet politique qu'incarne la construction de Marzahn, peut encore orienter certaines trajectoires résidentielles après la période socialiste. Dans un premier temps, on peut analyser ces trajectoires comme les produits d'un effet de rattrapage. J'ai en effet retrouvé le motif de l'habitat fonctionnel, caractérisé par la proximité de ses équipements et l'adaptation de ses aménagements aux besoins du plus grand nombre, dans les entretiens que j'ai réalisés avec des personnes qui se sont installées à Marzahn Nord au milieu des années 1990, après avoir fait l'expérience des quartiers dégradés du centre urbain de Berlin-Est²⁰⁰. Comme dans le cas de Magrit, la représentation que mes interlocuteurs ont du grand ensemble de Marzahn contraste étonnamment avec celle des anciens habitants : loin de s'être dégradée par rapport à la période socialiste, la situation du quartier (son état général et la composition de sa population) se serait au contraire améliorée avec la rénovation des immeubles dans les années 1990²⁰¹. On peut faire l'hypothèse que ces personnes perçoivent alors le changement à travers le prisme de l'amélioration de leurs propres conditions de logement. Cette perception a pu être renforcée par la possibilité d'accéder à un lieu de résidence qui leur avait été refusé jusqu'en 1990. Cependant, dans le cas de Magrit, ce sentiment n'est lié ni à l'amélioration objective de ses conditions de logement ni à un effet de rattrapage mais plutôt à l'indépendance qu'elle acquiert vis-à-vis du reste de sa famille en s'installant seule à Marzahn. De ce point de vue, l'urbanisme fonctionnel du quartier n'est pas le motif premier de son choix de résidence. Il intervient plutôt comme une condition indispensable à la conquête de son autonomie personnelle.

Le fort investissement du logement apparaît, à travers le cas de Juliane Steiner, comme une conséquence directe de la réunification. L'instabilité de la situation socioprofessionnelle des anciens

199 D'après les notes de terrain du 20 août 2006. Prise de vue le 20 août 2006.

200 Luisa Thuringer, que je présente dans la suite de ce chapitre, me dit par exemple : « Nous on habitait à Friedrichshain et on a aussi déménagé et c'était directement sur la rue si bruyante, pas d'aire de jeux pour les enfants, rien. (...) Et après j'ai visité un appartement ici [à Marzahn], là de l'autre côté, et tout de suite j'ai vu les aires de jeux, j'ai dit oui et ça y était. Et nous avons emménagé ici, c'était en 1998, le 10 octobre 1998, je le vois encore comme si c'était hier. » (Entretien du 2 février 2006).

201 Se reporter à l'extrait d'entretien de Fabian Kaufmann, cité dans l'introduction de ce chapitre, qui considère qu'habiter Marzahn, c'est comme « être en vacances » par rapport au quartier de Kreuzberg qu'il habitait auparavant. Cf. supra, p. 161.

citoyens de RDA au début des années 1990, d'autant plus grande qu'ils sont, comme Juliane, une femme avec de jeunes enfants occupant un poste non qualifié dans l'industrie, rend incertaines les amitiés et les relations nouées en dehors du foyer. Celui-ci constitue le seul point de repère stable dans une société et une ville en perpétuel mouvement. Le rapport de Juliane à la ville en général semble d'ailleurs s'être réduit, avec le chômage de longue durée, aux repères familiaux que constituent le foyer et ses membres : une partie des activités sociales qui prennent place en dehors du logement se fait avec sa famille. Par contraste, le cas des Martens semble particulièrement étonnant : tout se passe comme s'ils restaient aveugles au changement, que l'enceinte de leur logement était parfaitement imperméable à l'environnement extérieur jusqu'à ce que celui-ci fasse une entrée fracassante par le biais du projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale. On peut faire l'hypothèse que leur aveuglement aux transformations socio-démographiques du quartier est lié à la stabilité de leur situation sociale. La fin du régime socialiste représente une amélioration générale de leurs conditions de vie, qui se matérialise dans la rénovation intérieure de leur logement et se reflète dans celle du quartier. Cette perception des transformations est d'autant moins remise en cause que le voisinage au sein de leur immeuble est stable et que leur usage du quartier se limite à celui du logement depuis la période socialiste.

Les épisodes de la discothèque et du projet de restructuration urbaine témoignent cependant de la fragilité de l'attachement au quartier lorsqu'il repose uniquement sur les attaches familiales au logement. On peut en effet interpréter de deux façons l'épopée du relogement des Martens qui les amène à quitter le quartier et à investir dans un pavillon à un moment où leur situation socioprofessionnelle est pourtant la plus fragile. Cette épopée montre d'abord que la personnalisation du rapport au logement en fait un bien difficilement remplaçable par un autre. Elle indique aussi que la mise à distance du reste du quartier est à la fois la condition et la conséquence de la singularisation du lien au logement. L'ensemble de nos trois cas met en effet en évidence l'effort que nécessite la mise à distance des autres et de leurs activités parasites pour pouvoir jouir de son logement. L'exemple de Magrit Meyer montre par exemple comment la gêne qu'occasionne la rencontre inévitable avec de jeunes couples l'amène à opter pour des activités de détente qui puissent rester confinées à son logement. Dans ce contexte, on peut interpréter, à la suite de plusieurs auteurs, l'anonymat des relations de voisinage non comme un effet de l'architecture des immeubles ou de l'urbanisme des quartiers mais comme celui de la cohabitation : pour Gérard Althabe, il est par exemple le produit d'un mode de communication par lequel les familles assistées sont mises à l'écart (Althabe, 1993 [1985]) ; pour Colette Pétonnet, il correspond plutôt à une pellicule protectrice que le citadin revêt lorsqu'il est confronté à des étrangers (Pétonnet, 1987). La distance sociale et culturelle entre l'ancienne « Intelligence socialiste » et la nouvelle population de

« Aussiedler » s'exprime aussi dans la déconvenue de Juliane Steiner qui se rend au théâtre du quartier en pensant assister à un concert de musique de folklore russe et se trouve plongée dans une ambiance de discothèque.

Jusqu'ici mon analyse s'appuie exclusivement sur des pratiques directement observées ou des informations récoltées dans le cadre d'entretiens. En rester là, ce serait omettre l'apport de la photographie. Son usage permet d'abord d'observer une série d'interactions liées à la préparation de la prise de vue. Ces interactions fournissent des indications sur le rapport que les personnes photographiées entretiennent avec les objets ou les lieux figurant sur l'image. Les portraits produits manifestent également, à travers la pose, le geste par lequel ces objets ou ces lieux sont singularisés. La description des préparatifs auxquels donne lieu la réalisation du portrait de Juliane Steiner aurait pu se présenter sous la forme d'une liste d'objets à la Prévert. Cette description nous livre une première information : au sein du ménage, Juliane est la personne qui occupe le plus de pièces dans l'appartement (cuisine, salon, chambre à coucher), le seul espace dédié à son mari restant le couloir. L'appropriation extensive du logement passe par la dispersion d'une série d'objets que Juliane qualifie à chaque fois en des termes affectifs. Ses hésitations répétées témoignent de sa difficulté à les hiérarchiser et à les sélectionner pour la réalisation de son portrait. Chacun d'eux éclaire une autre facette de sa personnalité et, pour être complet, son portrait aurait certainement dû tous les intégrer. Une telle profusion aurait cependant nui à la cohérence de son personnage en le mêlant à un bric à brac désordonné. Le choix de Juliane Steiner se porte finalement sur la vue depuis la fenêtre de sa cuisine. D'autres habitants, relogés après la démolition de leur logement dans le cadre du projet de restructuration urbaine, ont évoqué leur attachement pour la vue imprenable que celui-ci offrait sur le quartier²⁰². Il paraît évident que la vue à laquelle ces autres habitants sont attachés n'est pas la même que celle qu'affectionne Juliane Steiner. L'attachement n'est donc pas lié à des caractéristiques objectives des objets ou à un point de vue entièrement subjectif. Le portrait de Juliane Steiner figure en effet une façon assez commune de se rapporter à un objet : le contempler du haut de sa fenêtre. De la « vue » de Juliane, nous ne percevons en fait qu'un vague brouillard délimité par l'encadrement de la fenêtre. De ce que voit habituellement Juliane nous ne percevons donc que l'effet de découpe qui autonomise une portion d'espace urbain de l'ensemble auquel il appartient et qui le met à distance du monde et du spectateur. Pour Georg Simmel, l'effet produit par un cadre ne se limite pas à ce mouvement de mise à distance. Il produit aussi « une concentration intérieure dans laquelle se réalise [une] unité » (Simmel, 2003 [1902], p. 30). Dans un autre texte consacré au paysage, il définit cette unité comme une *Stimmung*, c'est-à-dire comme un processus affectif qui confère son unité à une portion de nature (Simmel, 1988 [1913], p. 241). Nous avons

202 Voir par exemple les vues que Greta Dahlewitz prend depuis la fenêtre de son logement : cf. supra, p. 158.

donc affaire à un double processus, bien analysé par Danny Trom pour le cas de la « nature spatialisée » (Trom, 1999) : une opération de découpe qui singularise une portion d'espace susceptible de nous affecter personnellement en retour et un mouvement de distanciation qui généralise la vue en lui conférant autonomie et unité. Le portrait de Magrit Meyer représente un acte similaire. Elle apparaît dans son portrait comme une passante, que l'on aurait retenue un instant dans le cours de sa promenade pour les besoins de la prise de vue. Elle reflète en cela la déambulation à laquelle les préparatifs de la prise de vue ont donné lieu et qui emprunte, plusieurs années après, le parcours de ses anciennes promenades. Magrit Meyer photographiée en promeneuse représente donc l'image d'une façon assez commune de considérer un espace urbain comme un lieu qui se visite, offert au regard du promeneur. La promeneuse Magrit Meyer est donc une figure assez proche de celle de la spectatrice qu'incarnait Juliane Steiner. Elle est l'image d'un regard porté sur le quartier qui le découpe et le singularise en même temps qu'il le généralise par la contemplation distanciée.

II. 2. Une bulle protectrice dédiée à l'épanouissement personnel

Au cours de mon enquête, j'ai rencontré des personnes dont le rapport au quartier est marqué, de la même façon que celui que je viens de décrire, par un usage privé du logement. Ses habitants l'isolent, par les usages personnels qu'ils en font, des autres sphères sociales dans lesquelles ils s'investissent. À la différence des ménages précédents, ceux dont il va s'agir ici participent cependant à de nombreuses activités dans le quartier à partir desquelles ils développent des relations sociales intenses dans leur voisinage. Dans cette configuration, quel sens prend le repli sur le logement ?

Un lieu préservé de l'exposition publique

Je rencontre Rolf Banggartz aux réunions du Conseil des habitants auxquelles il participe tous les mois. Il est aussi membre de l'initiative de défense des locataires créée en 2003 en réaction au projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale. Durant les deux années de ma présence sur le terrain, nous apprenons à nous connaître au fil des événements et des réunions qui rythment la vie associative et militante locale. Bien que nous ayons souvent l'occasion de discuter ensemble, au café qui jouxte l'agence du « management de quartier » par exemple, je ne me rends à son domicile qu'à l'occasion des deux entretiens enregistrés que je réalise avec lui au début et à la fin de mon enquête.

Rolf habite seul un appartement de trois pièces dans un immeuble de six étages situé en bordure du quartier dans le prolongement du village d'Ahrensfelde. Il est géré par la société immobilière communale et a seulement fait l'objet d'une rénovation technique après la réunification. A mon arrivée chez lui, Rolf m'indique fièrement que la façade, la cage d'escalier, les fenêtres et les intérieurs sont encore tous « d'origine ». Seul le « numéro d'or » (*Goldene Hausnummer*²⁰³), autrefois fixé à l'entrée de l'immeuble, a été déboulonné quelques années auparavant.

Les deux entretiens que je mène avec Rolf se déroulent chaque fois de la même façon : avant de m'accueillir dans son appartement, il a veillé à ranger l'ensemble de

203 Il s'agit de l'une des dernières traces de la participation des « communautés d'immeubles » (*Hausgemeinschaften*) à la mise en valeur des espaces collectifs attenants aux immeubles. Ces activités de mise en valeur ont lieu en général le samedi. Elles sont valorisées dans le cadre d'un concours lancé dans toutes les villes et communes d'Allemagne de l'Est par le *Nationaler Front*, c'est-à-dire la fédération réunissant l'ensemble des partis et des organisations de masse. Ce concours était l'occasion de récompenses matérielles (matériel de jardinage, argent) et plus symboliques, comme le « numéro d'or » décerné aux « communautés d'immeubles » les plus méritantes.

ses effets personnels et a soigneusement fermé les portes de toutes les pièces à l'exception de celles du salon et de la cuisine. Au cours du second entretien la présence de son fils aîné, qu'il héberge quelques semaines, semble le gêner : « Tu m'excuses, je n'ai pas pu tout ranger, mon fils est là et met ses affaires partout ». Le jour de ma première visite, une assiette de biscuits et un thé m'attendent sur la table basse du salon. En entrant sur la droite, des livres reliés datant de l'époque de la RDA sont soigneusement alignés sur les rayonnages d'une grande bibliothèque en formica sombre. Sur les étagères du bas, je remarque une photographie de ses trois fils et un portrait de sa femme, décédée dans les années 1970. Considérant l'attention que je porte à sa bibliothèque, Rolf m'explique qu'il se l'est achetée en 1988, quelques mois après son arrivée à Marzahn Nord : « Quand j'ai emménagé ici, les murs étaient bruts, il fallait les tapisser soi-même. Je voulais aussi m'acheter de nouveaux meubles. Celui-ci est solide, il me plaît encore. J'ai commandé le sofa que tu vois à la réunification. Je voulais du cuir, on n'en trouvait pas à l'époque de la RDA. »

Pendant les deux entretiens, il parle volontiers de ses activités militantes et associatives dans le quartier. En revanche, il se montre beaucoup plus réservé lorsqu'il s'agit d'aborder des questions relatives à son passé pendant la période socialiste. J'ai donc décidé de dédier le second entretien à ces questions. Je le juge décevant pour plusieurs raisons. Je m'attendais d'abord à ce que notre amitié profite à la relation d'entretien et invite Rolf à se livrer davantage qu'il ne l'avait fait pendant notre première entrevue. Certes nous nous tutoyons et la discussion s'installe plus facilement que lors du premier entretien mais la tournure biographique que je donne à la discussion dès la consigne de départ (« Je voudrais que tu me racontes comment tu es devenu officier dans l'armée est-allemande ») le rend mal à l'aise : après s'être inquiété de la façon dont j'allais garantir l'anonymat de ses propos, il s'interrompt tous les quarts d'heure en tentant de mettre fin à la discussion par une formule du type « c'est bientôt fini ? », alors que nous avons convenu d'une entrevue de deux heures environ. Ensuite, cet entretien diffère de ceux que j'ai réalisés avec des personnes dont les caractéristiques sociales sont proches de celles de Rolf par son absence de retour réflexif sur la période socialiste : loin d'analyser son engagement politique passé et présent à la lumière de sa socialisation familiale et professionnelle, il me présente l'ensemble de son parcours comme le produit d'une discipline personnelle (« J'ai toujours décidé seul de ce que je faisais »)²⁰⁴. Enfin, en août 2005, il est aussi l'un des seuls membres du Conseil des habitants à refuser de participer à mon projet

204 Ce discours est le propre des engagements inspirés. J'expose dans le chapitre suivant la grille d'analyse à partir de laquelle je rends compte de l'engagement politique. Pour l'analyse plus développée d'un parcours d'engagement du type de celui de Rolf Bangartz, cf. annexe 6, p. 498.

photographique. Après une boutade (« Tu veux me prendre tout nu dans ma salle de bain ? ») il répond par une moue sceptique à ma sollicitation.

Au cours de ces deux entretiens, j'apprends néanmoins que Rolf emménage à Marzahn Nord à un moment particulier de sa vie professionnelle. Comme de nombreux Allemands de l'Est nés à la fin de l'entre-deux-guerres, il connaît une trajectoire sociale ascendante durant la période socialiste. Il est originaire d'une petite ville de Saxe, où il vit avec sa mère et sa sœur après la mort de son père, pendant la guerre. Il apprend le métier d'électricien dans un atelier de la société de chemin de fer est-allemande à Rügen, une petite île de la mer baltique, puis travaille comme ouvrier à Leipzig et à Berlin dans les années 1950. En 1956, il s'engage dans l'armée est-allemande par conviction politique mais aussi pour les possibilités de formation qu'elle lui offre. Après avoir suivi le cursus d'une école de sous-officiers, il monte en grade et intègre une école d'officiers dans les années 1970. Il décroche ensuite un diplôme en anthropologie culturelle (*Kulturwissenschaft*) à l'Université Humboldt de Berlin qui lui permet d'être employé à la direction d'une institution culturelle de l'armée est-allemande. En 1987, il a la possibilité de quitter l'armée. Il trouve un poste aux services culturels du Magistrat de Berlin et obtient un logement à Marzahn, où habite déjà sa sœur.

Après la réunification, mis à part sa sœur, Rolf fréquente peu de personnes à Marzahn. Les réunions familiales ont lieu chez sa sœur ou chez l'une de ses nièces. Pendant le premier entretien, il me désigne son bureau situé contre le mur du salon, près de la fenêtre. Il est encombré de matériel vidéo débranché et empilé à côté d'un ordinateur. Il m'explique : « A la réunification, j'ai travaillé quelque temps pour une librairie, puis elle a fait faillite et je suis resté un moment au chômage avant de pouvoir prendre ma retraite. Plus rien n'avait de sens. Et ça a été une nouvelle expérience aussi, de rester soudain assis ici à la maison, sans travail. Je connais plusieurs personnes que ça a détruites. Que faire ? Alors je me suis découvert ce hobby. Et maintenant, je m'arrache les cheveux à essayer de voir comment transférer tous mes films vidéo sur DVD et à regarder comment je peux monter les nouveaux avec l'ordinateur ! » Dans les années 1990, il fait plusieurs voyages à l'étranger (Cuba, Paris, les Îles Canaris) avec sa sœur ou des amis qu'il a rencontrés à l'époque où il était engagé dans l'armée est-allemande. Ces voyages fournissent la matière de ses films vidéo.

Durant cette période, les réunions de la section locale du PDS, auxquelles il participe dans la continuité de son adhésion au SED, sont ses seules activités dans le

quartier. Elles lui permettent de rentrer en contact avec d'autres habitants, mais n'occupent qu'une infime partie de son temps libre. Il ne fréquente pas non plus les membres de la section en dehors des réunions. Depuis la réunification, les relations avec ses voisins se font aussi plus distantes : « Après la réunification, ceux qui ont construit ou se sont acheté une maison pas cher ont déménagé et à partir de là, c'était un peu plus dur. Parce que tout le monde se préoccupait de ses propres affaires. Plus personne ne faisait attention à l'escalier, il y avait de plus en plus de gribouillis sur les murs et certains faisaient aussi du tapage. Par exemple, une fois, j'en ai forcé un à prendre ses pinceaux et sa peinture pour effacer ses gribouillis ! Mais il me dit encore bonjour ! (...) Maintenant c'est devenu un peu plus... c'est nettoyé par une entreprise, il n'y a plus de communauté d'immeuble, et c'est un peu comme partout la société multicolore (*Hellbogengesellschaft*) [Pause]. Mais il y a encore pas mal de gens raisonnables, et quand on leur marche un peu sur les pieds, ça va de nouveau. »

L'investissement de Rolf dans les activités militantes et associatives du quartier date de son engagement au sein du Conseil des habitants, en juin 2002. Lors de notre premier entretien, les motifs qu'il invoque pour rendre compte de son engagement sont les suivants : « (*Rolf*) – Au début, je me suis tenu un peu à l'écart [de la vie du quartier]. Parce qu'il y a beaucoup de choses que je n'arrivais pas à comprendre, et que je ne comprends toujours pas ! Parce qu'il n'y a rien à l'intérieur, parce que beaucoup de choses dans ce monde sont... pffff... paradoxales, à n'y rien comprendre. Comme par exemple de l'argent pour construire et de l'argent pour démolir heu... ou Hartz IV²⁰⁵. (...) Oui, et ensuite il y a plusieurs choses qui m'ont énervé ici et c'est pour ça qu'un jour je me suis pointé au Conseil des habitants. (*Moi*) – Quoi par exemple ? (*Rolf*) – Ben, par exemple, quand la société immobilière construit des immeubles pour boucher les coins et rajoute encore un étage en haut²⁰⁶ et ne fait rien du tout en bas ! C'est une chose tout à fait illogique ! [Rolf s'énerve et hausse le ton] (...) Ça par exemple, ça peut en énerver plus d'un. Ou bien quand je vois ces bicoques devant les supermarchés²⁰⁷, et c'est comme ça partout, et quand je vois dès le petit jour des gens avec leur bouteille ou leur canette de bière à la main [long soupir] c'est triste. Avant, ça n'existait pas ça. (...) Je connais un couple par exemple, il y va tôt, lorsque lui est libre - par chance il a encore un travail, elle non - alors ils vont tous les deux là devant au supermarché, se cherchent un café, un journal et font des mots croisés là-bas. Oui.

205 Rolf fait référence à la dernière réforme du marché de l'emploi en Allemagne. Se reporter à la note, p. 161.

206 Rolf fait référence à un projet architectural des années 1990 sur lequel donne la fenêtre de son salon.

207 Rolf fait référence à l'implantation de plusieurs *Imbiss* (stands répandus dans Berlin sur lesquels on peut manger sur le pouce) à proximité de son logement après la réunification.

Est-ce que c'est une vie ça ? Ce n'est donc pas une vie épanouie ! Et des exemples comme ça, je peux en citer des masses ».

Les activités militantes de Rolf n'impliquent aucun autre membre de son voisinage ou de la section locale du PDS, sauf lorsqu'il décide de mobiliser ces deux réseaux pour gonfler l'assistance de certaines manifestations publiques²⁰⁸.

Un lieu préservé des obligations familiales

Birgitt Schneider et moi faisons connaissance au Café de la Tour au début de l'année 2006. Elle fait partie de la clientèle d'habitues que je commence à fréquenter en dehors de la présence des éducateurs qui gèrent le lieu. Birgitt y passe les mercredis et les jeudis de chaque semaine. Les autres jours, elle s'occupe de l'entretien des toilettes d'un grand magasin situé dans le sud de l'arrondissement. Elle ne touche pas de salaire mais les pourboires que lui laissent les clients lui permettent de compléter ses aides sociales : « Une fois que j'ai payé mes 281 € de loyer, mes 64 € d'électricité, les 50 € d'essence pour ma mobylette, et les 100 € du jardin, il ne me reste plus grand-chose pour la fin du mois. Au magasin, j'ai aussi droit à un repas gratuit le midi. »

Luisa Thuringer, une habituée du Café avec qui j'ai déjà réalisé un entretien, me présente Birgitt comme une authentique Berlinoise qui a beaucoup d'histoires à raconter. Bien que celle-ci accepte volontiers ma proposition d'entretien, nous ne fixons pas de rendez-vous. Elle préfère attendre qu'une occasion se présente. Le jour de l'entretien, je suis passée une première fois au Café dans la matinée. J'y ai rencontré Birgitt qui m'a proposé de la rejoindre vers midi. À mon retour, elle m'invite à prendre un café chez elle.

Depuis le mois d'avril 2005, Birgitt habite un studio situé dans un immeuble voisin de celui qui abrite le Café. Nous faisons l'entretien dans la pièce principale, meublée d'un canapé, d'une armoire et d'étagères en formica assorties et toutes neuves sur lesquelles sont disposés des objets fantaisie. Avant l'entretien, Emma, l'une des belles-filles de Birgitt, nous aide à porter ses courses et attire mon attention sur un verre à l'intérieur duquel la lumière dessine le relief scintillant d'un animal. Sur le mur, au-dessus du canapé, je remarque également deux images représentant des scènes du conte de Cendrillon. Bien que la pièce me paraisse très bien rangée, Birgitt s'excuse

208 D'après les notes de terrain des 24 avril, 16 juin, 12 juillet et 29 novembre 2005, des 10 et 15 janvier, 7 février, 23 mars et 21 juin 2006, et d'après les entretiens des 9 mai 2005 et 20 février 2007.

du désordre. Après avoir fait disparaître quelques papiers qui traînaient sur la table basse elle m'indique qu'elle est prête à répondre à mes questions. Nous commençons par aborder les circonstances de son emménagement dans le studio qu'elle habite actuellement.

Birgitt est originaire du centre de Berlin-Est. En 1985, après la naissance de leur troisième enfant, elle et son mari obtiennent un appartement de quatre pièces, situé à proximité de son studio actuel. À l'époque, elle travaille comme agent de circulation pour l'entreprise est-berlinoise de transports publics tandis que son mari est chauffeur de poids lourds sur les chantiers de construction. En 1995, Birgitt est licenciée, elle retrouve cependant un emploi dans une société de surveillance jusqu'aux premiers signes de son cancer, au début des années 2000. Entre-temps, elle s'est séparée de son mari et ses quatre enfants ont quitté le foyer familial pour un logement situé à proximité du sien. Elle change d'appartement lorsque l'aggravation de son cancer ne lui permet plus d'entretenir son logement ni d'assurer la garde de ses petits-enfants.

À l'écouter parler des relations qu'elle entretient avec ses voisins, on vit à Marzahn Nord comme dans un village : les personnes se connaissant au moins de vue et il suffit d'une occasion pour que des liens d'amitié se nouent. « Comme dit, je connais Luisa de l'aire de jeu, par ses enfants. Mais au début, comme dit, c'était que de nom. C'était seulement Madame Thuringer, et pas Luisa. Tu comprends ? Et moi, j'étais seulement la maman des enfants Schneider, Madame Schneider. Tu comprends ? Je n'étais pas Birgitt. Et à nouveau par l'intermédiaire des enfants, d'Emma et de mon fils Hugo [inaudible]. Par les enfants on apprend vraiment à se connaître. (...) Quand certains ont des problèmes, tu vois, ils viennent chez moi et me racontent. Et je dois dire, même les tout petits, ceux du primaire, quand je passe dans la cour, ils disent toujours, ils ne disent pas "Madame Schneider", ou peut-être deux ou trois : "- Madame Schneider ? - Oui ?". Une fois j'ai fait une erreur, quand les enfants étaient en bas, j'avais toujours des bonbons avec moi, parce que je distribuais toujours des bonbons à tout le monde et ils sont venus sonner chez moi : "Est-ce qu'on peut encore avoir des bonbons ?" Ça n'allait jamais s'arrêter, alors j'me suis dit, non, ça tu peux pas faire, parce qu'ils viennent juste pour avoir quelque chose. Mais quand les petits te saluent, ça fait plaisir, parce que c'est rare que des petits qui marchent à peine t'appellent par ton nom. Ça vient du fait que les autres m'appellent Mamie Birgitt, *mes* petits enfants, et ça ne manque jamais, les autres finissent aussi par dire : "Regarde ! Mamie Birgitt arrive !" Ou alors là en-bas, ils hurlent toujours "Tante Birgitt ! Tante Birgitt ! Il veut me frapper !" Alors je descends ou j'appelle par l'interphone : "Laisse-

le tranquille !" Parce qu'ils connaissent déjà ton nom, les petits. Grâce au Cabanon ou au club²⁰⁹, tu connais de nouveau plein d'enfants que tu connaissais pas avant, parce qu'ils pensent, que si t'es là, tu fais aussi partie [de l'équipe d'encadrement]. Ils pensent : "Ah, c'en est aussi une qui a son mot à dire." (...) J'ai fait des ateliers de dessin avec eux et lorsque je suis partie, je me suis demandée, est-ce que je reste encore ? Mais non, je m'suis dit, j'suis satisfaite comme ça, j'fais plus. Comme dit, dehors, ça ne m'a jamais dérangée, mais dans l'appartement, je n'aime pas avoir d'enfants. Les grands ne m'dérangent pas, ils savent s'occuper, ils peuvent jouer tranquillement, ça ne dérange pas, mais les petits comme Miri et Emil, ils crapahutent partout, tu sais, et puis t'en mettent plein partout, ils gribouillent, oh non ! C'est plus pour moi ! Dehors, ça ne m'dérange pas, y a le bac à sable, au jardin non plus, ça ne m'dérange pas, j'suis dehors avec eux et ils peuvent se défouler tant qu'ils veulent, ça ne m'dérange absolument pas, mais dans l'appartement, comme dit, c'est trop petit. »

À un autre moment de l'entretien, elle m'avoue cependant faire quelques exceptions pour sa fille : « De tous mes petits-enfants, seul Emil, le fils de ma fille, est mon petit-fils à 100 %. Ce n'est pas que je le préfère aux autres, je les aime tous, mais si mes fils divorcent ou se séparent, c'est évident que les enfants resteront avec leur mère et moi je les verrai à peine une fois l'an. Emil c'est différent, il restera toujours de mon côté. »

Les relations d'amitié qu'elle noue dans le voisinage sont aussi liées aux liens familiaux que tissent ses enfants. Pour comprendre les discussions auxquelles j'assiste au Café il me faut par exemple dénouer les liens de parenté qui existent entre les différents habitués : Hugo, l'un des fils de Birgitt, est en ménage avec Emma, la fille de Friedrich et de Gisela, deux voisins de Luisa qui fréquentent aussi le Café. Les rapports avec des voisins qui n'appartiennent pas au groupe familial élargi n'en paraissent pas pour autant conflictuels : « Je dis ça, je n'veux pas m'plaindre des Russes ou quoi, c'est clair qu'ils ont pris le dessus, tu comprends, si tu regardes dans un immeuble, chez moi par exemple, il y a plus de Russes que de Berlinois, ceux-là, tu peux les chercher aujourd'hui, mais on ne peut pas dire maintenant que tous les Russes heu... y en a qui sont haineux et disent, mon Dieu, encore un Russe de plus qui habite la maison. Ici, y en a qui disent bonjour, qui sont aimables... Tu comprends, chez moi y en a un, je n'ai encore jamais eu de problème avec. Oui, j'veux dire, il vient aussi sonner parfois et il m'a volé une armoire dehors, quand ils l'ont livrée, ils l'ont posée dehors. Et donc j'ai mis un papier avec écrit : "Celui qui a mon armoire – parce

209 Birgitt fait référence à deux clubs de jeunes. Le premier est situé dans un cabanon en face de son premier logement. Elle y a travaillé quelques mois dans le cadre d'une condamnation à des travaux d'intérêt général. Le second est situé au sous-sol de l'immeuble qui abrite aussi le Café de la Tour où nous nous rencontrons. Ces deux équipements sont gérés par la même association.

que je savais que c'était lui – celui qui a volé l'armoire peut se présenter chez moi pour avoir les étagères – parce que j'avais encore les étagères ici." Ben, il a eu le courage, il a sonné chez moi, il a dit qu'il croyait que je voulais la jeter, je lui ai dit qu'il pouvait la garder et qu'il pouvait encore prendre les étagères avec lui, j'en avais plus besoin non plus. Je trouvais ça sympa qu'il soit venu et il a récupéré les étagères. Oui! »

D'après Birgitt, les rapports de voisinage se sont renforcés après la réunification. Elle ne décrit pas la situation des grands ensembles de Marzahn pendant la période socialiste en des termes très positifs. Leur peuplement particulier (« 5 Stasi, 10 Sachsen, 1 Berliner »), qu'elle oppose à celui de son quartier d'origine, qui aurait été exclusivement habité par des Berlinoises, lui donnait le sentiment d'être constamment surveillée. À l'en croire, plusieurs événements auraient rendu sa famille suspecte aux yeux de la *Stasi* : son père a tenté plusieurs fois de fuir à l'Ouest ; sa mère est d'origine ouest-allemande ; elle-même travaille avec l'une de ses sœurs à proximité du mur ; aucun membre de sa famille ne s'investit dans les organisations de masse ; une deuxième de ses sœurs habite à Berlin-Ouest ; enfin, le mariage prévu entre une troisième de ses sœurs et le fils d'un officier de la *Stasi* a été annulé parce que sa famille ne paraissait pas assez « politiquement conforme ». Elle ressent donc la réunification comme une libération.

Au cours de l'entretien, je lui montre les photographies que j'ai réalisées de plusieurs secteurs du quartier. Voici la lecture qu'elle en fait : «(Birgitt) – Je ne vois pas où c'est, ça. (Moi) – C'est devant le East Gate²¹⁰. (Birgitt) – Je passe souvent devant mais je n'y suis jamais allée. Je ne suis jamais allée à East Gate. Oui, je vois, c'est en direction de Poelchaustrasse, où habite mon fils. (Moi) – Ici c'est la Märkische Allee. (Birgitt) – Je passe ici en mobylette pour aller au travail. Et là c'est la Havemannstrasse, n'est-ce pas. Le bus passe ici en direction du tram. Je le connais aussi ce mec-là »²¹¹.

Ces deux cas suggèrent plusieurs remarques. Celui de Birgitt relativise d'abord l'âge d'or associé par quelques anciens habitants de Marzahn Nord à la période socialiste et aux « communautés d'immeuble ». Ces organisations, auxquelles Birgitt reconnaît toutefois un effet positif sur la sociabilité entre voisins dans l'extrait d'entretien que j'ai cité en introduction, étaient perçues par les familles qui n'adhéraient pas au projet politique du régime comme des organes de contrôle s'insinuant dans leur vie quotidienne. Je ne dispose pas de données suffisantes pour déduire

210 Nom du centre commercial situé dans le centre de l'arrondissement.

211 D'après l'entretien du 3 mars 2006 et les notes de terrain des 6, 16 et 22 février 2006.

des hypothèses consistantes de la comparaison des cas de Birgitt et des Martens. La différence entre les appréciations que ces personnes font de la dimension politique des « communautés d'immeuble » peut aussi bien tenir à leur socialisation politique (Klaus Martens revendique un statut d'opposant politique confirmé par la signification que la police politique est-allemande prête à ses actes alors que, dans le cas de Birgitt, ce statut relève davantage de l'interprétation que cette institution fait des actes de certains membres de sa famille) qu'à la composition sociale de leur voisinage, à leurs expériences résidentielles antérieures ou à leurs positions sociales respectives pendant la période socialiste (l'hétérogénéité du voisinage de Birgitt, qu'elle compare à celui de son ancien lieu de résidence, a ainsi pu la conduire à le considérer comme une menace d'autant plus grande qu'elle ne dispose pas de ressources politiques ou culturelles comparables à celles de ses voisins).

Les cas de Rolf et de Birgitt montrent ensuite combien le discours sur l'anonymat des relations sociales dans les grands ensembles ne rend pas compte de l'ensemble des rapports au quartier impliquant un usage privé du logement. On voit à travers ces deux exemples que ce type de rapport au logement est compatible avec une inscription dans des formes locales de sociabilité et n'est pas seulement l'apanage des membres de l'« Intelligence ». Inversement, l'insertion dans des réseaux d'interconnaissance locaux n'est pas seulement le fait de foyers populaires. Toutefois, les réseaux dans lesquels Birgitt et Rolf sont insérés sont structurés différemment. Si l'on compare le cas de Rolf à ceux de la section précédente, on peut faire l'hypothèse (que j'étayerai encore par la suite) que ces différences distinguent plus généralement les deux catégories sociales auxquelles ils appartiennent.

Les usages privés qu'ils font de leur logement ne s'inscrivent effectivement pas dans le même contexte relationnel. La structure du voisinage de Birgitt présente quelques similitudes avec celle que Norbert Elias et John Scotson décrivent pour la zone 2 de Winston Parva, une petite ville d'Angleterre au sein de laquelle ils étudient les rapports sociaux de classe dans les années 1960 (Elias, Scotson, 1997 [1965], pp. 117-125). À l'instar de cette zone, le voisinage de Birgitt est marqué par la prégnance d'un modèle particulier de structure familiale : il compte beaucoup de familles nombreuses ; les enfants qui quittent le foyer familial restent dans le quartier et s'établissent dans un logement situé à proximité de celui de leurs parents. Surtout, les rapports de voisinage sont organisés autour des mères de famille : « L'influence prépondérante de la mère – il faudrait dire la matriarche –, pivot de trois générations, était probablement liée au fait que les principales fonctions dévolues à ces groupes étaient largement des fonctions de femmes, et non d'hommes : ces relations de personnes à personnes nécessitaient du temps libre. (...) Il était dans le rôle d'une femme et dans ses inclinations de s'occuper des enfants quand les filles ou les brus allaient travailler, et, plus

généralement, de veiller aux intérêts personnels des autres membres de la famille, hommes ou femmes, si besoin était » (Elias, Scotson, 1997 [1965], p. 120). Elias et Scotson attribuent ce modèle de structure familiale à l'activité des femmes. A Marzahn Nord, où la plupart des femmes qui constituent le voisinage de Birgitt sont au chômage de longue durée, une telle structure tient davantage au faible niveau de ressources des foyers et à la fréquence des séparations : l'appartenance à un réseau familial dense est une source non négligeable de soutien. Dans ce contexte, on peut interpréter le déménagement de Birgitt dans un logement individuel comme une façon de marquer ses distances par rapport à son rôle de mère et aux charges familiales qui lui incombaient jusque-là. L'aménagement de son studio n'est plus conçu pour accueillir ses enfants et ses petits-enfants mais correspond davantage à ses convenances personnelles. C'est elle qui mobilise désormais le soutien de sa fille ou des compagnes de ses fils pour l'accomplissement de ses tâches quotidiennes.

Bien que Rolf ait élevé seul ses trois fils après la mort de sa femme, nous sommes loin, dans son cas, d'une telle configuration des rapports familiaux. Sa sœur mise à part, les membres de sa famille habitent dans d'autres parties de la ville ou dans d'autres régions d'Allemagne de l'Est. Il n'a donc pas besoin de se trouver un logement plus petit pour se ménager une sphère personnelle à l'écart des membres de sa famille, dont les visites restent occasionnelles. Dans son cas, les usages qu'il fait de son logement semblent davantage s'inscrire dans le contexte de la stricte séparation qu'il opère entre les activités qui relèvent de sa vie privée et celles qui relèvent de sa vie publique. En effet, l'une et l'autre sphère ne recouvrent pas les mêmes réseaux de relations. Parmi les personnes qui fréquentent la sphère associative et militante du quartier, je suis l'une des seules à avoir rencontré Rolf à son domicile. L'ensemble des activités autour desquelles il noue des relations, parfois amicales, avec les membres du Conseil des habitants ou de l'initiative de défense des locataires, prend place dans des lieux publics ou collectifs : un café ou le local d'une association. Inversement, les membres de sa famille ou ses voisins ne sont que très rarement impliqués dans ses activités militantes. Dans ce contexte, j'interprète la réserve qu'il manifeste dans les entretiens au moment d'aborder son passé professionnel et militant, son inquiétude à l'égard du respect de l'anonymat au moment de la publication des entretiens ou son refus de se faire photographier, comme autant de moyens par lesquels il préserve certains aspects de sa personnalité de toute exposition publique.

Le rapport que Birgitt et Rolf entretiennent à leur logement, bien qu'il soit comparable, s'inscrit ainsi dans un rapport très différent au quartier. Pour Birgitt, le quartier définit une sphère de proximité tissée par les liens familiaux et les trajets quotidiens. Comme le montre le commentaire qu'elle fait des photographies que je lui présente pendant l'entretien, un lieu est reconnu pour autant

qu'il est associé à un proche (« où habite mon fils ») ou parcouru quotidiennement (« je passe ici en mobylette pour aller au travail »). Pour Rolf, le quartier constitue, même après son engagement dans les activités militantes locales, un espace parmi d'autres et non exclusif des autres pour nouer des relations sociales. Bien que les réseaux d'interconnaissance dans lesquels il évolue le plus fréquemment soient plus localisés que ceux des Martens ou de Magrit Meyer, l'ensemble de ses relations, dont certaines ont été établies dans le cadre de ses activités professionnelles et politiques passées, sont socialement plus diversifiées et géographiquement plus dispersées que celles de Birgitt Schneider. On peut considérer que l'inscription locale des réseaux d'interconnaissance qu'il fréquente le plus renvoie au même processus de rétractation que l'on a observé à partir du cas de Juliane Steiner : avec sa mise à la retraite anticipée, l'espace résidentiel devient le seul espace encore disponible pour se faire des amis. L'investissement de cet espace se fait à la faveur d'une série de troubles qui le tirent de sa retraite et le poussent à s'engager dans des activités militantes à l'échelle du quartier. Cependant, son investissement dans ces formes locales de sociabilité ne modifie pas les relations qu'il entretient avec ses voisins : tout comme les Martens, Juliane Steiner ou Magrit Meyer, celles-ci sont marquées du sceau de l'anonymat. Contrairement à Birgitt Schneider, le « voisinage » (compris ici au sens d'environnement social) des Martens, de Juliane, de Magrit ou de Rolf fait l'objet d'une sélection. Il n'est pas conçu sur le mode de la nécessité mais sur celui du choix électif. Sa composition relève d'une logique de proximité sociale (partage de goûts, d'intérêts communs), non d'une logique de proximité spatiale. Dans ce contexte, l'anonymat des relations de voisinage permet non seulement de protéger le logement du regard des autres mais aussi de mettre à distance les voisins avec lesquels on ne se découvre pas forcément d'affinités sociales.

Les usages privés du logement s'inscrivent ainsi dans le contexte de deux rapports différents au quartier. Le premier caractérise les membres de l'ancienne « Intelligence » socialiste. Le quartier est intégré à l'environnement social des personnes sur un mode électif et dans le contexte d'un changement de la situation socioprofessionnelle qui rend certaines sphères d'activités moins accessibles. Lorsque les réseaux d'interconnaissance dans lesquels les personnes sont insérées sont localisés dans d'autres secteurs de la ville (à Biesdorf ou sur le lieu de travail pour les Martens ou sur l'ancien lieu de résidence pour Magrit Meyer) ou réduits aux personnes qui habitent le logement (cas de Juliane Steiner), le rapport au quartier se réduit à un rapport au logement, qui constitue le seul point d'attaches familiales au lieu de résidence, choisi et apprécié pour son fonctionnalisme. Un deuxième type de rapport au quartier caractérise davantage les habitants d'origine populaire. Le

quartier constitue un voisinage structuré par les rapports familiaux. Dans ce contexte, le logement peut être investi comme un lieu de repli individuel à distance des obligations familiales.

À partir des cinq exemples sur lesquels je me suis appuyée pour repérer ces rapports au quartier, j'ai aussi isolé deux types d'activités qui mettent en péril les attaches familiales façonnées par les usages privés du logement : les usages concurrents des voisins et les projets d'aménagements collectifs. Comment les personnes préservent-elles leur environnement familial de ces menaces ? Dans quels cas expriment-elles leur mécontentement ? Dans une première série de situations, les usages concurrents des espaces collectifs du quartier accentuent le repli sur le logement : Magrit Meyer renonce à ses promenades pour éviter les rencontres qu'elle juge mauvaises tandis que Juliane Steiner ne fréquente plus le Théâtre Tchekhov après la déconvenue de sa soirée musicale. Rolf Banggartz et Birgitt Schneider sont également affectés par les nuisances de leurs voisins. Rolf exprime directement son mécontentement au fauteur de troubles tandis que Birgitt le dénonce publiquement aux personnes qui habitent sa cage d'escalier. Ces exemples suggèrent que les menaces qui pèsent sur les attaches sociales ou familiales au quartier ne débouchent pas nécessairement sur l'expression d'un mécontentement (cas de Magrit Meyer et Juliane Steiner). Même lorsque c'est le cas, elle n'implique pas toujours un tiers (cas de Rolf). Les cas de Rolf et des Martens, dont les attaches sociales et familiales sont menacées par des projets d'aménagements collectifs (projets de rénovation, nouvelles implantations commerciales), indiquent que l'expression d'un trouble ou d'un mécontentement acquiert une dimension publique lorsque les personnes parviennent à généraliser leur situation. On peut en effet faire l'hypothèse que Juliane Steiner et Magrit Meyer n'expriment pas leur mécontentement à autrui parce que la gêne qu'elles veulent dénoncer est, dans leur situation d'isolement, difficilement généralisable à d'autres personnes. Les jeunes couples qu'évite Magrit Meyer la renvoient à sa *propre* solitude tandis que la soirée de musique russe déçoit les goûts musicaux *de* Juliane Steiner. Par rapport aux négociations que Rolf et Birgitt entreprennent avec leurs voisins, la plainte émise par Jutta est étayée par la référence au droit qui confère à la menace que représente la discothèque une forme bien plus générale que les nuisances d'un voisin et justifie l'intervention des autorités publiques. De même, lorsqu'il expose les motifs de son engagement dans les activités militantes de son quartier, Rolf rattache les modifications de son environnement proche à des transformations plus générales de la société (le système capitaliste, la dernière réforme du marché du travail). Que nous enseignent les usages qui investissent le logement et les équipements d'une forte sociabilité sur ce dernier point ?

III. Une maison

Nous venons de voir que le logement n'est pas « naturellement » un espace privé. Il le devient au terme d'efforts sans cesse renouvelés pour le protéger des intrusions de collectifs plus ou moins constitués (les voisins, le groupe familial, les amis). Je déduis deux idées de cette première observation : le logement peut être investi d'usages collectifs proches de ceux que j'observe dans les équipements collectifs ; la dimension « collective » de ces derniers ne tient pas à une essence ou à une forme particulières mais aux usages qui en sont faits. Dans cette partie, je vais donc m'intéresser aux activités collectives par lesquelles un groupe s'approprie un lieu pour une durée plus ou moins longue. Comme le suggère Georg Simmel, ce qui est en jeu dans cette dynamique d'appropriation n'est pas un avoir mais un être : « La "maison" de la communauté n'est en fait pas conçue au sens de la simple possession, par laquelle cette communauté en tant que personne juridique pourrait aussi bien posséder une seconde maison ou un terrain, mais comme le lieu qui, comme point de domiciliation ou de réunion, est la transcription géographique de ses énergies sociologiques. En ce sens, la communauté n'a pas à proprement parler la maison, car ce n'est pas la valeur économique de celle-ci que l'on prend en considération ici : elle *l'est*, la maison concrétise la notion de société en lui donnant un lieu » (Simmel, 1999 [1908], p. 676). Autrement dit, l'inscription spatiale des activités d'un groupe constitue l'une des façons par lesquelles il existe. Comme je vais le montrer, ces usages, certes collectifs, façonnent aussi des attaches familiales à l'environnement : les personnes peuvent se sentir attachées à un lieu qui fixe dans le temps et l'espace des moments au cours desquels elles ont fait l'expérience, toute personnelle, de leur appartenance à un groupe donné.

À Marzahn Nord, les usages collectifs concernent l'ensemble des espaces du quartier (logements, équipements, commerces, rues, espaces verts) et des catégories sociales de la population. J'ai donc distingué deux modalités de l'appropriation collective des espaces non exclusives l'une de l'autre : 1/ le foyer engage un attachement personnel au lieu et au collectif qui s'y rassemble ; 2/ le rendez-vous correspond à une forme collective d'appropriation plus indépendante des formes spatiales dans lesquelles elle prend place. Les attaches façonnées par ces deux modalités d'investissement collectif de l'espace sont particulièrement sensibles aux dynamiques concurrentes d'appropriation. Nous avons ainsi affaire à des configurations marquées par des tensions liées, d'une

part, à la cohabitation entre des groupes sociaux qui occupent différemment un même espace (usages sociaux concurrents) ou, d'autre part, à des usages d'un même espace qui relèvent de statuts différents d'occupation (possession vs. propriété).

III. 1. Le foyer

Dans le langage courant, le « foyer » désigne la sphère d'extension des possessions d'une personne. Le foyer regroupe tout ce qui est « mien », c'est-à-dire les objets et les personnes qui dépendent directement de moi et dont je m'estime ou dont autrui m'estime personnellement responsable (*mon conjoint, mes enfants, mes animaux, ma maison, etc.*). Au sein de l'organisation spatiale des maisons traditionnelles, le foyer désigne aussi l'espace où l'on fait le feu et où se réunissent les personnes qui l'habitent (Bourdieu, 2000 [1972], pp. 61-82). On retrouve ainsi l'idée du point d'origine d'où procède l'unité des objets et des personnes rassemblées autour de lui. À Marzahn Nord, les usages par lesquels une personne s'approprie un lieu en y déployant l'ensemble des objets et des personnes placées sous sa responsabilité personnelle constituent une façon courante d'investir son logement ou un équipement collectif. Par quels usages cet investissement se traduit-il ? À quels usages concurrents se heurte-t-il ?

Un lieu de mémoire

Greta Dahlewitz est un personnage incontournable de la sphère militante et associative de Marzahn Nord en raison de ses fonctions de porte-parole au Conseil des habitants et du rôle central qu'elle a joué à partir de 2003 dans la mobilisation des locataires contre le projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale²¹². Elle m'est présentée par un membre du Conseil des habitants en février 2005 pendant une réunion de l'initiative de défense des locataires. La fréquence de nos rencontres et de nos discussions durant les deux années de ma présence sur le terrain vient rapidement à bout de la méfiance qu'elle me témoigne au début de mon enquête. Lorsque je présente mon projet photographique aux membres du Conseil des habitants en août 2005, elle accepte avec enthousiasme de se faire photographier avec son mari Jörg, qui s'investit avec elle dans cette instance. Elle choisit sans hésiter de poser devant leur ancien immeuble de la Rosenbeckerstraße, entièrement rénové dans le cadre du projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale.

Le jour de la prise de vue, ils ont adapté leur tenue vestimentaire à l'importance qu'ils prêtent à l'occasion : Greta s'est maquillée, Jörg a mis un costume et une cravate, tous deux sont sur leur trente-et-un. La rue est encore en chantier et assez peu

212 J'analyse en détail le parcours d'engagement de Greta dans le chapitre suivant. Cf. infra, p. 344

ensoleillée. Je propose de faire la photographie côté jardin. Je choisis une petite butte qui permet d'avoir un point de vue plongeant sur le parc et les immeubles. Le choix du point de vue donne lieu à une série de commentaires de Greta sur les nouveaux aménagements : « Est-ce que les arbres étaient bien à cet endroit ? », « Ils ont bien fait d'enlever la piste de skateboard, les jeunes squattaient là et ça faisait toujours du bruit ». Je les place d'abord de façon à avoir leur ancien immeuble à l'arrière-plan. De ce côté, il n'y a pas de balcons et Greta trouve les immeubles un peu austères. Jörg regrette qu'ils n'aient pas choisi des vêtements plus gais. Ils ont tous les deux une préférence pour le point de vue qui donne sur l'aire de jeu et les façades ornées de balcons. La position qu'adopte Greta, qui prend appui sur une pierre, leur paraît aussi moins raide. Jörg fait référence à leur photographie de mariage et se rapproche de Greta : « On avait aussi posé comme ça à l'époque ! ». De son côté, Greta se félicite qu'ils aient gardé un bon rapport de taille.



Parmi les personnes que j'ai photographiées, Greta et Jörg sont les seuls à avoir choisi un lieu qui a disparu. Ils ont emménagé dans leur logement de quatre pièces au dixième étage de l'immeuble de la Rosenbeckerstraße en 1987. « Quand nous avons déménagé ici à Berlin, nous avons reçu plusieurs offres de logements à Hohenschönhausen, Hellersdorf, Lichtenberg mais c'est cet appartement qui nous a plu au bout du compte. Il faut dire qu'à l'époque, certains immeubles qui nous cachaient la lumière n'étaient pas encore debout. Oui, nous sommes venus ici, les enfants sont allés à l'école et au début, il n'y avait encore absolument rien, il n'y avait pas d'arbres, pas d'arbustes, il n'y avait que du sable ! Ici il n'y avait que du sable ! Du sable, du sable et encore du sable ! ». Pendant le premier entretien que je réalise avec Greta au début de mon enquête, elle manifeste à plusieurs reprises son attachement pour la vue qu'elle a sur le quartier depuis son ancien appartement ou pour la rue elle-même : « C'est la rue la plus agréable du quartier : centrale et malgré tout tranquille ». En consultant son album personnel de photographies, je m'aperçois qu'elle a photographié ce point de vue à plusieurs reprises pendant les années 1990²¹³.



Le réalisateur du reportage de la télévision japonaise pose avec la petite-fille de Greta et Jörg Dahlewitz, 27 avril 2003. Source : album personnel de Greta Dahlewitz.



Le PDG du groupe DEGEWO²¹⁴ caresse le chien de Greta et Jörg Dahlewitz devant les caméras de la télévision régionale berlinoise, 5 mars 2004. Source : album personnel de Greta Dahlewitz.

Au moment où le couple emménage à Marzahn, Jörg est inspecteur de police. Il a été muté de Karl-Marx-Stadt²¹⁵, la ville dont lui et Greta sont originaires, à Berlin-Est. À Karl-Marx-Stadt, Greta travaillait comme éducatrice dans une école de sport. Elle profite de son arrivée à Berlin-Est pour changer d'activité professionnelle et trouve un emploi dans les services administratifs d'une entreprise de construction. À la réunification, l'entreprise ferme, Greta enchaîne un stage de reconversion dans le secrétariat, plusieurs emplois subventionnés dans le secteur à but non lucratif et des

213 Se reporter aux photographies présentées en introduction, p. 158.

214 Ce groupe immobilier, dont le Sénat de Berlin est actionnaire à 100 %, regroupe plusieurs sociétés immobilières communales dont celle de Marzahn.

215 La ville a été rebaptisée Chemnitz, son nom d'origine, après la réunification. Il s'agit d'une ville industrielle de Saxe.

périodes plus ou moins prolongées de chômage. Jörg est licencié en 1994. Il s'associe avec un ami au chômage pour monter un bureau de recrutement qu'il peine à faire tourner.

Tous les deux s'investissent dès le début des années 1990 dans les écoles de leurs enfants et dans la section locale du PDS. Pendant plusieurs années, les réunions de cette dernière organisation se tiennent d'ailleurs chez eux²¹⁶. Parallèlement à ses fonctions au sein du Conseil des habitants, dont elle fait partie depuis 2000, Greta fait aussi partie quelque temps d'un groupe de « médiateurs », formés avec le soutien du « management de quartier » pour servir d'intermédiaires dans les conflits de voisinage. Elle quitte le groupe, ne se trouvant aucune affinité avec les usagers du service proposé : « (*Greta*) – Je n'avais plus envie. Toujours rester à *Kiek In*²¹⁷ et avec... [souple]. Parce que *Kiek In* a une clientèle particulière. C'est certainement pas les gens qui habitent dans les *Terrasses d'Ahrensfelde*²¹⁸ qui vont là-bas, par exemple. Parce que ce centre social, j'en ai fait l'expérience à Hellersdorf, c'est surtout un point de rencontre pour les gens défavorisés (*soziale Schwache*) ou pour des gens qui, en pratique, n'ont plus les moyens de sortir du quartier. Et du point de vue de l'intellect, la plupart de ces gens n'ont pas grand-chose dans la tête (*die nicht so drauf sind*), et je n'ai pas forcément envie de les connaître de très près. (*Moi*) – Tu veux dire qu'ils ne sont pas très éduqués ? (*Greta*) – Ben c'est que, je n'ai pas envie d'avoir toujours affaire à ces gens, j'ai aussi envie de discuter avec des gens dont je peux aussi attendre quelque chose qui va me faire avancer. J'ai pas envie de seulement faire avancer d'autres gens, j'ai aussi envie qu'on me fasse avancer moi, et ça c'est possible qu'avec des personnes... C'est pour ça que je suis si contente de connaître quelqu'un comme Martin²¹⁹ ou les Martens ou quiconque dans leur genre, c'est chouette, avec eux on peut discuter de problèmes et... Avec les autres, tu peux juste encore discuter de *Bildzeitung*²²⁰ ou d'une autre idiotie, et ça, ça ne me dit rien. »

Le projet de restructuration urbaine constitue une étape importante dans leur engagement à l'échelle du quartier. Ils deviennent des personnages publics : plusieurs articles sont consacrés à leur mobilisation contre la démolition des immeubles de la Rosenbeckerstraße, Greta est interviewée dans plusieurs journaux et émissions

216 Nous verrons plus loin que les activités du groupe se réduisent à cette époque à des conversations privées autour d'un café. Voir le chapitre 4, p. 344.

217 Nom de l'association qui gère le centre social du quartier. Le service des « médiateurs » est hébergé dans les locaux de ce centre.

218 Nom de la résidence issue du projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale.

219 Greta parle de Martin Witte, un autre personnage important de la vie associative et militante de Marzahn Nord que je présente dans la section suivante, p. 242.

220 Titre de la presse de boulevard allemande.

télévisées de la chaîne locale, une chaîne de télévision japonaise réalise un reportage dans leur logement. En 2004, lorsque le projet de restructuration urbaine est achevé, ils sont tous les deux au chômage depuis plus d'un an et vivent des aides sociales. Dans ces conditions, ils doivent renoncer au logement qui leur était destiné dans la nouvelle résidence parce qu'ils ne peuvent en payer le loyer. Ils souhaitent malgré tout rester dans le quartier et sont relogés dans un immeuble du parc de la société communale situé plus au sud du quartier²²¹.

Un retour aux sources

Sacha Klein est le premier directeur du Théâtre Tchekhov. Le départ de Sacha, en décembre 2002, met fin au conflit qui l'oppose depuis l'ouverture du théâtre, en mars de la même année, à Manfred Kästner, le directeur de l'association qui gère cet équipement (*Kulturring*).

Je rencontre Sacha en avril 2004 par l'intermédiaire de l'un des membres de la troupe d'amateurs qu'il a créée pour l'ouverture du théâtre. La charge émotionnelle liée au conflit qui est à l'origine de son départ affleure tout au long de l'entretien. Deux sentiments se manifestent successivement : la colère d'abord, qui s'exprime dans le ton et les gestes parfois menaçants de Sacha, l'amertume ensuite, qui se traduit par des propos étouffés prononcés sur un ton déchirant : « Alors et ce, et ce, et ce photocopieur, d'ailleurs... Je devais encore aller n'importe où... dans un magasin de repro, pour... et et à chaque fois ! [s'énervé, hausse le ton, lève brusquement le doigt d'un air menaçant] 93 000 € on a eu²²² ! Et je devais mendier pour chaque centime ! C'est incroyable ! J'y allais et je devais... [avec un accent faussement pleurnichard] "- Alors, s'il te plaît, je voudrais imprimer une affiche. - Alors, oui, mais pas plus grand qu'un A2 et pas plus cher qu'un euro par affiche." Alors, c'est quoi, ça ? Ça, c'est le théâtre. Oui, bon. Alors, je dois dire, heureusement que j'en suis sorti... [Silence, il poursuit sur un ton plus abattu] Bien que j'ai tellement... tellement mis dedans et je voulais mettre encore bien plus... Ça devait être mon... plus grand enfant... Et là je devais... je devais mettre tous mes derniers restes... Et oui...[long soupir] ».

221 D'après l'entretien du 11 mai 2005 et les notes de terrain des 10 février, 25 et 30 août, 20 et 25 octobre 2005, 21 février 2007. Prise de vue le 20 octobre 2005.

222 Sacha fait référence au budget prévisionnel du théâtre pour l'année 2002. 88 760 € ont été alloués au projet par le jury citoyen mis en place par le « management de quartier » en 2001. Les autres ressources proviennent du service culturel de l'arrondissement (1 500 €), de l'administration du Sénat de Berlin pour la santé et les affaires sociales (1000 €), des dons faits à l'association (500 €), de la vente prévisionnelle de billets pour les représentations (2 750 €) et des fonds propres de l'association (500 €). Source : compte-rendu de délibération du Jury citoyen du 22 janvier 2002, Quartiersagentur Marzahn NordWest.

Sacha arrive à Berlin en 1993 à la faveur de la législation qui accorde la nationalité allemande aux personnes relevant du statut de *Spätaussiedler*²²³. Au début de notre entretien, il m'explique comment ses aïeux lui ont confié le devoir de ramener en Allemagne ce qu'il appelle son « clan », qu'il me dénombre à une centaine de personnes. Il conçoit ainsi son arrivée en Allemagne comme un « retour » dans sa patrie d'origine (*Heimat*) et à ses racines (*Stammung*). Tout au long de l'entretien, il met à distance le terme d'« immigré » (*Einwanderer*) pour qualifier sa situation et utilise une série de détours langagiers (« nous / chez nous » (*Uns / bei uns*), « nos gens / nos compatriotes » (*unsere Leute / unsere Landsleute*), « notre peuple » (*unseres Volk*)) qui lui permettent de se dire « Allemand », même s'il sent bien qu'il n'est pas tout à fait comme les personnes nées en Allemagne, qu'il désigne par les termes de « gens du cru » (*Einheimischen*) ou de « gens d'ici » (*Hiesigen*). Il revendique aussi l'identité allemande en invoquant les discriminations dont son groupe d'appartenance a été victime en Union soviétique.

Cependant, ce « retour » en Allemagne ne s'est pas fait sans sacrifices. Sacha Klein a quitté l'emploi et les amis qu'il avait au Théâtre de Krasnodar, une ville du Caucase dans laquelle il réside avant son départ pour l'Allemagne. Il lui faut donc trouver un logement, du travail et se reconstruire un réseau de connaissances. La tâche est d'autant plus difficile qu'il arrive d'abord seul avec son fils afin de préparer l'arrivée des autres membres de sa famille. Ces sacrifices lui semblent cependant largement récompensés par la reconnaissance sociale et professionnelle qu'il acquiert dès les premières années de son installation à Berlin : « C'est dur ici. Mais d'un autre côté, je dois dire que si je n'étais pas venu en Allemagne, je n'aurais pas pu pleinement me réaliser. Il n'y a qu'ici que j'ai réussi à publier quatre de mes livres. Un en allemand et trois en russe. » À son arrivée à Berlin, *Land* dans lequel il est envoyé au hasard des quotas d'affectation de l'administration allemande, il est logé dans un foyer d'accueil à Köpenick où il organise des spectacles de théâtre pour les enfants et anime une chorale pour les adultes. C'est à l'occasion de l'une de ces représentations qu'il est repéré par le *Kulturring*, qui l'embauche dans le cadre d'une mesure de réinsertion sur le marché du travail pour un poste au service culturel de l'arrondissement de Marzahn.

Dans la continuité des activités qu'il réalise au *Kulturring* (il encadre par exemple un groupe de cabaret amateur), il participe en 2001 à la conception du projet présenté par l'association au Jury citoyen de Marzahn Nord et lui donne vie une fois le projet validé. Dans la pratique, il conçoit d'abord le Théâtre Tchekhov comme un lieu

223 Pour un rappel de la définition juridique des notions de *Aussiedler* et de *Spätaussiedler*, se reporter au chapitre 1, p. 45.

de sociabilité. « Comme on jouait en dernier²²⁴, on restait, mes acteurs et moi, après la représentation et nous allions dans la salle, la salle de spectacle comme on dit, et nous discussions avec le public. (...) Et là-dessus on a aussi bu un peu de vin, alors... du café et... on mangeait des gâteaux, et tout ça, comme ça, et c'est comme ça qu'on a commencé à se sentir à l'aise (*gemütlich*) dans cette atmosphère. Alors on mettait aussi de la musique, pour que ça devienne pas trop ennuyeux, comme ça. (...) Et on mettait aussi des tables, exprès, notre public était rarement assis sur des rangs, comme ça, on mettait le plus souvent des tables. Oui ! Au fond il y avait un podium, et là sur ce podium il y avait des rangées de chaises, et là, devant la scène, il y avait, je ne sais pas, 5 ou 6 tables, et là on pouvait aussi s'asseoir à table, on pouvait boire du thé, du café, du vin, et tout ça, celui qui voulait aussi de la Vodka. »

Le Théâtre Tchekhov revêt néanmoins un enjeu professionnel pour Sacha. À plusieurs moments de l'entretien, il me rappelle qu'il est un « pro » et qu'il cherche aussi à acquérir une notoriété auprès du public et des professionnels berlinois à travers la création du théâtre. Il a donc une vision assez stricte des activités que ce lieu est censé accueillir : « Moi je comprends le théâtre. Dans un théâtre, il doit d'abord y avoir une troupe, un metteur en scène ». Celle-ci s'oppose au projet qui a été validé, au prix de nombreux ajustements, par le jury citoyen. Au terme des négociations, le Théâtre Tchekhov est devenu un lieu de rencontre interculturel, censé rassembler les différentes catégories de la population de Marzahn Nord. À ce titre, il est destiné à accueillir une grande variété d'activités (ateliers d'écriture et conférences d'histoire locale, cabarets dansants, soirées thématiques autour des musiques du monde, théâtre de marionnettes et activités créatives pour les plus jeunes, cours de théâtre amateur). Le conflit, auquel ces définitions contradictoires du théâtre donnent lieu entre Sacha et Manfred Kästner, se cristallise autour de la question de la publicité. Pour le premier, le développement de la notoriété du théâtre passe par sa capacité à attirer une population essentiellement extérieure au quartier à grand renfort de réclames. À l'inverse, Manfred juge ce type de dépenses inutile et préfère miser sur le bouche-à-oreille et sur l'insertion locale de certains bénévoles de son association pour remplir le théâtre. Le conflit se clôt par un congés maladie de Sacha au terme duquel il ne reprend pas ses fonctions au théâtre et quitte définitivement l'association²²⁵.

224 Durant la première année de fonctionnement du théâtre, les pièces de Tchekhov étaient jouées deux fois dans la même soirée, la première fois en allemand par une troupe d'acteurs semi-professionnels est-berlinois et la seconde fois en russe par la troupe amateur de Sacha.

225 D'après l'entretien du 3 mai 2004, les notes de terrain des 20 février, 22 avril et 3 mai 2004, les compte-rendus de délibération du Jury citoyen des 31 juillet, 4 décembre 2001 et 22 janvier 2002 et les versions écrites du projet datant des 3 décembre 2001, 13 janvier 2002, 18 mars 2002 et 23 décembre 2002.

Une grande famille

Luisa Thuringer est le pilier du Café de la Tour. Elle n'est pas seulement une habituée de la première heure, elle l'anime aussi de sa bonne humeur et le fait vivre au quotidien, surtout depuis que Karola, une autre mère du voisinage avec qui elle a commencé à s'y investir en 2003, a été débauchée par une autre association du quartier. J'ai plusieurs fois l'occasion de discuter avec elle pendant mes visites en compagnie de Monika Varga, l'éducatrice du club de jeunes géré par l'association dont dépend aussi le Café. Après plusieurs tentatives infructueuses pour négocier, au téléphone ou lors de l'une de mes visites, un entretien avec Luisa, Monika me conseille d'ignorer les formalités et de profiter d'un moment de calme pour m'isoler avec elle. L'entretien que je réalise avec Luisa ne constitue donc qu'une parenthèse d'une heure et demie dans une journée passée en sa compagnie au Café.

Luisa emménage en 1998 avec son mari Erich et leurs six enfants dans un appartement de cinq pièces situé en face du Café. Depuis 1986, ils habitaient dans un quatre-pièces à Friedrichshain plus petit et plus cher que leur nouveau logement. D'après Luisa, Marzahn Nord est aussi un quartier idéal pour les enfants : les aires de jeu sont vastes et protégées de la circulation. Elle connaissait le quartier depuis la période socialiste : l'une de ses belles-sœurs habitait l'appartement dans lequel a été installé le Café ; elle y a aussi fait la connaissance de son mari Erich dont le frère habite encore aujourd'hui quelques étages plus haut. Ils profitent ainsi des appartements qui se libèrent au milieu des années 1990 pour s'installer dans le voisinage. Ils emménagent sur le même pallier que Friedrich et Gisela, des amis du frère d'Erich qui deviennent des habitués du Café par l'intermédiaire de Luisa.

À leur arrivée, les enfants d'Erich et de Luisa commencent à fréquenter le club de jeunes situé à proximité de leur appartement. Ils y côtoient les enfants de Friedrich et Gisela ou ceux de Birgitt Schneider. À cette époque, Luisa, qui a arrêté de travailler quelques années avant la réunification, recherche un emploi, sans grand succès. La proposition d'un éducateur du Club, qui a besoin d'une personne bénévole pour tenir le Café pendant les grandes vacances, tombe à point : « J'avais de nouveau quelque chose à faire, on avait besoin de moi, pendant dix ans j'étais à la maison, l'appartement pour seul horizon (*Decke auf dem Kopf*), c'était rien. Alors je m'suis dit, il faut faire quelque chose. Parce que je trouvais nulle part du travail, j'étais trop vieille ou bien aussi à cause des enfants, quand ils entendaient, j'ai tant et tant d'enfants, non, elle reste à la maison ou quoi. On te mettait toujours de côté, tu sais. Bon, et comme ça j'ai

commencé ici. C'était un travail pour moi et je suis restée attachée ici (*ich bin hier hängen geblieben*). Et ça me plaît encore aujourd'hui. Je crois qu'on peut dire que c'est un peu mon bébé, ici. » Au début, elle s'occupe surtout de vendre des boissons et des sucreries aux jeunes puis aux parents qui fréquentent le Café. Le jour de notre entrevue, elle prépare le repas du midi pour une dizaine d'habitues et les enfants du Club. Cette activité correspond à un développement récent des usages du Café. Comme me l'explique Luisa, elle est aussi à la source de plusieurs problèmes avec le voisinage de l'immeuble : « (*Luisa*) – [Les voisins] savent qu'il y a un café ici, mais peut-être qu'ils ont... d'une façon ou d'une autre, ils ne veulent pas avoir affaire à nous, je ne me l'explique pas autrement. Ma belle-sœur est la seule de l'immeuble à être déjà descendue boire ici un café, avec mon beau-frère aussi. Ça a commencé avec les balcons²²⁶, j'ai cuisiné pour les ouvriers, ils venaient toujours manger ici, ils venaient ici pendant qu'ils faisaient les travaux de l'autre côté, les balcons, là, ils venaient par ici et mangeaient là. Oui, et parfois c'en est venu aux mains, quand ça a commencé à être reloué ici, soit disant que les gens faisaient du bruit, qu'il y avait des bagarres, certainement parce que c'est une épine dans le pied des gens qui habitent ici maintenant, parce que c'est vrai que c'est fort parfois, à cause des enfants, mais bon. (*Moi*) – Et avant il n'y avait pas de problèmes ? (*Luisa*) – Non, y avait pas de problèmes. Avec le temps, y a eu des problèmes, quand on louait le Café par exemple. Ça on veut le réduire un peu maintenant, faire que le Café soit moins loué, on a déjà fait des fêtes d'anniversaire ici ou des choses comme ça. Mais alors c'était pas des gens d'ici. (*Moi*) – Je comprends, ceux qui ont loué le Café ont fait trop de bruit. Mais je n'ai pas bien compris ce qui a exactement commencé avec les ouvriers ? (*Luisa*) – Oui, ben, on a fait la cuisine ici et ensuite ça s'est... alors j'ai continué à le faire, nous avons fait des boulettes par exemple, et alors ils se sont énervés, soit disant que ça sentait toujours dehors, parce qu'avant on laissait toujours la porte ouverte, et c'est comme ça que c'est arrivé aussi. (*Moi*) – Parce qu'avant tu ne faisais pas à manger ici ? (*Luisa*) – Non, on le faisait pas avant. Avec les ouvriers c'est devenu une habitude, qu'on peut manger le midi ici. Et les employés de l'association ont alors toujours mangé ici, et puis y a eu les petits pains garnis (*Schrippen*²²⁷), c'est comme ça qu'on a commencé avec les petits pains garnis, avant on n'avait que des sandwiches, des hot dogs ou des cheesburger, et avec les ouvriers, on a commencé avec les petits pains garnis. Maintenant on continue à le faire, parfois je fais aussi des boulettes mais là je

226 Luisa fait référence à la pose de nouveaux balcons financés dans le cadre du projet de restructuration urbaine. L'immeuble qui abrite le Café et le club de jeunes est géré par la société immobilière communale.

227 Terme issu du dialecte berlinois. Il s'agit d'un petit pain ovale découpé dans la longueur garni de crudités et de charcuterie. Il est vendu à très bon marché dans tous les *Imbiss* berlinois (petites baraques qui proposent des repas à emporter).

ferme la porte alors. Pour que personne ne puisse s'énerver à nouveau. Ils auraient pu descendre ici pour manger, mais bon. Je pense qu'il y a aussi beaucoup de personnes âgées, mais y avait rien à faire ou bien y a rien à faire pour ces gens »²²⁸.

Je tire trois enseignements de la comparaison de ces cas. Le premier concerne la structure des réseaux sociaux de « Aussiedler », le second les conflits liés à des formes concurrentes d'appropriation spatiale et le troisième l'attachement personnel à un collectif fixé en un lieu donné. La comparaison de ces cas met d'abord en évidence les différences dans la structure des réseaux d'interconnaissance de Greta Dahlewitz, de Sacha Klein et de Luisa Thuringer. La structure de la famille de Greta correspond au modèle de la famille nucléaire composée des parents et de leurs enfants et relativement isolée des autres membres de la famille. Dans le cas des Dahlewitz, ce modèle est lié à la mobilité professionnelle de Jörg, qui les éloigne du noyau familial basé dans la ville d'origine. Dans ce contexte, le voisinage constitue un espace parmi d'autres et non exclusif des autres pour nouer de nouvelles relations sociales. À en juger par la diversité des sphères d'activités que Greta et Jörg investissent dans leur quartier (section politique locale, école, Conseil des habitants) et par la façon dont Greta motive son départ du groupe de médiateurs, ces relations répondent moins à un principe de proximité spatiale qu'à un principe électif de proximité sociale. Dans le cas de Greta, la structure familiale nucléaire s'inscrit ainsi dans un système de relations diversifiées où la proximité sociale s'accommode parfaitement de la distance spatiale entre les membres de la famille, du groupe professionnel ou du réseau d'amis. En cela, une telle structure est aussi tout à fait compatible avec des rapports de voisinage distants voire anonymes comme on l'avait déjà observé à partir des exemples de Rolf Banggartz ou des Martens. À ce premier modèle, s'oppose celui du « village urbain » dans lequel la structure du voisinage est calquée sur celle des relations familiales. Je ne reviendrai pas ici sur ce modèle, déjà mis en évidence à partir du cas de Birgitt Schneider. Dans la mesure où Luisa Thuringer fait partie du voisinage de Birgitt (c'est d'ailleurs à ce titre qu'elle a joué le rôle d'intermédiaire entre nous deux), l'ensemble des conclusions que j'ai dégagées plus haut (en particulier, celles qui concernent le rôle structurant des mères de famille) s'applique à Luisa. Je concentrerai donc mon attention sur le cas de Sacha Klein, qui, en tant que *Spätaussiedler*, me permet de rendre compte des caractéristiques sociales d'un groupe sur lequel je ne me suis pas encore beaucoup attardée. Il ne s'agit pas d'un oubli de ma part. Le retard avec lequel ce groupe apparaît dans la chronologie de mon exposé tient à ses usages de l'espace. Ceux-ci s'expliquent par la structure des réseaux sociaux et par le mode d'inscription spatiale de cette catégorie de la population de Marzahn Nord.

228 D'après l'entretien et les notes de terrain du 2 février 2006.

La catégorie de *Spätaussiedler* n'est pas seulement juridique. Dans les entretiens que j'ai réalisés à Marzahn Nord ou dans les situations courantes de discussion auxquelles j'ai participé, le terme de « Spätaussiedler » est neutre. Il est employé par les personnes qui côtoient quotidiennement des membres de ce groupe, en particulier par les professionnels chargés d'assurer leur « intégration ». Le terme de « Aussiedler » est utilisé comme un synonyme, bien qu'il corresponde en droit à une autre catégorie de personnes. En dehors des professionnels, les termes les plus couramment employés par des « gens du cru », qu'ils appartiennent à l'ancienne « Intelligence » ou aux catégories plus populaires du quartier, sont ceux de « Russe » (*Russe*) ou de « Russe-allemand » (*Rußlanddeutsche*), le dernier ayant une connotation moins péjorative que le premier puisqu'il reconnaît aux « Russes » une part de l'identité allemande qu'ils revendiquent. Comme en témoignent les détours langagiers employés par Sacha Klein pendant notre entretien, ces différents termes sont rarement repris par les « Aussiedler » eux-mêmes, si ce n'est sur un mode ironique, pour mettre à distance le regard que les personnes extérieures à leur groupe portent sur eux.

L'exemple de Sacha Klein montre que les conditions relativement favorables d'accès à la citoyenneté allemande ont un effet sur le projet migratoire qui caractérise ce groupe. Jusqu'à la fin des années 1960, l'immigration vers l'Europe occidentale a été construite par la société d'accueil et par la société d'origine comme une installation temporaire des immigrants dans le pays d'accueil, limitée à la durée des contrats de travail, et motivée par les besoins de main-d'œuvre de la société d'accueil d'une part, et par les besoins financiers de la société d'origine d'autre part. À partir des années 1970, les mouvements migratoires non illégaux en provenance des pays en voie de développement et à destination de l'Europe sont composés de migrants plus qualifiés que leurs prédécesseurs. Leur projet migratoire est davantage orienté par la perspective d'une installation durable dans le pays d'accueil assortie d'une promotion sociale (Bade, 2002). De ce point de vue, le projet migratoire des « Aussiedler » s'inscrit dans les tendances actuelles²²⁹. Sacha Klein conçoit son départ pour l'Allemagne comme une installation définitive et irréversible, motivée par la volonté de s'assurer à lui-même et à son fils une position plus en vue que celle qu'ils peuvent espérer en tant que membres d'une « minorité » au sein de la mosaïque des peuples d'Union soviétique. La dépréciation du capital social, culturel et économique consécutif à la migration est assumée parce qu'elle est considérée comme un phénomène transitoire compensé par les bénéfices symboliques immédiats et par ceux qui sont reportés sur la seconde voire sur la troisième génération. En effet, si Sacha Klein immigré en Allemagne en emmenant son fils avec lui, c'est parce que celui-ci fait partie

229 En 1999, un sondage réalisé à Marzahn auprès de 300 *Aussiedler* et *Spätaussiedler* résidant dans l'arrondissement indique que 60 % des personnes interrogées possédaient un diplôme de l'enseignement supérieur dans leur pays d'origine. Seules 6 % d'entre elles ne possédaient aucun diplôme (Marburg *et al.*, 2000, p. 110.).

intégrante du projet migratoire de son père. Nous touchons ici à la principale spécificité de ce groupe de migrants : le projet migratoire est collectif, il implique l'ensemble des membres du groupe familial qui s'étend à plusieurs dizaines de personnes dans le cas de Sacha Klein.

En cela, la structure des réseaux sociaux de « Aussiedler » est assez proche de celle que l'on a observée pour certains ménages populaires à partir des cas de Birgitt Schneider et de Luisa Thuringer, même si, comme le suggère l'exemple de Sacha qui n'a qu'un seul fils, les couples ont rarement plus de deux ou trois enfants²³⁰. Les réseaux ne sont pas aussi diversifiés que ceux des ménages de l'ancienne « Intelligence » socialiste comme les Martens, Rolf Banggartz ou les Dahlewitz et impliquent surtout des membres de la famille, qui comprend les branches d'une même lignée (oncles, tantes, cousins) et les branches issues des alliances matrimoniales (belles-soeurs, beaux-frères). Sacha Klein parle ainsi plutôt de son « clan » que de sa « famille ». Pour autant, le mode d'inscription spatial de ces réseaux familiaux de « Aussiedler » diffère de celui de la famille de Birgitt et de Luisa. Dans l'entretien que j'ai mené avec Birgitt, celle-ci explique que les « Russes » ont pris le « dessus » dans les immeubles²³¹. Elle fait référence à la concentration spatiale des représentants de ce groupe liée aux logiques de peuplement de la société immobilière communale dans les années 1990 et 2000. Si ce groupe domine le voisinage d'un immeuble ou d'un parc de logements par la part qu'il représente dans leur population (elle est d'ailleurs souvent surévaluée dans la perception des habitants « du cru » pour des raisons que je vais expliquer), il n'imprime pas pour autant sa marque à la structure des relations de voisinage à Marzahn Nord, et cela pour au moins deux raisons. Comme l'indique l'exemple de Sacha Klein, l'immigration du groupe familial ne se fait pas en une seule fois mais par vagues successives. La logique des quotas, par lesquels les différents *Länder* allemands tentent d'éviter la concentration géographique de ces migrants, sépare souvent les membres d'un même groupe familial en les affectant à des régions différentes d'Allemagne où celles-ci doivent s'installer pour pouvoir percevoir les aides sociales et les aides à l'intégration. De nombreux « Aussiedler » que j'ai rencontrés à Marzahn comptent ainsi des membres de leur famille dans d'autres régions d'Allemagne auxquels ils rendent visite à l'occasion des fêtes de fin d'année ou pendant les vacances scolaires, s'ils ne retournent pas dans leur pays d'origine. Bien souvent, les personnes logeant à proximité d'autres membres de leur famille ont immigré en même temps qu'eux ou ont eu la chance d'être affectées dans le même *Land* qu'eux. Mais dans ce dernier cas, l'installation des familles est trop récente pour permettre la mise en place de stratégies comparables à celles que l'on voit à l'œuvre dans le cas de Luisa Thuringer. Dans ce dernier exemple, l'arrivée à Marzahn Nord est facilitée par les relations que Luisa et son

230 D'après le sondage réalisé à Marzahn en 1999, 8 % des personnes interrogées ont plus de deux enfants tandis que 75 % d'entre elles ont un ou deux enfants (Marburg *et al.*, 2000, p. 56).

231 Se reporter plus haut à la p. 211.

mari entretiennent dans le voisinage avant leur installation. Par ce biais, ils sont au courant des possibilités de logements qui se libèrent et peuvent compter, dès leur arrivée, sur un réseau d'interconnaissance déjà constitué dans lequel ils n'ont aucun mal à s'intégrer. Comme l'explique très bien Birgitt Schneider dans son entretien, les nouveaux habitants qui ne disposent pas de relations locales avant leur arrivée sont en général tenus à l'écart des échanges entre « anciens », quelle que soit leur catégorie sociale d'appartenance. Autrement dit, les réseaux sociaux de « Aussiedler » sont plus dispersés dans l'espace urbain que ceux des familles populaires comme celles de Birgitt et Luisa (d'après mes observations, ils couvrent plusieurs arrondissements). Contrairement à ce que laisse croire leur concentration spatiale, la structure de leurs réseaux relève donc davantage d'une logique de proximité sociale (appartenance à un groupe familial élargi) que d'une logique de proximité spatiale.

Les différences observées dans la structure des réseaux d'interconnaissance dans lesquels Greta Dahlewitz, Sacha Klein et Luisa Thuringer sont insérés isolent ainsi deux modèles de relations entre voisins pouvant coexister au sein d'un même immeuble. Le premier, mis en évidence à partir des cas de Luisa Thuringer et de Birgitt Schneider, est marqué par des échanges fréquents et une forte sociabilité entre les voisins appartenant au même groupe familial élargi. Le second, que j'ai déjà décrit dans la section précédente, est caractérisé par des relations distantes marquées par des échanges de politesses ou de menus services entre voisins, qui se connaissent seulement « de nom ». À ces deux modèles de relations correspondent des formes concurrentes d'occupation de l'espace. Comme le montrent les exemples de Luisa et de Birgitt, les formes de sociabilité entre les voisins relevant du premier modèle se déploient à l'extérieur des logements, investissent les cages d'escalier, les halls et les cours d'immeubles, débordent sur les aires de jeu, dans les commerces et les équipements situés à proximité. Les relations qui relèvent du second modèle n'impliquent aucune forme de sociabilité entre voisins. Celles qui prennent place dans les logements (cas de la section locale du PDS se réunissant chez les Dahlewitz) ou dans les équipements collectifs (cas des fins de spectacles au Théâtre Tchekhov) impliquent des personnes extérieures au quartier (Sacha Klein n'habite d'ailleurs pas dans le quartier de Marzahn Nord).

Les différentes façons dont un collectif occupe l'espace débouchent sur des rapports de cohabitation conflictuels. Ce qui pour les uns est au principe de la sociabilité avec leurs proches constitue pour les autres une stratégie concertée d'appropriation qui menace l'intégrité de leur environnement social ou familial. Dans les entretiens, la présence des « Aussiedler » au sein des immeubles ou dans le quartier est ainsi souvent surévaluée par les habitants d'origine populaire ou issus de l'ancienne « Intelligence » socialiste²³². Cette surévaluation témoigne du sentiment qu'ils

232 Au cours d'une conversation informelle, un habitant de Marzahn issu de l'ancienne « Intelligence » socialiste,

ont d'être envahis par cette catégorie de la population. Dans le cas des familles populaires, ce sentiment est d'autant plus fort qu'ils constatent que la plupart des « Russes » qui rendent visite à leurs voisins n'habitent pas dans le quartier et sont donc extérieurs à leur « voisinage »²³³. Dans le cas des membres de l'ancienne « Intelligence » socialiste, ce sentiment est davantage lié aux nuisances qu'occasionnent les rencontres familiales dans les logements²³⁴. Dans les exemples de Birgitt et de Rolf, ces conflits se concluent par des arrangements à l'amiable. On comprend que l'ancienneté de Birgitt et de Rolf dans le quartier compense d'autant mieux le poids quantitatif des « Aussiedler » que ceux-ci, n'ayant pas développé les stratégies de regroupement résidentiel observées chez les familles d'origine plus populaire, sont isolés de l'assistance que pourraient leur apporter leurs proches pour régler personnellement ce type de conflits. Ainsi, alors qu'un recours aux bailleurs permettrait de rééquilibrer cette asymétrie, ils sont plus souvent les destinataires que les auteurs des plaintes qui leur sont adressées²³⁵.

Dans la section précédente, j'ai distingué deux types d'activités gênantes pour les attaches personnelles développées dans la sphère du logement : les usages concurrents des voisins et les projets d'aménagements collectifs. Le récit que Luisa me fait de l'attitude des voisins vis-à-vis du Café de la Tour et l'exemple de la piste de skateboard mentionné par Greta Dahlewitz permettent de préciser le lien que j'ai esquissé dans la section précédente entre la capacité des personnes à généraliser leur situation et la dimension publique que peut prendre un conflit d'usages. Les plaintes des voisins auprès des responsables du Café comme Luisa ou les éducateurs du club conduisent à une série d'aménagements : les usagers du Café prennent soin de fermer la porte, limitent les locations à des étrangers ou surveillent davantage les allées et venues des enfants. Dans l'exemple

familier du Théâtre Tchekhov, m'a par exemple soutenu que ce groupe représentait plus de 80 % de la population du quartier ! (Notes de terrain du 3 mars 2004) Dans l'entretien que j'ai avec Anna Hofer, une ancienne aide éducatrice du club de jeunes fréquenté par les enfants de Julia et Birgitt, elle les évalue à 30 %.

233 « Dans cet immeuble – on a aussi emménagé il y a trois ans, avant on habitait à quelques mètres dans la Borkheider, mais plus personne des anciens n'habitent encore là-bas actuellement. Et donc j'ai pensé, j'essaie encore dans un immeuble de 11 étages, mais c'était certainement une erreur. Peut-être que ça va un peu mieux dans les immeubles de 6 étages, parce qu'on a une meilleure visibilité (*Überschaubarkeit*) des gens qui y habitent. Ici, en principe, on ne sait même plus qui habite ici. En trois ans, je connais juste ceux qui habitent en-dessous et au-dessus de moi. En principe, on ne sait même plus qui habite à côté de chez soi. Parce que, ils rentrent, ils sortent, ils rentrent, ils sortent : en principe, je ne sais plus qui habite ici. » Entretien avec Kathrin Hubert du 10 avril 2006.

234 Pendant mon stage au Théâtre Tchekhov, je rencontre Ira, une femme originaire du Kirghizstan qui a immigré en Allemagne avec sa famille à la faveur de la législation sur les « Aussiedler ». Elle m'invite chez elle, dans le secteur de grands ensembles de Hohenschönhausen, pour la fête de son anniversaire avec une dizaine de membres de sa famille. A cette occasion, je discute avec son mari des problèmes que peuvent occasionner une telle fête (nous dansons tout l'après-midi et toute la soirée sur une musique de Disco) avec les voisins : « Pas avec tous les voisins. Autour de nous, il y a des familles russes et yougoslaves, avec eux, jamais de problèmes. Au-dessus, il y a des Allemands mais ils font aussi la fête tard le soir. En-dessous, oui, c'est des gens âgés, il y a plus de problèmes. En France aussi, vous êtes comme les Allemands : toujours être calme, ordonné ? » (Notes de terrain du 24 avril 2004).

235 Entretien du 17 mars 2006 avec Natalja Gründig, bénévole dans un projet d'entraide administrative spécialement destiné à cette catégorie de la population. Cette observation m'a été confirmée par M. Reinbauer, le « gestionnaire social » de la coopérative Nordlicht (entretien du 11 avril 2006).

mentionné par Greta Dahlewitz, les activités qui constituent une gêne potentielle pour la nouvelle clientèle des immeubles ont été éloignées grâce à la suppression du dispositif spatial (la piste de skateboard) dans lequel elles s'inscrivent. Dans ce deuxième cas, j'ignore si les activités gênantes ont été dénoncées par un voisin, un collectif de voisins ou si elles ont été anticipées par le bailleur lui-même. Comme dans l'exemple du Café de la Tour, elles donnent lieu à des aménagements spatiaux qui ont une portée plus générale que les arrangements passés par Rolf et Birgitt avec leurs voisins : il s'agit de prémunir l'ensemble des locataires (et non un locataire en particulier) des nuisances occasionnées par les usages alternatifs d'un lieu.

Jusqu'ici j'ai appréhendé les usages collectifs du logement et des équipements à partir de formes collectives d'appropriation de l'espace. J'ai montré comment ces collectifs varient par leur structure et leur mode d'inscription spatiale, comment ces caractéristiques varient en fonction des catégories sociales d'appartenance et donnent lieu à des formes contradictoires d'occupation de l'espace. Dans quelle mesure les usages collectifs façonnent-ils des attaches personnelles ? Pour répondre à cette question, il faut considérer les trois cas étudiés dans ce qu'ils ont de commun. Nous avons en effet affaire à trois « histoires de famille » : les Dahlewitz, Sacha Klein et Luisa Thuringer conçoivent leur rapport au logement, au Théâtre Tchekhov ou au Café de la Tour sur le mode de l'attachement personnel. Pour Greta et Jörg *leur* ancien logement continue d'exister malgré sa disparition, Sacha considère le Théâtre Tchekhov comme « [son] plus grand enfant » et Luisa le Café de la Tour comme « [son] bébé ». Du contenu des entretiens, je déduis d'abord que leur attachement à ces espaces est lié à leur investissement personnel dans le projet de construction des immeubles, dans la conception du Théâtre ou dans le développement du Café. Ainsi, le « sable », que Greta Dahlewitz évoque dans son entretien, est un motif récurrent dans les récits épiques que les premiers habitants de Marzahn font de la construction du secteur²³⁶. À l'occasion d'une conférence d'histoire locale organisée à la bibliothèque municipale, la bibliothécaire témoigne par exemple de « l'aventure » qu'a constitué son arrivée à Marzahn, la vue des champs boueux et sa participation à la naissance d'une ville nouvelle²³⁷. Le récit de cette bibliothécaire et celui de Greta sont donc autant de déclinaisons du récit fondateur que d'autres auteurs ont repéré pour les villes nouvelles françaises et dans lequel les premiers habitants incarnent la figure du « pionnier » (Saint-Pierre, 2003). À ce titre, les premiers habitants de Marzahn se considèrent comme parties prenantes de l'histoire de la ville de la même façon que Sacha et Luisa se considèrent comme des fondateurs du Théâtre ou du Café. Ces lieux sont « leur » parce que leur histoire personnelle est liée à l'histoire du lieu et inversement.

236 Pour des exemples publiés, cf. Bezirksamt Marzahn von Berlin, 1999 ; Rohnstock, 2004. J'y reviens dans la section suivante, p. 242.

237 Notes de terrain du 8 février 2006.

Cependant, la forme possessive utilisée n'exprime pas seulement le sentiment d'attachement qui ressort de cette participation active à l'histoire locale. Comme je l'indiquais plus haut à partir d'une citation de Georg Simmel, le possessif ne renvoie pas ici à un « avoir » mais à un « être ». En désignant leur ancien logement comme « leur » ou en parlant du Théâtre ou du Café comme s'il s'agissait de « leur » enfant, Greta, Sacha et Luisa ne revendiquent pas un droit de propriété mais décrivent deux aspects de la « possession » : la relation de dépendance qu'ils entretiennent avec ces espaces et la singularité des lieux auxquels ils se sentent personnellement attachés. En désignant le « Théâtre » et le « Café » par des termes qui renvoient habituellement à des personnes (« mon bébé », « mon grand enfant »), Sacha et Luisa indiquent que la singularité dont ces espaces relèvent est du même ordre que celle qui caractérise à leurs yeux les membres de leur famille. En même temps, ils signifient qu'ils se sentent affectés par les activités qui touchent à ces lieux de la même façon que si elles les concernaient directement. Les photographies issues de l'album personnel de Greta qui documentent la venue de la télévision dans son ancien logement témoignent également d'un rapport au logement envisagé sur le mode de la possession. On y voit notamment un réalisateur japonais poser avec sa petite-fille et le PDG du groupe immobilier DEGEWO caresser son chien. Par ces gestes, le réalisateur et le PDG manifestent devant les caméras et l'appareil photo leur proximité avec les Dahlewitz et leur sympathie pour ce qui leur arrive. Tout se passe comme si le contact avec l'un des membres de la famille de Greta équivalait à un contact direct avec elle. Ainsi, les gestes saisis par ces images manifestent sur un mode visuel la possession comme relation de dépendance entre l'ensemble des objets et des personnes qui vivent dans le logement. L'attachement personnel aux personnes, aux objets et aux animaux qui font partie du « Théâtre », du « Café » ou de leur logement n'explique pas cependant comment ils en sont venus à sentir personnellement attachés à ces espaces. Pour répondre à cette question, il faut faire un détour par la photographie.

La photographie que j'ai prise du couple Dahlewitz, bien après la destruction de leur logement, saisit un geste : celui du retour de Greta et Jörg sur le lieu où ils ont habité avec leurs enfants durant une vingtaine d'années. Par ce geste, ils font du lieu de prise de vue un lieu de la mémoire familiale. Comme l'indique Pierre Nora, les lieux de mémoire sont constitués par le rituel dont ils font l'objet. Ce rituel manifeste plus généralement la volonté de mémoire de ses auteurs (Nora, 1984, p. 34 et suivantes). Dans le cas de Greta et Jörg, le rituel constitutif du lieu de mémoire correspond au retour sur leur ancien lieu de résidence. Par ce geste, ils manifestent leur volonté de se remémorer leur histoire passée. Ce n'est donc pas un hasard si tous deux ironisent, avec nostalgie, sur leur photographie de mariage. La solennité du rituel est également soulignée par leur tenue vestimentaire. Ainsi, par le geste du retour sur les lieux, ce qui n'était jusque-là qu'un « ancien lieu de résidence » en vient à fixer la mémoire personnelle des événements familiaux. Le geste qui fait

de ce lieu un « lieu de mémoire » manifeste tout à la fois l'attachement personnel au lieu et à la famille dont il fixe l'histoire. À travers les cas des Dahlewitz, de Sacha et de Luisa, nous avons donc affaire à des formes d'appropriation collectives de l'espace urbain qui façonnent des attaches personnelles aux lieux en y fixant la mémoire de l'histoire familiale.

La photographie du PDG de la société immobilière communale issue de l'album personnel de Greta Dahlewitz confronte ainsi deux modalités différentes par lesquelles on s'approprie un espace : on l'exploite comme une source de revenus au nom d'un droit de propriété (« avoir ») ou l'on s'y projette avec l'ensemble de ses biens personnels et de ses proches (« être »). Plus généralement, les cas de Greta et de Sacha mettent donc en évidence deux modalités concurrentes d'appropriation : la « possession » et la propriété. Les conflits de ce type ne prennent pas non plus automatiquement une dimension publique. Greta fait appel aux autorités publiques tandis que Sacha Klein bat en retraite. L'exemple de Sacha suggère que de telles situations mettent en jeu des rapports de pouvoir : alors que dans la section précédente, Rolf et Birgitt s'imposent face à leurs voisins parce qu'ils ont l'autorité morale ou la force du groupe de leur côté, Sacha est contraint à la démission.

III. 2. Le rendez-vous

Dans cette section, j'adopte un point de vue différent sur le Théâtre Tchekhov et le Café de la Tour. Jusqu'ici j'ai considéré les usages collectifs de ces deux lieux du point de vue d'une seule personne. J'ai décrit comment les formes collectives d'appropriation façonnent des attaches familières à ces lieux. Dans cette perspective, je me suis focalisée sur des activités par lesquelles les personnes cherchent moins à faire quelque chose ensemble qu'à « être » ensemble en partageant un repas, un café ou un verre de vin. Cela m'a permis d'insister sur les conflits qui résultent, d'une part, de la cohabitation entre des groupes qui s'approprient différemment l'espace (forte sociabilité entre voisins vs. anonymat) et, de l'autre, de l'opposition entre deux statuts d'occupation différents (« possession » vs. propriété). On peut néanmoins appréhender l'espace résidentiel en insistant davantage sur les conditions dans lesquelles des usages distincts du même lieu coexistent dans l'espace ou dans le temps. Dans cette perspective, les espaces considérés n'existent pour le groupe que pour autant qu'il s'y donne rendez-vous afin de s'y livrer à une activité commune : « L'essence sociologique du rendez-vous tient dans la tension entre la ponctualité et le caractère passager de l'événement d'une part, et sa fixation dans l'espace et le temps d'autre part » (Simmel, 1999 [1908]). Le lieu est constitué par le moment particulier de la rencontre entre les personnes appartenant à un même collectif. Inversement, le rendez-vous est aussi ce qui permet à ce collectif d'exister effectivement. L'observation des collectifs et de leurs activités au Théâtre Tchekhov et au Café de la Tour met en évidence deux schémas différents de partage social de l'espace : le premier repose sur un partage temporel de l'espace entre les différents groupes qui l'investissent, le second sur une distribution socio-spatiale des tâches que différents groupes y effectuent. À quoi ces différences tiennent-elles ? À quels types de conflits donnent-elles lieu ?

Le Théâtre Tchekhov : un schéma temporel de partage de l'espace

Le Théâtre Tchekhov ouvre à Marzahn Nord en mars 2002. Durant cette année, le projet est financé grâce à une partie du fond de 500 000 € que le Sénat de Berlin a attribué à chaque quartier berlinois concerné par le dispositif de « management de quartier » et qu'un jury citoyen a réparti entre différents projets. Les années suivantes, le projet figure dans le plan annuel de financement des actions « interculturelles » du « management de quartier ». L'ensemble du personnel du théâtre est employé dans le cadre de mesures de réinsertion sur le marché du travail financées par l'Office du travail ou les services sociaux de la municipalité. Ces personnes s'occupent du secrétariat, de la gestion de la caisse et de l'entretien de la salle. Les animations sont proposées par des intervenants extérieurs (artistes, conférenciers) rémunérés à la prestation. Durant le stage que j'effectue au théâtre en 2004, je suis intégrée au personnel et participe aux animations en assistant les intervenants extérieurs dans leur travail. À mon retour sur le terrain en 2005, je fréquente le théâtre plus ponctuellement en compagnie d'autres habitants du quartier, tout en maintenant quelques contacts avec des employés et la nouvelle directrice.

Un après-midi en famille

Durant mon stage, j'ai assisté à plusieurs animations organisées par Svetlana Radovanovic, qui commence à travailler pour l'association du *Kulturring* au moment où Sacha Klein, le premier directeur du théâtre, la quitte. Ces animations réunissent un public de « Aussiedler » autour de thématiques différentes (« Disco avec Svetlana Radovanovic », « Soirée Théâtre et Danse » ou « Cercle des familles »). Elles ont parfois lieu au Forum de la culture (*Kulturforum*), un équipement socio-culturel géré par le *Kulturring* à Hellersdorf. Quels que soient la thématique ou le lieu, ces animations se déroulent selon le même schéma, réunissent les mêmes personnes et sont structurées par le même genre d'activités. En février 2004, j'ai photographié un après-midi du « Cercle des familles » au Théâtre Tchekhov.

Déguisée en danseuse espagnole (longue jupe à volants noirs assortie d'un chemisier à volants rouges noué à la taille), Svetlana prépare la salle sur le rythme de chansons russes pour les enfants. Elle dispose quelques tables autour de la piste de danse, puis fixe des guirlandes en papier crépon. Aujourd'hui, elle est aidée par Maria, une amie qui habite le quartier. Celle-ci installe sur la grande table rectangulaire disposée devant la vitrine du théâtre tout un nécessaire de bricolage (feutres et crayons

de couleur, stylos, colle, papiers de couleur, papier crépon, ficelle, etc.). Elle veut faire des masques avec les enfants.



Les familles arrivent pour midi. Le principe de l'activité veut que tous les participants prennent un repas en commun à l'issue des animations. Les familles sont principalement composées des mères et de leurs enfants, dont certains arrivent déjà déguisés. Un petit bouchon se crée dans le hall d'entrée et aux toilettes pour changer les enfants qui ne le sont pas encore. Dans la mêlée, je remarque un seul homme, qui parle allemand avec sa femme (Rosa) et ses deux filles. Les femmes ont une trentaine d'années et sont très élégantes dans des chemisiers de soie cintrés à la taille ou des tailleurs aux motifs assortis. Certaines, comme Ira qui vient du Kirghizstan, ont un visage très typé : des yeux en amande discrètement soulignés de mascara, un teint très mat et des pommettes saillantes mises en valeur par un peu de far. Hermann, qui dirige le théâtre depuis quelques mois dans le cadre d'une mesure de réinsertion sur le marché du travail, sort de son bureau à ce moment et navigue entre les groupes pour me tendre l'appareil photo numérique et me demander de faire des photographies. Je m'exécute de bon cœur : j'ai très envie de photographier toute cette cohue bariolée et joyeuse, d'autant que l'appareil me donne aussi un rôle à jouer et une contenance.



Très vite, Svetlana lance la musique et les jeux. Il s'agit de jeux en équipes associant mères et enfants : un jeu du type « question pour un champion », un autre dans lequel les enfants doivent remplir de pommes de pin des sacs en toile accrochés au cou de leur mère à l'arrêt de la musique, une queue-le-le à travers la pièce sur une chanson russe qui rappelle « la danse des canards », ou encore une leçon de danse avec Svetlana. À un moment donné, celle-ci envoie les mères se déguiser : au fond du couloir de la cuisine, elle a déposé un grand sac en toile contenant tissus et costumes. Une mère (Tatjana) se noue ainsi un grand foulard autour de la taille à la grande joie de sa fille de dix ans, elle-même déguisée en gitane ; une autre mère (Ira) se coiffe d'un serre-tête assorti d'antennes, s'entoure d'un boa rouge et se cache derrière un masque en carton en forme de papillon. Svetlana organise alors un jeu de mime avec les enfants, puis avec les parents. L'unique père de l'assemblée participe assez peu à l'ensemble de ces animations. Il reste assis à une table, jouant avec la plus jeune de ses filles.

De mon côté, je photographie les activités de ce groupe très facilement : les mères m'envoient les enfants pour que je les immortalise dans leur déguisement. Régulièrement, je décharge les cartes mémoires sur l'ordinateur du bureau où Hermann les imprime directement sur du papier photographique. Lorsqu'il en a imprimé une trentaine, il m'envoie les donner à Svetlana pour qu'elle les vende au prix de 50 cents. Celle-ci les dispose sur la grande table rectangulaire à côté du nécessaire de bricolage, tout en regrettant qu'Hermann ne l'ait pas attendue pour sélectionner les images. Les deux tiers des photographies sont vendus. Les mères choisissent celles où figurent leurs enfants, les portraits posés comme les photographies prises sur le vif pendant la danse ou les jeux. Certaines d'entre elles me demandent de faire des tirages, notamment dans le cas de photographies qui représentent tout un groupe et qui sont donc les plus demandées. Malheureusement pour elles et pour mes archives, Hermann a effacé les images de son disque dur au fur et à mesure de l'impression²³⁸.

Au cours des animations de Svetlana que je fréquente au mois d'avril, j'en apprend un peu plus sur la façon dont ces mères de famille l'ont rencontrée et ont commencé à fréquenter ses animations. Svetlana est originaire du Kazakhstan, dont elle a conservé la nationalité. Elle arrive à Berlin en 1996 avec la famille de son mari, qui bénéficie du statut de *Spätaussiedler*. Elle rencontre Ira et Maria à l'association *Babel eV*, où elles suivent le même cours d'allemand à la fin des années 1990. Elena et

238 Les images reproduites ont été prises lors de la séance du mois d'avril 2004.

Rosa intègre son réseau de connaissances plus récemment à l'occasion de deux manifestations organisées par le *Kulturring* au Forum de la culture et au Théâtre Tchekhov durant les mois qui précèdent. Les filles d'Ira et de Rosa fréquentent, avec la fille de Tatjana, le cours de théâtre que Svetlana propose pour les enfants dans le cadre des activités du *Kulturring* à Hellersdorf. Après sa rencontre avec Tatjana, qui habite un immeuble voisin du sien à Hohenschönhausen, Ira a aussi inscrit ses filles au cours de danse que suit la fille de Tatjana dans une autre association de Marzahn. Ces informations me sont confirmées par Svetlana au cours d'un entretien : « (Svetlana) – On a commencé avec 30 personnes, c'étaient les parents de nos enfants [les enfants de son cours de théâtre], et maintenant on a plus de 100 personnes. 150 avec les enfants, les adultes, les jeunes, tellement de gens. (Moi) – Comment ça marche, tu as une liste ? (Svetlana) – Non, par exemple, pour une animation au Forum de la culture, je ne fais pas de publicité, seulement nos gens. Je téléphone à deux, trois femmes par exemple, je dis on fait, dans ce théâtre, et ils me téléphonent tous et ils demandent et quand, et où. (...) (Moi) – Et où tu as rencontré tous ces gens ? (Svetlana) – Par exemple il vient une famille, alors elle vient avec des amis, qui viennent avec des amis d'amis etc. »²³⁹.

Le mythe pionnier

Lorsqu'au début de l'année 2005, je commence mon enquête sur les habitants qui s'investissent dans la vie militante et associative locale, je me focalise d'abord sur les membres du Conseil des habitants et tente de repérer les différentes activités qu'ils mènent dans leur quartier. J'accepte avec plaisir l'invitation de Martin Witte qui, à l'issue d'une réunion du Conseil des habitants, me propose d'assister à la conférence d'histoire locale qu'il donne quelques semaines plus tard au Théâtre Tchekhov.

Je connais Martin Witte depuis mon stage au théâtre en 2004. Il y fréquente alors le « Café philosophique » et le « Cercle des amis du Théâtre Tchekhov » (*Freundeskreis des Tschechow Theater*) mis en place la même année par Lena Modrow, une bénévole du *Kulturring*, afin d'améliorer la qualité des animations qui y sont proposées. À cette époque, Martin Witte est surtout connu pour ses fonctions au Conseil des habitants (il en est le porte-parole avec Greta Dahlewitz) et pour le rôle de premier plan qu'il a joué dans la mobilisation des locataires contre la démolition des immeubles concernés par le projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale. Grâce à son invitation, je découvre une autre facette de son personnage. Martin Witte est un ancien journaliste de la radio *Stimme der DDR* ("La voix de la

239 D'après les notes de terrain des 28 février, 17, 24 et 26 avril 2004, et les entretiens des 28 et 29 avril 2004.

RDA") qui habite le quartier depuis 1986²⁴⁰. Depuis la fin des années 1990, il contribue régulièrement à diverses publications s'intéressant à la vie locale. En 1999, il a par exemple participé à un ouvrage commémoratif publié par la mairie à l'occasion du vingtième anniversaire de l'arrondissement²⁴¹. La séance à laquelle j'assiste en avril 2005 est consacrée à la lecture de plusieurs passages de cet ouvrage.

La salle du théâtre est aménagée comme un petit salon de thé. Les rideaux de la scène ont été tirés. Martin Witte est assis à une grande table rectangulaire disposée devant les rideaux, face à l'assistance. Celle-ci est composée de 13 personnes réparties autour de petites tables rondes recouvertes d'une nappe fleurie et d'un arrangement de fleurs en plastique. Au fond de la salle, une porte donne sur une cuisine. Un petit stand a été aménagé où des boissons (café, thé, jus de fruit, vin et bière) sont proposées pour quelques euros.

Mis à part Martin Witte, aucun membre de l'assistance ne fréquentait le théâtre pendant que j'y faisais mon stage. En revanche, j'ai vu certains d'entre eux à une manifestation publique dans le quartier organisée un mois auparavant par le Conseil des habitants (le 8 mars 2005, cette organisation avait fait venir la télévision locale et mobilisé quelques habitants pour manifester leur mécontentement vis-à-vis du nouveau plan de desserte mis en place par l'entreprise de transports publics berlinois) : Jochen Hinrich, la cinquantaine, habite le même groupe d'immeubles que Martin Witte ; Freddy, quatre-vingts ans environ, habite plus loin dans le quartier mais connaît Martin Witte depuis la période socialiste ; les Schmidt, un couple du même âge, appartiennent à la même coopérative de logements que Martin Witte ; Mme Becker et Mme Klönne, la soixantaine, habitent toutes les deux dans la résidence des *Terrasses d'Ahrensfelde* et fréquentent depuis quelques mois le Conseil des habitants. Les autres personnes présentes appartiennent à la même catégorie d'âge que les précédentes. Tous se sont apprêtés pour l'occasion : les hommes portent des pantalons sombres assortis aux vestons qu'ils conservent pendant toute la séance ; les femmes, maquillées, portent des chemisiers bariolés, des jupes droites ou amples selon leur corpulence et quelques bijoux en or.

240 Je reviens sur le parcours socio-professionnel et sur l'engagement de ce personnage dans le chapitre suivant, p. 325.

241 Cf. Bezirksamt Marzahn von Berlin, 1999.



Martin Witte introduit son exposé par quelques mots sur *Jotwa*²⁴², un journal édité par une association locale auquel il contribue régulièrement avec d'autres « vieux habitants de l'arrondissement ». Avant d'en venir à la lecture de son histoire, il fait référence à un livre que deux anthropologues est-allemands ont consacré à l'émission de télévision *Prisma* après la réunification²⁴³ et dans lequel ils considèrent les lettres de réclamation (*Eingaben*) qui lui ont été adressées par des citoyens est-allemands comme les traces d'une pratique culturelle caractéristique de la RDA. D'après Martin Witte, ces lettres marquent la confiance des citoyens dans le régime et témoignent de leur capacité à changer les choses, une thèse qu'il entend illustrer par la lecture de la contribution qu'il a envoyée en 1999 à la rédaction de l'ouvrage commémoratif publié par la mairie de l'arrondissement. Il y raconte comment, à la fin des années 1980, un membre du bureau de la « communauté d'immeuble » dont il fait partie lui demande de rédiger une lettre à la rédaction de *Prisma* pour se plaindre du chantier interminable dans la cour de l'immeuble. La rédaction n'a pas envoyé d'équipe de reporters mais a transmis la plainte au service compétent du Magistrat de Berlin qui, après la visite d'une délégation sur place, a fait le nécessaire pour que l'aménagement de la cour soit réalisé. Les membres de l'assistance réagissent surtout à la description

242 Les lettres jwd (qui se prononcent en berlinois « jottwehdeh ») sont les initiales de l'expression berlinoise « Janz Weit Draußen » qui désigne les communes annexées en 1920 au moment de la création du Grand Berlin. On y habite « très loin dehors » tout étant encore dans Berlin. La commune de Marzahn en fait partie.

243 *Prisma* est une émission de la télévision est-allemande qui propose aux citoyens de résoudre leurs problèmes quotidiens. Les reportages présentés dans l'émission s'appuyaient sur les lettres de réclamation (*Eingaben*) qui lui étaient envoyées. L'ouvrage auquel Martin Witte fait référence est dirigé par Ina Merkel, une anthropologue d'origine est-allemande : Merkel, 1998.

de Marzahn dans les années 1980, par laquelle Martin Witte inaugure son récit : « [Martin Witte lisant son texte] – "Marzahn Nord était encore loin d'être terminé en 1986 et il était parcouru par l'esprit à la fois chaotique et romantique des temps pionniers (*das Flair wildromantischer Siedlerjahre*). On ne pouvait pas parler de beauté. Tous les matins, durant les périodes pluvieuses de l'année, des hordes de bottes en caoutchouc marchaient d'un pas lourd vers la station de S-Bahn Ahrensfelde et, par temps sec, luttait le soir en rentrant chez elles contre les fontaines de sable que le vent faisait tourbillonner entre les immeubles²⁴⁴." (*Mme Schmidt*) – Oui, c'est ça, exactement ! [Au même moment, Jochen Hinrich, Freddy et sa femme acquiescent en silence] ». Face à cet enthousiasme, Martin Witte enchaîne par la lecture de la contribution de l'ancien maire de l'arrondissement, Gerd Cyske, qui témoigne de la participation des habitants à la mise en valeur des espaces verts et de certaines stations de bus à la même époque. Il termine par la lecture du récit de la mobilisation du Conseil des habitants dans le cadre du projet de restructuration urbaine qu'il a publié plus récemment²⁴⁵. Il commente ce dernier récit : « (*Martin Witte*) – Personne ne croyait qu'il y aurait des gens pour défendre le *Platte* ! Mais nous sommes encore en vie ! [L'assistance répète en cœur tout en applaudissant et en riant] – Oui ! Nous sommes encore en vie ! (*Martin Witte*) – On ne doit pas croire qu'il n'y a aucune chance, on peut toujours avoir un effet, une influence. » La discussion gagne la salle. Mme Klönne explique qu'elle est venue s'installer dans le quartier après la lecture d'un article sur le projet des *Terrasses d'Ahrensfelde* dans le journal : « Aujourd'hui, je suis toujours enthousiaste : il y a le dispensaire à côté, le bus, le tram et de gentils Berlinoises pour voisins ! » Mme Schmidt renchérit : « Depuis vingt ans qu'on habite ici, on n'a jamais pensé à partir. Il y a encore un peu de solidarité ici. Il faut intégrer tous les nouveaux dans cette solidarité. » Une troisième femme répond à cet appel en s'adressant à Mme Klönne : « C'est vrai que c'est beau d'habiter là [dans le voisinage des *Terrasses d'Ahrensfelde*]. Il y a le dispensaire, les commerces sont pratiques. Si vous avez besoin de quoi que ce soit, je peux vous aider, j'y habite aussi. » Martin Witte conclut la discussion d'un air satisfait : « C'est bien que des voisins puissent se rencontrer. Tout est beau mais si on ne fait pas attention, cela ne le restera pas très longtemps. Alors faites bien attention ! Cela vaut le coup de lancer des initiatives ! »

Au mois d'août 2005, lorsque je présente mon projet photographique aux membres du Conseil des habitants, Martin Witte se montre, comme Greta Dahlewitz, très enthousiaste. Il est l'un des premiers à se faire photographier. La prise de vue a lieu un samedi après-midi. Martin me rejoint chez un voisin que je photographie le

244 Bezirksamt Marzahn von Berlin, 1999, p. 56.

245 Rohnstock, 2004, pp. 17-24.

même après-midi et nous nous rendons ensemble sur le lieu de sa prise de vue. Il sait exactement où il veut être pris en photo : à côté de la statue qui, d'après lui, représente un poêle à charbon en faïence et symbolise la modernité des grands ensembles par rapport aux conditions déplorables de logement dans le centre de Berlin-Est²⁴⁶.

Les activités observées au cours de ces deux scènes ne revêtent pas les mêmes enjeux sociaux et supposent deux rapports socialement différenciés à la culture qui se manifestent dans les usages collectifs observés. Le réseau de personnes mobilisé par Martin Witte est plus localisé que celui de Svetlana Radovanovic. Il s'étend sur un territoire aux limites précises : celui des derniers quartiers de grands ensembles construits à Marzahn dans les années 1980 (Marzahn Nord et Ahrensfelde Süd²⁴⁷). L'exposé de Martin Witte reprend les principaux motifs du récit fondateur dont j'ai déjà repéré des éléments dans l'entretien de Greta Dahlewitz : le sable, les bottes en caoutchouc, la participation des habitants pionniers à la construction de la ville ou encore la modernité des logements. L'énoncé de ce récit s'inscrit ici dans un rituel collectif marqué par la répétition et l'adhésion à des images partagées qui fonctionnent comme autant de « lieux communs » célébrés dans les ouvrages commémoratifs de la municipalité ou dans la statue devant laquelle Martin Witte se fait photographier. De la même façon que l'ancien logement de Greta Dahlewitz a fixé pour elle la mémoire des événements familiaux auxquels elle a personnellement pris part, la mémoire collective des « vieux habitants de l'arrondissement », comme les appelle Martin Witte, s'est ainsi inscrite dans le « secteur résidentiel » (*Wohngebiet*) découpé par le plan de construction du grand ensemble de Marzahn. La dimension la plus étonnante de ce récit tient cependant à sa dépolitisation. Bien que plusieurs détails témoignent de l'adhésion de son auteur au projet politique du régime socialiste (son ancienne profession ou son interprétation de la pratique des lettres de réclamation), les motifs qui emportent l'adhésion de l'auditoire renvoient à des expériences tout à fait communes (aller travailler le matin, rentrer chez soi le soir) singularisées par la situation exceptionnelle que représente le moment de la construction du secteur. En cela, le témoignage de Martin Witte se rapproche de celui des premiers habitants des Villes nouvelles françaises, qui, à la fin des années 1970, se réunissent en associations afin de participer à la valorisation de leur cadre de vie (Saint-Pierre, 2003, p. 83). Le récit fondateur ne réactualise donc pas seulement la mémoire d'un groupe en voie d'extinction, il réunit aussi des personnes qui partagent une même définition de la culture (la lecture d'un texte permet certes de se remémorer une expérience commune mais aussi d'apprécier le talent narratif de son auteur) et les mêmes attentes vis-à-vis de l'espace résidentiel

246 D'après les notes de terrain des 17 février et 1^{er} mars 2004, 8 mars et 12 avril 2005. Prise de vue le 24 septembre 2005.

247 Voir la carte p. 57.

(calme, confort, fonctionnalisme, « bon voisinage »). Dans cette perspective, le Théâtre Tchekhov mais aussi les transports en communs, sont les éléments d'un cadre de vie dont il faut défendre la qualité en participant à l'élaboration des prestations proposées par les associations locales (enjeu du « Cercle des amis du Théâtre Tchekhov ») ou en se mobilisant contre les conséquences locales des impératifs de rentabilité qui gouvernent l'action de ceux qui gèrent les équipements (enjeu de la mobilisation télévisuelle contre le nouveau plan de desserte). La « culture » est considérée ici comme l'une des dimensions d'un mode de vie collectif indissociable du cadre urbain, c'est-à-dire de l'ensemble des dispositifs spatiaux ou des équipements, dans lequel il prend place.

Par contraste, les activités du groupe constitué par Svetlana Radovanovic semblent moins dépendantes du contexte urbain dans lequel elles prennent place. Parmi les personnes qui participent aux animations de Svetlana Radovanovic, seule Maria habite à quelques rues du Théâtre Tchekhov. De plus, le Forum de la culture et le Théâtre Tchekhov apparaissent comme des lieux interchangeables. Le rapport que cette catégorie de la population de Marzahn entretient au territoire est donc plus lâche. L'usage collectif de l'espace urbain ne produit pas forcément un attachement personnel aux lieux investis. Cela renvoie d'abord au mode d'inscription spatial de ce groupe de migrants à Berlin que j'ai déjà décrit à partir de l'exemple de Sacha Klein : bien que cette catégorie de migrants soit concentrée dans les grands ensembles de la partie orientale de la ville en vertu des logiques de peuplement des sociétés immobilières, ses réseaux familiaux associent des personnes dispersées dans plusieurs arrondissements de la ville. Ensuite, l'exemple du réseau constitué par Svetlana Radovanovic pour ses activités met en évidence le rôle que les associations qui se sont spécialisées dans l'« intégration » des « Aussiedler » jouent dans la structuration de leurs réseaux et de leurs activités. Bien que certains membres de l'ancienne « Intelligence » socialiste de Marzahn considèrent comme un signe de mauvaise volonté le fait que la langue russe soit encore en usage au sein de ce groupe²⁴⁸, les « Aussiedler » font plutôt preuve de bonne volonté culturelle. Celle-ci est d'ailleurs raillée dans les représentations que les personnes d'origine plus populaire se font de ce groupe²⁴⁹. L'ensemble des activités ludiques ou culturelles organisées par Svetlana à l'attention des

248 Les époux Schmidt racontent par exemple : « (*M. Schmidt*) – On a aussi fait des mauvaises expériences. Une fois – ici, on a beaucoup de, comment dire, la donation de Kohl, là... (*Mme Schmidt*) – Ben, les Russes-allemands, quoi. (*M. Schmidt*) – Les Russes, les Russes-allemands, qu'importe (...) quelqu'un a une fois proposé... (*Mme Schmidt*) – Je l'ai une fois proposé. (*M. Schmidt*) – Parce qu'ils ne parlent que russe, elle a proposé d'enseigner l'allemand. De leur enseigner l'allemand et de les réunir une fois au théâtre pour... (*Mme Schmidt*) – Au Théâtre Tchekhov. (*M. Schmidt*) – De les réunir et ma femme s'est proposée de faire quelque chose avec eux. Ils ont refusé en bloc : on parle russe ! » (Entretien du 15 mars 2006)

249 En témoigne la conversation suivante entendue au Café de la Tour : (*Fabian Kaufmann à mon attention*) – Les parents russes sont très sévères, beaucoup plus que les Allemands. [Monika Varga et Julia Fischer acquiescent]. (*Monika*) – A un moment, des filles venaient au club. Elles avaient un emploi du temps pas possible : piano le lundi, ballet le mardi, elles avaient pas le temps de traîner avec les copines. Je me souviens encore comment elles n'en sont pas revenu quand elles ont vu qu'elles pouvaient fumer et sortir tard le soir avec moi alors que leurs parents l'avaient interdit. (*Fabian*) – Dans l'école de mon fils, il y en a qui se font battre chez eux. Lorsqu'ils font des bêtises à l'école, les parents les retirent. » (Notes de terrain du 17 janvier 2006)

familles qu'elle rencontre par l'intermédiaire du *Kulturring* ou d'autres associations de l'arrondissement prennent ainsi sens dans le contexte du fort investissement de ces familles dans l'éducation de leurs enfants. Cet investissement les distingue des catégories populaires et explique qu'elles se tiennent à l'écart des lieux investis par ce groupe, qui n'est pas considéré comme un modèle culturel à suivre²⁵⁰. Il renvoie aux enjeux de leur projet migratoire (assurer une promotion sociale à ses membres) et à la définition ethnique de la nationalité en Allemagne (pour être intégré à la communauté nationale, il faut faire la preuve que l'on maîtrise certains signes culturels de reconnaissance²⁵¹). Dans la perspective de ce groupe, la « culture » est ainsi un capital au sens que Pierre Bourdieu donne à ce terme. On l'accumule en vue du futur mais il sert aussi à produire la preuve de l'appartenance à la communauté nationale. Ainsi, l'orientation plus stratégique des usages que ce groupe fait de l'espace urbain peut être une autre raison de son faible ancrage spatial : la configuration du dispositif spatial dans lequel ses activités prennent place importe moins que les compétences sociales et culturelles qu'elles permettent d'acquérir collectivement.

Les deux scènes observées correspondent ainsi à deux situations différentes tant par la configuration des lieux, leur « ambiance » (calme studieux vs. agitation ludique), la définition de la culture qui sous-tend les activités qui y sont réalisées ou les enjeux sociaux que revêtent ces activités. Bien que différents, rien dans mon compte rendu ni dans les notes que j'ai consignées durant mon stage au Théâtre Tchekhov, ne laisse supposer que ces usages sont contradictoires et débouchent sur des conflits qui opposeraient ces deux catégories de « publics ». Il semble plutôt que les deux groupes se côtoient sans se connaître à l'intérieur comme en dehors du théâtre. Dans les deux cas, la logique qui prévaut au rapprochement des différents membres des réseaux considérés est en effet plus sociale que spatiale. Martin Witte n'invite pas les personnes à sa conférence parce qu'elles sont ses voisins mais parce qu'elles partagent les mêmes goûts culturels et les mêmes appréciations de la valeur du quartier que lui. De même, certaines mères de famille du groupe de Svetlana (Ira et Tatjana) nouent des relations de voisinage après s'être rencontrées dans le cadre de l'une de ses animations. La réunion de ces deux groupes ne constitue donc pas un même

250 Dans l'ensemble des entretiens que j'ai réalisés avec des éducateurs de Marzahn Nord, mes interlocuteurs se plaignent de l'impossibilité de « mélanger » les populations de jeunes. Il existe ainsi des clubs dont le public est exclusivement composé de « Aussiedler », qu'ils considèrent comme bien éduqués et bien suivis par leurs parents, tandis que d'autres sont exclusivement composés de jeunes issus des catégories populaires qui me sont présentés comme plus difficiles à encadrer. Les enfants dont les parents sont issus de l'ancienne « Intelligence » socialiste fréquentent rarement les clubs du quartier. D'après les notes de terrain des 16 et 28 octobre 2003 et 16 février 2004.

251 Je rappelle la définition de la notion d'appartenance au peuple allemand (*Volksangehörigkeit*) donnée par la loi fédérale relative aux déportés et aux demandeurs d'asile (*Bundesvertriebenen- und Flüchtlingsgesetz – BVFG*) au titre de laquelle les personnes peuvent prétendre aux statuts de *Aussiedler* ou de *Spätaussiedler* : appartient au peuple allemand « celui qui a fait connaître sa germanité (*deutsches Volkstum*) dans son pays d'origine à travers des signes de reconnaissance tels que la généalogie (*Abstammung*), la langue, l'éducation et la culture » (§ 6, BVFG).

« voisinage », au sens d'environnement social. Le Théâtre Tchekhov se trouve plutôt à l'intersection de deux environnements sociaux, qui n'entretiennent aucune relation entre eux. Dans ce contexte, la cohabitation entre les deux groupes se fait selon un schéma temporel de partage de l'espace qui s'avère peu conflictuel.

Le Café de la Tour : les formes populaires du « quant-à-soi »

Le Café de la Tour est géré par le Kinderring, une association fondée à la réunification par des enseignants de Berlin-Est et de Berlin-Ouest. Les premiers projets menés par cette association au début des années 1990 sont concentrés dans le centre de Berlin-Est. L'association s'implante dans les grands ensembles de Hellersdorf puis de Marzahn au milieu des années 1990 à la faveur de deux mouvements : la privatisation progressive de structures (clubs de jeunes, crèches, jardins d'enfants) jusque-là gérées par les services municipaux des arrondissements et les programmes du Sénat de Berlin qui subventionnent la rénovation des espaces collectifs gérés par les sociétés immobilières communales et certains projets sociaux. Au milieu des années 1990, l'association ouvre un club de jeunes à Marzahn Nord dans un ancien local collectif situé au sous-sol d'un immeuble géré par la société immobilière communale. Le Café de la Tour est un projet plus récent que celui du club. Il ouvre en juin 2003. La création de cette structure, située au premier étage de l'immeuble qui abrite le club, s'inscrit dans le contexte des difficultés financières que rencontrent les associations au début des années 2000 pour assurer la continuité de leurs projets : avec la crise budgétaire berlinoise, la municipalité a réduit le volume de ses subventions et le club n'est plus soutenu depuis 2003. À cette époque, le *Kinderring* avait mobilisé les parents et les enfants qui fréquentaient le club pour participer à plusieurs manifestations dans l'arrondissement. Son financement repose ainsi sur la réalisation de projets ponctuels (tous les ans, une manifestation artistique est organisée dans les appartements vides de l'immeuble) ou permanents, comme le Café de la Tour, qui permettent à l'association de bénéficier des fonds du programme *Soziale Stadt* alloués par le « management de quartier ». Le fonctionnement des deux structures repose à la fois sur le travail de bénévoles comme Luisa Thuringer qui, depuis la dernière réforme des allocations-chômage, est employée au Café dans le cadre d'un « Job à 1€²⁵² », et sur celui d'éducateurs comme Monika Varga, dont le poste est financé grâce aux fonds du « management de quartier »²⁵³.

252 Il s'agit d'un dispositif d'aide au retour à l'emploi qui conditionne l'attribution des aides sociales. Les personnes sont employées dans des administrations ou des associations reconnues d'intérêt public. Elles perçoivent, en sus des aides, un « dédommagement » (*Mehraufwandsentschädigung*) équivalent à 1 €50 de l'heure.

253 D'après les entretiens des 11 février 2005 et 27 mars 2006 avec Monika Varga et du 24 avril 2006 avec M. Zimmermann, l'un des membres fondateurs de l'association du Kinderring.

Je fais la connaissance de Monika Varga au début de l'année 2005, au moment de mon installation à Marzahn Nord. À cette époque, je rencontre plusieurs responsables d'associations afin de leur présenter mon projet et de m'informer sur les activités de leur association dans le quartier. À l'occasion de notre rencontre, Monika me parle d'un petit groupe d'entraide associant des habitants qui fréquentent le Café. Elle me convie aux réunions avec d'autres membres du Conseil des habitants (Martin Witte et Mme Becker). Parallèlement, Fabian Kaufmann et Anna Hofer, deux membres du groupe d'entraide, participent aux réunions du Conseil des habitants. Par la suite, je continue à me rendre aux réunions du groupe d'entraide même lorsqu'aucun membre du Conseil n'est présent. L'entretien que je réalise avec Luisa Thuringer au début de l'année 2006 inaugure une période où je fréquente le Café en dehors des réunions du groupe d'entraide, dans des circonstances plus informelles.

Questions d'organisation

Le Café est installé dans un appartement de quatre pièces disposées de part et d'autre d'un long couloir. En entrant à droite, les cloisons de la pièce principale ont été abattues, de sorte que le couloir donne directement sur le bar et les quelques fauteuils disposés le long du mur pour accueillir les visiteurs. Au fond du couloir, une autre pièce ouverte sur un grand balcon aménagé en jardin d'hiver fait office de salon de lecture. Des livres pour enfants et diverses revues de bricolage sont rangés sur des étagères. En revenant sur ses pas, le visiteur passe devant le bureau, une pièce encombrée de matériels de toute sorte qui reste en général fermée. Enfin, en sortant sur la droite, la salle à manger est aménagée comme une salle de restaurant. Les murs ont été recouverts d'une grande fresque représentant un paysage estival de campagne. En dehors des réunions du groupe d'entraide ou de quelques animations comme le « petit-déjeuner des habitants » (*Bewohnerfrühstück*) qui réunit des membres du Conseil des habitants et leurs voisins, cette pièce reste vide.

Les réunions du groupe d'entraide sont dirigées par Anna Hofer, une ancienne aide-éducatrice du club de jeunes qui, après avoir emménagé dans le quartier, a continué à s'investir bénévolement dans les activités du *Kinderring* à Marzahn. Monika Varga assiste aux réunions avec les bénévoles et les habitués du Café qui font partie du projet d'entraide : Luisa Thuringer et ses voisins, Friedrich et Gisela ; Fabian Kaufmann, dont les enfants fréquentent le club et dont la femme, Karola, a commencé comme bénévole au Café en même temps que Luisa ; Renate et Julia, deux habituées du Café dont les fils comptent aussi parmi les usagers du club.

Au début de la réunion du mois d'avril 2005, Anna rappelle le programme des activités du groupe d'entraide : un cours d'informatique a lieu tous les lundis dans une autre association de l'arrondissement. Elle remercie les bénévoles pour leur participation au fonctionnement du Café. Une discussion s'engage entre Martin Witte, Fabian et Madame Becker au sujet de l'orientation générale du journal du quartier (celui-ci ne mobiliserait pas assez la population et exclurait la plupart des associations d'habitants de ses compte-rendus). Les membres du groupe d'entraide restent silencieux et paraissent s'ennuyer. Finalement, Anna interrompt la discussion en proposant de régler les problèmes pratiques avec les membres du groupe d'entraide pour pouvoir les libérer. À partir de là, deux discussions se développent parallèlement dans un brouhaha général : Anna discute avec Friedrich, Gisela et Renate d'un tournoi de cartes dont il faut faire la publicité tandis que Martin Witte, Madame Becker, Fabian et Monika continuent d'échanger leurs points de vue sur le journal du quartier. Anna interpelle ensuite Monika, Martin et Madame Becker pour demander leur avis sur le titre et la conception d'une soirée de lectures qu'elle souhaite organiser au Café. Friedrich, Gisela et Renate s'éclipsent après que Monika leur a attribué des tâches pour l'organisation d'une fête qui doit avoir lieu dix jours plus tard dans la cour de l'immeuble.

La réunion suivante se fait sans invités. Seuls Luisa, Renate, Fabian, Friedrich, Gisela et leur fille Emma sont présents. Anna les remercie pour leur participation à l'organisation de la fête dans la cour de l'immeuble. Elle les réprimande ensuite pour leurs absences répétées au cours d'informatique et les exhorte à se rendre aux prochains cours qui doivent faire l'objet d'un reportage dans le journal de l'arrondissement. Elle leur rappelle l'utilité des connaissances que ce cours leur permet d'acquérir : rédaction d'un CV, d'une lettre de motivation, traitement d'images pour le site du Café. Renate et Fabian se défendent en faisant état de l'éloignement du lieu où se déroule le cours. Luisa propose que les personnes présentes se rendent uniquement à la séance qui fera l'objet du reportage. Sur un ton amer, Anna conclut la discussion en regrettant que l'ensemble des personnes qui s'étaient inscrites pour le cours ne soient pas présentes ce jour-là. Le point consacré à l'organisation d'une sortie à la mer avec les enfants du club donne lieu à un long exposé d'Anna sur les problèmes qu'elle a rencontrés pour financer la sortie. Les participants écoutent en silence les détails administratifs à l'origine des problèmes : l'argent alloué au projet d'entraide dans le cadre d'un programme des services sociaux ne peut être dépensé pour des frais de transports depuis qu'un autre projet a dépassé le budget qui avait été alloué à ce type de dépenses. Elle a défendu l'intérêt pédagogique de ce voyage auprès des financeurs.

Voyant que personne ne réagit, Monika charge Luisa de gérer la caisse des dépenses et d'établir une liste des personnes qui prendront part au voyage. Les langues se délient au point suivant, lorsqu'il s'agit de discuter des nouveaux investissements pour le projet d'entraide et le Café. Monika et Anna proposent d'acheter une perceuse qu'elles ont vue en promotion dans un dépliant publicitaire. Fabian et Friedrich se lancent dans une discussion technique sur les différents modèles et marques de fabricants. Friedrich propose aussi que le groupe investisse dans l'achat d'une machine à souder et d'une scie à bois dont il aurait besoin pour ajuster un meuble qu'il a récupéré auprès d'une autre association. Monika lui demande ce qu'il pense de l'aménagement de la salle principale du Café. Il lui répond : « Le coin Café, ça c'est l'affaire des femmes ! » Les hommes continuent leur discussion qui porte désormais sur l'évaluation des prix des échelles et des tables à tapisser. Pendant ce temps, Gisela suggère d'acheter une tapette en osier pour dépoussiérer les tapis du salon. La discussion se clôt sur la répartition des tâches pour la soirée de lectures qui doit avoir lieu au Café dans les jours qui suivent²⁵⁴.

Questions d'éducation

Le jour de mon entretien avec Luisa, le Café est en pleine ébullition. Pendant que je prépare le repas de midi avec Luisa et Birgitt, Monika essaie de mobiliser les enfants pour l'aider à ranger les matelas et les couettes qu'ils ont utilisés la veille pour une soirée « pyjama ». Pendant qu'elle épluche les pommes de terre, Birgitt surveille Miri, sa petite-fille âgée d'un an, que la compagne de son fils a laissée la veille avec les plus grands après que l'électricité a été coupée dans leur appartement suite à un impayé. La petite reste au Café toute la matinée pendant que sa mère a rendez-vous aux services sociaux de l'arrondissement pour qu'ils prennent en charge sa facture. Ce jour-là, Silvio, un grand gaillard en salopette bleue tachée de peinture, au visage et aux bras entièrement recouverts de tatouages, est de passage. Il entreprend comme un défi de changer la couche de la petite Miri avec l'aide de Luisa.

Deux semaines plus tard, lorsque je passe au Café, tous les habitués sont regroupés dans le salon du fond, où l'on a aussi transféré le bar. La salle est très enfumée. Un dégât des eaux a endommagé le sol de la salle principale qui est désormais en travaux. Je salue l'assemblée par un « Comment ça va ? » que personne ne relève sauf Birgitt qui répond : « Oh, ça va bien, comme toujours chez les mauvaises gens (*wie immer bei den schlechten Leute*) ! » Luisa et Julia se trouvent toutes les deux derrière le bar. Je suis frappée par leur ressemblance, bien qu'elles ne

254 D'après les notes de terrain des 13 avril et 11 mai 2005.

soient pas de la même famille. Elles ont les cheveux rouges frisés, un teint gris et une voix éraillée de fumeuses. Leurs mains, couvertes de bagues, sont rougies et gonflées par l'eau de vaisselle, à laquelle les faux ongles et le vernis n'ont pas non plus résisté. Elles sont minces mais les six grossesses de Luisa lui ont donné du ventre. Je leur demande si quelqu'un du Café va à la réunion publique consacrée au réaménagement du parc attenant à l'immeuble. « (*Julia*) – On n'y va plus avec Fabian. Qu'est-ce que tu veux qu'on fasse avec 50 000 € ? Il est seulement question des bancs. Ils ont été enlevés par la *WBG* parce que des voisins se sont plaint des Russes qui squattaient le soir, les Russes sont toujours là mais on n'a plus de banc pour s'asseoir sur le terrain de jeu avec les enfants. (*Birgitt*) – Avec 50 000 € ils pourraient au moins enlever le champignon²⁵⁵ ! Quelle merde alors ! Ils n'ont rien mis pour que les enfants puissent y grimper ou se balancer, c'est nul ! » La discussion dévie sur des sujets plus quotidiens. Luisa raconte avec entrain l'histoire de l'une de ses voisines qui a failli mettre le feu à sa cuisine en laissant chauffer de l'huile. Birgitt s'inquiète que son fils, le père de Miri, sorte le soir chez des amis en emmenant les enfants. Julia s'exclame : « Tu parles d'un "Super Papa" ! Il ne s'occupe jamais de ses gosses celui-là. » Luisa enchaîne : « C'est vrai qu'ils n'ont pas bonne mine en ce moment. Rudy a des cernes sous les yeux. » À ces remarques, Birgitt reste silencieuse. Renate arrive à ce moment et demande à Julia si elle a vu son fils. Julia répond par la négative et ajoute : « Laisse donc ton fils tranquille, à 13 ans il sait se débrouiller tout seul. » Se tournant vers Birgitt, sur le ton de la plaisanterie : « Il doit encore être avec une fille. Moi, à son âge, j'avais déjà couché avec un garçon ! » Soudain, voyant Monika, Fabian et deux autres éducateurs du quartier arriver par la fenêtre, elle s'écrie : « Attention, voilà Monika, ouvrez les fenêtres ! » Je lui demande si elle sait d'où ils viennent : « Oh, ils étaient à une de leur réunion, ils veulent se mettre en réseau, là, tous ceux des clubs de jeunes, alors ils se rencontrent et [mimant avec la main un bavardage incessant] ils discutent. »

Quelques jours plus tard, Emma et Sabine ont accompagné leur père Friedrich au Café. Chacune a un fils à peu près du même âge qui va au jardin d'enfants. Le fils de Sabine est suivi par une psychologue scolaire avec laquelle elle a eu un entretien dans la matinée pour discuter de son comportement avec les autres enfants, jugé trop violent. La psychologue lui a donné une grille à partir de laquelle Sabine doit évaluer les progrès de son fils à l'aide d'un système de points. Sabine tend la feuille à Julia d'un air perplexe. Celle-ci commente la feuille : « De toute façon, leurs « expertises » (*Gutachten*) comme ils disent, c'est n'importe quoi. Les psychologues sont de mèche avec les services de la jeunesse qui sont de mèche avec les profs. De toute façon, c'est

255 Birgitt fait référence à une statue en forme de champignon réalisé par une association d'artistes de Kreuzberg qui avait proposé un projet associant les enfants du quartier dans le cadre du fond de 500 000 € du jury citoyen.

toujours nos enfants qui prennent pour les autres. Il faudrait qu'ils soient tout le temps sages, tranquilles, qu'on parle tout doucement, chut, [baissant la voix] du calme, doucement. »²⁵⁶

Contrairement à ce que l'on avait observé au Théâtre Tchekhov, la configuration des rapports sociaux entre les groupes qui se côtoient au Café de la Tour ne s'inscrit pas dans un schéma de partage temporel de l'espace mais correspond plutôt à celui d'une « mosaïque », c'est-à-dire à un découpage de l'espace en plusieurs aires sociales. J'ai déjà montré à partir du cas de Luisa Thuringer que le Café, approprié par les familles populaires qui habitent à proximité et dont les relations de parenté structurent les relations de voisinage, était mis à distance par les locataires de l'immeuble qui ne prenaient pas part à ces échanges. Cependant, le Café accueille régulièrement des personnes qui habitent d'autres secteurs du quartier pour certaines activités (lectures, animations artistiques, petit-déjeuner des habitants) dont le déroulement repose, d'une part, sur un partage de l'espace du Café entre la salle principale occupée par les habitués et la salle de restaurant accueillant les « invités », et, d'autre part, sur une division sociale des tâches entre le « public » qui assiste à l'animation et les bénévoles du Café qui en assurent l'intendance (aménagement de la salle, service, entretien). Les réunions du groupe d'entraide, au cours desquelles les éducateurs vont jusqu'au bout de leur tentative de « mixité sociale » en réunissant dans le même espace de discussion des membres du Conseil des habitants issus de l'ancienne « Intelligence socialiste » et des membres du groupe d'entraide d'origine plus populaire, n'échappent pas à ce dernier schéma, bien résumé par une formule de Martin Witte au cours d'un entretien : « C'est clair depuis le début, nous [le Conseil des habitants] travaillons avec le verbe (*wir sind die Mundwerker*) et eux [le groupe d'entraide du Café de la Tour] travaillent avec leurs mains (*sie sind die Handwerker*)²⁵⁷ ». Cette distinction renvoie sans doute aux catégories sociales en usage pendant la période socialiste qui opposaient les « travailleurs de l'esprit » (« Intelligence ») aux ouvriers (« Arbeiter »). Elle témoigne aussi plus généralement des différences entre ces deux catégories de la population dans leur rapport au quartier et à la « culture ».

J'ai montré à partir de l'exemple de la conférence d'histoire locale de Martin Witte que les personnes issues de l'ancienne « Intelligence socialiste » considèrent le territoire des grands ensembles d'abord comme une terre d'élection et d'aventure à travers la figure du pionnier et les récits épiques de la construction du secteur. Dans ce contexte, la « culture » est considérée comme un équipement du cadre urbain indissociable du mode de vie censé s'y réaliser. À l'inverse, l'exemple de Birgitt Schneider suggère que les différents lieux du quartier (immeuble, parc, rue,

256 D'après les notes de terrain des 2, 16 et 22 février 2006.

257 Entretien du 23 mars 2005.

espace vert) ne prennent sens pour les familles populaires que pour autant qu'ils sont associés à un membre de la famille ou à un trajet quotidien. L'épisode du cours d'informatique déserté par les membres du groupe d'entraide confirme la faible amplitude des déplacements effectués par ces personnes pour qui le quartier représente l'horizon principal de leur univers social en dehors des excursions organisées par les éducateurs. De ce point de vue, l'observation des déplacements des habitués du Café correspond assez bien, à quelques détails près, à la description que Richard Hoggart fait de la vie des quartiers ouvriers anglais dans les années 1950 : « La vie des quartiers ouvriers repose sur la communauté locale. (...) La maison d'en face n'est qu'à quelques mètres et les boutiques généralement "au coin de la rue". Lorsqu'on veut faire un achat qui sort un peu de l'ordinaire, il suffit de faire deux ou trois cents mètres jusqu'à la rue principale. Pour les courses quotidiennes, on se contente de "descendre" ou "d'aller en face". Chaque rue ou presque possède une épicerie et une boutique de journaux dont la vitrine regorge d'objets hétéroclites » (Hoggart, 1970 [1957], p. 100-101). Les plaintes exprimées en entretien par certains membres de l'ancienne « Intelligence socialiste » au sujet de l'évolution de l'offre commerciale dans le quartier²⁵⁸ renvoient ainsi à l'usage intensif que les catégories populaires font de ces espaces : l'ensemble de leurs activités sociales restant limitées à une sphère qu'ils peuvent parcourir à pied ou en véhicule léger depuis leurs logements, elles composent la clientèle principale des commerces du quartier qui adaptent leurs prestations à la modicité des budgets et aux goûts populaires pour les objets baroques et bariolés que l'on rencontre par exemple dans l'intérieur de Birgitt Schneider ou que Luisa et Julia portent sur elles. Comme en témoignent les réunions du groupe d'entraide, le rapport de ses membres à la « culture » est conçu par les éducatrices du club, et en particulier par la moins expérimentée d'entre elles, sur le mode du manque, qui fonde aussi la raison d'être de leur intervention. Le désintérêt des membres du groupe pour toute forme d'apprentissage est interprété comme la preuve de leur inculture fondamentale²⁵⁹. Lors du premier entretien que j'ai avec Monika Varga celle-ci me tient ainsi un discours assez pessimiste sur les chances de réussite d'un projet photographique impliquant des personnes qui fréquentent le Café : « Ici, les gens ne se sentent pas très légitimes par rapport à l'art en général, ils n'aiment pas être exposés. Moi j'ai réussi petit à petit en les encourageant à réaliser eux-mêmes des photos du quartier et en liant l'art à leur quotidien²⁶⁰ ». Comme l'indiquait déjà Richard Hoggart, les classes populaires ne se sentent pas concernées par la « culture » intellectuelle et abstraite à laquelle sont attachées les autres catégories sociales : « "Les autres" font de l'argent ou en dépensent, se cultivent ou recherchent la sagesse. La vie des classes

258 Voir par exemple les propos des époux Schmidt cités en introduction, p. 160.

259 En entretien, Anna Hofer dit par exemple des membres du groupe : « Ils ne s'intéressent à rien d'eux-mêmes, quoi qu'on propose, il faut toujours les prendre par la main » (entretien du 12 octobre 2005).

260 Entretien du 11 février 2005.

populaires, si on voulait la résumer en une phrase, est une vie dense et concrète, où l'accent est mis sur le sens de l'intimité, la valeur du groupe domestique et le goût des plaisirs immédiats » (Hoggart, 1970 [1957], p. 151). La culture populaire est ainsi faite d'objets et de personnes aux qualités concrètes qui peuvent faire l'objet de jugements univoques (Hoggart, 1970 [1957], p. 152). Effectivement, qu'il s'agisse des discussions « abstraites » sur l'orientation du journal du quartier, de la façon de justifier auprès de financeurs les dépenses d'un voyage ou des problèmes d'éducation et de pédagogie soulevés par le comportement des enfants, les membres du groupe d'entraide s'en remettent en silence au jugement des éducatrices, des habitants plus éduqués qu'eux ou des psychologues scolaires en attendant qu'une décision soit prise et que des directives leur soient données sur la façon d'agir. Plus ironiquement, Julia considère ces discussions comme du bavardage dénué d'intérêt ou, dans le cas de problèmes plus concrets qui la concernent (le réaménagement de la cour, le suivi psychologique du fils de Sabine), juge la situation avec un cynisme qui, d'après Hoggart, est la seule manière que ce groupe ait trouvé pour se défendre contre son exploitation (Hoggart, 1970 [1957], pp. 327-336). Elle et Luisa se passionnent au contraire pour des anecdotes personnelles ou des problèmes concrets rencontrés par les autres mères du groupe dans les rapports avec leurs enfants ou avec les services sociaux et l'institution scolaire tandis que Friedrich et Fabian débattent des meilleurs outils pour effectuer les tâches que leur assigne le partage sexué du travail domestique ou associatif (aux hommes le bricolage et les travaux physiques, aux femmes la gestion du budget, l'éducation des enfants, la cuisine, les choix de décoration ou le ménage). L'« environnement social » des classes populaires est ainsi entièrement façonné par la proximité quotidienne des personnes et des choses. D'une certaine façon, il n'est pas d'environnement ni d'attaches qui ne soient pas familiers, c'est-à-dire liés à l'usage quotidien et répété des mêmes espaces et des mêmes objets. Michel Verret rattache ces spécificités culturelles à la condition sociale des ouvriers : « (...) ce goût de la reproduction et du reproductible, on peut bien les rapporter aux effets de dépersonnalisation d'une classe vouée par la production de masse à la substituabilité des personnes et des choses, et par là à la dépersonnalisation des conduites, des émotions et des jugements » (Verret, 1995 [1979], p. 185).

La comparaison entre les scènes observées au Café de la Tour et au Théâtre Tchekhov montre que, contrairement aux autres groupes, y compris ceux de « Aussiedler », les familles populaires ne peuvent se mettre à l'écart des autres. Leur « voisinage » subit, comme les autres, des atteintes liées à des projets d'aménagements collectifs (la menace de fermeture du club de jeunes) et à des intrusions gênantes sous la forme de dispositifs spatiaux qui interdisent certaines de leurs pratiques (la suppression des bancs au voisinage des aires de jeu). À la différence des autres, ils semblent « faire avec » cette deuxième catégorie de menaces. Alf Lüdtke a forgé le concept de

« quant-à-soi²⁶¹ » (*Eigensinn*) afin de rendre compte d'une posture caractéristique des classes ouvrières par laquelle elles s'efforcent d'échapper à la domination aussi bien dans leur travail qu'en dehors (Lüdtke, 1991). Michel de Certeau a ainsi repéré un ensemble de « tactiques », comme la perruque, qui consistent à « [soustraire] à l'usine du temps (plutôt que des biens, car ils n'utilisent que des restes) en vue d'un travail libre, créatif et précisément sans profit » (Certeau, 1990, p. 44). Ces gestes par lesquels les ouvriers s'approprient personnellement du temps pris aux autres et en particulier aux patrons, peuvent être assimilés à la posture cynique de Julia, dans la mesure où ils sont autant de façons de composer avec la domination.

261 Je reprends ici la traduction du terme de *Eigensinn* proposée par Florence Weber : Weber, 1991.

Conclusion

Trois types de rapports au quartier se dégagent de l'analyse des usages collectifs du logement et des équipements. Ils permettent de distinguer les trois catégories sociales qui ont attiré mon attention en fonction de leur degré de « loyauté » ou d'attachement au quartier. Les familles populaires sont indéniablement les plus loyales de toutes. Elles entretiennent un rapport personnel et familial à l'espace urbain qui est avant tout un espace de proximités affectives. L'environnement social, c'est-à-dire le « voisinage » tel que le définissent les premiers sociologues de l'École de Chicago, n'existe pas en dehors de l'environnement familial délimité par les liens de parenté, les rencontres et les trajets quotidiens. Ici, point d'anonymat ni de mobilité en dehors du quartier. Par contraste, les ménages issus de l'ancienne « Intelligence socialiste » n'apparaissent pas aussi dénués d'attaches spatiales qu'on s'y attendait. Certes, on peut qualifier leur rapport au quartier de « fonctionnel » : ils l'apprécient pour la qualité de ses équipements et le type de pratiques que ces derniers autorisent. Les rapports qu'ils entretiennent avec leurs voisins sont anonymes, parce qu'ils ne construisent pas leur « voisinage », à l'image des familles populaires, sur le mode de la proximité spatiale mais selon un principe d'élection sociale. Il est donc plus ou moins localisé en fonction de la situation socioprofessionnelle, du parcours résidentiel ou du type d'activités dans lesquelles les personnes s'investissent. De manière générale, ce « voisinage » est d'autant plus localisé que les activités sociales sont moins diversifiées. Le logement et le territoire découpé par l'ancien plan de construction du secteur concentrent les attaches façonnées par les usages familiaux et l'épopée collective des temps pionniers. Les familles de « Aussiedler » définissent un groupe dont le rapport stratégique à l'espace et à ses équipements, qui compte avant tout pour les compétences sociales et culturelles qu'ils permettent d'acquérir en commun, le rend plus mobile que les autres. La concentration spatiale de ce groupe tient ainsi à des logiques, celles des sociétés immobilières, qui lui sont extérieures. De ce fait, les formes de sociabilités propres au groupe s'inscrivent dans un voisinage spatialement dispersé que les attaches familiales de certains de ses membres fixent en quelques points de l'espace urbain.

Mon analyse ne se limite pas, cependant, au repérage de ces rapports au quartier. Elle montre aussi, et c'est là sa contribution principale, que les conflits de cohabitation qui impliquent ces trois catégories sociales découlent des modifications que leurs usages respectifs opèrent sur les

formes spatiales (l'organisation physique d'un espace, son ambiance, les représentations symboliques qui lui sont associées, etc.). Ainsi, les usages de l'espace propres à un groupe mettent toujours en péril l'intégrité des attaches sociales et familiales qui y relient un autre. La ligne principale de conflit passe entre les familles populaires, d'un côté, et les foyers de « Aussiedler » et de l'ancienne « Intelligence socialiste », de l'autre. Les premières développent des relations de voisinage à proximité de leur logement marquées par une forte sociabilité. Les seconds ne prennent pas part à ces échanges et entretiennent des relations anonymes avec leurs voisins auxquels ils préfèrent des membres de leur famille ou des connaissances dispersés dans la ville ou dans le quartier. Les immeubles sont des lieux de cohabitation particulièrement conflictuels. Les foyers de l'ancienne « Intelligence socialiste » sont gênés par les nuisances occasionnées par la sociabilité intense au sein des familles populaires ou de « Aussiedler ». Aux yeux des familles populaires, ces deux groupes sont à l'origine d'intrusions étrangères qui troublent le rapport de familiarité et de proximité qui les lie si fortement à leur environnement. Dans les équipements collectifs, la cohabitation entre les « Aussiedler » et l'ancienne « Intelligence socialiste » n'est pas conflictuelle. Elle correspond à un modèle de coexistence pacifique : les deux groupes se croisent sans se côtoyer. La discrimination dont la culture populaire fait l'objet conduit les « Aussiedler » à se maintenir à bonne distance des équipements investis par ce groupe. Les familles populaires tolèrent les intrusions des membres de l'ancienne « Intelligence socialiste », parce que leurs mœurs sont par ailleurs stigmatisées par les institutions (éducateurs, services sociaux, institution scolaire, etc.). Cette stigmatisation donne lieu à des discours qui dénoncent, en public mais sur un mode cynique et subversif, les rapports de domination.

Les usages collectifs du logement ou des équipements relèvent d'enjeux sociaux propres à chaque groupe qui peuvent aussi rentrer en concurrence avec des acteurs qui les utilisent à d'autres fins. J'ai ainsi opposé deux statuts d'occupation de l'espace. La première repose sur une appropriation collective qui permet à un groupe d'exister à travers son ancrage spatial. Je la désigne par le terme de « possession ». La seconde consiste à détenir un droit de propriété sur un espace qui en autorise l'exploitation économique. Cette opposition est en jeu dans les menaces que j'ai regroupées dans la catégorie des « projets d'aménagement collectifs » et qui pèsent sur les attaches familiales ou de voisinage qui lient les personnes à leur logement ou à un équipement collectif : le projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale, la conception du Théâtre Tchekhov comme lieu de rencontre interculturel ou les menaces de fermeture qui concernent régulièrement les équipements culturels (bibliothèque, Théâtre Tchekhov) ou éducatifs du quartier (clubs de jeune).

Une partie de ces conflits se règle par des arrangements à l'amiable et des aménagements individuels ou collectifs. Dans certains cas, ces aménagements devancent ou remplacent l'expression d'un mécontentement. Pour l'instant, mon hypothèse est la suivante : un conflit d'usage acquiert une dimension publique lorsque l'une des parties parvient à généraliser sa situation et n'est pas victime de rapports de pouvoir. Ainsi, les membres de l'ancienne « Intelligence socialiste » ont plus souvent recours aux autorités publiques que les catégories populaires tandis que ce genre d'action semble étranger aux « Aussiedler ». Cette hypothèse résiste-t-elle à l'examen de l'engagement politique ? À quelles conditions les formes d'appropriation spatiale qui menacent l'intégrité des attaches sociales et familiales d'une personne ou d'un groupe donnent-elles lieu à un engagement politique ?

Prendre la parole

Parcours d'engagement civiques à Marzahn Nord



Émission télévisée « Berlin Life » de la chaîne Rundfunk Berlin Brandenburg (RBB) du 3 juin 2003, 19h-19h45²⁶²

262 Photo : Jörg Dahlewitz. Au premier plan, du centre vers la droite : Ulli Zelle, l'animateur vedette de l'émission ; Ingeborg Junge-Reyer, adjointe du Sénateur berlinois pour le développement urbain ; Martin Witte, porte-parole du Conseil des habitants de Marzahn Nord.

Introduction

Le 23 septembre 2005, un communiqué de presse des fractions du SPD et de la CDU à l'assemblée municipale de Marzahn-Hellersdorf (*Bezirksverordnetenversammlung – BVV*²⁶³) annonce le dépôt d'une motion de censure (*Abwahantrag*) contre Uwe Klett, le maire PDS de l'arrondissement. Les porte-parole du SPD et de la CDU le rendent responsable de l'endettement croissant de l'arrondissement depuis 2000 (les chiffres cités dans le communiqué prévoient un déficit de 35,5 Millions d'euros pour 2005 et de 40 Millions d'euros pour l'année suivante) et reprochent à son parti, qui détient la majorité absolue au sein de l'assemblée, des coupes injustifiées dans le budget de l'éducation, un secteur géré par une adjointe au maire du SPD. Le contenu du communiqué est repris dans les jours qui suivent par la presse locale.

Le 27 septembre 2005, Martin Witte qui a suivi l'affaire depuis le mois de juillet (un petit encart du journal municipal mentionnait déjà les âpres discussions au sein de la commission des finances au sujet des coupes budgétaires dans le domaine de l'éducation) demande aux autres membres du Conseil des habitants s'ils sont d'accord pour faire entendre leur voix dans le débat : « Ça ne serait pas la première fois que le Conseil prend position sur une question de politique municipale. Ça me semble important pour éviter que cette motion ne sabote le projet de budget participatif. » Ce jour-là, le député de la circonscription de Marzahn Nord au Parlement de Berlin (PDS) est présent. Il avoue méconnaître le dossier : « J'ai entendu dire qu'il y avait des discussions mouvementées à la commission des finances et que les représentants du SPD et de la CDU ont fait un éclat en quittant subitement la dernière réunion. Je n'en sais pas plus. » Aucune voix ne s'opposant à la proposition de Martin Witte, celui-ci se charge de faire parvenir aux membres du Conseil un brouillon de lettre dans les jours qui suivent.

Le 28 septembre, Martin Witte envoie par courrier électronique une première version de la lettre aux membres du Conseil, au député du Parlement de Berlin présent à la dernière réunion et à la Présidente de l'assemblée municipale de l'arrondissement qu'il connaît personnellement. Dans cette lettre, intitulée « On ne change pas une

263 Pour un rappel de la structure institutionnelle du système politique berlinois, se reporter au chapitre 2, p. 99.

équipe qui gagne » (*Ein Pferd wechselt man nicht im Sprung*), Martin Witte s'adresse aux conseillers municipaux au nom du Conseil des habitants, « une instance bénévole dont l'action s'en tient strictement, depuis ses cinq années d'existence, aux conditions de vie, aux problèmes et aux intérêts des personnes dans le quartier », et juge la motion de censure comme une action indigne de leur fonction : « (...) par le biais de cette lettre ouverte, le Conseil a décidé de vous faire part, très chères mesdames et messieurs, du point de vue des citoyens et de vous demander de vous consacrer à votre tâche (*Sacharbeit*) toujours plus compliquée, avec la ferveur qui convient à votre mandat, au lieu d'user vos forces dans des combats contre des moulins à vent ou dans des querelles personnelles (*die Kräfte in eitle Spiegelfechterein und duchsichtigem Personalhickhack verschleißen*). Vouloir imiter le ridicule de la politique à plus haute échelle ne fait pas honneur, d'après nous, à des élus municipaux engagés comme vous l'êtes ». La lettre est envoyée en l'état le 4 octobre 2005 à la Présidente de l'assemblée municipale et sous la forme d'un communiqué de presse du Conseil des habitants aux médias locaux. L'information est reprise dans un hebdomadaire gratuit par un journaliste que Martin Witte connaît personnellement.

Le 24 novembre 2005, j'accompagne Martin Witte et Klaus Rüdiger, un autre membre du Conseil des habitants, à la séance de l'assemblée municipale consacrée à la discussion de la motion de censure déposée par le SPD et la CDU auxquels s'est rallié le FDP. Pendant la pause, Martin Witte juge les délibérations décevantes : « Je n'aime pas le ton de ceux qui sont intervenus dans la discussion sur la motion de censure. Ils jouent à la grande politique alors qu'ils ne sont qu'au niveau local. Ils se disputent au lieu de s'unir. » Il me désigne un homme dans l'assemblée : « C'est l'ancien adjoint au maire chargé de l'éducation de Marzahn. Après la fusion²⁶⁴, il a quitté le PDS avec Buttler²⁶⁵ pour aller dans un autre parti de gauche mais le parti est trop petit pour qu'il puisse espérer redevenir adjoint au maire un jour. Je l'ai rencontré pendant une permanence quand j'étais représentant des parents d'élève dans l'école de mon fils. C'est quelqu'un de très ouvert et de bien plus compétent que l'adjointe actuelle. On a vraiment perdu au change ! » Je l'accompagne dans le couloir où il doit retrouver un élu de la CDU qui soutient la position de l'initiative de défense des locataires dans le dossier de la voie de contournement du village d'Ahrensfelde²⁶⁶. Cet élu lui propose de

264 Martin Witte fait référence à la réforme territoriale de 2001 dans le cadre de laquelle les arrondissements de Marzahn et de Hellersdorf ont fusionné. Se reporter à la carte présentée en introduction, p. 21.

265 Harald Buttler était maire de Marzahn (PDS) de 1995 à 2001.

266 Le village d'Ahrensfelde se situe à la frontière des *Länder* de Berlin et du Brandebourg. Une rue, dans laquelle habite Rolf Banggartz, le sépare du quartier de Marzahn Nord. Un plan prévoit depuis la fin des années 1990 de désengorger la rue principale du village qui débouche sur une grande autoroute enserrant la ville de Berlin en aménageant une voie de contournement qui doit passer par la rue de Rolf. Ce dernier mène le front d'opposition contre ce projet au sein de l'initiative de défense des locataires issue de la mobilisation contre le plan de

siéger dans la commission chargée du développement urbain écologique en tant que « citoyen-expert » (*sachkundiger Bürger*). Martin décline l'offre poliment et lui donne une version du dernier article qu'il a écrit pour le journal associatif *Jotwd*²⁶⁷ au sujet du prochain plan de démolition prévu dans le quartier. En aparté, il m'explique les raisons de son refus : « En acceptant un poste comme celui-ci, tu t'exposes automatiquement à des reproches qui n'ont rien à voir avec ce que tu fais effectivement. Je ne veux pas m'entendre reprocher mon passé²⁶⁸, on peut trop facilement m'attaquer et tu sais comme je suis : je prends les choses bien trop à cœur ! » En regagnant sa place dans la salle, Martin salue amicalement la Présidente de l'assemblée municipale, informe un élu du PDS qui fait partie de l'association berlinoise des locataires (*Mieterverein*) du succès de la dernière réunion organisée par l'initiative locale de défense des locataires au sujet du prochain plan de démolition et donne une seconde copie de l'article qu'il a rédigé sur le sujet au président (PDS) de la commission du développement urbain écologique. Enfin, Uwe Klett s'approche de lui pour le remercier personnellement du soutien du Conseil des habitants et lui rappeler la date de la réunion de lancement du budget participatif prévue à la fin du mois dans le quartier. De retour à nos places, nous écoutons, sans surprise, la lecture des résultats du vote : les élus du PDS ont rejeté en bloc la motion de censure²⁶⁹.

Le compte rendu de la mobilisation du Conseil des habitants pour soutenir le maire de Marzahn-Hellersdorf contre la motion de censure déposée par des partis de l'opposition à l'assemblée municipale présente un premier aperçu de la vie politique dans cet arrondissement de Berlin. Nous retrouvons Martin Witte, un personnage que j'ai présenté dans le chapitre précédent sous les traits de l'habitant pionnier, témoin passionné de l'histoire de sa ville. Il incarne désormais la figure du citoyen parfaitement informé des derniers rebondissements du feuilleton politique municipal et personnellement engagé dans la vie politique de sa commune. Il est un lecteur assidu des journaux locaux et municipaux, dont il connaît personnellement plusieurs rédacteurs. Son engagement au sein du Conseil des habitants et sa participation à la gestion des affaires qui concernent son quartier (le tracer d'une voie de contournement, la mise en œuvre d'un plan de

restructuration urbaine de la société immobilière communale en 2003.

267 Se reporter à la note, p. 244.

268 Martin Witte fait référence à un épisode de son service militaire pendant la période socialiste. Pour le récit détaillé de cet épisode et son analyse, se reporter en annexe 7, p. 503.

269 D'après les notes de terrain des 27 septembre, 13 octobre et 24 novembre 2005, le communiqué de presse des fractions du SPD et de la CDU du 23 septembre 2005 (« Abwahl des Bezirkstadtrates für Finanzen in Marzahn-Hellersdorf von Berlin, Dr. Uwe Klett (Linke.PDS) »), la correspondance électronique de Martin Witte du 28 septembre 2005, la lettre du Conseil des habitants aux conseillers municipaux de Marzahn-Hellersdorf (« Ein Pferd wechselt man nicht im Sprung. Zum angestrebten Abwahlverfahren gegen BzBm Dr. Klett ») du 4 octobre 2005 et l'article de Klaus Teßmann : « Bewohnerbeirat gegen Abwahantrag. Offener Brief an Bezirksverordnete », *Berliner Woche*, 19 octobre 2005, p. 2.

démolition, le budget participatif) l'ont rapproché de plusieurs élus : des membres de la commission du développement urbain écologique qui appartiennent à des partis différents (CDU, PDS), la Présidente de l'assemblée municipale, d'autres élus du PDS et le maire de l'arrondissement. Son jugement de l'action menée par l'actuelle adjointe au maire chargée de l'éducation s'appuie sur une expérience des affaires locales qui remonte à plusieurs années et qui lui permet de suivre la carrière politique des élus. Enfin, sa compétence technique sur les questions de développement urbain est formellement reconnue par un élu de l'opposition qui lui propose de siéger en tant qu'expert dans la commission dédiée à ces questions.

Dans ce compte rendu, il n'est pas seulement question de l'activité d'une seule personne. Martin Witte porte effectivement la parole d'un collectif de citoyens, réunis dans le cadre d'un dispositif du « management de quartier » à Marzahn Nord. Cette parole consiste en un jugement porté sur l'action d'une partie des élus locaux. Cette opinion s'appuie sur une représentation générale et normative de la politique que l'on peut résumer de la façon suivante : les membres du Conseil des habitants considèrent que les tâches municipales sont compliquées mais peuvent être gérées de façon objective (*Sacharbeit*) tandis qu'ils déprécient la hauteur de vue communément associée à la politique à l'échelon fédéral en la qualifiant de ridicule. Le terme de « tâche » par lequel j'ai traduit celui de « *Sacharbeit* » ne rend qu'imparfaitement le sens du terme allemand. Celui-ci a la même racine que l'adjectif « sachlich », dont l'équivalent le plus proche en français est « objectif »²⁷⁰. Par ce terme, les membres du Conseil des habitants suggèrent ainsi que les affaires municipales sont suffisamment concrètes pour être traitées dans l'intérêt collectif, alors que les querelles idéologiques et les conflits d'intérêts le font perdre de vue aux acteurs de la « grande » politique à l'échelon fédéral. Ce rappel à l'ordre ne s'adresse pas seulement aux élus qui sont à l'initiative de la motion de censure mais aux autres citoyens de l'arrondissement impliqués dans le débat par les comptes rendus qu'en font les médias locaux. La lettre ouverte du Conseil des habitants se distingue ainsi des discussions que Martin Witte mène en coulisse avec plusieurs élus pendant la séance de l'assemblée municipale : il ne s'agit pas d'une manœuvre secrète d'antichambre mais d'une action publique au sens où elle est rendue accessible à l'ensemble des citoyens de l'arrondissement et de la ville. La publicité donnée à ce type d'action expose aussi celui qui la porte. En refusant le poste d'expert qui lui est proposé par un conseiller municipal, Martin Witte témoigne de sa parfaite connaissance des risques qu'implique une exposition trop longue au regard public : elle laisse davantage de prise aux attaques et aux soupçons qu'il peut s'attirer par son action.

270 Pour une discussion de cette notion à l'appui de l'expérience des jurys citoyens berlinois, cf. Röcke, Sintomer, 2005, pp. 148-152.

Ce compte rendu soulève deux questions. La première est théorique : est-il nécessaire d'être aussi compétent que Martin Witte pour participer à la vie politique ? Cette question a une portée normative qu'il ne faut pas négliger. Elle engage en effet notre foi dans la démocratie : pour que celle-ci ait un sens, ne faut-il pas que tous les citoyens, indépendamment de leurs propriétés sociales, puissent également exprimer leur opinion ? Or, les travaux classiques sur la compétence politique s'accordent sur au moins deux résultats : des citoyens comme Martin Witte sont exceptionnels et on a plus de chances de les rencontrer au sein des catégories supérieures de la population (Gaxie, 1978 ; Blondiaux, 2007). La seconde question inscrit la première dans le contexte singulier de la transition post-communiste en Allemagne de l'Est : quel est l'effet de l'expérience communiste sur le rapport à la politique des citoyens est-allemands ? Assiste-t-on à l'émergence d'une culture politique propre à l'Allemagne de l'Est après la réunification ? En Allemagne, cette dernière question mobilise plusieurs domaines de recherches depuis le début des années 1990. Les sciences administratives s'intéressent aux mécanismes du transfert institutionnel au sein des administrations est-allemandes (Eisen, Wollmann, 1996 ; Baldersheim, 2003) tandis que l'attention de la sociologie politique s'est portée sur la fortune électorale du parti néocommuniste et des partis d'extrême droite dans les nouveaux *Länder* (Niedermayer, 1994). Plus récemment, une commission d'enquête du parlement fédéral a financé plusieurs recherches sur l'engagement civique (*Bürgerschaftliches Engagement*) qui comprennent un axe comparatif entre anciens et nouveaux *Länder* (Enquete-Kommission des Deutschen Bundestags « Zukunft des Bürgerschaftlichen Engagements », 2003 ; Backhaus-Maul, 2003). Ces recherches constatent que l'engagement civique en ancienne RDA s'inscrit dans des structures moins formalisées, plus spontanées, plus ciblées et plus limitées dans le temps qu'en Allemagne de l'Ouest. Ces structures entretiennent aussi des relations plus distantes avec les partis et les institutions politiques officielles. Enfin, elles se présentent plus explicitement que leurs homologues ouest-allemandes comme des contextes alternatifs d'insertion professionnelle (Backhaus-Maul *et al.*, 2003). Ces spécificités sont-elles liées à l'expérience communiste ?

À partir de l'étude des conditions dans lesquelles certains habitants s'investissent dans les espaces publics de Marzahn Nord, il s'agit ainsi d'analyser le lien entre la compétence politique et les formes individuelles d'engagement dans la vie politique. Pour ce faire, j'emprunte une seconde notion au système conceptuel d'Albert Hirschman : la prise de parole (*voice*) (Hirschman, 1995 [1970]). Cette notion implique cependant des conceptions de la compétence politique et de l'engagement qui s'écartent de leur sens classique et correspondent aux développements récents des recherches dans ces deux domaines de la sociologie politique. Ces déplacements tiennent principalement à la définition implicite du politique sur laquelle repose la notion de prise de parole.

Une définition élargie du politique

Pour Albert Hirschman, la prise de parole (*voice*) recouvre un répertoire d'actions très variées par lesquelles une personne exprime son mécontentement lorsqu'elle juge qu'une situation au sein d'une organisation, d'un État ou que la qualité d'un bien ou d'un service proposés par une entreprise se sont dégradés (Hirschman, 1995 [1970], p. 33). Elle correspond pour cet auteur à « l'action politique par excellence ». Il l'oppose à la défection (*exit*), type d'action qui relève du domaine économique (Hirschman, 1995 [1970], p. 33). En affirmant cela, Albert Hirschman propose une définition substantielle du politique. L'opposition qu'il fait entre domaine politique et domaine économique se double en effet d'une opposition entre domaine public et domaine privé. Cette dernière opposition est suggérée par les termes utilisés pour décrire la prise de parole (« confuse », « directe », « qui va droit au but ») et la défection (« claire », « impersonnelle », « indirecte », « détournée », « privée » et « secrète »). Il développe cette opposition de façon plus explicite dans un autre de ses ouvrages où il présente le passage à la prise de parole comme un processus par lequel un bien privé est constitué en bien public (Hirschman, 1983, [1982], pp. 111-113).

L'opposition entre domaine politique/public et domaine économique/privé se retrouve dans d'autres constructions du politique faites à l'appui de propositions de la théorie politique. Aux États-Unis, Hanna Pitkin considère par exemple le passage du domaine privé au domaine public comme un processus par lequel un « je » est constitué en un « nous ». Ce processus suppose à la fois de reconnaître aux autres le pouvoir et le droit de prendre la parole et de créer un langage commun de buts et d'aspirations (Pitkin, 1981, pp. 342-349). En France, Luc Boltanski et Laurent Thévenot ont repéré, à partir du modèle de la cité, les éléments constitutifs du langage commun emprunté par les actions qui relèvent du régime de justification (Boltanski, Thévenot, 1991).

L'usage de la notion de prise de parole me conduit ainsi à définir la politique comme le produit d'une montée en généralité par laquelle un individu considère une situation personnelle, un environnement social ou familial non plus comme une affaire privée mais comme un problème public. Je désignerai désormais ce processus par le terme de politisation. Une telle définition du politique fait échos aux développements récents des recherches s'intéressant à la compétence politique, d'une part, et à l'engagement politique, d'autre part.

La compétence politique comme sens moral

Daniel Gaxie définit la compétence politique comme l'aptitude d'un individu « à opérer une construction politique de l'espace politique » (Gaxie, 1978, p. 96). Cette définition correspond à une approche classique de la compétence politique, en France comme dans les pays anglo-saxons (Blondiaux, 2007). La compétence politique est appréhendée à partir d'enquêtes par questionnaires qui évaluent le niveau de connaissances, les attitudes et les opinions politiques d'un individu à partir de sa capacité à répondre correctement et de façon cohérente à une série de questions portant sur le système politique, ses acteurs principaux et ses questions spécifiques. Dans ce cadre d'analyse, la compétence politique définit ainsi un ensemble de savoirs liés à l'exercice autonome et spécialisé de l'activité politique. La politique constitue un champ d'action séparé des autres bien qu'il soit structuré de façon homologue aux autres (Bourdieu, 1981). Je qualifierai une telle définition de la politique de « restreinte » parce qu'elle réserve à la sphère spécialisée de l'activité politique la définition de ce qui est politique. Dans ce cadre, la politisation correspond aux processus par lesquels une question qui émerge dans un champ social quelconque chemine pour devenir un problème spécifique au champ politique ou, tout au moins, un problème formulé dans les catégories propres à ce champ (Lagroye, 2003).

Depuis le début des années 1990, l'usage d'autres méthodes d'investigation comme les *focus groups* (Duchesne, Haegel, 2004), les entretiens approfondis (Gaxie, 2002) ou l'observation directe en situation (Hamidi, 2006), et l'attention portée à d'autres objets comme les procédures délibératives (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001) ont contribué à renouveler les travaux sur la compétence politique (Blondiaux, 2007). Ces travaux ont remis en cause deux postulats sur lesquels reposaient les enquêtes par questionnaires. D'une part, la compétence politique n'est plus conçue comme une propriété stable des individus mais comme une disposition relationnelle qui varie en fonction des contextes d'énonciation ou d'action. D'autre part, plusieurs de ces travaux s'appuient implicitement ou explicitement sur une définition « élargie » du politique qui n'en fait plus une activité restreinte au champ politique (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001 ; Duchesne, Haegel, 2004 ; Hamidi, 2006). Ces deux partis théoriques transforment la notion de compétence politique de deux manières. Ils supposent d'abord que les compétences nécessaires pour agir dans le domaine politique ne sont pas nécessairement « politiques » au sens classique et restreint du terme. Elles peuvent être acquises dans d'autres domaines d'activités (famille, profession, bénévolat associatif, loisirs, etc.) et porter sur des questions qui ne figurent pas forcément sur l'agenda des professionnels de la politique. Les travaux actuels sur la compétence politique considèrent ensuite que celle-ci tient moins à la possession de savoirs spécialisés qu'à la capacité de se conformer à des grammaires

communes qui rendent nos actes intelligibles et recevables par tous (Heurtin *et al.*, 1995). La notion de « grammaire » désigne ici les contraintes rituelles, légales et morales propres aux situations publiques, c'est-à-dire aux situations structurées par la présence, réelle ou imaginée, d'un tiers (Céfaï, 2007, pp. 611-625 ; Trom, 2001 ; Talpin, 2007, pp. 147-186). Elle correspond à une approche pragmatiste de l'action politique : la compétence politique désigne en effet la capacité à se rapporter au monde à partir d'une définition commune du bien que les personnes assimilent au cours de leur socialisation (Boltanski, Thévenot, 1991, pp. 181-185)²⁷¹. Cette approche confère une autonomie au politique par rapport à la société. En effet, les personnes construisent, à partir de définitions communes du bien héritées du passé et sédimentées dans les institutions et les objets de leur vie quotidienne, un monde idéal qu'elles superposent à la réalité sociale et qui, à l'instar de la religion telle que l'analyse Durkheim, « ne se borne pas à traduire, en un autre langage, les formes matérielles de la société et ses nécessités vitales immédiates » (Durkheim, 1960 [1912], p. 605). Cet élargissement de la notion de compétence n'exclut ni ne règle la question des inégalités sociales mais rend sa solution moins illusoire : il ne s'agit plus de rendre les savoirs propres à un champ social de plus en plus spécialisé accessible à l'ensemble des citoyens mais de réfléchir aux dispositifs susceptibles de favoriser la prise de parole de tout un chacun sur n'importe quel sujet à partir de définitions communes du bien.

L'engagement politique comme « carrière » ?

En France, la sociologie de l'engagement est marquée par l'influence du paradigme « interactionniste » depuis le début des années 1990 (Sawicki, Siméant, 2006). L'enjeu d'une analyse « interactionniste » de l'engagement, par rapport à l'analyse structuraliste que proposait jusque-là le paradigme des « nouveaux mouvements sociaux », est de rendre compte de la façon dont des dispositions à l'action se traduisent en actions effectives (Fillieule, 2001, p. 199). Dans cette perspective, l'engagement n'est plus conçu comme un phénomène culturel et identitaire en phase avec les transformations structurelles de la société, mais comme un « phénomène variable en intensité et en durée, qui évolue en fonction de variables contextuelles et situationnelles, qu'elles soient d'ordre social ou individuel » (Fillieule, 2001, p. 199). Cependant, les travaux français qui se réclament de cette approche s'en tiennent à une définition implicitement restreinte du politique que révèle leur usage des notions d'engagement et de « carrière », toutes deux empruntées à Howard Becker (Becker, 1960 ; Becker, 1985 [1963]). Ce dernier auteur définit l'engagement comme « un

271 A ce premier sens, Luc Boltanski et Laurent Thévenot ajoutent le « sens du naturel » qui correspond à la capacité à ordonner le monde. D'une certaine façon, ils excluent ici les individus qui, pour des raisons diverses, ne sont pas capables de se comporter « normalement » (par exemple les personnes atteintes de maladie mentale). Cette compétence me paraît donc être plus sociale que politique.

processus par lequel divers types d'intérêts sont progressivement investis dans l'adoption de certaines lignes de conduite avec lesquelles ils ne semblent pas avoir de rapports directs » (Becker, 1985, [1963], p. 50). L'explication de l'engagement se présente ainsi sous la forme d'un calcul coût/intérêt inconscient qui correspond bien à l'entreprise de désenchantement dans laquelle s'inscrit l'ensemble de ces travaux à la suite de Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1999 [1988]). L'engagement varie en fonction des rétributions matérielles et symboliques qu'il offre : plus les rétributions sont importantes, plus le coût de la sortie est élevé et plus l'engagement est fort, à la fois du point de vue de sa durée et de son intensité. Or, ces rétributions ne peuvent être appréciées et (inconsciemment) recherchées par un individu socialisé dans un milieu donné que pour autant que les activités militantes sont constituées en un secteur social autonome et hiérarchisé, doté d'organisations propres se faisant concurrence et offrant des rétributions différentes les unes par rapport aux autres ou par rapport à celles que procurent d'autres secteurs d'activités plus ou moins accessibles (Gaxie, 1977). Autrement dit, c'est l'analyse de ces rétributions qui donne tout son sens à la description de l'engagement en terme de « carrière ».

L'usage que ces travaux font de la notion de « carrière » ne diffère pas fondamentalement du modèle de la « trajectoire » proposé par Pierre Bourdieu : dans les deux cas, il s'agit de rendre compte du processus d'apprentissage par lequel un individu accède à un nouveau statut social (modèle de la carrière) ou à une nouvelle position sociale (modèle de la trajectoire). Comme l'a montré Muriel Darmon dans son étude sociologique de l'anorexie (Darmon, 2003), la « carrière » met l'accent sur la dimension temporelle du processus, conçu comme le produit d'une interaction entre, d'une part, des choix individuels subjectifs impliquant une redéfinition identitaire plus ou moins radicale et, d'autre part, un mécanisme d'imposition identitaire liée à la prise en charge institutionnelle des individus (la police dans le cas des déviants étudiés par Howard Becker ou le corps médical dans celui des anorexiques suivies par Muriel Darmon). Dans le modèle de la « trajectoire », le concept d'habitus suppose que l'imposition identitaire est d'emblée intériorisée par l'individu (Passeron, 2006 [1991], p. 328). Cette dernière notion rend donc plutôt compte de la dimension géographique du processus d'apprentissage (dans quelle mesure l'ensemble des pratiques auxquelles on apprend à prendre goût sont-elles socialement situées ?)²⁷².

Les « carrières » d'engagement présentées par Olivier Fillieule et Nonna Mayer dans un numéro spécial de la *Revue française de science politique*, aussi diversifiées soient-elles, partagent ainsi un point commun : elles témoignent toutes d'un processus de spécialisation dans l'engagement (Fillieule, Mayer, 2001). Ainsi, l'ensemble des cas confrontés suggère l'idée suivante : même si l'on

272 Pour une application de ces deux approches à un même processus, se reporter aux parties II (carrière) et III (trajectoire) de l'étude de Muriel Darmon sur l'anorexie (Darmon, 2003, pp. 79-245 et pp. 249-338).

n'a pas besoin d'être particulièrement compétent pour commencer à s'engager, en bout de course, l'engagement dans une cause reste monopolisé par les personnes qui se sont spécialisées dans la défense de cette cause et qui ont acquis les compétences et les dispositions nécessaires à sa défense. De même, l'intérêt récent d'une partie de ces chercheurs pour les mobilisations de « sans », qui représente une catégorie d'acteurs dénués, entre autres, de compétences politiques au sens classique du terme, ne les a pas amenés à réviser leur définition du politique mais les a plutôt encouragés à proposer, à travers le concept d'« espace des mouvements sociaux », une version assouplie du champ politique adaptée aux mouvements sociaux et aux compétences « indigènes » qui s'y révèlent efficaces (Mathieu, 2002 ; 2005). Certains chercheurs font d'ailleurs de ces dernières une nouvelle forme de capital susceptible d'être convertie dans le champ politique (Matonti, Poupeau, 2004). Au final, l'« espace des mouvements sociaux » apparaît donc comme une antichambre du champ politique au sein de laquelle l'engagement reste une affaire de professionnels ou, tout au moins, de spécialistes dotés d'une identité sociale spécifique. De cette construction de l'engagement, je déduis que les engagements circonstanciés sont le propre de ceux qui ne sont pas allés au bout du processus d'apprentissage et de redéfinition identitaire mais sont restés des « profanes ».

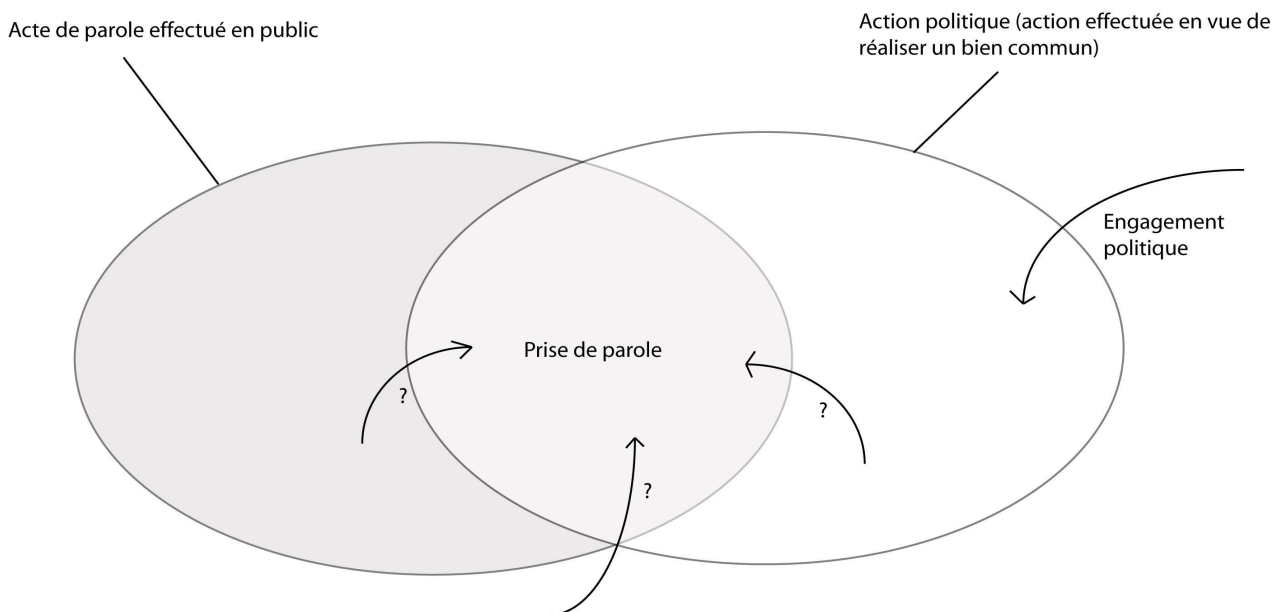
Politisation, engagement politique et prise de parole

La définition que Laurent Thévenot propose de la notion d'engagement permet de lier d'une tout autre façon la compétence politique, considérée comme sens moral, et l'engagement politique. Pour cet auteur, l'engagement représente une posture par rapport au monde, c'est-à-dire une façon de traiter l'environnement dans lequel on agit et d'évaluer l'action qu'on y déploie (Thévenot, 2000 ; 2006). Ainsi, tandis que la compétence politique désigne la capacité à superposer au monde réel un monde idéal structuré par une définition commune du bien, l'engagement politique consiste à agir dans le monde réel en fonction d'une définition commune du bien. Cette définition élargie de l'engagement politique intègre ainsi les engagements de type « personnaliste » repérés par Paul Lichterman, qui se caractérisent par un sens aigu des responsabilités sociales individuelles malgré des relations distantes aux groupes qui médiatisent habituellement le rapport à la politique (au sens restreint du terme) (Lichterman, 1996). Elle recouvre aussi des formes politisées (au sens restreint du terme) de non-engagement. Christophe Prochasson recense en effet plusieurs cas d'intellectuels français du début du XX^e siècle qui, à l'instar de Maurice Halbwachs, estiment que leur travail scientifique contribue davantage au mouvement politique dans lequel ils se reconnaissent que leur investissement personnel dans des activités militantes au sein de ce mouvement (Prochasson, 1998, pp. 108-110). Autrement dit, la définition élargie de l'engagement politique que je propose ici

intègre des formes d'engagement qui ne s'inscrivent pas forcément dans le cadre d'organisations politiques, syndicales ou civiques.

Aussi intéressante soit-elle, une telle définition de l'engagement politique n'est-elle pas trop large ? Quelle différence fait-elle entre politisation et engagement ? Dans la perspective d'une définition élargie du politique, la politisation désigne le processus par lequel une personne considère une affaire privée comme un problème public, c'est-à-dire comme une question redevable d'une action politique. Au terme de ce processus, une personne politisée ne s'engage donc pas nécessairement si elle n'initie aucune action destinée à réaliser le bien commun auquel elle rattache son affaire. Cependant, passer de la politisation à l'engagement ne suppose pas forcément beaucoup d'efforts. Par exemple, une personne ayant pris conscience que certains de ses gestes les plus quotidiens (son régime alimentaire, son mode de transport) peuvent contribuer à la dégradation de la couche d'ozone politise cette dégradation lorsqu'elle la considère comme une menace pesant sur un bien commun et s'engage politiquement lorsqu'elle adopte un nouveau régime alimentaire ou un nouveau mode de transport en vue de la protéger. Selon le bien commun qu'elle vise par cette action, elle pourra proposer les justifications suivantes : « La planète est un héritage que nous devons tous protéger. » ; « Tout le monde souhaite vivre dans un environnement sain et non pollué. L'intérêt général passe avant mon confort personnel » ; etc.). Cet exemple montre qu'en l'absence de justification, la dimension politique d'une action n'est pas évidente pour un regard extérieur : on peut aussi changer son régime alimentaire et adopter un nouveau mode de transport pour perdre du poids ou économiser de l'argent. Pour être distinguée des actions relevant du domaine privé, l'action politique a donc besoin d'un dispositif qui révèle à autrui sa véritable dimension. Si l'on en croit Hannah Arendt, la parole détient précisément ce pouvoir de révélation : « (...) l'affinité entre la parole et la révélation est beaucoup plus intime qu'entre l'action et la révélation, (...). L'action que [l'acteur] commence est révélée humainement par le verbe, et bien que l'on puisse percevoir son acte dans son apparence physique brute sans accompagnement verbal, l'acte ne prend un sens que par la parole dans laquelle l'agent s'identifie comme acteur, annonçant ce qu'il fait, ce qu'il a fait et ce qu'il veut faire. Il n'y a pas d'activité humaine qui ait autant que l'action besoin de la parole » (Arendt, 1983 [1958], p. 235). Plus loin, Hannah Arendt précise : « Cette qualité de révélation de la parole et de l'action est en évidence lorsque l'on est *avec* autrui, ni pour ni contre – c'est-à-dire dans l'unité humaine pure et simple » (Arendt, 1983, p. 236). De ces deux citations, je retiens deux idées : la parole révèle la dimension politique d'une action et le fait d'autant plus clairement qu'elle est prise en public, c'est-à-dire que l'action est éclairée par la parole prise en présence d'autrui. Ces deux idées nous font voir sous un autre jour l'affirmation d'Albert Hirschman selon laquelle la prise de parole représente « l'action politique par excellence » : il s'agit de la forme sous laquelle une

action politique « excelle ». Ainsi, pour reprendre le terme de Luc Boltanski et de Laurent Thévenot, dans la prise de parole, nous paraissions sous notre vraie « grandeur » (Boltanski, Thévenot, 1991, p. 167). Au terme de ce premier parcours, commencé avec une définition élargie du politique, de la politisation, de la compétence et de l'engagement politiques, j'aboutis donc à une définition restreinte de la prise de parole. Celle-ci ne désigne pas, en effet, tout acte de parole effectué en présence d'un tiers, mais la forme sous laquelle la dimension politique d'une action effectuée en vue de réaliser un bien commun est révélée aux yeux d'autrui. Autrement dit, la prise de parole est à la fois un acte de parole effectué en public et une action qui suppose un engagement politique (voir le schéma ci-dessous). À partir de ce cadre d'analyse, l'étude du passage à la prise de parole se décompose en trois questions complémentaires : à quelles conditions un acte de parole effectué en public devient-il une prise de parole ? Dans quels contextes une action politique prend-elle la forme d'une prise de parole ? À quelles conditions et dans quels contextes passe-t-on d'une action relevant du domaine privé à la prise de parole ?



Je montre dans ce chapitre que la prise de parole nécessite un travail de mise en forme par lequel les personnes manifestent aux yeux d'autrui le bien commun en fonction duquel elles s'engagent. Pour étayer cette hypothèse, je ne passerai pas en revue toutes les formes d'engagements politiques susceptibles d'être révélées par la prise de parole²⁷³. Je me concentrerai sur les parcours d'engagement civiques. Dans le cas de ces parcours, la prise de parole manifeste un collectif. J'ai reconstruit ces parcours à partir d'une enquête ethnographique sur la prise de parole dans les espaces

273 Dans un premier temps, Luc Boltanski et Laurent Thévenot ont repéré six modèles de cités à partir d'œuvres de la philosophie politique : la cité inspirée, la cité domestique, la cité de l'opinion, la cité civique, la cité marchande et la cité industrielle (Boltanski, Thévenot, 1991, pp. 107-157). A partir de l'analyse d'écrits managériaux produits dans les années 1990, Luc Boltanski et Ève Chiapello ont mis en évidence une septième cité, la cité par projet (Boltanski, Chiapello, 1999, pp. 154-238). On peut en déduire qu'il existe au moins sept formes d'engagements politiques correspondant à chaque modèle de cité.

publics de Marzahn Nord. Pour les cas présentés dans ce chapitre je n'ai pas exploité l'ensemble des données issues de cette enquête mais je me suis concentrée sur les entretiens. Les données produites par observation seront exploitées dans le chapitre suivant. Ce partage ne tient pas à un choix d'exposition de ma part mais plutôt au décalage temporel entre les parcours d'engagement étudiés et mon enquête : j'arrive « après la bataille » et j'observe des processus de désengagement et de dépolitisation sur lesquels je reviendrai en détail dans le chapitre suivant. À ce stade, la démarche consistant à partir d'une enquête sur la prise de parole pour construire des parcours d'engagement soulève néanmoins plusieurs questions : qu'est-ce qu'un parcours d'engagement ? Sur quels principes repose l'enquête ethnographique sur la prise de parole ? Dans quelle mesure un tel dispositif est-il adapté à mon approche de l'engagement politique ?

I. Construire un parcours d'engagement : dispositif d'enquête

L'usage de la notion de prise de parole a induit une série de déplacements qui découlent de la conception élargie du politique sur laquelle elle repose. Ces déplacements ne se manifestent pas seulement dans les définitions de la compétence politique et de l'engagement politique sur lesquelles je m'appuie dans ce chapitre. Ils se traduisent aussi concrètement sur le terrain par de nouveaux lieux et de nouveaux objets d'enquête. En France, les enquêtes sociologiques sur l'engagement politique qui s'inscrivent dans le « paradigme interactionniste » ont principalement investi les organisations politiques (partis politiques, organisations de mouvement social, associations, initiatives citoyennes, etc.). Comme je viens de le montrer, ces travaux y ont appréhendé l'engagement politique à partir des notions de « carrière » ou de « trajectoire ». J'ai au contraire choisi d'observer l'engagement politique à partir de la prise de parole dans les espaces publics locaux. En m'appuyant sur les travaux de Jürgen Habermas et de Luc Boltanski et Laurent Thévenot, je les définis comme des dispositifs techniques qui rendent une action politique accessible à l'ensemble des citoyens et la mettent à l'épreuve de leurs prises de parole contradictoires. Je montre qu'ils constituent l'environnement naturel de la prise de parole. À partir de là, j'ai élaboré mon propre modèle de « parcours d'engagement ». D'un point de vue interne, il correspond à la façon dont une personne initie, effectue et oriente une action en fonction d'une série d'épreuves publiques de justification au cours desquelles est évaluée l'adéquation de son action à une définition commune du bien. D'un point de vue externe, il se présente comme une succession d'états de grandeur, c'est-à-dire de figures toujours plus légitimes du bien commun que l'auteur d'une action politique incarne aux yeux d'autrui.

En raison de ces déplacements, mon dispositif d'enquête ressemble à ceux qui sont adoptés par les travaux de facture interactionniste mobilisant une définition élargie du politique. Il combine en effet observation et entretien. Le poids relatif conféré à l'un et à l'autre varie en fonction de la question de recherche. Paul Lichterman accorde par exemple une place déterminante à l'observation des activités militantes en situation parce que la logique des modèles culturels qu'il cherche à repérer peut se traduire par des propos contradictoires dans les entretiens. Ainsi, les résultats de l'observation permettent d'éclairer ces contradictions (Lichterman, 1996, pp. 237-242). À l'inverse, Nina Eliasoph considère que l'entretien formel enregistré est une méthode intéressante pour tester la

cohérence des variations contextuelles du rapport à la politique qu'elle observe en situation (Eliasoph, 1998). Par rapport à ces travaux, la spécificité de mon dispositif d'enquête n'est pas liée au poids relatif qu'y occupe l'entretien par rapport à l'observation mais plutôt à la plasticité des rôles que j'endosse dans les situations auxquelles je prends part à titre d'observatrice ou d'interlocutrice.

I. 1. Une entrée par la prise de parole dans les espaces publics locaux

Étudier l'engagement à partir des espaces publics locaux est un parti que j'ai pris au cours de mon enquête et non un choix que j'avais posé comme préalable de départ. M'inspirant des travaux français sur l'engagement politique, civique ou associatif, j'ai en effet inauguré mon enquête par plusieurs études sur des organisations de quartier (associations socio-culturelles et regroupements plus informels de citoyens). Dans ce contexte, appréhender l'engagement politique soulevait cependant un problème de repérage lié à l'opacité de l'action politique, telle que je l'ai définie à partir des travaux d'Hannah Arendt : en dehors des situations de prise de parole, l'action politique se confond avec celles qui n'ont aucune dimension politique. Certes, je pouvais départager les actions politiques des autres types d'action en demandant aux personnes de justifier leurs activités pendant l'observation ou au cours d'un entretien. Une telle démarche me contraignait cependant à choisir entre deux options : soit je faisais confiance aux personnes que j'interrogeais et je reprenais leurs propos à mon compte ; soit je traitais leurs propos avec méfiance et j'essayais de les déconstruire. Dans le premier cas, j'avais l'impression de faillir à la tâche critique qui revient aux sciences sociales. Dans le second, j'avais du mal à assumer la position d'autorité que supposait mon jugement parce que je n'étais pas convaincue de la supériorité du savoir sur lequel il se fondait. L'entrée par la prise de parole dans les espaces publics locaux est la solution que j'ai trouvée à ces problèmes : elle permet de déléguer le travail critique aux habitants de Marzahn Nord en focalisant l'enquête sur un type de situations dont l'enjeu explicite est d'évaluer une action politique de façon critique et dans la confrontation avec l'opinion d'autrui. Par ce biais, la focale se déplace d'un ensemble hétérogène d'actions, au sein duquel il revient à l'enquêteur de déterminer lesquelles sont politiques, aux dispositifs et aux règles à partir desquels les habitants de Marzahn Nord les évaluent et les départagent. Ce changement de focale soulève cependant plusieurs questions qui m'amèneront à dégager un modèle de « parcours d'engagement » alternatif à ceux que supposent les notions de « carrière » ou de « trajectoire » : quel point de vue offre exactement la prise de parole dans un espace public sur l'engagement politique d'une personne ? Est-il possible de reconstituer un « parcours d'engagement » à partir de ce point de vue ?

L'espace public comme dispositif de mise à l'épreuve dans le régime de justification

J'ai motivé le choix d'appréhender l'engagement politique à partir de la prise de parole dans les espaces publics locaux en arguant que ce nouveau terrain d'investigation permettait de déléguer le travail critique aux habitants de Marzahn Nord. Cette idée suppose d'abord que les espaces publics, quelles que soient leur forme et l'échelle à laquelle on les considère, correspondent à l'environnement « naturel » de la prise de parole. Autrement dit, il faut qu'un espace public constitue un dispositif par lequel la dimension politique d'une action puisse être révélée à autrui. Mon hypothèse implique ensuite que la prise de parole consiste en une activité essentiellement critique, dans les deux sens du terme : par la prise de parole, une personne justifie ou conteste la dimension politique d'une action. Pour étayer le bien fondé de mon choix, je dois donc examiner, d'une part, la notion d'espace public, et d'autre part, les caractéristiques des actions qui y prennent place. Dans cette perspective, les travaux de Jürgen Habermas sur l'émergence de la sphère publique bourgeoise au cours du XVIII^e siècle représentent un bon point de départ (Habermas, 1986 [1962]).

S'intéressant aux salons et aux formes de sociabilités bourgeoises qui se constituent au cours des XVI^e et XVII^e siècles en France, en Angleterre et en Allemagne, Jürgen Habermas montre que la sphère publique qui était auparavant un domaine propre du pouvoir s'en sépare pour « devenir le forum d'où les personnes privées rassemblées en un public contraignent le pouvoir à se justifier face à une opinion publique » (Habermas, 1986 [1962], p. 36). Pour Jürgen Habermas, ce mouvement de séparation s'inscrit dans un processus de privatisation de la sphère publique. Celle-ci est investie par des personnes privées à double titre : elles n'occupent aucune fonction officielle au sein de l'État et elles gèrent leurs propres affaires (échanges marchands, production de biens et de services). Bien qu'elles soient privées, ces affaires ont cependant pris une dimension publique avec l'émergence du capitalisme et d'un appareil d'État autonome chargé de le réguler. Ainsi, en se séparant de la sphère du pouvoir, la sphère publique bourgeoise devient un espace d'interactions constantes entre des personnes privées constituées en public et le pouvoir. Celui-ci s'exerce désormais sous le regard et le contrôle d'un public éclairé par l'usage critique de la raison (Habermas, 1986 [1962], pp. 25-37).

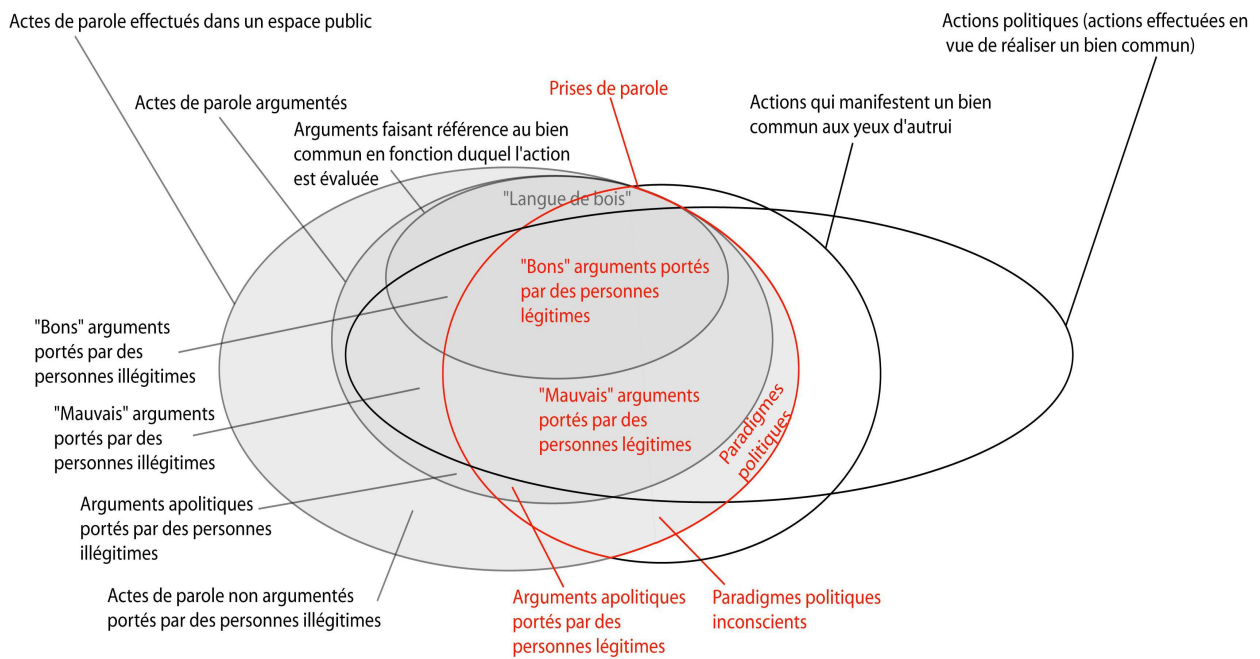
Ce modèle a suscité de nombreuses critiques qui portent à la fois sur la réalité historique de la construction de Jürgen Habermas et sur son analyse des transformations que l'apparition des médias de masse et des formes de consommation culturelle dans les années 1950 font subir à l'espace public bourgeois tel qu'il aurait émergé au XVIII^e siècle. Les lecteurs critiques de l'œuvre de Habermas lui reprochent notamment d'idéaliser la culture et les activités politiques bourgeoises au XVIII^e siècle et de déprécier parallèlement la culture populaire, absente dans la peinture historique qu'il fait des sociétés occidentales au XVIII^e siècle et maltraitée dans la description qu'il livre du

déclin de l'espace public bourgeois dans les années 1950 (François, Neveu, 1999). Au fond, ces critiques portent moins sur le modèle lui-même que sur sa dimension normative : Habermas analyse l'espace public contemporain à l'aune d'un concept élaboré à partir d'une réalité socio-historique nécessairement simplifiée. Toutefois, si l'on considère le concept d'Habermas non pas comme la représentation d'une réalité historique donnée mais comme une généralisation opérée à partir de cette réalité et qu'on lui ôte sa portée normative, on obtient la définition suivante de la publicité constitutive d'un espace public : elle repose sur un ensemble de dispositifs techniques (imprimerie, informatique, architecture, etc.) qui rendent les actions du gouvernement accessibles à tous les citoyens et les soumettent à l'articulation critique de leurs opinions. Considérée en ce sens, la publicité n'a effectivement rien à voir avec la « réclame » incriminée par Habermas dans son analyse du déclin de l'espace public contemporain.

En l'état, ce modèle soulève cependant deux grands ensembles de problèmes : il implique une conception légitimiste de la politique et une vision irénique de la prise de parole. Dans le modèle de Jürgen Habermas, l'action soumise à l'articulation critique des opinions des citoyens par les dispositifs techniques de publicité est en effet celle du gouvernement. Le départ entre action publique et action privée qu'implique ce modèle est donc très clair : est « politique » tout ce qui a trait à l'action du gouvernement. Ainsi, il n'appartient pas aux bourgeois qui s'investissent dans la sphère publique de déterminer si les affaires dans lesquelles ils sont engagés à titre privé sont publiques ou non. Cette question est l'affaire du gouvernement, c'est-à-dire, dans le contexte de nos démocraties modernes, des professionnels de la politique. Dans ce cadre, la seule action politique que les citoyens peuvent mener indépendamment du monopole exercé par ces professionnels sur la définition de la politique, est la critique de l'action de ces derniers. Une telle conception de l'action politique des citoyens suppose non seulement une définition de la prise de parole encore plus restreinte que la mienne mais tend aussi à l'idéaliser : nécessairement orientée par la raison, elle aurait suffisamment de poids pour défaire l'action du gouvernement si celle-ci est jugée mauvaise par les citoyens.

Albert Hirschman considère son concept de façon plus large. Dans un entretien publié en 1995 dans la revue *Politix*, il en précise quelques aspects : « J'ai conçu la prise de parole comme une opération critique, mais cette opération critique peut être constructive. Il ne faut pas penser la *voice* comme un pur et simple coup-de-poing, comme quelque chose d'uniquement destructeur : la *voice*, et c'est son aspect éminemment positif, peut également comporter la nécessité de corriger les choses, d'améliorer la situation, de mieux collaborer avec quelqu'un » (Hirschman, 1995, p. 24). Cette distinction renvoie à celle que Luc Boltanski et Ève Chiapello font entre critique radicale et critique correctrice (Boltanski, Chiapello, 1999, pp. 76-77). La première consiste à remettre en cause

la définition du bien commun en fonction de laquelle l'action critiquée est effectuée, la seconde porte seulement sur l'adéquation de l'action critiquée avec le bien commun qu'elle est censée réaliser. En elle-même, cette distinction n'impliquerait pas une définition moins légitimiste du politique et une conception moins irénique de la prise de parole que celles que suppose le concept habermassien de sphère publique bourgeoise, si elle n'était pas combinée à une autre série de distinctions. Dans la suite de son propos, Albert Hirschman indique en effet que la prise de parole ne se dirige pas seulement de « bas en haut » mais peut aussi se diffuser horizontalement « en famille ou entre proches ». Plus loin, il distingue une prise de parole « interne », qui circule à l'intérieur de l'entité initiatrice de l'action critiquée, et une prise de parole « externe », qui circule à l'extérieur de cette entité et mobilise l'opinion publique (Hirschman, 1995, p. 25). De la série d'oppositions entre opération critique radicale et opération critique correctrice, entre circulation verticale et circulation horizontale, ou entre circulation interne et circulation externe, je déduis que la prise de parole ne revêt pas seulement une dimension protestataire mais désigne aussi un ensemble d'opérations par lesquelles une société, une organisation ou un individu réfléchissent politiquement leurs actes, c'est-à-dire les évaluent en fonction d'une définition commune du bien. Ce résultat a trois conséquences. Il suppose d'abord que le gouvernement n'est pas le seul à initier des actions dans le domaine public, puisque les citoyens dirigent aussi vers eux-mêmes leur activité de contrôle critique. Ensuite, si d'autres entités que le gouvernement initient des actions politiques susceptibles d'être contrôlées par les citoyens, il faut admettre que l'activité critique de ces derniers comprend deux versants selon la position qu'ils occupent par rapport à l'action politique évaluée : pour ceux qui y participent, il s'agit principalement de la justifier vers l'extérieur (versant positif) et de la critiquer ou de la corriger en interne (versant négatif) ; pour ceux qui n'y participent pas, il s'agit essentiellement de reconnaître sa légitimité (versant positif) ou au contraire de la contester (versant négatif). Enfin, si l'on considère que la prise de parole, même lorsqu'elle se réduit à un simple « coup-de-poing » (critique radicale de l'action d'autrui), est elle-même une action politique effectuée dans un espace public, il faut conclure qu'elle est aussi soumise au contrôle critique d'autrui. Pour avoir un effet, positif (justification) ou négatif (critique radicale ou corrective), elle doit ainsi fournir les éléments de sa propre justification, c'est-à-dire rendre manifeste aux yeux d'autrui le bien commun en fonction duquel elle est effectuée. À ce stade, il faut donc distinguer le contenu discursif de la forme que prend l'acte de parole effectué dans un espace public (voir le schéma ci-après). Cette distinction va me permettre d'éviter les reproches d'irénisme classiquement adressés au modèle habermassien d'espace public.



Au cours de mon enquête, j'ai en effet rencontré des situations où des arguments ne faisant pas référence à un bien commun sont reçus et, inversement, des situations où des arguments qui visent un bien commun ne sont pas pris en compte. Ces situations correspondent à plusieurs cas de figure possibles. La catégorie des arguments apolitiques portés par des personnes légitimes regroupe par exemple les cas suivants : l'argument avancé ne fait référence à aucun bien commun bien que l'acte de parole manifeste dans sa forme le bien commun en fonction duquel il est évalué. Concrètement, il peut s'agir d'arguments racistes, xénophobes ou sexistes mais aussi d'arguments « techniques » défendus par des élus. Dans la suite de ce chapitre, nous verrons par exemple que la demande de fusion adressée par le Conseil des habitants de Marzahn Nord au maire d'un village voisin situé dans le *Land* de Brandebourg est disqualifiée dans les médias par le ministre de l'intérieur du *Land* sur la base d'un argument technique (les deux *Land* seront obligés de conclure un contrat à l'issue d'une procédure juridique trop compliquée). La catégorie des « mauvais » arguments portés par des personnes légitimes comprend les situations où l'argument avancé fait référence à un autre bien commun que celui manifesté par l'acte de parole et en fonction duquel il est évalué. Par exemple, lorsque le Conseil des habitants se mobilise en faveur du projet de restructuration urbaine défendu par la société immobilière communale de Marzahn, le Sénateur de Berlin chargé du développement urbain justifie le retard de l'allocation des fonds nécessaires à la modernisation des immeubles sur la base d'un argument ajusté au bien commun de la cité industrielle (il conditionne l'allocation des fonds aux résultats d'une expertise) alors que, dans le contexte considéré, son action est évaluée en fonction du bien commun de la cité civique. Enfin, dans les cas de « langue de bois », l'argument avancé fait certes référence au bien commun que

l'acte de parole manifeste dans sa forme et en fonction duquel il est évalué mais il ne reflète pas les motivations réelles de son auteur. Dans le chapitre suivant, ce cas s'applique au maire de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf qui utilise le budget participatif pour se mettre en scène durant la campagne pour les élections municipales alors que l'objectif affiché du dispositif est d'associer les citoyens à l'élaboration du budget. L'ensemble de ces cas soulève le même problème : la légitimité reconnue à l'action appauvrit le débat public en autorisant l'expression d'arguments injustes, stratégiques ou mensongers qui excluent des perspectives *en fait* plus légitimes. On est donc très loin d'un contexte de discussion rationnelle où le meilleur argument l'emporte sur les autres.

La catégorie regroupant les situations où de « bons arguments » sont déboutés parce qu'ils sont portés par des personnes illégitimes confirme cette observation. S'y retrouve le cas suivant : l'argument avancé fait référence au bien commun en fonction duquel l'acte de parole est évalué mais la réalisation de cet acte ne manifeste aucun bien commun. Ce cas correspond à la situation d'Anna Hofer décrite dans l'introduction du chapitre qui suit : au moment où cette bénévoles du Café de la Tour présente l'un de ses projets aux membres du jury qui lui a attribué des fonds, les bénéficiaires du projet sont associés à une autre personne parce qu'Anna ne parvient pas à donner des gages de son activité dans le quartier. L'exemple de la confrontation du Conseil des habitants et du Sénateur berlinois pour le développement urbain montre qu'il existe aussi des cas où le bien commun manifesté par l'acte de parole correspond à celui auquel l'argument avancé fait référence et à celui en fonction duquel il est évalué mais, à l'issue de l'évaluation, cet acte paraît plus petit que celui d'un adversaire, rapporté au même principe supérieur commun : quelle que soit la pertinence de l'argument avancé, la parole du Conseil des habitants a tout simplement moins de force que celle du Sénateur. Toutes les situations relevant de cette configuration conduisent ainsi à un appauvrissement du débat public, puisque de « bons » arguments en sont écartés. On peut néanmoins considérer que certains cas appartenant à la catégorie des « mauvais » arguments portés par des personnes illégitimes mériteraient également d'être pris en compte : le bien commun manifesté par l'acte de parole correspond à celui auquel l'argument avancé fait référence mais pas à celui en fonction duquel cet acte est évalué. Dans le chapitre suivant, nous verrons par exemple que les membres du Conseil des habitants disqualifient systématiquement l'action des associations parce qu'ils ne la jugent pas conforme à l'intérêt général (définition du bien commun de la cité civique) alors que celle-ci vise pourtant à développer de l'activité dans le quartier (définition du bien commun de la cité par projet).

Il existe enfin une troisième catégorie de prise de parole : des actes de parole non argumentés (un récit personnel, une description, une métaphore, etc...) ont l'effet radical ou correctif

d'une critique parce que, insérés dans un dispositif donné, ils manifestent un bien commun. Nous verrons que ces actes de parole correspondent à un registre utilisé par des personnes qui s'engagent politiquement : lorsque Greta Dahlewitz participe à la mobilisation des locataires du quartier contre la démolition de leurs immeubles, elle témoigne de son expérience personnelle dans le journal local. Je réserve le terme de « paradigme politique » à ces cas de prise de parole afin de les différencier des « paradigmes politiques inconscients », c'est-à-dire des prises de parole effectuées dans le même registre mais dont la dimension politique est révélée malgré leur auteur, qui ne s'engage pas forcément politiquement dans la situation : la première fois qu'il participe à une réunion du Conseil des habitants, Jörg Bischof se plaint de problèmes personnels auxquels il ne prête aucune dimension politique mais sa plainte acquiert une dimension collective aux yeux des autres participants parce qu'ils savent que Jörg est représentant des parents d'élèves dans une école du quartier. La notion de « paradigme » est originellement utilisée par Thomas Kuhn pour qualifier les exemples qui enferment certaines « ficelles » théoriques, c'est-à-dire des morceaux de raisonnements prêts-à-l'emploi, que les savants mobilisent dans leurs enseignements pour apprendre aux étudiants à penser comme le reste de la communauté scientifique ou dans leurs recherches pour résoudre des problèmes proches de celui traité dans l'exemple (Kuhn, 1983 [1970], p. 254). À l'image de ces exemples, les descriptions, récits personnels ou métaphores que je désigne par le terme de « paradigme » contiennent des éléments descriptifs et stylistiques qui, exposés publiquement, peuvent acquérir une portée générale. Cette dernière configuration confirme que la recevabilité d'un argument dépend davantage de la forme que prend l'acte de parole aux yeux d'autrui que de son contenu discursif : une prise de parole n'est pas forcément un « bon » argument et, inversement, tous les « bons » arguments ne sont pas forcément des prises de parole. Les épreuves publiques dans lesquelles la prise de parole prend place présentent ainsi deux inconvénients majeurs : elles ne sont pas infaillibles puisqu'elles légitiment des actes de parole que l'on peut considérer comme illégitimes en raison de la nature injuste ou stratégique des propos tenus ; elles excluent des formes légitimes d'arguments ou d'engagements. Je reviendrai en détail sur ces problèmes dans le chapitre suivant. Les situations à partir desquelles je reconstitue les parcours d'engagement analysés dans ce chapitre correspondent en effet à des situations où de « bons arguments » sont portés par des personnes légitimes.

Typologie des espaces publics locaux de Marzahn Nord			
Recrutement sélectif	Diffusion contrôlée	Épreuve cadrée	Cas observés à Marzahn Nord
+	+	+	Jury citoyen (<i>Bürgerjury</i>), Conseil de quartier (<i>Quartiersrat</i>), Fond d'action (<i>Aktionsfond</i>), Conseil du centre social (<i>Beirat des sozialen Stadtteilzentrums</i>), Commission de pilotage du « management de quartier » (<i>Steuerungsrunde</i>)
+	+	-	Séance de l'assemblée municipale à huis clos
+	-	+	Reportage, cérémonie d'inauguration
+	-	-	Assemblée municipale
-	+	+	Budget participatif
-	+	-	Conseil des habitants (<i>Bewohnerbeirat</i>)
-	-	+	Réunion publique sur un sujet déterminé
-	-	-	Assemblée de quartier

A cette étape de mon parcours, le modèle d'espace public qui se dégage de la discussion correspond ainsi à un dispositif technique qui rend une action (pas toujours politique) accessible à l'ensemble des citoyens et la met à l'épreuve de leurs prises de parole contradictoires, c'est-à-dire d'opérations critiques qui manifestent aux yeux d'autrui le bien commun en fonction duquel elles (ne) sont (pas toujours consciemment) effectuées. Ce modèle se distingue de la notion d' « arène publique » en ce qu'il peut pré-exister aux actions qui y sont soumises à évaluation et n'est donc pas consubstantiel à un problème public en cours de construction (Céfaï, 1996). Il se distingue aussi de conceptions plus larges de l'espace public qui font de la référence à un tiers un critère suffisant pour le constituer (Heurtin *et al.*, 1995 ; Joseph, 1998, pp. 31-67). Dans le modèle d'espace public que je propose, le dispositif de publicité doit en effet être un dispositif d'épreuve institutionnalisé. Sur le terrain, ce modèle recouvre une grande variété de situations. Pour réaliser mon échantillon, j'ai retenu les critères suivants : les conditions dans lesquelles les personnes sont admises à prendre part à la discussion, les conditions d'accès au contenu des délibérations et la diversité des actions soumises à l'épreuve. En combinant ces trois critères, j'ai obtenu la typologie présentée dans le tableau qui précède. Cette typologie montre que mon terrain d'investigation offre une palette suffisamment diversifiée de cas pour me permettre d'y concentrer mon enquête.

Engagement politique et prise de parole dans un espace public : précisions conceptuelles

Appréhender l'engagement politique à partir de la prise de parole dans les espaces publics locaux permet de résoudre le problème de repérage lié à l'opacité de l'action politique. Devais-je pour autant m'en tenir à l'étude de ces situations ? Ou, pour le dire autrement, pourquoi avoir pris le temps de suivre dans leur vie quotidienne les personnes que j'ai d'abord rencontrées dans ces situations ? Une première façon de répondre à cette question consiste à imaginer ce que serait devenue mon enquête si je m'en étais tenue aux actes de parole effectués dans les espaces publics locaux. Pour ce faire, il faut préciser comment prise de parole et engagement politique s'articulent dans le contexte particulier d'un espace public.

En introduction, j'ai défini l'engagement politique comme le fait d'initier une action et de traiter son environnement en fonction d'une définition commune du bien assimilée au cours de la socialisation. Par ailleurs, j'ai considéré que la prise de parole est la forme sous laquelle la dimension politique d'une action est révélée à autrui parce qu'elle manifeste le bien commun qu'elle vise. Or, de telles définitions ne signifient pas que le moment de la prise de parole coïncide nécessairement avec le point d'origine de l'engagement politique. En introduction, j'ai cité l'exemple d'une personne qui décide de changer son mode de transport pour préserver l'environnement, considéré comme un bien commun menacé (la tradition ou la volonté générale). Dans cet exemple, la décision de changer de moyen de transport ne correspond pas au moment où la dimension politique de cette action est révélée à autrui par la prise de parole. De la même façon, à Marzahn Nord, j'ai rencontré de nombreux bénévoles dans des associations de quartier qui ont initié une action bien avant que sa dimension politique ne soit révélée aux habitants du quartier lors d'une journée portes ouvertes ou d'un jury d'attribution de subventions publiques. À ce premier constat, il faut ajouter les résultats de la discussion de la notion d'espace public. En effet, je viens de montrer que ce type d'espaces est le cadre d'expression de formes de prises de parole qui, en tant qu'opérations critiques s'appuyant sur des définitions du bien commun, sont des actions politiques, mais qui, en tant que simples « coups-de-poing » visant à défaire une action, ne se prolongent pas forcément en dehors des situations publiques qui les ont vus naître. Hannah Arendt a très bien repéré ce départ entre prise de parole et engagement politique : « l'affinité entre la parole et la révélation est beaucoup plus intime qu'entre l'action et la révélation, de même que l'affinité entre action et commencement est plus étroite qu'entre parole et commencement, encore que bien des actes, sinon la plupart, sont accomplis en manière de langage » (Arendt, 1983 [1958], p. 235). Ainsi, la prise de parole correspond rarement au point de départ d'un engagement politique pour au moins

deux raisons : une action politique peut être commencée avant que sa dimension politique ne soit révélée par la prise de parole et cette dernière peut initier une action qui ne se prolonge pas au-delà de la situation dans laquelle elle est née.

Ce constat soulève un problème méthodologique : l'étude de la prise de parole dans les espaces publics suffit-elle pour reconstituer un « parcours d'engagement » ? Cette première question entraîne logiquement deux autres : qu'est-ce qu'un « parcours d'engagement » et que représente le moment de la prise de parole dans ce parcours ? Pour répondre à cet ensemble de questions, les théories de l'action collective qui se sont efforcées de rendre compte des activités qui se déroulent en amont et en aval de la prise de parole constituent un appui solide.

En amont et en aval de la prise de parole : les apports des théories de l'action collective

Je tire trois enseignements des théories de l'action collective : prendre la parole dans un espace public nécessite un travail préparatoire de politisation de l'expérience, peut avoir un effet significatif sur l'orientation ultérieure de l'action et transforme le rapport que son auteur entretient au monde.

Les versants pratiques et cognitifs de la politisation de l'expérience

La prise de parole constitue d'abord le point d'aboutissement d'un mouvement de politisation qui comprend deux dimensions : la première (verticale) concerne la façon dont une personne généralise une menace au départ singulière en la rapprochant de celles qui touchent d'autres personnes ; la seconde (horizontale) renvoie à la façon dont le domaine public définit une sphère d'actions de plus en plus vaste à mesure que des situations au départ individuelles et disparates sont rapprochées. D'un point de vue comme de l'autre, la politisation n'est pas un processus qui s'arrête avec l'engagement politique. Elle l'accompagne plutôt, en particulier lorsque l'action initiée dans le domaine public en amont de la prise de parole consiste à mobiliser des personnes autour d'un problème en cours de politisation. La théorie de la mobilisation des ressources et l'analyse des cadres de l'action collective ont respectivement insisté sur les versants pratique et cognitif de la politisation.

La théorie de la mobilisation des ressources insiste, d'une part, sur le rôle central des organisations dans la dynamique de mobilisation des personnes concernées par un même problème et, d'autre part, sur l'hétérogénéité des engagements au sein de ces organisations (McCarthy, Zald, 1977). L'une des hypothèses principales de cette théorie consiste en effet à dire qu'il ne peut y avoir de prise de parole sans un minimum d'organisation, c'est-à-dire sans concentration minimale de ressources financières et humaines pour accéder aux espaces publics, à l'information nécessaire

pour avoir une influence positive sur l'opinion du public et pour contester l'action d'adversaires potentiels (McCarthy, Zald, 1977, p. 1216). Or, l'examen de cas empiriques montre qu'une part non négligeable de ces ressources ne provient pas des bénéficiaires potentiels de l'action politique initiée par l'organisation pour traiter le problème qu'elle dénonce mais de « militants moraux » (*conscience constituents*), c'est-à-dire de personnes qui, sans être directement concernées par le problème traité par l'organisation, s'investissent dans son travail de mobilisation. Dans le cadre de ma définition de l'engagement politique, ce second type de militants présente toutes les caractéristiques de personnes qui s'engagent politiquement : dans la mesure où ils ne sont pas des bénéficiaires potentiels de l'action qu'ils initient, il est difficile de considérer qu'ils poursuivent un bien privé. Pourtant, la plupart des travaux qui s'inscrivent de près ou de loin dans la perspective proposée par la théorie de la mobilisation des ressources se sont efforcés de déconstruire la « moralité » de ces militants en montrant que s'ils ne bénéficient pas du résultat de l'action initiée, ils trouvent des rétributions sociales, professionnelles ou symboliques au travail de mobilisation lui-même (Agrikolianski, 2002 ; Fillieule, Mayer, 2001 ; Gaxie, 1977 ; Sawicki, 1997 ; Siméant, 1998). Bien que ces travaux s'appuient sur une autre conception de la politique que la mienne, leurs résultats contribuent, selon ma perspective, à défaire ce que ces militants s'évertuent à révéler dans la prise de parole, soit la dimension politique de l'action qu'ils initient en dénonçant un problème. Mais ce n'est pas le reproche principal que j'adresse à ces travaux. L'effort qu'ils ont déployé dans leur entreprise de déconstruction les a rendus aveugles à un effet important de la présence de ces militants dans les organisations de mouvement social : ces militants sont des acteurs essentiels de la mobilisation moins par les ressources qu'ils lui apportent que par la contribution de leur présence à la désingularisation du problème que l'organisation s'efforce de constituer en enjeu public par la mobilisation. À partir d'une enquête portant sur des lettres de dénonciation envoyées au quotidien *Le Monde*, Luc Boltanski et ses collaborateurs ont en effet repéré quatre configurations du système de relations qui unit le dénonciateur (l'auteur de la lettre), la victime de l'injustice dénoncée, le fauteur de trouble visé par la dénonciation et le destinataire de la dénonciation (Boltanski *et al.*, 1984). En comparant ces quatre configurations aux jugements auxquels donne lieu la dénonciation (est-elle recevable ?), ces auteurs ont montré que, dans le domaine public, la reconnaissance d'un problème repose sur une procédure de désingularisation qui passe d'autant plus inaperçue et qui paraît d'autant plus crédible que le dénonciateur ne se confond pas avec la personne concernée par le problème et que l'ensemble des acteurs du système représentent un collectif. Dans le contexte d'un mouvement social, qui entend le plus souvent dénoncer les atteintes d'un collectif (l'État, un groupe social, etc.) sur un autre collectif en s'adressant à l'ensemble de la collectivité (l'opinion publique, l'État), la présence de militants moraux participe donc non seulement à la constitution du

groupe de victimes en collectif mais aussi à la reconnaissance publique de leur problème en améliorant sa recevabilité auprès de l'opinion publique ou des autorités alertées.

Malgré l'attention qu'elle porte au travail de constitution du collectif et au rôle des militants moraux dans le processus de désingularisation du problème qui affecte ce collectif, la théorie de la mobilisation des ressources reste d'un piètre secours pour ceux qui s'intéressent au travail de construction du sens par lequel la définition d'un problème évolue en fonction de la composition du collectif qui en est affecté. Ce type de processus est bien décrit par les analyses en termes de « cadres de l'action collective ». Cette dernière notion renvoie aux schémas à partir desquels certains faits, événements ou actions sont identifiés, ordonnés et généralisés pour constituer un système d'interprétation orienté vers l'action. Robert Benford et David Snow identifient trois dimensions qui entrent dans la composition d'un cadre d'action collective : il s'agit de produire un diagnostic et un pronostic de la situation jugée problématique et de justifier l'engagement dans une lutte collective (Benford, Snow, 2000, pp. 615-618). Une des activités identifiée comme centrale par ce courant de travaux en amont de la prise de parole est ainsi le processus d'alignement des cadres, c'est-à-dire le travail de révision continue dont ils font l'objet à mesure qu'évolue la composition du collectif constitué. L'intégration de nouveaux membres suppose en effet de rapprocher des situations jusque-là distinctes (*frame bridging*) ou relevant habituellement d'autres domaines d'action (*frame extension*) et de problématiser une situation qui ne l'était pas jusqu'à présent (*frame amplification*) ou de réinterpréter une situation qui l'était déjà (*frame transformation*) (Benford, Snow, 2000, pp. 623-624). Dans cette perspective, la généralisation d'une situation individuelle ou locale se fait par comparaisons et intégrations successives de cas qui contribuent à étendre le domaine public à de nouveaux problèmes et à de nouveaux collectifs. Comme le suggère Daniel Céfaï, ce travail de construction du sens ne se réduit pas à une activité stratégique visant à élargir le cercle des personnes mobilisées autour d'un problème (Céfaï, 2001, pp. 57-64). Sa dimension politique est en effet révélée au moment de la prise de parole puisque les cadres y sont mis à l'épreuve critique d'un public de personnes qu'il s'agit de convaincre de la généralité du problème et de la légitimité de l'action initiée pour le dénoncer ou le traiter.

Les deux ensembles théoriques que je viens de considérer font ainsi de la prise de parole dans les espaces publics un point d'aboutissement critique de l'engagement politique (qu'il soit individuel ou collectif) et du processus de politisation qui lui est concomitant : c'est le moment de vérité où l'auteur de l'action et le problème qu'elle traite sont publiquement reconnus. Autrement dit, l'épreuve de la prise de parole sanctionne et dimensionne rétrospectivement l'ensemble des activités menées jusque-là en confirmant ou en infirmant la généralité du bien qu'elles visent.

De l'épreuve publique à l'expérience politique

Dans le contexte où la prise de parole est vue comme une épreuve, elle peut avoir deux types d'effets : elle peut conduire à des réorientations significatives de l'action publiquement mise à l'épreuve et transformer le rapport que son auteur entretient au monde. Ces deux effets correspondent classiquement à deux niveaux d'appréhension de l'action collective : au niveau macrosociologique, à la dynamique de l'action contestataire et, au niveau microsociologique, aux effets biographiques de la participation à une épreuve publique.

À partir de l'analyse comparative d'une cinquantaine d'épisodes contestataires se déroulant à différentes époques dans différentes parties du monde, Doug McAdam, Sydney Tarrow et Charles Tilly ont mis en évidence trois processus typiques que l'on retrouve dans la plupart des mobilisations. Ces processus rendent compte, dans les trois cas, de la réorientation de l'action initiale à la suite d'une épreuve publique (Mc Adam *et al.*, 2001). Si je traduis les conclusions de ces auteurs dans des termes qui conviennent à mon approche, j'obtiens les propositions suivantes : une épreuve réussie entraîne la constitution d'un nouvel acteur politique ; l'émergence d'un adversaire au cours de l'épreuve conduit l'auteur de l'action à radicaliser son orientation initiale et polarise le débat politique ; enfin, l'identification de convergences entre deux ou plusieurs actions peut faire émerger une nouvelle action ou inscrire une action en cours dans un nouveau régime ou dans un nouvel environnement politique (Mc Adam *et al.*, 2000, pp. 313-340).

Les effets biographiques de la participation à une épreuve publique ont été analysés à partir de la notion de « conversion ». Cette notion est employée dans son sens religieux : elle correspond à un processus de reconfiguration identitaire par laquelle un individu abandonne un système d'interprétation pour un autre en accédant à un nouveau statut social (McAdam, 1989 ; Snow, 1993). Ce processus est ainsi au centre du « parcours d'engagement » modélisé par les notions de « carrière » ou de « trajectoire ». Dans mon cas, la conversion renvoie plutôt aux conséquences du pouvoir révélateur de la prise de parole sur son auteur. Hannah Arendt les décrit en ces termes : « En agissant et en parlant les hommes font voir qui ils sont, révèlent activement leurs identités personnelles uniques et font ainsi leur apparition dans le monde humain, alors que leurs identités physiques apparaissent, sans la moindre activité, dans l'unicité de la forme du corps et du son de la voix » (Arendt, 1983 [1958], p. 236). Plus loin, Hannah Arendt oppose la révélation de « qui » l'on est dans l'action politique par opposition à « ce que » l'on est dans le domaine privé ou social. Autrement dit, lorsque la dimension politique d'une action est publiquement reconnue, l'action et son auteur changent de nature. La conversion correspond donc à un changement d'état : soit l'action et son auteur acquièrent une dimension politique qu'ils n'avaient pas auparavant, soit l'action et son

auteur acquièrent une dimension politique plus grande que celle qui leur était auparavant reconnue. Dans la terminologie de Luc Boltanski et Laurent Thévenot, la conversion correspond donc au moment où une personne accède à un nouvel état de grandeur au sein de l'ordre légitime défini par le bien commun en fonction duquel elle s'engage. Or, comme l'indiquent ces auteurs, l'accès à un état de grandeur supérieur au précédent dispense un grand bonheur (Boltanski, Thévenot, 1991, p. 100). On peut considérer qu'Albert Hirschman fait précisément référence à ce bonheur lorsqu'il présente l'engagement dans une action politique comme le produit d'une « mutation cognitive radicale, confinante à la révélation » : « Beaucoup de gens avancent en âge avec le sentiment que l'ordre social et politique existant n'est pas appelé à changer, ou en tout cas qu'il n'est pas en leur pouvoir d'amener un tel changement. Dans ces conditions, la soudaine prise de conscience (ou illusion) que je peux agir pour changer la société en mieux, et en outre me joindre, pour ce faire, à d'autres personnes animées du même esprit, apporte en elle-même un plaisir, proche de l'intoxication. Pour savourer ce plaisir, il n'est pas nécessaire de transformer la société sur-le-champ ; il suffit d'agir, à divers égards, *comme si* il était possible d'effectuer cette transformation » (Hirschman, 1983 [1982], p. 155). Certains auteurs ont interprété ce passage dans la perspective d'une analyse en terme de « carrière » et considéré la mutation cognitive à laquelle Albert Hirschman fait référence comme le résultat du processus de redéfinition identitaire qui accompagne l'apprentissage des compétences et l'acquisition des dispositions nécessaires à l'activité militante (Mathieu, 2004, pp. 82-83). À partir des travaux de Paul Lichterman, on peut aussi lire la citation d'Albert Hirschman comme un manifeste « personnaliste » faisant de l'engagement une source de développement personnel. Ces deux interprétations ramènent l'engagement politique à la recherche d'un bien privé, c'est-à-dire à une action qui, d'après ma définition, n'est pas politique. Luc Boltanski et Laurent Thévenot sont pourtant très clairs sur ce point : l'accès à un état de grandeur supérieur ne profite pas seulement à l'auteur de l'action. Son bonheur rejaillit sur les personnes situées aux états inférieurs et suppose qu'il sacrifie son bonheur privé (Boltanski, Thévenot, 1991, p. 100).

De ces éléments, je déduis que la « conversion » dont parlent les travaux microsociologiques sur les effets biographiques de la participation à une épreuve publique ne concerne pas seulement l'auteur, individuel ou collectif, de l'action mise à l'épreuve mais toutes les personnes qui assistent à cette épreuve, c'est-à-dire, plus particulièrement, le public. En ce sens, la « conversion » au sens de changement d'état n'est pas seulement une expérience individuelle subjective mais une expérience collective, qui engage la subjectivité de l'ensemble de ceux qui sont présents. Même si ces derniers ne prennent pas forcément la parole, quelque chose du bonheur de ceux qui sortent grandis de l'épreuve à laquelle ils assistent rejaillit sur eux. L'approche microsociologique de l'action collective

éclaire ainsi les espaces publics d'un autre jour que celui qu'y projettent les approches macrosociologiques : ils ne sont pas seulement des contextes particuliers d'action mais correspondent aussi à des contextes d'expériences collectives potentiellement marquantes. Lorsque la dimension politique d'une action est révélée par la prise de parole, l'ensemble de la communauté politique s'en souvient et en reparle encore, plusieurs années après les faits. De cette façon, une action politique publiquement révélée, même lorsqu'elle s'achève dans la pratique, se prolonge dans les actions de ceux qui s'en inspirent par la suite comme d'un exemple.

Au terme de ce parcours, il faut retenir deux résultats. L'étude de la prise de parole dans les espaces publics locaux permet d'abord de déléguer aux habitants de Marzahn Nord le travail critique que suppose le repérage des actions politiques : les espaces publics sont des dispositifs techniques dont l'enjeu explicite est de rendre accessibles les actions revendiquant un caractère politique à l'ensemble des citoyens afin de les soumettre à leur contrôle critique. En revanche, si mon objectif est de reconstituer des parcours d'engagement politique, je ne peux pas m'en tenir à l'étude de ces espaces pour au moins deux raisons : les épreuves publiques de justification dont les espaces publics sont le cadre ne sont pas infaillibles et la prise de parole représente une étape qui est certes décisive mais qui n'est pas nécessaire dans un « parcours d'engagement ». Contrairement aux modèles de la « carrière » ou de la « trajectoire », un « parcours d'engagement » ne renvoie pas, dans mon cas, à un processus d'apprentissage et de conversion identitaire par lequel un individu accède à un nouveau statut social ni au trajet qu'il effectue à travers plusieurs champs d'actions spécialisés dans l'espace social. D'un point de vue interne, il correspond à la façon dont une personne initie, effectue et oriente une action en fonction d'une série d'épreuves publiques de justification au cours desquelles son adéquation à un bien commun est évaluée. D'un point de vue externe, il désigne une succession de changements d'états par lesquels une action politique et son auteur revêtent une dimension politique toujours supérieure aux yeux d'autrui. Dans ce cadre, la prise de parole dans un espace public représente une étape décisive au sein d'un parcours d'engagement politique, parce que les effets de cette mise à l'épreuve sont à la fois rétrospectifs et prospectifs. À l'issue de l'épreuve, les activités menées en vue de la préparer sont en effet requalifiées et redimensionnées. Elles font désormais partie d'une action politique qu'elles ont contribué à initier et dont les effets se prolongent, au-delà de l'épreuve, dans des activités qui dessinent de nouvelles orientations à l'action ou dans les actions d'autres personnes qui s'inspirent de son esprit. Mais, aussi décisive soit-elle pour un « parcours d'engagement », la prise de parole dans un espace public ne saurait le résumer. Il existe en effet des personnes qui s'engagent sans avoir jamais pris la parole, soit parce que leur action n'a jamais été publiquement mise à l'épreuve,

soit parce qu'à l'issue de l'épreuve, aucune dimension politique ne lui a été reconnue. L'étude de l'engagement politique ne peut donc pas faire l'économie d'une étude de l'action en dehors des espaces publics. Comment procéder ? Le dispositif d'enquête que j'ai mis au point pour étudier la prise de parole est-il adapté à ma grille d'analyse de l'engagement politique ?

I. 2. Une ethnographie de la prise de parole

L'examen des théories de l'action collective confère une épaisseur à la frontière que j'ai tracée jusque-là entre domaine public et domaine privé. Je viens en effet de découvrir un ensemble d'activités qui prennent place en amont et en aval de la prise de parole et qui constituent autant de « préfaces » annonçant un rapport effectif au politique ou de « postfaces » découlant de l'expérience individuelle et collective de ce rapport. Un tel résultat ouvre de nouveaux terrains à l'investigation : je ne m'intéresse pas seulement aux espaces publics mais à un ensemble d'espaces intermédiaires de débat, soumis à des contraintes de justification certes plus lâches que celles qui structurent les espaces publics mais dans lesquels les personnes se préparent à prendre la parole ou réajustent leur action après l'avoir soumise à l'épreuve. Autrement dit, j'intègre dans l'analyse le type d'espaces qu'Albert Hirschman repère lorsqu'il distingue une prise de parole circulant en « interne » et une prise de parole « externe » mobilisant l'opinion publique (Hirschman, 1995, p. 25). Je les appellerai des espaces publics intermédiaires. Cependant, élargir mon investigation à ce type d'espaces ne résout pas la question de sa méthode. Cet élargissement introduit de nouvelles exigences : porter son regard sur plusieurs espaces à la fois, suivre une même personne dans des contextes d'action différents, et faire cela tout en déléguant le travail critique aux habitants de Marzahn Nord. Plusieurs dispositifs d'enquête sont possibles. Pourquoi avoir opté pour l'enquête ethnographique ?

J'ai choisi ce type d'enquête parce qu'en m'obligeant à répéter mes observations sur une longue durée et à les inscrire dans un contexte d'interconnaissance, elle me permet de moduler mon implication dans les différentes situations auxquelles je prends part et de produire des données qui reflètent, par leur hétérogénéité, les changements de registre des activités ou des discours que je documente. Autrement dit, l'enquête ethnographique représente le dispositif idéal parce qu'il n'offre pas une vision aplatie et homogène des actions étudiées. Pour ce faire, j'ai utilisé des techniques d'observation différentes suivant la nature des espaces observés et alterné les techniques d'entretien et d'analyse en fonction de la nature des discours qui m'ont été tenus.

Observation participante et observation distanciée : deux techniques pour deux types d'espaces

Ne pas s'en tenir à l'étude de la prise de parole dans les espaces publics et intégrer dans l'analyse les activités menées dans des espaces publics intermédiaires soulève d'abord plusieurs questions techniques : comment repérer ce deuxième type d'espaces ? Comment y accéder ? Comment l'étudier ? Elle pose aussi un problème plus pratique lié à la nécessité de mener les deux études en parallèle : comment accéder à tel espace sans se voir refuser l'accès aux autres, et inversement ? Les espaces publics intermédiaires peuvent prendre des formes et des contenus extrêmement variés : de la réunion programmée entre deux responsables associatifs pour rédiger une demande de subvention à la rencontre fortuite entre deux voisins qui se découvrent un problème commun en passant par la réunion d'un groupe de locataires destinée à organiser une rencontre publique avec un bailleur du quartier. En somme, tout réseau de sociabilité peut donner forme, à un moment donné, à un espace de ce type. Dans ces conditions, mon étude des espaces publics intermédiaires s'est concentrée sur deux groupes d'habitants qui avaient l'avantage de combiner plusieurs formes de sociabilités tout en fournissant un cadre stable pour observer des activités diversifiées. Le dispositif d'enquête utilisé pour l'étude de ces espaces est le même que celui que j'ai adopté pour les espaces publics à deux nuances près : les techniques d'observation sont différentes et leur usage dépend de la nature de mon implication dans les situations observées.

L'initiative de défense des locataires et le réseau d'entraide du Café de la Tour : deux espaces propices à l'observation participante

Mon étude des espaces publics intermédiaires s'est concentrée sur deux cas qui se caractérisent l'un et l'autre par des activités et des rôles peu formalisés. Autrement dit, je me suis intéressée à des espaces qui ne sont pas assez structurés et hiérarchisés pour correspondre à ce que la sociologie définit comme des « organisations²⁷⁴ ». J'ai choisi ce type d'espaces pour trois raisons : ils sont d'abord plus facilement accessibles à l'observation directe que les espaces très fortement ou très faiblement organisés ; ils sont suffisamment structurés pour fournir des contextes stables d'observation permettant d'inscrire l'enquête dans la longue durée et de neutraliser les effets

274 Voir par exemple la définition donnée par Michel Crozier et Erhard Friedberg : « les organisations constituent une classe particulière de systèmes d'action concrets qui présentent des caractéristiques particulières : structuration plus forte, existence de buts plus clairs, formalisation des jeux autour de ces buts, conscience des participants de l'existence de ces buts et responsabilité partiellement assumée, au moins par des dirigeants, de certaines des régulations » (Crozier, Friedberg, 1977, p. 286).

perturbateurs de ma présence ; enfin, la diversité des rôles et des activités dont ils sont le cadre est propice à la pratique de l'observation participante²⁷⁵.

L'ensemble des activités qui se déroulent en amont ou en aval de la prise de parole ne sont pas également accessibles à l'observation. Lorsqu'elles prennent la forme d'une discussion entre amis ou entre voisins, elles s'inscrivent dans des espaces aussi diversifiés qu'une cage d'escalier, qu'une cour d'immeuble, qu'une aire de jeu, qu'un bar ou un restaurant, qu'une allée de supermarché ou une rue. Habiter le quartier favorise les occasions de débusquer des espaces publics intermédiaires aussi instables et fortuits que ceux-ci mais ne constitue pas un dispositif suffisamment systématique et rentable pour y faire reposer l'ensemble d'une enquête. Je montrerai plus loin que mon installation à Marzahn Nord répond ainsi à d'autres enjeux. Il existe aussi des espaces publics intermédiaires difficilement accessibles à l'observation parce qu'ils reposent sur des supports d'échanges immatériels (une conversation téléphonique, une correspondance électronique). Dans des organisations fortement hiérarchisées comme les associations socio-culturelles chargées de gérer les équipements du quartier, l'ensemble du travail d'élaboration du sens, de cadrage et de justification des actions menées est délégué à un nombre limité de professionnels qui se livrent à ce travail de façon suffisamment routinière pour ne pas avoir à se rencontrer directement pour l'effectuer. Certes, dans de tels contextes, il m'aurait toujours été possible de surprendre une conversation téléphonique durant ma présence dans l'organisation mais, là encore, un tel dispositif n'est pas assez systématique ni rentable pour y faire reposer l'ensemble de mon enquête. Dans ce cas, comme dans le précédent, j'ai donc préféré procéder par entretiens en m'appuyant sur les traces écrites éventuellement laissées par ces échanges dans les archives privées de mes interlocuteurs, dans celles de l'organisation étudiée ou du « management de quartier » (brouillons successifs de demandes de subvention²⁷⁶, extraits de correspondance électronique, compte rendu manuscrit de conversations téléphoniques).

Par rapport à ces cas limites mais relativement courants, les espaces sur lesquels j'ai concentré mon enquête fournissent un cadre d'activités et d'échanges stables dans le temps (tenue de réunions régulières à des points de rendez-vous fixes connus de l'ensemble des membres du groupe). Cette stabilité m'a permis d'inscrire ma présence dans la longue durée et de neutraliser les effets perturbateurs qu'elle peut induire. Comme tout chercheur de terrain, j'ai dû trouver une solution pratique à ce que William Labov appelle le « paradoxe de l'observateur » : l'effet perturbateur de toute observation sur la situation observée (Labov, 1978 [1972]). Ce paradoxe se

275 Pour un rappel détaillé des principes sur lesquels repose cette technique d'observation, cf. supra, chapitre 3, p. 178 et suivantes.

276 Voir par exemple les sources utilisées pour le compte-rendu de la dispute entre Sacha Klein et Manfred Kästner au sujet du Théâtre Tchekhov. Cf. supra, chapitre 3, p. 225 et suivantes.

décompose en deux problèmes. Le premier est propre à toute situation transformée par l'intrusion d'un étranger dans le cours ordinaire d'une action, le second tient davantage au statut que négocie l'enquêteur pour participer à la situation qu'il observe. Le « paradoxe de l'observateur » n'est en effet pas propre à l'enquête ethnographique. Il caractérise nombre de situations de la vie sociale comme, par exemple, les cérémonies, les visites touristiques ou les audits. Au cours de telles situations, les personnes qui font l'objet de la cérémonie, de la visite ou de l'audit n'agissent plus conformément aux normes locales habituelles mais en fonction de principes communément partagés qui donnent une tournure plus convenable à leur action. Pour reprendre un terme d'Erving Goffman sur lequel je reviendrai en détail dans le chapitre suivant, les personnes observées produisent une « représentation », au sens théâtral du terme (Goffman, 1973 [1959]). Autrement dit, la présence d'un observateur étranger transforme des situations ordinaires en situations apprêtées pour un public. Dans mon cas, cela revient à dire que ma présence fait basculer une situation de publicité intermédiaire (c'est-à-dire restreinte au groupe) en situation de publicité totale : au lieu d'observer un espace public intermédiaire c'est un espace public que j'ai sous les yeux. Dans ces conditions, comment observer le premier type d'espaces ? Est-il définitivement inaccessible à une observatrice étrangère ? Ces questions se règlent facilement dans la pratique par une présence de longue durée sur le terrain. Comme le souligne Olivier Schwartz, celle-ci contribue en effet à « banaliser » la présence de l'enquêteur : « Immergés dans leur vie quotidienne, les enquêtés n'ont ni possibilité ni raison de se soustraire aux exigences, aux engagements et aux activités qui sont les leurs habituellement, parce que dans bien des cas leur intérêt à les maintenir l'emportera sur celui qu'ils pourraient avoir à leurrer le sociologue ou à se leurrer eux-mêmes pour répondre à celui qu'ils croient avoir en face d'eux. Ils peuvent le faire momentanément, sous l'effet des perturbations déclenchées par son arrivée, mais ils ne le feront pas dans la durée, qui définit précisément l'espace de l'enquête : progressivement, l'événement que constitue sa présence perdra de son importance, les jeux et les enjeux de la vie quotidienne reviendront au premier plan, et bien des aspects du cours du monde se dérouleront en face de lui comme devant n'importe quel membre de la "tribu" » (Schwartz, 1993, p. 278). Au chapitre précédent, j'ai eu l'occasion d'observer la façon dont la longue durée permet de « banaliser » ma présence au sein du groupe d'habitues du Café de la Tour. Rappelons les étapes essentielles de mon parcours au sein de ce groupe. J'ai commencé à participer à ses réunions avec d'autres habitants, étrangers au groupe. Dans ces situations, les habitués du Café sont soit silencieux, soit absents. J'ai continué à assister aux réunions sans la présence des autres habitants. Dans ces conditions, les habitués du Café participent plus activement aux discussions. La forme de leurs interventions se rapproche de celle que j'observe, par la suite, dans le contexte plus informel du Café. Ainsi, avec le temps, j'ai non seulement observé des actes effectifs de parole mais

j'ai aussi eu accès à des situations de discussion suffisamment diversifiées pour constater que la variation de leur forme était liée aux contextes d'énonciation et non à ma seule présence. Mon parcours d'intégration au sein de l'initiative de défense des locataires du quartier est similaire à celui que j'ai suivi au sein du groupe d'entraide du Café de la Tour. Après avoir assisté à une réunion publique organisée par l'initiative, j'ai commencé à participer aux réunions mensuelles du groupe. Très vite, mes contacts avec la plupart de ses membres ont débordé le cadre formel des réunions pour prendre place dans des contextes plus informels (un trajet effectué en commun, une conversation dans un café voisin du lieu de la réunion, une rencontre fortuite ou une sortie programmée dans le quartier). En comparant l'ensemble de ces contextes d'énonciation, je pouvais contrôler que les changements de registre dans les discours auxquels j'assistais ne dépendaient pas de ma présence mais de leur contexte d'énonciation ou de la nature des activités décrites.

Le « paradoxe de l'observateur » n'est pas seulement induit par le fait que l'enquêteur n'est pas originaire du milieu sur lequel il enquête. Il peut aussi être lié au statut qu'il négocie pour justifier sa présence ou sa participation pendant l'observation. Or, ce second aspect du problème résiste à la longue durée et interdit ou limite l'accès de certains terrains. Pour nous en convaincre, partons d'une situation concrète. Lorsque je reprends mon enquête à Marzahn Nord après mon stage au Théâtre Tchekhov, j'y loue un appartement et m'y installe pour quelques années. J'aurais pu entreprendre une tout autre démarche : solliciter un stage auprès du « management de quartier ». Ce point d'observation m'aurait autant permis que le précédent d'accéder aux espaces publics locaux. Il aurait cependant donné une autre tournure à mon enquête. En tant qu'habitant du quartier, j'ai participé aux activités proposées dans les équipements socio-culturels comme n'importe quelle autre habitante. Me présenter à l'une de ces activités alors que j'effectuais un stage auprès d'organismes financeurs aurait entraîné un ensemble d'activités parasites liées aux aménagements effectués par les organisateurs de l'animation pour la rendre plus convenable à mes yeux. Ainsi, malgré une présence de longue durée, mon statut aurait transformé toute activité ordinaire dans les associations en situation d'épreuve publique. Un tel effet était certes compatible avec mon enquête sur la prise de parole dans les espaces publics mais pas avec une enquête sur les activités menées dans les espaces publics intermédiaires ou sur les rapports au quartier. En revanche, le statut de stagiaire m'aurait donné un point de vue moins distancié que celui que j'ai eu à titre d'habitant sur l'activité des « managers de quartier ». En clair, j'aurais mené une autre enquête.

Cette fiction montre qu'il n'existe pas de statut idéal d'observateur, c'est-à-dire une place à partir de laquelle l'enquêteur aurait accès à tous les aspects de son terrain. L'enjeu n'est pas de tout voir mais de trouver une place compatible avec les objectifs fixés pour l'enquête. Dans mon cas, le rôle de la « petite française habitant le quartier » m'a donné accès aux espaces publics

intermédiaires tout en me permettant d'y pratiquer l'observation participante. Les personnes peuvent s'investir dans ces espaces à plusieurs titres : professionnel, militant, familial ou autre. Comme je l'ai indiqué au chapitre précédent, le groupe d'entraide du Café de la Tour réunit aussi bien des éducateurs du club de jeunes auquel le Café est associé, que des bénévoles et des employés de l'association qui gèrent les deux équipements ou les membres d'un réseau d'amis, de voisins ou de parenté. De la même façon, l'initiative de défense des locataires réunit des locataires de la société immobilière communale mais aussi les membres des réseaux militants, de voisinage ou d'amitié dans lesquels sont insérés certains de ses membres. La diversité de ces appartenances ouvre ainsi plusieurs points d'entrée possibles. L'accès au groupe d'entraide du Café de la Tour a été essentiellement déterminé par certaines de mes caractéristiques sociales : en tant qu'étudiante en sociologie, j'appartenais à un univers social plus proche de celui des éducateurs que de celui des habitués du Café. Partageant mon intérêt pour la question des inégalités sociales, les éducateurs m'ont introduite dans les réunions du groupe d'entraide. Au sein de ce groupe, le fait d'être une femme a favorisé mes contacts avec des mères du Café comme Luisa ou Birgitt avec lesquelles j'avais, malgré ma différence d'âge et d'appartenance sociale, des sujets communs de préoccupation (les relations de couple, les enfants, la répartition des tâches ménagères au sein du foyer). L'accès aux réunions de l'initiative de défense des locataires s'est fait plus facilement parce que je partageais plusieurs propriétés sociales des membres du groupe, essentiellement composé de représentants de l'ancienne « Intelligence » socialiste (études supérieures, rapport fonctionnel au quartier, réseau de connaissances dispersé dans la ville, goûts culturels similaires). Martin Witte, que j'avais rencontré pendant mon stage au Théâtre Tchekhov, m'a introduite à la première réunion du groupe. Deux propriétés me distinguent cependant des membres de ce groupe : mon âge et ma socialisation en Europe de l'Ouest. La première de ces propriétés a joué un rôle non négligeable dans la personnalisation de mes rapports avec Martin Witte et Greta Dahlewitz : appartenant à la même génération que mes parents, ils ont joué avec moi le rôle de parents de substitution (en s'assurant que je ne rentrais pas seule chez moi le soir, en m'associant à certaines fêtes de famille). La seconde propriété a également eu son importance dans la position que j'ai adoptée au sein du groupe. En tant que Française, j'ai été reçue avec un *a priori* favorable : je ne suis pas censée partager les préjugés des Allemands de l'Ouest sur la RDA ou sur la vie dans les grands ensembles. Le choix de mes terrains d'observation est donc influencé par mes caractéristiques sociales. Il exclut le point de vue des hommes issus des familles populaires du quartier et les étrangers. J'ai compensé ce biais par des entretiens menés au sein de ces deux groupes²⁷⁷.

277 Au début de l'enquête, je fréquente la troupe d'acteurs amateurs du Théâtre Tchekhov et les réunions du Forum Libre des Aussiedler, deux groupes exclusivement composés de « Aussiedler ». Malheureusement mes connaissances très sommaires en Russe ne me permettaient pas de comprendre le sens des situations auxquelles je

Mes propriétés sociales ne constituent pas toujours un obstacle dans l'enquête. J'ai par exemple invoqué mon incompetence culturelle pour justifier mon silence lors des discussions politiques entre les membres de l'initiative de défense des locataires. Dans ce collectif comme dans le groupe d'entraide du Café de la Tour, la faible formalisation des rôles se traduit par des activités et des engagements très diversifiés. Des moments de discussion stratégique sur la préparation d'une situation publique de prise de parole (qui fait quoi, comment, avec qui) alternent avec des disputes sur l'orientation générale à donner à l'action menée ou avec des intermèdes plus festifs centrés sur le témoignage de la familiarité ou de l'affection qui lie les participants. Dans ces contextes de publicité réduite, les personnes passent donc constamment la frontière entre domaine privé et domaine public. J'ai limité ma participation aux activités relevant du premier domaine : apporter une aide technique au travail organisationnel du groupe (nettoyer, ranger ou décorer une salle, faire la cuisine, faire des photocopies, retoucher des images, faire la mise en page d'un tract, traduire un texte en français) et participer à ses formes de sociabilité (donner des nouvelles pendant mon absence, échanger des cadeaux, donner un avis sur une situation personnelle lorsqu'il est sollicité, aider à l'organisation d'un voyage familial vers la France, etc.). En revanche, j'ai refusé de prendre part aux échanges qui supposaient de moi un engagement politique, c'est-à-dire une forme de jugement sur la qualité d'une action ou d'une personne, surtout lorsqu'il était sollicité au titre de mon savoir sociologique²⁷⁸. Dans un contexte d'action aussi hétérogène, un tel repli ne remet pas en cause ma participation aux activités du groupe, elle en limite seulement les registres à ceux qui relèvent du domaine privé. Ce repli est d'autant mieux accepté que, malgré la longue durée, je ne deviens jamais un « vrai » membre des groupes que j'étudie.

Au final, l'observation participante s'avère donc possible dans des espaces publics intermédiaires suffisamment structurés pour offrir un cadre stable d'observation et suffisamment informels pour accueillir des activités et des engagements diversifiés. Mon installation à Marzahn Nord me permet non seulement d'inscrire ma présence dans la longue durée, et de parer ainsi à ses effets les plus perturbateurs, mais aussi de donner une épaisseur à mon statut d'observatrice en m'offrant différents registres d'action à partir desquels moduler ma participation (registres de la familiarité, de la proximité, du partage ou encore de l'usage fonctionnel des équipements du

participais. J'ai rapidement abandonné l'observation participante sur ces deux terrains et lui ai substitué une enquête par entretiens, effectués en langue allemande.

278 Vers la fin de l'enquête, je me suis de plus en plus risquée à sortir de mon attitude de repli pour témoigner, par exemple, mon agacement vis-à-vis de la politique du maire au moment des élections municipales de septembre 2006 ou vis-à-vis du dispositif du Conseil de quartier mis en place par le « management de quartier » à partir d'avril 2006. Dans l'ensemble de ces situations, mes arguments s'appuyaient sur l'expérience accumulée du terrain, mes convictions politiques personnelles et des hypothèses de recherche stabilisées. On peut considérer qu'à partir de ce moment, l'enquête s'achève tandis que sa restitution commence. D'après moi, autant le travail d'enquête suppose de retenir son jugement, autant celui de la restitution permet de s'engager plus politiquement.

quartier, registres de la distance et de l'étrangeté liés à mon activité professionnelle ou à mes origines sociales et culturelles). Qu'en est-il des situations de prise de parole dans les espaces publics ? À quelles conditions et sous quelle forme l'observation y est-elle possible ?

Être prise à parti ou comment observer un espace public sans prendre la parole

Certaines caractéristiques des espaces publics ne permettent pas d'y transposer la pratique de l'observation participante. Ces espaces reposent d'abord sur des dispositifs de publicité qui ne sont pas actifs en permanence. Dans de tels cadres, l'observation nécessite des outils de rationalisation qui ne sont pas toujours compatibles avec la participation. Mais c'est surtout mon choix de déléguer le travail critique aux habitants de Marzahn Nord qui rend difficile le recours à l'observation participante : ce choix m'interdit de prendre part à l'activité centrale de ces espaces, soit la prise de parole. Est-il possible d'observer la prise de parole sans pour autant prendre la parole ?

De la même façon qu'il existe des espaces publics intermédiaires fortuits et instables, de nombreuses situations de prise de parole sont exceptionnelles, limitées dans le temps et parfois imprévisibles : une équipe de télévision venue filmer un échantillon d'habitants mécontents du nouveau plan de desserte du quartier, le défilé provocateur d'un groupe d'extrême droite dans les rues du quartier ou encore une réunion de crise organisée par le maire de l'arrondissement avec les membres d'un dispositif de participation du « management de quartier ». S'installer sur le terrain et y être présente sur une longue durée permet de parer à ce type d'imprévus et d'accroître le nombre et la diversité des occurrences observées mais ne constitue pas un dispositif suffisamment rentable pour se justifier dans ces situations. Comme je viens de le montrer, mon installation à Marzahn Nord répond à d'autres enjeux. De plus, la difficulté ne tient pas ici à l'incertitude ou à l'immatérialité des espaces publics mais plutôt à leur caractère temporaire : malgré une présence de longue durée, je n'aurai accès qu'à un nombre limité d'occurrences (tout au plus une dizaine de réunions pour un dispositif régulier et quelques cas d'une même variété de dispositifs pour les plus singuliers). Dans ce contexte, l'usage d'un outil visant à rationaliser l'observation, c'est-à-dire à focaliser l'attention de l'observateur sur les aspects de l'objet qui lui semblent les plus pertinents pour son enquête s'avère nécessaire. Dans mon cas, j'ai élaboré une grille d'observation²⁷⁹. Pour mettre au point cette grille, j'ai procédé par tâtonnement. Lors des premières réunions auxquelles j'ai eu accès, je me suis d'abord efforcée de prendre des notes assez complètes pour produire ce qu'Howard Becker appelle une « description massivement détaillée²⁸⁰ » (Becker, 2002 [1998], pp. 131-142). En comparant ces comptes rendus avec ceux qui ont été diffusés par les organisateurs

279 La grille d'observation est présentée dans l'annexe 5, p. 496.

280 La description présentée dans l'encadré p. 302 en constitue un exemple.

des réunions, je me suis vite aperçu qu'il est inutile de noter les résultats des délibérations ainsi que les fonctions ou les titres que revendiquent les personnes qui y participent. Ces titres et ces fonctions étant interchangeable, il est en effet plus utile de retenir le nom de la personne qui les incarne dans la situation considérée. De plus, mon enquête portant sur la prise de parole, il est aussi plus pertinent de repérer la façon dont la délibération est organisée ou de consigner la logique et la forme des arguments qu'elle articule plutôt que son résultat final. La grille obtenue au terme de ces tâtonnements permet, d'une part, de suivre les différentes qualifications envisagées pour une même action et la façon dont la délibération en sélectionne une ou établit un compromis entre plusieurs d'entre elles et, d'autre part, de mettre en évidence la diversité des titres ou des rôles qu'une même personne peut revendiquer dans une même situation ou dans des contextes différents de prise de parole. Bien que l'usage d'une grille d'observation soit assez contraignant, cet outil n'empêche pas forcément la pratique de l'observation participante : il est tout à fait possible de s'isoler un moment pour remplir la grille²⁸¹ ou d'attendre la fin de la séquence d'observation pour la compléter de mémoire²⁸². Dans la plupart des cas, j'ai opté pour la seconde solution. Dans les cas où la prise de parole s'inscrit dans une procédure comprenant une phase destinée à informer les participants du contenu ou des modalités de l'épreuve (c'est le cas des réunions publiques organisées par les services municipaux, des instances d'attribution de fonds du « management de quartier », du budget participatif ou du Conseil des habitants), la prise de note est une pratique courante parmi les participants. Les raisons pour lesquelles je n'ai pas utilisé la technique de l'observation participante tiennent donc davantage à la nature des activités qui prennent place dans les espaces publics locaux.

Plus haut, j'ai justifié le choix d'observer ces espaces en montrant qu'ils constituent l'environnement naturel de la prise de parole comprise comme une activité critique par laquelle les habitants de Marzahn Nord éprouvent la dimension politique de leur action ou de celle des autres. L'enjeu de ce choix est de contourner le problème de l'opacité de l'action politique en dehors des situations de prise de parole en déléguant le travail critique aux habitants de Marzahn Nord. Dans ce contexte, étudier un espace public en employant la technique de l'observation participante reviendrait à prendre la parole, c'est-à-dire à participer au travail critique qu'il s'agit de déléguer aux habitants. Les contraintes théoriques que je me suis imposées pour mon enquête nécessitent ainsi de choisir un point d'observation et un statut d'observatrice qui combine à la fois un degré d'implication sur le terrain suffisant pour y observer quelque chose et une certaine distance par

281 Nina Eliasoph s'enferme par exemple dans les toilettes du club qu'elle fréquente avec un groupe d'habitants d'une petite localité dans l'Ouest des Etats-Unis pour retranscrire une conversation à laquelle elle participe en chemin (Eliasoph, 1998, p. 279). Un tel stratagème avait déjà été utilisé par William Foot Whyte durant son enquête sur les bandes de jeunes d'un quartier italo-américain de Chicago (Whyte, 1995 [1943]).

282 Cette formule de prise de note est par exemple utilisée par Loïc Wacquant dans son enquête sur un club de boxe dans le ghetto noir de Chicago (Wacquant, 2000).

rapport aux débats publics auxquels j'assiste. Le compte rendu de l'une des premières situations de prise de parole que j'ai observée après mon installation à Marzahn Nord montre que l'identification d'un tel point de vue et la négociation d'un tel statut n'est pas évidente.

Trouver le bon point d'observation : les écueils d'une trop faible implication lors d'un reportage télévisé sur la desserte en transports en commun de Marzahn Nord²⁸³

Les membres du Conseil des habitants sont attentifs à la question du nouveau plan de desserte en transports en commun depuis une première réunion d'information organisée au mois de juillet 2004 par le « management de quartier » avec un représentant de l'entreprise berlinoise de transports publics (*BVG*). Après plusieurs échanges de courriers au cours des mois d'août et de septembre entre le Conseil des habitants, le service chargé de la gestion des transports publics au sein de l'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain (*Referat VII C*) et la *BVG*, Martin Witte transmet le résultat de ces échanges à la rédaction de l'émission quotidienne d'actualité de la chaîne de télévision régionale (*RBB*). Quelques jours plus tard, un journaliste de l'émission le contacte pour organiser un reportage dans le quartier. Ulli Zelle, le présentateur de l'émission et l'animateur phare de la chaîne, souhaite recueillir à chaud l'avis des habitants du quartier sur le nouveau plan. Rendez-vous est pris pour le 8 mars 2005 à 19 h 30 sur la place centrale du quartier²⁸⁴.

Cinq jours avant le rendez-vous, Greta Dahlewitz et Martin Witte préparent la venue des journalistes en demandant aux autres membres de l'initiative de défense des locataires d'en parler autour d'eux et d'y amener leurs voisins. La veille, Martin a déposé dans les boîtes aux lettres de ses voisins une petite invitation qu'il a rédigée avec Greta : « Notre cadeau pour la journée internationale de la femme afin de donner à tous l'occasion de s'exprimer : une émission télévisée avec Ulli Zelle et le *Abendschau* », annonce, en gros caractères, le texte de l'invitation. Suivent les indications de la date, du lieu, de l'heure et de l'objet de la discussion.

Lorsque j'arrive au rendez-vous, un petit groupe d'une trentaine de personnes s'est déjà formé sur la place, éclairé par un perchiste. Je reconnais plusieurs

283 D'après les notes de terrain du 8 mars 2005.

284 D'après les compte-rendus des réunions du Conseil des habitants des 29 juin et 27 juillet 2004 ; les courriers du Conseil des habitants des 13 août, 13 septembre, 17 octobre 2004 et 12 février 2005 ; le courrier du service chargé de la gestion des transports publics de l'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain du 7 septembre 2004 ; les courriers de la direction de l'entreprise berlinoise de transports des 31 août, 4 octobre, 12 novembre 2004.

personnes : les éducateurs du Café de la Tour, cinq membres du Conseil des habitants, trois animateurs du centre social, deux employés du « management de quartier », l'adjoint au maire de l'arrondissement chargé des transports, un représentant de la *BVG*, et plusieurs voisins de Martin Witte. L'évènement attire quelques badauds (notamment un groupe de jeunes qui traînent autour du centre commercial) qui restent à l'écart et ne viennent pas se mélanger à la petite foule. Je me mêle à ces groupes épars pensant que ce poste me donnera un meilleur point de vue sur la scène.

Avant le direct, la camera se place face à la foule, le technicien resserre les rangs. Une deuxième caméra située perpendiculairement à la première prend des vues extérieures. Ulli Zelle choisit ses interlocuteurs et les place au premier rang : la première à parler est une des animatrices du centre social. D'après Martin Witte, l'animateur l'aurait choisie parce qu'elle est l'archétype de la femme allemande (grande, blonde, une quarantaine d'années). Ensuite, c'est au tour d'un voisin de Martin Witte, un homme âgé, coiffé d'une chapka et arborant une canne, de prendre la parole. Rolf Banggartz, Greta Dahlewitz et Martin Witte répondent alternativement aux arguments du représentant de la *BVG* et de l'adjoint au maire de l'arrondissement. Ulli Zelle impose les thématiques : l'organisation des correspondances et les temps d'attente pour les usagers, la desserte du lycée. Il coupe la parole lorsque les interventions durent trop longtemps. Martin Witte ne peut mentionner un sujet qui lui tient à cœur : l'impossibilité pour les habitants du quartier de se rendre dans le centre de l'arrondissement avec un ticket à prix réduit pour les trajets de courte durée. De petits schémas explicatifs sont présentés entre les interventions. Les membres de la foule peuvent suivre l'émission sur un moniteur situé en dessous de la caméra. Depuis ma position, je n'entends pas bien ce qui se dit dans les micros. Derrière moi – j'ai changé de position et me suis placée de façon transversale par rapport à la caméra et à la foule – un petit groupe de jeunes hommes crie « Allez Marzahn ! » comme s'ils assistaient à un match de foot.

À l'issue de l'émission, je rejoins Martin Witte et les autres membres de l'initiative de défense des locataires pendant que l'équipe du tournage remballage le matériel. Ulli Zelle me voit et s'exclame : « Ah ! et bien voilà une personne qui aurait été parfaite pour parler du lycée ! ». Martin Witte répond d'un ton amusé : « Non, c'est notre petite française, elle écrit sa thèse de doctorat ! Ça fait longtemps qu'elle ne va plus au lycée ! »

Cet exemple montre d'abord qu'une trop grande distance par rapport à la situation observée (je ne me mêle pas à la foule des habitants parmi lesquels figurent pourtant plusieurs de mes connaissances) ne me permet pas de noter les aspects que je juge les plus importants pour ma question de recherche : l'organisation de la délibération, les contenus et la forme des arguments avancés par les différents protagonistes. Certes, lorsque je rejoins le groupe, je suis prise à parti par l'animateur : il voit en moi une interlocutrice idéale, ce qui laisse imaginer que j'aurais pu être interviewée pendant l'émission. Néanmoins, Martin Witte, Greta Dahlewitz ou Rolf Banggartz sont là pour m'éviter ce désagrément éventuel. Il ne faut pas y voir la marque de leur affection ou de leur investissement dans mon enquête. À ce stade, nous ne sommes pas encore des amis, Greta Dahlewitz se méfie d'ailleurs de moi et, ni elle, ni Martin Witte ne se prend pour une mère ou un père de substitution. Aucun d'eux ne se fait encore complice de mon enquête. Dans la mesure où ils sont à l'origine de l'épreuve qui vient de se dérouler sous mes yeux, ils veillent plutôt à ce qu'aucun soupçon ne puisse peser sur la valeur de son résultat et évitent les malentendus. Ils réduisent ainsi l'importance que l'animateur avait accordée aux signes de ma jeunesse en lui révélant ma « vraie » identité et en me replongent dans la masse des personnes non pertinentes pour la prise de parole.

De cette expérience, je tire cependant une première conclusion sur les conditions qui permettent l'observation de la prise de parole dans les espaces publics locaux : ce type d'observation est possible parce que je suis, par ailleurs, activement impliquée dans les activités des espaces publics intermédiaires. J'ai montré plus haut que ma participation à ces activités a été la condition principale de mon insertion dans des réseaux d'interconnaissance de plusieurs natures (réseaux d'amis, de voisins, de militants, d'usagers d'un même lieu, de professionnels ou de parenté). L'exemple du reportage télévisé montre qu'une telle insertion me facilite l'accès aux espaces publics en m'intégrant à un groupe mobilisé. Elle me confère ensuite une position bien précise au sein de ces espaces, largement compatible avec l'impératif que je me suis fixé de ne pas y prendre la parole. En effet, la publicité constitutive des espaces qui m'intéressent ne signifie pas qu'ils sont toujours facilement accessibles. L'accès aux dispositifs les plus fermés, c'est-à-dire à ceux pour lesquels seul le résultat des délibérations est rendu public et les personnes admises à prendre la parole font l'objet d'une sélection²⁸⁵, nécessite par exemple une négociation préalable avec les organisateurs. Dans le cas des dispositifs dépendant du « management de quartier »²⁸⁶, mon statut de « scientifique » accrédité par une université et un centre de recherche de la ville n'a pas été suffisant²⁸⁷. Ce n'est

285 Cf. le tableau p. 284. Ces dispositifs sont signalés par le signe + dans les colonnes « recrutement sélectif » et « diffusion contrôlée ».

286 Ces dispositifs sont mentionnés dans la première ligne du tableau p. 284.

287 Ainsi, lors de mon premier séjour à Marzahn, la responsable du « management de quartier » à laquelle j'avais demandé l'autorisation d'assister à une réunion du Conseil des habitants m'en a d'abord interdit l'accès (notes de terrain du 22 octobre 2003).

qu'en obtenant le soutien d'une partie des habitants admis à y prendre la parole que j'ai réussi à y imposer ma présence. Dans ces cas, bien que j'aie précisé dès le départ ma volonté de ne pas intervenir dans les débats observés, il m'est arrivé d'être prise à parti, mais pas de la même manière que dans le reportage télévisé. Pour le comprendre, revenons à cet exemple. La façon dont Greta Dahlewitz et Martin Witte recrutent leurs voisins témoigne à nouveau de la diversité des registres d'action et d'engagement dans les espaces publics intermédiaires : le texte de l'invitation à l'émission télévisée mobilise aussi bien le registre familial et affectif (« notre cadeau ») que le registre politique (« journée internationale de la femme », « donner à tous l'occasion de s'exprimer »), ou le registre social de la distraction (« avec Ulli Zelle et le *Abendschau* ») et de l'appartenance locale bien repéré par les badauds qui s'exclament « Allez Marzahn ! » en toile de fond. Ainsi, les personnes qui participent à l'émission ne sont pas toutes présentes au titre d'un engagement politique et ne sont donc pas toutes vouées à prendre la parole. Pour reprendre à nouveau un terme d'Erving Goffman que je commenterai plus tard, nombre d'entre elles ont été sollicitées à titre d'appareils symboliques dans une « représentation » qui vise à créer une impression de masse devant les caméras (Goffman, 1973 [1959]). Ils ne participent pas à la « représentation » à titre d'acteurs mais à titre d'objets mobilisables au cours de l'épreuve. Lorsque Martin Witte dément mon statut d'interlocutrice auprès de l'animateur, il ne m'exclut pas de la situation, il m'exclut seulement des personnes aptes à y prendre la parole. Autrement dit, je suis un accessoire, parmi d'autres, qui peut être pris à parti par n'importe quelle personne dans le cours d'une épreuve mais je ne suis pas une actrice à laquelle on aurait attribué un rôle dans le script prédéfini d'une représentation.

Ce premier parcours montre que ma volonté de déléguer le travail critique aux habitants de Marzahn Nord a certes imposé des limites à mon implication dans les situations observées mais n'a pas rendu mon enquête sur la prise de parole et ses activités connexes impossible. J'ai mis en évidence deux atouts de l'enquête ethnographique : la longue durée et l'insertion dans des réseaux d'interconnaissance diversifiés. Ces atouts confèrent souplesse et épaisseur aux rôles que je peux endosser de plusieurs manières. D'un côté, la longue durée rend l'observation d'espaces publics intermédiaires possible en y banalisant ma présence. En somme, elle évite que l'observation transforme toute activité ordinaire en prise de parole. Elle permet aussi de systématiser l'observation des situations de prise de parole à condition, toutefois, que celle-ci soit armée des outils de rationalisation adéquats. Dans mon cas, il s'agit d'une grille d'observation. De l'autre côté, en participant aux activités et aux engagements hétérogènes qui prennent place dans les espaces publics intermédiaires, je me suis insérée progressivement dans des réseaux d'interconnaissance diversifiés. Ces réseaux m'ont fourni les ressources nécessaires pour, d'une part, moduler mon

implication dans les espaces publics intermédiaires en m'en tenant aux engagements propres à la sphère privée et pour, d'autre part, être intégrée aux éléments passifs du décor des épreuves publiques. Dans ce dernier cas, ma présence peut être relevée et activée (je suis prise à parti dans une situation) sans pour autant m'obliger à agir effectivement (je ne prends pas parti). Dans les cas où aucune observation n'a été possible (je suis absente, mes caractéristiques sociales ou le statut d'observatrice que j'ai négocié sur le terrain ne me permettent pas d'accéder aux espaces considérés), j'ai procédé par entretiens. Je dois donc examiner les contraintes que mon choix de déléguer le travail critique aux habitants de Marzahn Nord fait peser sur ce type de situations. Comment y suis-je impliquée ? Comment les données récoltées en entretien s'articulent-elles avec celles que j'ai produites par observation ?

L'entretien ethnographique : registres d'implication et d'analyse

Toutes les situations ne sont pas accessibles à l'observation. J'ai déjà mentionné le cas des activités qui s'inscrivent dans des espaces publics intermédiaires fortuits, instables, immatériels ou auxquels je n'ai pas accès. À cela, il faut ajouter les expériences passées de prise de parole qui servent de référence dans des situations présentes. Dans l'ensemble de ces cas, l'entretien apparaît comme un outil commode pour récolter des informations en interrogeant directement les personnes qui ont participé à ces expériences ou qui en ont été les témoins. Comme le montrent les débats méthodologiques que suscite régulièrement la pratique de l'entretien en sciences sociales, un tel usage de l'entretien, qualifié d'informatif, ne va cependant pas de soi²⁸⁸. Il a fait l'objet de deux critiques : la première met en doute la sincérité de l'interlocuteur, la seconde sa compétence à répondre. La première se laisse aisément résoudre par l'insertion de l'enquêteur dans des réseaux d'interconnaissance. La réponse que j'apporte à la seconde va me conduire à remettre en cause la distinction opérée au chapitre précédent entre entretien semi-directif enregistré et entretien informel : l'un et l'autre type d'entretien ne sont que les variantes d'une même forme, l'entretien « ethnographique ». Dans le cadre de mon enquête, ce dernier se caractérise moins par le caractère exceptionnel de la situation dans laquelle il s'inscrit que par les différents registres du discours qu'il permet de recueillir. Je me suis ajustée à cette variété en mobilisant des techniques d'entretien et des méthodes d'analyse habituellement présentées comme contradictoires.

288 Ces débats sont en général bien restitués dans les manuels. Cf. Beaud, Weber, 1997 ; Blanchet, Gotman, 1992, Descamps, 2001. Dans cette partie, je commente plus particulièrement ceux qui se nouent autour des positions de Pierre Bourdieu contre le sondage d'opinion (Bourdieu *et al.*, 1983 [1968]), le récit de vie (Bourdieu, 1986) et l'entretien non-préstructuré (Bourdieu, 1998 [1993]).

Le statut du discours dans l'entretien informatif : « confiance » ou « langue de bois » ?

J'ai montré à l'occasion du premier chapitre que plusieurs facteurs se combinent pour expliquer la dévalorisation du parc de logements de la société immobilière communale situé dans le nord du secteur de grands ensembles de Marzahn à la fin des années 1990 : cette société externalise l'effort de rénovation en privatisant son parc le plus attractif et concentre les bénéficiaires du logement social dans ses fractions les moins rénovées. Dans ce contexte, le projet de restructuration urbaine mené au début des années 2000 apparaît comme une opération réussie de revalorisation urbaine et sociale. Comme nous le verrons dans la suite de ce chapitre, cette opération est le résultat d'une lutte qui n'oppose pas seulement la société immobilière communale et l'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain. La présentation faite du projet par la presse fait en effet entrer de nouveaux acteurs dans le processus décisionnel : les locataires. Durant les six premiers mois de mon enquête à Marzahn, j'ai tenté, entre autres choses, de reconstituer ce processus afin d'évaluer l'effet de la mobilisation des locataires sur la forme effective prise par le projet. Cette entreprise a échoué. J'y fais donc référence parce qu'elle montre, *a contrario*, comment l'insertion dans des réseaux d'interconnaissance représente une condition essentielle pour exploiter des entretiens comme source d'informations.

Une enquête qui tourne court : les limites de l'usage informatif de l'entretien pour reconstruire un processus décisionnel

Lorsque je m'installe à Marzahn Nord en février 2005, le projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale est pratiquement achevé. L'année précédente, il m'est présenté en des termes positifs par la responsable locale du « management de quartier » et par certains membres du Conseil des habitants que je rencontre pendant mon stage au Théâtre Tchekhov : d'après ces interlocuteurs, ce projet est le résultat d'une mobilisation réussie des habitants et représente un compromis entre la nécessité économique de réduire le nombre de logements vacants dans le quartier et la nécessité politique de le revaloriser en y attirant une population nouvelle. Restituée dans le contexte de la crise des finances publiques, qui devient un thème central du débat politique berlinois à la fin des années 1990, et de la redéfinition des principes généraux des politiques de rénovation berlinoises à la même époque, la réalisation de ce projet apparaît pourtant étonnante : pourquoi le Sénat de Berlin accorde-t-il un financement exceptionnel à ce projet dans le cadre du « programme de rénovation des ensembles en panneaux préfabriqués »

(*Plattensanierungsprogramm*) initié au début des années 1990, alors qu'il cherche depuis la fin des années 1990 à mettre fin à ce programme, qui a perdu toute légitimité politique, sociale et économique ? Soit j'avais effectivement affaire à un cas de mobilisation réussie, soit cette exception témoignait d'un état particulier du secteur des politiques urbaines berlinoises. Ces deux hypothèses méritaient que je m'y intéresse pour deux raisons. À cette époque, ma recherche est encore orientée par une approche en termes de « mobilisation des ressources ». Avec la mobilisation des locataires de la société immobilière communale de Marzahn, j'ai affaire à un épisode contestataire qui me semble d'autant plus intéressant qu'il réussit dans un contexte *a priori* défavorable (population à faibles ressources, réseaux politiques locaux peu structurés)²⁸⁹. Dans le cas contraire, la reconstitution du processus décisionnel ayant mené à la réalisation du projet reste pertinente pour comprendre ce qui leurre mes interlocuteurs sur l'effet de leur mobilisation et les conditions dans lesquelles les politiques urbaines berlinoises ont été redéfinies au tournant des années 2000.

Partant de ces deux hypothèses, j'ai élaboré un dispositif d'enquête par entretiens. Dans la mesure où il s'agit de reconstituer un événement passé, l'observation directe est impossible. Néanmoins, j'aurais pu adopter une démarche fondée sur l'exploitation de documents d'archives de première main. Par rapport à ce type de démarches, l'enquête par entretiens me semble cependant plus facile et plus efficace : non seulement l'accès aux archives administratives concernant une décision qui a été prise quelques années auparavant est loin d'être assuré, mais je pense que le temps nécessaire pour localiser les informations pertinentes dans la masse des documents accumulés peut aussi être facilement économisé en interrogeant directement des témoins qui ont, pour la plupart, conservé leur fonction. Un tel choix se justifie d'autant mieux à mes yeux que si la deuxième hypothèse est confirmée par l'enquête, la question de départ revêt un rang secondaire dans l'économie générale de mon travail de thèse.

Entre les mois de mars et de septembre 2005, j'effectue donc plusieurs entretiens avec des acteurs de la mobilisation des habitants, des témoins de cette mobilisation et des acteurs clefs des politiques urbaines à Berlin. Je rencontre ainsi successivement les porte-parole de l'initiative de défense des locataires et du Conseil des habitants de Marzahn Nord (Greta Dahlewitz, Rolf Banggartz, Martin Witte), un membre de l'équipe locale du « management de quartier », une employée du service de l'urbanisme de l'arrondissement (Mme Antony), la responsable des relations

289 Pour une première analyse de la mobilisation des locataires de Marzahn Nord effectuée à partir de cette perspective cf. Cuny, 2007.

publiques du groupe qui gère la société immobilière communale de Marzahn (Erika Kröber), l'adjoint au maire de l'arrondissement chargé du développement urbain écologique (Heinrich Niemann), le journaliste du service politique du *Berliner Morgenpost* qui a écrit le premier article sur le projet (Karsten Hintzmann) et la directrice du service « Soziale Stadt » au sein de l'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain (Monica Schümer-Strucksberg). Plus tardivement, en avril 2006, je réalise un entretien avec le directeur du groupe qui gère la société immobilière communale (Thies-Martin Brandt) : mes demandes d'entretien adressées par courrier électronique, postal ou par téléphone à son bureau sont restées sans suite jusqu'à ce que Greta Dahlewitz glisse quelques mots à mon sujet au cours d'un entretien qu'elle a avec lui²⁹⁰.

Je ressors insatisfaite de l'ensemble des entretiens menés dans le cadre de cette enquête. Au final, je n'ai en effet rien appris de plus que ce que n'importe quel citoyen peut savoir en consultant les sources publiées sur le sujet. Dans le cas des entretiens menés avec des fonctionnaires ou des élus du service de l'urbanisme de l'arrondissement de Marzahn ou de l'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain, j'ai récolté ce que l'on appelle couramment de la « langue de bois ». Le plus souvent, je m'en suis aperçue au cours de l'entretien, lorsque mes interlocuteurs ont repris, quasiment au mot près, des déclarations que j'avais lues auparavant dans la presse. Par exemple, Thies-Martin Brandt me fait le récit, sur le ton de la confiance, d'une conversation qu'il aurait eue avec le Sénateur Strieder pendant un voyage en avion. J'avais déjà lu le compte rendu de cette conversation, une année auparavant, dans la brochure publicitaire éditée par la société immobilière communale de Marzahn pour l'inauguration du projet de restructuration urbaine. De façon moins caricaturale, Monica Schümer-Strucksberg, Martin Witte ou Greta Dahlewitz ont simplement reformulé les récits qu'ils avaient déjà publiés dans des ouvrages spécialisés, des anthologies de témoignages ou qu'ils avaient déjà tenus face aux journalistes. Certes, l'entretien que j'ai mené avec Thies-Martin Brandt a eu lieu dans son bureau mais j'ai pris soin de ne pas sortir le magnétophone. À l'inverse, les entretiens avec Monica Schümer-Strucksberg et Martin Witte ont été enregistrés mais ils se sont déroulés dans le cadre confortable et détendu de leur domicile privé ou d'un restaurant de quartier. Enfin, Thies-Martin Brandt et Monica Schümer-Strucksberg sont tous les deux à la retraite au moment de l'entretien, ce qui m'avait laissé espérer des « confidences » moins convenues que celles que j'ai effectivement obtenues.

290 Les conditions dans lesquelles ont eu lieu ces entretiens figurent en annexe 2a, p. 471 pour les entretiens effectués avec les acteurs-clefs des politiques urbaines berlinoises, et en annexe 4a, pp. 488 et suivantes pour les entretiens réalisés avec Rolf Bangartz, Greta Dahlewitz et Martin Witte.

Cet échec montre d'abord que les ficelles pratiques proposées par la plupart des manuels d'enquête de terrain (par exemple, contrôler la façon dont on se présente et les conditions matérielles de l'entretien) constituent des ressources très limitées pour maîtriser la nature du discours qui m'est effectivement tenu en situation. Éviter d'avoir recours au magnétophone ou veiller à ce que l'entretien se déroule dans un cadre privé ne suffit pas à susciter un discours qui dépasse l'échange d'informations convenues. Ce problème est couramment interprété comme l'effet d'une « interaction inversée » liée à la position sociale « dominée » de l'enquêteur par rapport à celle de son interlocuteur (Chamboredon *et al.*, 1994 ; Pinçon, Pinçon-Charlot, 1997). Ce dernier, maîtrisant mieux que l'enquêteur les techniques d'expression orale ou de présentation de soi, contrôle la relation à sa place et lui impose ses propres règles du jeu (durée de l'entretien, ordre ou contenu des questions). Dans mon cas, cette interprétation est discutable parce qu'elle ne s'applique pas à tous les entretiens. Martin Witte, Greta Dahlewitz ou Rolf Banggartz disposent d'un diplôme dont le niveau est équivalent au mien. Rolf Banggartz l'a acquis dans des conditions plus difficiles que moi. Maîtrisent-ils vraiment plus que moi la situation ? Dans le cas des entretiens réalisés avec des élus locaux, des fonctionnaires des services municipaux ou de l'administration du Sénat de Berlin, l'inversion des rapports de domination est tout aussi hypothétique. Comme le soulignent Philippe Bongrand et Pascale Laborier, « du point de vue des trajectoires, positions et pratiques professionnelles, la distance entre chercheurs et acteurs des politiques publiques n'est souvent que fort relative (...), et cela – sous des modalités certes différentes – pour les chercheurs avancés dans leur carrière tout autant que pour les étudiants des filières de science politique » (Bongrand, Laborier, 2005, p. 96). Au cours de l'entretien, Monica Schümer-Strucksberg a par exemple comparé mon cursus universitaire avec le sien, ce qui indique que je dispose de compétences proches des siennes pour contrôler la situation.

Si je n'occupe pas à chaque fois une position « dominée » dans la relation d'entretien, comment expliquer qu'elle s'en tient dans tous les cas à l'échange d'informations convenues ? Une première façon de répondre à cette question consiste à analyser les effets de l'anonymat : l'enquêteur et son interlocuteur s'engagent dans la relation au titre d'une fonction ; la personne interrogée n'exprime pas son point de vue personnel mais celui de l'institution ou du collectif auquel elle appartient. De la même façon que la présence d'un étranger transforme une situation ordinaire en situation de « représentation », l'entretien accordé à une personne de passage, qui n'a qu'une connaissance vague du milieu auquel son interlocuteur appartient, s'en tient à un échange très formalisé, chacun des deux interactants veillant avant tout au respect des convenances. Mon interprétation rejoint ainsi la critique formulée par Pierre Bourdieu à l'encontre des sondages d'opinion et de l'entretien non-préstructuré. D'après lui, les données produites selon ces méthodes se

réduisent, au mieux, à des formules de sens commun, au pire, à des artefacts, c'est-à-dire à des propos que l'interlocuteur invente pour faire bonne figure face à un enquêteur qui pose des questions sans aucune pertinence. Cependant, Pierre Bourdieu repère, derrière l'anonymat, les effets de relations de pouvoir : l'enquêteur est un ignorant qu'il faut instruire mais c'est lui qui mène l'instruction (Bourdieu *et al.*, 1983 [1968] ; Bourdieu, 1998 [1993]). Dans un tel contexte, l'interviewé court le risque de se retrouver dans une situation proche de celle décrite par Michel Foucault à partir du panoptique de Bentham : être exposé à la vue d'une personne sans savoir qui elle est, c'est-à-dire être l'objet d'un pouvoir sans avoir aucune prise sur lui (Foucault, 1993 [1975], pp. 228-264). S'en tenir à des échanges de « pure forme » est donc un moyen comme un autre de résister à l'exercice potentiel du pouvoir que produit toute accumulation de savoir sur quelqu'un.

Pour autant, mon enquête à Marzahn Nord n'a pas été impossible. Elle s'est en effet débloquée au fil de mon insertion dans les réseaux d'interconnaissance tissés par les membres de l'initiative de défense des locataires et du réseau d'entraide du Café de la Tour. Les entretiens effectués avec Martin Witte, Greta Dahlewitz et Rolf Bangartz correspondent en effet à une première vague d'entretiens. Malgré leurs limites, ces entretiens n'ont pas été complètement inutiles puisqu'ils m'ont aidée à préciser les objectifs de ma recherche et à réfléchir à d'autres usages de l'entretien. La plupart des entretiens sur lesquels je m'appuie ont été menés plus tard, dans le cadre d'une campagne effectuée entre les mois d'octobre 2005 et d'avril 2006. Je l'ai inaugurée par un deuxième entretien avec Martin Witte qui fut décevant pour d'autres raisons que le premier : après plusieurs mois de discussions quotidiennes, nous retrouver dans un café séparés par un micro et un magnétophone semblait soudain incongru. Autrement dit, j'ai lancé la deuxième campagne d'entretiens dans un contexte radicalement différent de la première. Je participe depuis plusieurs mois aux activités de l'initiative de défense des locataires et aux réunions du groupe d'entraide du Café de la Tour. Je rencontre mes interlocuteurs dans le cadre de ces activités ou par l'intermédiaire de membres de ces deux groupes. Je suis donc connue, au moins de nom, des personnes que je sollicite pour un entretien. Les résultats de mes observations me permettent de les choisir en fonction d'autres critères que leur titre ou leur fonction au sein d'un groupe ou d'une organisation : ils sont les témoins ou les auteurs d'une action sur laquelle je cherche à récolter des informations, leur comportement en situation ou la découverte de certaines de leurs propriétés sociales m'ont étonnée et j'ai besoin de tester des hypothèses qui en rendent compte. Enfin, je me suis suffisamment familiarisée avec leur univers pour poser des questions compréhensibles ou pour contrôler la vraisemblance de leurs propos. Ainsi, l'asymétrie des échanges qui caractérisaient les premiers entretiens n'a certes pas disparu (il s'agit toujours d'accumuler un savoir sur autrui) mais s'est quelque peu équilibrée : j'offre des prises à mon interlocuteur qui peut se renseigner sur moi

auprès d'autres personnes, m'observer en situation ou contrôler l'usage que je fais des informations qu'il m'a données. Je dispose de prises similaires sur lui pour vérifier ce qu'il me dit. Cependant, les critiques que Pierre Bourdieu adresse aux sondages d'opinion ou à l'entretien non-préstructuré ne dénoncent pas seulement l'asymétrie des rapports de pouvoir qu'ils supposent. Elles mettent plus fondamentalement en doute les compétences cognitives des personnes interrogées. Que sont-elles vraiment en mesure de nous apprendre ?

L'entretien rétrospectif : du leurre à la méthode

Les conditions qui définissent le caractère « ethnographique » d'une enquête (insertion de longue durée dans un réseau d'interconnaissance) équilibrent les rapports de pouvoir que produit toute opération de savoir. D'autres stratégies de recherche permettent cependant d'arriver à un résultat comparable : confier l'administration du questionnaire ou de la grille d'entretien à une personne issue du même milieu social que celui de la personne interrogée, se faire recommander par l'un de ses proches, impliquer la personne faisant l'objet de l'enquête dans l'élaboration des questions et des hypothèses de recherche ou dans l'exploitation des résultats, etc. Aussi louable soit-elle, l'installation du chercheur sur son terrain ne peut donc fonder, à elle seule, l'avantage comparatif de l'enquête ethnographique par rapport à une enquête par questionnaire ou par rapport à une enquête par entretiens décontextualisés. Elle ne résout pas non plus la seconde critique que Pierre Bourdieu formule à l'encontre de l'enquête par sondage et de la pratique de l'entretien non-préstructuré : quand bien même la relation d'entretien ne serait pas asymétrique, « les agents sociaux n'ont pas forcément la science infuse de ce qu'ils sont ou de ce qu'ils font ; plus précisément, ils n'ont pas nécessairement accès au principe de leur mécontentement ou de leur malaise et les déclarations les plus spontanées peuvent, sans aucune intention de dissimulation, exprimer tout autre chose que ce qu'elles disent en apparence » (Bourdieu, 1998 [1993], p. 1413). Cette critique emporte avec elle d'autres formes d'entretiens comme le récit de vie. Dans un article plus ancien consacré à l'histoire de vie, Pierre Bourdieu dénonce l'« illusion biographique » que présuppose ce type de récits, c'est-à-dire une « représentation commune de l'existence » (Bourdieu, 1986, p. 70) ou une « sorte d'artefact socialement irréprochable » (Bourdieu, 1986, p. 71) qui traite le déroulement d'une vie comme la suite logique, cohérente et ordonnée d'événements en fait disparates. Dans ce cadre, la critique de Pierre Bourdieu ne met pas en cause la sincérité de la personne interrogée mais plutôt ses compétences cognitives : elle n'a pas accès à la vérité qui intéresse l'enquêteur et représente donc, à ce titre, un mauvais informateur. Au-delà de l'entretien, c'est donc le principe de l'ethnographie que Pierre Bourdieu remet en cause : le point de vue des agents sociaux n'a strictement aucun intérêt pour les sociologues puisque le monde dans lequel ils

vivent *n'est pas* la réalité sociale mais une illusion qu'il faut démonter. Plusieurs réponses ont été formulées pour réduire cette objection. Je m'intéresserai plus particulièrement à deux d'entre elles : l'entretien représente une source qu'il faut croiser avec d'autres ; l'entretien, s'il ne permet pas d'appréhender la réalité objective, constitue une source privilégiée pour étudier les systèmes de représentations ou les cadres à partir desquels la réalité est subjectivement construite.

« Faire feu de tout bois » (Beaud, Weber, 1997) n'est pas le propre de l'enquête ethnographique. Ce principe de diversification des sources et des points de vue figure aussi au centre de dispositifs d'enquête de type policiers, journalistiques ou historiques. Il peut se formuler de la manière suivante : une information est considérée comme exacte lorsque plusieurs sources l'établissent. Dans ce cadre, l'entretien constitue un supplément d'information non négligeable lorsque les sources sont rares, par exemple lorsqu'il s'agit de reconstituer une action passée qui laisse peu de traces écrites. Le recours privilégié aux sources orales dans les travaux d' « histoire par le bas » répond à cet enjeu (Descamps, 2001). Plus haut, j'ai mentionné les activités prenant place dans des espaces publics intermédiaires fortuits ou immatériels. J'en ai reconstitué certaines en croisant les témoignages. Le principe du croisement des sources constitue aussi une première façon d'articuler les données issues de l'observation à celles produites par entretiens. Réaliser des entretiens en situation d'observation ou revenir en entretien sur une situation directement observée m'a en effet permis de contrôler la subjectivité de mon point de vue d'enquêtrice : mes interlocuteurs ont attiré mon attention sur un aspect d'une situation que je n'avais pas relevé ou ont corrigé l'interprétation que j'avais donnée d'une action. Un tel usage traite l'entretien comme une source parmi d'autres et ne prend donc pas en compte la spécificité des données qu'il permet de produire. Il ne remet pas non plus en cause l'objection centrale de Pierre Bourdieu : pourquoi s'évertuer à diversifier les points de vue s'ils sont tous faux ?

Une deuxième façon de réduire l'objection soulevée par Pierre Bourdieu consiste à jouer sur les spécificités du discours produit en situation d'entretien, c'est-à-dire à transformer le leurre en méthode. C'est du moins le sens que je prête à l'argumentation de Sophie Duchesne en faveur de l'entretien non-préstructuré (Duchesne, 1996). Si l'on suit son argumentation, ce type d'entretien n'est un leurre que pour celui qui, à l'instar de Pierre Bourdieu et des coauteurs de la *Misère du Monde*, cherche à recueillir des informations là où il s'agit de construire des systèmes de représentations (Duchesne, 1996, p. 198). L'objection de Pierre Bourdieu se trouve donc réduite par le jeu d'un déplacement d'objets : de la réalité décrite ce sont les principes de description de cette réalité qui font l'objet de l'analyse. On retrouve une démarche similaire dans la méthode d'analyse du récit de vie proposée par Jean Peneff (Peneff, 1988) : bien que le récit par lequel l'interlocuteur rend compte de sa vie constitue un « mythe », celui-ci ne fait pas l'objet d'une reconstruction

arbitraire mais s'interprète comme le produit d'un « schéma pré-établi disponible pour l'explication, par les individus, de leur histoire personnelle » (Peneff, 1988, p. 8). Comme l'ont montré plusieurs travaux menés dans cette perspective, les biographies sont ainsi des entrées privilégiées pour rendre compte des dispositifs d'encadrement institutionnels de la mémoire et des identités individuelles (Lavabre, 1994 ; Pennetier, Pudal, 2002). La limite principale de ce deuxième type d'approches est relevée par Sophie Duchesne à partir du cas de l'entretien non-préstructuré : « Quelles que soient les précautions déontologiques et la bonne volonté morale dont il fait preuve, le sociologue qui utilise ce type d'entretiens instrumentalise les personnes qu'il interroge » (Duchesne, 1996, p. 205). En effet, dans l'entretien non-préstructuré, la personne interrogée ignore le plus souvent l'usage qui sera fait de son discours. Elle n'a pas conscience que l'enquêteur s'intéresse moins à l'objet sur lequel porte son propos qu'aux schémas ou aux dispositions qu'elle active pour le construire. Autrement dit, ce type d'entretien constitue l'interlocuteur en « témoin malgré lui » (Weber, 1996, p. 18), en simple véhicule d'un savoir qu'il n'est pas en position de s'approprier. À ce stade, ce n'est donc plus seulement la relation d'entretien qui repose sur un échange asymétrique de savoirs mais l'économie générale de l'enquête. Au terme de celle-ci, l'enquêteur a en effet pillé ses enquêtés du savoir dont ils étaient porteurs à leur insu. Libre à lui de le leur restituer ou d'en revendiquer l'entière paternité.

La solution que les praticiens de l'entretien non pré-structuré apportent à l'objection de Pierre Bourdieu fait donc resurgir le problème que l'enquête ethnographique était censée résoudre par l'insertion de longue durée dans des réseaux d'interconnaissance : la relation d'enquête repose sur un échange profondément asymétrique de savoirs. Elle ne remet pas non plus en cause le présupposé fondamental de la critique de Pierre Bourdieu à l'encontre de l'usage informatif des entretiens. Pour les praticiens de l'entretien non pré-structuré, la réalité sociale telle que la voient les acteurs est bien une illusion, mais dans la mesure où celle-ci *fait partie* de la réalité sociale, elle intéresse désormais le sociologue. Dans cette perspective, l'enquête ethnographique ne serait possible que dans le cadre d'une enquête sur les représentations, ce qui n'est évidemment pas le cas de la mienne : la prise de parole n'est pas seulement un discours, elle est aussi une action politique. La réponse que je propose à l'objection de Pierre Bourdieu est donc plus radicale : il faut distinguer deux registres de discours. Lorsqu'ils décrivent une situation sociale, le point de vue de mes interlocuteurs n'est pas faux mais il est partiel : les déterminants structurels de leur point de vue peuvent par exemple leur échapper. Il faut donc toujours le compléter par celui d'autres personnes. En revanche, lorsqu'ils justifient, jugent ou évaluent une situation, ils superposent à la réalité sociale un monde idéal dont la structure n'est pas un simple décalque des structures sociales. L'analyse de ce type de discours réclame une autre technique que celle du recouplement d'informations.

Être prise à témoin : la situation d'entretien comme situation de prise de parole

Les entretiens publiés dans la *Misère du monde* constituent la réponse pratique que Pierre Bourdieu et ses collaborateurs apportent aux limites qu'ils voient dans l'usage informatif de l'entretien : dans la mesure où les agents sociaux ne sont pas naturellement des informateurs, il faut produire artificiellement les conditions qui les mettent en position de produire le savoir qu'ils détiennent inconsciemment sur eux-mêmes. Pour ce faire, Pierre Bourdieu construit la relation d'entretien comme une situation de réflexion auto-critique assez proche d'une situation de prise de parole. Pourtant, il ne reconnaît pas au discours prononcé dans de telles situations le statut de parole publiable. Dans sa démarche, le travail critique nécessaire à l'exposition publique reste pris en charge par l'enquêteur et intervient après coup, au moment de l'exploitation des entretiens. Ma démarche partage avec celle de Pierre Bourdieu le fait de considérer que dans certaines conditions, un entretien peut prendre une tournure réflexive et se transformer en une situation proche de la prise de parole. Contrairement à lui, je pense cependant que ce n'est pas l'enquêteur qui opère, par le jeu des techniques qu'il mobilise, cette transformation. Elle est induite par la façon dont mes interlocuteurs s'approprient la situation d'enquête et dont je m'y ajuste en situation. Une telle approche permet ainsi de repérer les changements de registre au sein d'un même entretien et d'observer les moments où mes interlocuteurs superposent à la réalité sociale un monde idéal dont la structure n'est par un simple décalque des structures sociales.

Dans l'article que Pierre Bourdieu consacre à la méthode utilisée pour réaliser les entretiens publiés dans la *Misère du monde*, il n'assimile pas la relation d'entretien à un simple échange d'informations. Il parle plutôt d'« auto-analyse provoquée et accompagnée » (Bourdieu, 1998 [1993], p. 1408) et considère l'enquêteur comme un « accoucheur » qui, grâce à « une connaissance approfondie des conditions d'existence dont [ses interlocuteurs] sont le produit et des effets sociaux que la relation d'enquête et (...) sa position et ses dispositions primaires peuvent exercer », les aide à « [accéder] à la conscience » (Bourdieu, 1998 [1993], p. 1414-1415). Cette façon de concevoir la relation d'entretien appelle deux commentaires. D'abord, elle fait de l'entretien une source très particulière dans l'économie générale de l'enquête. Si l'une des conditions de réussite des entretiens réside en effet dans l'« immense savoir acquis parfois tout au long d'une vie de recherche » que doit posséder l'enquêteur (Bourdieu, 1998 [1993], p. 1401), leur enjeu n'est pas tant de produire des connaissances nouvelles que de confirmer des connaissances élaborées par ailleurs, au cours d'autres enquêtes ou à partir d'autres sources. Autrement dit, il s'agit plus d'entretiens de « confirmation » que d'« information » et ils interviennent plutôt en cours ou en fin d'enquête qu'à ses débuts. Articulé à la pratique de l'observation directe, un tel usage de l'entretien sert donc surtout

à étayer des hypothèses. La campagne d'entretiens que j'ai menée en février 2007, c'est-à-dire à la fin de mon enquête, s'inscrit précisément dans cette logique : à ce stade de l'enquête, ces entretiens servent plus à mettre la solidité de mes hypothèses à l'épreuve qu'à réorienter le cours de ma recherche. Cet usage de l'entretien, bien qu'il soit tout à fait légitime, reste donc limité du point de vue de la production de connaissances nouvelles et n'en fait pas un outil privilégié d'investigation. La façon dont Pierre Bourdieu modélise la relation d'entretien m'intéresse donc pour une autre raison que les objectifs implicites qu'il assigne à l'entretien. Pour lui, cette interaction fait l'objet d'un « travail » dont la réussite n'est pas assurée à chaque fois parce qu'elle ne dépend pas uniquement des compétences et des connaissances de l'enquêteur mais de la qualité de l'interaction (l'instauration d'une relation de confiance) et des capacités de son interlocuteur à « activer » ses compétences critiques en situation. En ce sens, la relation d'entretien est « exceptionnelle » parce qu'elle correspond à un « moment d'exception » tel que le définit Michel Dobry : elle s'inscrit dans une configuration où les structures ont moins de prise sur les acteurs sociaux de sorte que leurs actions prennent davantage d'ampleur, de relief et sont plus facilement observables (Dobry, 2001, p. 91). Si l'on ôte à cette description du « moment d'exception » la référence aux structures sociales propre à la théorie de l'action de Pierre Bourdieu, on obtient un énoncé qui s'applique parfaitement aux situations de prise de parole, que j'ai définies en introduction comme des situations dans lesquelles les actions excellent, c'est-à-dire révèlent leur dimension politique aux yeux d'autrui. Pierre Bourdieu a bien repéré les contraintes qui rapprochent la situation d'entretien d'une situation de prise de parole (Bourdieu, 1998 [1993], p. 1416). Cependant, ce rapprochement n'a lieu qu'après coup, au moment de la retranscription des entretiens. Pour lui, ce n'est en effet qu'à cette étape de la recherche que les discours produits en entretien sont soumis à deux contraintes contradictoires : une contrainte de fidélité et une contrainte de publicité. La première suppose de rester fidèle à la fois au contenu et à la forme du discours recueilli. La seconde engage au contraire un travail d'adaptation et de traduction par lequel l'enquêteur transforme les propos enregistrés en texte publiable. Pierre Bourdieu considère cette dernière opération comme un « acte politique », en ce qu'elle « consiste à porter à l'ordre public, ce qui normalement n'y accède pas, ou jamais, en tout cas, *sous cette forme* » (Bourdieu, 1998 [1993], pp. 1420-1421). On peut comprendre ces propos de la façon suivante : la situation d'entretien ne constitue pas en elle-même une situation publique, de sorte que les discours qui y sont énoncés ne sont pas adaptés aux contraintes de publicité auxquelles les soumet la publication. Autrement dit, parce que les propos recueillis en entretien ne seraient pas soumis aux contraintes de justification propres aux espaces publics au moment de leur énonciation, ils n'auraient pas pris, dès leur origine, une forme recevable ou légitime. Il reviendrait ainsi à l'enquêteur de prendre en charge le travail de critique et de justification au moment de leur

publication. Dans la *Misère du monde*, ce travail se manifeste à travers l'appareil de notes, de commentaires, de préfaces et de postfaces, de titres et d'intertitres.

Pour mon enquête, j'ai pris le parti de déléguer ce travail critique aux habitants de Marzahn Nord. Ce choix suppose de considérer que la situation d'entretien peut à certains moments prendre la forme d'une situation de prise de parole et cela, *à la seule initiative de la personne interrogée*. Autrement dit, cette forme ne dépend à aucun moment d'un travail conscient ou calculé de ma part. Les techniques que je mobilise au cours de la situation ne sont que des réponses pratiques aux différentes manières dont je me trouve impliquée, malgré moi, dans les entretiens : dans certains cas, je me montre sceptique et vérifie la teneur des informations qui me sont données alors que dans d'autres, j'accepte au contraire d'être prise à témoin sans mettre en doute les critiques et les dénonciations dont on me fait part. Ces différentes formes d'implication apparaissent le plus clairement dans un entretien que j'ai mené avec une personne qui ne fait pas partie du corpus constitué pour mon enquête sur la prise de parole.

Une sollicitation étrange : les enjeux socio-politiques du témoignage dans le contexte de l'après-réunification en Allemagne de l'Est

Le 8 février 2006, à la bibliothèque municipale de Marzahn, j'assiste avec Martin Witte et l'un de ses voisins à la lecture d'un recueil d'anecdotes collectées auprès d'habitants de l'arrondissement. À l'issue de la lecture, une petite collation est offerte aux visiteurs. Un homme de 80 ans environ se présente à moi : « Je vous prie de m'excuser, je m'appelle Alexander Rau, j'ai entendu dire que vous étiez chercheuse en sciences sociales (*Sozialwissenschaftlerin*) et que vous travaillez sur Marzahn. J'étais secrétaire de la section locale du parti (*Parteisekretär*) pendant la période socialiste et je fais partie des premiers habitants de l'arrondissement – j'habite ici depuis 1978. Autant dire que j'ai participé à la construction du secteur. Si cela vous intéresse j'ai gardé quelques archives de l'époque et je pourrai peut-être répondre à quelques-unes de vos questions »²⁹¹.

L'entretien que je réalise avec Alexander Rau quelques semaines après notre rencontre à la bibliothèque municipale se découpe clairement en deux parties. La première est consacrée aux conditions dans lesquelles il a obtenu son appartement à Marzahn à la fin des années 1970 et à son emploi d'ingénieur au sein de la *Berliner Werkzeug Fabrik (BWF)*, une entreprise implantée dans la zone industrielle de Marzahn qui fabrique des machines-outils. La seconde prend la forme d'un récit de vie

291 Notes de terrain du 8 février 2006.

sur ses activités militantes au sein de l'organisation de jeunesse est-allemande (*FDJ*) et des sections locales du *SED* dans lesquelles il s'investit. Il ne se lance dans ce récit qu'après avoir testé mon opinion sur une série d'anecdotes qui mettent en cause les préjugés des Allemands de l'Ouest sur la RDA ou les pays de l'Est. Après être revenu brièvement sur ses activités bénévoles après la réunification²⁹², il commence son récit de la façon suivante :

« Et maintenant, faisons un grand saut dans le temps, rembobinons la pellicule (...). Vous avez demandé au début, comment c'était déjà ? « Vous étiez donc au *SED* ? » Oui. Je suis même rentré à l'âge de 15 ans au *SED*. Je vous préviens tout de suite, j'étais un fonctionnaire bénévole, je n'ai jamais progressé au-delà du poste de secrétaire d'une section locale. Et je n'avais pas non plus l'ambition d'aller au-delà. Voilà. Maintenant, les gens qui sont sans préjugés disent en général : comment c'était en réalité à l'époque ? Et maintenant je vous dis, cela aussi a une histoire. Et je dois commencer par vous décevoir... ». Suit le récit de sa vie. Il prend la forme d'un monologue de deux heures, dans lequel j'interviens uniquement pour demander des précisions sur le sens des termes de « victime » ou d'« injustice » qu'il emploie à plusieurs reprises et pour vérifier, par des résumés intermédiaires, que j'ai bien compris les différents passages de son récit²⁹³.

Le moment où Alexander Rau se lance dans le récit de sa vie marque clairement un changement de registre dans son discours mais aussi dans les techniques que je mobilise pour mener l'entretien. D'emblée, Alexander Rau indique que l'enjeu de son récit n'est pas de répondre à l'une de mes questions : celle-ci se règle en quelques phrases (« "Vous étiez donc au *SED* ?" Oui. Je suis même rentré à l'âge de 15 ans au *SED*. Je vous préviens tout de suite, j'étais un fonctionnaire bénévole, je n'ai jamais progressé au-delà du poste de secrétaire d'une section locale. Et je n'avais pas non plus l'ambition d'aller au-delà. Voilà. »). À quel autre enjeu répond alors son récit ? L'attitude de réserve que j'adopte pendant les deux heures qu'il dure et qui partage plusieurs points communs avec la technique de l'entretien non-préstructuré (écoute active, relances qui servent avant tout à réfléchir le discours de l'interlocuteur) constitue la réponse pratique que j'ai apportée à cette question en situation. Je suis désormais en mesure de lui apporter une réponse plus raisonnée qui tient compte du contexte socio-politique dans lequel s'inscrit ce récit. Mon hypothèse est la suivante : Alexander Rau mobilise sa biographie comme un élément de preuve dans une dispute du

292 Alexander Rau quitte le PDS au début des années 1990 et fait désormais partie de l'association des guides bénévoles du zoo de Berlin-Est.

293 D'après l'entretien et les notes de terrain du 23 février 2006.

présent. J'ai ainsi affaire à un témoignage, au sens juridique du terme, vis-à-vis duquel je ne suis pas sollicitée à titre de juge mais plutôt à celui de greffier.

Depuis le début des années 1990, l'histoire de la RDA fait en effet l'objet d'un débat public dont la chronologie se déroule, très schématiquement, de la façon suivante : dans les premières années de la décennie 1990, plusieurs autobiographies de victimes de l'ancien régime socialiste sont publiées afin de revendiquer leur réhabilitation et leur dédommagement. L'ouverture des archives de la *Stasi* en 1992 entraîne une période de dénonciations et de procès publics qui accompagnent l'épuration administrative et réactivent les catégories de pensée forgées après 1945 pour rendre compte du passé national-socialiste. La population est-allemande est classée en trois catégories (bourreaux – *Täter*, collaborateurs passifs – *Mitläufer*, et victimes – *Opfer*) tandis que les recherches historiques sont marquées par un retour en force du modèle totalitaire (Rowell, 1999). Comme l'analysent Michel Christian et Emmanuel Droit, ce modèle d'interprétation parvient d'autant mieux à s'imposer au sein de l'historiographie allemande, qu'il joue une « fonction de légitimation (...) dans le récit des origines de l'Allemagne réunifiée [et qu'] il vient (...) confirmer l'inhumanité du régime, dont on juge qu'elle a finalement poussé la population à manifester et à vouloir la réunification en 1989 » (Christian, Droit, 2005, p. 126). Le milieu des années 1990 est marqué par l'émergence d'un « contre-courant » de témoignages produits par des personnes proches de l'ancien *SED* (Link, 2001). Ce « contre-courant » a souvent été qualifié d'« ostalgique » par ses détracteurs parce qu'il présente la RDA sous un jour positif en insistant sur les formes de solidarité ou sur la protection sociale et économique que le régime socialiste offrait à ses citoyens. Le contenu du récit d'Alexander Rau, qui insiste sur les pratiques du don de soi et de solidarité au sein des milieux militants du *SED*²⁹⁴, suffit ainsi à le rattacher à ce « contre-courant ». Pourtant, à aucun moment de son récit, il ne fait explicitement référence à ce débat. Quand je lui demande de préciser l'identité des « victimes » ou des auteurs de l'« injustice » auxquels il fait régulièrement référence dans le cours de son récit, il se contente de me répondre en des termes vagues (« les communistes », « l'opinion commune », « ces chers messieurs dames », « eux »). S'agit-il d'une stratégie par laquelle il tente de m'« avoir » en dissimulant les intérêts cachés qui commandent son récit ? J'explique plus simplement son refus de préciser les termes de ce débat par la dimension critique que revêt son témoignage. Luc Boltanski et Laurent Thévenot distinguent en effet deux types de disputes en fonction de la profondeur de la contestation dont une épreuve peut faire l'objet : la discorde porte sur les résultats de l'épreuve mais ne remet pas en cause son principe tandis que le différend porte sur la nature du bien commun dont elle relève. Seul le dernier type de dispute suppose un mouvement critique qui consiste à défaire le bien commun visé par l'épreuve dénoncée

294 Se reporter aux extraits reproduits dans l'annexe 6, p. 498.

pour lui substituer un bien commun au principe d'une autre cité (Boltanski, Thévenot, 1991, pp. 270-278). Autrement dit, Alexander Rau ne fait pas explicitement référence au débat sur le passé est-allemand parce qu'il en dénonce les termes. Les qualificatifs qu'il emploie pour désigner ses principaux acteurs me paraissent vagues et étranges parce qu'ils relèvent d'un autre monde que celui dans lequel se déroule son récit. Ils y apparaissent de ce fait comme des êtres insignifiants, dénués d'importance, à peine remarquables. Dans cette perspective, les tests que je subis avant le récit répondent à un enjeu bien particulier : Alexander Rau veut s'assurer que je ne prendrai pas parti dans le débat historiographique sur la RDA. Il m'a certainement choisie comme témoin privilégié de son récit pour les mêmes raisons : en tant que sociologue étrangère, je ne suis pas impliquée dans ce débat, à titre personnel ou professionnel. À travers son récit, Alexander Rau ne cherche donc pas à me convaincre de sa version des faits mais plutôt à faire entendre sa voix en s'appropriant les dispositifs de publicité (magnétophone, retranscription, publication éventuelle) qu'offre mon enquête. Autrement dit, il s'agit moins pour lui de m'« avoir » que de détourner mon dispositif d'enquête de sa fonction initiale afin de donner de la voix dans ce débat.

J'ai repéré une logique similaire dans certains passages des entretiens que j'ai menés avec des personnes qui prennent la parole dans les espaces publics de Marzahn Nord. La forme de ces entretiens est plus hétérogène que celle qui se dégage des préconisations méthodologiques exposées dans les manuels ou formulées par les partisans d'un type particulier d'entretien. Loin d'être le signe d'un manque d'habileté de ma part, cette hétérogénéité constitue la condition principale pour reconstituer des parcours d'engagement politique à partir d'entretiens individuels rétrospectifs. Au cours d'un même entretien, j'ai constamment interrompu mon magnétophone, soit parce que mon interlocuteur me le demande explicitement (« tu m'excuses, mais ça, j'ai pas envie que tu l'enregistres²⁹⁵ »), soit parce que je juge opportun de le faire pour lui montrer que je respecte sa vie privée (lorsque, par exemple, l'une de mes interlocutrices perd ses moyens au moment d'évoquer le souvenir de sa mère²⁹⁶). De la même façon, j'ai alterné des formes d'implication marquées par l'inversion du rapport enquêteur/enquêté (régulièrement, j'ai répondu aux questions de mes interlocuteurs sur mes conditions de vie à Marzahn et à Paris, la rémunération de mon travail, mes perspectives professionnelles et personnelles, la façon dont je compte élever l'enfant que j'attends, etc.) avec des formes d'échanges plus instrumentaux qui confirment les représentations que mes interlocuteurs se font de la situation (« vas-y pose-moi des questions, je préfère²⁹⁷ », « ah bon, tu n'as pas de questionnaire, mais qu'est-ce que je vais bien pouvoir dire alors ?²⁹⁸ »). Néanmoins, en

295 Entretien du 24 avril 2004 avec Gudrun Kasischke.

296 Entretien du 4 novembre 2005 avec Petra Wermke, Présidente de l'assemblée municipale de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf.

297 Entretien du 17 janvier 2006 avec Fabian Kaufmann.

298 Entretien du 10 avril 2006 avec Kathrin Hubert.

sus de ces échanges informels ou informatifs, j'ai aussi eu affaire à des décrochages du type de celui que j'ai repéré dans l'entretien d'Alexander Rau : au moment de me raconter les expériences de prises de parole qu'ils ont faites ou auxquelles ils ont assisté dans les espaces publics de Marzahn Nord, mes interlocuteurs se lancent dans des récits passionnés aux accents parfois surnaturels (ils entendent des voix ou des sonneries « intérieures », ils rencontrent des héros ou des monstres) ou dans des dénonciations véhémentes dont je ne saisis pas toujours la logique (des personnes qui habitent le quartier seraient de « faux » habitants, des personnes appréciées dans le quartier auraient usurpé leur réputation, des « experts » prétendus se tromperaient). Ces moments prouvent-ils que mes interlocuteurs sont fous ou racontent n'importe quoi ? J'ai plutôt fait l'hypothèse que dans ces moments particuliers du récit ils se saisissent de mon enquête pour faire entendre leur voix dans les débats qui se nouent autour des épreuves publiques de justification.

Quelles conséquences une telle hypothèse entraîne-t-elle sur la façon d'exploiter les entretiens ? Elle n'invalide pas l'ensemble des méthodes que j'ai passées en revue jusqu'ici : croiser les informations issues des entretiens avec les données de l'observation directe, étayer les hypothèses élaborées à partir de ce premier type de sources. Cependant, elle suppose aussi de considérer l'espace de l'entretien comme un espace intermédiaire entre domaine privé et public. Autrement dit, je ne dois pas réduire l'usage de mes entretiens au seul registre informatif. La distinction que j'avais opérée au chapitre précédent entre entretiens semi-directifs et entretiens informels n'a donc plus lieu d'être : ce découpage escamote en effet les passages des entretiens que j'avais jugés inutiles pour répondre aux questions qui orientent l'enquête sur les rapports au quartier. Or, ces passages s'avèrent riches d'enseignements pour rendre compte de la façon dont mes interlocuteurs produisent des représentations idéales de la société à partir desquelles ils critiquent ou justifient un ordre de choses. Pour ce faire, je ne dois pas considérer les propos qui me sont tenus comme des informations mais comme des justifications. Celles-ci ne doivent pas être traitées comme les manifestations subjectives d'emprises sociales, culturelles ou institutionnelles qui échapperaient partiellement à la conscience de mes interlocuteurs mais comme des constructions idéales qui, « une fois [nées], obéissent à des lois qui leur sont propres. [Elles] s'appellent, se repoussent, fusionnent, se segmentent, prolifèrent sans que toutes ces combinaisons soient directement commandées et nécessitées par la réalité sous-jacente » (Durkheim, 1960 [1912], p. 605). La force de l'entretien réside ainsi dans sa plasticité : pour ceux qui veulent bien se saisir des dispositifs de publicité qu'il offre, il constitue un espace public alternatif à ceux qui existent dans la ville ou dans le quartier. Il permet à des engagements qui n'y ont pas encore été mis à l'épreuve ou qui, bien qu'ils y aient été mis à l'épreuve, n'ont pas été publiquement reconnus, de manifester à mes yeux leur dimension politique. Mon hypothèse fait donc de l'entretien un outil

privilegié pour reconstituer un parcours d'engagement politique à partir des changements de registre du discours.

Dans cette partie, mon choix de déléguer le travail critique aux habitants de Marzahn Nord a eu des conséquences à la fois théoriques, sur les concepts utilisés pour rendre compte du passage à la prise de parole, et pratiques, sur la nature du dispositif mis en place pour construire mes cas empiriques. Ce choix m'a d'abord conduit à élaborer mes propres concepts d'espace public et de parcours d'engagement. Un espace public constitue l'environnement naturel de la prise de parole. Il correspond à un dispositif technique qui rend une action accessible à l'ensemble des citoyens et la met à l'épreuve de leurs prises de parole contradictoires. La prise de parole dans un espace public représente ainsi une étape décisive dans un parcours d'engagement. D'un point de vue interne, celui-ci désigne en effet la façon dont une personne initie, effectue et oriente une action politique en fonction d'une série d'épreuves publiques de justification au cours desquelles est évaluée l'adéquation de son action à une définition commune du bien. D'un point de vue externe, il renvoie à une succession de changements d'états par lesquels une action politique et son auteur revêtent une dimension politique toujours supérieure aux yeux d'autrui. Ces deux définitions m'ont amenée à une première conclusion : il n'est pas nécessaire de prendre la parole pour s'engager politiquement. Pour rendre compte du passage à la prise de parole, l'analyse doit donc intégrer les actions qui se déroulent en amont et en aval de la prise de la parole dans des espaces publics que j'ai qualifiés d'intermédiaires, parce que les contraintes de publicité y sont moins fortes que dans les premiers. Dans ce contexte, l'avantage comparatif de l'enquête ethnographique par rapport aux autres méthodes disponibles pour étudier l'engagement politique ne réside pas dans les solutions pratiques qu'elle apporte au « paradoxe de l'observateur » ou à l'asymétrie constitutive des rapports de pouvoir dans lesquels s'inscrit toute entreprise de production d'un savoir. Elle tient plutôt à la possibilité qu'elle m'offre de produire des sources hétérogènes à partir desquelles je peux suivre au plus près les modalités du passage entre domaine privé et domaine public. Mon dispositif d'enquête repose ainsi sur des techniques d'observation variables selon la catégorie d'espaces publics observés et sur des techniques d'entretien qui reflètent la diversité des registres dans lesquels sont énoncés les discours que je recueille. Au final, un tel dispositif me permet non seulement de reconstituer des parcours d'engagement mais aussi de repérer les engagements politiques qui n'ont pas (encore) été publiquement révélés. Je réserve ces derniers cas pour le chapitre suivant et me consacre dans la partie qui suit à la reconstitution de parcours d'engagement civiques. Quels sont les traits caractéristiques de ces parcours ? Quelle est la forme spécifique qu'y prend la prise de parole ? Au-

delà des réponses empiriques que mes cas apportent à ces questions, ils constituent aussi un « banc d'essai » pour ma grille d'analyse de l'engagement politique.

II. La prise de parole comme manifestation d'un collectif

Pour les personnes qui s'engagent dans la vie publique en fonction du bien commun de la cité civique, le terme de locataire (*Mieter*) ou d'habitant (*Bewohner*) est synonyme de celui de citoyen. L'immeuble ou le quartier sont des espaces de solidarité entre personnes qui disposent des mêmes droits à agir, et, en particulier, à prendre la parole. Les relations avec les élus des autres échelons démocratiques (arrondissement, ville, *Land*, etc.) sont particulièrement valorisées et recherchées : ces derniers constituent les autorités supérieures que le citoyen doit, suivant les cas, soutenir, alerter ou rappeler à l'ordre. Les parcours d'engagement civiques se repèrent ainsi à la forme particulière des prises de parole par lesquelles ils s'illustrent : pour être un « bon » citoyen, il faut faire passer les intérêts collectifs devant ses intérêts privés. Ainsi, une action est considérée comme une « bonne » ou une « belle chose » à condition qu'elle manifeste aux yeux d'autrui le collectif en vertu duquel elle est effectuée.

À Marzahn Nord, j'ai distingué trois parcours en fonction de la nature des processus qu'ils mettent en jeu. Les deux premiers que j'examine sont ceux d'anciens militants communistes est-allemands appartenant à la génération née dans l'après-guerre. Déçues par leur expérience militante au sein du parti néocommuniste (PDS) après la réunification, ces personnes ont trouvé dans les collectifs de citoyens qui se sont formés à l'échelle de leur quartier des entités qu'ils jugent plus propices à l'action citoyenne que les partis politiques ou les associations. Leurs parcours mettent en jeu un processus que je désigne par le terme de « traduction », parce qu'il suppose un travail de recodification du monde à partir d'une nouvelle définition du bien commun. Ces deux premiers parcours se différencient l'un de l'autre par les modalités de cette traduction : dans un cas, elle est le résultat d'un processus d'alignement des cadres ; dans l'autre, elle est liée à la politisation d'un problème personnel. Le troisième parcours que j'étudie est le fait d'une personne qui, jusqu'à la mise en place du « management de quartier », n'a pris la parole qu'à de rares occasions. Ce cas me permet d'examiner le rôle des dispositifs de participation dans la formation d'une figure particulière de citoyen : le citoyen ordinaire.

II. 1. Un citoyen exemplaire

Je rencontre Martin Witte pour la première fois en février 2004 à l'occasion d'une séance du « Café philosophique » à laquelle j'assiste pendant mon stage au Théâtre Tchekhov. À mon retour sur le terrain en février 2005, je reprends contact avec lui au cours d'une réunion publique d'information sur l'implantation d'un supermarché ALDI annoncée par voie d'affichage dans le quartier. Il joue d'emblée le rôle d'un informateur : avant que la réunion ne commence, il me prête le dossier qu'il a constitué sur le sujet pour que je puisse comprendre les enjeux de la réunion. Par la suite, comme je le retrouve dans l'ensemble des réunions auxquelles j'assiste dans le quartier (initiative de défense des locataires, réunions publiques d'information, groupe d'entraide du Café de la Tour, Conseil du centre social, Jury du fond d'action du « management de quartier ») et que nous habitons à quelques rues l'un de l'autre, il profite du chemin du retour pour m'expliquer l'arrière-plan des discussions auxquelles nous avons participé. Le premier entretien que je mène avec lui au mois de mars 2005 s'inscrit dans la suite logique de ces échanges informels : durant les six heures que dure cet entretien, Martin Witte entreprend de m'instruire sur les nombreuses affaires qui ont animé la vie publique du quartier durant les cinq dernières années. À l'issue de l'entretien, il met l'ensemble de ses archives à ma disposition. Elles témoignent de la variété des affaires qui le mobilisent (l'aménagement de plusieurs places et parcs du quartier, le projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale, le maintien de la bibliothèque municipale dans le quartier, la voie de contournement du village voisin d'Ahrensfelde, le nouveau plan de desserte en transport en commun) et de la minutie avec laquelle il se documente sur chacune d'elle. Il leur dédie en effet un ou plusieurs classeurs dans lesquels il rassemble les coupures de presse et les compte rendus des discussions publiques qui leur sont consacrées, ainsi que les copies de sa correspondance postale, électronique ou des notes issues des entretiens téléphoniques qu'il a menés avec les journalistes, les fonctionnaires ou les élus qui se sont saisis de ces affaires.

Face à moi, Martin Witte ne revêt pas les habits du passionné d'histoire locale ou du guide pour touristes, comme c'est le cas sur la photographie que j'ai réalisée de lui quelques mois après notre premier entretien²⁹⁹, mais ceux du « bon citoyen », investi de longue date dans la vie publique de son quartier et sérieusement documenté sur l'ensemble des affaires locales. Je ne suis pas la seule

299 Cf. supra, chapitre 3, p. 244 et suivantes.

à considérer que le travail déployé par Martin Witte pour se forger une opinion informée sur les questions locales en fait un « bon » citoyen. Le responsable de l'équipe du « management de quartier » reconnaît par exemple au cours d'un entretien informel que les prises de position de Martin Witte, bien qu'elles soient souvent opposées aux siennes, sont toujours animées par le souci de l'intérêt collectif³⁰⁰. De la même façon, Alexander Obermayer, le rédacteur du journal du quartier, le considère comme un homme digne de respect, malgré les nombreux différends qui les opposent au sujet de l'orientation du journal³⁰¹. Qu'est-ce qui a conduit Martin Witte à se rapporter à son quartier en « citoyen » ? Comment y a-t-il acquis une réputation de « bon » citoyen ?

Le sens du civisme : un héritage de la période socialiste

En 2005, Martin Witte est l'un des membres les plus anciens du Conseil des habitants. Il participe à ses réunions depuis l'appel lancé par l'équipe du management de quartier lors d'une conférence le 13 avril 2000. Dans le premier entretien que je mène avec lui, il décrit en ces termes les circonstances dans lesquelles il se rend à cette conférence : « *(Moi)* – Comment en êtes-vous venu à vous investir dans le quartier ? Vous m'avez parlé d'une conférence en 2000, puis de la création du Conseil des habitants : comment en êtes-vous venu à participer à tout ça ? *(Martin)* – Je crois que c'était d'abord lié au fait que j'étais toujours intéressé quand on présentait quelque chose réalisé pour le quartier ; certains sont curieux, d'autres non. Il faut ajouter que pour cette conférence de quartier en 2000, cela avait été très bien annoncé, je me rappelle avoir trouvé une affiche accrochée dans mon entrée qui disait, le 13 avril, conférence de quartier, venez tous. Mais je ne sais pas combien ils ont distribué d'affiches comme ça, la résonance était bien sûr limitée. Dans un article de la *Frankfurter Allgemeine*, j'ai lu qu'on avait prouvé statistiquement que les éléments actifs d'une population ne sont pas très importants, de sorte qu'on peut dire qu'ils ont mobilisé tous ceux qu'il était possible d'atteindre³⁰². Il y a aussi d'autres groupes dans le quartier. Bizarrement, ce sont des groupes de partis ou de syndicats [inaudible] qui ne font plus que se servir eux-mêmes. Je vais régulièrement aux assemblées politiques pour les élections, que ce soit organisé par le SPD, le PDS ou encore d'autres groupes, bon, le CDU est plutôt dans le sud, concentré dans la zone pavillonnaire. Partout il y a une structure comme ça. Aucun d'entre eux ne représente vraiment les autres, aucun. Donc il y en a qui viennent du groupe local du SPD ou du PDS, « nous représentons

300 Notes de terrain du 11 novembre 2005.

301 Entretien du 3 novembre 2005.

302 Martin Witte fait référence aux propos de Monica Schümer-Strucksberg cités par une journaliste de la *FAZ* : « Aucune forme de participation ne permet d'atteindre plus de 2 % de la population. Et 2 % c'est déjà beaucoup ». Wieland, Barbara, « Toter Kiez soll leben », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 octobre 2000, p. 22.

notre parti, nous voulons travailler avec vous », certains ont même encore leur livret d'adhérent dans leur poche et sont complètement marqués par la vision du monde (*Weltanschauung*) du parti, mais il y a une chose bizarre qui m'irrite vraiment, parce que du temps où le parti jouait encore un rôle dans ma vie, c'est-à-dire pendant la RDA, l'une des premières obligations des adhérents était qu'ils s'investissent publiquement sur leur lieu de résidence (*daß Sie in Ihrem Wohngebiet öffentlich wirksam werden*). Par exemple, pendant les actions de jardinage dont je parlais tout à l'heure, quand on ne répondait pas à l'appel, et quand on croisait quelqu'un le dimanche, on se faisait rappeler à l'ordre : « Toi, en tant que camarade, n'as-tu pas honte de ne pas avoir jardiné avec tout le monde ? ». Aujourd'hui, les adhérents des partis s'écoutent parler, ils parlent certainement aussi de la grande politique, est-ce qu'on doit faire tomber le chancelier ou ce genre de choses, c'est possible et c'est certainement aussi très intéressant et passionnant, mais cela ne nous apporte rien, parce que l'énergie dont nous disposons, nous devrions plutôt faire en sorte qu'elle ait un effet sur le quartier. Et maintenant que j'y réfléchis, c'est peut-être un peu exagéré, mais 10-12 personnes tout au plus sont venues à cette conférence. (*Moi*) – Et vous les connaissiez déjà ? (*Martin*) – Ben deux, deux que j'ai amenées avec moi. Freddy venait toujours avec moi. (...) Mais il dit... maintenant, il a 60 ou 70 ans, il faut laisser la place aux jeunes, il ne vient plus avec maintenant. Mais des groupes de travail ont été créés. (*Moi*) – Et Greta [Dahlewitz] était déjà là aussi ? (*Martin*) – Oui, mais on n'était pas ensemble. C'était assez rigolo, cela a tout juste suffi pour qu'un habitant soit présent dans chacun des 7-8 groupes de travail. Par contre, il y avait plein de gens de l'administration de l'arrondissement, il y avait deux fois trop de petits pains, il y avait de quoi manger et boire, d'abord ça s'est fait un peu de façon informelle. Ensuite on est allé dans les groupes de travail, on a dit, pour ce domaine il y a tel et tel problème, on a rassemblé tout ça, comme dans n'importe quel questionnaire sociologique, par quoi vous sentez-vous le plus concerné (*was drückt Sie am meisten*), que doit-on changer, que voulez-vous voir figurer, et puis ces problèmes une fois fixés ont été déposés à l'agence de quartier. À cette occasion, on nous a demandés si on voulait... ils ont fait circuler une liste de présence, ils voulaient savoir si on était prêt à collaborer dans un Conseil des habitants. Alors je me suis inscrit, j'ai rentré mes coordonnées, les autres certainement aussi et l'agence du quartier nous a invités à la première réunion. (...) Alors au début c'était par curiosité, pourquoi devrais-je dire non, et c'est comme ça qu'on est resté là³⁰³».

303 Entretien du 23 mars 2005, p. 71-72.

Ces propos montrent que Martin Witte n'en est pas à sa première expérience de prise de parole au moment où il répond à l'appel du « management de quartier ». Il participe régulièrement aux réunions électorales de sa circonscription. Depuis 1994, date à laquelle il perd définitivement son emploi de journaliste et suit une formation en relations publiques, il contribue aussi régulièrement aux courriers des lecteurs des quotidiens nationaux et régionaux pour réagir au traitement médiatique des grands ensembles, du passé est-allemand ou de la réunification allemande. Comme il me l'explique au cours de notre premier entretien : « que quelqu'un soit accusé injustement, qu'il se passe quelque chose d'anormal (*irgendwat passiert, wat nicht in Ordnung ist*) ou qui contrevienne aux intérêts de la population, aussitôt je m'exprime, que je sois ou non directement concerné (*betroffen*).³⁰⁴ ». Pourtant, il reçoit l'annonce de la première conférence de quartier moins comme une possibilité supplémentaire pour prendre la parole que comme une injonction, c'est-à-dire moins comme un droit que comme un devoir (« pourquoi devrais-je dire non ») : à cette époque, aucune raison légitime ne semble pouvoir justifier à ses yeux un refus de participer. Il considère ainsi l'absence des membres des partis politiques locaux comme une marque supplémentaire de la dégénérescence de la politique partisane qui a motivé sa démission du PDS en 1991³⁰⁵. Autrement dit, ce qui est étonnant dans la façon dont Martin Witte répond à l'offre de participation du « management de quartier » n'est pas tant le fait qu'il y réponde en citoyen, puisque cette offre s'adresse effectivement au sens civique des habitants du quartier, mais plutôt la façon dont elle revêt pour lui un caractère obligatoire.

Une première interprétation consiste à voir dans cette réponse le résultat d'un processus d'« alignement des cadres » (Snow, Benford, 2000) : l'appel du « management de quartier » réactive et met en exergue des slogans, motifs et croyances propres à la rhétorique participative de la période socialiste. L'expérience des « communautés d'immeuble », à laquelle Martin Witte fait référence à travers l'évocation des actions de jardinage pendant la période socialiste, constitue un premier élément qui étaye cette hypothèse. J'ai montré à l'occasion du chapitre précédent que ces activités, par lesquelles les habitants de Marzahn participent à l'entretien des immeubles et nouent des relations de sociabilité entre voisins, sont valorisées dans le cadre d'un concours du *Nationaler*

304 Entretien du 23 mars 2005, p. 27.

305 « La chose suivante est arrivée : dans la nuit, la police ouest-allemande, équipée de matraques et de voitures grillagées, a fait une descente au siège du parti (...). But annoncé : empêcher des détournements de fonds, préserver les archives. (...) Je commençais mon service à la radio tôt le matin et j'ai aussitôt rédigé un commentaire contre cette procédure pour le début du programme. Je la trouvais illégitime et exagérée. Cela me faisait penser aux pogromes qui avaient suivi l'incendie du Reichstag sous le III^e Reich. Pour moi, les personnes qui étaient restées au PDS étaient là pour montrer au monde qu'ils avaient essayé, avec honnêteté et conviction et non pour leur propre intérêt, de construire et de défendre un système social humain en RDA. Je n'ai pas gardé mes illusions très longtemps. Ils ont vraiment détourné des fonds et aujourd'hui on est encore à la recherche d'une partie de l'argent. Alors j'ai rendu ma carte. On ne m'exploiterait et ne me mentirait pas une seconde fois », courrier électronique du 12 novembre 2005.

Front, la fédération réunissant l'ensemble des partis et des organisations de masse de RDA. Le thème de la mise en valeur de l'espace résidentiel, par lequel le « management de quartier » tente de mobiliser les habitants pour la conférence du 13 avril 2000 (« Voir son quartier autrement et participer à sa mise en valeur³⁰⁶ »), reprend ainsi explicitement le slogan de ce concours : « Schöner unsere Städte und Gemeinden – Mach mit! » (*Que nos villes et nos communes deviennent plus belles – Participe !*). La comparaison des cas des époux Martens et de Birgitt Schneider au chapitre précédent a cependant montré que les activités des « communautés d'immeuble » pouvaient être perçues de façon très différente par les habitants de Marzahn : alors que les Martens n'y voient aucune fonction politique et aucun caractère obligatoire, Birgitt y décèle une forme de contrôle politique. Autrement dit, si l'appel du « management de quartier » réussit à mobiliser Martin Witte en reprenant des éléments de la rhétorique participative de la période socialiste, c'est qu'il prenait déjà cette dernière bien plus au sérieux que la moyenne de ses concitoyens. Il faut donc chercher l'explication de la façon particulière dont il reçoit le discours participatif du « management de quartier » après la réunification dans son parcours social et militant pendant la période socialiste.

Le motif qu'il invoque pour justifier son inscription sur la liste des personnes prêtes à s'investir dans les activités du Conseil des habitants (« pourquoi devrais-je dire non ? ») pointe dans cette direction : il correspond en effet à celui que des personnes de la même génération que lui avancent pour justifier leur adhésion au SED ou à d'autres organisations de masse pendant la période socialiste (Wierling, 2002, pp. 447-453). Pour les historiens, ce motif serait l'expression d'une forme de conformisme social (*Mitläufertum*), c'est-à-dire de la volonté de ne pas sortir du rang en adhérant formellement aux organisations de masse sans toutefois prendre une part active dans leurs activités politiques. Une telle analyse rend difficilement compte du cas de Martin Witte pour qui la participation aux activités des communautés d'immeuble et, après la réunification, à la vie publique locale fait partie des responsabilités qui incombent à tout adhérent d'un parti politique. À partir de l'analyse que Mary Fulbrook propose des formes d'exercice du pouvoir pendant la période socialiste, on peut interpréter ce motif comme le résultat des formes particulières d'échanges entre l'élite au pouvoir et les citoyens de la base (Fulbrook, 2005, pp. 236-241). D'après elle, la monopolisation du pouvoir par l'élite politique du régime va en effet de pair avec une participation importante de la base à son exercice concret et quotidien. Environ un sixième de la population est-allemande aurait ainsi participé à cet exercice en occupant, le plus souvent à titre bénévole, une grande variété de fonctions sur le lieu de travail ou de résidence, dans les écoles, les clubs de loisirs, etc. (Fulbrook, 2005, p. 236). D'après cette historienne, les citoyens est-allemands auraient eu d'autant plus intérêt à occuper et à multiplier ces fonctions qu'elles leur permettaient

306 Il s'agit du slogan figurant sur les affiches invitant les habitants du quartier à participer à cette première réunion.

d'apporter la preuve de leur investissement en faveur du système socialiste et d'accéder ainsi aux biens de consommation rares distribués par le régime (Fulbrook, 2005, p. 238). Si une telle hypothèse peut avoir un sens dans le contexte d'une dictature et d'une économie caractérisée par le manque, elle est difficilement transposable à la période post-socialiste pour rendre compte de la participation de Martin Witte aux activités du Conseil des habitants : la référence qu'il fait aux propos de Monica Schümer-Strucksberg qu'il a lus dans un article de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* montre qu'il a parfaitement conscience d'évoluer dans une société où l'engagement constitue désormais un coût pour lequel l'État ou la société ne propose aucune compensation.

Il me semble que les deux interprétations proposées par les historiens pour rendre compte du motif par lequel des personnes appartenant à la même génération que Martin Witte expliquent leur adhésion aux organisations de masse socialistes oublient la force normative de l'avènement annoncé du « socialisme réellement existant » dans les années 1970. J'interprète donc plutôt ce motif de la façon suivante : ces personnes considèrent que leur adhésion va de soi parce que le choix contraire leur paraît difficilement justifiable au regard des normes d'action qui ont cours dans les univers familiaux et professionnels dans lesquels elles sont socialisées. Dans les entretiens analysés par Dorothee Wierling, les personnes invoquent en effet ce motif en référence à une tradition familiale renforcée par la socialisation professionnelle : « J'étais dans le parti. Ça me vient de la maison. J'ai été élevée comme ça. (...) Et puis j'étais souvent avec des gens, ou bien, peut-être que c'était aussi comme ça aux archives [où je travaille], où tout le monde était au parti et où mes collègues m'ont donné l'exemple. En fait, je dois dire que je n'ai pas vraiment eu l'occasion de ne pas y entrer » (Wierling, 2002, pp. 448-449, ma traduction). Martin Witte est orphelin de père, il est élevé par sa mère, ouvrière dans l'industrie sidérurgique, et par son grand-père qui, selon ses dires, aurait fondé la section locale du parti communiste allemand (KPD) et fait campagne aux côtés de Karl Liebknecht dans l'entre-deux-guerres³⁰⁷. Il fait l'ensemble de sa carrière de journaliste à la radio « Stimme der DDR » (*La Voix de la RDA*), un milieu professionnel qui se caractérise par une forte loyauté politique à l'égard du régime (Fulbrook, 2005, p. 206). Il rend compte de la même façon que la personne interrogée par Dorothee Wierling de son adhésion à la FDJ dans l'un de ses courriers électroniques :

« (Moi) – Comment s'est passée ton adhésion à la FDJ : ça te semblait évident, tu y as longtemps réfléchi, tu as déposé ta demande avec enthousiasme ou bien on a dû te convaincre comme pour ton service militaire ? (Martin) – Ça a l'air idiot, mais j'étais déjà convaincu dès mon plus jeune âge. On n'avait donc plus à le faire. Le

307 Entretien du 23 mars 2005, p. 92.

problème avec l'armée, c'était seulement que je ne pensais pas être l'homme qu'il leur fallait. [Suit le récit de son expérience du 17 juin 1953 dans la ville ouvrière de Hennigsdorf]. Dans ma famille, voici comment on m'a expliqué l'événement afin de me transmettre certaines valeurs : les ouvriers se sont battus contre leurs propres intérêts, se sont fait les instruments de leurs ennemis de classe (*Klassenfeind*), les ennemis du peuple industriel (*wertätiges Volk*), bien que, subjectivement, ils n'ont certainement cherché qu'à obtenir des améliorations pour eux-mêmes. À l'appui de cette expérience, on m'a appris à vivre dans l'État des ouvriers et des paysans (*Arbeiter- und Bauernstaat*), de telle sorte qu'une société plus juste (*gemäß*) puisse advenir. Pour ce faire, il y avait des organisations auxquelles j'ai été heureux d'adhérer, afin de contribuer au développement et à l'élaboration d'un ordre social meilleur (*besser*), plus digne (*lebenswert*) et plus utile (*nützlich*) à tous³⁰⁸. »

Par rapport à la génération militante précédente³⁰⁹, celle à laquelle appartient Martin Witte justifie son adhésion aux organisations de masse en fonction du bien commun de la cité domestique (Boltanski, Thévenot, 1991, pp. 116-126). On passe en effet d'un discours organisé par la description de l'avènement d'un monde nouveau (cité inspirée) à la référence aux traditions d'une lignée familiale et politique au sein du mouvement ouvrier. Il me semble que cette évolution des normes de justification au sein des milieux militants communistes correspond à l'évolution de la structure sociale en RDA dans les années 1960 à 1980 : on passe d'une période de forte mobilité dans les années 1950 à une phase de stabilisation et de reproduction (Kott, 2001, p. 159). Pendant la période socialiste, Martin Witte conçoit les formes de participation qui lui sont offertes comme un devoir à remplir plutôt que comme un droit à saisir parce qu'il les évalue en fonction de la définition du bien commun de la cité domestique, c'est-à-dire en fonction de la norme couramment disponible dans les univers familiaux et professionnels au sein desquels il est socialisé. Une telle interprétation pose cependant d'autres problèmes : comment expliquer que Martin Witte reçoit le discours participatif du « management de quartier » en fonction des mêmes normes que celles qui orientent sa participation aux organisations de masse pendant la période socialiste alors qu'il n'est plus socialisé dans les milieux au sein desquels elles avaient cours depuis plusieurs années ? Faut-il conclure à la force des habitudes ou au poids des structures sociales ? Les propos suivants suggèrent une autre hypothèse :

« D'un point de vue moral et psychologique, je peux dire ceci : la création du Conseil des habitants de l'agence du quartier en 2000 a été pour moi comme un retour au pays après une longue absence, si tu comprends ce que je veux dire. On nous a

308 Courrier électronique du 10 novembre 2005.

309 Se reporter au cas d'Alexander Rau, analysé en annexe 6, p. 498.

toujours presque commandés, et le PDS aussi, d'entrer enfin dans la vieille RFA. J'ai compris cela comme une injonction à me soumettre (*unterordnen*) et à m'assimiler. Je ne le voulais pas. Et personne, au sein du Conseil des habitants, ne le voulait non plus, de sorte que nous nous sentions là-bas comme « à la maison ». Chacun de ceux qui s'y investissent depuis le début avait déjà été socialement actif avant 1989 et était reconnaissant de pouvoir l'être à nouveau. En 1996, j'ai rencontré le mot "altruiste" pour la première fois. Je crois qu'il me correspond bien. Pour autant, si quelqu'un me qualifie de "communiste", je ne prends pas cela pour une insulte mais plutôt comme un synonyme du premier terme. Néanmoins, je me garde bien d'appliquer l'équivalence à l'ensemble des personnes qui se disent communistes aujourd'hui³¹⁰. »

À partir de l'analyse des mouvements sociaux en termes d'« identité » proposée par Alessandro Pizzorno, on peut en effet faire l'hypothèse que le discours participatif du « management de quartier » a d'autant plus d'efficacité sur Martin Witte qu'il répond à un besoin de recréer des liens de solidarité et de reconstituer des certitudes normatives mises à mal après la réunification (Pizzorno, 1990). L'offre de participation du « management de quartier » trouve en effet Martin Witte coupé de l'ensemble de ses attaches sociales à l'extérieur du quartier. De plus, les conditions dans lesquelles il perd son emploi en 1994 le placent dans une situation d'incertitude quant aux normes qui ont habituellement guidé son action : celles-ci sont publiquement disqualifiées après la réunification³¹¹. Dans le dernier extrait d'entretien cité, l'équivalence qu'il trace entre le terme de « communiste » et celui d'« altruiste », montre que le discours du « management de quartier », en réactivant certains éléments de la rhétorique participative propre au régime socialiste, revalorise une partie de ces normes (en particulier celles de la solidarité ou du sacrifice de soi pour la collectivité) en les inscrivant dans un nouveau registre de justification (le registre civique) et fait ainsi du Conseil des habitants un cadre de socialisation dans lequel Martin Witte peut concevoir son action présente dans la continuité de son engagement politique passé. Si le passé explique ainsi la façon particulière dont Martin Witte répond à l'offre de participation du Conseil des habitants dix ans après la chute du mur, il rend cependant plus difficilement compte de la réputation qu'il a acquise auprès d'un certain nombre de mes interlocuteurs au moment où j'arrive sur le terrain. Comment est-il devenu un « bon » citoyen ?

310 Courrier électronique du 12 novembre 2005.

311 Pour une analyse du récit autobiographique dans lequel Martin Witte expose ces conditions, cf. annexe 7, p. 503.

La genèse d'un « bon » citoyen

Martin Witte est élu Président du Conseil des habitants au cours de la première réunion du mois de juin 2000. À ce titre, il est chargé de préparer les ordres de jour et de seconder l'équipe du « management de quartier » dans l'organisation des réunions. En tant qu'ancien journaliste, il est aussi désigné par le groupe pour répondre aux sollicitations des médias³¹². Malgré l'attribution de ces tâches spécifiques, son rôle ne se distingue pas particulièrement, dans les comptes rendus, de celui des autres membres du Conseil. D'après Martin Witte, « ça a d'abord commencé de façon très concrète » : « Il y avait par exemple quelque chose avec les toilettes publiques. Je me rappelle aussi que Greta avait dit que ça ne ressemblait plus à rien dans la Klandorferstraße, où les crèches abandonnées n'avaient plus de vitres aux fenêtres etc. que ça ressemblait à un champ de ruines etc., je ne sais plus, et pour rendre la chose [la première réunion du Conseil des habitants] un peu publique, il y avait aussi des élus du parlement³¹³. » Dans la suite de l'entretien, il revient plus en détail sur un projet de panneaux d'affichage qui illustre *a contrario* les modalités d'action du Conseil des habitants durant les deux premières années de son existence : « D'après moi, le management de quartier sert plus ou moins au départ à réveiller et à organiser l'initiative des habitants. Parce que celui qui se rapporte bénévolement aux choses (*da rangehen*), de façon enthousiaste et volontaire, acquiert aussi un peu une connaissance technique (*Fachwissen*) de l'infrastructure. Il y en a qui connaissent les procédures, qui possèdent les relations professionnelles et savent exactement ce qu'ils peuvent faire. Mais d'un autre côté, il ne faudrait pas qu'ils s'imaginent que leurs compétences techniques (*Fachkenntnisse*) leur permettent de se passer des autres. La technique (*das Fachliche*) c'est une chose, mais il y a aussi le local (*das Örtliche*), oui, et ce qui compte, c'est d'arriver à combiner les deux ensemble. Et quand l'impression domine, que les habitants pensent et sont persuadés et font l'expérience que leur parole n'a pas de poids, quand en tant qu'habitant, on ne doit servir que de couverture (*Feigenblatt*), que seuls les chiffres comptent pour prouver que les habitants ont participé, ça ne sert à rien. Alors les gens font leurs projets selon leur idée, sans se soucier de la façon dont il sera reçu et ils s'étonnent, quand ils ont fini, qu'ils récoltent de la colère ou qu'alors on se moque d'eux. Qu'est-ce qu'ils ont donc fait là ? Et personne parmi nous ne peut dire qu'il n'était pas au courant. Alors on doit élever la voix, et quand les managers disent, qu'est-ce que c'est donc encore que cette histoire avec les panneaux d'affichage, alors on doit se lever et dire, ça on le voulait, mais pas comme c'est

312 Compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 30 janvier 2001.

313 Entretien du 23 mars 2005, p. 73.

maintenant³¹⁴. » D'après Martin Witte, les actions du début n'ont cependant rien de comparable avec la « grande » affaire qui a occupé le Conseil à partir de 2002 jusqu'à mon arrivée sur le terrain : « Tout ça, au début, c'était pour nous comme un jeu de bac à sable (*das war wie Buddelkasten*) [inaudible]. On jouait vraiment dans un bac à sable, là devant avec les toilettes publiques, dans le Parc de Eiche avec les bancs, dans le Parc Seelgraben, en aidant l'association à tracer le parcours pédagogique ou encore avec ce remarquable qui pro quo des panneaux d'affichage. (...) Tout ça c'était du jeu de bac à sable, un jeu d'enfant (*Kinderspiel*). Ça s'est corsé avec le programme de restructuration urbaine. Là on nous a confié le rôle, je dirais, d'une sentinelle de quartier (*Stadtteilwächters*), comme les sentinelles (*Schildwache*) à l'entrée du vieux Paris, à l'époque d'Alexandre Dumas³¹⁵ ».

Quelle a été l'action du Conseil des habitants dans le cadre du programme de restructuration urbaine à Marzahn Nord et quel rôle y a joué Martin Witte ? Les archives de l'agence de quartier, de Martin Witte et de l'initiative de défense des locataires témoignent d'échanges réguliers de courriers avec les services d'urbanisme de l'arrondissement et du Sénat de Berlin à partir de l'été 2002, de rencontres répétées avec les PDG de la société immobilière communale, des élus de l'assemblée municipale (*BVV*) et l'adjoint au maire de l'arrondissement chargé du développement urbain écologique, enfin, d'une audition au Parlement de Berlin. Le journal du quartier, la presse locale et la mémoire de ceux qui se sont mobilisés autour de cette affaire ont cependant retenu deux événements dans la chronologie complexe de ces actions : en janvier 2003, le Conseil des habitants organise une assemblée de quartier qui débouche sur la création de l'initiative de défense des locataires ; en mai de la même année, le Conseil attire les médias régionaux dans le quartier³¹⁶ en adressant au maire de la communauté de communes d'Ahrensfelde un courrier dans lequel il demande des informations sur la procédure à suivre pour fusionner avec sa commune³¹⁷.

314 *Ibidem*, pp. 79-80.

315 *Ibidem*, pp. 53-54.

316 La plupart des quotidiens berlinois est représentée : Eltzel, « Von der Stadt aufs Land : Die Bewohner von Marzahn wollen Ahrensfelder werden » [De la ville à la campagne : des habitants de Marzahn veulent devenir des « Ahrensfeldois »], *Berliner Zeitung*, 05.06.03, p. 28 ; Roskamp, « Ein Kiez will weg aus Berlin » [Un quartier veut quitter Berlin], *Die Tageszeitung*, 04.06.03, p. 23 ; Rössling, « Frustriert über Berlin : ein Kiez will nach Brandenburg » [Frustré de Berlin : un quartier veut aller dans le Brandebourg], *Berliner Morgenpost*, 02.06.03, p. 20 ; Schröder, « Wird Marzahn Ahrensfelde-Süd ? » [Marzahn va-t-il devenir Ahrensfelde-Süd ?], *Märkisch-Oder-Zeitung*, 30.05.03, p. 13 ; Emission télévisée « Berlin Life » de la *Rundfunk Berlin Brandenburg* (RBB) du 03.06.03, 19h-19h45.

317 Une telle demande est d'autant plus provocante qu'à l'occasion du référendum du 5 mai 1996, la population de l'arrondissement de Marzahn avait rejeté le projet de fusion entre le *Land* de Brandebourg et le *Land* de Berlin avec plus de 60 % des voix exprimées. Dans les autres arrondissements de l'Est, le projet avait été rejeté avec une courte majorité (entre 50 % et 55 % des voix exprimées) tandis que les arrondissements de l'Ouest l'avaient accepté. De leur côté, les Brandebourgeois ont rejeté le projet avec plus de 60 % des voix exprimées (Schulz,



Réunion publique du 25 janvier 2003, Marzahn Nord, photo Rolf Banggartz.



Réunion publique du 25 janvier 2003, Marzahn Nord, photo publiée en couverture du journal du quartier (*NordWest*, n° 7, février 2003).

Si l'on considère la façon dont la réunion publique d'information est organisée, cette action ne diffère pas de celles que le Conseil a menées jusque-là. Martin Witte s'occupe de rédiger les invitations adressées aux autorités publiques avec la responsable du « management de quartier » tandis que d'autres membres font campagne au sein de leurs immeubles ou négocient auprès du directeur de l'école fréquentée par leurs enfants les conditions de prêt du gymnase³¹⁸. Durant la réunion, il siège à la tribune aux côtés d'un modérateur professionnel et de deux membres du Conseil concernés par le projet. Au titre de ses fonctions de président, il y défend la position du Conseil. Celle-ci est exposée quelques semaines avant la tenue de la réunion dans l'ensemble des courriers adressés par le Conseil à la société immobilière communale, aux services administratifs compétents de l'arrondissement et du Sénat de Berlin, à la Présidente de l'assemblée municipale de l'arrondissement et au député de la circonscription de Marzahn Nord au Parlement de Berlin ainsi que dans le communiqué de presse annonçant la réunion : « Le Conseil des habitants n'est pas contre le programme de restructuration urbaine. Nous l'approuvons (*befürworten*) et nous le soutiendrons à la mesure de nos moyens et de nos possibilités, à la condition qu'il respecte ses objectifs initiaux et qu'il contribue effectivement à une valorisation et au développement du quartier pour l'ensemble de ses habitants³¹⁹ ».

Martin Witte joue un rôle plus déterminant dans la demande de fusion adressée quelques mois plus tard à la communauté de communes d'Ahrensfelde. Il propose aux autres membres du Conseil d'initier cette action à la suite d'une évolution des rapports

1998, p. 8).

318 « Répartition des tâches pour l'organisation de la réunion d'information du 25.01.02 », archives de l'agence de quartier de Marzahn NordWest.

319 Lettres du 28 novembre 2002 adressées par le Conseil des habitants à la société immobilière communale, au maire de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf (Uwe Klett) et à son adjoint chargé du développement urbain écologique (Heinrich Niemann), à la présidente de l'assemblée municipale de Marzahn (Petra Wermke) et au député de la circonscription de Marzahn Nord au Parlement de Berlin (Wolfgang Brauer) ; lettre du 9 janvier 2003 adressée par le Conseil des habitants au Sénateur chargé du développement urbain (Peter Strieder) ; communiqué de presse du 19 janvier adressé aux rédactions des hebdomadaires locaux et des quotidiens berlinois.

entre l'initiative de défense des locataires, dont il fait partie, et le PDG de la société immobilière communale. En même temps qu'il envoie la lettre, rédigée au nom du Conseil, au maire de la communauté de communes d'Ahrensfelde, il transmet un communiqué de presse à la rédaction berlinoise de l'agence de presse allemande (*Deutsche Presseagentur*). Dans les jours qui suivent, il est interrogé par les médias qui ont repris l'information. Ses propos, énoncés au nom du Conseil des habitants, sont cités dans l'ensemble des articles : « Les locataires se sentent (...) "oubliés et, pour parler de façon imagée, enterrés par l'administration berlinoise" » ; « Si le modèle de restructuration urbaine échoue, nous courons le risque de subir encore davantage de dégradations et de vandalisme ». Ces propos sont confrontés à ceux des maires de la communauté de communes d'Ahrensfelde et de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf qui apportent leur soutien à l'initiative du Conseil. De leur côté, le Sénateur berlinois chargé du développement urbain conditionne l'allocation des crédits aux résultats d'une expertise et le ministre de l'intérieur du *Land* de Brandebourg exclut toute possibilité de fusion en faisant état des obstacles techniques à sa mise en œuvre (les deux *Land* seront obligés de conclure un contrat à l'issue d'une procédure juridique trop compliquée).

Bien que ces deux actions poursuivent des enjeux différents (informer les locataires pour la première et faire pression sur le Sénateur pour qu'il débloque les fonds nécessaires à la rénovation des immeubles restant après démolition pour la seconde), Martin Witte évalue leur réussite de la même façon. Dans un courrier électronique envoyé aux journalistes locaux quelques jours après la réunion d'information du 25 janvier 2003, il dresse le bilan de cette action dans les termes suivants : « Cette réunion a été un succès, ne serait-ce que parce que la majorité des participants a confirmé l'ambiance décrite par le Conseil dans ses lettres, en exprimant son mécontentement et en faisant exploser une colère difficilement canalisable. (...) Ce que nous avons supposé jusque-là s'est exprimé clairement en public pendant la réunion des locataires : les habitants et leur Conseil ne forment pas une paire de chaussures dépareillée. Les gens ont vu que nous nous consacrons à la défense de leurs intérêts et nous ont applaudis pour cela³²⁰ ». Dans le premier entretien que je mène avec lui, il critique le compte rendu de la réunion publié par le journal du quartier : « Dans l'article, [le journaliste] écrit : "(...) *notre* Conseil [Martin Witte souligne à l'oral] à fait ça et ça, les gens étaient là, etc." et ensuite, à la moitié du texte,

320 Courrier électronique au journaliste de *Jotwd* et à un pigiste de *Neues Deutschland* et de *Berliner Woche* des 26 et 27 janvier 2003. NB : *Neues Deutschland* est l'ancien organe de presse du SED, aujourd'hui proche du PDS, tandis que *Berliner Woche* est un hebdomadaire local gratuit que les habitants de Berlin reçoivent directement dans leurs boîtes aux lettres.

il passe à la description de la position de la société immobilière communale. Et il consacre plus de place à l'exposé de sa position qu'à la nôtre. Or, c'est justement cette position-là de la société immobilière communale qui s'est faite laminée, certes, elle était déjà décidée et ils n'en ont pas changé tout de suite, mais plus tard ils ont justement changé leur position et c'est grâce à tout ça que c'est arrivé³²¹. » Dans le même entretien, il évalue la réception médiatique de la demande de fusion avec Ahrensfelde de la façon suivante : « Ça m'a beaucoup marqué, mais je ne voulais pas dire, comme les autres, que tout cela ne serait pas arrivé sans les citoyens. En un sens c'est vrai, nous avons la force des mots, la force de deux cœurs, si tant est qu'on peut porter deux cœurs, mais alors il faut ramener notre action à une échelle bien moins ambitieuse, nous sommes très fiers d'avoir pu jouer un rôle dans cette affaire, mais en principe, nous ne sommes qu'une douzaine de personnes. Mais les gens se sont fait des idées, d'une façon ou d'une autre, ils nous ont remarqués. Pendant toute cette affaire, je n'ai reçu que deux menaces par téléphone, disant qu'on allait me mettre le point sur la gueule, parce que je figurais dans un hebdomadaire local comme « habitant, porte-parole du Conseil des habitants ». Ils avaient dû en faire un peu trop dans l'article (*großspurig sein*), « je ne t'ai pas élu » me disaient les autres au téléphone. Je ne sais pas qui c'était, ils pouvaient venir de n'importe quel coin de Marzahn, ils ne se sont pas présentés. Mais ils n'étaient que deux. En principe, ils auraient pu être 20 000 à me tenir le même discours³²². »

Plusieurs interprétations de ces documents sont possibles. Je me concentrerai sur la suivante : la réunion publique d'information de janvier 2003 et le « coup » orchestré quelques mois plus tard pour attirer les médias régionaux dans le quartier constituent deux épreuves publiques au cours desquelles l'action du Conseil des habitants change de registre et Martin Witte accède à un état de grandeur civique qui lui permet d'exercer un pouvoir de contrôle sur l'activité des autorités publiques locales.

Parmi les affaires « très concrètes » dont le Conseil des habitants se saisit durant les premières années de son existence, Martin Witte mentionne un projet de panneaux d'affichage que le Conseil propose afin d'améliorer l'information des habitants sur le dispositif du « management de quartier » et les services publics disponibles à l'échelle du quartier³²³. La réalisation de ces panneaux a été confiée par les « managers » à une entreprise spécialisée que Martin Witte désigne dans le premier extrait d'entretien par la référence aux personnes qui disposent de « compétences techniques », d'un savoir procédural et d'un capital social acquis en dehors d'une activité bénévole

321 Entretien du 23 mars 2005, p. 24-25.

322 *Ibidem*, pp. 37-38.

323 Compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 29 août 2000.

dans le quartier. Ces panneaux sont réalisés en matière plexiglas. Pour y afficher une information, il faut d'abord la soumettre aux « managers de quartier ». Ces caractéristiques ne correspondent pas à celles que les membres du Conseil avaient imaginées : ils souhaitaient des panneaux robustes sur lesquels les associations et l'ensemble des initiatives locales puissent afficher librement des informations à destination des habitants³²⁴. Or, pour Martin Witte, cet aménagement est un échec parce que les professionnels chargés de le réaliser méconnaissent la situation locale. Dans son jugement, il oppose en effet le savoir local (*das Örtliche*) au savoir technique (*das Fachliche*) détenu par les professionnels. Ces catégories renvoient respectivement aux notions de « savoir d'usage » et d'« expertise » que l'on retrouve dans la littérature. Yves Sintomer rattache la première notion à la tradition intellectuelle libérale de gauche, selon laquelle chacun connaît ses intérêts et se trouve seul en mesure de les exprimer (Sintomer, 2008, p. 76). Comme je l'ai montré à la fin du deuxième chapitre, cette notion a été remise au goût du jour par le discours participatif qui accompagne la mise en place des réformes visant à moderniser les administrations berlinoises à partir du modèle de la « nouvelle gestion publique » (*neues Steuerungsmodell*). L'opposition que dessine Martin Witte entre les deux termes indique cependant que le « savoir d'usage » est mobilisé dans un contexte où la participation des habitants est réduite à une logique de proximité³²⁵ : l'intervention des membres du Conseil se limite à la négociation d'arrangements locaux. Il s'agit d'adapter les normes générales d'usage, maîtrisées par les professionnels, aux besoins particuliers des habitants du quartier. Dans ce contexte, la politisation des « problèmes » mentionnés par les membres du Conseil n'est pas le produit d'un travail de cadrage effectué au fil des réunions. Il apparaît plutôt, à travers le témoignage de Martin Witte, comme l'effet d'un processus de « certification »³²⁶ : l'action du Conseil prend une dimension publique uniquement parce que les autorités politiques sollicitent son avis et le prennent parfois en compte. Cela peut expliquer que, dans la mémoire de Martin Witte, l'action du Conseil s'en tient à cette époque à une action sans véritable éclat (« un jeu de bac à sable »), qui revêt les apparences d'une action politique sans en avoir l'essence.

Martin Witte évalue différemment le résultat de la réunion publique d'information de janvier 2003 et les articles publiés dans les médias après la demande de fusion adressée au maire de

324 Compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 28 mai 2002.

325 En lui-même le savoir d'usage n'empêche pas la montée en généralité. Il légitime une forme de représentation que je qualifie d'indiciaire et dont l'enjeu est de définir, par la délibération, un bien commun. Cf. infra, chapitre 5, pp. 408 et suivantes. Dans le chapitre qui suit j'analyse une situation similaire à celle que décrit ici Martin Witte. Elle permet de repérer les facteurs contextuels qui enferment la discussion dans une logique de proximité : l'homogénéité sociale du Conseil des habitants et l'absence de procédures ou d'objets dont ses membres peuvent se saisir pour interpréter les rôles publics qu'ils souhaitent. Cf. infra, chapitre 5, pp. 416 et suivantes.

326 « La certification fait référence à la validation des acteurs, de leur performances et de leurs revendications par des autorités extérieures » (Mc Adam, Tarrow, Tilly, 2001, p. 145, ma traduction).

la communauté de communes d'Ahrensfelde : il se réfère cette fois à la définition du bien commun de la cité civique (Boltanski, Thévenot, 1991, pp. 137-150). Le Conseil des habitants critique en effet l'action de la société immobilière communale puis celle du Sénat en fonction de cette définition. Dans les deux cas, l'argument avancé renvoie en effet à celui qu'Albert Hirschman a identifié, dans un contexte différent, sous le type de l'effet pervers : « ce qui est fait dans l'intérêt général aboutit à des conséquences néfastes, désastreuses et contraires aux fins poursuivies » (Hirschman, 1991, p. 32). Ce type d'argument ne remet pas en cause l'action critiquée dans son principe mais dénonce l'écart qui existe entre l'action effectivement menée et son principe. L'élaboration de cet argument tient à la nature des préoccupations de Martin Witte au moment où le plan de démolition de la société immobilière communale est annoncé par les médias (soit courant du mois de septembre 2002). Comme il l'explique en entretien, n'étant pas lui-même locataire de la société communale, il considère son projet du point de vue de ses effets sur l'ensemble du quartier³²⁷. Quelques semaines auparavant, il adresse ainsi une lettre en son nom propre aux services d'urbanisme de l'arrondissement pour déplorer l'incertitude alimentée par le manque d'information et les « rumeurs » qui circulent au sujet des esquisses que le service a envoyées au concours organisé début 2002 par le gouvernement fédéral pour susciter les premiers projets de restructuration urbaine à l'Est (*Stadtumbau Ost*)³²⁸. Cette lettre fait suite aux reports successifs d'une réunion prévue depuis le mois de juin 2002 par la Plattform Marzahn pour informer les habitants sur les modalités de participation de l'arrondissement au programme fédéral³²⁹. La thèse de l'effet pervers s'inscrit ainsi dans la suite logique de la revendication, qu'il formule en tant que « simple citoyen », d'un droit à l'information : le manque d'information place les locataires dans une situation d'incertitude les poussant à déménager et va à l'encontre des objectifs de valorisation du quartier affichés par le programme fédéral.

La façon dont Martin Witte évalue rétrospectivement les deux actions menées par le Conseil des habitants correspond aussi au principe en fonction duquel elles ont été éprouvées en situation. En effet, pour qu'une critique soit recevable, il faut qu'elle soit elle-même, en tant qu'action, ajustée à un bien commun. Pour ce faire, il faut qu'elle l'exprime dans sa forme. Prendre la parole suppose ainsi un travail de mise en forme de l'action. Dans les deux cas qui m'intéressent, ce travail consiste à manifester un collectif (le bien commun de la cité civique) aux yeux d'autrui à travers deux formes : la masse et le style. Pour produire un effet de masse, il faut réunir un grand nombre de personnes dans un espace délimité. La réunion publique du 25 janvier 2003 regroupe dans le

327 « La sonnette d'alarme a sonné chez moi parce que, bien sûr, je ne suis pas locataire de la WBG Marzahn, j'habite en marge de son parc immobilier, mais si j'ai un trou en plein milieu, alors ça se répand, n'est-ce pas, et je dois donc participer à la lutte. » Entretien du 23 mars 2005, p. 23.

328 Lettre de Martin Witte aux services d'urbanisme de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf du 30 août 2002.

329 Comptes-rendus de la réunion du Conseil des habitants des 28 mai et 25 juin 2002.

gymnase d'une école primaire du quartier environ 300 personnes concernées par le plan de démolition. Les photographies que j'ai retrouvées dans les archives privées de Rolf Bangartz et dans un numéro du journal du quartier montrent que la disposition de la salle renforce l'effet de masse en isolant les responsables politiques derrière un pupitre qui fait face à l'assemblée. La demande de fusion à la communauté de communes voisine crée le même type d'effet. Il s'agit d'une menace de défection (*exit*), mais qui, contrairement au type d'action qu'Albert Hirschman désigne par ce terme (Hirschman, 1995 [1970]), prend la dimension collective habituellement prêtée à la prise de parole (*voice*) : ce ne sont pas des individus isolés qui menacent de quitter le quartier mais un quartier tout entier s'exprimant par la bouche de ses représentants. La seconde forme, que l'on retrouve dans les deux situations, est produite par l'ajustement réciproque des arguments. Dans le cas de la réunion publique, un espace intermédiaire a été aménagé entre la tribune et le public. Il constitue une sorte d'arène au sein de laquelle les plaintes et les revendications des habitants sont directement adressées au responsable politique installé derrière son pupitre. Le témoignage de Martin Witte repris par les journalistes locaux insiste sur la ressemblance entre les récits et les revendications émanant des « habitants » qui prennent successivement la parole (« les habitants et leur Conseil ne forment pas une paire de chaussures dépareillée »). On peut faire l'hypothèse que cette ressemblance est le produit d'un ajustement mutuel : chaque personne qui prend la parole calque son récit personnel sur le contenu ou la rhétorique de ceux qui précèdent, de sorte qu'au final, un style émerge de l'ensemble et démodalise les récits individuels. Dans ce cas, le collectif se dessine ainsi à travers l'unité des actions qui en émanent. Les articles de presse consacrés à la demande de fusion sont produits selon une logique similaire. L'ensemble des articles sont calqués sur le même modèle. À la position des habitants, exprimée par Martin Witte, répondent dans le corps du texte les prises de position adverses et les déclarations de soutien émanant des élus de la commune d'Ahrensfelde ou de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf. On retrouve ainsi le principe de récits s'étayant les uns les autres. Ce principe conduit en particulier à donner une vision polarisée du débat (pour ou contre la démolition, pour ou contre la fusion), c'est-à-dire à regrouper les positions individuelles autour de quelques positions-repères stylisées. Un tel principe étend et stabilise également le collectif des habitants en le reliant à des groupes qui existent déjà à travers leurs représentants. Parallèlement à la stylisation, on a donc aussi affaire à un processus de certification (McAdam, Tarrow, Tilly, 2001, p. 145).

La comparaison entre les deux situations d'épreuve publique rapportées par Martin Witte indique que les collectifs produits par le travail de mise en forme du Conseil des habitants sont plus stables dans le cas de la demande de fusion que dans celui de la réunion publique. Le compte rendu effectué par la presse de la demande de fusion avec le village d'Ahrensfelde constitue en effet, par

rapport à la réunion publique d'information, une épreuve civique par défaut. Durant la réunion d'information, les applaudissements et les prises de parole spontanées des locataires sanctionnent directement l'action du Conseil tandis que dans les articles de presse l'absence de contestation publique valide *a posteriori* son action. Tout ce passe comme si la réussite de la mobilisation des locataires en janvier 2003 permettait au Conseil de s'épargner les frais d'une nouvelle mobilisation quelques mois plus tard. L'existence du collectif des locataires s'est en effet prolongée au-delà de la réunion d'information de janvier en s'inscrivant dans des objets et des personnes (tracts, noms, slogans, titres, fonctions, etc.) qui économisent l'effort de mobilisation au moment de la demande de fusion. Nous avons affaire à ce que Laurent Thévenot appelle des « investissements de forme » : le travail de mise en forme produit des objets et des personnes qui, pour un temps et un territoire donné, servent d'instruments d'équivalence (Thévenot, 1986). Par exemple, les membres du Conseil des habitants mobilisent les locataires pour la réunion publique en tirant parti des attaches sociales et familiales dont ils disposent dans le quartier. Ce travail est épargné et résumé par le logo du Conseil des habitants qui figure sur le papier à en-tête utilisé pour rédiger la demande de fusion ou par la fonction de porte-parole de Martin Witte.

Si l'on en croit la critique que Martin Witte adresse au compte rendu que le journal du quartier fait de cette réunion, la position de la société immobilière aurait été affaiblie par le mécontentement général exprimé par les locataires. En revanche, son évaluation de la réception médiatique de la demande de fusion vers le Brandebourg est plus circonspecte : il lui est plus difficile d'attribuer à cette seule action l'évolution de la position du Sénat de Berlin dans cette affaire. Comment expliquer ces différences dans l'interprétation des effets de ces deux épreuves ? D'après moi, elles tiennent compte des différences entre les états associés à leurs protagonistes. À l'issue de la réunion publique d'information, l'action du Conseil des habitants, acclamée par une assemblée de locataires, apparaît plus juste que celle de la société immobilière communale. À l'inverse, la demande de fusion du Conseil apparaît farfelue parce que la discussion politique est court-circuitée par l'argument technique du ministre de l'intérieur brandebourgeois. Dans le premier cas, le collectif dont l'action du Conseil procède est de taille équivalente à celui auquel la société immobilière communale est censée se référer pour orienter son action : il s'agit des mêmes « locataires ». En se ralliant à la position du Conseil, les locataires de la société immobilière ont donc ramené la société à un état de grandeur inférieur à celui du Conseil. Dans le second cas, l'état de grandeur associé aux élus qui soutiennent l'action du Conseil des habitants est inférieur à celui qui est associé au ministre de l'intérieur brandebourgeois qui se rallie à la position du sénateur berlinois : leur action relève en effet de collectifs moins importants. Le soutien de ces élus ne fait donc pas le poids face aux prises de parole du ministre de l'intérieur brandebourgeois et du sénateur

berlinois, bien que leur contenu (argument technique et argument faisant référence au bien commun de la cité industrielle) ne soit pas ajusté à la définition du bien commun en fonction de laquelle elles sont évaluées (bien commun de la cité civique). L'accès à un état de grandeur donné semble ainsi déterminer une certaine capacité d'action : plus une personne accède à un état de grandeur élevé, plus la force de son argument est importante. Autrement dit, accéder à un état de grandeur supérieur à l'issue d'une épreuve suppose un gain de pouvoir.

Cette relation est très bien illustrée par le parcours de Martin Witte. D'une épreuve à l'autre, Martin Witte accède à des états de grandeur plus élevés à mesure que la taille du collectif produit par le travail de mise en forme en jeu dans ses prises de parole augmente. On peut ainsi décrire son parcours comme une succession d'états de grandeur qui en fait un personnage de plus en plus important pour la vie publique locale. Un premier état coïncide avec le moment où il est élu président du Conseil et où il exprime la voix de la douzaine de membres qui le constituent. Il accède à un état supérieur lorsqu'à la suite de la réunion d'information de janvier 2003, il en vient à porter la parole d'une foule de 300 personnes. Enfin, la demande de fusion adressée à la commune voisine n'étant pas publiquement contestée, il est confirmé dans sa capacité à s'exprimer pour les 20 000 habitants de son quartier. Chaque état se différencie du premier par un volume supérieur de pouvoir. Ainsi, chaque épreuve assure à Martin Witte une capacité d'action supérieure. Qu'il s'agisse de la réunion du Conseil des habitants au cours de laquelle Martin Witte est élu à la fonction de président ou de la réunion publique d'information où la position du Conseil est accueillie par les applaudissements de la foule, l'acquisition d'un volume supérieur de pouvoir est liée à la sanction positive d'une épreuve publique de justification, c'est-à-dire à la réussite du travail de mise en forme en jeu dans la prise de parole. Au moment où il adresse une demande de fusion au maire d'Ahrensfelde, Martin Witte s'octroie cependant une capacité d'action supplémentaire sans que celle-ci ne soit liée à l'issue positive d'une épreuve. Il a néanmoins conscience du risque auquel il s'expose : l'action du Conseil aurait pu être dénoncée publiquement par un habitant du quartier ou de l'arrondissement. Dans la mesure où ces dénonciations s'en tiennent à la sphère privée (appels anonymes à son domicile) alors que la demande de fusion est mise à l'épreuve de l'opinion publique, l'octroi de ce supplément de pouvoir n'est pas remis en cause par l'épreuve médiatique et il le conserve à l'issue de cette épreuve.

Dans tous ces cas, le pouvoir qu'il exerce n'a cependant rien à voir avec celui que l'on attribue habituellement aux institutions gouvernementales. Comme l'indique la façon dont il décrit ce pouvoir (« Là on nous a confié le rôle, je dirais, d'une sentinelle de quartier (*Stadtteilwächters*), comme les sentinelles (*Schildwache*) à l'entrée du vieux Paris, à l'époque d'Alexandre Dumas »), celui-ci ne relève pas d'une capacité à orienter des conduites, mais plutôt de ce que Pierre

Rosanvallon appelle un « pouvoir de surveillance » : « (...) un pouvoir dont l'efficacité repose sur le travail invisible d'un contrôle permanent et disséminé, irriguant l'ensemble de la société » (Rosanvallon, 2006, p. 37). La fonction d'une sentinelle n'est pas, en effet, de mettre fin aux menaces qu'elle repère. Son rôle est plutôt d'alerter ceux qui sont censés le faire (les autorités compétentes).

L'ensemble de ces analyses amènent ainsi à la conclusion suivante : le parcours d'engagement de Martin Witte ne s'inscrit pas dans un plan stratégique de conquête du pouvoir pour au moins trois raisons. La première tient aux facteurs qui déterminent l'orientation de ce parcours : il semble davantage façonné par les circonstances ou par la dynamique des actions auxquelles il participe que par ses intentions exprimées ou cachées. Ensuite, le pouvoir qu'il accumule au cours de ce parcours lui confère certes une capacité d'agir sur le cours des événements, mais celui-ci se limite à la sphère locale et à l'émission d'un signal d'alerte. Le pouvoir d'orienter les conduites reste aux mains des gouvernants. Enfin, ce pouvoir n'est pas acquis une fois pour toutes. Il reste conditionné au pouvoir de surveillance d'autrui et peut donc être soumis à tout moment à une nouvelle épreuve dont l'issue n'est pas garantie.

Considéré dans son ensemble, le parcours d'engagement de Martin Witte met en jeu deux mécanismes distincts. Le premier correspond à une opération de traduction : Martin Witte réinterprète les modalités de son engagement passé en fonction de nouvelles normes d'action. Cette réinterprétation s'assortit d'une recomposition identitaire (de « communiste », Martin Witte se considère désormais comme « altruiste ») qui marque le passage d'un engagement domestique à un engagement civique. Le second mécanisme que j'ai identifié dans son parcours renvoie à la conversion au sens de changement d'état. Ce changement est le résultat de la sanction positive du travail de mise en forme en jeu dans la prise de parole et il s'accompagne d'un gain de pouvoir. Dans le cas de Martin Witte, le travail de mise en forme produit un collectif, le bien commun de la cité civique. Il se manifeste sous deux formes (la masse et le style) qui, une fois fixées dans des objets (logo, fonction, etc.), permettent d'économiser le travail de mise en forme d'une épreuve à l'autre et d'assurer la permanence du collectif entre deux épreuves successives. Retrouve-t-on des mécanismes et des formes similaires dans le parcours d'engagement de Greta Dahlewitz, qui participe aux actions du Conseil des habitants dans les mêmes conditions que Martin Witte ?

II. 2. Une « nouvelle » militante

Comme Martin Witte, Greta Dahlewitz participe à la première conférence organisée par le « management de quartier » à l'attention des habitants en avril 2000 puis, à partir de cette date, aux réunions du Conseil des habitants. Dans le second entretien que je mène avec elle en février 2007, elle revient sur les circonstances dans lesquelles elle répond à cette offre de participation : « (*Greta*) – En 1990, j'avais encore un travail et le quartier ne m'intéressait pas du tout encore. C'est à peine si je remarquais ce qui s'y passait. La seule chose que je remarquais, lorsque je rentrais chez moi, c'était qu'il n'y avait plus une seule place pour se garer, parce que maintenant tout le monde avait une, deux ou trois voitures garées devant sa porte. Il n'y avait plus une seule place de parking, Cécile, tout était pris ! Et les logements étaient aussi encore tous pleins. Ça c'était l'autre chose. Mais à partir du milieu des années 1990, tout est alors aussi devenu différent. (*Moi*) – À partir de quand as-tu commencé à t'intéresser davantage au quartier ? (*Greta*) – En fait, ça a commencé quand j'ai entendu dire qu'il y avait de plus en plus de gens qui quittaient le quartier, c'était au milieu des années 1990, quand je me suis dit : il faut qu'on fasse quelque chose ici. C'est pour ça que je me suis aussi occupé de la section locale du PDS, pour qu'on puisse au moins encore mobiliser un peu de monde pour faire des choses. À l'époque, on a encore organisé une chouette fête, dans la partie ouest du quartier, « la fête de l'île » ça s'appelait. C'était encore OK à l'époque, mais après tout s'est dégradé. Et là, ceux de la ville ont alors remarqué que ça ne marchait plus correctement par ici à l'extérieur de la ville, c'était vers 1997/1998. (*Moi*) – Tu travaillais à l'époque ? (*Greta*) – Oui, oui, je travaillais encore régulièrement pour des contrats de six mois comme ça, tu pouvais encore le supporter, ça n'était pas si terrible. Tu étais même contente de rester tranquille à la maison pendant six mois. Ça n'était pas encore si terrible avec l'argent. Tu avais encore assez d'argent pour vivre correctement et j'avais encore les enfants. Ils étaient encore à la maison. Il y a plein de choses que tu ne vois pas encore de façon si dramatique. Mais là, je me suis dit, il faut faire quelque chose. Et alors il y avait ces... de grandes réunions publiques étaient encore organisées ici. Il y avait encore le *Ahrensfelder Krug*³³⁰, là-bas, il y avait de grandes réunions publiques avec les citoyens, l'administration de l'arrondissement et le maire venaient encore

330 Grand restaurant datant de la période socialiste qui pouvait accueillir plusieurs centaines de personnes. Le local est resté à l'abandon pendant plusieurs années avant d'être définitivement démoli et remplacé par une grande surface en 2004.

discuter avec les gens. On n'avait pas encore Klett³³¹, qui n'est d'ailleurs plus là, mais on avait Buttler³³², c'était vraiment un bon maire. Et il y avait encore de vraies réunions publiques où on écoutait les gens, ce qu'ils avaient à dire. Mais après ça a commencé à disparaître. Jusqu'à ce que trop de monde soit parti. Alors ils ont mis le management de quartier en place. C'était en 1999. Et là je me suis dit, je vais aller une fois à l'une de leurs réunions. Et comme c'était juste à côté de chez nous, je suis allée une fois m'asseoir avec eux. Mais on était très peu de monde. Il n'y avait pas tellement de citoyens, parce que tous ceux qui étaient là-bas se sont retrouvés ensuite dans le Conseil des habitants. Mais là j'avais encore un travail. J'allais aux réunions après le travail, c'était encore normal. Parce que jusqu'en 2002, j'avais encore un travail³³³. »

L'année 2002 n'est pas seulement marquée par les difficultés que Greta rencontre sur le marché du travail pour retrouver un emploi. Elle constitue une date charnière à deux autres titres : elle apprend que son immeuble va être démoli dans le cadre du projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale et elle quitte le PDS avec son mari. Comme le montrent les raisons qu'elle et son mari invoquent pour expliquer leur départ du PDS dans l'entretien que je réalise avec eux en février 2007, ces deux événements sont liés : « (*Greta*) – Aujourd'hui, ça fait la troisième ou la quatrième année que je ne suis plus au PDS. Au début tout ça avait l'air bien, tout ça semblait se renouveler. Mais c'est comme ça, il y a trop de cadres, trop de vieux permanents qui sont restés avec la transition, en fait, ils lui ont résisté sans problème. Vois-tu, ils n'ont jamais été au chômage par exemple. Quand je pense à Petra Pau³³⁴ par exemple, elle faisait partie de la Nomenklatura, elle était perm-, elle avait la même formation que moi. Et en fait elle était destinée au haut de l'échelle en RDA, et elle est... (...) À l'époque ils avaient dit que plus jamais personne ne resterait aussi longtemps qu'Erich Honecker à la tête du parti. Helmut Kohl était aussi longtemps au pouvoir – nous, nous avons Erich Honecker. Et aujourd'hui ils restent à nouveau aussi longtemps au pouvoir. Quand je vois le Gysi³³⁵, quand je vois la Pau, c'est tous des... (*Jörg*) – ou Liebig³³⁶. (*Greta*) – Le Liebig était en fait encore jeune à l'époque, il avait à peine 14 ou 15 ans. (*Jörg*) – Mais c'est des fonctionnaires permanents. C'est tous des fonctionnaires professionnels (*Berufsfunktionäre*). (*Greta*) – C'est des fonctionnaires permanents. C'est les mêmes qu'avant. Et en fait

331 Maire PDS de Hellersdorf de 1995 à 2001 puis, après la fusion des deux arrondissements, de Marzahn-Hellersdorf de 2001 à 2006.

332 Maire PDS de Marzahn de 1995 à 2001.

333 Entretien du 27 février 2007, pp. 39-41.

334 Députée PDS de la circonscription berlinoise au Parlement fédéral (*Bundestag*).

335 Président du parti de gauche (*Die Linke. PDS*) avec Oskar Lafontaine depuis 2007.

336 Président de la section berlinoise du PDS (*Landesvorsitzende*) et député PDS au Parlement de Berlin.

après la réunification, je me disais toujours : il faudrait en fait dissoudre les partis, que des groupements qui se mobilisent pour des objectifs limités se forment, puis se dissolvent à nouveau et soient remplacés par de nouveaux objectifs et de nouveaux groupements. Mais non. Le paysage partisan est devenu encore plus solide qu'il ne l'était avant et ils se battent tous avec acharnement pour leurs postes. Et tout ça allait à l'encontre de mes idées et le projet de restructuration urbaine a vraiment révélé leur position. Ce n'est que lorsqu'ils ont remarqué que la population, le peuple, faisait autre chose, alors ils ont retourné leur veste. Et encore maintenant, je ne fais que me disputer avec Wolfgang Brauer³³⁷ sur tous les sujets possibles. C'est le représentant du coin au Parlement de Berlin, hein. (*Moi*) – Oui, je vois qui c'est. Mais je ne comprends pas bien. Tu veux dire que tu es partie du PDS après le projet de restructuration urbaine ? (*Greta*) – Non, en fait plutôt au début. Ça faisait longtemps en fait que... mais quelque part, j'avais... je ne sais pas vraiment finalement. C'était pas tellement par manque de cran mais je savais pas, si maintenant tu quittes le parti, à quoi appartiens-tu désormais ? Voilà à quoi je pensais. Et ensuite, je me suis dit, en fait ils ne s'intéressent pas non plus à toi, à ce qui t'arrive. Ça je m'en suis bien rendue compte, en particulier quand tu tombes au chômage, d'où vient le soutien ? En aucun cas, il vient du parti. Ils ont toujours raconté un truc cousu de fil blanc, toujours raconté n'importe quel truc de propagande, et là je disais : est-ce que vous savez seulement de quoi vous parlez ? Et aucun d'entre eux n'avait jamais connu le chômage. Aucun d'entre eux. (*Moi*) – Là, tu parles aussi des gens que tu fréquentais dans la section locale ? (*Greta*) – Ceux de la section locale venaient du voisinage. Alors ce sont des gens comme Rolf Banggartz par exemple, hein. Et le Rolf, il porte encore bien haut le drapeau, là je dis, pourquoi pas. Mais il peut aussi encore le faire, il est à la retraite et peut se permettre de s'engager pour le principe. Mais quand tu continues à aller travailler, et chez nous il y avait le parti dans les entreprises, et il y avait le syndicat et dans les entreprises actuelles il n'y a plus rien de tout ça. Il n'y a plus rien du tout. Il y a le Conseil d'entreprise (*Betriebsrat*) mais la plupart des Conseils sont achetés dès le départ pour qu'ils ne barrent la route à personne. On a l'impression qu'il n'y a plus rien pour t'aider. J'étais aussi à un congrès du parti avec d'autres délégués, et je m'y suis énervée à mort. Parce que tous ces beaux discours semblaient complètement déconnectés de la réalité. Et ceux qui savaient de quoi ils parlaient ne savaient naturellement pas le mettre aussi bien en avant. C'est sûr hein, quand tu travailles toute la journée, tu peux aussi dire, tout est perdu d'avance. Mais rien n'était perdu d'avance. Jusqu'à aujourd'hui rien n'est perdu d'avance. (...) Au début nous étions 30 [dans la section locale], au moins 30 personnes, alors on se réunissait

337 Député PDS de la circonscription de Marzahn Nord au Parlement de Berlin.

dans les locaux collectifs des immeubles (*Hausclub*)³³⁸. A ce moment c'était pas encore si, les gens ne voyaient pas ça comme ça. Puis l'accès aux locaux collectifs a été interdit pour ce genre de réunions avant qu'ils ne soient définitivement fermés. Alors on s'est réuni dans notre appartement, ça a fonctionné pas mal d'années, nous étions un bon groupe, assez soudé. Puis de plus en plus de gens ont déménagé, ils sont vraiment tous partis d'ici, parce qu'ils ne trouvaient plus de travail. Et avec ça, la dissolution est vite arrivée. Et à la fin on n'était plus que 6 ou 7. (*Jörg*) – Oui, et le projet de restructuration urbaine a fini de disperser le reste. (*Greta*) – Oui, et le reste a été dispersé par le projet de restructuration et là je suis aussi partie. Parce que ça n'intéressait plus personne, ça n'intéressait absolument plus personne qu'il y ait encore des gens ici qui veulent quelque chose. On ne faisait plus que se réunir de temps à autre, pour bavarder un moment et peut-être aussi pour échanger un peu ce qu'on avait sur le cœur, et puis c'était fini. Et chaque fois juste avant les élections, on voyait venir les camarades de la hiérarchie qui voulaient discuter avec nous. Alors là on a dit non. Ça peut pas durer. Et aujourd'hui encore, je suis d'avis que tu dois définir un objectif, te chercher des alliés (*Verbündete*), et au gouvernement, il doit y avoir des experts (*Fachleute*). Des experts qui ont bien sûr un côté humain, hein. Il ne faut pas qu'ils ne fassent que, comme Sarrazin³³⁹ qui ne voit que ses finances, mais ils doivent considérer ce qui se passe autour d'eux. Oui, et puis tu as aussi fait la connaissance de gens d'autres partis, où tu t'es dit, avec eux, tu peux avancer. Et c'était plutôt bien. C'était la dernière goûte qui a fait débordé le vase, où je me suis dit : stop, ça suffit maintenant. Je le fais plus. Oui, et donc je suis partie et c'est pas un mal. On peut toujours s'investir ailleurs. Et c'est bien de tous les connaître encore. On connaît aussi bien ceux du PDS que ceux des autres partis. Et tu peux toujours te trouver de nouveaux alliés. Le Conseil des habitants était une partie de ceux-là et il y avait aussi l'initiative de défense des locataires et c'est tout à fait OK. Et depuis une chose est sûre pour moi : si tu fais de nouveau quelque chose, tu cherteras toujours à te battre dans le cadre d'une formation comme ça, où tu rassembles plusieurs personnes dans une initiative commune. Parce que tu ne trouves pas non plus ça dans une association, parce que les associations, te prennent dedans aussitôt, et hop! tu te retrouves dedans. Tu ne peux plus respirer, tu dois t'investir pour l'association et ça je ne veux pas. Tu vois, l'initiative de défense des locataires, elle peut au moins râler à droite à gauche et elle peut inviter des gens, c'est pareil pour le Conseil des habitants. Mais ça demande

338 Pendant la période socialiste, un local situé à la cave ou au dernier étage de l'immeuble était destiné à l'organisation d'activités collectives dans le cadre des « communautés d'immeubles » (fêtes d'anniversaires, assemblées générales, etc.). Ils ont disparu avec la rénovation des immeubles après la réunification.

339 Actuel sénateur SPD de l'administration en charge des finances au Sénat de Berlin.

du travail de mener tout ça à bien. Je ne crois pas que tout le monde puisse le faire, tout de suite. C'est beaucoup, beaucoup de travail³⁴⁰. »

À l'instar de Martin Witte, Greta Dahlewitz conçoit sa participation à la conférence organisée par le « management de quartier » en avril 2000 plutôt comme un « devoir » que comme un « droit ». Ce motif n'est cependant pas aussi explicite dans son discours qu'il ne l'était dans celui de Martin Witte. Je le déduis de la façon dont elle inscrit cette offre dans la continuité de celles auxquelles elle répond dans les années 1990. Ces dernières sont mises en place par le maire de l'arrondissement qu'elle qualifie en des termes positifs par rapport à celui qui lui succède en 2001 : Buttler était un « bon » maire, qui organisait de « vraies » réunions publiques. Ces appréciations témoignent, d'une part, de la personnalisation de sa relation avec les élus locaux (elle les désigne par leur nom et valorise les rencontres de face-à-face) et, d'autre part, d'une vision conventionnelle de la participation politique : celle-ci est nécessairement encadrée par les autorités publiques. Cet ensemble de normes se rattache au modèle de la cité domestique (Boltanski, Thévenot, 1991, pp. 116-126). Au sein de cette cité, l'ordre entre les différents états dépend en effet de liens de dépendance personnels. Les « grands » qui occupent le sommet de la hiérarchie doivent protection et assistance aux « petits » qui leur témoignent en retour fidélité et respect. Ainsi, Greta juge que Buttler est un « bon » maire parce qu'il montre, par les consultations régulières qu'il organise, qu'il se soucie du bien-être de ses administrés, tandis que Klett apparaît comme un « mauvais » maire, parce qu'en ne poursuivant pas les usages de son prédécesseur, il semble au contraire se désintéresser de leur sort. De même, Greta se doit de « faire quelque chose ici », c'est-à-dire qu'elle se sent investie de responsabilités envers la communauté territoriale, du seul fait qu'elle y habite.

Que Greta rende compte de sa participation à la vie politique locale et aux premières réunions du Conseil des habitants en faisant référence à ce principe de justification ne doit cependant pas nous étonner. Elle appartient en effet à la même génération militante que Martin Witte, c'est-à-dire à la génération de personnes nées dans l'après-guerre, qui « héritent » du projet socialiste de leurs parents ou grands-parents et dont le parcours socioprofessionnel est censé réaliser les promesses d'ascension et de bonheur contenues dans cet héritage. Dans le second entretien que je mène avec elle, elle justifie ainsi son adhésion au SED et aux organisations de masse (en particulier à l'organisation des pionniers) dans des termes très proches de ceux de Martin Witte³⁴¹.

340 Entretien du 27 février 2007, pp. 16-20.

341 « En fait, je viens d'une famille très politique (*ich komme aus einer ganz politischen Familie*). Mon père était convaincu (*der war voll drauf*). (...) ça a toujours été en moi, que je devais m'engager politiquement. » Originaire d'une famille de mineurs, son père fait d'abord partie de l'armée provisoire est-allemande (*kasernierte Volkspolizei*) avant de devenir fonctionnaire permanent de l'organisation des pionniers (*Pionierleiter*) puis enseignant. Greta suit les traces de son père et devient elle-même enseignante tout en exerçant des fonctions bénévoles au sein de l'organisation des pionniers, fait très courant dans sa profession. Entretien du 21 février 2007, pp. 1-8. Sur la

Elle quitte l'enseignement quelques années avant la chute du mur mais elle conserve ses activités militantes au sein du PDS après la réunification. Elle continue ainsi à apprécier l'action des autres et à orienter sa propre action en fonction des normes en usage au sein de ce milieu, qu'elle contribue d'ailleurs à ancrer localement. Dans ce contexte, la façon dont elle rend compte rétrospectivement de son départ du PDS est plus étonnante.

Dans le second extrait d'entretien l'engagement au sein du PDS est jugé à l'aune de deux principes de justification contradictoires. Le premier relève de la cité domestique et correspond à la norme sur laquelle le SED a fondé sa légitimité dans les années 1970 et 1980 à travers l'important système de prise en charge et de protection sociale, en partie ancré dans les entreprises d'État (Kott, 2001). Jugée à partir de cette norme, l'action des membres de la hiérarchie du parti après la réunification lui apparaît comme une trahison : en faisant passer leur intérêt personnel (conserver leurs fonctions politiques, faire « carrière ») devant les responsabilités sociales qui les lient aux militants de base du parti (se soucier de leur sort, défendre leurs intérêts, leur prêter assistance en cas de coup dur, etc.), ils trahissent leur groupe d'appartenance, c'est-à-dire la forme du bien commun dans la cité domestique. Le second motif invoqué par Greta se rattache au principe de justification de la cité civique, dans laquelle l'union collective constitue le principe supérieur d'évaluation des personnes et des objets (Boltanski, Thévenot, 1991, pp. 177-181). Elle oppose en effet des unions de circonstance aux divisions partisans ou associatives. Ce second motif est intéressant à deux titres : il est clairement associé à une expérience (la participation aux actions menées par l'initiative de défense des locataires et le Conseil des habitants dans le cadre du projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale) qui remet en cause les normes en fonction desquelles Greta évaluait jusque-là ses propres actions (« tu peux avancer avec des gens d'autres partis » ; « partir [du parti] n'est pas un mal ») ; ce nouveau motif d'action (« rassembler plusieurs personnes dans une initiative commune ») dénonce les « anciennes » formes de militantisme (engagement partisan et associatif) tout en restant associé à une conception exigeante de l'action politique (« c'est beaucoup, beaucoup de travail ») qui correspond assez mal au modèle du militantisme « post-it » proposé par Jacques Ion pour rendre compte des mutations contemporaines de l'engagement militant (Ion, 1997). Pour rendre compte du cas de Greta Dahlewitz, il faut donc postuler que les « anciennes » et les « nouvelles » formes de militantisme correspondent en fait à des formes d'engagement adossés à des principes d'action contradictoires (bien commun de la cité domestique vs. bien commun de la cité civique). Ces deux observations convergent vers la même question : comment s'opère chez Greta le passage d'une forme

question des liens entre enseignement et organisation des pionniers pendant la période socialiste, cf. Droit, 2006.

d'engagement orientée par le bien commun de la cité domestique à une autre forme, orientée par le bien commun de la cité civique ?

De l' « épreuve personnelle de milieu » à l' « enjeu collectif de structure »

Dans le premier entretien que je mène avec Greta Dahlewitz au début de mon enquête, elle rend compte du contexte dans lequel elle reçoit l'annonce de la démolition de son immeuble par le récit suivant : « (Moi) – [reprenant la dernière phrase de Greta] Donc, courant 2001, vous aviez pensé, au Conseil des habitants, qu'il fallait discuter de la vacance de logements (*Wohnungsleerstand*). (Greta) – Exact. Par exemple, on avait pensé qu'il fallait peut-être changer les plans des appartements ou donner la possibilité aux gens d'abattre des murs. (Moi) – Et d'où venait en fait cette idée, comment vous êtes-vous rendus compte du problème ? Je ne sais pas moi, avec le fait que vos voisins déménageaient ? (Greta) – Oui. Chez moi par exemple, on était les seuls à vivre à notre étage, sur trois logements, il n'y en avait plus qu'un seul d'occupé, et ensuite on a aussi vu partout, on a aussi vu qu'il y avait de la vacance (*Leerstand*) partout. Et ça devenait oppressant (*das hat schon bedrückt*). On devait en parler, on devait aussi demander aux bailleurs ce qu'ils pensaient faire, parce que les logements ne pouvaient pas rester vides indéfiniment et ça n'allait pas s'améliorer. Et surtout, il y avait des jeunes qui venaient faire des fêtes clandestines (*wilde Parties*) dans les logements vides, ils venaient dans la nuit, faisaient la fête comme des fous, faisaient un bruit pas possible, puis disparaissaient en laissant les logements détériorés. Et on s'était mis d'accord pour en discuter en septembre ou en août [2002], en tout cas juste avant que tout commence. (Moi) – Mais ça n'était pas un point de l'ordre du jour introduit par le management de quartier ? (Greta) – Non, non, en fait c'est moi qui l'avais proposé à l'époque, parce que j'avais remarqué qu'à chaque fois que je regardais par ma fenêtre, il y avait toujours moins de logements occupés. Oui... Et puis vint le... Début septembre, fin août, la radio a annoncé que 5 000 logements allaient être démolis à Marzahn Nord West. J'en ai renversé tout mon petit-déjeuner ! Puis ils nous ont raconté que celui qui quittait son appartement allait recevoir 5 000 DM, on parlait encore en DM à l'époque. Bon, on s'est dit, là, nous devons faire quelque chose, parce que nos immeubles venaient d'être rénovés, il n'y avait rien à redire. (...) Oui, et là on a d'abord fait régner la terreur au Conseil des habitants, là on était tous en colère, et ils ont tout de suite invité la société immobilière, et c'est là que la direction de la société est venue, Dobberke et Meuter, c'est ça, oui, tous les deux étaient si convaincus de leur affaire, et toi tu étais là, face aux belles images, j'avais envie de hurler ! Tout ça me semblait... je me disais, c'est pas possible, c'est pas vrai.

"Et ça va être beau", qu'ils disaient ! "Il n'y a aucun problème, il y a tout ce qu'il faut", et seulement après, quand nous avons posé des questions, on n'a pas eu de réponses sur ce qui devait arriver aux gens, où ils allaient habiter, comment tout le relogement allait avoir lieu... (...) Tout ça sans penser une seule fois, qu'il y a des gens qui habitent là. Et ça nous a bien sûr sacrément mis en colère ! Alors nous avons... c'est pas possible, je veux dire, on s'était déjà pas mal habitués au fait qu'on ne comptait vraiment plus comme des êtres humains dans cette société, oui, et puis nous nous sommes réunis au Conseil, nous avons élaboré un papier, avec plusieurs points qui devaient être pris en compte, nous avons vraiment fait régner la terreur, ça a vraiment chauffé partout, à partir de là, les politiciens de l'arrondissement commençaient aussi à se sentir mal, et puis on a dit, en janvier, on fait une assemblée de quartier³⁴². »

En introduction, j'ai montré que Greta Dahlewitz rompt avec le PDS à la suite d'un travail de recodification du monde à partir du principe supérieur commun de la cité civique. Cette deuxième séquence d'entretien rend compte de la façon dont ce travail de recodification a eu lieu. Dans le cas de Martin Witte, la rhétorique participative du « management de quartier » constitue le véhicule des nouvelles normes à partir desquelles il réinterprète son environnement. Dans celui de Greta, le cadre d'action collective élaboré par le Conseil des habitants au fil de sa mobilisation contre le projet de démolition joue ce rôle. Ce travail de cadrage s'inscrit dans une démarche d'enquête et suppose une opération de montée en généralité faisant d'une « épreuve personnelle de milieu » un « enjeu collectif de structure », c'est-à-dire d'un problème privé un problème public (Mills, 1967 [1961], pp. 12-13).

Faisant référence à Alfred Schutz, Daniel Céfai définit la « conversion réflexive » comme l'état de vigilance qui met en branle la pensée et l'enquête en rompant avec l'« état de quasi-somnambulisme des transactions routinières avec l'environnement » (Céfai, 2003, p. 548). Une telle notion se prête assez bien à la description des activités dans lesquelles Greta s'implique pour essayer de comprendre les transformations de son environnement quotidien à partir du milieu des années 1990. Dans les deux entretiens que je mène avec elle, elle situe l'expérience d'une première « épreuve personnelle », c'est-à-dire d'une première menace qui affecte les rapports qu'elle entretient avec son environnement immédiat, au milieu des années 1990. Dans l'extrait que j'ai cité en introduction, la situation d'épreuve est créée par deux séries d'observations contradictoires : à un plein (celui des parkings dans les années qui suivent la réunification) succède subitement un vide (le départ de ses voisins de pallier, les logements, les écoles ou les crèches laissées à l'abandon qu'elle

342 Entretien du 11 mai 2005, pp. 5-7.

aperçoit depuis sa fenêtre). J'ai retrouvé l'expression d'« épreuves personnelles » similaires (le problème des fêtes clandestines mis à part³⁴³) dans les comptes rendus de la conférence de quartier du 13 avril 2000 et des autres réunions organisées la même année par le « management de quartier » sur des sites plus localisés³⁴⁴. Dans ces comptes rendus, les « épreuves » que les transformations socio-spatiales posent à l'expérience commune des habitants se trouvent regroupées sous la catégorie de la « vacance » (*Leerstand*), un terme technique qui est introduit, me semble-t-il, par les « manager de quartiers ». À en juger par le compte rendu de la première rencontre entre les membres du Conseil des habitants et les représentants de la société immobilière communale, cette dernière essaie dans un premier temps d'éviter la généralisation de ces « épreuves personnelles » à l'ensemble du quartier : selon elle, les problèmes de « vacance » désignés par les habitants ne concerneraient que certains immeubles ou certains types de logements au sein de son parc immobilier³⁴⁵. Greta Dahlewitz réinscrit ainsi cette question à l'ordre du jour des réunions du Conseil à la suite de la publication des résultats d'un sondage effectué par un groupe d'étudiants de l'institut de géographie de l'Université Humboldt qui confirme ses appréhensions et les étend à l'ensemble du quartier, preuve statistique à l'appui³⁴⁶. Si l'ensemble de ces éléments montrent que les membres du Conseil n'ignorent pas la question de la « vacance », les solutions qu'ils envisagent pour traiter ce problème (transformer les plans d'appartements) indiquent qu'aucun d'entre eux ne dispose des informations nécessaires pour comprendre l'annonce du plan de démolition de la société immobilière communale au moment où elle est faite par les médias. Dans l'ensemble des points d'information que l'équipe du « management de quartier » consacre au programme fédéral de restructuration urbaine dans lequel s'inscrit le projet de la société immobilière communale, il n'est en effet question que de « déconstruction » (*Rückbau*) assortie d'une « revalorisation d'ensemble » (*umfassende Aufwertung*) des espaces concernés³⁴⁷. Les nombreuses exclamations qui ponctuent le récit rétrospectif de Greta témoignent de cette incompréhension (« je me disais, c'est pas possible, c'est pas vrai »).

Considéré isolément, le plan de démolition peut toujours être mis sur le compte de la « malchance ». Or, dans le récit de Greta, il apparaît comme le symptôme d'une anormalité générale (« J'allais aux réunions après le travail, c'était *encore normal*. Parce que jusqu'en 2002, j'avais

343 Ce problème survient pendant la phase de relogement, soit courant de l'année 2003. Comme cela arrive souvent dans les récits rétrospectifs, Greta a mélangé les époques.

344 Compte-rendu des ateliers de travail de la conférence de quartier du 13 avril 2000 ; compte-rendu de la réunion de quartier (*Quartiersstammtisch*) à Marzahn Nord-Ost du 8 novembre 2000. Le récapitulatif des résultats de l'atelier de travail « Le logement et son environnement » de la première de ces conférences est reproduit plus haut. Cf. supra, chapitre 2, p. 148.

345 Compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 28 novembre 2000.

346 Compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 26 février 2002.

347 Compte-rendus des réunions du Conseil des habitants des 30 avril et 25 juin 2002.

encore un travail »). L'annonce de ce plan intervient en effet dans le contexte de la rétractation de ses réseaux d'interconnaissance sur le quartier et de la réduction de ses activités sociales : sa participation aux activités du Conseil des habitants ne représente plus une activité « à-côté » (Weber, 1989), qu'elle réalise en sus de ses rôles de mère ou de femme active, mais une activité centrale, dont dépend désormais la plupart de ses attaches sociales et familiales. Par l'accumulation d'une série d'expériences (le chômage, le départ de ses enfants), le seuil de l'anormalité se trouve ainsi atteint en 2002 avec le plan de démolition. Greta inscrit cette anormalité dans ce que William Gamson et son équipe appellent un cadre d'injustice (Gamson, 1982) : « on ne compte vraiment plus comme des êtres humains dans cette société ». Comme le remarquent Robert Benford et David Snow, un « cadre d'injustice » se distingue des autres « cadres d'action collective » en ce qu'il est principalement orienté par l'attribution de responsabilités et vise le plus souvent les autorités publiques (Benford, Snow, 2000, p. 614). La généralisation qu'opère un tel cadre suit ainsi un processus spécifique : il s'agit d'inscrire une situation personnelle ou locale dans un champ de responsabilités générales. De ce point de vue, l'argument formulé par Greta est différent de celui de Martin Witte. Les deux types d'arguments coexistent, sans se contredire, dans la liste des revendications du Conseil des habitants³⁴⁸. Au moment de l'annonce du plan de démolition par les médias, les préoccupations de Greta sont en effet différentes de celles de Martin Witte. Alors que ce dernier considère le projet du point de vue de ses effets sur l'ensemble du quartier, Greta s'intéresse au sort des locataires (« que va-t-il arriver aux gens ? Où vont-ils habiter ? Comment le relogement va-t-il avoir lieu ?). Elle ne dénonce pas un « effet pervers » mais plutôt le registre dans lequel s'inscrit le plan de la société immobilière : en considérant les locataires comme des objets dont elle disposerait à sa guise, elle ignore leur nature politique. L'enjeu de l'argument de Greta est donc de faire valoir cette nature. Or, comme le suggère la référence constante au respect des droits des locataires dans la liste des revendications formulées par le Conseil des habitants, Greta a choisi de qualifier cette nature à partir de la cité civique. Pourquoi ?

Le témoignage de Greta recueilli au début de mon enquête permet de formuler deux hypothèses, non exclusives l'une de l'autre. La première insiste sur le rôle joué par l'ancienne directrice de l'agence de quartier. Comme l'explique Greta Dahlewitz, celle-ci suggère aux membres du Conseil des habitants de prendre contact avec l'union berlinoise de défense des locataires (*Mieterschutzverbund eV*) qui propose un ensemble de services juridiques et de constituer une « initiative citoyenne » (*Bürgerinitiative*) spécialement mobilisée sur ce problème³⁴⁹. Dans cette perspective, la qualification des locataires à partir du bien commun de la cité civique découle du

348 Revendications du Conseil des habitants, novembre 2002.

349 Entretien du 11 mai 2005, p. 8 et 10.

mode d'action choisi pour défendre leur cause : le droit. La seconde hypothèse s'appuie sur le récit que Greta fait de ses échanges avec l'un des directeurs de la société immobilière communale pendant la réunion d'information de janvier 2003 :

« Meuter, c'était vraiment un vieux costume usé (*ein alter Klater*). Il m'a reproché de l'avoir accusé d'être un meurtrier (*Verbrecher*) pendant la réunion d'information des locataires. Parce que je suis d'avis, qu'aussi longtemps qu'il y a des gens qui vivent dans la rue, ou dans des conditions indignes de logement, on n'a pas le droit de raser des immeubles. Et les nôtres avaient à peine 17 ans. Dans ce cas, c'est une aberration³⁵⁰. »

L'argument que Greta adresse au directeur de la société immobilière communale pendant la réunion d'information des locataires fait référence aux objectifs du programme de construction des grands ensembles pendant la période socialiste. Comme je l'ai indiqué à l'occasion du premier chapitre, l'objectif du programme de construction de logements lancé par Erich Honecker en 1973 est de répondre à une ancienne revendication du mouvement ouvrier en offrant un logement avec tout le confort moderne à l'ensemble des citoyens de la RDA d'ici à 1990. Conformément à ce cadre de justification, la filière municipale d'attribution des logements donne la priorité aux citoyens les plus mal logés. L'existence du secteur de grands ensembles de Marzahn pendant la période socialiste trouve donc sa justification dans le principe supérieur commun de la cité civique. Greta s'appuie ainsi sur cette ancienne justification pour dénoncer, deux décennies plus tard, le principe de la démolition.

À ce stade de mon analyse, j'ai observé le travail d'enquête et de cadrage qui précède la réunion publique d'information de janvier 2003. J'ai montré comment le « cadre d'action collective » élaboré pendant les réunions du Conseil constitue le véhicule de nouvelles normes d'action pour Greta Dahlewitz. Il faut cependant distinguer les contraintes discursives qui pèsent sur l'argumentation (rhétorique) de la façon dont la prise de parole est effectuée en tant qu'action (forme de la prise de parole). Pour l'instant, le travail de recodification du monde s'en tient à un exercice rhétorique. En quoi la référence au principe supérieur commun de la cité civique constitue-t-elle aussi un principe d'action pour Greta ? Si c'est le cas, ses prises de parole doivent avoir la même forme que celles de Martin Witte. Mes observations confirment-elles cette hypothèse ?

350 *Ibidem*, p. 11.

Donner une voix aux locataires

À l'instar de Martin Witte, Greta Dahlewitz remplit les fonctions de porte-parole au Conseil des habitants. Elle siège cependant à titre de locataire concernée par le plan de démolition à la tribune de la réunion publique d'information de janvier 2003. Les propos qu'elle a tenus durant cette réunion n'ont laissé aucune trace en dehors du récit de ses échanges avec l'un des directeurs de la société immobilière que j'ai cités plus haut. Après sa création le 28 février 2003, l'initiative de défense des locataires obtient une page dans le journal du quartier. Greta y prend la parole à deux reprises en tant que locataire (*Mieterin*) puis habitante (*Bewohnerin*) : « Ma famille et moi sommes touchées (*betroffen*) par la perte (*Verlust*³⁵¹) de notre appartement. Nous en avons discuté avec des journalistes japonais³⁵². Ils voulaient entendre notre avis et nos sentiments sur ce problème et savoir ce que nous faisons pour le résoudre. Ils nous ont aussi posé plusieurs questions sur notre sort après la chute du mur. Ils voulaient savoir ce que ça fait de passer d'une société à une autre. Qu'est-ce qui a changé pour les citoyens de RDA, comment nous avons surmonté ça, est-ce que nous nous sentons comme des citoyens à part entière dans cette Allemagne ? Ce sont des questions qui nous ont donnés à réfléchir. Ils seraient aussi bien venus avec moi à un entretien d'embauche, puisque je suis au chômage depuis janvier en raison d'une coupe budgétaire du Sénat. Jusqu'ici nous avons rarement eu affaire à des représentants des médias témoignant d'une telle empathie pour les problèmes de ceux qui vivent ici. (...) Pourquoi personne à Berlin ne s'intéresse aux personnes touchées (*Betroffene*) par le programme de restructuration urbaine ? Pour nous, c'était une belle expérience, de pouvoir enfin montrer notre quartier tel que les habitants le voient et apprécient d'y vivre.³⁵³ » Lorsqu'elle est interrogée par les médias au moment où ils couvrent l'événement que constitue la demande de fusion adressée par le Conseil des habitants à la communauté de communes d'Ahrensfelde, elle parle des détériorations liées aux fêtes clandestines qui se multiplient dans les immeubles pendant la phase de relogement dans des termes proches de ceux que j'ai cités plus haut. Elle évalue l'issue de la réunion publique d'information de janvier 2003 de la même façon que Martin Witte : « Lorsque les autres locataires de la Wuhlestraße là en-bas³⁵⁴, les gens qui sont

351 Ce terme appartient au registre affectif. Dans le langage courant, il est employé pour évoquer la perte d'un objet ou d'une personne jugés irremplaçables.

352 Durant le mois d'avril 2003, une équipe de télévision japonaise fait un reportage sur le projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale et a choisi de suivre le quotidien de la famille de Greta.

353 MarzahnNordWest, n° 11, juin 2003, p. 4.

354 Projet de démolition postérieur mené par la société immobilière communale dans le sud du quartier. Il concerne un nombre moins important de logements (500 logements contre 1200 environ à Marzahn Nord). Le relogement a eu lieu entre l'hiver 2005 et l'été 2006, les travaux de démolition ont débuté en 2007.

relogés en ce moment, parce que leur immeuble va être démoli... ils [la société immobilière communale] ont pris contact assez tôt avec les gens, ils ont parlé avec eux, et ça c'est déjà une chose que nous avons obtenue, qu'ils discutent avec les gens avant que toute la chose commence. Et ils ont eu la majorité des locataires de leur côté. Et les locataires qui ont cherché à les rouler, c'était une minorité (inaudible). Dans notre cas, au contraire, on avait la majorité derrière nous, en tant qu'initiative de défense des locataires, et c'était une bonne chose, parce que ça aurait aussi été difficile, si par exemple tous les locataires avaient dit, je suis content de pouvoir déménager, et on serait resté planté là à parler, non, c'était bien, nous savions exactement qu'on avait la population derrière nous et ça c'était beau. (Moi) – Et ça, vous l'aviez remarqué pendant l'assemblée de quartier ? (Greta) – Oui, et on a aussi remarqué qu'on avait posé les bonnes questions. Parce que ça aussi c'était important. Parce que je veux dire, on peut s'exposer publiquement (*sich vorne ranstellen*) mais derrière tout le monde dit, non en fait, on n'en a pas besoin, nous n'avons pas besoin de ça. Mais c'est pas comme ça que ça s'est passé. En fait, nous avons vraiment posé les questions et fixé les objectifs que les autres auraient aussi choisis s'ils avaient eu le courage de s'exposer publiquement³⁵⁵. » En revanche, elle évalue d'une tout autre façon le traitement médiatique de la demande de fusion avec Ahrensfelde : « À partir de ce moment, on a été pris au sérieux. C'était étonnant. C'est à ça qu'on voit le véritable effet des médias. On peut s'exciter comme on veut, mais si la télévision ou les journaux n'y font pas attention, ça n'intéresse personne. Tu restes à crever sur le bas-côté. C'est moche, c'est vraiment moche. Je me souviens bien encore, il y avait des gens qu'on croisait dans la rue, ils disaient : "Greta, je t'ai de nouveau vue à la télé !" Et je leur répondais : "Et c'est sûrement pour ça que maintenant tu me dis bonjour !" On a aussi remarqué ça : du moment que tu apparais sur une chaîne de télé, tu es soudain quelqu'un, parfois je trouvais ça un peu pourri (*verdorben*), parce que je suis d'avis que... on ne peut pas faire seulement attention aux gens dont on a déjà croisé l'image quelque part, sinon il y a tellement de gens qui font quelque chose de bien, au quotidien, du matin au soir, qui font quelque chose et personne n'y fait attention. Et je trouve ça... Oui, on nous a souvent vu à la télé à cette époque, tout d'un coup tout le monde nous connaissait de nouveau ! [rit] Si au moins ça nous avait rapporté du travail [rit à nouveau]³⁵⁶ ! »

355 Entretien du 11 mai 2005, p. 25.

356 *Ibidem*, pp. 34-35.

L'argument qu'avance Greta pour dénoncer publiquement le projet de la société immobilière communale ne diffère pas seulement de celui de Martin Witte par sa thématique (la société ne respecte pas les droits des locataires) mais aussi par sa forme rhétorique. Jean-Philippe Heurtin, Cyril Lemieux et Dominique Cardon distinguent trois façons de mobiliser le public dans un acte de parole effectué en public (Heurtin *et al.*, 1995). La première, que les auteurs appellent « régime de la critique », consiste à le placer dans une position d'arbitrage. Ce régime suppose que les personnes qui prennent la parole soient suffisamment informées sur les problèmes soumis au débat et qu'elles maîtrisent le langage technique qui sert à les décrire. Il est donc surtout le fait de professionnels ou d'amateurs éclairés (experts, journalistes, élus, fonctionnaires, militants, « bons » citoyens). La seconde façon de mobiliser le public, intitulée « régime de l'opinion », le conçoit comme une instance anonyme pouvant être incarnée par n'importe qui. La troisième, le « régime du partage », l'implique directement dans la situation d'énonciation. Ces deux derniers régimes supposent des compétences plus communément répandues dans la population : capacités de détachement, capacités expressives. Ces trois régimes s'appliquent à la façon dont une personne donne une forme expressive à son argument. Ils désignent donc la forme de l'argument, non la forme de l'acte de parole qui le porte. Pour cette raison, je les qualifie de « rhétoriques ». Si je classe les cas de prise de parole de Martin Witte et de Greta Dahlewitz rencontrés jusque-là en fonction des trois régimes rhétoriques repérés par Jean-Philippe Heurtin, Cyril Lemieux et Dominique Cardon, j'obtiens le résultat suivant : Martin Witte mobilise le régime critique et Greta Dahlewitz les régimes de l'opinion et du partage. En effet, l'argument de l'effet pervers place le public dans la position de juge vis-à-vis de l'action incriminée : il doit examiner les effets potentiels ou effectifs du projet de restructuration de la société immobilière communale. Martin Witte étaye donc sa critique par des éléments de preuve. Au moment d'analyser la façon dont il interprète les résultats de la réunion publique d'information de janvier 2003, j'ai montré que la colère exprimée par les 300 locataires assistant à la réunion constitue pour lui la première de ces preuves : elle confirme les arguments avancés dans les lettres qu'il a adressées jusque-là aux autorités publiques et valide rétrospectivement le savoir qu'il tire de son contact quotidien avec les habitants du quartier. Dans les comptes rendus que les médias berlinois consacrent à la demande de fusion avec la commune d'Ahrensfelde, l'administration de la preuve passe par la référence aux statistiques des déménagements ayant eu lieu dans le quartier depuis le début de la phase de relogement (4 000 habitants pour 24 000³⁵⁷). Par contraste, les prises de parole de Greta Dahlewitz font appel à des énoncés communs ou à la description d'expériences personnelles. Dans ses échanges avec le directeur de la société immobilière communale, elle émet un avis qui a caractère d'évidence (tant

357 Rössling, *op. cit.*

qu'un logement peut servir à une personne dans le besoin, il ne faut pas le raser). Les articles qu'elle rédige pour le journal local ou ses interventions télévisées prennent plutôt la forme de descriptions qui appellent une relation d'identification à son personnage. L'article que j'ai cité prend par exemple la forme d'un récit autobiographique. Greta partage avec les lecteurs une expérience personnelle qu'elle expose dans un registre émotionnel par l'emploi du terme « Verlust » ou en se présentant comme la victime des coupes budgétaires du Sénat de Berlin. Mais son récit a aussi une valeur d'exemple. Comme l'analysent Sophie Duchesne et Florence Haegel à partir de récits du même type récoltés dans un contexte différent, les témoignages personnels « sont là pour dire non seulement la vérité sur celui qui parle mais aussi celle du groupe et, au-delà, celle de la société » (Duchesne, Haegel, 2004, p. 891). Autrement dit, leur exemplarité repose sur la reconnaissance d'un destin collectif. Dans le cas du récit de Greta Dahlewitz, il s'agit de celui de la population est-allemande après la réunification. Ce faisant, Greta invite ses lecteurs à suivre le cheminement de sa propre réflexion, c'est-à-dire à établir un lien entre plusieurs malheurs personnels (perte de son logement et de son emploi) en les intégrant dans une réflexion générale sur le traitement des Allemands de l'Est dans l'Allemagne réunifiée. Autrement dit, le rapport d'identification remplit ici une fonction stratégique de mobilisation : par les éléments personnels de réflexion qu'elle propose Greta veut amener ses lecteurs à opérer le passage de l'« épreuve personnelle de milieu » à l'« enjeu collectif de structure » que j'ai décrit plus haut. Cet exemple montre aussi que le « régime du partage » entraîne une exposition publique de soi offrant une prise directe sur le corps ou l'intimité de la personne prenant la parole. Greta insiste sur la fragilité inhérente à ce type de discours lorsqu'elle fait référence, dans son compte rendu de la réunion publique d'information de janvier 2003, au courage nécessaire pour prendre la parole. Il s'agit en effet de « donner une voix » à la souffrance des locataires³⁵⁸, c'est-à-dire de s'engager dans l'espace public avec son propre corps, et non avec la distance protectrice qu'offrent le savoir et les vérités communément admises.

Bien que les prises de parole de Greta diffèrent de celles de Martin Witte par l'argument et le régime rhétorique mobilisé, elles sont soumises à des contraintes pratiques similaires et sont donc évaluées de la même façon. La souffrance exprimée par Greta doit en effet apparaître comme celle d'un groupe de locataires plutôt que comme la sienne propre. Comme le montre *a contrario* la façon dont elle évalue l'action de quelques locataires de la Wuhlestraße qui exposent publiquement leur cas dans la presse locale durant l'hiver 2006³⁵⁹, l'expression de cette souffrance, pour être recevable,

358 Je reprends l'expression qu'elle emploie dans l'un de ses articles : « (...) denen eine Stimme zu verleihen, die nicht einfach wie eine Nummer von der WBG Marzahn in eine andere Gegend und Wohnung abgeschoben werden wollten » (« donner une voix à ceux qui ne veulent pas être rejetés, comme de simples numéros, dans un autre coin et un autre appartement par la société immobilière communale de Marzahn »), Marzahn NordWest, n° 9, avril 2003, p. 4.

359 Voir par exemple l'article « Allein im Hochhaus : René Schulz ist der letzte Mieter im Elfgeschosser an der

doit faire l'objet d'un travail de mise en forme qui fait apparaître aux yeux d'autrui sa dimension collective. Je ne reviendrai pas sur les principes sur lesquels repose ce travail lors de la réunion publique d'information de janvier 2003 : dans ce cas, la portée collective des témoignages individuels, qu'ils soient exprimés par des membres anonymes du public ou par des membres du Conseil des habitants, naît de leur regroupement dans un espace délimité et de leur ajustement mutuel, ce qui permet de les démodaliser. Les comptes rendus que Greta rédige dans le journal du quartier procèdent des mêmes logiques de regroupement et d'ajustement mutuel. J'ai en effet indiqué que l'initiative de défense des locataires dispose d'une page entière pour s'exprimer dans le journal. Les témoignages de Greta sont ainsi juxtaposés, sur une même page, à ceux d'autres locataires ou d'autres habitants dont les noms propres, lorsqu'ils sont cités, sont toujours accompagnés d'une qualification plus générale permettant de les rattacher à une catégorie de bénéficiaires de l'action publique (locataire, habitante, personne concernée (*Betroffene*), personne âgée (*Seniorin*)). Ces qualificatifs contribuent à les démodaliser, mais leur portée collective est aussi renforcée par leur confrontation : ils s'étayent les uns les autres par leur contenu ou leur rhétorique. Lors de l'émission de télévision « Berlin Life », Greta témoigne des dégradations occasionnées par les fêtes clandestines dans les logements vides selon une logique de ce type : son témoignage est confronté à l'avis de personnes anonymes que les animateurs font mine de choisir au hasard dans la foule massée autour du plateau de l'émission. Ces expériences de prise de parole correspondent ainsi à autant d'épreuves dont l'issue positive augmente la capacité d'action de l'initiative de défense des locataires et en font un partenaire de négociation de plus en plus reconnu par les autres protagonistes du projet de restructuration urbaine. L'agenda personnel de Greta témoigne par exemple de la participation régulière du directeur du groupe immobilier DEGEWO et des élus locaux aux réunions de l'initiative à partir du mois de juin 2003. Greta siège aussi avec deux autres membres de l'initiative au comité mis en place par la société pour accompagner la réalisation du projet à partir de novembre 2003. Au terme de ces épreuves, Greta accède donc, à l'instar de Martin Witte, à un état de grandeur supérieur dans la cité civique. À en juger par le compte rendu qu'elle fait du traitement médiatique de la demande de fusion avec Ahrensfelde, elle accède aussi à un état de grandeur supérieur dans la cité de l'opinion. La nature de son engagement la conduit cependant à déprécier cet état par une posture ironique qui le rejette dans le domaine privé (cet état n'amène aucun bonheur, même pas celui d'avoir un travail).

L'examen du cas de Greta Dahlewitz confirme d'abord l'hypothèse du chapitre précédent selon laquelle un lien existerait entre loyauté et prise de parole. Il permet de préciser leur

Wulestraße », *Berliner Woche*, 18 janvier 2006, p. 2.

articulation : le passage de l'une à l'autre nécessite un mouvement de politisation qui combine une dynamique d'enquête et une opération intellectuelle de cadrage. Le parcours d'engagement de Greta est similaire à celui de Martin Witte, bien que le processus de « traduction » (travail de recodification du monde en fonction d'un nouveau principe de justification) s'opère selon des modalités différentes dans chacun des cas. Dans les deux cas, ce processus permet en effet de passer d'un engagement domestique à un engagement civique.

Ma grille d'analyse ne remet pas en cause l'opposition entre « ancien » et « nouveau » militantisme, ni même le diagnostic de la crise du premier. Elle diversifie plutôt les modèles d'engagement (de deux, on passe potentiellement à sept : à chaque cité correspond une définition du bien commun susceptible d'orienter une action politique) et approfondit le lien entre action et environnement. Comme on le voit à partir des cas de Martin Witte et de Greta Dahlewitz, les « anciennes » formes de militantisme sont mises à mal en raison d'un découplage entre les normes de socialisation de certaines générations militantes et l'évolution des dispositifs d'épreuve au sein des organisations qui ne correspondent plus à ces normes.

Enfin, ma grille d'analyse associe à chaque modèle d'engagement une forme particulière de prise de parole. Les prises de parole effectuées dans un environnement civique sont toutes soumises à la même contrainte : il faut manifester aux yeux d'autrui le collectif en vertu duquel la critique, la revendication ou la menace de défection est exercée. Au cours du parcours d'engagement de Greta Dahlewitz j'ai ainsi rencontré une forme qui était déjà en jeu dans les prises de parole de Martin Witte : le style. Cette forme est produite par la confrontation de témoignages qui s'étaient l'un l'autre, soit par leur contenu soit par leur rhétorique. Les prises de parole de Jörg Bischof prennent-elles la même forme que celles de Martin et de Greta ?

II. 3. Un citoyen ordinaire

Je rencontre Jörg Bischof dans le cadre des réunions du Conseil des habitants et, plus occasionnellement, aux réunions de l'initiative de défense des locataires. Je m'entretiens avec lui à deux reprises durant l'hiver 2005-2006 dans un café du quartier. Comme il ne prévoit jamais plus d'une heure pour la discussion, je suis obligé de découper ainsi mes entretiens. Il n'a pourtant pas un emploi du temps plus chargé que la moyenne des membres du Conseil des habitants. Il estime seulement qu'il n'a pas de réponses aussi intéressantes que Martin Witte ou Greta Dahlewitz à apporter à mes questions. Dans un premier temps, je suis effectivement déçue par ces entretiens. Au sortir de notre seconde rencontre, je consigne les impressions suivantes dans mon journal de terrain : « Sa façon de se raconter et de raconter les choses est différente de celle des autres personnes que j'ai rencontrées pour le moment : il s'en tient à un récit chronologique de faits qui ne sont ni interprétés ni commentés ou cités en exemple de quelque chose. Les faits sont simplement exposés tels quels : ça s'est passé comme ça, voilà. Il ne s'épanche pas non plus sur ses sentiments, ne semble pas exprimer particulièrement de mécontentement ou de nostalgie vis-à-vis de la période socialiste. En ce sens, son discours n'est ni militant, ni idéologique, ne présente aucun motif de révolte, comme je le retrouve chez les autres³⁶⁰. »

Sa trajectoire sociale et résidentielle est effectivement différente de celle de Greta Dahlewitz ou de Martin Witte. Originaire de Prenzlauer Berg, il emménage à Marzahn avec sa mère au début des années 1980. Celle-ci est fonctionnaire pour le syndicat est-allemand. Elle quitte son emploi peu avant d'emménager à Marzahn, lorsqu'elle se marie avec le beau-père de Jörg, un ingénieur qui voyage régulièrement à l'Ouest pour le compte d'une entreprise de construction. Jörg suit une formation de menuisier au sein de l'administration chargée de l'entretien des logements publics à Prenzlauerberg (*Kommunale Wohnungsverwaltung*). Il obtient un logement dans le nord de Marzahn après s'être marié et avoir adressé une lettre de réclamation (*Eingabe*) au secrétariat de Erich Honecker. Jusqu'en 2001, il trouve à s'employer facilement dans son domaine d'activité et ne connaît pas le chômage. Depuis son arrivée à Berlin, en 1988, sa femme travaille comme ingénieur au service des espaces verts du Magistrat puis du Sénat de Berlin³⁶¹. Voici la façon dont il me présente les circonstances dans lesquelles il participe pour la première fois à une réunion du

360 Notes de terrain du 16 janvier 2006.

361 Entretien du 16 janvier 2006, 03:00-09:00.

Conseil des habitants : « (Moi) – Peut-être pourrions-nous commencer par là : quand et comment est-ce que ça a commencé avec le heu... (Jörg) – le bénévolat (*das Ehrenamtliche*). (Moi) – Oui. (Jörg) – Je m'investissais déjà dans le domaine du foot pendant la période socialiste. J'étais moi-même sportif jusqu'en 19- jusqu'à la chute du mur. J'ai fait une formation d'arbitre, d'entraîneur, ensuite il y a eu les deux enfants, et puis ma femme m'a dit, soit c'est les enfants, soit tu fais tes valises, alors c'était fini. À cette époque, on habitait là-bas en face, Wörlitzer Straße 5. Et en 2000, deux ou trois mois après Greta et Martin, j'ai appris par hasard qu'il y avait une agence du quartier là-haut. Alors je me suis dit, je vais aller écouter ce qui s'y raconte. (Moi) – Et c'était quoi ce hasard ? (Jörg) – Ce hasard, c'était qu'un de mes voisins m'a dit, il y en a là-bas qui se rencontrent, là-bas tu peux aussi faire des discours et t'énerver. À l'époque il était question, il était déjà question de la rénovation, parce que personne au Sénat heu, au niveau de l'arrondissement ne t'écoutait, quand tu venais les voir en tant que simple citoyen. Et là le gars m'a dit, va donc là-haut, ils sont du Sénat et ils rencontrent les citoyens. Alors j'y suis allé. (Moi) – Et c'était quoi ton problème, un problème avec ton immeuble ? (Jörg) – Avec l'immeuble, j'avais un problème avec l'immeuble, et comme aucune décision n'était prise, j'y suis allé. Aussi à cause de la Wuhle à l'époque³⁶². À l'époque c'était Mme Rossmann qui dirigeait l'agence [suit l'énumération des autres membres du Conseil]. Ils avaient commencé à aménager le parc de la Wuhle et le mur d'escalade qui donne sur Eiche³⁶³. Et ça a commencé avec l'aménagement des bancs dans le parc de Eiche, quel bois on prend etc. puis vint rapidement le fond de 1 Million de DM du Sénateur Strieder. Et bizarrement, ils m'ont élu Président du jury alors que j'ai toujours eu une grande gueule. (Moi) – Et tu n'avais pas présenté ta candidature ? (Jörg) – Ben, c'est-à-dire qu'on était tous assis là, 60 personnes, et tous disaient, M. Bischof doit le faire. J'étais scié, parce que je ne suis pas... disons... je suis assez intelligent mais... parler de façon académique, je ne sais pas formuler mes phrases aussi bien que Martin ou Greta. Je suis un simple ouvrier et je dis « ça c'est de la merde » ou « ça c'est une connerie ». Quand ils s'expriment avec cette façon de l'Intelligence (*Intelligenz*) je dois d'abord réfléchir : qu'est-ce qu'ils viennent de dire là exactement ? Qu'est-ce qu'ils veulent maintenant exactement ? Et donc là ils m'ont élu, on se réunissait tous les 15 jours pour décider ce qui devait être fait dans l'arrondissement, c'est comme ça qu'il y a eu cette salle de sport, ce projet « la boxe contre la violence³⁶⁴ », c'était le plus gros projet, il y en a eu aussi des plus petits pour

362 Nom d'une petite rivière qui coule le long du quartier, entre l'arrondissement de Marzahn et de Hellersdorf. Elle est touchée par de nombreux problèmes de pollution.

363 Nom d'une commune brandebourgeoise située à l'est du quartier.

364 Le nom exact du projet est « la boxe au lieu de la violence » (*Boxen statt Gewalt*).

les enfants, les écoles, une salle de motricité pour l'école Nils Holgerson³⁶⁵, l'école Selma Lagerlöf a aussi reçu de l'argent pour acheter des tambours et des claviers. Ça m'a vraiment plu, parce que là j'ai vu qu'on pouvait vraiment faire bouger les choses³⁶⁶. »

Jusqu'ici, les cas que j'ai examinés correspondent à des personnes qui sont déjà engagées politiquement au moment où elles prennent la parole dans un espace public local. Par le terme d'engagement, je ne fais pas référence au passé militant de Martin Witte et de Greta Dahlewitz. Je reste dans une acception élargie du terme et souligne simplement que, pour ces deux personnes, participer à la réunion de lancement du « management de quartier » puis aux réunions du Conseil des habitants constitue déjà un acte politique, c'est-à-dire une action dont le compte rendu relève du régime de justification. À l'inverse, jusqu'à l'expérience du jury citoyen, Jörg Bischof s'engage dans la vie publique « malgré lui » : il accède à différents états de grandeur civique alors que lui-même ne s'engage pas politiquement et poursuit son intérêt personnel. Comme il le dit lui-même, « on » fait de lui un représentant. Comment un tel parcours est-il possible ? Pourquoi son manque d'engagement politique, qu'il n'essaie à aucun moment de dissimuler, n'est-il pas sanctionné ? Mon hypothèse consiste à dire que son style de prise de parole correspond à celui que valorise le dispositif du jury citoyen : on attend des citoyens sélectionnés qu'ils expriment une opinion de sens commun plutôt qu'un savoir spécialisé (expertise) ou politique (compétence politique au sens restreint du terme). Ses prises de parole, aussi communes soient-elles, font l'objet d'un travail de mise en forme qui échappe, dans un premier temps, à Jörg Bischof.

La parole récompensée

La participation à une réunion du Conseil des habitants constitue la première étape de son parcours. D'après lui, elle est motivée par un problème personnel sur lequel il revient dans la suite du premier entretien que je mène avec lui : depuis quelques mois, la société immobilière communale n'intervient plus dans son immeuble alors qu'il est victime de plusieurs infiltrations d'eau³⁶⁷. Dans ce contexte, prendre la parole dans une réunion publique d'habitants constitue une forme étonnante de recours. Déménager ou menacer son bailleur de déménager est un comportement plus courant chez des locataires confrontés à ce type de problèmes. Sa participation est d'autant plus étonnante qu'elle fait suite à plusieurs recours auprès des services municipaux qui

365 Jörg se trompe de nom (certainement en référence à l'école Selma Lagerlöf qui existe dans le quartier et qu'il connaît bien). Il s'agit en fait de l'école accueillant des élèves handicapés située dans le sud du quartier (*Lernbehindertenschule*).

366 Entretien du 16 décembre 2005, 00:40-05:00.

367 *Ibidem*, 24:00-25:00.

se sont avérés infructueux. Dans un premier temps, on peut donc interpréter sa participation au Conseil des habitants comme un héritage de la « culture de la plainte » (*culture of complaint*) qui caractérise, selon Mary Fulbrook, les formes de participation de la dernière décennie de la période socialiste (Fulbrook, 2005, pp. 269-288). Par rapport à Martin Witte et à Greta Dahlewitz, Jörg Bischof effectue en effet l'essentiel de sa socialisation primaire et secondaire dans les années 1970 et 1980. Par rapport aux décennies précédentes, celles-ci sont marquées par un processus d'individualisation des formes de participation et de protestation : les canaux privilégiés pour exprimer son mécontentement ou pour contribuer à la construction d'un « monde nouveau » ne sont plus les activités effectuées au sein des organisations de masse mais plutôt les lettres individuelles de réclamation adressées aux autorités publiques ; de même, face aux problèmes sociaux qui marquent les années 1980, très peu de citoyens est-allemands s'investissent dans les mouvements d'opposition qui contribuent à la chute du régime. Comme l'a analysé Albert Hirschman, la grande majorité trouve une solution individualisée à ses problèmes en franchissant le rideau de fer devenu poreux pendant l'été 1989 (Hirschman, 1995). Dans le second entretien que je réalise avec Jörg Bischof, lorsque je lui demande s'il participait aux activités de l'organisation des pionniers ou de la section syndicale de son entreprise pendant la période socialiste, il dénie à ces activités toute signification politique. Il leur oppose la tentative de fuite de son frère à l'Ouest, qu'il me présente comme un véritable acte de résistance ou, plus modestement, les quelques formes de protestation qu'il expérimente lui-même : porter le signe d'une marque occidentale ou le dessin du drapeau américain sur ses survêtements de sport³⁶⁸. Il est également issu d'un milieu familial moins militant que celui de Martin Witte ou Greta Dahlewitz. Bien que sa mère ait été fonctionnaire du syndicat est-allemand et que son beau-père ait pu voyager à l'ouest, ce qui supposait dans les deux cas au moins une loyauté politique de façade, son ascension sociale est liée au second mariage de sa mère plutôt qu'à une trajectoire scolaire ou militante particulièrement réussie. De même, il accède à un logement dans le nord du secteur de grands ensembles de Marzahn plus vraisemblablement au titre de sa situation personnelle (au moment où il envoie sa lettre de réclamation, il habite toujours chez sa mère alors qu'il est marié depuis deux ans et que sa femme attend leur premier enfant) que de son mérite politique ou des besoins en main-d'œuvre d'un secteur économique jugé stratégique.

Cependant, les conditions dans lesquelles Jörg Bischof participe pour la première fois à une réunion du Conseil des habitants ne suffisent pas à expliquer la suite de son parcours : le « management de quartier » n'étant pas en mesure de satisfaire ses revendications, pourquoi rester ? Dans le second entretien que je mène avec lui, il envisage plusieurs réponses que la sociologie de l'engagement apporte habituellement à ce genre de questions : les rétributions symboliques de la

368 Entretien du 16 janvier 2005, 38:00-44:00.

participation à des activités publiques (« être au centre de l'attention du quartier »), la disponibilité biographique ou les frustrations de la vie privée (« maintenant que les enfants ont grandi, ils ont leurs propres centres d'intérêt, ma femme a son tricot et ses mots croisés, et moi, qu'est-ce que je fais ? »). Néanmoins, aucune d'entre elles ne semble épuiser la question (« en fait, je ne sais pas vraiment »)³⁶⁹. En croisant le témoignage de Jörg avec celui de Lena Modrow, qui participe aux réunions du Conseil à cette époque, et les comptes rendus des réunions, j'ai dégagé deux hypothèses, non exclusives l'une de l'autre. La première insiste sur l'effet des délibérations auxquelles Jörg prend part dès la première réunion :

« (*Jörg*) – La première fois au Conseil des habitants, quand on est nouveau, d'abord on écoute et on regarde : mais qu'est-ce qu'ils racontent donc ? Et alors on rentre chez soi et on commence par chercher à s'informer, parce qu'on est au courant de rien, sur la Wuhle par exemple, combien il manque d'eau, etc., etc., etc. (*Moi*) – C'est-à-dire, qu'est-ce que tu as fait ? (*Jörg*) – Ben, je suis allé sur internet, j'ai regardé, pour savoir de quoi ils parlaient exactement, parce qu'à l'époque, y avait pas de journal de quartier. Et ensuite on devient de moins en moins naïf (*man wurde immer schlauer*) parce qu'on y apprend vraiment des choses qui sont pas écrites dans le journal³⁷⁰ .»

Dans cet extrait d'entretien, Jörg décrit un processus qui partage plusieurs traits avec le mouvement de politisation que j'ai mis en évidence dans le parcours de Greta Dahlewitz. Jörg mène l'enquête (opération de conversion réflexive) et relie son affaire personnelle à des problèmes plus généraux (opération de cadrage). Sur ce dernier point, les entretiens de Jörg livrent cependant peu d'informations : qu'apprend-il de plus par rapport à ce que disent les journaux ? Comment s'opère la montée en généralité au centre de tout processus de politisation ? Les comptes rendus des réunions du Conseil livrent quelques pistes pour répondre à ces questions. Au moment où Jörg commence à fréquenter cette instance, deux conférences de locataires sont prévues afin de discuter avec les bailleurs et les représentants des services municipaux de l'aménagement d'une aire de parking et de la rénovation de trois immeubles du quartier. La première réunion à laquelle Jörg participe associe donc d'autres locataires du quartier qui formulent des plaintes similaires à la sienne. Dans le compte rendu, ces plaintes ne sont pas individualisées mais sont au contraire attribuées à la figure démodalisée des « habitants » des espaces concernés pour revendiquer un droit à l'information sur les projets d'aménagement ou de rénovation qui y sont prévus³⁷¹. À ce stade, trois hypothèses sont

369 *Ibidem*, 31:00-32:00.

370 Entretien du 16 décembre 2005, 17:00-17:50.

371 Au sujet de l'aménagement de l'aire de parking, on lit par exemple : « Les habitants considèrent que le projet de location à Lidl est particulièrement problématique. Un tel projet ne répondrait à aucun besoin dans le quartier ou sur le site concerné. » Ce jour-là, un riverain du projet siège, comme Jörg, pour la première fois au Conseil des

possibles pour expliquer la formulation de ce compte rendu : soit les plaintes sont d'emblée formulées dans un registre adéquat (la revendication d'un droit à l'information au nom d'un groupe de riverains ou de locataires), soit les plaignants bénéficient de points d'appui pendant la réunion (d'autres membres du Conseil plus politisés ou le manager qui anime la réunion reformulent ces plaintes dans un registre adéquat), soit leurs plaintes s'étayent l'une l'autre par leur contenu ou leur rhétorique. L'observation de séances ultérieures du Conseil des habitants m'incline à penser que la combinaison des deux dernières hypothèses est la plus probable. Quoi qu'il en soit, la montée en généralité consiste, comme dans le cas de Greta, à imputer la responsabilité d'une situation personnelle à l'activité d'un agent (un bailleur, une chaîne de supermarchés) jusque-là invisible. Ce faisant, le problème est déconnecté de la personnalité singulière du plaignant et peut être étendu à d'autres personnes. C'est à cette double opération de « dévoilement » (imputation de responsabilités et identification d'autres victimes) que Jörg fait référence lorsqu'il décrit la façon dont il acquiert un regard plus critique sur son environnement au fil des réunions.

La seconde hypothèse que j'ai dégagée d'autres sources insiste sur les effets des épreuves publiques auxquelles Jörg a participé par le passé. À mon grand étonnement, il figure en effet, dès la seconde réunion à laquelle il assiste, parmi la liste des personnes envisagées pour représenter le Conseil des habitants au jury citoyen que le « management de quartier » prévoit de mettre en place à partir du mois de mai 2001³⁷². La justification avancée dans le compte rendu fait état de ses fonctions de représentant des parents d'élèves³⁷³. À la réunion suivante, il est effectivement désigné par le Conseil pour le représenter au jury, l'autre personne envisagée ayant finalement été engagée par le bureau d'urbanisme en charge du « management de quartier » pour assurer l'animation des réunions du jury³⁷⁴. Ces éléments indiquent que, pour les autres membres du Conseil, Jörg participe aux réunions aussi au titre de ses fonctions de représentant des parents d'élèves. Cette hypothèse est confirmée par le témoignage de Lena Modrow. Leurs enfants fréquentaient la même école et ils y exerçaient ensemble les fonctions de représentants des parents d'élèves. Lorsqu'elle introduit Jörg auprès des autres membres du Conseil pendant la première réunion à laquelle il assiste, elle mentionne ainsi ses fonctions³⁷⁵. Celles-ci font partie des « investissements de forme » que j'ai repérés plus haut à partir de l'exemple de Martin Witte³⁷⁶ : les fonctions de Jörg permettent d'économiser le travail de mise en forme nécessaire pour produire un collectif aux yeux d'autrui.

habitants. Compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 30 janvier 2001.

372 Pour un rappel des principes de ce dispositif, cf. supra, chapitre 2, p. 147 et suivantes. Se reporter également à l'enquête menée par Eleonore Koehl et Yves Sintomer : Koehl, Sintomer, 2002.

373 Compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 27 février 2001.

374 Compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 27 mars 2001.

375 Entretien du 14 avril 2004, p. 19.

376 Cf. supra, p. 340.

Dans ce contexte, ses propos prennent d'emblée une dimension collective, ce qui le désigne comme un meilleur citoyen que les autres pour siéger au jury. Dans cette perspective d'analyse, Jörg reste au Conseil parce qu'il y a été investi d'un pouvoir d'action supérieur à celui des autres. Ce pouvoir correspond à un état de grandeur dont il n'a pas forcément conscience : alors que son élection au poste de Président du jury l'étonne, il ne relève pas les épreuves qui précèdent et qui rendent pourtant cette élection possible (double fonction de délégué des parents d'élèves et de délégué du Conseil des habitants). Les autres membres du Conseil lui attribuent cet état parce que le bien commun qu'il manifeste « malgré lui » dans ses interventions correspond à celui en fonction duquel certains d'entre eux s'engagent.

À ce stade, les conditions qui rendent le parcours de Jörg possible semblent plus claires : il met en jeu un processus de politisation et des « investissements de forme » qui permettent à ses interventions de manifester un collectif aux yeux d'autrui. En revanche, je n'ai pas encore expliqué les conditions de son élection à la présidence du jury et analysé les effets de cette expérience sur son parcours d'engagement ultérieur.

Une parole « authentique »

Dans l'extrait d'entretien que j'ai cité plus haut, Jörg Bischof est le premier à être étonné du résultat des élections pour le poste de Président du jury citoyen. Son étonnement peut être interprété de plusieurs manières : il essaie de devancer le soupçon des personnes qui verraient dans l'accès à ce poste le produit d'un calcul stratégique de sa part ou il exprime un sentiment d'illégitimité. Le compte rendu de la séance constituante du jury fournit peu d'informations permettant de rendre compte des raisons pour lesquelles il a été élu à ce poste : seuls les résultats de l'élection sont mentionnés (30 voix favorables et 1 abstention)³⁷⁷. Il faut donc m'en tenir à la piste qu'il suggère en entretien : n'est-il pas élu par les autres membres du jury *justement* parce que son style de prise de parole diffère de celui de Martin Witte, de Greta Dahlewitz ou de personnes qui prennent la parole plus régulièrement que lui dans les espaces publics du quartier ?

Par le terme de « style » je ne désigne pas la forme de la prise de parole en tant qu'action mais le régime rhétorique mobilisé par Jörg pour formuler ses arguments. J'ai indiqué plus haut que trois régimes rhétoriques ont été repérés dans la littérature : le régime critique suppose une maîtrise technique des problèmes débattus, c'est-à-dire un minimum d'« expertise » ; le régime de l'opinion fait appel au « sens commun » tandis que les interventions qui font part d'une expérience ou d'un sentiment personnels relèvent du régime du partage (Heurtin *et al.*, 1995). Considérées à partir de

³⁷⁷ Compte-rendu de la séance constituante du jury citoyen du 15 mai 2001, archives de l'agence de quartier de Marzahn Nord.

cette perspective, les interventions publiques de Martin Witte correspondent au régime critique : il étaye ses arguments en se référant à un savoir qu'il tire de la lecture des journaux. Le style rhétorique de ses prises de parole se rapproche de celui des « professionnels » de la politique, ce qui n'est pas très étonnant de la part d'un ancien journaliste. Par contraste, les prises de parole de Greta Dahlewitz prennent plutôt la forme d'un témoignage personnel auquel le public est appelé à s'identifier. Ce style rhétorique suppose des compétences plus communément répandues dans la population : savoir faire partager ses émotions à autrui, être en mesure de décrire et de faire comprendre aux autres une situation pénible. Or, plusieurs éléments indiquent que ces deux styles de prise de parole sont peu valorisés, pour ne pas dire exclus, d'espaces publics tels que le jury citoyen. Pour Anja Röcke et Yves Sintomer la composition des jurys citoyens berlinois revêt en effet deux enjeux (Röcke, Sintomer, 2005). Le premier renvoie à la volonté d'ouvrir le débat à des « profanes » de la politique au sens restreint du terme. Dans ce cadre, le tirage au sort est considéré comme le moyen privilégié pour sélectionner des citoyens « ordinaires », c'est-à-dire des personnes qui ne sont admises à prendre la parole ni au titre d'une compétence technique (cas d'un fonctionnaire municipal, d'un militant associatif ou d'un professionnel) ni au titre d'une compétence politique au sens restreint du terme (cas d'un élu local ou d'un militant associatif). L'enjeu de cette ouverture est de produire un débat « objectif » (*sachlich*), c'est-à-dire réduit aux faits dégagés de tout cadrage scientifico-technique ou idéologico-politique. Cet objectif, même s'il est rarement atteint dans la pratique, se traduit par la mise à distance, au moins symbolique, des experts et des élus : leur voix est consultative ou ils sont exclus des délibérations qui les concernent lorsqu'ils disposent d'un pouvoir de décision. Le second enjeu se traduit par la répartition des sièges entre les deux catégories de personnes admises à prendre la parole : les citoyens « ordinaires » doivent occuper au moins 51 % des sièges contre 49 % pour les représentants d'intérêts organisés (associations et initiatives locales). Pour Anja Röcke et Yves Sintomer, cette règle témoigne de la méfiance des autorités publiques berlinoises vis-à-vis des intérêts organisés et de l'influence qu'ils sont susceptibles d'exercer sur l'orientation des débats. « Objectivité » est ici synonyme d'impartialité. Celle-ci correspond à un savant dosage entre implication et distance dans la perspective rousseauiste de l'expression de l'intérêt général. Autrement dit, dans le cadre des jurys citoyens berlinois, les prises de parole qui relèvent du régime critique, c'est-à-dire du régime mobilisé par les experts, les élus ou les « bons » citoyens comme Martin Witte, risquent de paraître trop impersonnelles et de passer pour cyniques (dénonciation de la « langue de bois ») tandis que celles qui relèvent du régime du partage, c'est-à-dire du régime dans lequel les représentants de certaines catégories d'habitants peuvent être amenés à s'exprimer, peuvent sembler trop personnelles et signaler un manque d'impartialité (dénonciation de la défense d'intérêts particuliers). Cette

hypothèse est encore confirmée par la façon dont deux membres du jury (une élue PDS au Parlement de Berlin habitant le quartier et une citoyenne « ordinaire ») évaluent la qualité des discussions auxquelles elles ont pris part devant les membres du Conseil des habitants : d'après elles, la « culture de la discussion au sein du jury [aurait été] non professionnelle (*unprofessionnell*)³⁷⁸ ». Sorti de son contexte, un tel jugement pourrait ressembler à une condamnation. Restitué dans celui de l'analyse qui précède, il prend un sens beaucoup plus positif. D'après mes deux témoins, les précautions imaginées par les instigateurs de la procédure ont en effet atteint leur objectif en favorisant une discussion « objective » dans les deux sens que j'ai dégagés : limitée aux faits (*sachlich*) et conforme à l'intérêt général.

En quoi le style des interventions de Jörg Bischof dans le cadre du jury citoyen correspond-il à celui que valorise ce dispositif ? Les comptes rendus des délibérations du jury livrent encore une fois peu d'informations pour répondre à cette question : les prises de parole n'y sont pas individualisées, seul le résultat final des délibérations est consigné. Je peux néanmoins m'appuyer sur les quelques interventions que Jörg Bischof a faites dans le journal du quartier à l'issue de la procédure. Bien qu'il s'exprime au titre de sa fonction de Président et épure certainement le style de ses prises de paroles par rapport à celles qu'il effectue dans le huis clos du jury, je peux supposer que ce style ne varie pas radicalement d'une situation à l'autre, ne serait-ce que parce que Jörg est soumis à une contrainte de cohérence : pour ne pas avoir l'air de « trop en faire » aux yeux des autres membres du jury, son personnage de Président doit conserver certains traits de sa personnalité singulière. Mon hypothèse consiste donc à dire que ce sont justement ces quelques traits individuels qui en ont fait le candidat idéal pour le poste de Président aux yeux des autres membres du jury.

Dans son numéro de février 2003, le journal du quartier publie l'extrait d'une lettre que Jörg Bischof adresse au maire de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf pour s'opposer, au nom du jury citoyen, à la fermeture de la bibliothèque du quartier : « C'est pourquoi je souhaite vous rappeler, qu'il y a de cela un an, un jury citoyen élu démocratiquement a alloué au total 500 000 € à divers projets citoyens dans les domaines sociaux, culturels ou sportifs, grâce auxquels la qualité de vie dans le quartier a été effectivement améliorée. Parmi ces projets figurait l'achat de livres en langue vietnamienne et russe pour la bibliothèque Heinrich Von Kleist. Nous avons alloué 6 100 € à ce projet et le don des livres s'est fait en mai 2002 dans le cadre d'une grande fête multiculturelle associant les différents groupes (*Bevölkerungsteile*) qui

378 Compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 26 mars 2002.

peuplent notre quartier. Est-ce que tout cet argent a été jeté par les fenêtres (*soll das alles rausgeschmissenes Geld sein*) ?³⁷⁹ ».

L'argument invoqué par Jörg dans l'extrait de sa correspondance avec le maire de l'arrondissement relève du régime de l'opinion : toute personne dotée de bon sens, c'est-à-dire d'une capacité ordinaire de jugement, serait choquée de savoir que les services municipaux de l'arrondissement gaspillent l'argent public, de surcroît lorsque celui-ci a été redistribué de façon raisonnable et légitime par les citoyens eux-mêmes. Les interventions de Jörg, que j'ai observées pendant les réunions du jury du fond d'action dont il fait partie³⁸⁰ ou durant les débats du Conseil des habitants, relèvent le plus souvent de ce régime. Dans les entretiens que je mène avec lui, Jörg revendique aussi explicitement ce style lorsqu'il se compare à Martin Witte ou à Greta Dahlewitz (« Je suis un simple ouvrier et je dis "ça c'est de la merde" ou "ça c'est une connerie" »). En faisant cela, il ne fait pas preuve de fausse modestie mais parle avec la franchise, le bon sens et l'autodérision qui caractérisent habituellement ses interventions. Or, j'ai montré que ces qualités sont particulièrement valorisées par le dispositif des jurys citoyens : c'est précisément ce genre de prise de parole que les instigateurs de la procédure cherchent à favoriser. Ainsi, ce sont avant tout les traits caractéristiques de son style de prise de parole (franc-parler, bon sens, simplicité) qui le rapprochent de la figure du citoyen « ordinaire » valorisée par le dispositif plutôt que ses caractéristiques socioprofessionnelles (sa mère est fonctionnaire, son beau-père et son épouse sont ingénieurs, ses enfants vont au lycée général, lui-même est ouvrier qualifié) : celles-ci en font effectivement un citoyen assez éloigné de la « moyenne » du quartier. Il n'est d'ailleurs pas issu du groupe de citoyens tirés au sort mais de celui des associations et des initiatives locales.

Si les prises de paroles de Jörg Bischof diffèrent de celles de Greta Dahlewitz et de Martin Witte par leur rhétorique, elles partagent pourtant un trait commun avec elles : elles se présentent comme la manifestation stylisée d'un collectif, celui des citoyens « ordinaires ». De ce point de vue, on assiste à une opération similaire à celle que Luc Boltanski analyse à partir de la catégorie des cadres (Boltanski, 1982). L'une des conditions de « réussite » de l'entreprise de construction de ce groupe social réside en effet, selon cet auteur, dans sa capacité à proposer une figure simplifiée du groupe à laquelle l'ensemble de ses membres ou de ses aspirants peuvent s'identifier. Loin d'être représentative de l'ensemble du groupe, au sens statistique du terme, celle-ci correspond plutôt aux cas qui occupent une position centrale au sein du groupe. Autrement dit, les membres du groupe ont tendance à désigner le « meilleur » d'entre eux pour les représenter à l'extérieur. On peut ainsi déduire de l'ensemble de ces éléments que Jörg Bischof est élu Président du jury citoyen parce que

379 *Marzahn NordWest*, n° 7, février 2003, p. 6.

380 Pour un rappel des principes de ce dispositif, cf. supra, chapitre 2, pp. 147 et suivantes.

son style de prise de parole est le plus proche de la norme valorisée par le dispositif. Cette conclusion fait aussi de la procédure du jury citoyen un dispositif ayant contribué à produire la figure du citoyen « ordinaire » incarnée par Jörg Bischof.

Deux mécanismes mis en évidence à partir des cas de Martin Witte et de Greta Dahlewitz se retrouvent dans le parcours d'engagement de Jörg Bischof : la politisation comme changement de régime d'action et la conversion comme changement d'état à l'issue d'une épreuve publique de justification. Au terme du mouvement de politisation, Jörg ne relie pas l'objet de ses prises de parole (le quartier) à d'autres problèmes qu'il aurait politisés par ailleurs, comme le fait Greta Dahlewitz (le chômage). Dans son cas, la politisation (changement de régime d'action) se fait donc sans traduction (changement de principe de référence au sein du régime de justification).

Au-delà de ces quelques différences, l'exemple de Jörg Bischof soulève surtout la question de l'articulation entre politisation, engagement politique et prise de parole au cours d'un parcours d'engagement. À quel moment peut-on considérer que Jörg s'engage politiquement ? À l'issue du mouvement de politisation initié pendant les délibérations du Conseil des habitants ou à l'issue de son élection au poste de Président du jury citoyen, c'est-à-dire après l'expérience du pouvoir que confère un changement d'état ? J'ai montré que Greta Dahlewitz n'accorde aucune valeur à la grandeur d'opinion à laquelle elle accède à l'issue de ses divers passages à la télévision. De la même façon, Jörg Bischof valorise son élection au poste de Président du jury citoyen sans pour autant accorder le même crédit au fait d'y avoir été préalablement délégué par le Conseil des habitants. Ces deux exemples suggèrent que, pour qu'une personne puisse interpréter les résultats et ressentir les effets d'une épreuve (sentiment lié à l'expérience d'un bien commun mais aussi à l'exercice d'un pouvoir), elle doit d'abord être arrivée au bout des processus qui opèrent le changement de régime d'action (politisation) et/ou de principe de référence au sein du régime de justification (traduction). Autrement dit, la politisation, l'engagement et la prise de parole correspondent à des moments analytiquement distincts mais chronologiquement articulés l'un à l'autre au sein d'un parcours d'engagement. La prise de parole n'est pas nécessaire à l'engagement politique. De même, il n'est pas nécessaire de s'engager politiquement pour prendre la parole. En revanche, l'engagement politique n'intervient qu'après politisation et/ou traduction. À l'issue d'une expérience de prise de parole concluante, il faut aussi être politisé pour ressentir les effets liés à l'accès à un nouvel état de grandeur et au gain de pouvoir qui lui est associé.

Conclusion

Ma grille d'analyse de l'engagement politique est le produit d'une série de déplacements qui découlent d'une définition élargie du politique. Rappelons-en les principaux éléments. La politisation consiste en un processus de montée en généralité par lequel une personne fait d'une affaire privée un problème public en le rattachant à la réalisation d'un bien commun. Ce processus opère notamment le passage entre la loyauté et la prise de parole, c'est-à-dire entre un rapport privé et un rapport public à l'environnement urbain. Pour ce faire, il combine une activité d'enquête et de cadrage au cours desquelles les personnes imputent des responsabilités collectives à des agents jusque-là invisibles et identifient un collectif de victimes. Lorsque l'affaire politisée est rattachée à d'autres problèmes politisés par ailleurs, elle peut donner lieu à un mécanisme de « traduction », c'est-à-dire à l'adoption d'un nouveau principe de référence qui intègre l'ensemble des problèmes rapprochés dans un cadre normatif unifié. Une personne s'engage politiquement lorsqu'elle initie une action dans le domaine public en l'effectuant et en traitant son environnement en fonction d'un principe supérieur commun. La prise de parole est la forme sous laquelle cette action est soumise à l'articulation critique de l'opinion d'autrui. Les espaces publics, que j'ai définis comme des dispositifs techniques qui rendent une action accessible à l'ensemble des citoyens et la soumettent à l'épreuve de leurs opinions contradictoires, constituent l'environnement naturel de la prise de parole.

À partir de cette grille, l'analyse des situations de prise de parole auxquelles Martin Witte, Greta Dahlewitz et Jörg Bischof ont pris part dans les espaces publics de Marzahn Nord, m'a permis de dégager plusieurs résultats. L'engagement politique n'est pas nécessaire à la prise de parole, de même que la prise de parole n'est pas nécessaire à l'engagement politique. En revanche, sans politisation et/ou traduction préalable, les personnes qui prennent la parole ne peuvent interpréter ni ressentir les effets de l'épreuve à laquelle leur action a été soumise. Ce résultat entraîne plusieurs conséquences sur la façon de modéliser un parcours d'engagement. D'une part, une situation de prise de parole ne peut constituer le point de départ d'un parcours d'engagement seulement si la personne est arrivée au terme du processus de politisation et/ou de traduction. D'autre part, l'issue de l'épreuve, qui détermine si la personne s'engage effectivement ou pas aux yeux d'autrui, s'accompagne d'un changement d'état, dont elle n'a conscience que si elle est préalablement politisée. Cependant, un parcours d'engagement ne représente pas seulement la façon dont une

personne initie, effectue et oriente une action en fonction d'une série d'épreuves publiques de justification : une telle définition lui donnerait une dimension essentiellement subjective. Il correspond aussi à une succession d'états au terme desquels une personne revêt une dimension politique aux yeux d'autrui. J'ai réservé le terme de conversion au processus de changement d'état. Par rapport à l'interprétation que les approches microsociologiques de l'engagement font de ce terme, la lecture que j'en donne insiste sur la dimension collective de ce processus : l'expérience politique à laquelle une épreuve publique de justification donne lieu n'engage pas seulement la subjectivité de la personne mise à l'épreuve mais aussi celle de l'ensemble des participants, qui en ressentent aussi individuellement les effets.

Au-delà des variations singulières que présentent leurs parcours d'engagement, Martin Witte, Greta Dahlewitz et Jörg Bischof constituent trois figures stylisées de citoyens que l'on retrouve dans les théories de l'action politique : celle du citoyen compétent des théories de la compétence politique (au sens restreint du terme), celle du militant des théories de l'action collective et celle, plus récente, du « citoyen ordinaire » des théories participationnistes. Or, le rapport effectif de ces citoyens au pouvoir est très différent de celui qu'ont postulé jusqu'ici les approches en terme de « carrière » : le pouvoir exercé par ces citoyens consiste en un pouvoir de « surveillance » de l'activité démocratique, non en un pouvoir de direction des conduites qui reste l'apanage du gouvernement. Cette spécificité n'est pas un effet de la trajectoire sociale, professionnelle ou militante de ces trois personnes pendant la période socialiste. Les effets de celles-ci s'illustrent plutôt dans les conditions de réception des offres de participation. Leur rapport au pouvoir semble donc davantage découler de la nature civique de leur engagement : il évolue en effet avec le principe de justification en fonction duquel ils s'engagent dans la vie publique de Marzahn Nord.

À ces trois figures de citoyens correspondent aussi des styles différents de prise de parole. Chacune d'elles suppose la mobilisation de compétences différentes : Martin Witte s'appuie sur un savoir plus ou moins formalisé, Greta Dahlewitz mobilise sa capacité à partager avec autrui son expérience personnelle et Jörg Bischof fait appel à son bon sens. De ce résultat, je peux aisément conclure qu'il n'est pas nécessaire d'être aussi compétent que Martin Witte pour prendre la parole. Néanmoins, ces variations de style n'ont-elles vraiment aucune influence sur l'issue des épreuves dans lesquelles s'inscrivent les prises de parole de ces trois citoyens, c'est-à-dire sur leur capacité à accéder à un état supérieur de grandeur ? Pour l'instant les réponses que mes résultats permettent de donner à cette question sont contradictoires. Quels que soient les espaces publics considérés, la prise de parole suppose un travail de mise en forme préalable dont le résultat dépend du bien commun en fonction duquel elle est évaluée. Dans le cas de parcours d'engagement civiques, ce travail produit un collectif qui prend soit la forme d'une masse soit celle d'un style (trame de récit ou

rhétoriques identiques). Dans le dernier cas seulement le contenu ou le régime rhétorique de la prise de parole a une importance.

Au final, l'analyse de la prise de parole dans le cadre de parcours d'engagements civiques soulève deux ensembles de questions : quels sont les obstacles à la prise de parole ? Comment expliquer que des injustices continuent de se produire malgré le contrôle exercé sur l'activité politique par les personnes qui s'engagent dans les espaces publics ? Ensuite, qu'est-ce qui fait un « bon » représentant : ses caractéristiques socioprofessionnelles, son style particulier de prise de parole ou le contenu de son argumentation ? Ces critères varient-ils d'un espace public à l'autre ?

Être écouté

Rapports de pouvoir et situations d'injustice dans les espaces publics de Marzahn Nord



Fête de quartier, Marzahn Nord, 4 juin 2005. Deux bénévoles, Angelika et Anna, animent le stand du groupe d'entraide du Café de la Tour.

Introduction

« (*Anna Hofer*) – (...) mais ça on l'apprend assez rapidement et – [elle reprend le fil d'un récit qu'elle avait interrompu quelques minutes plus tôt] ah oui, je me souviens maintenant de ce que je voulais dire à propos de la réunion de clôture du programme LOS³⁸¹ : c'est ce qui arrive, quand on travaille en coulisse (*in der zweiten Reihe*) et qu'on ne cherche pas particulièrement à se faire remarquer (*sich hervortun*), alors des choses comme ça arrivent, comme quand la dame – qui c'était déjà ? Là, une de celles qui dirigent le programme... (*Moi*) – Une de celles qui dirigent le programme ? (*Anna Hofer*) – Pas S. B. ni U. S., mais celle qui vient de la mairie. Elle venait bien de la mairie, non ? (*Moi*) – Ah, tu veux parler de Manuela Schmidt, l'adjointe au maire, c'est ça ? (*Anna Hofer*) – Oui, ça pourrait bien être ça. Oui, c'est ça. Il y a parfois tellement de noms que je passe pour une ignorante. C'est pour ça aussi que j'essaie de bien me préparer, quand je dois parfois, mais on peut vraiment pas tous les retenir. Et cette femme a présenté rapidement le projet³⁸² avant que je vienne devant l'assemblée et elle a présenté Monika Varga comme la responsable du projet, et c'est de là qu'est née la confusion, "non, non, Monika Varga n'est plus responsable du projet, elle a été remplacée par Mme Hofer". C'est une situation typique, si on veut, hein, où personne ne remarque, en fin de compte, qui s'occupe effectivement du projet pendant la moitié du temps. Ce qui a dû se passer, c'est que Monika était bien sûr bien plus souvent que moi à se déplacer dans l'arrondissement, c'est sûr, parce qu'elle gagne sa vie comme ça, hein. Et je trouvais ça dommage vis-à-vis du jury que les gens ne se soient pas mieux préparés. C'est-à-dire qu'ils auraient dû mieux se renseigner sur la façon dont ça

381 Le programme LOS (*Lokales Kapital für soziale Zwecke* – « Capital local pour des besoins sociaux ») est un programme du ministère fédéral pour la famille, les personnes âgées, les femmes et les jeunes (*Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend*). Il a pour but de financer des micro-projets dans le domaine de l'action sociale. Les axes prioritaires sont définis par les administrations locales sur la base d'un plan d'action approuvé par le ministère. A Marzahn Nord, le programme est piloté par les services sociaux de l'arrondissement. Il finance essentiellement des projets favorisant l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, des « Aussiedler » et des chômeurs. Anna Hofer fait référence à une réunion organisée par les services sociaux le 8 juin 2005 afin de clôturer l'année budgétaire 2004/2005. Les projets financés durant l'année écoulée sont présentés successivement aux membres du jury qui leur avait attribué des fonds. Ce jury comprend les deux adjointes au maire chargées des affaires familiales et des affaires scolaires, les deux fonctionnaires chargées du pilotage du programme ainsi que la directrice des services sociaux, l'éducatrice chargée de coordonner l'ensemble des actions dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse à l'échelle du quartier, la directrice du bureau local pour l'emploi (*Job Center*), deux représentants d'associations locales impliquées dans les domaines de l'enfance et de la jeunesse, le directeur du lycée professionnel du quartier, la chargée de mission de l'arrondissement pour les questions d'immigration (*Migrantenbeauftragte*) et Martin Witte, Président du Conseil des habitants (notes de terrain du 8 juin 2005).

382 Il s'agit du groupe d'entraide associant les bénévoles et les habitués du Café de la Tour.

s'était passé, parce que c'était clairement marqué dans les documents que Monika ne pouvait plus s'occuper du projet, à cause du problème des doubles financements³⁸³ (...). Et je pensais vraiment qu'ils étaient au courant de qui fait quoi au final, enfin bon. (Moi) – Tu veux dire que ce sont toujours les mêmes qui sont sur le devant de la scène ? (Anna Hofer) – Oui, c'était seulement que... Au début c'était aussi comme ça, quand j'ai siégé au jury³⁸⁴, personne ne m'a prise au sérieux (*niemand hat mich für voll genommen*), et pas seulement parce que je ne disais rien mais plutôt parce que je n'avais pas encore de visage (*weil ich noch kein Gesicht hatte*). C'est sûr, personne de l'extérieur ne me connaissait. Par exemple, Alexander Hobermayer³⁸⁵ en est resté à "la petite fille à la casquette", hein, une autre façon de m'ignorer. Parfois c'est comme ça, hein. Et c'est seulement petit à petit, quand j'ai fait le tour de tout le monde, et que Monika a aussi bien insisté auprès de tout le monde sur le fait que c'était moi la responsable de ce projet et que c'était à moi qu'ils devaient s'adresser, qu'ils ont en quelque sorte été forcés d'avoir affaire à moi, et qu'ils ne m'ont plus autant ignorée qu'ils en avaient l'intention au départ. Hein, parce que, il ne faut pas croire, même dans ces cercles on ne laisse pas rentrer tout le monde³⁸⁶. »

Un problème de visibilité

On peut lire cet extrait d'entretien de deux manières. La première s'intéresse à la dimension critique de la situation d'énonciation, la seconde le considère de façon plus littérale comme le témoignage de deux expériences ratées de prise de parole. Je rencontre Anna Hofer au moment où elle a cessé ses activités bénévoles au Café de la Tour. La situation d'entretien la place donc dans une position où elle a à justifier son désengagement. Cette justification prend la forme d'une critique qu'elle adresse aux personnes qui s'engagent en fonction de la définition du bien commun sur laquelle repose la cité par projet. Sa critique est elle-même adossée à ce principe. Au sein de la cité par projet, le principe d'ordre est l'activité : pour l'ensemble de ses membres, il s'agit de multiplier les projets pour rester actif, quel que soit le statut ou le cadre dans lequel ces projets s'inscrivent (salarial ou bénévolat, travail ou hors travail). Pour ce faire, il faut être mobile, flexible, avoir le sens du contact et de la communication, savoir faire adhérer autrui aux projets que l'on initie ou savoir s'intégrer aux projets initiés par d'autres. En somme, les personnes génèrent de l'activité en établissant des connexions entre les personnes, c'est-à-dire en étendant les réseaux dans lesquels

383 Monika était déjà rémunérée par le biais d'autres projets financés par le « management de quartier ».

384 A partir de septembre 2005, le projet d'entraide n'est plus financé par le programme LOS (et interrompt ses activités). Anna Hofer siège en tant qu'ancienne bénéficiaire du programme au sein du jury qui attribue les fonds pour l'année 2006.

385 Il s'agit du principal rédacteur du journal du quartier.

386 Entretien du 12 octobre 2005, pp. 2-4.

elles sont insérées (Boltanski, Chiapello, 1999, pp. 163-181). Or, si l'on suit Anna Hofer, le réseau constitué par les personnes qui font vivre des projets à l'échelle du quartier est trop rigide et trop fermé. Au lieu de la faire fructifier, il freine l'activité en décourageant les bonnes volontés.

Au-delà de cette critique, Anna Hofer témoigne aussi de deux expériences peu concluantes de prise de parole dans des espaces publics de Marzahn Nord. Son récit constitue ainsi un contrepoint aux situations relativement idéales que j'ai analysées dans le chapitre précédent. Anna Hofer s'installe dans le quartier au moment où elle commence à travailler comme éducatrice au Café de la Tour. À la fin de son contrat, elle continue à s'y investir en tant que bénévole. Contrairement à Martin Witte, Greta Dahlewitz ou Jörg Bischof, la dimension politique de son engagement n'est cependant pas publiquement révélée. À l'issue de la réunion de présentation organisée par les services sociaux de l'arrondissement, les bénéficiaires de son projet sont en effet attribués à une autre personne, parce qu'aucun membre du jury n'est informé des modalités de sa participation à ce projet. Cette première injustice a des conséquences par la suite : sollicitée pour participer au jury de sélection du programme dont elle a été auparavant bénéficiaire, Anna Hofer rencontre des difficultés pour être écoutée des autres membres du jury. Son avis compte moins que le leur. Elle propose une interprétation étonnante de ces difficultés : d'après elle, celles-ci seraient liées au fait qu'elle ne « possède pas de visage ». Cette interprétation fait écho à la photographie que j'ai prise d'elle et d'une autre bénévole du Café de la Tour pendant la fête du quartier de juin 2005 : leur appartenance au projet d'entraide est signalée par le port de T-Shirts qui en reprennent les slogans, les logos et la couleur, un artifice dont se passe la plupart des chefs de projet du quartier dont le visage est, à l'instar de celui de Monika Varga, connu de tous. Dans les deux cas, nous avons donc affaire à un problème de visibilité. Ce problème recouvre les situations d'injustice qui correspondent à certaines catégories de prises de paroles que j'ai repérées au chapitre précédent³⁸⁷ : dans les espaces publics de Marzahn Nord, il arrive que de « bons arguments », c'est-à-dire des arguments faisant référence au bien commun en fonction duquel les actions sont évaluées, soient jugés illégitimes et, inversement, que de « mauvais arguments » ou des arguments apolitiques soient jugés légitimes. L'expérience d'Anna Hofer le montre : les épreuves publiques de justification sont loin d'être infaillibles et le moment est donc venu de rendre compte de ces défaillances.

387 Se reporter au schéma de la p. 281.

Rapports de pouvoir et situations d'injustice dans les espaces publics : une question de représentation

Je vais expliquer ces défaillances en tenant compte des caractéristiques sociales des participants : les injustices auxquelles j'assiste dans les espaces publics de Marzahn Nord sont un effet des différences sociales existant entre les participants. Il est possible d'intégrer ces différences dans l'analyse de deux manières. Une première approche insiste sur les effets de la composition sociale du public des épreuves dont les espaces publics sont le cadre. Les évaluations sont partiales parce que la délibération est partielle : tous les points de vue, socialement déterminés, sur le bien commun ne sont pas présents au moment de la délibération. Cette approche fait ainsi de la dynamique délibérative une condition essentielle pour rendre compte de la définition d'un bien commun. La seconde approche considère les rapports de pouvoir qui découlent des différences sociales entre participants. Dans cette perspective, les évaluations sont donc partiales parce que certaines personnes sont plus écoutées que d'autres : la parole d'un maire ou d'un chef d'entreprise a plus de poids que celle d'un simple citoyen ou d'un simple ouvrier. Cette perspective met ainsi l'accent sur les conditions qui confèrent sa force performative à l'action politique.

Présentées de cette façon, ces deux approches paraissent complémentaires : il ne suffit pas de s'assurer de la présence des groupes sociaux habituellement exclus dans les espaces publics, encore faut-il faire en sorte que leur action ait la même force que celle des autres. Pourtant, ces deux approches ont été dissociées dans les analyses de l'action politique parce qu'elles reposent sur deux lectures opposées de la représentation politique. Dans ce chapitre, je vais montrer que, bien qu'elles soient opposées, ces deux lectures sont indissociables pour rendre compte des rapports de pouvoir et des situations d'injustice en jeu dans les espaces publics contemporains.

J'étayerai cette hypothèse à partir des données issues de l'enquête ethnographique que j'ai réalisée sur la prise de parole dans les espaces publics de Marzahn Nord. La discussion menée dans le chapitre qui précède s'appuyait principalement sur les archives et les entretiens constitués durant cette enquête. Ces sources documentaient des situations de prise de parole qui se sont déroulées avant mon arrivée sur le terrain. Analyser les rapports de pouvoir en jeu dans ces situations suppose de retrouver le point de vue de personnes qui ne s'y sont pas manifestées ou dont l'intervention n'a pas laissé de traces dans les comptes rendus d'épreuve ou dans la mémoire de leurs témoins. Même si elle n'est pas impossible, une telle entreprise s'avère difficile parce qu'elle dispose de peu de sources. De plus, au moment où j'arrive sur le terrain, des citoyens aussi légitimes que Greta Dahlewitz ou Jörg Bischof ont le sentiment de ne plus arriver à intervenir sur le cours des choses. Cette situation se traduit par le reflux de leur engagement, c'est-à-dire un resserrement du domaine

public au profit du domaine privé suite à la dépolitisation de certaines affaires. Ces observations suggèrent qu'il existe un lien entre le désengagement et l'expérience des rapports de pouvoir dans les espaces publics. Pour ces deux raisons, je mobiliserai surtout les données concernant les situations de prise de parole contemporaines à ma présence sur le terrain et réserverai une part plus importante à l'observation. J'ai retenu deux cas à partir desquels je montre que la composition sociale des participants d'une épreuve publique de justification est importante pour garantir la justesse de ses résultats. L'étude de ces cas établit aussi que les rapports de pouvoir en jeu dans les espaces publics sont liés au faible ancrage institutionnel des représentations du bien commun qui y sont données. Ces deux aspects de la participation politique renvoient aux deux sens de lectures opposés de la représentation politique que je dégage dans la première partie de ce chapitre.

I. La question de la représentation

Jusqu'ici j'ai construit mon approche de l'action politique par rapport à une approche que je qualifie de « restreinte ». Celle-ci considère en effet la politique comme une activité sociale spécialisée, qui nécessite une compétence spécifique (la capacité à construire politiquement l'espace politique) et s'exerce dans un « champ », c'est-à-dire un secteur de l'espace social clairement séparé des autres. L'approche « restreinte » s'inspire volontiers de la métaphore religieuse pour rendre compte de la séparation entre la politique, réservée aux « initiés », et les activités sociales ordinaires accessibles aux « profanes » : le « champ politique » est en effet « institué » par un ensemble de rites qui mettent les personnes ordinaires à l'écart de l'activité politique et consacrent le monopole de la manipulation des discours légitimes par les représentants politiques (Bourdieu, 2001 [1982] ; Gaxie, 1978 ; Gaxie, 2008). Autrement dit, le monopole de la parole légitime par les représentants politiques est constitutif de la politique, appréhendée de façon restreinte. Dans cette perspective, la participation politique est dissociée de la représentation politique : la première est laissée aux citoyens tandis que la seconde est réservée aux professionnels de la politique. L'approche élargie du politique, en insistant sur la solution de continuité entre domaine privé et domaine public, conteste la coupure entre les deux : il n'y a pas de participation politique sans représentation politique. Qui a raison ?

Dans cette partie, je montre que ces deux positions découlent de deux lectures opposées mais tout aussi restreintes l'une que l'autre de la représentation politique. Aucune des deux approches ne considère l'ensemble des dimensions de la représentation qu'implique le sens de lecture qu'elles ont adopté. Après avoir dégagé les limites de chaque approche, je ne tenterai donc pas d'en faire une synthèse mais compléterai les deux lectures proposées, qui rendent compte d'aspects certes contradictoires mais indissociables de la représentation politique.

I. 1. Deux définitions restreintes de la représentation politique : les limites de l'approche « restreinte » et de l'approche « élargie » du politique

L'approche « restreinte » et l'approche « élargie » du politique ont un point de vue contradictoire sur le rapport entre participation et représentation politique. Cette contradiction résulte de deux lectures opposées de la représentation politique : la première la conçoit comme une opération inversée de symbolisation (*Repräsentation*) tandis que la seconde s'en tient à la définition classique de la représentation politique comme mandat (*Stellvertretung*). Chaque lecture pose des problèmes. Leurs limites s'illustrent dans la réponse que chaque approche apporte à la question de l'injustice : comment celle-ci peut-elle se perpétuer dans un système politique qui repose sur la souveraineté populaire et l'égalité politique de tous les citoyens ? L'approche « restreinte » du politique considère que cette perpétuation est liée à l'activité politique régulière : celle-ci place les citoyens dans une position de réception passive qui les prive de toute possibilité d'action. Ce faisant, elle réduit l'activité politique à une fonction de légitimation et lui dénie toute capacité à transformer la société. Par contraste, l'approche « élargie » du politique associe la perpétuation de l'injustice à une situation transitoire et confère un rôle central à l'activité critique des citoyens. Elle postule cependant un système politique peu réaliste en raison de ses exigences : il réclame la disparition totale de la sphère privée au profit d'une extension maximale de la sphère publique, c'est-à-dire une politisation de l'ensemble de l'activité sociale.

L'approche « restreinte » du politique ou la représentation politique comme symbolisation inversée (*Repräsentation*)

Dans l'œuvre de Pierre Bourdieu, il n'existe pas de texte qui soit exclusivement consacré à une théorie de la représentation politique. Celui dont le titre fait explicitement référence à cette notion est en fait plutôt consacré au « champ politique » (Bourdieu, 2001, [1981]³⁸⁸). Pour autant, une telle observation ne signifie pas que cette théorie n'existe pas. Je vais la reconstituer à partir de remarques disséminées dans plusieurs textes que Pierre Bourdieu consacre à la politique³⁸⁹. Il ressort de cette reconstitution que cet auteur n'ignore pas les différentes lectures possibles du terme de représentation. Pour définir la représentation politique, il privilégie cependant l'entrée théâtrale du terme (*Vorstellung*) à laquelle il oppose le sens classique (*Stellvertretung*). Cette opposition

388 Le titre original de cet article fait explicitement référence à son objet réel dans le sous-titre : Bourdieu, Pierre, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36, n° 36-37, 1981, pp. 3-24.

389 Je m'appuie sur les textes suivants : Bourdieu, 2001[1981] ; 2001[1982] ; 2001[1984].

découle d'une lecture inversée de la représentation (*Repräsentation*) qui l'amène à nier la capacité critique des citoyens et à interpréter de façon pessimiste le fonctionnement démocratique des institutions politiques.

La définition que Pierre Bourdieu donne de la représentation politique emprunte d'emblée la métaphore théâtrale. Il considère en effet le champ politique comme « l'un des lieux privilégiés de l'exercice *du pouvoir de représentation ou de manifestation* qui contribue à faire exister pleinement, c'est-à-dire à l'état objectivé, directement visible de tous, public, publié, officiel, donc autorisé, ce qui existait à l'état pratique, tacite ou implicite. Ce pouvoir de manifestation peut s'exercer à propos de tout ce qui touche au monde social, à la vision de ce monde et il n'est jamais aussi efficient que lorsqu'il s'applique aux principes de vision, donc de division du monde social (...) » (Bourdieu, 2001 [1981], p. 224). Pour Pierre Bourdieu, les représentations politiques sont des représentations du monde social devant un public. Mais Pierre Bourdieu va plus loin : d'après lui, les groupes, les objets ou les personnes qui composent le monde social n'existent qu'à la condition d'être présents sur la scène politique. Autrement dit, pour Pierre Bourdieu, ce que l'on appelle couramment des représentations mentales, c'est-à-dire les images que les personnes se font en elles-mêmes d'un groupe, d'un objet ou d'une personne, découlent des représentations produites sur la scène politique. De ce point de vue, sa conception de la représentation politique joue sur les deux sens du terme allemand de « *Vorstellung* », qui est employé aussi bien pour désigner une image mentale qu'une performance théâtrale. Il relie les deux sens du terme en introduisant un mécanisme d'intériorisation dans son modèle : par ce mécanisme, les représentations données sur la scène du « théâtre politique » se projettent sur la scène mentale de chaque citoyen. Pierre Bourdieu désigne ce mécanisme par le terme de « violence symbolique ». Gérard Mauger repère une inflexion dans le sens que Pierre Bourdieu lui confère au fil de son œuvre (Mauger, 2006). Une première définition, élaborée dans le cadre de ses travaux sur le système scolaire, insiste sur la dimension intellectuelle de l'intériorisation des rapports de pouvoir. C'est cette définition que l'on retrouve dans les textes sur la politique.

Le représentant politique exerce en effet une « violence symbolique » sur les membres du groupe qu'il représente par l'intermédiaire de ce que Pierre Bourdieu appelle l'« effet d'oracle » : « Si je suis le collectif fait homme, le groupe fait homme, et si ce groupe est le groupe dont vous faites partie, qui vous définit, qui vous donne une identité, qui fait que vous êtes vraiment un professeur, vraiment un protestant, vraiment un catholique, etc., il n'y a vraiment plus qu'à obéir. L'effet d'oracle, c'est l'exploitation de la transcendance du groupe par rapport à l'individu singulier opérée par un individu qui effectivement est d'une certaine façon le groupe, ne serait-ce que parce que personne ne peut se lever pour dire, "tu n'es pas le groupe", sauf à fonder un autre groupe et à se

faire reconnaître comme mandataire de ce nouveau groupe » (Bourdieu, 2001 [1984], p. 270). Je dégage deux idées de cette citation. Elle montre d'abord que Pierre Bourdieu conçoit l'opération de désignation du représentant, c'est-à-dire ce qu'il appelle la délégation, comme une action symbolique inversée : pour lui, ce que nous contemplons sur la scène du « théâtre politique » est un symbole « dégénéré ». Elle renvoie ensuite à la thèse selon laquelle le public comme les acteurs de la représentation méconnaissent les fondements effectifs de la représentation politique.

D'après Pierre Bourdieu, le choix du représentant ne découle pas de ses propriétés intrinsèques mais de la croyance collective : « par opposition à l'imposteur qui n'est pas ce que l'on croit qu'il est (...), par opposition aussi au simple "faisant-fonction", suppléant ou auxiliaire qui joue le rôle du directeur ou du professeur sans en avoir les titres, le mandataire légitime (...) est un objet de croyance garanti, certifié conforme ; il a la réalité de son apparence, il est réellement ce que chacun croit qu'il est parce que sa réalité (...) est fondée non dans sa croyance ou sa prétention singulière (...) mais dans la croyance collective (...) » (Bourdieu, 2001 [1982], p. 185). On pourrait d'abord penser que cette définition de la représentation politique correspond à une approche symboliste de la représentation. Pour les sémiologues, dans une représentation qui procède par symbolisation, le lien entre l'objet représenté et celui qui le représente repose en effet sur une convention générale ou dépend d'une habitude (Peirce, 1978 [1895], pp. 164). De ce fait, les propriétés du symbole n'ont pas besoin de ressembler à celles de l'objet représenté. Par exemple, nous avons l'habitude de considérer la colombe comme un symbole de la paix. Or, la colombe ne ressemble pas à la paix : celle-ci n'est ni un oiseau, ni un animal blanc, mais une idée abstraite. Ainsi, c'est un code culturel qui nous permet d'associer la colombe à l'idée de paix. Pour autant, les propriétés du symbole ne sont pas totalement indifférentes à celui qui l'interprète et jouent un rôle dans la capacité à symboliser qu'il lui confère. Comme l'indique Charles Peirce, « une loi gouverne ou "se matérialise dans" des individus et prescrit quelques-unes de leurs qualités. Par suite, un élément constitutif d'un symbole peut être un indice, et un élément constitutif peut être une icône » (Peirce, 1978 [1902], p. 162). Je reviendrai plus loin sur les notions d'indice et d'icône. Pour l'instant, il suffit de savoir que le premier est un signe défini par une relation de contiguïté physique avec son référent, tandis que le second est un signe défini par une relation de ressemblance avec son référent. D'après Charles Peirce, il est rare que la colombe compose à elle seule un symbole de paix. La colombe signifie la paix en général, mais si l'on veut symboliser la paix entre les vingt-sept États membres de l'Union Européenne ou indiquer que la paix règne sur un territoire donné, la colombe sera accompagnée d'un indice ou d'une icône qui font alors partie du symbole. On lâche par exemple 27 colombes au-dessus du parlement européen : le nombre de colombes correspond à celui des États membres de l'Union Européenne de sorte que le symbole ressemble, par le nombre qui le

compose, à son référent et se trouve constitué par une icône. On peut aussi dessiner une colombe sur un drapeau marquant l'entrée d'un territoire : le drapeau fiché dans le sol désigne le territoire où est censée régner la paix (« ici, c'est la paix ») et constitue à ce titre un indice faisant partie de l'ensemble du symbole. Dans tous les cas, le choix du symbole et des éléments qui le composent (la colombe, le nombre 27, le drapeau fiché à un endroit donné) dépend de ce que l'ensemble du symbole doit signifier, c'est-à-dire du référent qu'il faut symboliser. Autrement dit, pour qu'il y ait symbolisation au sens où l'entendent les sémiologues, le code qui établit la correspondance entre le représentant et ceux qu'il représente doit préexister à la représentation. Le code qui permet d'interpréter la colombe comme un symbole de la paix doit déjà être connu de ceux qui interprètent le symbole avant que celui-ci n'ait été produit. En l'absence de ce code préalable, l'acte de symbolisation n'est pas possible sauf si l'auteur de la représentation explicite les principes du code au moment où elle a lieu, par exemple en ayant recours à une légende ou à une définition.

Or, dans la définition de l'« effet d'oracle » que j'ai citée plus haut, Pierre Bourdieu inverse le sens de la symbolisation : alors que les propriétés singulières du symbole devraient découler d'une convention générale (je choisis une colombe parce que je veux signifier la paix et que je sais que tout le monde la considère comme un symbole de la paix), elles la font (parce que je suis une colombe et que j'affirme être la paix, toute colombe signifiera désormais la paix). Autrement dit, le représentant politique tel que le modélise Pierre Bourdieu correspond *en fait* à ce que Charles Peirce appelle un symbole « dégénéré » : il ne signifie que les propriétés qu'il peut lui-même réaliser en tant qu'individu singulier (par exemple, être un homme instruit) ou en tant que caractère abstrait (par exemple, avoir de l'instruction, être de genre masculin) (Peirce, 1978 [1902], p. 162). Concevoir l'opération qui préside au choix du représentant comme un processus de symbolisation inversé revient ainsi à faire de la délégation ce que Pierre Bourdieu appelle un acte d'institution, c'est-à-dire un acte qui fait « méconnaître en tant qu'arbitraire et reconnaître en tant que légitime, naturelle, *une limite arbitraire* » (Bourdieu, 2001[1982], p. 176). Si la généralité, l'objectivité ou la publicité du représentant politique, dont dépend l'« effet d'oracle », c'est-à-dire la force prescriptive de ce qu'il est, fait ou dit, n'est pas un attribut qui lui est conféré en vertu d'une convention générale, alors d'où vient-elle ?

Pierre Bourdieu n'est pas le premier à proposer une lecture inversée de la représentation. Dans la pensée politique, on rencontre par exemple une telle lecture chez Carl Schmitt (Beaud, 1987). Il la désigne par le terme allemand de « Repräsentation » pour la distinguer de la définition classique de la représentation sur laquelle je reviendrai plus tard (*Stellvertretung*). Cette conception de la représentation politique fait du prince ou du seigneur un représentant du pouvoir « devant le peuple », non un représentant du pouvoir « pour le peuple » (Beaud, 1987, p. 11). Dans cette

perspective, la publicité est l'insigne d'un statut, celui de représentant, non quelque chose qui tiendrait à l'inscription de l'action du représentant et du pouvoir que lui a conféré le peuple dans une sphère de communication politique (Habermas, 1986 [1962], p. 20). Pour Carl Schmitt, ce statut et la publicité qui en est l'insigne découle de la nature transcendante de ce qui est représenté (Dieu, le peuple, la justice, etc.) (Beaud, 1987, p. 13). Comme le souligne Olivier Beaud, dans le contexte de nos démocraties séculaires, une telle hypothèse est discutable (Beaud, 1987, p. 19) : si Dieu pouvait constituer une transcendance propre à fonder l'autorité des monarques absolus, il n'en va pas de même pour le « peuple », dont le principe d'unité est confus. D'après Pierre Rosanvallon, l'histoire de la représentation démocratique est ainsi traversée, en France, par un problème de figuration symbolique lié à cette inconsistance (Rosanvallon, 1998, p. 15).

D'après la définition de l' « effet d'oracle » que j'ai citée plus haut, pour Pierre Bourdieu, la publicité fonctionne comme un insigne du pouvoir à cause de la passivité du public devant lequel la représentation politique, au sens théâtral du terme (*Vorstellung*), a lieu : personne ne se lève pour dénoncer l'arbitraire de la représentation donnée sur la scène du « théâtre politique ». Le spectacle peut donc continuer. De ce point de vue, sa conception de la représentation politique est assez proche de celle que défend Jean-Paul Sartre dans un texte qu'il consacre au parti communiste français : « Certes, quand les masses bougent, des chefs sortent des rangs : mais c'est qu'elles ont cessé d'être des masses et qu'elles se sont cristallisées en quelque forme primaire de collectivité dont le chef improvisé concentre et incarne la souveraineté diffuse : quand elles reviennent à l'état dispersé, le chef disparaît. L'appareil, lui, demeure : il justifie sa permanence par son caractère institutionnel ; mais l'autorité du militant n'est qu'un exil : s'il donne des ordres aux masses, c'est qu'il se réfère à leur unité d'hier ou de demain, c'est qu'il s'est fait le dépositaire de leur souveraineté à éclipses. (...) Du coup, les masses le tiennent à distance : elles ne contestent pas son autorité puisqu'elles ne peuvent lui en opposer une autre et que leur structure dispersée leur interdit d'être une source légitime de pouvoir ; pourtant, elles ne la reconnaissent pas : de fait, elle vient d'*ailleurs*, de ce groupe intégré qu'elles ont cessé d'être. » (Sartre, 1964 [1952], pp. 364-365). La position des deux auteurs diffère par la façon dont ils expliquent la passivité du public devant lequel la représentation politique a lieu. Pour Jean-Paul Sartre, cette passivité tient à la nature sérielle des individus : la mécanisation du travail les rend identiques et interchangeable mais les isole aussi les uns des autres. L'homme des masses est ainsi « un agent conscient mais les forces de dispersion, en lui opposant son voisin comme *alter ego* qui lui reflète son impuissance et double sa solitude, neutralisent son activité et produisent un ensemble collectif qui réagit comme une chose, comme un milieu matériel où les excitations se propagent mécaniquement » (Sartre, 1964 [1952], p. 351). Pour Pierre Bourdieu, la passivité du public vient de la méconnaissance des fondements effectifs de la

représentation (à savoir, qu'elle repose sur une opération inversée de symbolisation) par les représentants eux-mêmes et par le public auquel ils font face : « La relation entre le parti et la "classe" (...) est une relation proprement symbolique entre un signifiant et un signifié, ou, mieux, entre des *représentants* donnant une *représentation* et des agents, des actions et des situations représentés. La concordance entre le signifiant et le signifié, entre la représentation et le monde représenté, résulte sans doute moins de la recherche consciente de l'ajustement à la demande de la clientèle ou de la contrainte mécanique exercée par les pressions externes que de l'homologie entre la structure du théâtre politique et la structure du monde représenté (...) » (Bourdieu, 2001 [1981], p. 227). La notion d'« homologie structurale » renvoie ici à la correspondance entre la structure des positions au sein du champ politique et celle des positions au sein de l'espace social dans son ensemble. La thèse de Pierre Bourdieu consiste ainsi à dire que les représentants politiques et leur public croient dans leurs propres symboles et oublient qu'ils sont en fait des symboles « dégénérés » parce qu'ils les prennent pour des représentations politiques adéquates au sens classique du terme (*Stellvertretung*). En agissant dans son propre intérêt au sein du champ politique (barrer l'accès au poste de maire dans telle commune), le représentant satisfait en effet « par surcroît » les intérêts de ceux qui occupent une position homologue à la sienne dans l'espace social ou dans d'autres champs (par exemple, lorsque l'arrivée au pouvoir d'un maire de droite se traduit par des politiques d'exonération de la taxe professionnelle favorable aux entrepreneurs locaux) (Bourdieu, 2001, [1981], p. 228). Pour Pierre Bourdieu, il y a donc une vérité sociale de la représentation politique au sens classique du terme, même si celle-ci ne correspond pas à l'opération qui est effectivement en jeu.

Dans cette perspective, la perpétuation des injustices tient à la faible autonomie du champ politique par rapport à l'espace social : par le biais de l'homologie structurale, les inégalités sociales sont reproduites dans le champ politique et l'effet d'oracle contribue à les légitimer. L'ordre social est tout sauf légitime, mais cela, personne ne le sait parce que les citoyens aussi bien que les professionnels de la politique croient, par la vertu de l'homologie structurale qui existe entre le champ politique et l'espace social, dans les symboles « dégénérés » qui évoluent sur la scène du « théâtre politique ».

L'approche « élargie » du politique ou la représentation politique comme action pour un bien public (*Stellvertretung*)

À l'instar des textes de Pierre Bourdieu, ceux sur lesquels je me suis appuyée au chapitre précédent pour appréhender l'activité politique de façon « élargie » ne proposent pas de théorie explicite de la représentation politique. Je vais donc la déduire des définitions que j'ai proposées de l'engagement politique et de la prise de parole puis je mettrai ses limites en évidence. Il ressort de cet exercice que les prémisses du chapitre précédent impliquent une conception classique de la représentation politique (*Stellvertretung*) : le critère pour juger s'il y a ou non représentation est la capacité du représentant à justifier publiquement son action, c'est-à-dire à prouver qu'il agit en vue de réaliser un bien commun. Une telle approche de la représentation politique confère un rôle central à l'activité critique des citoyens.

À l'occasion du chapitre précédent, j'ai défini l'engagement politique comme le fait d'initier une action en l'effectuant et en traitant son environnement en fonction d'une définition commune du bien. S'engager politiquement, c'est donc agir en vue de réaliser un bien. Le contenu de ce bien varie selon le principe en fonction duquel la personne considérée s'engage. Le bien que poursuivent les engagements civiques est par exemple accordé à la volonté générale tandis que celui que les engagements par projets cherchent à réaliser dépend du volume d'activité généré (Boltanski, Thénvenot, 1991, pp. 231-241 ; Boltanski, Chiapello, 1999, pp. 165-181). Dans tous les cas, le bien recherché ne profite pas seulement à l'auteur de l'action mais rejaillit sur tous les membres de la cité. C'est en ce sens qu'il est considéré comme public ou commun. En quoi une telle conception de l'activité politique suppose-t-elle une définition de la représentation politique ? En fait, c'est moins la façon dont j'ai défini l'engagement politique que ma conception de la prise de parole qui engage une telle définition. Je considère en effet que l'action politique est opaque pour un observateur extérieur lorsqu'elle se déroule en dehors des espaces publics. La dimension politique d'un engagement n'est révélée qu'à travers une expérience de prise de parole, c'est-à-dire à la condition que l'action politique initiée soit mise à l'épreuve dans un espace public. Or, le modèle que j'ai proposé dans le chapitre précédent pour appréhender les parcours d'engagements politiques postule que l'issue positive d'une telle épreuve se traduit par un changement d'état. Durant l'épreuve, l'action évaluée et son auteur sont en effet rapportés à un principe de justice. C'est pourquoi j'appelle ces épreuves des épreuves de justification. Concrètement, cela signifie que ses participants doivent s'accorder à un moment donné sur la définition d'un bien commun à l'aune duquel ils vont évaluer l'ensemble des actions soumises à leur jugement (une action est-elle bonne parce qu'elle est voulue par tous ou parce que nous estimons qu'elle génère de l'activité ?). Si le bien que manifeste la prise

de parole correspond au bien commun sur lequel les participants se sont accordés, son auteur accède à un état supérieur au sein de la cité de référence (on considère que telle personne exprime la volonté des habitants du quartier (cité civique), telle autre est saluée pour son « activité » dans le quartier (cité par projet)). Autrement dit, l'issue positive d'une épreuve (les participants jugent que le bien manifesté par la prise de parole est ajusté au bien commun en fonction duquel ils se sont mis d'accord pour l'évaluer) se traduit par l'attribution d'un état de grandeur supérieur à l'auteur de l'action éprouvée. Le terme de « grandeur » est cependant polysémique. On peut d'abord l'interpréter comme un synonyme de « légitimité ». Dans cette perspective, la grandeur correspond à la réponse que les participants d'une épreuve apportent à la question suivante : « cette action me paraît-elle juste (c'est-à-dire ajustée au principe de justice auquel je me réfère) ? » Dans l'un de ses textes, Laurent Thévenot la relie cependant aussi à la notion de représentation : « L'analyse de ces formes d'évaluation que nous avons nommées "ordres de grandeur" a fait apparaître un trait commun qui importe à notre discussion de la représentation : les grands sont reconnus comme "comprenant" les autres, et la grandeur dessine une extension de la notion de "représentant" au sens strict. La légitimité du pouvoir passe donc par cette structure d'emboîtement selon laquelle le grand peut valoir pour d'autres, les comprendre, répondre d'eux » (Thévenot, 2006, p. 217). À partir de cette citation, on peut définir la « grandeur » comme la capacité d'une personne à « représenter » les membres des états inférieurs de la cité de référence en les incluant dans son action. Une telle conception de la représentation politique a deux conséquences. Comme l'indique Laurent Thévenot, elle dessine d'abord une conception « élargie » de la représentation politique par rapport à l'approche « restreinte » du politique dans la mesure où elle ne la limite pas aux figures civiques classiques de l'élu ou du professionnel de la politique. Les exemples de Martin Witte, Greta Dahlewitz et Jörg Bischof présentés au chapitre précédent correspondent à d'autres figures civiques de représentants. À Marzahn Nord, j'ai aussi rencontré des figures de représentants faisant référence à d'autres principes de justice que celui de la cité civique : se présenter sous les traits d'un chef de projets culturels, d'un professionnel de la petite enfance, ou d'un habitant « actif » sont autant de façon d'incarner des figures de représentants issues de la cité par projet. Considérer la « grandeur » comme le degré auquel une personne « représente » les autres membres d'une cité a une autre conséquence : elle fait de la représentation la forme que prend une action politique à l'issue d'une épreuve positive de justification, c'est-à-dire à l'issue d'une expérience de prise de parole.

Une telle lecture de la représentation politique découle de la notion de « mandat », qui est aussi polysémique. Elle peut en effet s'appliquer à plusieurs situations : une personne délègue à une autre le pouvoir d'agir en son nom dans une situation donnée, une assemblée générale désigne un délégué et l'envoie négocier des accords avec des représentants de l'État ou de la direction d'une

entreprise, une cour de justice désigne un tuteur chargé d'administrer les biens d'une personne mineure, une personne inculpée dans un procès fait appel à un avocat pour défendre ses droits, etc. L'ensemble de ces exemples dessine un continuum de situations reliant deux interprétations extrêmes de la notion de « mandat » : la première réduit le représentant à une simple courroie de transmission des souhaits de la personne représentée ; la seconde confère au représentant une telle liberté d'action par rapport à ceux qu'il représente qu'il en vient à se substituer à eux. Ces deux positions renvoient à une controverse classique de la théorie politique analysée par Hanna Pitkin (Pitkin, 1972 [1967], pp. 144-167). D'après elle, chaque position dépend de la façon dont les auteurs définissent la notion d'intérêt : plus un théoricien considère que l'intérêt d'une personne est une donnée objective, pouvant être déterminée indépendamment d'elle, plus il confère d'autonomie à l'action du représentant. Inversement, les auteurs qui estiment que la personne à laquelle l'intérêt se rapporte est la seule à pouvoir le déterminer réduisent cette autonomie au strict minimum (Pitkin, 1972 [1967], p. 210). Hanna Pitkin a une façon intéressante de dénouer la controverse. Ce dénouement débouche sur une conception de la représentation politique assez proche de celle qui sous-tend le modèle de prise de parole que j'ai élaboré dans le chapitre précédent dans la mesure où elle confère un rôle central à la justification.

Hanna Pitkin se démarque de la controverse classique sur la représentation politique en introduisant une distinction entre représentation publique (*public representing*) et représentation privée (*private representing*) (Pitkin, 1972 [1967], p. 214). D'après elle, ce n'est en effet pas la même chose d'agir pour une seule personne (*single principal*) et d'agir pour un corps électoral (*constituency*). Le deuxième type d'action est plus complexe que le premier, notamment parce qu'il n'est pas évident que les différentes composantes d'un corps électoral partagent un intérêt commun (que celui-ci soit directement connu par les personnes ou les dépasse). La représentation publique se distingue ainsi de la représentation privée en ce qu'elle s'inscrit dans un contexte institutionnel. Celui-ci nous donne l'impression d'être représentés parce que l'ensemble des activités qui s'y déroulent sont orientées vers le bien public ou sont justifiées en référence au bien public (Pitkin, 1972 [1967], pp. 222-225). Ce contexte institutionnel se caractérise également par le contrôle systématique auquel il soumet l'activité des représentants (Pitkin, 1972 [1967], pp. 232-235). Autrement dit, la représentation publique implique des définitions du bien commun à la fois parce que l'activité des représentants s'inscrit dans un système dont le fonctionnement d'ensemble repose sur elles et parce que l'ajustement de l'activité des représentants à ces définitions y est aussi systématiquement contrôlé. Ainsi, l'activité des représentants peut ne pas être accordée aux souhaits personnels ou aux intérêts privés de ceux qu'ils représentent à la condition qu'elle soit ajustée à des définitions du bien commun, et que les représentants puissent être en mesure de manifester cet

ajustement au moment où on leur demande de rendre compte de leur activité. On voit ici que l'approche classique de la représentation politique accorde une place centrale à l'activité critique et à la justification.

Accorder une place aussi centrale à la critique pose cependant plusieurs problèmes. Dans mon modèle de prise de parole, elle signifie qu'à l'issue d'une expérience de prise de parole, le représentant représente jusqu'à preuve du contraire. Les investissements de forme réalisés au moment de l'épreuve de justification à l'issue de laquelle on lui a attribué une « grandeur », c'est-à-dire une capacité à représenter, lui permettent en effet d'économiser le travail de justification pendant les épreuves qui suivent. Il faut donc qu'une critique soit publiquement exprimée pour que sa représentation soit effectivement remise en cause et l'oblige à renouveler ce travail de façon comparable à celle de la première épreuve. À ce stade, on n'est donc plus très loin de l'idée de Pierre Bourdieu selon laquelle un représentant représente pour autant qu'aucune voix n'affirme publiquement le contraire. Or, comme dans mon modèle, l'activité critique doit fournir les éléments de sa propre justification, c'est-à-dire prendre la forme d'une prise de parole, deux cas de figure sont envisageables : soit la critique ne s'exprime pas alors qu'elle le devrait et le système politique est perverti dans son ensemble ; soit la critique s'exprime à chaque fois qu'elle le doit et l'activité de représentation devient consubstantielle à la participation politique.

Le premier cas de figure a été sérieusement envisagé par Luc Boltanski et Ève Chiapello à partir de l'analyse de la critique du système capitaliste dans les années 1990 (Boltanski, Chiapello, 1999). L'enjeu de leur enquête est en effet d'expliquer le paradoxe entre, d'une part, une critique du capitalisme profondément affaiblie et, d'autre part, l'évidence des inégalités sociales produites par ce système. La thèse des auteurs consiste essentiellement dans le diagnostic d'une « crise de la critique » liée à une série de déplacements qui auraient transformé en épreuves de force, c'est-à-dire en épreuves illégitimes, les épreuves de justification mises en place dans le cadre de la régulation du capitalisme (Boltanski, Chiapello, 1999, pp. 402-419). Par le terme de « déplacement », Luc Boltanski et Ève Chiapello entendent une série d'actions locales (la délocalisation d'un site de production, l'introduction de primes dans les systèmes de rémunération) qui échappent à la contrainte de justification parce qu'elles passent pour le produit du hasard ou d'un contexte singulier (l'ouverture d'un marché jusque-là inaccessible, la rémunération de compétences singulières). Un déplacement permet cependant à son auteur de tirer partie d'avantages (moindres charges patronales, possibilité de réduire facilement le montant d'une rémunération) qui modifient les conditions locales de l'épreuve sans que celles-ci ne soient prises en compte à un niveau général (dans la négociation des conventions collectives, personne ne tient compte des salariés du site délocalisé ni des primes attribuées individuellement par une entreprise donnée). Pour « retendre »

les épreuves, c'est-à-dire les réajuster à une définition du bien commun, il faut que les participants renouvellent le travail critique, c'est-à-dire construisent un nouveau modèle de cité qui tienne compte de ces déplacements et fournisse les principes de leur dénonciation ou de leur justification (Boltanski, Chiapello, 1999, pp. 619-629). Les auteurs analysent de cette façon l'émergence de la cité par projet au principe de ce qu'ils appellent le « nouvel esprit du capitalisme » des années 1990 (Boltanski, Chiapello, 1999, pp. 155-238). Dans cette perspective, l'imperfection du système tient essentiellement au décalage entre le travail critique effectué au niveau général et les multiples déplacements opérés localement : le premier est toujours pris de vitesse par les seconds (Boltanski, Chiapello, 1999, p. 611). En situation de critique imparfaite, le modèle d'activité politique que dessine l'approche « élargie » du politique conduit ainsi à une thèse relativement proche de celle de Pierre Bourdieu même si elle n'est pas aussi fataliste : certes, l'activité politique est monopolisée par une poignée d'experts et de professionnels qui échappent au contrôle des citoyens grâce à une série de déplacements, mais seulement tant que la critique reste désarmée³⁹⁰.

La thèse qui correspond au second cas de figure, c'est-à-dire à la situation idéale, est tout aussi problématique. Imaginons la situation où la critique arrive à temps et parvienne à empêcher tous les déplacements. Dans la mesure où, en tant qu'action politique, elle doit fournir les éléments de sa propre justification, si elle est jugée ajustée à la situation, son auteur accède à un état de grandeur supérieur et représente les membres de la cité de référence relevant des états inférieurs. Dans une telle situation, la participation politique devient indissociable de la représentation politique : prendre la parole c'est représenter. D'une telle conception de la représentation politique découlent au moins deux conséquences. D'abord, la représentation politique relève davantage d'une opération d'inclusion que de délégation : le représentant se définit moins par le pouvoir d'agir en notre nom que nous lui déléguons que par sa capacité à nous comprendre dans son action en l'orientant en fonction d'un bien commun à la définition duquel nous participons. Pour cette raison, je qualifierai désormais cette approche de substantielle³⁹¹. La référence au mandat ou à la définition classique de la représentation politique (*Stellvertretung*) me servira à désigner le sens de lecture au sein duquel cette approche prend place et à la différencier des autres approches qui relèvent du sens inverse de lecture (*Repräsentation*). Ensuite, une telle approche de la représentation politique exige la présence effective de *tous* les citoyens dans les espaces publics, c'est-à-dire la politisation de l'ensemble de l'activité sociale et la disparition consécutive de la sphère privée. En effet, si une partie des citoyens se détourne de la politique et ne se préoccupe pas de contrôler l'activité de ses

390 La proximité entre les deux thèses s'illustre aussi dans un article récent d'Hanna Pitkin qui revient sur son ouvrage de 1967 et défend des thèses proches de celles de Pierre Bourdieu (Pitkin, 2004).

391 Ce terme est aussi employé par Hanna Pitkin pour rendre compte de la représentation politique (Pitkin, 1972 [1967]). J'explique plus loin en quoi ma définition de la représentation substantielle se différencie de celle d'Hanna Pitkin.

représentants, comment garantir que leur action inclut effectivement *tous* les membres de la cité ? Pour fonctionner, un tel système réclame une forme moderne de démocratie directe : son fonctionnement repose sur la veille qu'assure l'ensemble des citoyens, c'est-à-dire sur une activité politique disséminée dans l'ensemble de la société et que Pierre Rosanvallon qualifie de « contre-démocratique » (Rosanvallon, 2006). Ce modèle est donc très exigeant : pour nous assurer qu'aucun rapport de force ne perpétue des injustices, nous devons *tous* consacrer une grande partie de notre temps à la politique (dans nos foyers, au travail, à l'école, au supermarché, etc.). Aussi souhaitable soit-il, un tel modèle n'est pas réaliste.

À ce stade, quels enseignements tirer de l'approche « restreinte » et de l'approche « élargie » du politique ? En effet, l'enjeu de mon analyse n'est pas d'invalider ces théories en montrant qu'elles sont contradictoires. À ce stade, ma démarche consiste plutôt à isoler la part de « vérité » sur la représentation politique que comporte chacune d'elles. L'approche « restreinte » pêche essentiellement par la passivité et l'ignorance dans lesquelles elle enferme les citoyens. L'idée selon laquelle ces derniers ne sont que les récepteurs passifs de l'activité politique, réduite à une forme dégénérée de symbolisation qui ne fonctionne que parce qu'elle est méconnue comme telle, me semble en effet difficile à tenir au regard de mes propres résultats ou de ceux des enquêtes empiriques menées récemment sur les procédures de démocratie participative. Les cas de Martin Witte, Greta Dahlewitz ou Jörg Bischof rencontrés à Marzahn Nord s'ajoutent en effet à d'autres exemples de citoyens politiquement engagés et critiques rencontrés dans des budgets participatifs mis en place dans plusieurs villes européennes (Talpin, 2007 ; Sintomer, Herzberg, Röcke, 2008), dans des controverses publiques sur des questions socio-techniques (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001) ou dans d'autres formes d'association des citoyens à la gestion publique de proximité (Bacqué, Rey, Sintomer, 2005). Certes, ces citoyens ne forment pas la majorité de la population d'un quartier, d'une ville ou d'un État, mais leur cas est à la fois suffisamment exceptionnel et suffisamment répandu pour mériter qu'on les prenne davantage en compte. J'ai montré que Pierre Bourdieu utilise la passivité et l'ignorance des citoyens pour expliquer l'origine de la publicité comme insigne du pouvoir autrement que par le caractère transcendant de la chose représentée, comme le fait Carl Schmitt, ou le caractère sériel des individus, comme le suggère Jean-Paul Sartre. Si Pierre Bourdieu a raison, c'est donc dans l'approche théâtrale de la représentation politique (*Vorstellung*) et la lecture inversée qu'il en propose (*Repräsentation*). Reste à savoir d'où provient dans ce cas le caractère public du représentant s'il ne découle ni de l'homologie structurale entre champ politique et espace social, ni d'une transcendance, ni de l'isolement des citoyens.

Si l'approche « élargie » du politique me semble ainsi avoir raison sur la place et la force qu'elle confère à la critique, elle manque de rigueur lorsqu'elle est confrontée à des situations où la critique est défaillante. Elle perd en effet le fil de sa lecture et adopte une vision de la représentation politique proche de celle de Pierre Bourdieu, même si elle n'est pas aussi fataliste. Si l'on s'en tient à son propre sens de lecture, elle est aussi incapable de rendre compte d'une série d'expériences qui, à l'heure actuelle, tentent d'améliorer la représentation politique au sens classique du terme en introduisant des formes dites « descriptives » de représentation : comment, en sélectionnant les représentants à partir de certaines de leurs caractéristiques sociales (l'âge, le sexe, la classe sociale, la nationalité, la couleur de peau, etc.), parvient-on à améliorer l'adéquation de leur action au bien public ?

I. 2. *Repräsentation* et *Stellvertretung* : les deux faces inversées de la représentation politique

L'examen critique des approches « restreinte » et « élargie » du politique m'a permis de repérer deux sens de lecture opposés de l'acte de représentation : signifier le pouvoir *devant* un public (*Repräsentation*) et agir *pour* un bien public (*Stellvertretung*). À ces deux sens de lecture correspondent des définitions différentes de la publicité. Dans la première perspective, elle est un signe du pouvoir qu'arbore le représentant et que le public interprète ou reconnaît comme tel mais qu'il ne lui a pas lui-même attribué. La question centrale que soulève cette lecture est ainsi celle de l'origine de la publicité. J'ai déjà écarté les hypothèses de la transcendance et de la passivité du public. J'en proposerai donc ici une troisième : elle provient d'un art de la « présentation » (*Darstellung*) qui inscrit la face visible de la représentation dans une relation dialectique avec son fond invisible. Si l'on adopte le second sens de lecture, la publicité devient un attribut de l'action qui lui est conféré par celui qui l'évalue. Dans ce cadre, n'est reconnue comme « publique » qu'une action qui a manifesté aux yeux d'autrui le bien commun qui l'oriente. Néanmoins, la légitimité de cette attribution dépend aussi de la composition de l'« autrui » qui évalue, c'est-à-dire de sa capacité à rendre présent dans l'espace public l'ensemble de ceux que l'action évaluée doit inclure. La définition classique de la représentation politique intègre donc implicitement une approche descriptive de la représentation. Les épreuves de justification dont les espaces publics sont le cadre reposent sur la confrontation entre cette dernière forme de représentation et la forme que je qualifie de substantielle.

***Repräsentation* : où l'on apprend que la représentation théâtrale (*Vorstellung*) a besoin d'un art de la « présentation » (*Darstellung*)**

La lecture inversée de la représentation politique telle que je l'ai dégagée de l'examen critique des textes de Pierre Bourdieu sur la politique fait du représentant politique un signe du pouvoir *devant* le peuple. Dans cette perspective, le représentant politique ne représente pas le peuple mais le pouvoir auquel celui-ci se soumet. Une telle lecture fait de la publicité un signe d'autorité qui confère à l'action politique sa performativité : il suffit de présenter une chose sur la scène politique pour que celle-ci devienne publique. Autrement dit, la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*) la conçoit comme une façon particulière de mettre en scène une chose, qui attire et retient l'attention de ceux auxquels la mise en scène s'adresse et, ce

faisant, fait de la chose mise en scène une réalité collective. L'idée de mise en scène introduit d'emblée la métaphore théâtrale avec laquelle Pierre Bourdieu inaugure sa réflexion sur la représentation politique. Pourtant, d'autres auteurs utilisent cette métaphore pour rendre compte d'activités sociales qui n'ont rien de politiques. La dimension théâtrale de la représentation n'est donc pas ce qui distingue l'activité politique des autres types d'activités sociales : le monde entier est une scène de théâtre sur lequel une foule de choses nous sont présentées. Comme je l'ai suggéré dans l'introduction du chapitre précédent au moment de définir la notion de prise de parole, la dimension politique d'une action n'est révélée qu'à travers un éclat particulier qui lui donne sa forme de prise de parole. Sous cette forme, l'action politique force l'attention et la retient en se fixant dans les mémoires. La capacité du représentant à incarner une chose *devant* un public (*Vorstellung*) suppose ainsi un art de la « présentation » (*Darstellung*). Cet art confère à la représentation l'éclat nécessaire pour attirer et retenir l'attention du public. Je vais montrer que cet art ne rend visible une chose que pour autant qu'il en occulte d'autres en la leur substituant. Ces choses occultées constituent le fond sans lequel aucune représentation politique au sens inversé du terme (*Repräsentation*) n'est possible.

La réalité sociale comme représentation théâtrale (Vorstellung)

L'approche de l'action sociale proposée par Erving Goffman pour rendre compte des interactions quotidiennes postule que toute activité sociale est une représentation au sens théâtral du terme (Goffman, 1973 [1959]). Erving Goffman inaugure en effet le chapitre qu'il consacre aux représentations par une citation de Robert Park dans laquelle celui-ci estime que le rôle social est la seule chose que nous connaissons des autres et de nous-mêmes (Goffman, 1973 [1959], p. 27). En citant Park, Erving Goffman ne veut pas dire que le monde est un leurre ou qu'il est essentiellement inconnaisable. La citation de Park se conclut effectivement par la formule suivante : « nous venons au monde comme individus, nous assumons un personnage et nous devenons des personnes ». Park emploie ici le terme de personne dans son sens étymologique (*Persona*) : la personne est le masque sous lequel nous nous présentons à autrui. Le personnage désigne le rôle social que nous nous efforçons d'assumer en société. Robert Park résume ainsi dans cette formule le parcours, habituellement désigné par le terme de « socialisation », par lequel le rôle social que nous endossons au départ comme quelque chose d'extérieur à nous-même devient une partie intégrante de notre personne, c'est-à-dire une partie de notre masque. Autrement dit, le masque c'est « nous » et il n'y a pas de « nous » pour les autres et pour nous-mêmes en dehors de ce masque, ce qui est une autre façon de dire que le masque *est* la réalité sociale. Dans la suite de son propos, Erving Goffman n'emploie pas le terme de masque ou de personne mais leur substitue celui de « façade ». Il

s'intéresse en effet à la dimension collective des représentations. Alors que le masque est individuel et correspond à l'image singulière qu'une personne présente d'elle-même, la « façade » est une sorte de masque collectif. Une « façade » sert en effet à interpréter un rôle social (celui de femme, d'enseignante, de mère, etc.), non un rôle singulier (Cécile Cuny) : « Différents rôles peuvent (...) utiliser la même façade ; d'autre part, on notera qu'une façade sociale donnée tend à s'institutionnaliser en fonction des attentes stéréotypées et abstraites qu'elle détermine et à prendre une signification et une stabilité indépendantes des tâches spécifiques qui se trouvent être accomplies sous son couvert, à un moment donné. La façade devient une "représentation collective" et un fait objectif » (Goffman, 1973 [1959], p. 33). Nous retrouvons ici les différents sens du terme allemand de « Vorstellung » : l'interprétation que l'acteur donne de son rôle social (représentation au sens de performance théâtrale) implique qu'il choisisse parmi les différentes représentations mentales qu'il peut associer à ce rôle. Mais son interprétation du rôle ne peut avoir une signification pour autrui que pour autant qu'il partage la représentation mentale qu'il s'en fait avec d'autres personnes, ce qui fait de cette représentation mentale une représentation collective existant en dehors de sa propre subjectivité.

Comme je l'ai mentionné dans l'introduction de ce chapitre, la « façade » telle que la conçoit Erving Goffman désigne l'appareillage symbolique par lequel un acteur indique aux personnes auxquelles il adresse sa représentation la signification qu'ils doivent lui donner. La « façade » est donc un assemblage de signes offerts à l'interprétation d'autrui. À partir de là, l'idée selon laquelle la « façade » constitue la seule réalité sociale à laquelle nous ayons affaire revient à dire que le monde est fait de signes offerts à notre interprétation. L'interprétation de signes est la modalité principale de notre rapport au monde. Dans un texte sur lequel il revient sur la façon dont Martin Heidegger conçoit la notion de représentation, Jacques Derrida suggère que ce rapport au monde est ce qui définit la modernité (Derrida, 1982). Chez les Grecs, par exemple, le rapport au monde n'est pas conçu sur le mode de la contemplation d'une image ou d'une représentation mais sur celui de la présence. « Ce n'est qu'à l'époque moderne (cartésienne ou post-cartésienne) que l'étant est déterminé comme un objet présent *devant et pour* un sujet sous la forme d'une *repraesentatio* ou *Vorstellung* » (Derrida, 1982, p. 306-307, ma traduction). Jacques Derrida s'appuie ici sur l'étymologie latine et germanique du terme de représentation. Le « Stellung » de « Vor-stellung » correspond au « re- » de « re-praesentatio » et renvoie au geste qui rend présent et disponible, c'est-à-dire au geste qui dispose. Le « Vor- » de « Vor-stellung » équivaut au « prae- » de « prae-sens » et signifie « devant », soit le rapport instauré à la chose disposée (Derrida, 1982, p. 315). Le premier ensemble de termes correspond à l'entreprise cartésienne de mise à disposition du monde. Par la représentation, l'homme n'a plus affaire, comme chez les Grecs, à des essences, c'est-à-dire aux

choses telles qu'elles sont idéalement, mais à des substituts qu'il peut manipuler à sa guise et connaître. La représentation marque ainsi le début d'une entreprise scientifique et technique de conformation du monde aux désirs humains, avec toutes les dérives auxquelles un tel pouvoir sur le monde peut mener. L'autre série de termes m'intéresse davantage parce qu'elle montre comment cette entreprise advient essentiellement par le regard : elle est possible parce que l'homme entretient avec le monde un rapport de « devant » à « devant » ou de face-à-face bien rendu par le terme de « façade » proposé par Erving Goffman. Mais dans ce face-à-face avec le monde, les hommes sont les seuls à regarder. Autrement dit, le monde n'existe pour les hommes qu'à la condition qu'ils le regardent. Sans regard, la face du monde s'obscurcit et le monde lui-même devient confus.

L'art de la « présentation » (Darstellung)

La confusion produite par l'absence de regard est le premier problème abordé par Goffman dans une section qu'il intitule « La réalisation dramatique » (Goffman, 1973 [1959], pp. 36-40). Il donne une série d'exemples de situations où les acteurs sociaux n'arrivent pas à exprimer le sens de leur activité à ceux qui les observent. Par exemple, les malades considèrent que les infirmières des services de médecine perdent leur temps parce qu'ils les voient discuter avec d'autres patients sans comprendre qu'elles profitent de ces discussions pour observer leurs symptômes (Goffman, 1973 [1959], p. 37). Pour Erving Goffman, l'interprétation d'un rôle social, soit une représentation sociale au sens de performance théâtrale (*Vorstellung*), suppose ainsi un art dramatique. En allemand, cet art (*Schauspielkunst*) fait partie des arts de la « présentation » (*darstellende Künste*). Il donne un éclat ou un relief particulier aux signes qui passent habituellement inaperçus à l'homme du commun. Goffman associe cet art à celui de l'agent de publicité ou du professionnel de la communication³⁹². Mais il est aussi celui de l'artiste : c'est l'art de voir et de rendre cette vision au public. Les historiens de l'art le décrivent comme un art du « chatolement ». Gottfried Boehm écrit par exemple : « (...) Husserl a découvert l'horizon ; non pas celui dans le lointain, mais un horizon très proche. Il a montré que toute chose "se nuance" [*schattet sich ab*], ce qui veut dire qu'elle s'intègre dans un contexte, de telle sorte que nous pouvons la saisir comme la perception d'un donné, d'une chose. C'est grâce à cet horizon invisible que nous pouvons présentifier dans une vue donnée toutes les autres possibles. C'est la raison pour laquelle nous voyons des "choses" et non pas des attrapes visuelles » (Boehm, 2008 [2004], § 24). Dans le même registre, George Didi-Huberman définit la « présentation » (*Darstellung*), en s'appuyant sur les textes que Walter Benjamin consacre

392 « Certaines organisations, d'une certaine manière, résolvent [le problème de l'antinomie entre l'expression et l'action] en déléguant officiellement la fonction de dramatisation à un spécialiste qui consacre tout son temps à exprimer la signification d'une tâche à laquelle il ne contribue, lui-même, jamais effectivement » (Goffman, 1973 [1959], pp. 39).

à l'histoire, comme « une lumière fulgurante qui nous rend visibles les choses mais nous éblouit partiellement et, de toute façon, fait retomber ces choses dans l'obscurité » (Didi-Huberman, 2000, p. 116). D'après ces auteurs, nous percevons les choses sur le fond d'autres choses qu'elles occultent. On retrouve cette dialectique du visible et de l'invisible dans la notion de « façade » proposée par Erving Goffman : celle-ci est en effet indissociable de sa « coulisse » (Goffman, 1973 [1959], p. 110). Cet espace n'est pas accessible au public et son contrôle constitue un aspect important de toute représentation (Goffman, 1973 [1959], p. 111-118). En effet, les « coulisses » constituent l'espace de travail quasi permanent des acteurs goffmaniens et des historiens benjaminien. Elles sont le lieu où les premiers effectuent leurs répétitions, fabriquent et remettent leurs accessoires, retouchent leurs vêtements et entassent des répertoires entiers d'actions et de rôles (Goffman, 1973 [1959], p. 110). Pour les historiens-chiffonniers benjaminien, elles sont plutôt les remises de l'histoire où se sédimentent débris, rébus, restes et autres détritiques qu'ils exhument et utilisent comme matière première de leurs histoires (Didi-Huberman, 2000, p. 135). Gottfried Boehm, se référant à Husserl, associe ce fond à un horizon parce qu'il regroupe toutes les représentations possibles parmi lesquelles l'acteur ou l'historien puisent pour leurs interprétations. Il n'est pas lointain mais proche, parce qu'il est situé « juste là derrière ». Par rapport à celle de son voisin « vor-stellen », l'étymologie du terme allemand « dar-stellen » désigne ainsi un mouvement de va-et-vient. Le préfixe « dar- » dans le verbe « dar-stellen » signifie en effet « là » et l'ensemble du terme « disposer là ». L'art de la « présentation » (*Darstellung*) c'est donc l'art d'aller poser des choses *là derrière* et d'en ramener d'autres *là devant* de façon à ce que le public les voie. Dans cette perspective, la visibilité particulière que la « présentation » (*Darstellung*) confère à la représentation (*repraesentatio/Vorstellung*) et que Walter Benjamin appelle le « phénomène auratique » ou l'« aura », tient au ressurgissement de la chose autrefois occultée et maintenant re-présentée (Didi-Huberman, 2000, p. 109) : l'acteur ou l'historien-chiffonnier a retrouvé un vieux machin dans une armoire et l'utilise pour une nouvelle interprétation ; il nous revient de l'horizon du monde, invisible et pourtant si proche, comme un fantôme.

Dans l'arrière-boutique de la représentation politique

L'« aura » désigne ainsi l'éclat de la chose présentée (*dargestellt*) devant nous (*vorgestellt*). Dans le domaine politique, elle correspond à la publicité, telle que la conçoit la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*). Dans ce domaine, quel peut être le « fond » où sont remisés les répertoires d'actions, de rôles et d'accessoires et dans lequel les interprètes viennent puiser ? Qui sont ces interprètes ? Je vais répondre à cette question à partir d'un passage de l'ouvrage qu'Hanna Pitkin consacre au concept de représentation (Pitkin, 1972 [1967]). D'après elle,

« lorsqu'on parle de représentation politique, on parle la plupart du temps d'individus qui agissent au sein d'un système représentatif institutionnalisé, et c'est par rapport au fond que constitue l'ensemble de ce système (*it is against the background of that system as a whole*) que leurs actions, si jamais elles le font, constituent une représentation » (Pitkin, 1972 [1967], p. 225, ma traduction). Plus haut, j'avais interprété le terme de « fond » (*background*) dans le sens de « fondation » : nous avons l'impression d'être représentés par nos représentants politiques, au sens classique du terme (*Stellvertreter*), parce que leur action s'inscrit dans un système institutionnel dont le fonctionnement d'ensemble repose sur des définitions du bien commun et que l'adéquation de leur action à ces définitions est systématiquement contrôlée. Je pense que c'est effectivement ce qu'Hanna Pitkin voulait dire, dans la mesure où l'ensemble de sa démonstration est orienté par une définition classique de la représentation politique et propose donc un sens de lecture de la représentation opposé à celui que je suggère dans cette section. Avec ce que nous avons appris de la représentation grâce à Erving Goffman et Walter Benjamin, nous pouvons désormais interpréter le terme de « fond » (*background*) au sens propre. Dans cette perspective, l'ensemble de nos institutions représentatives correspond à une sorte d'arrière-boutique où sont remisés en vrac des piles poussiéreuses et jaunies d'articles de lois et de procédures, d'anciens instruments désarticulés, de vieux meubles aux enluminures passées et des oripeaux aux couleurs défraîchies, des modes d'action oubliés et des grands hommes au teint cadavérique. Les édifices qui abritent ces institutions apparaissent eux-mêmes au commun des citoyens comme des labyrinthes de marbre impraticables, des dédales de portes et de couloirs où l'on se perd. Dans ce contexte, les juristes, les savants, les fonctionnaires ou les quelques conseillers qui arpentent encore les couloirs désertés de ces institutions sont comme les historiens-chiffonniers de Walter Benjamin : au cours de leurs fouilles, ils font parfois d'étonnantes trouvailles, qu'ils exhument du passé et remontent dans le mécanisme d'une nouvelle interprétation. Le tirage au sort, procédure oubliée pendant plusieurs siècles et remise au goût du jour dans les expériences les plus récentes de démocratie participative, en fournit un exemple saisissant (Röcke, 2005 ; Sintomer, 2007). Les urbanistes ouest-allemands que j'ai décrits dans le deuxième chapitre sont aussi, à leur manière, des archéologues-chiffonniers du système institutionnel berlinois : partis à la conquête des grands ensembles de Berlin-Est avec un répertoire composite d'expériences accumulées au fil de leurs rencontres et de leurs voyages, ils les ont assemblées dans des montages anachroniques et allochtones destinés à « faire participer les habitants ». Ce faisant, ils ont aussi contribué à produire de nouvelles figures de représentants, au sens inversé du terme (*Repräsentant*), qui partagent des similitudes troublantes avec des figures politiques d'un autre temps et d'un autre lieu : celle du « citoyen ordinaire » incarnée par Jörg Bischof ressemble ainsi par de nombreux aspects à celle de l'« homme obscur » promue par

quelques représentants ouvriers français à la fin du XIX^e siècle (Rosanvallon, 1998, pp. 77-86). C'est donc sur le fond du système institutionnel représentatif considéré comme l'édifice chaotique où s'est sédimentée la culture politique d'un pays que la parole de certains citoyens comme Martin Witte, Greta Dahlewitz ou Jörg Bischof est écoutée dans l'espace public. La publicité créée par la « présentation » (*Darstellung*) est ce qui, pour reprendre le terme d'Anna Hofer, leur confère un « visage » (celui du « citoyen compétent », de la « nouvelle militante » ou du « citoyen ordinaires ») et leur permet de représenter un collectif³⁹³ (les habitants du quartier, les locataires de la société immobilière communale ou l'ensemble des citoyens) sur la scène publique (*Vorstellung*). Les situations que j'ai analysées à l'occasion du chapitre précédent peuvent donc être considérées comme idéales parce qu'elles correspondent à des situations au cours desquelles de « simples citoyens » accèdent effectivement à la représentation politique au sens inversé du terme (*Repräsentation*).

La lecture inversée du terme de représentation (*repraesentatio/Vorstellung*) nous apprend que pour incarner un bien commun *devant* un public, il faut un fond. Ce fond manque au « théâtre politique » tel que le conçoit Pierre Bourdieu. Toutefois, dans sa construction théorique, les représentations politiques ne sont pas des « attrapes-visuelles » : l'homologie structurale entre champ politique et espace social assure la concordance entre la représentation et ce qu'elle représente. Cette homologie laisse cependant peu d'autonomie au politique par rapport à la société. L'activité politique reconduit et légitime l'ordre social au lieu de le transformer. Dans le modèle que j'esquisse ici, il devient au contraire possible de changer la société par l'action politique. La lecture inversée de la représentation politique permet en effet de mettre en évidence les conditions dans lesquelles une action, en se déroulant sur la scène publique, acquiert un pouvoir performatif. Dans cette perspective, le terme de fond est à prendre au premier degré : il constitue l'« arrière » où s'entassent toutes les représentations possibles et d'où revient celle que nous avons sous les yeux. Le mouvement de va-et-vient entre l'« arrière » de la scène politique et son « devant », la dialectique que ce mouvement instaure entre le visible et l'invisible, sont au principe de la « présentation » (*Darstellung*) qui confère à la représentation politique au sens inversé du terme (*Repräsentation*) une publicité particulière. De celle-ci dépend la performativité des représentations politiques, c'est-à-dire leur capacité à transformer l'ordre social en conférant une visibilité à des entités qui jusque-là n'existaient pas pour tous (un collectif, un projet, une tradition, une source de richesse, etc.).

393 Je rappelle qu'il s'agit du bien commun de la cité civique en fonction duquel ces trois personnes s'engagent. Cela ne signifie pas que toute représentation politique au sens théâtral du terme prend forcément cette forme. Celle-ci dépend du bien commun en fonction duquel les personnes s'engagent.

***Stellvertretung* : où l'on apprend que la représentation substantielle a besoin d'une représentation descriptive**

Pour l'approche « élargie » du politique, la publicité est consubstantielle à l'activité politique. Cette idée est présente dans l'ensemble des définitions que j'ai proposées plus haut de la politisation, de la compétence politique, de l'engagement politique, de la prise de parole ou des espaces publics : la politique, c'est le domaine public, qui désigne la sphère des actions orientées par un bien public. Dans ce cadre, la publicité est un attribut conféré par les citoyens à une action mise à l'épreuve dans un espace public. J'ai montré qu'un tel modèle réserve une place centrale à la critique : elle permet à tous les citoyens d'accéder à un moment donné à la représentation politique, au sens substantiel du terme. Cette dernière approche de la représentation politique se distingue du modèle du mandat en ce qu'elle insiste sur la dimension inclusive de l'action du représentant : ce dernier représente parce qu'il comprend dans son action l'ensemble des membres de la cité à laquelle il emprunte la définition du bien commun en fonction de laquelle il oriente son action. En l'état, l'approche substantielle de la représentation politique ne rend compte que de situations de prises de parole idéales, semblables à celles que j'ai analysées dans le chapitre précédent. Ma définition de la prise de parole inclut cependant des actions qui relèvent *en fait* de la sphère privée et des actions politiques qui ne sont pas reconnues comme telles. J'ai montré plus haut comment Luc Boltanski et Ève Chiapello expliquent ces occurrences par une « crise de la critique » : celle-ci est contournée par une série de déplacements qui transforment les épreuves de justification en épreuves de force à l'insu des participants. De ce fait, des personnes sortent grandies des épreuves alors qu'elles ne le devraient pas. Cette hypothèse ne me satisfait pas parce qu'elle conduit ses auteurs à adopter une lecture de la représentation proche de celle de Pierre Bourdieu et à perdre le sens de lecture suggéré par la conception classique de la représentation politique comme mandat (*Stellvertretung*). Pour être complète, cette lecture doit ainsi intégrer une approche descriptive de la représentation politique. Une telle approche met l'accent sur la dimension institutionnelle des épreuves de justification.

Stabilité des états vs. principe de commune dignité : une seconde impasse de l'approche « élargie » du politique

Le modèle d'épreuve que Luc Boltanski et Ève Chiapello utilisent dans l'ouvrage qu'ils consacrent à la critique du capitalisme des années 1990 est sensible à leur dimension institutionnelle. Les auteurs proposent en effet trois critères permettant de classer les épreuves en fonction de leur degré d'institutionnalisation (Boltanski, Chiapello, 1999, pp. 405-406). Cependant, l'un de ces critères n'est logiquement pas tenable si l'on s'en tient à une approche substantielle de la représentation politique.

Luc Boltanski et Ève Chiapello qualifient d'« instituées » les épreuves qui réunissent les trois critères suivants : elles sont légitimes, réflexives et stables. Le critère de légitimité suppose que la définition du bien commun en fonction de laquelle les actions sont mises à l'épreuve se traduise dans des règles destinées à éviter les « transports de grandeur », c'est-à-dire les privilèges ou les handicaps qui découlent de principes d'évaluation apolitiques ou relevant d'autres cités (Boltanski, Thévenot, 1991, p. 271). Par exemple, à Marzahn Nord, le règlement du jury d'attribution du fond de quartier oblige les candidats à utiliser le même formulaire pour décrire leur action. Cette règle correspond au principe civique d'égalité des chances : en standardisant la forme sous laquelle l'action est présentée au jury, le dispositif tente de minorer les effets que les inégalités de ressources existant entre les différents postulants peuvent avoir sur l'évaluation de leur action. Le critère de réflexivité concerne le « rapport d'épreuve » et l'étendue de sa diffusion. Dans les épreuves instituées, le rapport d'épreuve doit être diffusé auprès d'une large audience afin que ses résultats, c'est-à-dire la distribution des états entre les différents participants, soient connus de tous (Boltanski, Thévenot, 1991, p. 176). La fonction du rapport est aussi de manifester l'accord sur le bien commun qui a présidé à l'attribution des états : ceux-ci sont en effet l'enjeu principal des disputes susceptibles d'émerger au sein d'une cité (Boltanski, Thévenot, 1991, p. 164). Ainsi, plus l'audience d'un rapport est large, plus il aura tendance à être formalisé afin d'éviter les risques de contestation et les sources de désaccord. A Marzahn Nord, les délibérations du jury citoyen mis en place par le Sénat de Berlin se déroulaient par exemple à huis clôt, leurs comptes rendus s'en tenaient au décompte des voix recueillies par les projets présentés et les déclarations publiques étaient effectuées par le Président. Enfin, le critère de stabilité concerne la façon dont les états sont associés aux différents participants d'une épreuve. Dans les épreuves « instituées », l'état de la plupart des participants constitue une donnée stable de sorte qu'il ne reste à statuer que sur un nombre déterminé de participants, effectivement mis à l'épreuve. Dans les espaces publics de Marzahn Nord, les participants se répartissent par exemple en deux catégories, qu'il est aisé de

distinguer à partir de leur répartition dans l'espace : les candidats à l'épreuve, lorsqu'ils sont physiquement présents, siègent à l'écart et prennent la parole seulement lorsqu'un membre du jury les sollicite ; les jurés siègent autour d'une table centrale et ont l'initiative de la parole. Les trois critères proposés par Luc Boltanski et Ève Chiapello correspondent grossièrement à ceux que j'ai utilisés pour classer les différents types d'espaces publics existant à Marzahn Nord³⁹⁴. J'ai en effet réalisé ma typologie en examinant le mode de sélection des personnes admises à s'exprimer dans l'espace considéré, les conditions de diffusion du contenu des délibérations et le mode de sélection des actions soumises à l'épreuve. Dans mon cas, plus ces critères sont sélectifs, plus le recrutement des participants, le contenu du rapport et les enjeux sont contrôlés pendant les épreuves. La sélectivité est donc un indicateur du degré d'institutionnalisation de l'espace public considéré.

Le dernier critère cité par Luc Boltanski et Ève Chiapello, à savoir celui de la stabilité des états attribués aux jurés d'une épreuve, est celui qui pose le plus de problèmes. Il contredit d'abord le principe de commune dignité sur lequel repose le modèle de cité : ce principe garantit en effet aux membres de la cité une chance égale d'accéder à tous les états en interdisant l'attachement permanent d'un état à une personne (Boltanski, Thévenot, p. 164). Est-ce à dire que les épreuves de justification sont injustes lorsqu'elles sont instituées ? Je pense au contraire que Luc Boltanski et Ève Chiapello ont raison de faire de la stabilité des états attribués aux jurés un critère d'institutionnalisation des épreuves de justification. Ce critère répond en effet à une contrainte pratique : si l'état des jurés variait à chacune de leur intervention, il ne serait plus possible de les distinguer des candidats, les résultats des épreuves prêteraient davantage à discussion et les épreuves elles-mêmes ressembleraient à des disputes interminables. Cette dernière fiction met en évidence une idée que ce critère suppose implicitement. La stabilité des états attribués aux jurés ne sert pas seulement à les distinguer des candidats de l'épreuve. La légitimité du jugement final en dépend aussi. Nous avons vu à l'occasion du chapitre précédent qu'une action est d'autant plus légitime que son auteur est « grand ». Nous avons vu plus haut que la « grandeur » correspond aussi à la capacité d'une personne à représenter au sens substantiel du terme, c'est-à-dire à inclure dans son action les autres membres de la cité auquel elle emprunte la définition du bien commun en fonction de laquelle elle oriente son action. La légitimité du jugement des jurés que le critère de stabilité des états cherche à garantir dépend ainsi de leur capacité à représenter, c'est-à-dire à inclure l'ensemble des membres de la cité dans leur jugement. Cependant, les jurés ne peuvent pas représenter au sens substantiel du terme, puisque cette forme de représentation politique, en soumettant leur action à une épreuve de justification, mettrait en péril la stabilité de leur état et, à terme, la légitimité de leur jugement. Autrement dit, pour rester stable dans l'épreuve, leur

394 Cf. supra, chapitre 4, p. 284.

« grandeur » ne peut reposer sur une forme substantielle de représentation politique. La réponse à ce problème tient dans une approche « descriptive » de la représentation politique.

La représentation descriptive comme représentation indiciaire

Hanna Pitkin est la première à avoir distingué une approche substantielle et une approche descriptive de la représentation politique à partir de deux interprétations différentes du verbe représenter : « agir pour » (*acting for*) et « valoir pour » (*standing for*) (Pitkin, 1972 [1967]). L'approche qu'elle qualifie de substantielle et qu'elle traduit par l'expression « agir pour » (*acting for*) est plus proche de la notion de mandat que la mienne parce qu'elle n'intègre aucun critère d'inclusion : est représentatif un système politique qui soumet systématiquement l'activité des représentants au contrôle de ceux qu'ils représentent ; l'action des premiers ne doit pas forcément être ajustée aux souhaits des seconds mais elle doit pouvoir être justifiée en référence à un bien commun (Pitkin, 1972 [1967]), pp. 209-240). Dans la construction d'Hanna Pitkin, l'approche substantielle occupe une place centrale : elle sert de modèle principal à sa théorie de la représentation politique. En revanche, les formes de représentation descriptives qu'elle désigne par l'expression « valoir pour » (*standing for*) ont une portée plus limitée : elles permettent d'améliorer le contrôle de l'activité gouvernementale en donnant des informations sur les représentés (Pitkin, 1972 [1967], pp. 234-235). D'après Hanna Pitkin, l'approche descriptive réduit en effet la représentation à un seul type d'activités : la production d'informations (Pitkin, 1972 [1967], p. 90). Cette idée découle du modèle à partir duquel elle rend compte de cette forme de représentation : le représentant politique, au sens descriptif du terme, entretient une relation de ressemblance avec ceux qu'il représente. Pour Charles Peirce, cette définition de la représentation correspond à celle de l'icône : « une icône est un signe qui renvoie à l'objet qu'il dénote simplement en vertu des caractères qu'il possède (...). N'importe quoi, qualité, individu existant ou loi, est l'icône de quelque chose, pourvu qu'il ressemble à cette chose et soit utilisé comme signe de cette chose » (Peirce, 1978 [1903], p. 140). Si l'on suit cet auteur, tout exemplaire d'une classe donnée d'objets ou de personnes peut être utilisé comme substitut iconique de l'ensemble des membres de cette classe : à défaut du frère, la sœur, le père ou la grand-mère pourront faire l'objet d'une expérimentation médicale ou d'un entretien sociologique si le groupe familial constitue le critère principal de ressemblance. Ces exemples suggèrent que l'icône ne se caractérise pas seulement par sa ressemblance avec son référent. Elle en est aussi un substitut plus facilement manipulable. De là découle la valeur « informative » ou « documentaire » qu'Hanna Pitkin prête à la représentation descriptive. Une autre propriété de l'icône réside dans le fait qu'elle n'a pas besoin que son référent existe pour exister elle-même. Charles Peirce cite l'exemple des formules algébriques ou des

diagrammes géométriques (Peirce, 1978 [1895], p. 150 ; 1978 [1885], p. 144) : nous les utilisons comme des icônes, c'est-à-dire comme des substituts dotés des mêmes propriétés que celles de leur référent, parce qu'il est plus facile de réfléchir à partir d'eux qu'à partir de leur référent auquel il manque une consistance matérielle. C'est à cette dernière caractéristique de l'icône qu'Hanna Pitkin fait référence lorsqu'elle affirme que l'approche descriptive de la représentation ne laisse aucune place à l'approche substantielle (Pitkin, 1972 [1967], p. 90) : dans la mesure où la ressemblance n'atteste pas d'une réalité, le représentant au sens descriptif du terme peut très bien justifier son action en faisant référence au bien d'un groupe qui *en fait* n'existe pas. C'est aussi sur cette propriété de l'icône que Pierre Bourdieu s'appuie lorsqu'il confère, à travers la notion d'« effet d'oracle », un pouvoir prescriptif aux caractères descriptifs que comporte toute représentation politique : elle informe le groupe en le produisant à son image. S'il est possible de déduire du représentant descriptif des informations sur ceux qu'il représente, la relation de ressemblance qu'il entretient avec eux ne suffit donc pas à garantir qu'il agit effectivement pour eux.

Anne Phillips propose une approche plus radicale de la représentation descriptive que celle d'Hanna Pitkin. Elle fait en effet découler de cette forme de représentation un nouveau modèle de politique qu'elle désigne par l'expression « politique de la présence » (*Politics of Presence*) (Phillips, 1995). Elle l'oppose à un modèle de politique qu'elle appelle « politique des idées » (*Politics of Ideas*). Ce dernier modèle partage avec l'approche substantielle de la représentation défendue par Hanna Pitkin (*acting for*) l'idée selon laquelle la justification ou le contrôle systématique de l'activité des représentants joue un rôle central dans l'activité politique. En revanche, elle conserve la notion d'intérêt qu'Hanna Pitkin avait écartée au profit de celle de bien commun. La notion de « politique des idées » est donc plus proche que celle de Pitkin (et que la mienne) de la définition classique de la représentation politique comme mandat (*Stellvertretung*) : le représentant défend les intérêts de ceux qu'ils représentent, avec toute l'ambiguïté que suppose la notion d'intérêt (s'agit-il des souhaits exprimés par les mandants ou au contraire d'entités objectives qui échappent à leur entendement ?). Si la « politique des idées » correspond ainsi à une vision relativement conventionnelle et ancienne de la représentation politique, la « politique de la présence » colle davantage à l'actualité. Elle désigne en effet une conception de la représentation qui oriente des interventions délibérées sur le système institutionnel visant à faire accéder des minorités sexuelles, raciales ou ethniques à la représentation (Phillips, 1995, p. 13). Or, l'intérêt d'Anne Phillips pour la question de l'exclusion politique des groupes sociaux minoritaires la conduit à faire dériver l'approche descriptive de la représentation qui sous-tend la « politique de la présence » du modèle de l'indice et non de celui de l'icône, comme c'est le cas chez Hanna Pitkin.

D'après Anne Phillips, l'intérêt politique principal d'une approche descriptive de la représentation politique ne réside pas dans les garanties, effectivement discutables, qu'elle peut offrir du point de vue du contrôle de l'activité des représentants. En modifiant la composition sexuelle, raciale ou ethnique de nos assemblées représentatives, il s'agit surtout d'inscrire de nouvelles questions à l'agenda politique et de remettre en cause des consensus partiels parce qu'ils reposent sur l'exclusion de fractions relativement importantes d'une population donnée (Phillips, 1995, pp. 156-158). Pour recomposer l'élite qui nous représente, le critère principal de sélection des représentants n'est cependant pas celui de la ressemblance mais celui de l'exposition à une expérience de l'exclusion politique (Phillips, 1995, pp. 46-48). Ce principe de sélection transforme les caractéristiques sociales des représentants en indices d'une expérience qu'ils partagent avec les groupes sociaux qu'ils représentent. Pour Charles Peirce, « un indice est un signe qui renvoie à l'objet qu'il dénote parce qu'il est réellement affecté par cet objet. (...) Dans la mesure où l'indice est affecté par l'objet, il a nécessairement quelque qualité en commun avec l'objet, et c'est eu égard aux qualités qu'il peut avoir en commun avec l'objet, qu'il renvoie à cet objet. Il implique [*involves*] donc une sorte d'icône, bien que ce soit une icône d'un genre particulier, et ce n'est pas la simple ressemblance qu'il a avec l'objet, même à cet égard, qui en fait un signe, mais sa modification réelle par l'objet » (Peirce, 1978 [1903], p. 140). Par définition, l'indice entretient une relation de contiguïté physique avec son référent. Cette relation particulière le distingue des autres catégories de signes. Comme l'icône, l'indice ressemble en effet à son référent, mais cette ressemblance n'est que la conséquence de la relation de contiguïté physique qu'il entretient avec lui. Par exemple, une photographie constitue une reproduction presque parfaite de son référent. Cependant, la relation de contiguïté physique qu'elle entretient avec lui au moment où elle est produite en fait un indice et non une icône³⁹⁵. De la même façon la forme de l'empreinte d'un pas ressemble à celle d'un pied. Elle n'en constitue pas pour autant une icône du pied, parce que son existence est liée au contact du pied sur le support matériel de l'empreinte (sable, terre, plâtre, etc.). Les caractéristiques sociales qu'Anne Phillips juge pertinentes pour la représentation descriptive sont des indices dans la mesure où elles sont le produit des processus historiques ayant conduit à l'exclusion des groupes qu'elles permettent aujourd'hui d'identifier (Phillips, 1995, p. 47). Comme elle l'explique en s'appuyant sur les travaux d'Iris Young, ces caractéristiques sociales sont la marque laissée par des phénomènes comme l'exploitation, la marginalisation, l'impuissance, l'impérialisme culturel ou la violence qui ont systématiquement empêché que certains points de vue ou certaines valeurs soient exprimés dans la sphère publique (Phillips, 1995, p. 158). Les personnes qui les portent se ressemblent donc moins en vertu de leurs caractéristiques sociales qu'en vertu de l'expérience commune dont ces

395 Sur ce point, *cf. supra*, chapitre 3, p. 192.

caractéristiques sont le signe. En janvier 2003, être locataire de la société immobilière communale à Marzahn Nord suppose par exemple d'être affecté par un même projet de démolition. L'initiative de défense des locataires mise sur pied par quelques membres du Conseil des habitants s'appuie ainsi sur le sentiment qu'une telle communauté d'expérience existe au-delà des différences sociales qui se manifestent par exemple dans les usages du logement et le rapport au quartier. C'est aussi en vertu de cette communauté d'expérience qu'un certain nombre de locataires peut s'identifier aux récits personnels publiés dans le journal du quartier ou exposés lors de la réunion publique du 25 janvier 2003. Par rapport à la représentation iconique, la représentation indiciaire n'atteste pas de la réalité d'un groupe social (les locataires) mais de celle d'une expérience collective (être locataire dans un contexte socio-historique donné). Cette propriété suffit-elle à conférer aux représentants indiciaires une légitimité à agir au nom de ceux dont ils partagent l'expérience ? Dans les épreuves publiques de justification, la représentation indiciaire ne constitue-t-elle qu'une alternative à la représentation substantielle ?

La représentation indiciaire dans les épreuves de justification

La façon dont j'articule représentation substantielle et représentation indiciaire dans mon modèle de prise de parole dérive d'abord du problème posé par la stabilité de l'état des jurés au cours d'une épreuve publique de justification. Dans ce cadre, la représentation indiciaire constitue effectivement une alternative à la représentation substantielle. Cependant, son rôle ne s'arrête pas là. Elle permet aussi d'intégrer dans la discussion le critère d'inclusion qui différencie ma définition de la représentation substantielle de celle que propose Hanna Pitkin ou du concept de « politique des idées » qu'utilise Anne Phillips.

La capacité de l'indice à attester de la réalité d'une expérience collective confère aux représentations produites selon ce mode de description une légitimité que James Clifford appelle « l'autorité de l'expérience » : elle est « fondée sur un "flair" pour le contexte étranger, une sorte de bon sens sédimenté ou de sensibilité pour le style d'un peuple ou d'un lieu. (...). Beaucoup d'ethnographies (...) sont toujours coulées dans le moule de l'expérience : elles affirment, avant même de proposer une quelconque hypothèse ou méthode de recherche, le "j'y étais" de l'ethnographe, *insider* et participant » (Clifford, 2003 [1983], pp. 274-275). L'« autorité de l'expérience » renvoie à un style particulier de représentation (James Clifford parle de « texte ») qui est la marque de fabrique de la génération d'ethnographes succédant à Margaret Mead ou Bronislaw Malinowski. Ce style se caractérise par une description énoncée à la première personne (le « je » de l'ethnographe). En ayant recours à cette forme d'énonciation, l'ethnographe fait de son corps la surface d'inscription d'une expérience, c'est-à-dire son instrument principal de vision du monde. Dès

lors, la description ethnographique consiste en un récit d'impressions, de sentiments, de contacts, d'anecdotes qui sont autant d'indices de la culture qu'il s'agit de rendre dans la description. Pour James Clifford, l'autorité de ces descriptions ne réside pas dans leur exactitude, c'est-à-dire dans leur degré de ressemblance avec la réalité observée : bien qu'ils aillent rarement eux-mêmes sur le terrain, les prédécesseurs des ethnographes malinowskiens élaboraient aussi leurs théories à partir de descriptions collectées par des hommes de terrain ; inversement, même lorsqu'elles sont produites directement par leur interprète, ces descriptions ne livrent pas d'elles-mêmes leur objet et nécessitent encore une interprétation (Clifford, 2003 [1983], pp. 267-268). La différence entre les deux générations réside donc plutôt dans la capacité des descriptions produites à attester de la réalité de la culture qui est présente dans les indices qu'elle laisse sur le corps de l'observateur, c'est-à-dire dans les expériences qu'il partage avec ceux qu'il observe.

L'« autorité de l'expérience » telle que la conçoit James Clifford correspond ainsi à une forme de légitimité dont peuvent se prévaloir, face aux candidats à la représentation substantielle, les personnes sollicitées pour prendre la parole dans un espace public sur la base de leurs caractéristiques sociales. Martin Witte, Greta Dahlewitz ou Jörg Bischof ont ainsi recours à cette forme de légitimité lorsqu'ils sont confrontés à des élus ou à d'autres représentants des pouvoirs publics qui représentent, au sens substantiel du terme. Leur argumentation prend alors la forme d'une description énoncée du point de vue de ceux dont ils partagent l'expérience (les habitants du quartier, les locataires ou les « simples citoyens »). Cependant, l'enjeu de la représentation indiciariaire ne se réduit pas à une question de légitimité. Elle m'intéresse aussi parce qu'elle contribue à améliorer les résultats de la délibération. On retrouve cette idée aussi bien chez Hanna Pitkin, lorsqu'elle déplore l'orientation strictement discursive que la représentation descriptive (*standing for*) donne à l'activité des représentants politiques, que chez Anne Phillips, lorsqu'elle estime que la « politique de la présence » enrichit le débat politique de nouvelles perspectives. Ma conception de la représentation indiciariaire va cependant plus loin : elle garantit que l'action du représentant, au sens substantiel du terme, comprend effectivement l'ensemble des membres de la cité à laquelle il emprunte la définition du bien commun en fonction de laquelle il oriente son action. Ma conception de la représentation indiciariaire se distingue ainsi de celle qui sous-tend la notion de « politique de la présence » proposée par Anne Phillips en ce qu'elle confère un rôle plus ambitieux à la délibération. En cela, elle se rapproche de la catégorie de représentation descriptive que Jane Mansbridge désigne par le terme de « représentation descriptive sélective » (Mansbridge, 1999). À l'instar d'Anne Phillips, Jane Mansbridge construit son modèle de représentation descriptive contre celui que propose Hanna Pitkin (*standing for*). Comme c'était déjà le cas pour Anne Phillips, cette démarche l'amène à adopter une lecture indiciariaire de la représentation descriptive (Mansbridge, 1999,

pp. 631-632). Le modèle de « représentation descriptive sélective » construit par Jane Mansbridge se distingue cependant de la notion de « politique de la présence » proposée par Anne Phillips par l'objectif qu'il fixe à la délibération : celle-ci vise l'accord sur une définition du bien commun, non la conciliation d'intérêts divergents, comme c'est le cas chez Anne Phillips. Autrement dit, pour Jane Mansbridge, le résultat de la délibération est un compromis, non un consensus. Le consensus correspond en effet à un choix fait en commun. Il n'a de valeur qu'à la condition d'inclure le plus grand nombre de personnes. Il s'agit d'un accord minimal auquel les différentes parties s'engagent pour pouvoir vivre ensemble et former une communauté. Dans cette perspective, les groupes minoritaires courent toujours le risque de perdre ce qui faisait l'originalité de leur point de vue en se rangeant derrière l'avis le plus raisonnable censé émerger de la délibération (Phillips, 1995, pp. 161-162). À l'inverse, le compromis implique des différentes parties qu'elles sacrifient un bien propre (soit un bien privé) au bénéfice d'un bien plus grand (soit un bien public). Dans cette perspective, un « bon » jury est composé de membres qui ne se ressemblent pas ou qui se ressemblent le moins possible (Mansbridge, 1999, p. 634). Si l'on considère l'ensemble de leurs caractéristiques sociales comme les indices d'expériences qu'ils partagent avec les personnes qui leur ressemblent, leur dissemblance laisse en effet supposer qu'ils appartiennent à des communautés d'expériences différentes. Confrontés au sein d'un même espace public, ils vont avoir à définir (c'est là tout l'enjeu de la délibération) un bien commun, c'est-à-dire à sacrifier leurs biens propres au profit d'un bien qu'ils jugent supérieur et profitable à tous. Cette définition du bien commun n'est pas minimale mais maximale parce qu'elle conduit l'ensemble des parties jusque-là distinguées à se comprendre les unes les autres jusqu'à constituer un ensemble partageant un point de vue commun sur ce qui est bien, bon ou juste. Pour Anne Phillips l'issue de la délibération est limitée par des différences sociales qu'elle juge irréductibles. Je partage au contraire l'idée de Jane Mansbridge selon laquelle un jury associant des membres les plus dissemblants possibles est en mesure de produire, par la délibération, des définitions du bien commun qui comprennent ces différences sans les réduire.

L'examen critique des théories de la représentation politique qui sous-tendent les approches « restreinte » et « élargie » du politique m'a permis de dégager deux sens de lecture possibles du terme de représentation : *Repräsentation* et *Stellvertretung*. Le premier sens s'appuie sur l'étymologie latine du terme (*Repraesentatio*). Je le qualifie d'« inversé » parce qu'il prend le processus de représentation à contresens de celui que suggère la notion de mandat qui a inspiré la définition classique de la représentation politique (*Stellvertretung*). Il conçoit la représentation politique comme une forme d'apparition *devant* un public (*Vorstellung*). Dans ce cadre, la publicité

est un signe d'autorité qui confère à l'activité politique une visibilité particulière permettant de la distinguer des autres activités sociales. Elle est le produit d'une activité spécifique : un art de la « présentation » (*Darstellung*). Le second sens correspond à la lecture classique de la représentation politique comme mandat (*Stellvertretung*). La plupart des auteurs qui adoptent cette lecture distinguent deux formes de représentation qui peuvent être articulées de plusieurs manières. De la perspective tracée par l'approche « élargie » du politique découle une définition substantielle de la représentation politique qui combine deux critères : l'action du représentant doit être ajustée à un bien commun et doit comprendre l'ensemble des membres de la cité à laquelle est empruntée la définition du bien commun qui l'oriente. À cette première forme de représentation s'articule une représentation indiciaire dont l'enjeu n'est pas seulement de fonder l'action du représentant sur l'autorité d'une expérience mais aussi de garantir une définition maximale du bien commun.

Chacune de ces deux lectures rend compte d'aspects différents de la participation politique. La lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*) insiste sur l'effet des rapports de pouvoir qui y sont en jeu. Elle met en évidence les conditions nécessaires pour que l'action des représentants politiques ne se limite pas à la reconduction et à la légitimation d'un ordre social *en fait* illégitime mais acquiert une force transformatrice : elle doit se faire sur le fond de la culture politique qui s'est sédimentée dans nos institutions. À l'inverse, la lecture de la représentation politique qui découle de la métaphore classique du mandat (*Stellvertretung*) rend compte des situations d'injustice liées à une mauvaise composition du public admis à prendre la parole dans un espace public. Lorsque cette composition n'est pas assez différenciée, elle aboutit en effet à une définition partielle du bien commun qui oriente les épreuves publiques de justification et à une évaluation partielle des actions qui y sont éprouvées. À ce stade, ces hypothèses ne peuvent se passer d'un test empirique. Cependant, l'objectif des études de cas qui suivent n'est pas seulement de les étayer. Elles ont aussi pour vocation de montrer combien il est important de ne pas dissocier ces deux lectures de la représentation politique si l'on veut rendre compte conjointement des rapports de pouvoir *et* des situations d'injustice en jeu dans la participation politique.

II. Les crises de la représentation à Marzahn Nord

Pour la sociologie politique française, la « crise de la représentation » fait référence à des phénomènes communs aux démocraties occidentales contemporaines : baisse significative de la participation aux consultations électorales, quel que soit l'échelon politique considéré ; hémorragie militante au sein des partis politiques de masse ou des syndicats ; discrédit des hommes politiques auprès des citoyens interrogés dans les sondages d'opinion ; succès électoral des partis ou des idées d'extrême droite. La plupart des auteurs la considèrent comme une conséquence du monopole de la parole légitime par les professionnels de la politique : la défection, le cynisme ou l'apolitisme seraient les seuls moyens encore disponibles aux citoyens pour contester ce monopole (Bourdieu, 2001 [1981, p. 217]). L'hypothèse de la « crise de la critique » proposée par Luc Boltanski et Ève Chiapello ne remet pas en cause cette interprétation de la « crise de la représentation » puisqu'elle ne fait que remettre à un futur plus ou moins proche l'avènement d'un système politique véritablement représentatif et démocratique. En attendant, le système politique ressemble à celui que décrit Pierre Bourdieu. L'examen critique des théories de la représentation politique qui sous-tendent les approches « restreinte » et « élargie » du politique m'a permis de formuler une autre hypothèse : il faut distinguer deux « crises » qui correspondent à deux lectures opposées de la représentation politique. Dans un cas, nous avons affaire à une défaillance de la représentation au sens théâtral du terme (*Vorstellung*) : parce que les citoyens sont incapables d'incarner un bien commun sur la scène publique, leur action manque d'éclat et reste sans effet. Dans l'autre cas, la composition du public admis à prendre la parole n'est pas assez diversifiée. Dans ce contexte, la délibération débouche sur une définition partielle du bien commun et conduit à une évaluation partielle des actions mises à l'épreuve.

Du point de vue de la lecture classique de la représentation politique (*Stellvertretung*), les deux cas que j'analyse dans cette partie sont, à première vue, des contre-exemples. Dans le cas du Conseil des habitants de Marzahn Nord (*Bewohnerbeirat*), la diversification de la composition du public n'améliore ni la qualité délibérative des discussions ni les définitions du bien commun qui orientent l'action des participants. Ce phénomène se traduit par un processus que je désigne par le terme de « privatisation » : il correspond à un mouvement au terme duquel la délibération se dépolitise. Le second cas analysé, celui du budget participatif de Marzahn Nord (*Bürgerhaushalt*),

est encore plus paradoxal : alors que cette expérience se caractérise par une bonne dynamique délibérative, elle alimente la défection des participants d'origine populaire. Je qualifie ainsi cette expérience de « rendez-vous manqué ». Dans les deux cas, l'énigme se résout en insistant sur les conditions qui rendent la diversité sociale du public effectivement opérante. Du point de vue de la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*), la comparaison des deux cas analysés est intéressante parce qu'ils ne disposent pas du même ancrage institutionnel. Le Conseil des habitants a été mis en place dans le cadre d'une politique urbaine. Le budget participatif est une instance de démocratie locale. Nous verrons que, selon les cas, les défaillances de la représentation au sens théâtral du terme (*Vorstellung*) n'ont pas les mêmes causes.

II. 1. Le Conseil des habitants de Marzahn Nord (*Bewohnerbeirat*) : trajectoire de privatisation d'un espace public local

Au moment où j'ai élaboré la typologie des espaces publics de Marzahn Nord, le cas du Conseil des habitants (*Bewohnerbeirat*) a soulevé quelques difficultés : devais-je ou non l'inclure dans mon tableau ? Appartenait-il à la catégorie des espaces publics intermédiaires ? Tel que je l'observe indirectement à travers les comptes rendus de ses réunions, il m'apparaît clairement comme un espace public : jusqu'en 2004 au moins, ses membres évaluent les actions menées dans le quartier par les associations locales, le « management de quartier », les administrations de l'arrondissement ou de la ville, d'autres acteurs privés ou publics. Les discussions paraissent politisées (je peux repérer la référence à une définition du bien commun qui fonde un modèle de cité). Il semble effectivement jouer le rôle de « sentinelle » que lui attribue Martin Witte à l'issue de la mobilisation dans le cadre du projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale. Pourtant, lorsque je l'observe directement pendant mon séjour à Marzahn, soit entre les mois de février 2005 et de septembre 2006, très peu d'actions y sont encore mises à l'épreuve et les discussions sont rarement politisées. Uwe Kloppenburg, un ancien imprimeur qui habite le quartier depuis 1986 et commence à participer aux réunions du Conseil dans le cadre de l'initiative de défense des locataires en 2003, inscrit ce changement dans le contexte de la reconfiguration du dispositif de « management de quartier » entamée en 2005. Cette reconfiguration concerne l'ensemble des quartiers berlinois dans lesquels ce dispositif a été mis en place. Elle intervient pour des raisons budgétaires : les allocations du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) qui alimentent le programme « Soziale Stadt » (*Ville sociale*) à Berlin s'arrêtent en 2008 et la situation d'endettement de la ville ne permet pas de les compenser par des fonds propres. La reconfiguration du dispositif passe ainsi par l'introduction de nouvelles formes de participation censées préparer la fin du programme en créant des structures de développement autogérées par les habitants³⁹⁶. Les Conseils de quartier (*Quartiersrat*) dont le principe s'inspire de l'expérience des jurys citoyens font partie de ces nouvelles formes de participation : composés de représentants des associations locales et d'habitants tirés au sort ils sont chargés d'allouer une partie ou la totalité des fonds attribués aux quartiers concernés par le programme. À Marzahn Nord, ce nouveau dispositif remplace le Conseil des habitants dans l'architecture du « management de quartier »³⁹⁷.

396 D'après l'entretien avec Philipp Mühlberg du 23 septembre 2005.

397 Pour un rappel de l'architecture du dispositif du management de quartier à l'échelon local, cf. supra, chapitre 2, p. 147

« (Moi) – Et vous seriez d'accord pour participer au Conseil de quartier (*Quartiersrat*) ? (Uwe Kloppenburg) – Oui mais j'ai pas encore bien compris en quoi ses objectifs changent par rapport au Conseil des habitants (*Bewohnerbeirat*). Le Conseil des habitants avait l'avantage d'être un "Beirat". C'est-à-dire que dans "Beirat" on a justement ce petit mot "Bei-" qui veut dire qu'il est rattaché à quelque chose et c'était ce rattachement qui lui donnait aussi un poids particulier, c'est-à-dire que l'agence du quartier le soutenait (*die Quartiersagentur stand im Rücken*). Surtout, je trouve que le Conseil des habitants fonctionnait bien depuis des années, c'étaient des personnes qui s'entendaient bien et, j'insiste là-dessus, qui n'ont jamais détourné ce pouvoir pour elles-mêmes. Il y avait vraiment un très bon climat. Si maintenant on vire la moitié d'entre elles parce qu'on dit que maintenant seulement la moitié peut siéger dans le Conseil de quartier (*Quartiersrat*), tous ceux d'entre nous qui s'engageaient là corps et âme sont malheureux avec cette solution. Surtout, ce n'est plus un "Beirat". On n'est plus rattaché à personne, si maintenant certains ne veulent plus nous accepter, j'imagine qu'ils n'auront simplement qu'à ne plus faire attention à nous. On pourra raconter ce qu'on voudra, si on n'arrive pas à mobiliser les médias, on n'aura plus de si bonnes cartes en main³⁹⁸. »

Dans son interprétation, Uwe Kloppenburg part d'une analyse sémantique des notions de « Beirat » et de « Rat » qui se traduisent dans les deux cas par le terme français de « Conseil ». Comme le suggère Uwe Kloppenburg, il existe une nuance entre les deux mots allemands mal rendue par leur équivalent français. Le terme de « Beirat » renvoie à une activité essentiellement consultative : les pouvoirs publics (« management de quartier », associations, services municipaux) sollicitent l'avis de conseillers sur des questions qui font débat. Le mot « Rat » correspond au contraire au terme de « Conseil » tel qu'on l'emploie en France pour parler par exemple d'un Conseil Municipal. Il suppose ainsi une activité de type gouvernemental. Autrement dit, Uwe Kloppenburg associe le Conseil au sens de « Beirat » à un pouvoir de contrôle tandis que le Conseil au sens de « Rat » relève pour lui d'un pouvoir de décision. Or, paradoxalement, le passage de l'une à l'autre dénomination signifie pour lui une perte de pouvoir : privé des sollicitations des pouvoirs publics, les membres du Conseil des habitants (*Bewohnerbeirat*) perdraient l'essentiel de leur pouvoir d'action, notamment au sein du Conseil de quartier (*Quartiersrat*). On peut voir dans cette interprétation une mise en pratique de la lecture inversée du terme de représentation (*Repräsentation*) : d'après Uwe Kloppenburg, tout se passe comme si le Conseil des habitants perdait l'arrière-plan institutionnel qui donnait à la parole de ses membres éclat et efficacité. Dans cette perspective, ce que j'appelle la « privatisation » renvoie au processus par lequel les membres

398 Entretien du 28 novembre 2005, pp. 2-3.

du Conseil des habitants perdent leur capacité à incarner un collectif sur la scène publique, c'est-à-dire à produire une représentation au sens théâtral du terme (*Vorstellung*). Cependant, faire coïncider ce processus avec l'introduction du Conseil de quartier (*Quartiersrat*) à Marzahn Nord me conduirait à ignorer deux de ses aspects. D'abord, l'éclat qui, d'après Uwe Kloppenburg, permettait aux membres du Conseil des habitants de peser dans la vie publique de leur quartier présente des signes d'essoufflement bien avant la mise en place du Conseil de quartier. Cette observation indique combien le fond institutionnel par rapport auquel ses membres représentent, au sens inversé du terme (*Repräsentation*), est précaire. Ensuite, leur pouvoir décline à un moment où la composition sociale du groupe se diversifie. Il ne faut donc pas perdre de vue le second sens de lecture de la représentation politique que j'ai dégagé plus haut (*Stellvertretung*). Dans cette perspective, la « privatisation » désigne aussi le processus par lequel un ensemble composite d'individus ne parvient plus à produire une définition commune du bien : les différences entre les points de vue exprimés sont réduites au prix d'une dépolitisation du débat. Le déclin du pouvoir des représentants du Conseil des habitants est donc aussi lié à leur incapacité à représenter leur quartier au sens substantiel du terme.

Un débat encadré

La troisième réunion du Conseil des habitants à laquelle j'assiste après mon installation à Marzahn Nord a lieu le 26 avril 2005 dans les locaux du « management de quartier ». À cette date, le Conseil compte une quinzaine de membres. 8 d'entre eux se sont mobilisés dans le cadre du projet de restructuration urbaine (Martin Witte, Greta et Jörg Dahlewitz, Rolf Banggartz, Uwe Kloppenburg, Jörg Bischof, Heinz Kallmann et Sonia Dietrich). Klaus Rüdiger et Fabian Kaufmann l'ont rejoint durant l'été 2004, le premier après avoir lu un article dans la presse le concernant³⁹⁹, le second pour protester contre le rejet de l'un de ses projets au jury d'attribution du fond d'action du quartier⁴⁰⁰. Les autres membres participent de façon plus occasionnelle : Natalja Gründig y représente le Forum Libre des Aussiedler⁴⁰¹, Mme Becker s'y investit depuis qu'elle a emménagé dans un appartement des *Terrasses d'Ahrensfelde*. Mme Klönne est une voisine de Mme Becker tandis que Hans Müller est le mari de sa professeure de dessin. Hermann Dietz est un ami de Klaus Rüdiger, Raul Epstein une connaissance de Martin Witte. Enfin, Mme Normann est membre de l'unique copropriété du quartier⁴⁰². Ce jour-là, le nouveau plan de desserte en transports en

399 D'après l'entretien du 20 décembre 2005.

400 D'après l'entretien du 17 janvier 2006.

401 Cette instance du management de quartier a les mêmes fonctions que le Conseil des habitants mais s'adresse aux « Aussiedler ».

402 Pour un rappel de la structure de la propriété du quartier, se reporter à la carte p. 70.

communs figure à l'ordre du jour. Il est discuté avec deux représentants (un homme et une femme) de l'entreprise berlinoise de transports publics (BVG).

Pseudo / fonction	Nombre total d'interventions	Dont interventions argumentées	Dont interventions non argumentées
Management de quartier	10	1	9
BVG	7	6	1
Greta Dahlewitz	6	1	5
Martin Witte	4	2	2
Rolf Banggartz	3	2	1
Fabian Kaufmann	3	1	2
Uwe Kloppenburg	2	1	1
Mme Normann	2	0	2
Klaus Rüdiger	1	0	1
Jörg Bischof	1	0	1
Jörg Dahlewitz	0	0	0
Sonia Dietrich	0	0	0
Raul Epstein	0	0	0
Natalja Gründig	0	0	0
Mme Becker	Absente	X	X
Hermann Dietz	Absent	X	X
Heinz Kallmann	Absent	X	X
Mme Klönne	Absente	X	X
Hans Müller	Absent	X	X
Répartition totale	100 %	36 %	64 %

La discussion dure environ une heure. Le tableau ci-dessus indique la façon dont les interventions se répartissent entre les différents participants. Au début de la séquence, le manager de quartier qui anime la réunion charge Greta Dahlewitz de contrôler que le temps réservé à la discussion de ce point de l'ordre du jour (30 à 45 minutes) soit effectivement respecté. Greta participe ainsi à l'animation de cette partie de la réunion. Celle-ci commence par un exposé du représentant de l'entreprise berlinoise de transports publics (BVG). Il explique que la rencontre des membres du Conseil s'inscrit dans le contexte d'une phase de consultation des usagers que l'entreprise a initiée après avoir constaté des dysfonctionnements dans le plan de desserte mis en place en décembre 2004. Les propositions des membres du Conseil sont appelées à compléter les résultats d'un sondage mené dans l'ensemble de la ville. Il leur demande d'identifier les espaces du quartier pour lesquels la desserte se serait

dégradée. La configuration du nouveau plan de desserte répond à la diminution des subventions accordées par la ville. Il s'agit de supprimer les lignes parallèles tout en privilégiant la desserte des secteurs résidentiels par rapport aux secteurs d'activité économiques.

Greta Dahlewitz est la première à intervenir. Elle se place du point de vue des contribuables : « C'est de notre argent qu'il s'agit. Jusqu'en décembre, nous étions satisfaits du service. En ce moment, tout est en train d'être démolí. Les publicités dans le journal, le sondage, tout ça, ça coûte de l'argent. C'est déjà assez contradictoire : vous avez de l'argent pour ça et pas pour le service. On a toujours eu une bonne infrastructure ici. Maintenant, c'est remis en cause. Moi je veux avancer, j'attends plus de cette discussion. » Le représentant de l'entreprise publique de transports tente de défendre sa position. Son intervention, qui se termine par la description des contraintes auxquelles le Sénat soumet son entreprise, est accueillie par l'intervention collective de Uwe Kloppenburg, Klaus Rüdiger et Fabian Kaufmann : « Oh, on est déjà en train de pleurer ! [Ils éclatent de rire] ». Le manager de quartier propose aux membres du Conseil de « rentrer dans le concret ». Rolf Banggartz et Martin Witte, qui travaillent sur le sujet depuis le mois d'août 2004, interviennent dans ce sens : (*Rolf Banggartz*) – Commençons par les lignes de tram. La ligne 6 a disparu, la ligne 16 rouvrira peut-être si elle est financée par le nouveau centre commercial au bout de la ligne. Ça ne me satisfait pas. Il y a d'autres équipements dans ce secteur. Pour moi, il y a des choses incompréhensibles comme ce croisement de la Jan-Petersen-Straße où il faut traverser deux rues pour changer de tram. (*Greta Dahlewitz*) – Et on n'arrive plus à rejoindre le centre de Marzahn avec la réduction de tarif pour les trajets courts parce qu'il y a un changement maintenant. (*Rolf Banggartz*) – Il y a un autre problème. Hier j'ai voulu aller Prerower Platz⁴⁰³. C'était à 13 h et j'ai attendu un bus 32 minutes. Il vient de Köpenick et il prend du retard sur le trajet. Il n'y a aucune solution de remplacement. [Jörg Bischof fait une remarque que je ne comprends pas] (*Rolf Banggartz*) – Voilà des exemples concrets. (*Martin Witte fait mine de prendre la parole, Greta l'interrompt*) – C'est pas ton tour ! (*Martin Witte continue quand même*) – Moi je voulais proposer une solution pour rendre le trajet depuis Ahrensfelde⁴⁰⁴ plus court et plus attractif. Est-ce qu'on ne pourrait pas améliorer la correspondance entre la ligne de tram 4 et la ligne de bus 197 ? (*Le manager de quartier*) – Bien... d'autres questions ? (*Fabian Kaufmann*) – Moi j'ai une question. J'ai le sentiment qu'on essaie de dissuader les gens d'utiliser les transports en commun. Est-ce que les politiques n'essaient pas de favoriser la voiture ? (*La représentante*

403 Nom d'une place de l'arrondissement voisin de Hohenschönhausen où se trouve un grand centre commercial.

404 Il s'agit d'une commune brandebourgeoise située à la limite du quartier.

BVG) – C'est comme pour l'école. On se bat pour la survie du service, on veut pas être privatisés, on veut garder nos usagers. (*Uwe Kloppenburg*) – Mais votre plan conduit à la ghettoïsation du quartier ! Les lignes ne vont que dans une seule direction. Vous les fermez les unes après les autres, les jeunes ne peuvent plus sortir ! (*La représentante BVG*) – Notre objectif c'est que l'entreprise soit à nouveau rentable d'ici 2008. Les orientations du Sénat sont claires là-dessus : il faut économiser en supprimant les lignes parallèles. Pour les correspondances, la priorité c'est les correspondances avec les lignes de train pas les correspondances tram/bus ou bus/bus. La ligne 16 rouvrira avec le centre commercial, il n'y aura pas de changement concernant le tarif des trajets courts. La ligne 6 a été supprimée parce qu'on ne fait le plein ni sur cette ligne ni sur la ligne 8. (*Fabian Kaufmann*) – Comment ça "vous ne faites pas le plein" ! Pour moi c'est toujours plein ! [Fabian poursuit son intervention en *a parte* avec Uwe Kloppenburg] (*Le manager de quartier s'adressant à la représentante de l'entreprise*) – Ça veut dire quoi "plein" pour vous ? (*Mme Normann*) – Est-ce que c'est juste parce que vous n'arrivez pas à faire le plein jusqu'au bout de la ligne ? (*Le manager de quartier*) – Là où j'habite, je trouve très stressant de voyager dans des voitures pleines⁴⁰⁵. L'alternative des Suédois c'est de baisser les prix pour remplir les voitures. Le fond du problème est politique. Le mieux qu'on puisse faire ici c'est d'optimiser certains nœuds du réseau. Il faudrait que vous examiniez les propositions de M. Banggartz : à cette table, c'est l'expert des transports vus par les usagers. »⁴⁰⁶

Après la lecture de cette séquence de discussion, la conclusion qui s'impose est la suivante : son cadre est très restreint. Elle se limite en effet à une sorte de compromis entre le bien commun de la cité industrielle (améliorer la performance du réseau de transports en commun) et celui de la cité marchande (être rentable c'est-à-dire faire du bénéfice et accroître la richesse de l'entreprise et de la ville). Ce cadre semble découler des interventions du manager de quartier et des représentants de l'entreprise berlinoise de transports publics. Ces derniers ignorent ou sanctionnent les interventions qui débordent du cadre (celles de Greta Dahlewitz, de Fabian Kaufmann ou de Uwe Kloppenburg) et valorisent celles qui au contraire s'y rattachent (celles de Rolf Banggartz). Cependant, les efforts du manager et des représentants de l'entreprise publique pour maintenir le cadre de la discussion n'expliquent pas tout. Les exemples de situations publiques que j'ai analysés dans le chapitre précédent montrent que les membres du Conseil savent très bien comment s'y prendre pour faire déborder une discussion du cadre que lui fixent les pouvoirs publics. L'intervention de Greta

405 Ce manager de quartier habite dans le centre de Berlin-Ouest à Kreuzberg.

406 D'après les notes de terrain et le compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 26 avril 2005.

Dahlewitz, qui ouvre la discussion, en prend d'ailleurs le chemin : elle veut explicitement situer la discussion en dehors des limites fixées par le représentant de l'entreprise berlinoise de transports publics. Pourquoi son intervention n'a-t-elle pas la même force prescriptive que celles du manager de quartier ou des représentants de la société de transports publics ? Pourquoi les interventions de ces derniers s'imposent-elles aussi facilement et pourquoi les membres du Conseil s'y conforment-ils de si bonne grâce ? Deux hypothèses sont possibles pour répondre à cette question. Chacune d'elles met en jeu l'un des deux sens de lecture de la représentation politique dégagés plus haut.

La première hypothèse insiste sur les limites que la composition sociale du Conseil des habitants pose à la discussion : les représentants de la société de transports publics parviennent à maintenir le cadre qu'ils ont fixé au débat parce que les caractéristiques sociales des membres du Conseil ne permettent pas à ces derniers d'imposer des points de vue qui le remettent en cause. Cette hypothèse suppose d'interpréter la séquence d'observation qui précède à partir de la lecture classique de la représentation politique comme mandat (*Stellvertretung*). En effet, lorsque le manager de quartier qualifie Rolf Banggartz d'expert, il ne lui reconnaît pas la même « expertise » que celle des représentants de la société de transports publics. Ces derniers sont ce que l'on appelle couramment des professionnels. Grâce à leurs compétences techniques, ils connaissent les besoins des usagers qu'ils représentent au sens substantiel du terme : leur jugement, appuyé sur des normes de productivité, c'est-à-dire orienté par le bien commun de la cité industrielle, les comprend. Par contraste, le savoir de Rolf Banggartz est plus limité : comme l'indique le manager de quartier, il connaît les transports mais seulement du point de vue de ses usagers. La légitimité de son savoir est donc d'un autre ordre que celle sur laquelle se fonde l'expertise des représentants de la société de transports publics : elle relève de ce que James Clifford appelle « l'autorité de l'expérience » et tient ici à la capacité de la description produite à attester de la réalité d'un besoin ou d'un problème. J'ai montré plus haut que cette forme de légitimité est le propre de la représentation indiciaire. Dans le contexte de cette réunion, les membres du Conseil des habitants sont donc des représentants au sens indiciaire du terme. Cela ne doit pas nous étonner puisque l'enjeu de la discussion est en effet d'évaluer l'action de la société de transports publics berlinois. Dans la situation qui nous occupe, les membres du Conseil des habitants occupent ainsi la position des jurés, position qui est incompatible avec une forme substantielle de représentation pour les raisons que j'ai déjà mentionnées plus haut. Or, il semble que la représentation indiciaire pose des limites au contenu des interventions des membres du Conseil des habitants. L'intervention d'Uwe Kloppenburg est celle qui met le mieux en évidence cet aspect : il parle au nom des jeunes (d'après lui, le nouveau plan de desserte confine leurs sorties au quartier) mais, n'étant pas lui-même un jeune, en l'absence de preuves (sondage, recueil de témoignages, récits d'expériences), son argument ne paraît pas fondé. Cette interprétation

s'applique aussi aux interventions de Greta Dahlewitz et de Fabian Kaufmann. Dans les deux cas, ils généralisent une situation locale au reste de la ville (« tout est en train d'être démolé », « on essaie de dissuader les gens d'utiliser les transports en commun »). Aussi intéressantes soient-elles, pour avoir l'air plus fondées, ces perspectives auraient besoin d'être étayées par des preuves ou par le témoignage d'habitants d'autres parties de la ville. La composition sociale du Conseil des habitants, dominée par des personnes issues de l'ancienne « Intelligence » socialiste, limite ainsi l'évaluation de l'action de l'entreprise de transports publics à un point de vue fonctionnel qui, comme je l'ai montré à l'occasion du chapitre 3, correspond aux usages que cette catégorie d'habitants fait des équipements du quartier. Bien que l'action de l'entreprise ne soit pas toujours ajustée à ces usages, la définition du bien commun qui sous-tend la description qu'en font les membres du Conseil reste donc conforme au cadre d'évaluation fixé par les représentants de la société. Les discussions politiques sur l'avenir des services publics, la politique de transports berlinoise ou la prise en compte d'usages moins fonctionnels (s'assurer que les habitants « sortent » de leur quartier par exemple) sont évacuées parce que le jury ne comporte aucun représentant indiciaire capable de leur apporter la caution de son expérience.

La seconde hypothèse que l'on peut avancer pour rendre compte de la façon dont les représentants de l'entreprise de transports publics bornent le débat insiste sur la précarité du fond par rapport auquel les membres du Conseil des habitants incarnent un collectif sur la scène publique, c'est-à-dire produisent une représentation au sens théâtral du terme (*Vorstellung*). Cette hypothèse me conduit à interpréter l'ensemble de la séquence à partir d'une lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*). Dans cette perspective, les membres du Conseil sont incapables d'opposer d'autres figures civiques à celle de l'usager dans laquelle les enferme le manager de quartier parce que ce dernier est le seul à assumer la fonction de « présentation » (*Darstellung*) nécessaire à la représentation, au sens théâtral du terme (*Vorstellung*). En effet, les registres de l'expertise et de l'expérience ne sont pas les seuls registres disponibles pour prendre la parole dans un espace public. À l'occasion du chapitre précédent, nous avons vu que Jörg Bischof, lorsqu'il était Président du jury citoyen, avait souvent recours à des arguments de « bon sens ». Or, les interventions de Greta Dahlewitz, Fabian Kaufmann et Uwe Kloppenburg correspondent parfaitement à ce registre d'argumentation : il n'est pas nécessaire d'être « jeune » pour savoir que ceux-ci ont tout à gagner à aller voir ce qui se passe en dehors de leur quartier (les voyages forment la jeunesse) ; de même, l'idée selon laquelle les gouvernements actuels, qu'ils soient de gauche ou de droite, cherchent à démanteler les services publics est couramment défendue dans les médias. Si l'on suit cette lecture, la cohérence interne d'un argument ou le fait qu'il soit scientifiquement prouvé a donc peu d'importance. Le statut de celui qui l'avance en a bien plus. Autrement dit, les

arguments de Greta, Fabian et Uwe sont écartés parce qu'ils sont portés par des personnes insignifiantes. Ils auraient une tout autre portée s'ils étaient défendus par le maire de l'arrondissement ou le maire de Berlin. Il manque ainsi à Greta, Fabian et Uwe une personne, une procédure ou un objet qui prenne en charge la fonction de « présentation » (*Darstellung*) nécessaire à toute représentation au sens théâtral du terme (*Vorstellung*). Dans le cas de l'intervention de Rolf Banggartz, cette fonction est assurée par le manager de quartier : lorsqu'il qualifie Rolf d'« expert », il fait en effet référence aux compétences que celui-ci a acquises en se mobilisant contre le projet de contournement du village d'Ahrensfelde situé à proximité de son logement. Ce faisant, le manager signale aux représentants de la société immobilière qu'ils n'ont pas affaire à n'importe quel citoyen et qu'ils doivent donc prendre ses propos au sérieux. Ici, Rolf Banggartz représente sur le fond de la masse des citoyens ordinaires et anonymes sondés par l'entreprise de transports publics. Cependant, il serait exagéré de rendre le manager de quartier seul responsable de la disqualification des arguments avancés par les autres membres du Conseil. La « présentation » (*Darstellung*) peut en effet aussi être assurée par des procédures ou des objets. Dans le chapitre précédent, j'ai montré à partir de l'exemple de Jörg Bischof que la figure du « citoyen ordinaire » promue par l'expérience du jury citoyen était surtout le produit du tirage au sort et de la répartition des sièges entre les deux catégories de personnes admises à prendre la parole : ces deux règles de sélection donnent du relief à une nouvelle catégorie de citoyens en mettant à distance les catégories plus classiques du militant ou du citoyen compétent, qui constituent ainsi le fond de cette nouvelle représentation. La métaphore théâtrale suggère que le fond qui confère à ce type de représentation son relief particulier peut aussi être assimilé à un « décor ». Or, à considérer le cadre dans lequel ont lieu les réunions du Conseil des habitants, on ne peut nier que les performances de Greta, Fabian et Uwe manquent de décorum. Les locaux du « management de quartier » sont en effet très impersonnels. Une moquette grise, des murs blancs tapissés de cartes, de grandes armoires à dossiers, des bureaux et des tables blanches à pieds métalliques en sont les seuls ornements. Rien ne signale que cette « agence » a accueilli d'importants moments de sociabilité et de mobilisation : aucune photographie, aucun tract ne fait référence aux événements passés. La distinction que les membres du Conseil ont reçue quelques mois auparavant de la mairie de l'arrondissement pour saluer leur engagement a été soigneusement classée dans un dossier. L'enfermement des membres du Conseil des habitants dans le rôle de l'usager découle donc du fait que, dans cette situation, ils sont tributaires du manager de quartier pour représenter un collectif sur la scène publique (*Vorstellung*).

À ce stade, les limites que l'homogénéité sociale du groupe et les problèmes de « présentation » posent au débat dans la séquence que je viens d'analyser ne suffisent pas à dénier tout caractère public au Conseil des habitants. Il partage ces problèmes avec bien d'autres cas et,

même si la délibération ne débouche pas sur une définition maximale du bien commun, elle a au moins le mérite d'être politisée. Ce n'est pas le cas des exemples de discussion qui suivent, dont le modèle domine durant l'ensemble de ma présence sur le terrain.

Un collectif éclaté

À partir du mois de mars 2005, l'équipe du « management de quartier » fixe une nouvelle question à l'ordre du jour des réunions du Conseil des habitants : celle de son « autogestion » (*Selbstorganisation*). Dans un premier temps, il s'agit de décharger l'équipe du travail administratif qu'implique le Conseil. Cette question est rapidement liée à l'introduction du Conseil de quartier et aux rôles respectivement assignés aux deux instances. Après plusieurs mois de débat entre les membres du Conseil, le représentant du Sénat de Berlin chargé du suivi local du dispositif et l'équipe du « management de quartier », Klaus Rüdiger est désigné le 15 août 2005 pour s'occuper de la gestion administrative des deux Conseils (Conseil des habitants et Conseil de quartier) tandis que de nouveaux locaux, situés à quelques mètres de ceux du management, sont inaugurés le 27 décembre 2005. La première réunion que le Conseil des habitants organise de façon « autogérée » a lieu dans ces locaux le 31 janvier 2006. Les managers de quartier n'y ont pas été conviés.

Un seul point figure à l'ordre du jour : la discussion d'une lettre envoyée par les porte-parole du Conseil des habitants, Martin Witte et Greta Dahlewitz, aux groupes politiques du Parlement de Berlin. Dans cette lettre, les porte-parole accusent l'équipe actuelle du « management de quartier » d'exclure le Conseil des processus de décision. Ils remettent ensuite en cause la nature démocratique du futur Conseil de quartier (*Quartiersrat*) dont la composition conduirait à exclure deux tiers des membres du Conseil des habitants (*Bewohnerbeirat*) de toute participation à l'échelle du quartier⁴⁰⁷. Malgré deux mots d'introduction du secrétaire et de Jörg Bischof invitant les participants à débattre dans le calme, la discussion s'échauffe rapidement : « (*Martin Witte*) – Avant toute chose, je demande à ce qu'un nouveau point soit introduit à l'ordre du jour : je veux connaître les détails de la réunion de mardi dernier. [Un vote est organisé, la demande de Martin Witte est acceptée avec 6 voix contre 5]. (*Klaus Rüdiger s'adressant à Martin Witte et Greta Dahlewitz*) – J'ai reçu une lettre du Sénat me demandant des comptes au sujet de la lettre que vous avez envoyée aux groupes politiques du Parlement de Berlin. Comme je n'en avais jamais entendu parler, mardi j'ai réuni Fabian, Hans, Uwe et Hermann pour savoir s'ils étaient au courant de quelque chose. Je ne vous ai pas convoqués parce que vous avez agi sans me

407 D'après la lettre envoyée par e-mail le 8 janvier 2005 aux fractions politiques du Parlement de Berlin.

consulter. (*Jörg Bischof en haussant fortement le ton*) – Mais qu'est-ce que c'est que ce travail ! On a l'air de quoi ! Les uns comme les autres vous donnez une mauvaise image du Conseil. Va pas falloir que je m'étonne si on me coupe les subventions pour les tournois de football ! (*Fabian Kaufmann*) – Je trouve aussi que la qualité des discussions au Conseil a baissé. J'étais pas au courant pour la lettre, c'est pas normal. (*Martin Witte*) – Bon, tout ça c'est parti d'un entretien avec Brauer⁴⁰⁸ pendant sa permanence. Il nous a dit qu'aucune décision du Parlement ne couvrait la création de Conseils de quartier ni le remplacement d'autres structures de participation des habitants. C'est comme ça que Greta et moi avons décidé d'envoyer une lettre aux parlementaires. Il fallait qu'on agisse vite et jusqu'à présent nos fonctions de porte-parole nous ont toujours permis d'agir comme ça quand c'était dans l'intérêt du Conseil. On peut se féliciter du résultat, que l'on doit surtout à Greta : en réponse à notre lettre, Claudia Hämmerling⁴⁰⁹ a adressé dix questions au Sénat. Maintenant il va devoir rendre des comptes. (*Fabian Kaufmann*) – Et qu'est-ce qui est censé se passer après ? (*Greta Dahlewitz*) – J'ai déjà envoyé deux lettres en mon nom propre à Junge-Reyer⁴¹⁰ il y a quelques mois. Je lui rappelais notre travail dans le cadre du projet de restructuration urbaine, combien ça nous avait demandés d'énergie et combien ça valait aussi le coup. Je lui disais que depuis un an, nous ne sommes plus impliqués dans quoi que ce soit. Je lui disais que la façon dont ce Conseil de quartier est introduit me paraît bizarre : pour l'instant, on n'en a pas encore vu la couleur alors qu'on a déjà élu Klaus Rüdiger au poste de secrétaire. Et des dix-huit membres du Conseil des habitants seuls 6 vont siéger dans le nouveau Conseil. Comme j'ai jamais reçu de réponses j'ai décidé d'écrire cette lettre avec Martin. Le Conseil de quartier va seulement se préoccuper d'argent. En nous limitant à ça, on nous enlève la politique. [Fabian Kauffmann manifeste sa désapprobation en soupirant bruyamment]. J'ai fait circuler notre lettre auprès de quelques membres du Conseil en leur demandant leur avis. Comme j'ai eu aucun retour, j'ai envoyé la lettre. J'ai peut-être pas réussi à atteindre tout le monde, c'est une erreur, je suis désolée. » À l'issue de ces deux interventions, les fonctions de porte-parole et de secrétaire ainsi que les modalités de prise de décision au sein du Conseil suscitent plusieurs réactions : « (*Rolf Banggartz à Klaus Rüdiger*) – Ce qui s'est passé mardi n'est pas normal. S'il y a un problème, il faut appeler les porte-parole et leur dire "Mais qu'est-ce que vous avez fait ?". Pas organiser une rencontre illégale (*illegales Treffen*) à la place. Ça n'amène que des dissensions et de la méfiance. (*Klaus Rüdiger*) – Les porte-parole ont été les premiers à amener de la méfiance en ne consultant pas tout le monde ! (...) C'était pas normal

408 Il s'agit du député de la circonscription de Marzahn Nord au Parlement de Berlin.

409 Il s'agit d'un député du groupe des verts.

410 Il s'agit de la Sénatrice qui dirige l'administration chargée du développement urbain.

qu'ils envoient la lettre comme ça ! (*Greta Dahlewitz et Sonia Dietrich*) – Mais ça a toujours fonctionné comme ça ! (*Klaus Rüdiger*) – Dans ses questions au Sénat, Claudia Hämmerling met personnellement en cause [le manager du quartier]. J'ai participé à une conférence des Verts à Mitte sur les Conseils de quartier à Berlin. Vous ne vous rendez pas compte qu'on est en avance sur les autres quartiers ! Dans quelques années, il n'y aura plus de management de quartier, il faudra des gens forts pour le remplacer, on peut être de ceux-là ! Moi aussi je marche sur les pieds [du manager actuel], contrairement [au manager précédent], il faut tout le temps le relancer, mais j'apprécie ses projets. (*Jörg Dahlewitz*) – Quels projets ? (*Martin Witte*) – On ne parle pas de projets ici ! (...) (*Uwe Kloppenburg*) – Bon, il faut aller de l'avant. Moi j'ai toujours confiance dans les porte-parole. Ils ont envoyé la lettre conformément au fonctionnement habituel du Conseil. On a toujours fait comme ça avant. Parfois il faut fonctionner rapidement, c'est important pour marcher sur les pieds des politiques. (*Sonia Dietrich*) – Si tout le monde n'est pas d'accord, il faut dire comment on communique entre nous à l'avenir. (*Greta Dahlewitz*) – Je propose la chose suivante : le Conseil reste tel qu'il est, les porte-parole conservent leur fonction et Klaus est celui à qui on demande de communiquer certaines choses à l'ensemble du groupe. » À l'issue de cette intervention, la discussion dévie sur la place du Conseil dans l'architecture institutionnelle du « management de quartier ».

À la réunion suivante, la lettre envoyée par les deux porte-parole aux groupes politiques du Parlement de Berlin figure à nouveau à l'ordre du jour. Je n'ai pas assisté à cette réunion. Voici le compte-rendu que m'en donne Martin Witte dans une correspondance électronique : « (*Martin Witte*) – Ça a de nouveau chauffé au moment d'aborder le point "lettre". (...) Klaus Rüdiger a laissé entendre qu'il voulait s'excuser auprès du "gouvernement du Land" (*Landesregierung*) mais il n'avait aucune chance. (*Moi*) – Ah bon, pourquoi ? Tout le monde était contre son idée ? (*Martin Witte*) – Parce que suite à la demande de R. Banggartz et aux menaces des Dahlewitz (ils voulaient quitter la réunion), la discussion a été interrompue. J'ai à peine eu l'occasion de demander à Rüdiger quelle était son intention. (...) Mais à part moi, personne ne s'intéressait à la poursuite de la discussion »⁴¹¹. La question ne revient pas à l'ordre du jour des réunions suivantes. De même, le projet de rédaction d'un nouveau règlement qui avait été voté à l'issue de la réunion de février est abandonné dès le mois de mars : les débats qu'il suscite entre Martin Witte et Klaus Rüdiger sont jugés trop personnels par Rolf Banggartz, Sonia Dietrich, Greta et Jörg Dahlewitz⁴¹².

411 D'après les notes de terrain du 31 janvier 2006, les comptes-rendus des réunions du Conseil des habitants des 31 janvier et 28 février 2006 et la correspondance électronique du 3 mars 2006.

412 Notes de terrain du 28 mars 2006.

Dans cette séquence de discussion, la lettre envoyée par Martin Witte et Greta Dahlewitz joue le rôle d'un agent révélateur : elle conduit le groupe à exprimer clairement sa division. Celle-ci peut s'interpréter de deux manières, selon le sens de lecture de la représentation politique adopté. Du point de vue de la lecture classique (*Stellvertretung*), l'éclatement du groupe est la conséquence de l'arrivée de nouveaux membres, porteurs de nouvelles perspectives. La lecture inversée (*Repräsentation*) y voit plutôt un effet de son « autogestion ».

Considérée à partir de la lecture classique de la représentation politique (*Stellvertretung*), la première réunion « autogérée » du Conseil des habitants a tout d'une mise à l'épreuve. Son enjeu est en effet d'évaluer l'action de Martin Witte, Greta Dahlewitz et Klaus Rüdiger et leur capacité à représenter le groupe au sens substantiel du terme. Par rapport à la séquence précédente, aucun argument n'est disqualifié ou écarté. Nous avons affaire à une communauté d'expériences : au Conseil des habitants, il suffit d'habiter le quartier pour pouvoir s'exprimer avec l'« autorité de l'expérience ». Dans cette séquence, à l'exception des trois membres mis à l'épreuve, les autres sont donc tous des représentants au sens indiciaire du terme dotés de la même légitimité à s'exprimer sur les affaires qui concernent leur quartier. De telles conditions de débat sont suffisamment exceptionnelles pour être soulignées. Contrairement à celles de la séquence précédente, elles devraient en effet favoriser une définition plus inclusive du bien commun. Pourtant, le conflit qui se cristallise autour de la lettre envoyée par Martin Witte et Greta Dahlewitz est réduit au prix d'une dépolitisation du débat. Cette observation confirme-t-elle le point de vue d'Anne Phillips sur la délibération : même lorsque les conditions d'égalité sont réunies, la délibération peut au mieux déboucher sur un consensus ? Mon hypothèse est plutôt la suivante : le groupe met en place des stratégies de dépolitisation parce que l'ensemble de ses membres veut éviter de remettre en jeu la légitimité qu'il a acquise par le passé dans le quartier en la fondant sur de nouvelles bases.

Depuis sa mobilisation dans le cadre du projet de restructuration urbaine, la composition du Conseil des habitants s'est considérablement diversifiée aussi bien du point de vue des caractéristiques sociales (Fabian Kaufmann et Hans Müller sont issus des familles populaires du quartier, Natalja Gründig appartient à une famille de « Aussiedler », Fabian Kaufmann et Mme Klönne ont grandi ou vécu à l'ouest, Klaus Rüdiger est un ancien chef d'entreprise, Mme Normann fait partie des rares petits propriétaires du quartier) que de celui des expériences militantes de ses membres (plusieurs personnes n'ont jamais adhéré à un parti et/ou s'engagent dans des associations du quartier, Natalja Gründig et Fabian Kaufmann votent pour le parti socialiste allemand). La diversité des points de vue exprimés sur les actions de Martin Witte, Greta Dahlewitz et Klaus Rüdiger reflète ainsi l'hétérogénéité sociale et militante du groupe. L'intervention de Jörg Bischof fait par exemple référence au bien commun de la cité de l'opinion (d'après lui, l'action des trois

membres évalués ternit l'image du groupe). On peut y voir l'effet de son engagement dans le club de football du quartier où il est chargé depuis plusieurs années du travail de relations publiques (*Öffentlichkeitsarbeit*). Martin Witte et Greta Dahlewitz défendent leur action en s'appuyant sur le bien commun de la cité civique (ils auraient agi dans l'intérêt général). Le soutien que leur témoignent Uwe Kloppenburg, Sonia Dietrich et Rolf Banggartz, trois autres membres qui ont participé à la mobilisation dans le cadre du projet de restructuration urbaine, indique que ce principe fonde l'action du groupe et l'engagement de ses membres au moins depuis cet épisode. À en juger par son adhésion aux actions du « management de quartier », Klaus Rüdiger semble plutôt s'engager en fonction du bien commun de la cité par projet. Le soutien que lui témoignent d'autres membres du Conseil comme Fabian Kaufmann suggère que ce principe fédère aussi les personnes issues de la sphère associative. À l'occasion du chapitre 2, j'ai en effet indiqué que la mise en place du « management de quartier » a conduit les associations locales à adopter une logique de gestion par projets pour conduire leur action. Dans la mesure où tous les membres du Conseil s'expriment avec la même légitimité, le point de vue majoritaire défendu par une partie des plus anciens (Martin Witte, Greta Dahlewitz, Uwe Kloppenburg, Sonia Dietrich et Rolf Banggartz) ne s'impose pas. Dans ces conditions, le conflit que cristallise la lettre envoyée par Martin Witte et Greta Dahlewitz aux parlementaires de la ville pourrait être l'occasion de produire un compromis ou, pourquoi pas, un nouveau principe d'ordre légitime permettant d'intégrer l'ensemble des points de vue exprimés dans une définition commune du bien⁴¹³. Pourtant, ce conflit est systématiquement évité. On retrouve dans les arguments invoqués par ceux qui interrompent les débats un processus d'évitement similaire à celui que Camille Hamidi repère en France dans des associations locales issues de l'immigration (Hamidi, 2006). Elle cite l'exemple d'une discussion entre une responsable d'association d'origine maghrébine et deux jeunes adhérentes d'origine française. Le débat porte sur le racisme à l'embauche à partir de l'exemple de l'employeur de l'une des deux adhérentes d'origine française et de celui du mari de la responsable d'origine maghrébine à la recherche d'un emploi. Au cours de la discussion, les adhérentes d'origine française reprennent à leur compte les clichés racistes sur les « Arabes » et opposent ce groupe aux « Français ». D'après Camille Hamidi, la responsable maghrébine dépolitise la discussion en ramenant son mari à un cas singulier (il n'est pas « Arabe » et il est « travailleur ») : cette manœuvre lui permet d'éviter d'avoir à remettre en cause les clivages proposés par ses interlocutrices d'origine française (Hamidi, 2006, pp. 17-18). Dans le cas du Conseil des habitants, la dégradation de la qualité des délibérations au sein du groupe (les participants s'attaquent personnellement), qui n'est que la conséquence de leur désaccord sur les

413 A partir de la comparaison entre trois budgets participatifs mis en place dans des pays européens différents, Julien Talpin identifie par exemple une « grammaire participative » dérivée des principes de la cité de l'opinion, de la cité civique, de la cité marchande et de la cité par projets (Talpin, 2007, pp. 149-152).

principes qui fondent son action, ne donne pas lieu à la fixation de règles qui permettraient d'améliorer la tenue du débat mais sert à justifier son interruption (ce n'est qu'un conflit personnel). Dans les deux cas, la manœuvre d'évitement consiste ainsi à singulariser une situation afin d'éviter d'avoir à se mettre d'accord sur les principes qui peuvent servir à l'appréhender de façon plus générale. Les membres les plus anciens ne sont pas les seuls à interrompre les discussions conflictuelles de cette façon : en mars, Klaus Rüdiger fait une dernière tentative pour relancer le débat sur la lettre de Martin Witte et Greta Dahlewitz ; cette fois, il est stoppé dans son élan par Fabian Kaufmann qui lui rappelle que le groupe a décidé de ne plus revenir sur cette discussion⁴¹⁴. Il est donc difficile d'y voir une stratégie des membres les plus anciens pour conserver un *statu quo* qui favorise la prééminence de leur point de vue au sein du groupe. Dans le cas des associations locales issues de l'immigration qu'elle analyse, Camille Hamidi considère que leurs membres évitent les conflits parce qu'ils y recherchent des liens de sociabilité (Hamidi, 2006, p. 16). Cette hypothèse peut effectivement valoir pour Greta Dahlewitz : le Conseil des habitants constitue pour elle une alternative aux lieux de sociabilité militante que représentaient le parti néocommuniste ou les associations locales. Elle tient plus difficilement pour Jörg Bischof ou Uwe Kloppenburg, qui s'investissent dans d'autres associations du quartier, ou pour les nouveaux membres dont la participation découle de liens de sociabilité préexistants. L'extrait d'une correspondance électronique entre Klaus Rüdiger et Martin Witte datant du mois de novembre 2005 suggère une autre hypothèse :

« (Klaus Rüdiger) – Dans le quartier, certaines personnes pensent qu'il existe un Conseil des habitants influent, qui sera bientôt en mesure de prendre en main le sort du quartier. D'abord en tant que groupe de 6 personnes (*Fraktion*) dans le futur Conseil de quartier (*Quartiersrat*). (...) Les 6 personnes élues pourront représenter une force non négligeable en pesant de leur poids, de leur expérience et de leur compétence dans les décisions. Nous débattons au Conseil des habitants mais agissons d'une seule voix au Conseil de quartier. Nous aurons besoin d'une telle discipline. (...) Dans le quartier de la Boxhagenerplatz à Kreuzberg, l'agence de quartier a été dissoute, la vie continue et les problèmes sont désormais résolus par les habitants eux-mêmes. D'après toi, la vie s'arrête avec la disparition de l'agence ou quoi ? Je te demande de reconsidérer ta déclaration de presse en tenant compte des points que je viens de t'énoncer. J'aimerais que tu arrêtes ces querelles et te convaincre de t'investir dans la réussite du Conseil de quartier, c'est le moment et tu as l'expérience nécessaire. (Martin Witte) – Les raisons qui doivent m'encourager à "m'investir dans la réussite du Conseil de quartier" et à exercer avec ça de la discipline, de la discipline de groupe

414 Notes de terrain du 28 mars 2006.

(*Fraktionsdisziplin*), sont pour moi de bonnes raisons de m'y opposer. C'est pourquoi je ne veux pas encore les discuter ici une à une. Il est plus important de savoir et de prendre en compte que le Conseil des habitants ne représente en aucun cas une suite naturelle de l'agence du quartier, mais que c'est le centre social qui doit jouer ce rôle⁴¹⁵. »

Dans son message, Klaus Rüdiger fait référence à une déclaration de presse que Martin Witte projette de soumettre au vote du Conseil pendant la réunion du 29 novembre 2005. Martin rédige sa déclaration à la suite d'une série de réunions avec l'équipe du « management de quartier » et le fonctionnaire du Sénat chargé du suivi local de ce dispositif. Ces réunions portent sur les modalités de l'« autogestion » du Conseil des habitants et la création du Conseil de quartier. Dans sa déclaration de presse, Martin défend un point de vue proche de celui d'Uwe Kloppenburg cité en introduction et annonce la dissolution du Conseil des habitants. Ce projet me donne l'occasion d'observer pour la première fois les manœuvres d'évitement du conflit dont j'ai décrit la logique plus haut : la déclaration de presse de Martin Witte n'est pas incluse dans l'ordre du jour de la réunion du 29 novembre mais sa discussion est repoussée à une réunion extraordinaire, finalement annulée. Elle n'apparaît plus dans les ordres du jour des réunions suivantes. La déclaration de Martin Witte n'est donc jamais discutée. Le message que lui adresse Klaus Rüdiger le 8 novembre 2005 a le mérite d'énoncer explicitement les raisons pour lesquelles son auteur souhaite préserver l'existence du Conseil des habitants : il a acquis une légitimité dans le quartier et il donne donc à ses membres la capacité d'y exercer du pouvoir. L'argumentation de Klaus n'a rien de politique : elle trahit un attrait personnel pour le pouvoir. Cela explique que Martin Witte le sanctionne (il estime que les arguments de Klaus sont de « mauvaises raisons » de s'investir dans le Conseil de quartier) et ne diffuse pas sa correspondance auprès des autres membres. Je pense cependant que le point de vue de Klaus est partagé par la plupart d'entre eux : ils évitent les conflits parce qu'ils pensent que pour conserver leur pouvoir il vaut mieux préserver la base sur laquelle le Conseil des habitants a acquis sa légitimité dans le quartier. Fonder son action sur de nouvelles bases supposerait en effet une nouvelle mise à l'épreuve publique, dont l'issue n'est jamais assurée.

Que nous apprend la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*) sur les rapports de pouvoir en jeu dans cette situation ? Selon cette lecture, l'égalité entre les différents participants, que j'ai saluée dans l'interprétation qui précède, est à la source du conflit. La mise en cause de Martin Witte et Greta Dahlewitz indique en effet que le groupe ne se reconnaît plus dans ses représentants. Il éclate parce qu'aucun de ses membres n'est en mesure de le représenter, au sens

415 Correspondance électronique du 8 novembre 2005 que Martin Witte me transmet le 10 novembre 2005 (cette correspondance n'a pas été diffusée auprès des autres membres du Conseil des habitants).

théâtral du terme (*Vorstellung*). Autrement dit, l'« effet d'oracle », dont le fonctionnement a été analysé par Pierre Bourdieu, ne prend plus. De nouveaux membres peuvent ainsi revendiquer, à l'instar de Klaus Rüdiger, leur propre pouvoir de représentation face à celui que détiennent les anciens porte-parole. On peut objecter que certains membres du groupe, comme Uwe Kloppenburg, Sonia Dietrich et Rolf Banggartz se reconnaissent encore dans la performance de Greta Dahlewitz et Martin Witte puisqu'ils contestent l'action de Klaus Rüdiger. Dans leur cas, ce respect découle plutôt de la mémoire qu'ils gardent des performances passées que du sentiment que leur inspirent les performances actuelles de Greta Dahlewitz et Martin Witte : dans leurs interventions, ils font continuellement référence à l'épisode de la mobilisation du Conseil dans le cadre du projet de restructuration urbaine, mais aucun d'eux ne félicite Greta ou Martin pour la lettre qu'ils ont envoyée au Parlement de Berlin. De la même façon, l'ascendant que Greta Dahlewitz ou Klaus Rüdiger exercent sur le groupe ne tient pas à leur capacité à l'incarner sur la scène publique mais découle plutôt des moyens qu'ils emploient pour manœuvrer une partie de ses membres à leur insu et que Jörg Bischof dénonce à juste titre (réunion secrète, diffusion partielle des informations). D'après Pierre Bourdieu, la remise en cause du pouvoir de représentation de Greta et Martin au sein du groupe découlerait de sa diversification sociale : étant issus de l'ancienne « Intelligence socialiste » du quartier, ces derniers défendent des points de vue qui ne sont pas partagés par les membres plus populaires (Jörg Bischof, Fabian Kaufmann). À cette interprétation, on peut néanmoins objecter que ces derniers ne se reconnaissent pas non plus dans l'action de Klaus Rüdiger, qui défend pourtant leur point de vue sur l'action de Greta et Martin : Jörg la désavoue et Fabian ne lui témoigne pas explicitement son soutien. De plus, Jörg Bischof fait partie des membres les plus anciens du Conseil. Là encore, on pourrait objecter que Klaus Rüdiger faisant lui aussi partie de l'ancienne « Intelligence socialiste », les membres populaires ne lui font pas confiance. Mais dans ce cas, s'il ne se dessine aucun concurrent sérieux au pouvoir de représentation de Greta et Martin, pourquoi l'« effet d'oracle » ne fonctionne-t-il plus ? Au fond, le conflit devrait être passager. D'après moi, l'incapacité de Greta, Martin et Klaus à figurer le groupe sur la scène publique découle donc davantage d'une défaillance de la « présentation » (*Darstellung*) liée à l'« autogestion » que le « management de quartier » et le Sénat de Berlin imposent aux membres du Conseil. L'intervention de Jörg Bischof, qui déplore que l'image du Conseil se soit ternie dans le quartier, étaié cette hypothèse. J'ai montré dans la séquence précédente que le fond par rapport auquel les membres du Conseil représentaient, au sens théâtral du terme (*Vorstellung*), était précaire parce que le manager de quartier était le seul à assumer la fonction de « présentation » (*Darstellung*) nécessaire à ce type de représentation. Dans la situation qui m'intéresse ici, le Conseil des habitants *est* désormais ce fond. Avec l'« autogestion », la localisation scénique des réunions du

Conseil a en effet changé. Dans la séquence précédente, la réunion du Conseil a encore lieu sur la scène publique. Bien que le manager de quartier enferme ses membres dans un rôle déterminé, il leur en assigne un : celui d'usager. Dans la séquence qui m'intéresse, les réunions sont reléguées en coulisse : elles continuent à être fréquentées par des élus ou les managers de quartier mais ceux-ci n'assignent plus aucun rôle aux membres du Conseil. Autrement dit, ceux qui, à l'instar des historiens benjaminien et des acteurs goffmanien, circulent entre la scène et la coulisse semblent avoir remis les membres du Conseil à l'arrière-plan. Cette observation confirme *a contrario* que la capacité des membres du Conseil à représenter un collectif sur la scène publique a toujours été tributaire des pouvoirs publics. On voit ici que la relégation du Conseil en coulisse a un effet sur la qualité des débats : dans la mesure où ceux-ci ne se déroulent plus sur la scène publique, ils n'ont plus besoin de se conformer aux règles qui garantissent la cohérence d'une représentation en assignant à chacun un rôle et une place. Les réunions du Conseil sont donc plus confuses et chaotiques. Dans ces conditions, quelle va être la position de ses membres au sein du Conseil de quartier ? Que vont y valoir leurs interventions si, pour reprendre l'expression d'Anna Hofer, ils ont perdu leur « visage » ?

Des habitants en mal de légitimité

Le 3 avril 2006, une assemblée de quartier est organisée afin de présenter publiquement les nouveaux membres du Conseil de quartier (*Quartiersrat*). Il comprend 23 sièges. 9 d'entre eux sont occupés par les représentants des associations et institutions locales (1 crèche, 2 écoles élémentaires et 2 bailleurs). Ces représentants sont nommés par leurs institutions d'appartenance. Le Conseil des habitants (*Bewohnerbeirat*) et le Forum libre des Aussiedler ont élu respectivement 6 et 2 représentants au cours de l'année 2005. Enfin, les 6 sièges restant sont pourvus par tirage au sort à partir des registres municipaux. L'assemblée est peu fréquentée (je compte 50 personnes tout au plus). Aucune des personnes tirées au sort ne s'est présentée. Elles sont remplacées par 6 personnes qui se portent volontaires pendant la réunion⁴¹⁶.

Les premières réunions sont organisées à un rythme bimensuel : d'ici la fin de l'été, le Conseil de quartier doit examiner une soixantaine de projets. Le représentant de la société immobilière communale met un terme à toute velléité de débat sur les relations entre le Conseil de quartier et les autres dispositifs participatifs dès la première réunion : « Je sens revenir les discussions stériles auxquelles j'assiste depuis l'année dernière au Conseil des habitants. Il faut arrêter de discuter dans le vide. C'est

416 Notes de terrain du 3 avril 2006.

paralysant. Laissez venir les projets, si des problèmes se posent, nous en discuterons le cas échéant. Il faut arrêter de parler à tors et à travers et produire maintenant quelque chose de concret ». La fin de son intervention est accueillie par un tonnerre d'applaudissements⁴¹⁷.

Le premier incident survient en mon absence le 6 septembre 2006. Martin Witte s'en fait le premier écho dans une correspondance électronique du 10 septembre : « Heureusement que tu ne pouvais pas assister à notre dernière réunion, j'en aurais été mort de honte. Pendant la réunion du 6 septembre une violente dispute a éclaté entre les représentants d'intérêts⁴¹⁸ et les membres du Conseil de quartier élus par le Conseil des habitants. [Le fonctionnaire du Sénat] en est arrivé à la conclusion que "la particularité de ce Conseil de quartier réside dans l'opposition que manifestent les représentants du Conseil des habitants à l'encontre des associations". (...) La dispute est partie d'un sujet qui semblait inoffensif. Il y a deux mois, nous avons validé l'idée d'un calendrier de recettes avec 17 voix contre 2. L'agence du quartier a lancé un appel d'offres, a mis en place un jury qui a choisi une agence de publicité. [Le 6 septembre], nous avons examiné le projet de cette agence, qui était plus flou que l'idée que nous avons validée. Personne n'était en mesure de répondre à des questions concrètes sur le contenu, le public cible etc. (par exemple : "Comment le quartier intervient-il dans le calendrier ? Quels plats seront présentés ?"). À ce moment de la discussion [la fonctionnaire de l'arrondissement] et [l'éducatrice en charge du réseau des clubs de jeunes] n'arrêtaient pas d'intervenir⁴¹⁹. Malgré tout – et c'est là que commence le "scandale" – le projet n'a récolté que 12 voix favorables contre 8 défavorables, or, d'après le règlement, il faut que les projets soient acceptés avec une majorité aux deux tiers pour passer. C'est là que ça a commencé. [Le manager de quartier] a failli perdre toute contenance. Visiblement, tout était déjà réglé avec l'agence de publicité. Les représentants d'intérêts (crèche et école) réclamaient plus de poids dans les décisions. [Le manager de quartier] concluait que l'on devait supprimer la règle de la majorité aux deux tiers. Le reste de la discussion se résume à des injures adressées aux gens du Conseil des habitants, qui ont été sommés de justifier leur vote. À ce moment, Jörg [Dahlewitz] a perdu tout contrôle de lui-même et a dépassé les limites que lui imposait sa fonction de Président en exposant son avis personnel et ses propres intérêts tout en coupant la parole aux autres. Rolf Banggartz a mis fin à la dispute au moment où elle

417 Notes de terrain du 12 avril 2006.

418 Martin Witte parle des représentants des associations et institutions locales.

419 La fonctionnaire de l'arrondissement aurait qualifié les questions citées en exemple par Martin Witte de subjectives (*unsachlich*). Notes de terrain du 14 septembre 2006.

culminait avec le départ de Jörg Bischof qui quittait la salle en signe de protestation⁴²⁰. »

Le jour suivant cette correspondance, je retrouve Monika Varga au Café de la Tour. Elle assure la vice-présidence du Conseil de quartier et revient sur la dispute du 6 septembre en ces termes : « C'était une réunion terrible, tu peux pas t'imaginer. J'avais encore jamais vu ça ici. Jörg [Dahlewitz] est complètement sorti de son rôle de Président et le Conseil des habitants agissait en faction, c'était clair : ils étaient assis ensemble, se concertaient pour voter. C'est connu, ils n'acceptent pas les associations extérieures. Ce qu'ils oublient, c'est que les associations locales auraient aussi pu participer à l'appel d'offres. Si elles ne l'ont pas fait, c'est qu'elles n'avaient pas les compétences. En plus, il y avait des habitants qui siégeaient dans le jury qui a choisi l'agence de publicité. Et puis il faut qu'ils arrêtent avec ce soi-disant intéressement des associations : ce qui est important, c'est que le projet soit fait, on s'en fiche de savoir où ou à qui va l'argent. Les associations travaillent aussi pour le quartier, ils ont tendance à l'oublier. Et puis franchement, faut voir les propositions qu'ils font. Moi je suis bien contente que le projet de "milice citoyenne" (*Bürgerwehr*) de Jörg Dahlewitz ait été refusé [Julia Fischer qui assiste à notre discussion acquiesce], c'est un peu réac' quand même. Pour moi, le projet de calendrier de recettes est plus important que les crottes de chiens⁴²¹. Mais c'est impossible d'avoir une discussion objective (*sachlich*) avec eux. Ça tombe tout de suite dans des attaques personnelles. Tu sais ce qu'ils ont dit quand on leur a demandé de justifier leur vote ? "On vote avec le ventre" : si ça c'est pas subjectif ! Il faut voter avec des critères objectifs qui témoignent d'une compétence sur les projets. Moi je comprends que [le manager de quartier] ait été dégoûté : il s'est farci tout le boulot de l'appel d'offres, de la négociation avec l'entreprise, l'idée avait été acceptée et maintenant il a l'air de quoi face à l'entreprise qui a dû commencer à travailler ? C'est pas cohérent et c'est manquer de respect envers son travail⁴²². »

Enfin, Greta Dahlewitz me transmet le 16 septembre une correspondance électronique qu'elle a échangée avec le fonctionnaire du Sénat qui assiste aux réunions du Conseil de quartier. Il y défend le point de vue suivant sur la réunion du 6 septembre : « On ne peut pas nier qu'il existe des *a priori* négatifs et des antipathies personnelles. Et d'après moi, chacune des parties y a sa part de responsabilités. Je ne partage pas plusieurs interventions de [la fonctionnaire de l'arrondissement]. Et je

420 Correspondance électronique du 10 septembre 2006.

421 Monika fait référence à un projet mis en place par le Conseil des habitants.

422 Notes de terrain du 11 septembre 2006.

vous accorde que plusieurs reproches émanant du rang des associations ne contribuent pas à produire une atmosphère constructive. Cela étant, certains membres du Conseil des habitants ne ratent aucune occasion pour montrer qu'ils n'ont jamais voulu du Conseil de quartier sous sa forme actuelle et on a l'impression que cette orientation se traduit aussi dans leurs décisions. Plusieurs interventions (vous savez de qui je parle⁴²³) donnent aussi l'impression de vouloir remettre en cause l'ensemble de la procédure plutôt que de contribuer à une discussion de fond. Dans ces conditions, une collaboration "harmonieuse" pour le bien du quartier n'est naturellement pas possible⁴²⁴. »

Au cours de cette séance du Conseil de quartier, les membres du Conseil des habitants sont publiquement disqualifiés. Les deux lectures de la représentation politique que j'ai dégagées identifient chacune des sources différentes à cette disqualification. Dans la perspective classique de la représentation politique comme mandat (*Stellvertretung*), elle découle d'une mauvaise composition du public admis à prendre la parole et de la faible qualité délibérative de l'ensemble du dispositif. À l'inverse, la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*) montre que l'incapacité des membres du Conseil à incarner un bien commun sur la scène publique depuis l'épisode de « l'autogestion » le confine à un rôle de figuration rendant vaine toute tentative pour contester les représentations du bien commun que les acteurs associatifs et institutionnels donnent sur cette scène.

L'ensemble des témoignages que je recueille sur la réunion du 6 septembre converge vers l'idée suivante : les débats au sein du Conseil de quartier sont structurés par l'opposition entre les représentants du Conseil des habitants et ceux des associations et institutions locales. Monika Varga et le fonctionnaire du Sénat chargé de superviser le « management de quartier » tiennent les représentants du Conseil des habitants pour responsables de cette polarisation : ils agissent en « faction » pour la première ou font systématiquement obstruction au déroulement des réunions pour le second. Tous les deux voient ainsi dans les interventions des représentants du Conseil des habitants le produit d'une stratégie concertée. Leur jugement contraste avec l'impression qui se dégageait de la lecture de la séquence précédente : dans ce cas, c'est justement un point de vue unifié qui fait défaut au Conseil des habitants. La lecture classique de la représentation politique montre que, loin d'être le produit d'une stratégie concertée ou d'une « discipline » de groupe, cette unité découle plutôt de la légitimité sur laquelle ses membres fondent leur vote : l'« autorité de l'expérience ». C'est du moins ce que suggère l'intervention de Greta Dahlewitz lorsqu'elle affirme

423 Le fonctionnaire fait référence à Martin Witte.

424 Correspondance du 8 septembre 2006 entre Greta Dahlewitz et le fonctionnaire du Sénat.

que les membres du Conseil des habitants votent « avec leur ventre » : pour juger les projets soumis à leur appréciation, ils s'appuient sur le savoir qu'ils tirent de leur expérience quotidienne dans le quartier. Par rapport à la séquence où ils sont confrontés aux représentants de l'entreprise de transports publics, cette forme de légitimité ne les distingue pas des représentants des associations et institutions locales. Dans les situations où ils n'ont pas à défendre leurs propres projets, ces derniers représentent aussi le quartier au sens indiciaire du terme. En revanche, comme le montre le témoignage de Monika Vagra, les représentants des associations et institutions locales ne revendiquent pas le même point de vue sur ses problèmes que les membres du Conseil des habitants. Les premiers offrent la perspective de ceux qui y travaillent et gèrent ses équipements tandis que les seconds les appréhendent du point de vue de ceux qui l'habitent. Comme je l'ai montré dans le chapitre 3, le rapport que les professionnels entretiennent aux espaces qu'ils gèrent peut entrer en concurrence avec les rapports de possession parfois très intimes qui relient certains habitants à ces espaces. Dans ces conditions, l'opposition que cristallise la discussion du calendrier n'est pas étonnante. Elle tient à des expériences de natures différentes dont la confrontation devrait enrichir le débat. Pourquoi cette confrontation aboutit-elle à la remise en cause du vote du Conseil des habitants ? Pour répondre à cette question, deux hypothèses complémentaires se dégagent. La première insiste sur les effets de la répartition des sièges entre les différentes catégories de représentants indiciaires. Celle-ci tend en effet à privilégier certains points de vue par rapport à d'autres : celui des associations et institutions locales, qui disposent de 9 sièges, acquiert, par la force du nombre, davantage de poids que celui des « Aussiedler » (2 sièges) et des voix dispersées des 6 sièges occupés par des volontaires. Seuls les représentants envoyés par le Conseil des habitants sont en mesure d'opposer un front suffisamment unifié à celui des associations. Les deux perspectives s'imposent et polarisent le débat au détriment de perspectives minoritaires qui ne sont pas exprimées ou qui sont noyées dans le débat. Un mécanisme similaire était déjà en jeu dans la séquence de discussion du Conseil des habitants analysée plus haut : le point de vue de Jörg Bischof, qui est le seul à remettre en cause explicitement les actions des deux parties qui s'opposent (Martin Witte et Greta Dahlewitz vs. Klaus Rüdiger), est trop minoritaire pour éviter que le débat ne divise le groupe (anciens vs. nouveaux membres). Pourtant, dans la séquence précédente, aucun point de vue ne s'était imposé malgré la polarisation de la discussion. La mauvaise composition du public admis à prendre la parole ne suffit donc pas à expliquer la disqualification du vote des membres du Conseil des habitants. Il me semble qu'elle tient à la faible qualité des délibérations. Le travail du Conseil de quartier est en effet soumis à des impératifs administratifs plus contraignant que cela n'avait été le cas pour le jury citoyen mis en place dans le quartier entre 2001 et 2003. Celui-ci disposait d'un budget exceptionnel attribué par le Sénat de Berlin qu'il pouvait allouer tout

au long d'une période relativement indéterminée (en fait, jusqu'à épuisement du fond). Par contraste, l'activité du Conseil de quartier est davantage soumise aux impératifs budgétaires du programme « Soziale Stadt » qui découlent de la diversité de ses sources de financements. Si le Conseil de quartier n'alloue pas l'ensemble des 900 000 € attribués au quartier pour l'année 2006, les deniers restants seront reversés à d'autres quartiers et le budget de l'année suivante diminué d'autant. Les membres du Conseil ont donc à traiter un grand nombre de projets en un minimum de temps. Dans ce contexte, les managers ont tendance à limiter les débats afin de privilégier l'efficacité de la prise de décision. Durant les séances que j'ai observées, il est souvent arrivé que les jurés statuent sur des projets sans délibérer. Dans ces conditions, leur vote devient opaque : tous les participants n'ont pas l'occasion d'exprimer leur avis, ce qui laisse davantage de place au soupçon sur leurs motivations. La remise en cause du vote des membres du Conseil des habitants témoigne plus de cette opacité que d'une perte de légitimité : lors de la séance suivante, ils obtiennent des excuses de la part des autres participants⁴²⁵. En revanche, le jugement que Monika Varga porte sur les projets soumis à l'appréciation des jurés du Conseil de quartier par des membres du Conseil des habitants indique que ceux-ci ont perdu leur capacité à représenter leur quartier, au sens substantiel du terme : ils paient le prix de la faible politisation de leurs discussions et de la marginalisation du point de vue des nouveaux membres dans la définition du bien commun qui oriente leur action.

Si l'on considère la séance du Conseil de quartier du 6 septembre 2006 à partir de la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*), la disqualification du vote des membres du Conseil des habitants tient à leur incapacité à produire la représentation d'un collectif sur la scène publique (*Vorstellung*). À partir des deux séquences précédentes, j'ai montré qu'un tel problème peut découler soit d'une défaillance de la « présentation » (*Darstellung*), soit d'un changement dans la localisation scénique de la représentation (*Vorstellung*). Or, dans la situation qui m'intéresse, la fonction de « présentation » est assurée par une procédure : en réservant 6 sièges au Conseil des habitants, les pouvoirs publics les distinguent clairement des autres représentants. De la même façon, la représentation a bien lieu sur la scène publique puisque les managers de quartier, les fonctionnaires du Sénat, de l'administration locale et les représentants des associations et des institutions locales ne sont pas de simples visiteurs mais sont là pour incarner un bien commun devant un public (*Vorstellung*). L'incapacité des membres du Conseil des habitants à produire une représentation au sens théâtral du terme tient donc à l'absence de fond : avec l'« autogestion », ils ont perdu tout ancrage institutionnel et en sont désormais réduits à jouer le rôle d'« attrapes-visuelles ». Ce sont des figurants auxquels on demande de valider plus que de discuter des projets dont les détails sont réglés d'avance. N'est-ce pas aussi le cas des associations locales ? Bien qu'elles

425 Correspondance électronique avec Martin Witte du 29 septembre 2006.

soient, à l'instar du Conseil, des organisations sociales autonomes, elles interviennent dans le dispositif au titre des partenariats qui les lient à la municipalité et qui leur permettent d'assurer la gestion des équipements collectifs du quartier. Elles disposent donc d'un ancrage institutionnel qui fait défaut au Conseil des habitants. Ce défaut concerne aussi le Forum libre des Aussiedler. Durant les quelques séances auxquelles j'ai assisté, les deux représentantes de cette instance au Conseil de quartier ont validé les projets soumis à leur appréciation sans jamais risquer la moindre intervention. On ne peut expliquer ce silence seulement par les difficultés que ces deux personnes peuvent rencontrer pour s'exprimer en allemand : l'entretien que j'ai mené avec Natalja Gründig, l'une de ces représentantes, m'a prouvé qu'elle la maîtrisait mieux que moi, c'est-à-dire suffisamment pour comprendre les subtilités d'un débat public, même assez technique, et pour y intervenir dans des termes appropriés⁴²⁶. Je pense donc que ces deux personnes se taisent parce qu'elles savent que s'exprimer ne sert à rien : leur voix n'a pas le même poids que celle des autres représentants. Autrement dit, leur silence s'explique par un mécanisme tout à fait conscient d'intériorisation des rapports de pouvoir. Ceux-ci découlent de l'incapacité de ces représentantes à incarner un bien commun sur la scène publique. Comme dans le cas du Conseil des habitants, cette incapacité tient à l'absence de fond. Contrairement au Conseil des habitants, le Forum libre des Aussiedler n'a en effet jamais rempli le rôle d'un conseil (au sens de « Beirat ») auprès du « management de quartier ». Il a toujours été conçu comme une instance de représentation autonome. Autrement dit, il n'a jamais bénéficié de l'ancrage institutionnel que le Conseil des habitants a perdu avec l' « autogestion ».

Les deux lectures possibles de la représentation politique mettent l'accent sur des aspects différents du processus de « privatisation » qui caractérise la trajectoire du Conseil des habitants. Dans la perspective de la lecture classique de la représentation politique comme mandat (*Stellvertretung*), ce processus est lié à l'incapacité de ses membres à produire, par la délibération, des définitions assez inclusives du bien commun. Si l'on suit la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*), il tient plutôt à leur incapacité à incarner un collectif sur la scène publique. Ces deux interprétations de la trajectoire du Conseil mettent ainsi en évidence les mécanismes par lesquels des épreuves publiques de justification perpétuent des injustices et des représentations du bien commun sur la scène publique légitiment des rapports de pouvoir. D'après la lecture classique de la représentation politique (*Stellvertretung*), la perpétuation des injustices tient à une mauvaise composition du public. Lorsque celle-ci n'est pas assez diversifiée, il peut manquer des personnes susceptibles de cautionner un argument par leur expérience ou il peut se former des

426 D'après l'entretien du 17 mars 2006.

regroupements qui confèrent aux différentes perspectives exprimées un poids inégal. La première situation débouche sur un débat trop cadré, la seconde sur un débat trop polarisé. Les blocages liés à la polarisation peuvent être contournés par des stratégies de dépolitisation ou par des procédures de décision sans délibération. Qu'il soit cadré ou polarisé, le débat aboutit donc à des définitions du bien commun qui n'intègrent pas toutes les perspectives exprimées alors que certaines d'entre elles peuvent *en fait* être légitimes. D'après la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*), la légitimation des rapports de pouvoir tient aux défaillances de la représentation, au sens théâtral du terme (*Vorstellung*), produite par certains représentants. Dans le cas du Conseil des habitants, ces défaillances sont liées à la précarité de son ancrage institutionnel : même lorsque ses membres parviennent à incarner un collectif sur la scène publique, leur pouvoir de représentation reste limité parce qu'il est tributaire du pouvoir de « présentation » exercé par des professionnels (managers de quartier, élus locaux). Cependant, déduire de l'exemple du Conseil des habitants que ces professionnels détiennent un pouvoir qui échappe à tout contrôle parce qu'ils monopolisent l'art de la « présentation » (*Darstellung*) nécessaire à toute représentation au sens théâtral du terme (*Vorstellung*) serait exagéré. La fonction de « présentation » (*Darstellung*) peut en effet aussi être assumée par des objets (le décor d'une salle, un tract, une photographie) ou des procédures (le tirage au sort, le mode de répartition des sièges entre les différents représentants). L'analyse du cas du Conseil des habitants de Marzahn Nord plaide donc plutôt pour un meilleur ancrage institutionnel des démarches participatives. Cette condition est-elle réunie dans le cas du budget participatif que met en place la mairie de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf entre les mois de novembre 2005 et de juin 2006 ?

II. 2. Le rendez-vous manqué du budget participatif à Marzahn Nord

J'emprunte la métaphore du « rendez-vous manqué » au travail qu'Olivier Masclet a réalisé sur un quartier de grands ensembles à Gennevilliers, une petite ville de la banlieue parisienne. Cette métaphore désigne le « contraste (...) saisissant entre, d'une part, la non-représentation des "beurs" sur les diverses scènes politiques françaises (aucun maire, aucun président de conseil général, aucun député, sans évoquer les sénateurs...) et, d'autre part, leur très forte présence en tant que militants dans diverses associations locales, sportives et culturelles » (Masclet, 2003, p. 15). À l'instar d'Olivier Masclet, j'ai été très étonnée d'observer que des hommes et des femmes issus des familles populaires de Marzahn Nord s'investissaient dans les associations socio-culturelles du quartier tout en restant absents de ses espaces publics. On peut expliquer ce paradoxe en montrant, comme le fait par exemple Camille Hamidi à partir de l'enquête sur les associations locales issues de l'immigration que j'ai déjà citée, que le lien entre engagement associatif et engagement politique n'est pas automatique : les contextes associatifs ne sont pas toujours favorables à la politisation, au sens élargi du terme (Hamidi, 2006). De même, Nina Eliasoph considère certaines formes de bénévolat comme de l'apathie : les bénévoles des associations de parents d'élève qu'elle étudie mettent à distance les « grandes questions politiques » en les considérant comme « infaisables » et dépolitisent (au sens élargi du terme) les causes pour lesquelles ils s'investissent en les réduisant à des problèmes de proximité (« close to home ») (Eliasoph, 1997 ; 1998).

Dans cette partie, je propose deux autres hypothèses pour rendre compte du décalage entre la présence des catégories populaires dans les associations locales et leur absence dans les espaces publics locaux. Dans le cas du budget participatif mis en place à Marzahn Nord par la mairie de l'arrondissement entre novembre 2005 et juin 2006, la défection des participants populaires tient en effet aux obstacles qu'ils rencontrent pour accéder à la représentation politique, quel que soit le sens de lecture considéré. Lorsqu'on interprète cette expérience à partir de la lecture classique de la représentation politique (*Stellvertretung*), on observe que les conditions dans lesquelles les propositions des participants sont évaluées ne remettent pas en cause les définitions du bien commun qui orientent habituellement l'action de la municipalité. Dans certains cas, elles conduisent même à court-circuiter les voies administratives classiques. Dans ces conditions, les propositions des participants populaires ont encore moins de chances d'aboutir par la voie du budget participatif, ce qui alimente leur défection. Appréhendée du point de vue de la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*), la scène publique à laquelle les participants accèdent pour

produire une représentation au sens théâtral du *terme* (*Vorstellung*) est factice. Cette inconsistance découle de la façon dont le maire instrumentalise le dispositif dans le cadre de la campagne électorale pour les élections municipales de septembre 2006.

Une administration « dilettante »

À partir de novembre 2005, un budget participatif est mis en place par la mairie de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf dans trois quartiers choisis en fonction de leur structure résidentielle⁴²⁷. Il est demandé aux habitants d'émettre des propositions sur les prestations des services municipaux dans leurs quartiers respectifs. À Marzahn Nord, la réunion de lancement a lieu dans la grande salle de réunion du centre social le 30 novembre 2005. Durant les mois qui précèdent, la mise en place de ce dispositif a fait l'objet de plusieurs débats dans le quartier. Le premier mobilise le Conseil des habitants et la direction du centre social entre les mois de janvier et de mars 2005 : l'un et l'autre s'intéressent à l'élaboration de la procédure et sont consultés à plusieurs reprises par la mairie de l'arrondissement. Celle-ci décide de confier l'animation du dispositif aux centres sociaux des trois quartiers concernés⁴²⁸. Le second débat implique Martin Witte, Greta Dahlewitz et Rolf Banggartz, la direction du centre social ainsi que Monika Varga, l'éducatrice du club de jeunes dont dépend le Café de la Tour. Au début de l'année 2005, ces personnes apprennent que le « management de quartier » va mettre en place un Conseil de quartier (*Quartiersrat*) courant de l'année 2006, soit parallèlement au lancement du budget participatif. Elles craignent que le premier dispositif, destiné à impliquer les acteurs locaux dans l'allocation de l'ensemble des fonds « Soziale Stadt » attribués au quartier (soit environ 900 000 € en 2006), ne soit introduit sans concertation avec l'administration de l'arrondissement et concurrence les instances participatives déjà existantes⁴²⁹. Bien que les propositions de ce groupe d'habitants et de professionnels n'aient pas été prises en compte par les deux administrations concernées, ce débat l'a néanmoins incité à participer aux réunions du budget participatif. La réunion de lancement attire une soixantaine de personnes. Parmi elles figure la moitié des membres du Conseil des habitants ainsi que Monika Varga, accompagnée de quatre bénévoles du Café de la Tour (Luisa Thuringer, Fabian

427 Les trois quartiers concernés sont Marzahn Nord (22 560 habitants en 2005) pour les secteurs de grands ensembles, Biesdorf (24 051 habitants en 2005) pour les secteurs pavillonnaires, et Hellersdorf Süd (24 333 habitants en 2005) pour les secteurs mixtes (grands ensembles et pavillons).

428 D'après le compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 25 janvier 2005, les notes de terrain du 16 février 2005, le courrier du 17 mars 2005 adressé par M. Witte au maire de l'arrondissement et le compte-rendu de la réunion du comité de pilotage du budget participatif (*Lenkungsgruppe*) du 22 avril 2005.

429 D'après le compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 5 août 2005, les notes de terrain des 5, 18 et 25 août 2005 et du 18 octobre 2005.

Kaufmann, Julia et Jens Fischer). Ces derniers partent cependant avant la fin de la réunion et n'y font aucune intervention⁴³⁰.

Entre les mois de décembre 2005 et de mars 2006, les habitants volontaires, quelques habitants invités par la mairie après un tirage au sort dans le registre municipal et des représentants associatifs se réunissent deux fois par mois pour élaborer des propositions. La première réunion est laborieuse : l'employée du centre social chargée d'animer les débats peine à répondre aux questions des participants qui témoignent tous de leur difficulté à se représenter le déroulement effectif de la procédure. Une seconde réunion est donc organisée avec les deux fonctionnaires de la mairie qui assurent la coordination du budget participatif à l'échelle de l'arrondissement. Dix-huit personnes y assistent parmi lesquelles trois membres du Conseil des habitants (Rolf Banggartz, Klaus Rüdiger et Mme Becker). Assis en bout de table, les deux coordinateurs de la mairie président la réunion avec l'animatrice du centre social. Le discours d'introduction du premier coordinateur est interrompu par l'entrée fracassante de Fabian Kaufmann, qui adresse un « Bonsoir ! Désolé pour le retard ! » tonitruant à l'assistance. Il est accompagné par Monika Varga, Julia Fischer avec laquelle il est bénévole au Café de la Tour et Hans Müller qu'il connaît des réunions du Conseil des habitants. Après l'exposé du coordinateur et quelques réactions des membres du Conseil des habitants, la discussion se cristallise autour des moyens que les participants jugent nécessaires pour pouvoir commencer à travailler : « *(Fabian Kaufmann)* – Moi, j'ai une question un peu générale : on part sur la base de combien d'argent exactement ? *(Klaus Rüdiger)* – A combien s'élèvent vos frais de personnel ? *(Le coordinateur du budget participatif)* – Tout dépend de la prestation que vous considérez. *(Fabian Kaufmann)* – Mais avec combien d'argent... *(Le coordinateur du budget participatif)* – Et bien disons 1,2 Millions⁴³¹. *(Rolf Banggartz)* – Mais je dois en savoir plus que ça pour pouvoir travailler ! *(Le coordinateur du budget participatif)* – Vous aurez l'ensemble des documents sur ce qui est planifié en temps voulu. *(Rolf Banggartz et Klaus Rüdiger en cœur)* – Quand ?! *(Le coordinateur du budget participatif)* – Écoutez, je n'y peux rien si tous les services ne font pas leur travail en temps et en heure. *(Fabian Kaufmann)* – Enfin, bon, là il y a aussi un problème de volonté. *(Julia Fischer)* – Oui, exactement. *(Mme Becker s'adressant au coordinateur)* – J'ai fait partie des quatre citoyens qui ont participé au premier atelier organisé par la mairie au mois de février. Je pensais qu'après, ça allait commencer rapidement. Il y a eu des annonces dans les journaux sur le projet et puis plus rien jusqu'en novembre. Si le projet n'aboutit pas, on va tout mettre sur le dos des

430 D'après les notes de terrain du 30 novembre 2005.

431 Ce chiffre ne figure pas dans les documents budgétaires distribué aux habitants.

citoyens alors qu'ils n'étaient pas en mesure de faire leur travail. Je trouve que c'est de l'insolence, on est tous là bénévolement, parce qu'on s'engage pour notre pays, notre quartier. (*Klaus Rüdiger à l'animatrice*) – Il faut noter dans le compte rendu que le 24 janvier, on veut avoir les documents en main. (*L'animatrice*) – Et bien, le 24 janvier, j'invite les représentants des différents services dans chaque groupe de travail. (*Monika Varga*) – Ce serait bien qu'ils puissent expliquer quelles prestations se cachent effectivement derrière les chiffres : quels projets, quelles structures, etc. (*Rolf Banggartz*) – Et ça pour tous les "produits"⁴³² »⁴³³.

Dans ce compte rendu, les attentes que le budget participatif suscite chez les membres du Conseil des habitants ou les bénévoles du Café de la Tour contrastent avec l'image chaotique que l'administration donne d'elle-même : les coordinateurs du projet inventent des chiffres, expliquent l'absence de données par une action faussement planifiée ou un surcroît de travail au sein des services municipaux. De leur côté, les participants montrent qu'ils ne sont pas dupes de ces arguments : Fabian Kaufmann et Julia Fischer expriment leur soupçon en usant du cynisme propre aux catégories populaires tandis que Mme Becker adopte le registre plus bourgeois de l'indignation. Pourtant, ce chaos n'est pas le produit d'une stratégie concertée mais plutôt le résultat des conditions politiques et institutionnelles dans lesquelles ce nouveau dispositif est mis en place.

À l'occasion du chapitre 2, j'ai montré que la participation des habitants est un instrument bien ancré dans les discours, les pratiques et les outils des politiques urbaines berlinoises. À l'inverse, dans le domaine des finances publiques, tout reste encore à faire. L'idée de budget participatif fait son chemin en Allemagne dans le contexte du mouvement de réformes administratives des années 1990 : ces réformes dotent les communes allemandes d'une plus grande autonomie financière et introduisent les outils de la « nouvelle gestion publique » dans un contexte de crise budgétaire. Les réformateurs communaux allemands entendent parler des budgets participatifs avec l'expérience de Christchurch, une ville de Nouvelle-Zélande récompensée pour sa capacité à combiner efficacité et démocratie par un prix de la fondation Bertelsmann (Sintomer, Herzberg, Röcke, 2008, pp. 63-64). Cette expérience inspire les premiers budgets participatifs mis en place à la fin des années 1990 dans plusieurs petites villes du sud de l'Allemagne avec l'appui financier et intellectuel de la fondation Bertelsmann et de la fondation Hans Böckler (Sintomer,

432 S'inspirant des expériences de budgets participatifs menées dans d'autres pays et en particulier dans la ville de Salford au Royaume-Uni, les services financiers de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf ont retravaillé les documents budgétaires proposés aux citoyens. Les recettes et les dépenses rattachées à un même « produit », c'est-à-dire à une même prestation de service proposée par la municipalité dans leur quartier (une place en crèche, un emprunt à la bibliothèque ou une heure de cours à l'école de musique), sont ainsi regroupées sur une même ligne budgétaire. Il est donc possible de savoir ce que coûte effectivement cette prestation. Les participants disposent pour chaque « produit » d'une fiche décrivant très succinctement l'objet de la prestation et le budget afférant.

433 D'après les notes de terrain du 10 janvier 2006.

Herzberg, Röcke, 2008, pp. 176-180). À Berlin, l'introduction des budgets participatifs s'inscrit dans la continuité de ces expériences : elle fait partie d'un catalogue de mesures financées par le Sénat de Berlin en vue d'améliorer l'efficacité des administrations. Elle répond aussi à un débat initié localement par un groupement d'organisations civiques et deux bureaux de consultants qui militent pour l'introduction d'un budget participatif d'après l'exemple de Porto Alegre⁴³⁴. La réflexion se formalise au début des années 2000 dans le cadre d'une série d'ateliers organisés par le Centre fédéral d'éducation politique (*Bundeszentrale für politische Bildung*) et les fondations des partis politiques représentés au Parlement fédéral (*Bundestag*)⁴³⁵. Sur le terrain berlinois, les expériences de budget participatif sont cependant portées par deux maires du parti néocommuniste qui disposent chacun de la majorité absolue des sièges au sein de l'assemblée parlementaire (*Bezirksverordnetenversammlung*) de leurs arrondissements respectifs : Uwe Klett à Marzahn-Hellersdorf et Christina Emmrich à Lichtenberg. Dans ce contexte, le budget participatif revêt aussi un enjeu politique : le parti néocommuniste confirme son statut de parti de gouvernement et donne des gages de gestion transparente dans ses deux fiefs électoraux, quelques mois avant la campagne pour les élections municipales⁴³⁶.

Au moment où le maire de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf décide de mettre en place un budget participatif, il doit cependant répondre à un ensemble de questions pratiques pour lesquelles il n'existe pas de réponses évidentes ou immédiatement disponibles : quelle forme donner au budget municipal pour qu'il soit compréhensible par les habitants ? À quels acteurs faire appel pour animer les réunions ? Par quelles procédures mobiliser les citoyens ? Pour des raisons que je n'ai pas réussi à éclairer, Uwe Klett prend ses distances vis-à-vis des fondations politiques et du Centre fédéral d'éducation politique (*Bundeszentrale für politische Bildung*) qui accompagnent l'expérience de Lichtenberg et préfère s'inspirer d'expériences étrangères. Par l'intermédiaire d'un stagiaire anglais, il visite la ville de Salford et y rencontre les responsables de son budget participatif. Le budget de la ville y est présenté aux citoyens sous la forme de « produits », c'est-à-dire de prestations délivrées par les services municipaux aux habitants de la commune. De son côté, le responsable des services financiers a visité les villes de Saint-Denis et de Bobigny en octobre 2004 dans le cadre d'un séjour organisé par le Parlement de Berlin. L'échelle du quartier

434 Le groupement d'organisations civiques (« Bündnisinitiative für ein Bürgerhaushalt in Berlin ») est composé d'organisations altermondialistes et écologistes, d'ONG de développement et d'associations promouvant une politique urbaine alternative. Les bureaux de consultants sont les suivants: Büro Blau, Agenda Agentur. Je tiens ces informations de Carsten Herzberg.

435 Je dois ces informations à Carsten Herzberg, qui a été l'un des concepteurs du modèle de budget participatif promu par le Centre fédéral d'éducation politique et les fondations politiques. Celles-ci sont au nombre de cinq : Rosa-Luxemburg-Stiftung (PDS), Heinrich-Böll-Stiftung (Bündnis 90/Die Grünen), Friedrich-Ebert-Stiftung (SPD), Friedrich-Naumann-Stiftung (FDP) et Konrad-Adenauer-Stiftung (CDU).

436 Cet enjeu m'est confirmé par le responsable du service financier en charge de la coordination du budget participatif à Marzahn-Hellersdorf dans l'entretien que je mène avec lui le 7 juin 2005.

privé pour mobiliser les citoyens à Marzahn-Hellersdorf me semble s'inspirer des expériences françaises. L'usage du tirage au sort est emprunté au modèle des jurys citoyens mis en place dans le cadre du « management de quartier » entre 2001 et 2003.

Si la participation des habitants ne constitue pas un instrument très formalisé dans le domaine des finances publiques, on voit à ces exemples que les expériences de budgets participatifs en Allemagne et à Berlin n'ont pas émergé *ex nihilo* et s'appuient sur des discours et des savoir-faire en voie de constitution. Le caractère novateur et expérimental de ce type de procédures ne suffit donc pas à expliquer le chaos institutionnel dont témoignent les premières réunions du dispositif à Marzahn Nord. Les réunions du comité de pilotage auxquelles j'ai assisté régulièrement à la mairie de l'arrondissement et les entretiens que j'ai réalisés avec le responsable des services financiers et les deux coordinateurs du projet me permettent de formuler une autre hypothèse : il s'agit d'une expérience essentiellement portée par le maire en marge des institutions municipales. Les réunions mensuelles du comité de pilotage sont en effet désertées par les adjoints⁴³⁷. D'après le responsable des services financiers qui assure la coordination du projet jusqu'en août 2005, l'absentéisme des responsables politiques se traduit par une organisation « dilettante » (*amateurmäßig*) du travail administratif : la démarche dépend essentiellement de la bonne volonté de quelques fonctionnaires qui, au sein des différents services de la municipalité, s'occupent des charges supplémentaires qu'elle induit⁴³⁸. À partir de septembre 2006, la coordination du projet est confiée à deux fonctionnaires directement rattachés au bureau du maire. Le premier vient du service du cadastre (*Grundstücksamt*), la seconde est recrutée au sein des services de l'enfance (*Jugendamt*). Au moment du lancement du dispositif, tous deux paraissent peu expérimentés tant dans le domaine de la participation que dans celui du budget municipal : lors de mon premier entretien avec la coordinatrice, celle-ci estime par exemple que je suis plus informée qu'elle sur la procédure en général et sur son contexte berlinois⁴³⁹. Quels sont les effets de ce « dilettantisme » administratif sur les conditions d'accès à la représentation politique qu'offre le dispositif ?

437 Sur les huit réunions auxquelles j'ai assisté entre les mois de juin 2005 et de mai 2006, les deux adjoints chargés de l'économie (Linke.PDS) et des transports (CDU) n'ont fait qu'une seule apparition et n'ont pas pris la parole, l'adjoint chargé du développement urbain écologique (Linke.PDS) aucune. L'adjointe chargée des affaires familiales (Linke.PDS) est la seule à avoir assisté à la plupart des réunions du comité de pilotage.

438 D'après l'entretien du 7 juin 2005.

439 D'après l'entretien du 8 février 2006.

Une dynamique de discussion positive

Lors de la première réunion, les participants ont constitué deux groupes de travail distincts, l'un consacré aux questions de transport, d'urbanisme et de voirie, l'autre aux thèmes de la jeunesse, du sport, de la culture et des affaires sociales. Les membres du Conseil des habitants se sont inscrits dans le premier tandis que les bénévoles du Café de la Tour ont choisi le second. Klaus Rüdiger s'est inscrit dans les deux groupes. À partir de la fin du mois de janvier, les groupes se réunissent le même jour mais séparément. L'intervalle de quelques minutes qui sépare les deux réunions est toujours ponctué par les entrées fracassantes de Fabian Kaufmann. Entre les deux réunions, l'animatrice quitte aussi le bout de table pour s'installer au milieu des participants. Le 7 février 2006, le groupe a décidé d'inviter deux fonctionnaires des services sociaux et du service des affaires scolaires de la mairie d'arrondissement. Ces derniers s'installent aux quelques places restées libres entre les participants. La première partie de la réunion est consacrée à la clarification des fiches « produits » qui ont été distribuées lors de la réunion de lancement. Parmi les bénévoles du Café de la Tour, seul Fabian Kaufmann intervient pendant cette phase de discussion. La seconde partie de la réunion est structurée par l'intervention du fonctionnaire du service des affaires scolaires. À l'issue de son exposé, l'animatrice de la réunion entame le débat en posant la question suivante : « (*L'animatrice*) – Alors, pour résumer, qu'est-ce qui se passe dans les écoles ? (*Le fonctionnaire du service des affaires scolaires*) – Attention, ce sont des organisations autonomes. Moi, au niveau de l'arrondissement, je ne sais pas ce qui se passe *dans* les écoles. (*La directrice du centre social au reste des participants*) – L'éducation (*Bildung*) n'est pas une compétence de l'arrondissement, en fait le terme « éducation », tel qu'il figure dans les documents budgétaires, est faux. [S'adressant au fonctionnaire] Mais qu'est-ce qui se passe avec le mobilier dont les écoles se débarrassent lorsqu'il y a une fusion entre deux établissements par exemple ? (*Le fonctionnaire*) – Il appartient au *Land* de Berlin. Quand une école ferme, son mobilier va aux autres écoles de l'arrondissement, dans d'autres arrondissements ou parfois à l'étranger. Il y a des accords avec la Pologne par exemple. (*La directrice du centre social au reste des participants*) – Et bien je veux déposer une demande, pardon, je veux dire, est-ce qu'il ne serait pas possible que le groupe demande dans le cadre du budget participatif que le mobilier qui n'est plus utilisé soit réparti dans les associations du quartier ? (*Le fonctionnaire des services sociaux*) – Les clubs de jeunes du quartier ont déjà reçu du mobilier des écoles. (*Le fonctionnaire du service des affaires scolaires*) – À vrai dire, je ne sais pas

répondre à cette question. Il faut que je demande. (*Julia Fischer*) – Et si quand vous demandez, on vous répond non, on sera bien avancé ! (*Le fonctionnaire du service des affaires scolaires*) – Non, c'est pas ça, moi je ne suis que de l'administration, c'est pas moi qui décide. (*Matthias Ficht*⁴⁴⁰) – Personnellement, j'aimerais pas trop retrouver une atmosphère scolaire dans les locaux des associations du quartier. (*Julia Fischer*) – On sait être créatifs, tu sais. (*Matthias Ficht*) – Alors il faut arranger le mobilier pour qu'il devienne attractif. (*Le fonctionnaire du service des affaires scolaires*) – Faites donc cette proposition. Si c'est faisable, je ne vois pas pourquoi l'arrondissement ne le ferait pas⁴⁴¹. »

Les deux groupes de travail se réunissent ensemble au mois de mars afin de mettre au propre les propositions qu'ils vont rendre officiellement aux services municipaux lors d'une séance extraordinaire de l'assemblée municipale. Les trois bénévoles du Café de la Tour arrivent avec quelques minutes de retard, tandis que les autres participants ont déjà commencé à faire circuler les listes de présence et engagé la conversation. Comme à son habitude, Fabian Kaufmann lance un « Bonjour ! Désolé pour le retard ! » tonitruant et s'installe avec le reste de son groupe. Rolf Banggartz reprend les retardataires lorsqu'il constate qu'ils ont émarginé la mauvaise liste. L'animatrice, qui préside la séance assise en bout de table, demande aux personnes du groupe de travail consacré aux questions de transport, d'urbanisme et de voirie de reprendre les comptes rendus des séances précédentes afin de récapituler leurs propositions. Seuls les membres de ce groupe interviennent dans la discussion. Au moment de passer à l'examen des propositions du groupe suivant, l'animatrice redemande aux participants de sortir leur compte rendu, sur un ton ironique cette fois : « Sortez vos feuilles (*Zettel raus*) ! ». La première proposition examinée concerne la rénovation du terrain de sport dans la partie ouest du quartier. Fabian Kaufmann émet un doute sur cette proposition : « C'est un beau rêve mais je me mets à la place de la mairie : ça va être difficile à réaliser. » Face à la réaction des autres membres de son groupe de travail (« mais non ! on n'en sait rien ! comment tu peux dire ça ! »), il réplique sans grande conviction : « Bon, bon, laissons-nous surprendre ». Il émet la même réserve vis-à-vis de la proposition offrant la possibilité aux associations de récupérer du matériel scolaire lorsqu'une école ferme dans le quartier. « (*Fabian Kaufmann*) – Lorsque [le fonctionnaire du service des affaires scolaires] était là, il a expliqué clairement que c'était difficilement réalisable ; il faut proposer des choses qui ont des chances d'être réalisées ». (*Monika Varga*) – D'abord il n'a pas dit que

440 Ce jeune homme de 18 ans est membre du groupe local des Verts et du Conseil des Jeunes de l'arrondissement. Sa mère habite le quartier et avait participé au jury citoyen mis en place par le management de quartier en 2003.

441 D'après les notes de terrain du 7 février 2006.

c'était impossible, ensuite c'est justement une légalisation que nous voulons. (*Klaus Rüdiger*) – Plutôt que de laisser les meubles partir à l'étranger, autant qu'ils nous servent à nous dans le quartier, c'est l'argent de nos impôts après tout. (*Martin Witte*) – Peut-être qu'il faudrait juste préciser de quelles écoles on parle pour le budget 2006. À ma connaissance, l'école Paavo-Nurmi a été fermée récemment avec un jardin d'enfant dont le nom m'échappe. » Cette proposition recueille l'assentiment de tous les participants. La proposition suivante est plus générale. Elle demande à ce que la mairie garantisse la continuité des prestations proposées pour les enfants et les jeunes dans le quartier. Rolf Banggartz ne comprend pas la proposition : « (*Klaus Rüdiger*) – C'est qu'il te manque l'arrière-plan (*Hintergrundwissen*). (*Rolf Banggartz*) – Peut-être, mais il faudrait quand même être plus précis : il s'agit de quels services ? De quelles structures ? » Monika Varga et Julia Fischer acquiescent, Julia précise : « (*Julia Fischer*) – Alors ajoutons "les services proposés par les associations" dans la formulation. (*Monika Varga*) – Non, je ne suis pas d'accord, il ne faut pas faire de différence entre les associations et les structures municipales. (*Fabian Kaufmann*) – Mais il y a vraiment une différence entre les deux, ça se voit très bien aux réunions du réseau des clubs de jeunes (*Vernetzungsrunde*)⁴⁴². (*Klaus Rüdiger*) – Je suis d'accord pour ne pas faire de différences : l'objectif de cette proposition était d'éviter des fermetures supplémentaires pour les structures municipales et associatives. (*Rolf Banggartz*) – Alors pourquoi ne pas dire "assurer le maintien des services de l'enfance et de la jeunesse et plus particulièrement ceux qui sont proposés par les structures associatives" ? » Fabian Kaufmann applaudit, la proposition de Rolf satisfait toute l'assistance.

À la fin de la réunion l'animatrice demande au groupe de hiérarchiser les propositions. L'ensemble du groupe s'y refuse en se rangeant derrière l'avis de Klaus Rüdiger : « Tout classement est forcément subjectif, chacun a un autre point de vue en fonction de ce qui l'intéresse : M. Schmidt⁴⁴³ voudra mettre la proposition de rénovation du terrain de sport en premier, Monika ou Fabian vont préférer les propositions qui concernent les institutions pour les jeunes. Il ne sera pas possible de trouver un compromis. Enlevez plutôt la numérotation⁴⁴⁴. »

Dans cette séquence, on constate que le chaos institutionnel qui caractérise les premières réunions a peu d'effet sur la dynamique des discussions qui suivent. Les deux lectures possibles de

442 Les services municipaux réunissent tous les deux mois environ les représentants des différentes structures assurant les services destinés aux enfants et aux jeunes du quartier.

443 Il s'agit du président du club de football local.

444 Notes de terrain du 21 mars 2006.

la représentation politique s'accordent sur ce point : les conditions de participation qu'offre le budget participatif sont idéales, surtout si on les compare à celles du Conseil des habitants et du Conseil de quartier analysées dans la section précédente. Du point de vue de la lecture classique de la représentation politique (*Stellvertretung*), elles présentent cependant une première limite : la faible institutionnalisation de la procédure conduit les participants à se dessaisir de l'évaluation de leurs propositions.

D'après la lecture classique de la représentation politique (*Stellvertretung*), les habitants et les professionnels qui s'investissent dans le dispositif sont placés dans la position d'évaluer l'action de la municipalité à partir de l'expérience qu'ils en font au quotidien dans leur quartier. Nous avons donc affaire à des représentants indiciaires dont la légitimité est fondée sur l'expérience. Si on les compare à celles du Conseil des habitants et du Conseil de quartier analysées plus haut, les conditions dans lesquelles ces représentants prennent la parole favorisent des débats assez ouverts et peu polarisés. Par rapport au public du Conseil des habitants et du Conseil de quartier, la composition de celui du budget participatif est en effet plus diversifiée aussi bien du point de vue de l'âge, du sexe, de l'origine sociale que de l'activité professionnelle ou de l'engagement militant des participants. Seuls les étrangers manquent à l'appel. La séparation des participants en deux groupes de travail distincts évite aussi que des majorités se forment et polarisent le débat. Les deux points de vue qui s'opposaient dans le Conseil de quartier (expertise associative vs. expertise d'usage) ne sont donc confrontés qu'au moment de hiérarchiser les propositions. Ce moment correspond ainsi à une première mise à l'épreuve des propositions qui aurait pu déboucher sur une définition du bien commun intégrant ces deux perspectives. Pourtant, ce n'est pas ce que l'on observe : ni écartés, ni intégrés dans une définition commune du bien, les deux points de vue qui polarisaient l'assistance du Conseil de quartier sont seulement juxtaposés dans les discussions du budget participatif. Les corrections apportées aux propositions élaborées dans les deux groupes de travail sont en effet superficielles : elles concernent la forme et ne remettent pas en cause le fond des propositions. Cette juxtaposition est possible parce que le groupe n'est pas contraint de les hiérarchiser. Son refus constitue donc un mécanisme d'évitement du conflit comparable à celui que j'ai observé dans le cas du Conseil de quartier : les modalités de prise de décision ne nécessitent pas de délibération. Cependant, dans le cas du budget participatif, ce mécanisme n'est pas lié à des contraintes administratives mais à la faible institutionnalisation de la procédure. Le budget participatif de Lichtenberg réserve en effet un temps spécifique à la hiérarchisation : les citoyens, qu'ils aient ou non participé à l'élaboration des propositions, doivent les noter au cours d'une réunion publique ou sur un portail internet (Sintomer, Herzberg, Röcke, 2008, p. 184). À Marzahn-Hellersdorf, les règles

sont plus floues et n'obligent donc pas les citoyens à hiérarchiser leurs propositions. Ces derniers sont-ils définitivement dessaisis de l'évaluation de leur travail ?

Avant de répondre à cette question, il faut d'abord interpréter la séquence de discussion à partir de la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*). Du point de vue de cette lecture, les participants n'ont pas encore accès à la scène publique à ce stade de la procédure. Les réunions se déroulent en coulisse : les fonctionnaires qui prennent part aux discussions sont là pour donner des informations et des conseils aux participants, non pour incarner un bien commun *devant* un public (*Vorstellung*). Autrement dit, ils assument une partie du travail de « présentation » (*Darstellung*) nécessaire à ce type de représentation. Nous assistons donc aux répétitions qui préparent la représentation proprement dite. Dans ces conditions, les règles qui assurent la cohérence de la représentation en attribuant à chacun un rôle et une place sont encore assez lâches et varient selon les groupes. Elles sont plus strictes dans le premier groupe parce que les participants sont plus expérimentés et maîtrisent davantage les codes de la représentation politique que ceux du second groupe. Dans ce dernier groupe, le relâchement des règles, qui se traduit à la fois par un langage plus familier, des rapports plus horizontaux entre les différentes catégories de participants et des conduites moins respectueuses des règles de bienséance (ponctualité, formalisme des interventions, etc.), favorise la participation des personnes issues des familles populaires du quartier. Des conditions de discussion informelles sont en effet plus adaptées à leur rapport au langage et à la culture parce qu'elles permettent d'aborder des problèmes comme celui du recyclage du matériel scolaire d'un point de vue pratique et concret. Julia Fischer peut ainsi attester de la réalité d'un besoin (les associations sauront utiliser le matériel scolaire) à partir de son expérience de bénévole au Café de la Tour. Pour autant, son argument n'est pas une description : elle ne dit pas « au Café de la Tour, j'utilise le matériel scolaire de telle et telle manière » mais elle affirme « on sait être créatif ». Autrement dit, son propos inclut l'ensemble des associations et, à travers l'emploi de l'adjectif « créatif », il fait aussi référence au bien commun de la cité par projet. Les discours par lesquels les membres de cette catégorie de la population mettent à distance les sujets trop abstraits dans les séquences analysées au chapitre 3 ne signifient donc pas qu'ils sont incapables de généraliser une situation locale. Ils indiquent seulement que ces sujets n'ont aucun sens pour eux parce qu'ils ne font pas partie de leur environnement quotidien constitué de relations familières aux personnes et aux choses. Cela explique le silence des participants issus de cette catégorie de la population durant les phases de la discussion qui portent sur les fiches « produits » ou les compétences respectives du *Land* et de l'arrondissement en matière d'éducation. La confrontation entre les deux groupes permet ainsi d'améliorer la forme des propositions issues du second groupe. Les corrections apportées par les participants plus compétents du premier groupe ne modifient pas

leur contenu mais lui donnent plus de relief et d'élégance. Les participants du premier groupe assument donc ici une autre partie du travail de « présentation » (*Darstellung*) nécessaire à la représentation au sens théâtral du terme (*Vorstellung*). Comment celle-ci se déroule-t-elle finalement ?

Une parole instrumentalisée

Les propositions élaborées par les participants du budget participatif sont remises à Petra Wermke, la Présidente de l'assemblée municipale de l'arrondissement (*Bezirksverordnetenversammlung – BVV*) le 5 avril 2006 lors d'une séance extraordinaire. Elle a lieu dans la salle où se réunit habituellement l'assemblée : il s'agit d'une salle de spectacle située dans le centre de loisirs de l'arrondissement (*Freizeitforum*). D'habitude, les élus des différents groupes politiques siègent derrière des tables disposées en arc de cercle sur le parterre face à la scène. Le public peut assister aux séances depuis les loges situées sur les côtés ou à l'arrière du parterre. Le maire et ses adjoints sont assis au premier rang à droite. Les interventions des élus se font depuis un pupitre situé face au parterre, sur la gauche, au pied de la scène. Sur la scène, la Présidente dirige les débats assise derrière un grand réveil⁴⁴⁵. Pour la séance extraordinaire du 5 avril, la salle de spectacle présente un aspect plus ordinaire : plusieurs rangées de sièges font face à la scène et sont séparées par une allée centrale menant à un pupitre. Deux tables sont disposées de part et d'autre de l'allée centrale, dans l'intervalle situé entre la salle et la scène. Derrière la table de gauche sont assis un élu FDP qui se présente comme le spécialiste des questions budgétaires au sein de son groupe politique⁴⁴⁶, l'élue qui représente le groupe socialiste (SPD) au sein du comité de pilotage du budget participatif (*Lenkungsgruppe*) et l'élue qui avait été désigné par le groupe Linke.PDS pour être l'interlocuteur des habitants de Marzahn Nord sur les questions concernant le budget participatif. Uwe Klett, le maire de l'arrondissement, et Petra Wermke, la Présidente de l'assemblée parlementaire, siègent à l'autre table. L'adjointe au maire chargée de la culture (SPD) est assise dans la salle au premier rang à gauche à côté du président (SPD) de la commission qui contrôle l'ensemble des projets de décisions (*Beschlüsse*) soumis au vote de l'assemblée (*Hauptausschuß*). Parmi le reste du public dispersé dans la salle (une cinquantaine de personnes tout au plus), j'aperçois encore une élue du groupe Linke.PDS qui habite à Marzahn Nord et a assisté à quelques réunions du budget participatif, l'adjointe au maire chargée des affaires familiales (Linke.PDS) ainsi qu'un élu du groupe socialiste

445 Notes de terrain du 24 novembre 2005. Petra Wermke m'a expliqué que le réveil a pour fonction de rappeler aux élus dont les interventions sont trop longues que l'heure tourne (notes de terrain du 16 septembre 2006).

446 Ce groupe ne compte qu'un seul membre à Marzahn...

(SPD) qui, durant la phase d'élaboration du dispositif, avait milité pour le modèle du fond de quartier⁴⁴⁷. Pour le quartier de Marzahn Nord, seuls quelques membres du groupe de travail consacré aux questions de transport, d'urbanisme et de voirie sont présents (Martin Witte, Rolf Banggartz et Mme Becker).

Après l'introduction un peu hésitante de l'animateur du centre social de Hellersdorf Süd qui dirige la séance et quelques mots du maire, des représentants des trois groupes de travail se succèdent derrière le pupitre pour présenter les propositions élaborées dans les trois quartiers concernés par le dispositif. Rolf Banggartz se charge de présenter les propositions de Marzahn Nord avec l'animatrice du centre social : les propositions défilent sur des diapositives et, dans le cas de propositions d'aménagements urbains, sont illustrées par des photographies. Le débat avec la salle est inauguré par les remarques des animateurs des trois centres sociaux qui regrettent l'absence de plusieurs adjoints au maire et celle de la majorité des élus de l'arrondissement. Le débat est ensuite monopolisé par les quelques élus présents qui font des déclarations de principe sur la suite du dispositif ou leur engagement dans le traitement des propositions.

La séance se termine avec la remise officielle des propositions : trois représentants des groupes de travail défilent dans l'allée centrale et remettent un dossier à Petra Wermke. Celle-ci clôt la séance en informant les participants du calendrier suivant lequel leurs propositions seront traitées : après avoir été examinée par les commissions compétentes, chaque proposition donnera lieu à la formulation d'un projet de décision (*Beschluß*) qui sera débattu et voté par l'assemblée le 29 juin 2006⁴⁴⁸.

Deux mois plus tard, alors que les délibérations de l'assemblée municipale n'ont encore pas eu lieu, Uwe Klett ouvre l'assemblée de quartier que la mairie organise tous les ans à Marzahn Nord en annonçant des « miracles » : « Ceux qui n'ont pas participé au budget participatif auront peut-être constaté des miracles (*Wunder*) ces dernières semaines, comme ce nouveau passage piéton aménagé entre la Märkische Allee et le dispensaire de la Ahrensfelder Chaussee. Sachez que nous sommes responsables des autres miracles que vous constaterez sur votre chemin dans les semaines qui suivent⁴⁴⁹ ».

447 Le principe du fond de quartier consiste à associer les citoyens à l'allocation d'une somme d'argent déterminée. Cet élu envisageait de mettre 30 000 € à disposition des citoyens dans chaque quartier (Notes de terrain du 16 février 2005).

448 D'après les notes de terrain du 5 avril 2006.

449 D'après les notes de terrain du 21 juin 2006.

En février 2007, je rencontre Julia et Jens Fischer dans un café du quartier. Malgré le recul, tous deux émettent un jugement très critique sur l'ensemble de la procédure : « (*Julia Fischer*) – J'ai pas vraiment eu l'impression que [le budget participatif] a eu du succès. J'ai plutôt eu l'impression que c'était une façon d'occuper les citoyens (*Bürgerbeschäftigung*). On donne au citoyen le sentiment qu'il a le droit de participer aux décisions mais en fin de compte il ne décide quand même de rien. Voilà l'impression que j'ai eu après coup. (*Moi*) – Et d'où te viens exactement cette impression ? (*Julia Fischer*) – A l'époque où j'étais encore impliquée, j'ai pas vu grand chose se réaliser. Maintenant j'ai perdu le fil, c'est vrai, je peux pas vraiment juger. Mais je crois qu'il y a rien eu de neuf depuis octobre [2006], hein ? (...) (*Moi, m'adressant à son fils*) – Et toi, c'est aussi ton sentiment ? (*Jens Fischer*) – Ben moi, toutes ces initiatives citoyennes ou le budget participatif me donnent plus l'impression que les gens parlent, parlent, parlent, mais rien n'en ressort. On peut pas dire exactement : voilà ce qui a été fait, voilà ce qui en est ressorti. C'est seulement une rumeur (*das ist bloß eine Gerede*) organisée pour que les gens qui parlent se tiennent tranquilles⁴⁵⁰ ».

Le budget participatif de Marzahn-Hellersdorf se termine pour les habitants par une rencontre qui ne s'illustre ni par la qualité de sa délibération ni par celle de sa mise en scène. Les conditions de cette rencontre témoignent de la faible institutionnalisation de la procédure : celle-ci exclut les citoyens des moments délibératifs importants et occupe une place marginale dans l'édifice institutionnel municipal. Cela a des conséquences sur la capacité des habitants à représenter du point de vue des deux sens de lecture de la représentation politique. Analysées à partir de la lecture classique (*Stellvertretung*), les conditions dans lesquelles les propositions du budget participatif sont évaluées ne remettent pas en cause la définition du bien commun qui oriente habituellement l'action de la municipalité. Pire, en cherchant à améliorer l'efficacité du dispositif, le maire soustrait certaines propositions au contrôle des élus et des citoyens. Considérée du point de vue de la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*), la démarche est instrumentalisée par le maire et ne permet pas aux participants d'accéder à une scène publique de représentation. Dans ce cas, ce n'est donc pas le fond institutionnel qui fait défaut à la représentation, au sens théâtral du terme (*Vorstellung*), mais bien l'ensemble du « théâtre politique ».

D'après la lecture classique de la représentation politique (*Stellvertretung*), la réunion pendant laquelle les propositions émanant des différents groupes de travail du budget participatif sont remises aux élus de l'arrondissement n'a rien d'une épreuve publique de justification. Il manque

450 Entretien du 22 février 2007, 38:10-39:36.

pour cela les principaux intéressés : les représentants au sens substantiel du terme, c'est-à-dire les élus responsables des différents services administratifs de l'arrondissement. Ceux-ci sont absents ou silencieux, ce qui indique qu'on ne leur demande pas encore de rendre compte de leur action. Qu'à cela ne tienne, cette réunion aurait aussi pu correspondre à un moment délibératif intermédiaire durant lequel les représentants indiciers issus des différents groupes de travail constitués dans les trois quartiers concernés par la procédure produisent une définition commune du bien permettant de hiérarchiser leurs propositions. Là encore, ce n'est pas ce que l'on observe : comme cela avait été le cas dans la séquence précédente, les différents points de vue exprimés sont simplement juxtaposés. Les perspectives qui s'opposent au sein d'un même quartier ou qui peuvent mettre en concurrence différents quartiers (doit-on commencer par réaménager l'accès au château de Biesdorf ou par améliorer celui du dispensaire de Marzahn Nord ?) ne sont ni écartées ni intégrées au sein d'une définition commune du bien (par exemple, la priorité est donnée aux accès impraticables pour les handicapés (principe civique) par rapport à ceux qui fonctionnent mais ne sont pas performants (principe industriel)). Par la suite, les propositions du budget participatif sont simplement validées par les élus de l'assemblée municipale et transmises aux services administratifs de la mairie chargés de les traiter. À ce stade, la procédure du budget participatif de Lichtenberg réserve un temps durant lequel l'administration doit rendre compte aux citoyens du devenir de leurs propositions (Sintomer, Herzberg, Röcke, 2000, p. 184). Initialement prévu par le maire et les coordinateurs du projet, ce moment n'a jamais lieu parce que la procédure est interrompue avec le changement de l'équipe municipale en septembre 2006. L'action des services administratifs est donc uniquement contrôlée par les élus de l'assemblée municipale au début de la nouvelle législature (entre la fin du mois de septembre et le début du mois de décembre 2006). Les propositions ont été entièrement ou partiellement rejetées par les services municipaux sur la base d'arguments budgétaires ou juridiques⁴⁵¹. À l'issue de la procédure, aucune des propositions du budget participatif n'a donc contribué à remettre en cause les règles habituelles d'arbitrage prévalant au sein de l'administration de l'arrondissement. Cette situation s'explique par l'absence de hiérarchisation en cours de procédure et de compte rendu à son issue. Or, ces deux opérations auraient pu donner lieu à deux moments délibératifs importants associant les habitants de l'ensemble de l'arrondissement : le premier destiné à produire une définition du bien commun plus inclusive que celle qui oriente habituellement l'action publique locale, le second à contrôler si la mairie a effectivement réorienté ses programmes d'action en fonction de la définition du bien commun qui a émergé du budget participatif.

451 Drs. Nr. 2522/V votée le 16 novembre 2006 ; Drs. Nr. 2523/V votée le 28 septembre 2006 ; Drs. Nr. 2546/V votée le 14 décembre 2006.

La façon dont Uwe Klett présente les résultats du budget participatif pendant l'assemblée de quartier à Marzahn Nord en juin 2006 soulève un second problème : toutes les propositions des habitants n'ont pas été traitées de la même façon. Certaines, comme celle qui concerne l'aménagement qu'Uwe Klett cite en exemple dans son intervention, ont été traitées par les services administratifs de la mairie avant d'avoir été examinées et validées par les élus locaux. Les problèmes qui en découlent me sont clairement indiqués par le responsable du service de la voirie lorsque je l'interroge sur les conditions dans lesquelles cet aménagement a été réalisé. Celui-ci avait été planifié par ses services bien avant qu'il ne soit discuté par les membres du groupe de travail du budget participatif de Marzahn Nord. Cela explique que leur proposition ait pu être prise en compte avant les délibérations de l'assemblée municipale : à la demande du maire, le projet d'aménagement a simplement été remonté dans la liste des priorités du service afin de donner l'impression aux participants que leur parole avait du poids. Comme me l'explique le responsable du service, cette réorganisation des priorités se fait cependant au détriment d'aménagements que lui-même juge plus importants du point de vue de la sécurité routière ou au détriment d'aménagements prévus dans d'autres quartiers⁴⁵². La priorité accordée à cet aménagement par le groupe de travail du budget participatif de Marzahn Nord n'ayant fait l'objet d'aucune mise à l'épreuve à l'échelle du quartier ni à celle de l'arrondissement, sa légitimité paraît douteuse. À l'approche de l'échéance électorale, on peut en effet soupçonner le maire de favoriser les propositions de ceux qui disposent des ressources locales nécessaires à sa réélection (le groupe de travail consacré à la voirie comprend en effet des citoyens localement influents et proches du parti néocommuniste issus de l'ancienne « Intelligence socialiste » du quartier). Cette fiction (du moins, c'est ce que j'espère) montre que même s'il répond à des motivations plus légitimes (donner aux citoyens des gages d'efficacité), l'usage que le maire fait du dispositif est dangereux : il soustrait l'action politique au contrôle des élus et des citoyens. Dans le meilleur des cas, l'expérience du budget participatif ne change donc rien à l'univers quotidien des habitants des quartiers concernés par la procédure et, dans le pire des cas, il renforce leur impuissance. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que cette expérience ait alimenté la défiance des participants les plus sceptiques : dans les propos qu'ils tiennent sur le budget participatif, Julia et Jens Fischer font explicitement découler le sentiment d'impuissance qu'ils ressentent à l'issue de l'expérience du faible impact qu'elle a eu sur leur univers quotidien. Autrement dit, si tous deux ont appris une chose en s'impliquant dans le budget participatif, c'est que la politique ne sert à rien.

Le point de vue de la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*) sur cette expérience est tout aussi pessimiste. Les propositions issues des réunions du budget

452 D'après l'entretien téléphonique du 7 mars 2007.

participatif sont remises pendant une réunion à laquelle il manque le rituel habituel des séances de délibération de l'assemblée municipale. Le réveil que Petra Wermke utilise pendant ces séances est là pour rappeler aux élus la valeur symbolique du temps qui les réunit. La scénographie assigne aussi à chacun un rôle et une place préétablis : la Présidence occupe une position supérieure d'arbitrage et veille au respect des règles qui assurent la cohérence de la représentation, au sens théâtral du terme (*Vorstellung*) ; celle-ci est assurée par les membres du parterre qui se succèdent au pupitre pour y incarner un bien commun devant le public réparti dans les loges. Par contraste, le dispositif spatial de la séance extraordinaire pendant laquelle les propositions du budget participatif sont remises permet tout au plus de distinguer les quelques élus impliqués dans le pilotage du dispositif, le maire et la Présidente de l'assemblée municipale. Les hésitations de l'animateur du centre social chargé de diriger la séance témoignent de l'incertitude qui pèse sur la distribution des rôles et le sens exact de la performance à réaliser. Enfin, l'absentéisme des élus suggère qu'une représentation plus importante a lieu ailleurs, sur une autre scène. On retrouve cette idée dans les propos que Julia et Jens Fischer tiennent sur le budget participatif. La critique qu'ils formulent est couramment adressée aux démarches participatives qui ne se montrent pas à la hauteur des enjeux qu'elles affichent⁴⁵³ : celles-ci ne sont destinées qu'à détourner l'attention des citoyens des moments-clés de la représentation qui a lieu sur la « vraie » scène publique (*Vorstellung*). En les faisant accéder à des scènes publiques factices, elles réduisent aussi la portée de leurs propres performances (*Vorstellung*). Celles-ci ne sont plus que de vagues « rumeurs », c'est-à-dire des assemblages de voix confuses dont on distingue mal le sujet et les auteurs. Dans le cas du budget participatif de Marzahn-Hellersdorf, l'inconsistance de la représentation à laquelle les habitants accèdent et que Julia et Jens Fischer dénoncent à juste titre découle de l'usage instrumental que le maire fait du dispositif à l'approche de la campagne électorale pour les élections municipales. Lors de l'assemblée de quartier organisée à Marzahn Nord, il utilise en effet la parole des habitants qui se sont impliqués dans l'expérience comme un attribut symbolique pour se mettre lui-même en scène devant le public. Dans la représentation qu'il propose de sa propre action, la parole des habitants est ainsi l'instrument d'une « présentation » (*Darstellung*) au lieu d'en être l'objet. Le travail de communication politique qu'il met en place autour du budget participatif se trompe ainsi de sujet : alors que ce sont les participants du dispositif qui auraient dû être à l'honneur, le maire leur ravit la vedette pour occuper, à leur place, le devant de la scène⁴⁵⁴.

453 On la retrouve ainsi à propos du budget participatif de Lichtenberg : « Certains ont même reproché au PDS de chercher avec ce projet à détourner l'attention des privatisations en cours dans le *Land*, au gouvernement duquel ce parti participe » (Sintomer, Herzberg, Röcke, 2008, p. 185).

454 A en juger par le résultat des élections municipales de septembre 2006, les citoyens de Marzahn-Hellersdorf n'ont pas été dupes de ce genre de manœuvres : à l'issue des élections, Klett doit renoncer à sa candidature. D'après la presse locale, elle est contestée au sein de son parti qui lui attribue la responsabilité du faible score remporté aux

L'exemple du Conseil des habitants m'a permis de mettre en évidence les mécanismes par lesquels des épreuves publiques de justification perpétuent des injustices et des représentations du bien commun sur la scène publique légitiment des rapports de pouvoir. La lecture classique de la représentation politique (*Stellvertretung*) montre en effet que les injustices découlent d'une mauvaise composition du public admis à prendre la parole tandis que la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*) rend compte des rapports de pouvoir en insistant sur les défaillances institutionnelles des représentations (*Vorstellung*) que les citoyens donnent sur la scène publique. Par contraste, l'expérience du budget participatif éclaire la façon dont les démarches participatives, lorsqu'elles sont interrompues ou manipulées par leurs initiateurs, peuvent devenir contre-productives : loin de favoriser la participation des habitants, elles les détournent de l'action politique, soit en renforçant leur sentiment d'impuissance (lecture classique de la représentation politique – *Stellvertretung*), soit en les faisant accéder à une scène publique factice qui réduit la portée de leur représentation (lecture inversée de la représentation politique – *Repräsentation*). En effet, les problèmes du budget participatif de Marzahn-Hellersdorf ne tiennent ni à une mauvaise composition du public ni à un mauvais ancrage institutionnel. Malgré le « dilettantisme » administratif qui caractérise les premiers pas de cette expérience, celle-ci était plutôt bien partie, et cela du point de vue des deux lectures de la représentation politique : les conditions de discussion favorisaient la participation des catégories populaires de Marzahn Nord. Cette expérience aurait donc pu contribuer à dynamiser la vie politique locale si elle avait été poursuivie jusqu'à son terme et si elle n'avait pas été manipulée par le maire de l'arrondissement.

Alors que dans le cas du Conseil des habitants, les deux lectures de la représentation politique insistent chacune sur un aspect différent du même processus (la « privatisation »), elles convergent vers un même diagnostic dans celui du budget participatif. Cette dernière observation indique que ces deux lectures ne sont pas contradictoires. L'opposition entre les approches qui rendent compte des situations d'injustice et celles qui expliquent les rapports de pouvoir n'a donc pas de sens. Chacune d'elle rend compte d'un aspect différent de la représentation politique parce que celle-ci est, à l'image d'une pièce de monnaie, un phénomène à double face : en regarder une, c'est occulter l'autre, et inversement. Il est donc impossible de les réunir dans une vision unifiée ou synthétique mais elles n'en sont pas moins indissociables.

élections (le PDS.Linke perd 17 % des voix par rapport aux élections précédentes et ne dispose plus de la majorité absolue au sein de l'assemblée municipale).

Conclusion

L'objectif de ce chapitre était ambitieux : il s'agissait de traiter le problème de l'injustice sans occulter celui des rapports de pouvoir et inversement. Pour ce faire, j'ai dû m'aventurer dans un débat qui, en France, oppose deux points de vue rattachés à des écoles de pensée habituellement jugées concurrentes : l'une qui se réclame de la sociologie de Pierre Bourdieu, l'autre de la théorie que Luc Boltanski et Laurent Thévenot développent dans *De la justification* (1991). Ma position consiste à dire que ces deux points de vue sont effectivement opposés, mais qu'ils sont indissociables. Chacun d'eux permet de rendre compte de l'une des deux faces inversées du même phénomène : la représentation politique. Les deux cas que j'analyse dans ce chapitre m'ont aidé, par les énigmes qu'ils ont suscitées, à reconstruire ces deux points de vue à partir de références empruntées à la théorie sociologique, à l'histoire de l'art et à la théorie politique.

L'orientation de la première lecture qui découle de cette reconstruction est suggérée par la définition classique de la représentation politique comme mandat (*Stellvertretung*). Elle considère la publicité comme un attribut que le public confère à une action à l'issue d'une épreuve publique de justification. Le déroulement de ce type d'épreuves repose sur la confrontation entre une forme substantielle (l'action de celui qui représente doit comprendre l'ensemble des membres de la cité à laquelle elle emprunte la définition du bien commun en fonction de laquelle elle est orientée) et une forme indiciaire de représentation (les caractéristiques sociales du représentant sont autant d'indices du type d'expériences qu'il a traversées). Dans cette perspective, les injustices que ces épreuves perpétuent découlent d'une mauvaise composition du public de représentants indiciaires chargé d'évaluer l'action des candidats à la représentation substantielle : les caractéristiques sociales des personnes qui composent le public ne sont pas assez diversifiées de sorte que les perspectives dont elles sont porteuses ne permettent pas de déboucher sur une définition maximale du bien commun.

L'orientation de la seconde lecture de la représentation politique découle d'une approche qui conçoit la publicité comme un attribut du pouvoir devant un public (*Repäsentation*). Cette lecture de la représentation s'inspire de la métaphore théâtrale : représenter, c'est donner la représentation d'un bien commun sur une scène publique (*Vorstellung*). Pour acquérir une visibilité et une force performative, ce type de représentation nécessite cependant un art de la « présentation » (*Darstellung*) qui consiste en une opération dialectique d'occultation : un bien commun n'est

représenté sur le devant de la scène que sur le fond d'autres biens qu'il occulte. Dans le domaine politique, ce fond est constitué par les institutions où se sont sédimentés les répertoires d'action, d'objets et de personnages qui composent notre culture politique. A l'heure actuelle, c'est ce fond institutionnel qui me semble faire le plus défaut dans les expériences de démocratie participative mettant en exergue la participation des habitants.

À ce stade, mon enquête soulève une dernière question : aussi opposées que soient ces deux lectures, n'existe-t-il aucun moyen logique de les articuler ? L'une et l'autre reposent sur le même postulat qui constitue le déplacement théorique principal que j'ai opéré dans ce chapitre : celui de l'autonomie du politique par rapport à la société. Dans la perspective inversée de la représentation politique (*Repräsentation*), cela signifie que c'est la société qui tend à se conformer à la représentation qui est donnée d'elle sur la scène publique, et non l'inverse. En l'absence d'innovation institutionnelle, les représentations se ressemblent et l'ordre social se reproduit. En décrivant la façon dont une représentation politique acquiert une force performative lorsqu'elle est donnée sur la scène publique, cette lecture insiste ainsi sur les effets potentiellement subversifs de nouvelles figures politiques (celle du « citoyen ordinaire » incarnée par Jörg Bischof par exemple) et sur le rôle des personnes, des procédures et des objets qui, en assumant une fonction de « présentation », permettent de les faire émerger (le tirage au sort, les lois sur la parité homme/femme, les nouvelles formes de communication politique, etc.). À l'inverse, si l'on adopte la lecture classique de la représentation politique (*Stellvertretung*), le postulat de l'autonomie du politique par rapport à la société signifie que les définitions du bien commun qui orientent les épreuves publiques de justifications ne sont pas le simple décalque des structures sociales mais ont une logique propre, indépendante de ces structures. Cette lecture insiste sur la façon dont ces définitions sont élaborées et évoluent dans l'espace et dans le temps : les délibérations dans les espaces publics sont des moments réflexifs au cours desquels les définitions du bien commun qui orientent l'activité politique sont constamment réévaluées. À ce stade de mon enquête, une question reste donc ouverte : les principes supérieurs communs dont découlent les modèles de cités que Luc Boltanski et Laurent Thévenot décrivent à partir de plusieurs œuvres de la philosophie politique correspondent-ils à des définitions maximales du bien commun ? On peut en effet en douter dans la mesure où ces modèles, avant d'avoir été conceptualisés par les philosophes, ont d'abord émergé de multiples débats dont les minorités sexuelles, raciales et ethniques ou certaines classes sociales ont été (et sont encore majoritairement) absentes. Dans ce contexte, on peut imaginer que les délibérations prenant place dans des espaces publics qui intègrent mieux ces différences pourront contribuer à les faire évoluer et réduire d'autant les injustices.



Fête de quartier, Marzahn Nord, 4 juin 2005. Greta Dahlewitz pendant le discours d'inauguration.

En juin 2005, dans le quartier nord de Marzahn, la fête de quartier n'est pas organisée par le Kulturring⁴⁵⁵ comme cela avait été le cas l'année précédente. L'un des principaux sponsors de la fête, la société immobilière communale, a souhaité profiter de cette occasion pour inaugurer les immeubles rénovés dans le cadre du projet de restructuration urbaine. La fête n'a donc pas seulement pour vocation de « renforcer l'identification des habitants à leur quartier », un objectif qui justifie le soutien financier du « management de quartier ». La société immobilière communale veut en faire un évènement médiatique et engage, pour ce faire, les services d'une agence de publicité.

L'année précédente, la fête avait eu lieu dans un grand parc situé aux abords du quartier. Cette année, elle est organisée au cœur de la nouvelle résidence, dans une rue coupée du trafic automobile pour l'occasion. Le site choisi permet de découvrir les espaces collectifs et d'apprécier l'architecture de la nouvelle résidence. Il correspond à un centre névralgique du quartier que les passants doivent nécessairement emprunter pour le traverser. La fête se déroule sur trois espaces : une allée centrale sur laquelle donnent les différents stands des associations locales et des financeurs, une scène, située au bout de cette allée, et un espace, séparé de l'allée centrale par un bloc d'immeubles, où se concentrent les animations destinées aux enfants. Les séquences d'information sur les stands des associations locales et de la société immobilière, la visite d'un appartement témoin et les promenades en calèche dans le quartier sont ponctuées par des animations culturelles dans l'allée centrale et sur la scène. Le début et la fin de la fête sont marqués par deux moments forts : en début d'après-midi, le discours d'inauguration des personnalités officielles (un représentant de l'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain, le PDG de la société immobilière communale, les adjoints au maire de l'arrondissement chargés du développement urbain écologique et des affaires familiales et Greta Dahlewitz, porte-parole du Conseil des habitants) et, en début de soirée, le concert d'un groupe de variété connu originaire de Dresden. Durant le discours d'inauguration, Greta Dahlewitz justifie l'engagement du Conseil dans la sauvegarde d'une partie des immeubles par l'argument suivant : « J'ai toujours pensé que démolir des immeubles quand il y a encore des gens qui n'ont pas de toit pour vivre était un crime ». Son intervention est accueillie par un tonnerre d'applaudissements.

455 Il s'agit de l'association qui gère les équipements culturels de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf.



Fête de quartier, Marzahn Nord, 4 juin 2005. Allée centrale, devant le stand de la société immobilière communale⁴⁵⁶.



Fête de quartier, Marzahn Nord, 4 juin 2005. Au bout de l'allée centrale, devant la scène.

À cette époque, mon intégration au sein du réseau d'habitants et d'associations qui gravitent autour du « management de quartier » est quasiment achevée. Je suis connue de tous, ma présence suscite de moins en moins de questions et elle paraît d'autant plus évidente à cette fête que j'habite le quartier depuis plusieurs mois. Comme beaucoup d'habitants, je déambule avec mon appareil photo et discute avec les personnes que je rencontre dans l'allée centrale ou que l'on me présente sur les stands. Pour les habitants du quartier qui n'entretiennent pas de relations avec les élus ou les membres des associations locales, la déambulation se fait dans un contexte plus anonyme, tout au plus y rencontrent-ils un voisin avec lequel ils partagent une bière assis aux tables disposées au bout de l'allée centrale, face à la scène. Ces tables constituent les seuls espaces de repos de la fête et sont donc prises d'assaut par les personnes âgées. Ces dernières assistent aux animations culturelles qui sont présentées sur scène.

⁴⁵⁶ On aperçoit, au centre de l'image, le PDG de la société immobilière communale discutant avec sa collègue, responsable des relations publiques (en veste rose) et, tourné de leur côté, un appareil photo en main, Uwe Kloppenburg, un membre du Conseil des habitants.

Le Conseil des habitants dispose d'un stand commun avec l'équipe du « management de quartier » situé à côté de celui de la société immobilière communale. Pour ses membres, l'essentiel de l'action se passe dans l'allée centrale. Elle offre un contexte informel de discussion avec les élus locaux, les responsables d'autres associations et le PDG de la société immobilière communale qu'ils souhaitent mobiliser contre l'aménagement de la voie de contournement du village d'Ahrensfelde.



Fête de quartier, Marzahn Nord, 4 juin 2005. Espace de jeux pour les enfants.



Fête de quartier, Marzahn Nord, 4 juin 2005. Dans l'espace de jeux pour les enfants, les familles qui habitent dans le voisinage du Café de la Tour.

Pour les bénévoles du groupe d'entraide du Café de la Tour, l'essentiel de l'action se passe au contraire dans l'espace destiné aux enfants où se retrouvent les familles qui habitent dans le voisinage du Café. Dans cet espace, plusieurs stands proposent des jeux et des activités de bricolage aux enfants ou vendent des boissons et des aliments sucrés. Un château gonflable constitue l'attraction principale de cet espace. Les familles se regroupent autour de tables de jardins ou occupent les bancs donnant sur les aires de jeu. Anna et Angelika, deux bénévoles du Café de la Tour qui assurent la permanence du stand du groupe d'entraide dans l'allée centrale, ne cachent pas leur ennui lorsque je les interroge sur le déroulement de la fête : « Je m'attendais pas vraiment à ça. Je préférerais la fête de l'année dernière, c'était plus sympa, elle réunissait vraiment tous les gens du quartier, elle n'était pas centrée sur un groupe

d'immeubles en particulier. Aujourd'hui c'est pas une fête de quartier, c'est seulement la fête de ces immeubles. On ne fait que distribuer des tracts, pour moi c'est pas ça faire la fête. C'est que de la publicité », m'explique Anna. Au stand d'un projet d'entraide destiné aux « Aussiedler », Manfred Kästner, le responsable du *Kulturring*, regrette l'absence de ce groupe à la fête. Natalja Gründig, une bénévole du projet qui anime le stand, m'explique que le week-end, lorsqu'il fait beau, la plupart préfère se promener à l'extérieur ou se retrouver en famille sur les balcons ou dans les jardins familiaux⁴⁵⁷.

Cette séquence d'observation peut donner lieu à cinq lectures différentes qui correspondent à autant de thèses défendues dans ce travail. Une première lecture insiste sur la mosaïque que dessine la distribution spatiale des différentes catégories sociales qui fréquentent la fête. Bien que l'on identifie deux pôles de concentration (les personnes âgées dont les goûts culturels et les usages de l'espace sont similaires à ceux de l'ancienne « Intelligence socialiste » se réunissent devant la scène tandis que les familles populaires du quartier se regroupent dans l'espace dédié aux enfants), des espaces intermédiaires où les deux groupes se mêlent et des voies de circulation permettant d'accéder aux différents espaces de la fête persistent. Cette configuration infirme les thèses qui insistent sur la dualisation de l'espace, l'augmentation de la ségrégation socio-spatiale ou la formation de ghettos urbains dans les métropoles européennes. Elle indique que les structures socio-spatiales héritées de la période socialiste (opposition quartiers anciens vs. grands ensembles à Berlin-Est et opposition nord/sud à Marzahn), qui reflétaient alors la division interne à la classe ouvrière produites par les politiques sociales du régime socialiste (ouvriers qualifiés vs. ouvriers non qualifiés), sont brouillées par des différences plus fines introduites à la fin des années 1990 à la faveur de la privatisation du parc de logements en grand ensemble et du projet de restructuration urbaine inauguré pendant la fête.

Cette fête offre aussi l'occasion d'observer la façon dont les habitants de Marzahn s'approprient les offres de participation du « management de quartier ». Par rapport aux expériences passées de travail social dans le grand ensemble du Märkisches Viertel ou de « rénovation douce » dans le centre de Berlin-Ouest, la participation des habitants que donne à voir cette fête paraît moins revendicative : nous avons affaire à un projet qui associe les bailleurs du quartier, les associations locales et des organisations d'habitants dans une démarche commune de régénération du quartier. En revanche, la participation des habitants ne semble pas aussi individualisée que le laissait prévoir l'armature conceptuelle et matérielle des dispositifs : les membres du Conseil des habitants se sont

457 D'après les notes de terrain du 21 mars 2005 et du 4 juin 2005.

approprié ce dispositif, initialement destiné à les mobiliser sur une base individuelle, pour en faire une instance dont la vocation est de parler au nom de tous les habitants.

Une troisième lecture considère les groupes qui fréquentent la fête et leurs usages de l'espace. Elle met en lumière les rapports au quartier que j'ai repérés et la façon dont les trois catégories sociales qui ont retenu mon attention se partagent les espaces collectifs du quartier. Un premier groupe est composé de personnes proches de l'âge de la retraite, dont les usages de l'espace se rapprochent de ceux que j'ai associés à l'ancienne « Intelligence socialiste ». Ces personnes entretiennent des rapports anonymes avec leurs voisins tandis que la culture apparaît comme un élément de leur mode de vie indissociable du cadre urbain. Par contraste, les familles populaires qui se concentrent dans l'espace de jeux dédié aux enfants forment un groupe dont la sociabilité est structurée par les relations d'entraide entre les membres d'un même groupe familial. Ces familles ne se sentent pas concernées par les animations culturelles présentées sur la scène centrale. Les animations qui leur sont proposées et qu'elles fréquentent sont plus ludiques et impliquent l'ensemble des membres de la famille. Enfin, les grands absents de la fête sont les étrangers. Dans le cas des « Aussiedler », cette absence s'explique, d'après un membre de ce groupe, par un mode de sociabilité centré sur les relations familiales mais qui reste confiné aux logements ou à certains équipements. L'observation de la fête du quartier résume ainsi en quelques touches la façon dont les trois catégories de la population qui ont retenu mon attention se partagent l'espace en différentes aires auxquelles elles impriment leur marque (ambiance familiale marquée par une forte interconnaissance entre les personnes dans l'espace dédié aux enfants vs. ambiance plus anonyme marquée par des formes plus individualisées d'interactions dans l'allée centrale). La séparation physique des espaces permet d'éviter les conflits d'usage et d'organiser une forme pacifique de coexistence entre les différents groupes.

Une quatrième lecture insiste sur le travail de mise en forme propre aux parcours d'engagement orientés par la définition civique du bien commun (expression d'une volonté générale). En tentant de convaincre les élus locaux du bien fondé de leur action contre la voie de contournement du village voisin, les membres du Conseil des habitants mobilisent des soutiens qui leur permettront de manifester un collectif lors d'une épreuve publique ultérieure. L'intervention de Greta Dahlewitz est reçue comme une prise de parole par l'assistance parce que ce travail est économisé par des investissements de forme (son statut de porte-parole, le stand du Conseil des habitants). Son discours s'inscrit dans le cadre d'une épreuve qui confirme sa capacité à parler au nom des habitants du quartier au même titre que les adjoints au maire, le PDG de la société immobilière communale ou le représentant de l'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain. La proximité qu'entretient Greta Dahlewitz avec les personnalités officielles

de la fête pourrait laisser penser qu'en s'engageant pour son quartier Greta a aussi acquis une forme locale de notabilité lui permettant d'accéder à une nouvelle position sociale dans le champ des organisations militantes du quartier. Elle aurait ainsi reconverti en une forme localisée de capital le capital culturel accumulé pendant la période socialiste et le capital social constitué pendant la mobilisation pour la sauvegarde des immeubles. Pourtant, son discours ne dénote aucune spécialisation (ni savoir local, ni expertise militante) et relève plutôt du sens commun. Cette interprétation a certes raison d'associer la publicité à un signe de pouvoir mais elle oublie de considérer les éléments qui assurent une fonction de « présentation » (*Darstellung*) dans la situation considérée : le présentateur, les journalistes et les photographes, la banderole fixée à l'arrière de la scène, le dispositif spatial de la scène et les autres figures de représentants placés en arc de cercle derrière Greta au moment où elle prend la parole. L'ensemble de ces éléments fait de la scène de la fête une scène politique de représentation sur laquelle Greta incarne les locataires de la société immobilière communale devant ses concitoyens.

On peut ainsi considérer cette fête comme une situation de la vie publique de Marzahn Nord. Deux lectures complémentaires mais opposées sont possibles. La lecture suggérée par l'approche classique de la représentation politique comme mandat (*Stellvertretung*) distingue deux épreuves publiques concomitantes mais séparées. La première se déroule au bout de l'allée centrale : le projet de restructuration urbaine porté par plusieurs acteurs (une société publique, des élus locaux et un collectif d'habitants) est soumis à l'appréciation des citoyens du quartier. La seconde épreuve a lieu dans l'espace de jeux dédié aux enfants : les associations y font la démonstration publique de leur activité. Nous avons cependant affaire à deux espaces physiquement séparés par une rangée d'immeubles et fréquentés par des publics socialement homogènes. Cette forme de ségrégation politique pose deux problèmes : les actions soumises à l'épreuve sont évaluées en fonction de définitions du bien commun qui ne sont pas confrontées ; dans les deux cas, ces définitions n'incluent pas le point de vue de l'ensemble des personnes qui vivent dans le quartier. La façon dont Anna Hofer dénigre les discussions qui prennent place dans l'allée centrale et valorise les animations qui ont lieu dans l'espace dédié aux enfants indique d'abord qu'elle s'engage en fonction d'une autre définition du bien commun que celle qui oriente l'épreuve publique de justification dans l'allée centrale : elle réduit les discussions qui y prennent place à de la publicité au sens de « réclame » parce qu'elle estime que, pour être politique, une action doit manifester une activité (citée par projets) non un collectif (cité civique). L'organisation spatiale de la fête ne permet donc pas de confronter ces deux définitions du bien commun et de faire en sorte qu'elles soient plus inclusives. Ensuite, le jugement qu'Anna Hofer porte sur la fête (« Aujourd'hui c'est pas une fête de quartier, c'est seulement la fête de ces immeubles ») met en doute la dimension civique du projet de

restructuration urbaine : celui-ci ne profite qu'à une seule catégorie de la population du quartier, surreprésentée au sein du public auquel sont destinés les discours prononcés sur la scène située au bout de l'allée centrale. Le bien fondé du projet a donc peu de chances d'être mis en doute.

À partir de la lecture inversée de la représentation politique (*Repräsentation*), l'observation de la fête du quartier et de ses différents espaces acquiert davantage de relief. À la ségrégation socio-politique des espaces s'ajoute un ordre hiérarchique. Seule la scène située au bout de l'allée centrale peut être considérée comme une scène politique de représentation. L'ensemble des acteurs qui y évoluent disposent en effet d'un fond institutionnel qui confère à leur discours un poids et une visibilité particulière. La représentation donnée sur cette scène détourne ainsi l'attention des autres scènes plus marginales comme le reste de l'allée centrale ou l'espace de jeux pour les enfants. Dans ces deux contextes, les actions effectuées se réduisent à une vague « réclame ». Dans cette perspective, les représentations que l'ancienne « Intelligence socialiste » donne du quartier et de ses habitants dominent parce qu'elle est le seul groupe à accéder à une scène politique de représentation.

Ces deux lectures de la fête de quartier de Marzahn Nord n'élucident pas seulement une situation locale. Elles résument les réponses que j'apporte à deux questions générales que j'ai soulevées en introduction : celle de l'appropriation de l'espace et celle de l'engagement politique. Mon enquête montre que les transformations spatiales, qu'elles soient matérielles ou symboliques, sont liées à des dynamiques d'appropriation concurrentes confrontant différentes catégories d'acteurs et/ou d'habitants. Le discours des habitants sur la ville n'a d'effet sur les problèmes qu'il thématise que s'il prend la forme d'une action politique, c'est-à-dire que s'il devient une prise de parole. Cela ne signifie pas forcément que le contenu initial du discours évolue : une plainte personnelle n'a pas besoin d'être reformulée dans des termes généraux pour prendre la forme d'une prise de parole. Il suffit que celui qui l'exprime accède à la représentation. Pour ce faire, le discours que les habitants tiennent sur leur ville, leur quartier, leurs voisins ou leur logement doit prendre place dans un espace public, c'est-à-dire dans un dispositif technique qui rend ce discours accessible à l'ensemble des citoyens et le soumet à leurs prises de parole contradictoires. Le public qui évalue les actions effectuées au sein de ces espaces doit être socialement hétérogène et les personnes qui s'y expriment doivent disposer d'un arrière-plan institutionnel matérialisé dans des objets, des procédures ou des personnes qui assument une fonction de « présentation » au moment où ils prennent la parole. Lorsque la composition du public qui évalue ce discours est socialement homogène, ses jugements perpétuent des injustices : une plainte personnelle peut être reçue alors que son contenu n'est pas ajusté à une définition du bien commun. Par exemple, durant la fête de quartier que j'ai décrite plus haut, le projet de restructuration urbaine de la société immobilière

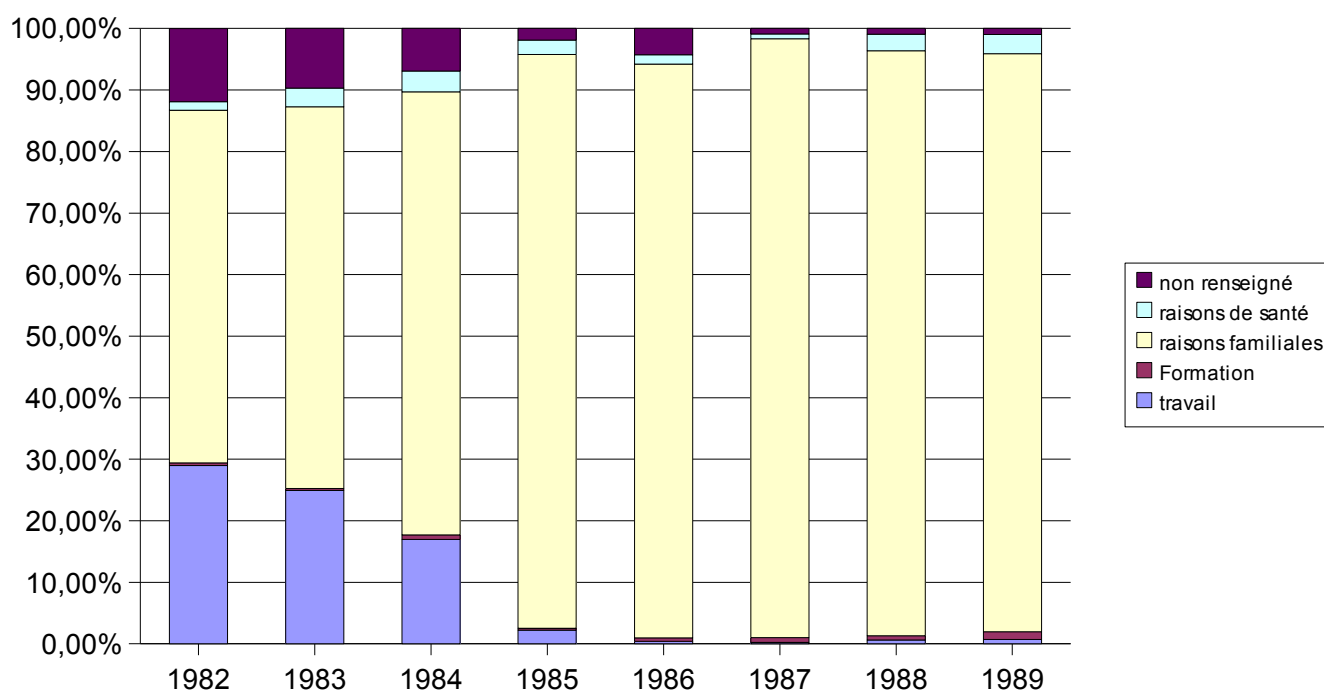
communale est applaudi alors qu'il ne profite qu'à une minorité d'habitants du quartier. De même, lorsqu'il manque au discours des habitants un arrière-plan institutionnel, il se réduit à une vague rumeur et n'a aucun effet social. La reproduction de l'ordre social n'est donc liée ni à une crise de la critique ni à l'homologie structurale entre le champ politique et l'espace social mais à une mauvaise composition du public admis à prendre la parole (lecture classique de la représentation politique - *Stellvertretung*) et au faible ancrage institutionnel des innovations susceptibles de faire émerger de nouvelles figures politiques (lecture inversée de la représentation politique - *Repräsentation*). De ce point de vue, même les expériences que j'ai décrites comme idéales sont en fait limitées : il est rare qu'elles offrent à tous les citoyens la possibilité de représenter un bien commun sur une scène politique. Par exemple, la mobilisation des locataires contre la démolition des immeubles du quartier est une expérience politique marquante pour ses protagonistes et pour ses témoins dans la mesure où elle transforme les représentations collectives associées aux habitants des grands ensembles de Marzahn : il s'agit de citoyens de plein droit, attachés à leur quartier et capables de se mobiliser. Pour autant, cette expérience perpétue des figures classiques de citoyens (celle du citoyen informé incarnée par Martin Witte ou de la « nouvelle militante » interprétée par Greta Dahlewitz) et une image conventionnelle des grands ensembles (celle d'un espace fonctionnel dont la qualité dépend de sa capacité à répondre à des besoins). Les espaces publics de Marzahn comptent en effet peu de procédures innovantes permettant aux familles populaires ou aux étrangers d'accéder à des scènes de représentation qui ne sont pas factices ou dénuées de fond. Or, ces catégories sont potentiellement porteuses d'autres représentations de la citoyenneté (celle du « citoyen ordinaire » incarnée par Jörg Dahlewitz par exemple), des grands ensembles (celle d'un espace de proximité ou de créativité) ou de leurs habitants (celle de personnes mobiles, intégrées dans des réseaux plus ou moins larges et pleines de projets).

La thèse principale de ce travail se résume ainsi en une phrase : les problèmes de participation sont des problèmes de représentation. Il ne faut donc pas dissocier ces deux objets classiques de la sociologie politique dans l'analyse. Ainsi, l'approche élargie du politique est intéressante à la condition qu'elle n'oublie pas les conditions qui garantissent la présence effective de tous les citoyens dans les espaces publics. Ces conditions sont réunies dans des procédures de composition du public qui s'appuient sur une forme indiciaire de représentation : les caractéristiques sociales de nos représentants sont les indices des expériences qui les ont affectés. Plus nos assemblées représentatives seront socialement diversifiées, meilleures seront les définitions du bien commun qu'elles produisent. De la même façon, l'approche restreinte du politique est intéressante à condition qu'elle reconnaisse une autonomie au politique par rapport à la société. Nous ne transformerons par l'ordre social sans agir sur les représentations collectives qui le perpétuent. Dans

cette perspective, les expériences de démocratie participative actuelles sont une source importante d'innovations à condition qu'elles soient ancrées dans le système institutionnel.

Annexe 1

Composition des flux d'arrivées à Marzahn en provenance des autres régions de RDA



Source : Statistisches Amt der Stadt Berlin, 1982-1989.

Annexe 2a

Liste des entretiens rétrospectifs, informatifs et semi-directifs sur les programmes de rénovation urbaine dans les secteurs de grands ensembles de Marzahn depuis les années 1990

Nom [Pseudo*]	Fonction	Date	Durée	Lieu
Antony	Fonctionnaire, service de l'urbanisme, Arrondissement de Marzahn-Hellersdorf	7 avril 2005	1h	Bureau, ancienne mairie de Marzahn (siège des services de l'urbanisme)
Brandt	PDG du groupe immobilier DEGEWO	6 avril 2006	1h30	Bureau, Alexanderplatz
Cremer	Fondatrice et directrice du bureau d'urbanisme UrbanPlan	20 octobre 2005	30 min	Bureau de la Plattform Marzahn
Cremer	Fondatrice et directrice du bureau d'urbanisme UrbanPlan	26 novembre 2007	15 min	Entretien au téléphone
[Dorne]	Manager de quartier à Marzahn NordWest depuis 2003	12 avril 2005	1h	Agence du quartier Marzahn NordWest
Glücklich	Fonctionnaire, service Soziale Stadt, responsable du suivi du quartier Marzahn NordWest, Administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain	2 mai 2005	1h	Agence du quartier Marzahn NordWest
Hintzmann	Directeur du service politique de la rédaction du Berliner Morgenpost	21 juin 2005	1h	Café Einstein, Unter den Linden
[Hunger]	Manager de quartier à Marzahn NordWest de 2002 à septembre 2004	20 octobre 2003	1h	Agence du quartier Marzahn NordWest
Kröber	Attachée de presse, groupe immobilier DEGEWO	11 avril 2005	1h	Siège du groupe DEGEWO, Potsdamerstraße (Schöneberg)
Mühlberg	Fonctionnaire, responsable du service Soziale Stadt, Administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain	23 septembre 2005	1h	Bureau, Administration du Sénat pour le développement urbain, Württembergische Str. (Charlottenburg)

Nom [Pseudo*]	Fonction	Date	Durée	Lieu
Niemann	Adjoint au maire en charge du développement urbain écologique, Arrondissement de Marzahn-Hellersdorf	21 juin 2005	1h30	Salle de réunion, ancienne mairie de Marzahn (siège des services de l'urbanisme)
[Rossmann]	Manager de quartier à Marzahn NordWest de 2000 à 2001	27 février 2007	1h	Bureau, Difu, (Tiergarten)
Schümer-Strucksberg	Fonctionnaire, directrice du service Soziale Stadt jusqu'en 2004, Administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain	7 septembre 2005	1h30	Domicile, Charlottenburg
Weeber	Fondatrice et directrice du bureau d'urbanisme Weeber+Partner	14 novembre 2007	1h	Bureau de Stuttgart

* Les noms des personnes qui n'ont pas donné leur accord pour être mentionnées dans l'enquête ont été anonymisés.

Annexe 2b

Exemples de guides d'entretiens semi-directifs, informatifs et rétrospectifs sur le thème de la rénovation urbaine dans les secteurs de grands ensembles de Marzahn depuis les années 1990 [traduction française]

Entretien avec les managers de quartier

Professioneller Lebenslauf [Trajectoire professionnelle]

Wie ist sie von UrbanPlan angestellt worden? [conditions d'embauche à UrbanPlan]

Bedingungen Ihrer Bewerbung [conditions de sa candidature]

Zu welchem Anlass, zu welchem Zeitpunkt wurde sie angestellt? durch wen/was hat sie das Büro zu Kenntnis genommen? [à quelle occasion, à quel moment? par quel intermédiaire a-t-elle connu le bureau?]

Erfahrungen in den Großsiedlungen (in den 80er Jahren? in den 90er Jahren? Wenn ja: Wo? welche Bedingungen (Büro? Studium? Beschreibung der Projekte?) [Expérience dans les grands ensembles: dans les années 1980? 1990? Si oui, où? dans quelles conditions? embauchée dans un bureau ou étudiante? Description des rojets menés?]

Ausbildung [formation]

Im Allgemeinen, im Bereich der BBeteiligung: Ausbildung? Erfahrung? Wenn ja: wann? wo? mit wem? durch wen/was zu Kenntnis genommen? [En général et dans le domaine de la participation des habitants: formation ou expérience spécifique? Si oui, quand, où, avec qui, par quel intermédiaire en a-t-elle eu vent?]

Stellung im Betrieb [Position dans l'entreprise]

Erfahrung als Quartiersmanager [expérience de manager de quartier]

Aufbau der Quartiersagentur in MarzahnNordWest [Mise en place de l'agence de quartier à Marzahn NordWest]

Bedingungen der Ausschreibung [Condition de l'appel d'offre]

War sie schon zum Zeitpunkt der Ausschreibung angestellt? Hat sie an der Ausschreibung teilgenommen? Wenn ja: wie ist es gelaufen? Welche waren die Konkurrenten? Ihrer Meinung nach, was war der Vorteil von UrbanPlan den anderen Konkurrenten gegenüber? Was hat UrbanPlan aus ihrer Erfahrung im Vordergrund gestellt? [Etait-elle déjà engagée à l'époque de l'appel d'offre? A-t-elle participé à l'appel d'offre? Si oui: comment cela s'est-il passé? Quels étaient les concurrents? D'après elle, quels étaient les avantages de UrbanPlan? Quelles expériences le bureau a-t-il mis en avant?]

Beziehungen mit den politischen Institutionen (SenStadt/Bezirksamt)[Rapport avec les institutions politiques]

Wie sahen zu dieser Zeit die Vorschriften des Senats aus? Besonders: im Bereich der BBeteiligung? Wenn keine oder lose Vorschriften: wie hat sie sich die BBeteiligung konkret vorgestellt (Ziele, Methoden, Herangehensweise)? An welchen konkreten Beispiele oder Erfahrungen konnte sie konkret anknüpfen?[Quels étaient les directives du Sénat à cette époque, en particulier dans le domaine de la participation des habitants? Si pas de directives ou directives floues: comment s'est-elle concrètement représentée la participation des habitants (objectifs, méthode, approche)? Quels exemples et quelles expériences a-t-elle mobilisés concrètement?]

Beziehungen mit dem Bezirksamt? (eher offen? war es leicht, Ansprechpartner zu finden? Wenn ja: wer genau? (bestimmte Person und/oder Abteilung?) wie hat sich die Zusammenarbeit entwickelt? [Rapports avec l'administration de l'arrondissement? Plutôt ouverts? Est-ce qu'il était facile de trouver des interlocuteurs? Si oui: qui exactement: une personne en particulier et/ou un service administratif?]

Quartierskonferenz, Bewohnerbeirat [Conférence de quartier, Conseil des habitants]

Anlass? Ziel? [A quelle occasion? Quels objectifs?]

Ursprung des Bewohnerbeiratsverfahrens: An welchen konkreten Beispiele oder Erfahrungen konnte sie konkret anknüpfen? Warum dieses Modell und nicht andere: welche Vorteile? Nachteile? Probleme? [Origine du dispositif du Conseil des habitants?: quels expériences ou exemples ont été concrètement mobilisés? Pourquoi ce modèle et pas un autre? : quels avantages? inconvénients? problèmes?]

Entretien avec les responsables de bureaux d'étude (bureau Weeber+Partner)

2 Hauptthemen des Gesprächs [deux thèmes principaux de l'entretien]:

Geschichte des Büros [histoire du bureau]

Gesammelte Erfahrung im Bereich der Bewohnerbeteiligung [expérience accumulée dans le domaine de la participation]

Professioneller Lebenslauf [Trajectoire professionnelle]

Rolle Ihrer Doktorarbeit für ihre berufliche Karriere [Rôle de sa thèse dans la suite de sa carrière professionnelle]

Erste ihrer Forschungen zu Großsiedlungen? Wie war sie auf dieses Thema gekommen? Wahl der Großsiedlung in Stuttgart? [Première de ses recherches sur les grands ensembles? Comment en est-elle venue à choisir ce thème? Le grand ensemble étudié à Stuttgart?]

Leute, die während der Doktorarbeit getroffen wurden, wichtig für die weitere Entwicklung Ihrer Tätigkeit? Inwiefern? [Personnes qu'elles a rencontrés dans le cadre de sa thèse ont-elle été importantes pour la suite de sa carrière? Dans quelle mesure?]

Art der Finanzierung der Doktorarbeit? [Mode de financement de sa thèse?]

Berufliche Karriere an der Uni parallel zu der Gründung? Wenn nicht, warum? [A-t-elle poursuivi une carrière universitaire parallèlement à la création du bureau? Si non, pourquoi?]

Lehrtätigkeiten? Wenn ja, wann, welche Uni, welcher Bereich? [A-t-elle conservé une activité d'enseignement? Si oui, quand, dans quelle université, dans quel domaine?]

Beschreibung des Kontexts der Gründung des Büros [Description du contexte de la création du bureau]

Expertisen zu den Großsiedlungen besonders gefragt? Von wem? In welchen Regionen Deutschlands? [Expertises sur les grands ensembles particulièrement demandées à cette époque? Par qui? Dans quelles régions d'Allemagne?]

Gründung des Büros [Création du bureau]

Anlass und Ziel? [Occasion et objectifs?]

Mit wem? [Avec qui?]

Erste und große Kunden des Büros? Wie? Durch wen? [Premiers clients importants du bureau? Par quel intermédiaire?]

Zentrale Tätigkeiten des Büros? [Activité centrale du bureau?]

Beruflicher Profil der Mitarbeiter (Planer? Ingenieur? Sozialwissenschaftler?) [Profil professionnel des employés: urbanistes? ingénieurs? diplômés de sciences sociales?]

Hypothèse à tester: dans les années 1970-80, le centre de gravité de l'activité rénovatrice se situe dans le sud de l'Allemagne.

"Nachbesserung" von Großsiedlungen ["Amélioration" des grands ensembles]

Positionierung zur Frage Nachbesserung von Großsiedlungen [Position dans le débat sur l'"amélioration" des grands ensembles]

Wann hat sie sich für das Thema interessiert? [Quand s'est-elle intéressée à ce thème?]

Konkrete Erfahrungen im Bereich (zu welchem Anlass? Durch welche Verträge? Wo (Stadt, Region)? [Expériences concrètes dans ce domaines: à quelle occasion? dans le cadre de quels contrats, où (ville, région)?]

Veränderung in den Projekten des Büros? Im Profil der Mitarbeiter? [Transformation des projets gérés par le bureau? du profil professionnel des employés?]

Welche Thesen hat sie vertreten gegen/mit wem? [quelles thèses a-t-elle défendues, contre/avec qui]

Wo wurden diese Thesen vorgestellt (Tagungen? Expertenkommissionen? Städte? Länder? Bund?)? [Où ces thèses ont-elles été présentées: colloques? commissions d'experts ? villes? Länder? Etat fédéral?]

Praxis der Beteiligung der Bewohner in den 80er Jahren [Pratiques de la participation des habitants dans les années 1980]

Besondere Thesen, die sie zu dieser Frage vertreten hat? [Thèses particulières qu'elle a défendu sur ce thème?]

Hat sie Beteiligungsverfahren im Rahmen mancher Ihrer Projekten in den 80er Jahren durchgeführt, benutzt? Wann? Wo? Wofür? Mit wem? [A-t-elle mis en place des dispositifs de participation dans le cadre des projets qu'elle a mené dans les années 1980: quand? où? objectifs? avec qui?]

Beschreibung der durchgesetzten Verfahren? Nach welchen Beispielen? Durch wen/was zur Kenntnis genommen? [Description des dispositifs mis en place: à partir de quels exemples? Comment en a-t-elle eu connaissance?]

Erfahrung der „behutsamen Stadterneuerung“ in Berlin zur Kenntnis genommen? /benutzt? Wenn ja: wie, durch wen/was, wann, wo, wofür, mit wem? [A-t-elle suivi/utilisé l'expérience de la

"rénovation douce" à Berlin? Si oui: comment, par quel intermédiaire, quand, où, pour quoi faire, avec qui?]

Niederlassung in Berlin ab 1989 [Installation du bureau à Berlin à partir de 1989]

Beschreibung des Kontexts der Niederlassung [Description du contexte de l'installation]

Expertisen zu den Großsiedlungen Ost besonders gefragt? Von wem? In welchen Regionen Deutschlands? [Demande importante d'expertise sur les grands ensembles est-allemands? Par qui? Dans quelles régions d'Allemagne]

Andere Themenschwerpunkten, Arbeitsansätze als für die Großsiedlungen West oder konnte sie ihre Erfahrung im Westen einbringen? Oder war ihre Erfahrung im Westen wichtig, um erste Arbeitsaufträge zu bekommen? [Avait-on d'autres définitions des problèmes et les mêmes approches que celles développées pour les grands ensembles ouest-allemands ou pouvait-elle réinvestir son expérience ouest-allemande? Cette expérience acquise en Allemagne de l'Ouest était-elle importante pour obtenir des contrats à l'Est?]

Bedingungen ihrer Zusammenarbeit in der ExpertInnenkommission zur Großsiedlungsbericht 1994: war schon in solchen ExpertInnenkommission vorher beteiligt ? [Conditions de sa participation à la commission d'experts pour l'élaboration du rapport fédéral sur les grands ensembles en 1994: avait-elle déjà participer à des commissions de ce type auparavant?]

Gründung des Büros in Berlin [Création de l'agence à Berlin]

Anlass und Ziel? [Occasion et objectifs?]

Mit wem? (warum Mitarbeit mit UrbanPlan und nicht STERN?) [Avec qui? : pourquoi travaille-t-elle avec UrbanPlan et pas avec STERN?]

Erste und große Kunden des Büros? Wie? Durch wen? besonders: wie wurden die Kontakte mit der Senstadt/SenBauenVerkehr) aufgenommen, kannte sie schon M. Schümer-Strucksberg persönlich? Wie? [Premiers clients important de l'agence? Comment? Par quel intermédiaire? En particulier: comment a-t-elle noué contact avec l'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain et pour la construction? Connaissait-elle déjà personnellement M. Schümer-Strucksberg? Comment?]

Selbe Tätigkeiten wie in Stuttgart? [Mêmes activités qu'à Stuttgart?]

Beruflicher Profil der Mitarbeiter (Planer? Ingenieur? Sozialwissenschaftler?) [Profil professionnel des employés: urbanistes? ingénieurs? diplômés de sciences sociales?]

Spezialisierung Berlin/Stuttgart oder Neuorientierung der Tätigkeit des Büros insgesamt? [Spécialiations de Berlin par rapport à Stuttgart ou réorientation de l'ensemble des activités du bureau?]

Entwicklung der Tätigkeiten in Stuttgart – Anfang der 90er Jahren [Développement des activités à Stuttgart - début des années 1990]

Neuorientierung der Tätigkeiten des Büros in Stuttgart ? (weniger Aufträge? Andere Art von Aufträge? Andere Art von Kunden?) [Réorientation des activités du bureau à Stuttgart: moins de contrats? Autre type de contrats? Autre type de clients?]

Neuorientierung des beruflichen Profils der Mitarbeiter in Stuttgart? (Planer? Ingenieur? Sozialwissenschaftler? Sozialpädagoge? Geographen?) [Réorientation du profil professionnel des employés à Stuttgart: urbanistes? ingénieurs? diplômés de sciences sociales? éducateurs? géographes?]

Hypothèse à tester : déplacement du centre de gravité de la rénovation, 2ème âge d'or de la rénovation urbaine à Berlin dans les années 1990.

Bedingungen der Zusammenarbeit mit UrbanPlan in den 90er Jahren (Plattform Marzahn).
[Condition de la collaboration avec UrbanPlan dans les années 1990 (Plattform Marzahn)]

Anlass der Zusammenarbeit (nur für die Plattform? Kontakte oder Zusammenarbeit schon vorher?) [Occasion de la collaboration: seulement dans le cadre de la Plattform? Contacts et collaborations qui préexista à cette expérience?]

Gründe der Arbeitsteilung ? [Raisons de la division du travail?]

Ende der Zusammenarbeit? (Anlass? Grund?) [Fin de la collaboration: à quelle occasion? raisons?]

Konkrete Erfahrungen, die in den Beteiligungsverfahren im Rahmen der Plattform Marzahn reinfließen [Expériences concrètes qui sont réinvesties dans les dispositifs de participation mis en place dans le cadre de la Plattform Marzahn]

Vorrige Erfahrungen der Mitarbeiter [Expérience antérieure des employés]

Besondere Modellen, Beispiele, an denen angeknüpft wurde? Durch wen/was zur Kenntnis genommen? [Modèles particuliers, exemples qui sont mobilisés? Par quel intermédiaire en a-t-elle eu connaissance?]

Entwicklung der Tätigkeiten im Bereich der Stadtentwicklung der beiden Büros im Laufe/am Ende der 90er Jahre? [Développement de l'activité des deux agences dans le domaine du développement urbain au cours/à la fin des années 1990]

Teilnahme an der Diskussion zum Programm SS [Participation à la discussion autour du programme SS]

Seit wann, wie, zu welchem Anlass, durch wen/was hat sie angefangen an der Diskussion teilzunehmen? (Teilnahme Evaluation des Programms Difu zB) [Depuis quand, comment, à quelle occasion, par quel intermédiaire a-t-elle commencé à participer à la discussion?]

Orte dieser Fachdiskussion (Tagungen? Expertenkommissionen? Städte? Länder? Bund?)? [Lieux de cette discussion: colloques? commissions d'experts ? villes? Länder? Etat fédéral?]

Rolle der Erfahrung im Bereich der Beteiligung [Rôle de l'expérience dans le domaine de la participation]

Welche Erfahrungen werden im Vordergrund gestellt, um Aufträge im Bereich der Beteiligung / Projektsteuerung/QM zu erhalten? (Wichtigkeit der Erfahrung in Marzahn heute?) [Quelles expériences sont mises en avant pour l'obtention de contrats dans le domaine de la participation/ de la gestion de projets/ du management de quartier?]

Neuorientierung der Tätigkeiten der Büros in der Richtung Bürgerbeteiligung/Projektsteuerung? (Wichtigkeit jener Aufträge in den gesamten Aufträgen des Büros? wird größer? Weniger? Wichtigkeit der Kunden?) [Réorientation de l'activité du bureau dans le domaine de la participation/gestion de projets? : importance de ces contrats dans le volume global du bureau? Augmente? Diminue? Importance des clients?]

Neuorientierung des beruflichen Profils der Mitarbeiter? (Planer? Ingenieure? Sozialwissenschaftler? Sozialpädagoge? Geographen?) [Réorientation du profil professionnel des employés: urbanistes? ingénieurs? diplômés de sciences sociales? éducateurs? géographes?]

Hypothèse à tester: évolution du cœur de métier et du type d'expertise avec les programmes du type Soziale Stadt.

Entretien avec les responsables de l'administration du Sénat de Berlin pour le développement urbain (entretien avec Monica Schümer-Strucksberg)

Sanierung der Großsiedlungen in West-Berlin [Rénovation des grands ensembles à Berlin-Ouest]

Die „behutsame Stadterneuerung“ in Kreuzberg in den 90er Jahren ist sehr bekannt. Dieses Modell beruht grundsätzlich auf eine öffentliche Finanzierung der Sanierung und neue Akteuren: IBA und Mieterberatung. Es betraf auch generell Altbaugebiete. Wie war es aber für die Großsiedlungen in den anderen Teilen von West-Berlin?[La "rénovation douce" à Kreuzberg dans les années 1970 est très connue. Ce modèle repose principalement sur le financement public de la rénovation et de nouveaux acteurs: l'IBA et le conseil aux locataires. Il concernait généralement les secteurs anciens. Qu'en était-il des grands ensembles ouest-allemands?]

Wann hat man angefangen, sie zu sanieren? Wieso? Was war das Ziel der Programme?
[Quand a-t-on commencé à les rénover : débat public? Expertise interne? Pourquoi? Quel était l'objectif des programmes?]

Wie haben sich diese Programme entwickelt? Wodurch wurde diese Entwicklung eingeleitet: politischer Kurswechsel? Entwicklung des Fachpersonals in der Verwaltung? Öffentlichkeit?
[Comment ces programmes ont-ils évolué? Opérateurs de cette évolution: changement politique? institutionnel? demande sociale?]

Finanzierung der Sanierung: Mit welchen Mitteln? Durch welche Akteure? = Private od. gemeinnützige Eigentümer? [Financement de la rénovation: avec quels moyens? Portée par quels acteurs: acteurs privés ou publics?]

Beschreibung der Beteiligungsverfahren: Rolle der Vertreter der Bewohnerinteressen? Rolle der Stadtplaner? [Description des dispositifs de participation: rôle des représentants des habitants? Rôle des urbanistes?]

Sanierung der Großsiedlungen in Ost-Berlin [Rénovation des grands ensembles à Berlin-Est]

Was die Sanierung in den Altbaugebieten Ost-Berlins betrifft, zeigen alle Autoren, daß der Senat als Finanzierer zurückgetreten ist, und daß die privaten Investoren ins Zentrum des Prozesses

standen. Dies ist aber nicht der Fall für die Großsiedlungen. [En ce qui concerne la rénovation des quartiers anciens à Berlin-Est, la plupart des auteurs parlent d'un retrait de l'Etat et d'un financement de plus en plus privé. Ce n'est cependant pas le cas de la rénovation des grands ensembles: pourquoi?]

Finanzierung der Sanierung: Mit welchen Mittel? Durch welche Akteure? = Private od. gemeinnützige Eigentümer? was war eigentlich die Rolle der Wohnungsbaugesellschaften in diesem Prozess? [Financement de la rénovation: avec quels moyens? Portée par quels acteurs: acteurs privés ou publics? Rôle des sociétés immobilières communales dans ce processus?]

Gab es ein Konsens innerhalb der Verwaltung über die Durchführung dieser Programme oder gab es auch Streitlinien? [Y avait-il un consensus au sein de l'administration au sujet de la mise en place de ce programme ou bien y avait-il débat?]

Auswahlkriterien der Planungsbüros für die VorOrtVerfahren: wie wurden sie ausgewählt, nach welchen Kriterien? War eine Erfahrung in den westdeutschen Großsiedlung notwendig oder gewollt? Sollte man eine gemischte Team mit westlichen und ostlichen Mitarbeiter bilden? Wichtigkeit der Erfahrung im Bereich der Bürgerbeteiligung? [Critères de choix des acteurs sur le terrain: comment ont été sélectionné les candidats aux appels d'offre? Est-ce qu'une expérience dans les grands ensembles ouest-allemands était nécessaire ou souhaitée? Nécessité d'une équipe mixte (Est/Ouest)? Importance de l'expérience dans le domaine de la participation?]

Hat sie auch eine bestimmte Entwicklung ab den Jahren 2000 (aber vor dem Programm SUO) gespürt? Womit war diese Entwicklung verbunden? Widersprüche innerhalb der Verwaltung? [A-t-elle ressenti une évolution à partir des années 2000, mais avant le programme Stadtumbau Ost? Comment explique-t-elle cette évolution? Opposition au sein de l'administration?]

Konkrete Umsetzung des Programms Soziale Stadt

Die konkrete Arbeit innerhalb der Verwaltungen [activité concrète au sein de l'administration du Sénat de Berlin]

Wie wurde das Programm im Berliner Senat angenommen: Befürworter / Gegner? [Comment le programme a-t-il été accueilli au sein du Sénat de Berlin?: soutiens? détracteurs?]

Welche Abteilungen waren für das Programm zuständig? Wieso wurde die SenStadt für die Koordination des Programms gewählt? [Quelles directions étaient responsables du programme? Pourquoi la responsabilité de la coordination du programme a-t-elle été confiée à l'administration pour le développement urbain?]

Wie funktionierte die Zusammenarbeit innerhalb der Senatsverwaltung, zwischen den Senatsverwaltungen, zwischen SenStadt und den Bezirken (bzw. mit dem Marzahn Bezirk), zwischen SenStadt und den QM-Teams (bzw. QM Team Marzahn Nord West)? Wieso hat man das System einer freien Trägerschaft für das QM Team gewählt und nicht dies zum Bezirk zB übergeben?) [Comment fonctionnait le travail entre les différents services de l'administration du Sénat, entre SenStadt et les arrondissement (en particulier l'arrondissement de Marzahn), entre SenStadt et les équipes du QM (en particulier l'équipe de Marzahn NordWest)? Pourquoi a-t-on préféré confier la gestion du processus à des acteurs privés et non à un service administratif des arrondissements?]

Beteiligungsverfahren vor Ort

Wofür dient die BBeteiligung im Rahmen des Programms? [A quoi sert la participation des habitants dans le cadre de ce programme?]

Welche Modellen werden in Berlin angeknüpft? Kontinuität mit der "behutsamen Stadterneuerung"? [De quels modèles s'inspire-t-on à Berlin? Continuité avec la "rénovation douce"?]

Außer die Bürgerjürs, war ein bestimmtes Modell der BBeteiligung vorgegeben oder an den QM Teams überlassen? Warum? [Les jurys citoyens mis à part, a-t-on proposé un modèle de participation particulier aux équipes de QM ou les a-t-on laissées libres? Pourquoi?]

Werden die QM Teams dafür speziell geschult? [Les équipes de QM ont-elles suivi des formations particulières dans ce domaine?]

„Soziale Stadt“/ Stadtumbau Ost

Der Fall von Marzahn Nord West ist dadurch auch in den letzten Jahren besonders geworden, daß dieser Stadtteil vom Programm SUO 2002 betroffen wurde. Welche war ihre Stellung zu diesem Programm/ zum Projekt in Marzahn Nord? Stand es nicht im Widerspruch zu den Projekten, die im Rahmen des QMs geführt wurden? Hat es zu Widersprüche innerhalb der Verwaltung geführt? Inwiefern konnte sie oder hat sie versucht, ihr Standpunkt durchzusetzen? [Le cas de Marzahn Nord a la particularité d'être aussi concerné par le programme Stadtumbau Ost depuis 2002. Quelle a été sa position par rapport à ce programme? par rapport au projet mené dans le quartier de Marzahn Nord? Ce programme n'entraîne-t-il pas en contradiction avec les projets menés]

dans le cadre du management de quartier dans ce quartier? Est-ce que cela s'est traduit par des oppositions au sein de l'administration? Dans quelle mesure pouvait-elle ou a-t-elle essayé d'imposer son point de vue?]

Annexe 3a

Liste des entretiens réalisés avec des représentants du service du logement des administrations publiques locales (Sénat et arrondissement) et des bailleurs de Marzahn Nord sur le thème de la gestion du parc de grands ensembles à Marzahn

Nom [Pseudo*]	Fonction	Date	Durée	Lieu	Nature de l'entretien
[Bentz]	Fonctionnaire du service du logement de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf	20 novembre 2006	1h	Bureau, Service du logement, administration de l'arrondissement de Marzahn-Hellersdorf	Entretien formel non enregistré
[Bergmann]	Assistante de M. Bahlo, gestionnaire du parc de logements de la WBG Marzahn	14 février 2006	1/4h		Entretien téléphonique suivi d'une correspondance électronique
[Klönne]	Gestionnaire du parc de logements la société immobilière MEGA GmbH	1er mars 2006	1/4h		Entretien téléphonique
Kröber	Attachée de presse, groupe immobilier DEGEWO	9 novembre 2005	1/4h		Entretien téléphonique
[Reinhauer]	« Gestionnaire social » (Sozialmanager) de la coopérative Nordlicht	11 avril 2006	1h	Bureau, siège de la coopérative (Marzahn Nord)	Entretien formel non enregistré
Schultz	Fonctionnaire de la direction IV-A (Politique du logement et des loyers, sociétés immobilières communales) au Sénat de Berlin	28 octobre 2003	1h30	Bureau, Sénat de Berlin	Entretien formel non enregistré
Willumat	Président du Conseil d'Administration de la coopérative Berlin-Brandenburgische Wohnungsbaugenossenschaft	10 avril 2006	1/4h		Entretien téléphonique précédé d'une correspondance électronique

* Les noms des personnes qui n'ont pas donné leur accord pour être mentionnées dans l'enquête ont été anonymisés.

Annexe 3b

Exemples de guide d'entretien avec des représentants des services du logement des administrations publiques locales (Sénat et arrondissement) et des sociétés immobilières de Marzahn Nord sur le thème de la gestion du parc de grands ensembles à Marzahn

Entretien avec les représentants des administrations publiques locales (Mme Bentz)

Wohnberechtigungsschein (WBS) [justificatif donnant accès aux logements sociaux]

Im Bestand der Großsiedlung Marzahns, welche Wohnungen sind für WBS-Träger zugänglich ? [Dans le parc de grands ensembles de Marzahn, quels logements sont accessibles aux porteurs du WBS?]

Wieviele ? Wie/von wem ist der Bestand gewählt worden ? Wie/von wem ist diese Wahl kontrolliert worden ? [Combien de logements sont concernés ? Comment/par qui sont-ils choisis ? Comment/par qui ce choix est contrôlé]

Veränderung seit 2000 ? [Changements depuis la privatisation?]

Wie hat sich der Bestand, der für WBS Träger zugänglich ist, seit 2000 verändert ? Zahl der Wohnungen ? Lage im Bezirk (mehr räumliche Konzentration ?) ? [Evolution du parc de logement ? Quantité de logements ? Situation des logements dans l'arrondissement (davantage de concentration spatiale?) ?]

Wie haben sich das Belohnungsrecht und die Kontrollmöglichkeit der Kommune seitdem verändert ? [Evolution des possibilités de peuplement des communes et de leurs moyens de contrôle]

Wie erklären Sie diese Veränderungen ? [Explications du changement ?]

A vérifier : changement associé à la privatisation ?

Rolle der Kommune im Rahmen der Hartz IV Reform [Rôle des communes dans le cadre de la réforme Hartz IV]

Im Bestand der Großsiedlung Marzahns, welche Wohnungen sind für Sozialhilfeempfänger zugänglich ? [Dans le parc de grands ensembles de Marzahn, quels logements sont accessibles aux bénéficiaires des aides sociales?]

Wieviele ? Wie/von wem ist der Bestand gewählt worden ? Wie/von wem ist diese Wahl kontrolliert worden ? [Combien de logements sont concernés ? Comment/par qui sont-ils choisis ? Comment/par qui ce choix est contrôlé ?]

Veränderung seit 2000 ? [Changements depuis la privatisation?]

Wie hat sich der Bestand, der für Sozialhilfempfänger zugänglich ist, seit 2000 verändert ? Zahl der Wohnungen ? Lage im Bezirk (mehr räumliche Konzentration ?) ? [Evolution du parc de logement ? Quantité de logements ? Situation des logements dans l'arrondissement (davantage de concentration spatiale?) ?]

Wie erklären Sie diese Veränderungen ? [Explications du changement ?]

A vérifier : changement associé à la réforme des aides sociales ?

Entretien avec les bailleurs de Marzahn Nord (M. Reinbauer)

Vorstellung meiner Arbeit [Présentation de mon travail]

Doktorandin an der Humboldt Uni Berlin + Universität Paris 8 [Doctorante à l'Université Humboldt de Berlin + Université Paris 8]

Forscherin am deutsch. französischen Forschungszentrum Berlin [Chercheuse au Centre Marc Bloch]

Thema der Doktorarbeit = Bürgerbeteiligung in Marzahn = Entwicklung von partizipativen Verfahren im Kontext des Transformationsprozesses OstD [Thème de la thèse = participation à Marzahn = développement de procédures participatives dans le contexte des processus de transformation en Allemagne de l'Est]

Es fehlen mir Daten zur sozialen Entwicklung in Marzahn Nord : Daten des Stala Berlin und der QM nur auf Bezirksebene. Ich suche Daten auf Quartiersebene. Die BBWBG und die WBG haben mir schon die Daten, die sie haben gegeben [Il me manque des données sur les transformations sociales à Marzahn Nord. Celles que j'ai de l'office statistique berlinois et du management de quartier ne concernent que l'échelle de l'arrondissement. Je cherche des données à l'échelle du quartier. La BBWBG et la WBG ont déjà coopéré à mon enquête.]

Zur Herstellung und Benutzung der Daten [Production et usage des données]

Welche Daten werden von der Genossenschaft über seine Mieter hergestellt ? Wie ? Wofür ? [Quelles données la coopérative produit-elle sur ses locataires ? Comment ? Pour quoi faire ?]

Zu Ihrer Arbeit in der Genossenschaft

Professioneller Lebenslauf (Art der Bildung ?) [Parcours professionnel (type de formation ?)]

Wie und wofür sind Sie von der Genossenschaft eingestellt worden ? [Comment et pour quoi faire avez-vous été employé par la coopérative ?]

Was machen Sie konkret ? [Que faites-vous concrètement ?]

Wie hat sich Ihre Arbeit verändert ? Seit wann ? Wie erklären Sie die Veränderungen ? [Comment son travail a-t-il évolué ? Depuis quand ? Comment interprétez-vous le changement ?]

Annexe 4a

Liste des entretiens réalisés avec des habitants de Marzahn Nord sur les thèmes des usages du quartier et de la participation (Bürgerbeteiligung)

Pseudo	Entretiens formels	Entretiens informels	Age en 2005	Nationalité	Date d'arrivée dans le quartier	Profession / Formation	Statut matrimonial	Statut social des membres du foyer en 2005	Adhésion à un parti politique	Engagement dans une organisation locale	Profession de la mère	Profession du père	Lieu et date des entretiens	Lieu et date de la prise de vue
Rolf Bangartz	2	>10	68	All (Sachsen)	1987	Electricien puis officier dans l'armée est-allemande	Veuf d'un 1er mariage, remarié et divorcé, 3 enfants du 1er mariage	Retraité depuis 1991	PDS	BBR, Initiative de défense des locataires, Qrat, BH	Infirmière	Orphelin de père	1. 09/05/05, domicile; 2. 20/02/07, domicile	
Paula et Jan Baumgartner	0	2	50 ans et 20 ans	All (Berlin-Est)	1986	Paula : Ingénieur dans une entreprise de construction Jan : étudiant en histoire et en romanistique (Français)	Divorcée, 1 fils (Jan)	Bén. Aides sociale	Sans	Association écologique à Maichow	N. R.	Editeur	1. Dîner avec Paula et Jan le 03/02/06, café à Falkenberg; 2. Soirée avec Jan et sa petite amie le 15/09/06, bar de Prenzlauerberg	
Jörg Bischof	2	>5	43	All (Berlin-Est)	1982 à Marzahn, 1987 à Marzahn Nord	Menuisier	Marié à une femme polonaise, 2 enfants entre 15 et 20 ans	Employé dans un magasin de bricolage; femme ingénieure au service des espaces verts du Sénat de Berlin	Sans	BBR, Initiative de défense des locataires, Qrat, club de foot	Fonctionnaire de l'organisation défense des syndicales est-allemande (FDGB)	Ingénieur dans une entreprise de construction	1. 16/12/05, Bar Atrium; 2. 16/01/06, Nachbar-schaftshaus (Maison de quartier)	
Greta et Jörg Dahlewitz	2	>10	Entre 50 et 60	All (Sachsen)	1986	Greta : éducatrice; Jörg: inspecteur de police	Mariés, 2 enfants de plus de 20 ans	Bén. Aides sociales	PDS jusqu'en 2000, vote PDS	BBR, Initiative de défense des locataires, Qrat	Greta: sans profession; Jörg: N.R.	Greta: enseignant; Jörg: patron dans l'industrie avant 1949	1. 11/05/05, Théâtre Tchekhov; 2. 21/02/07, domicile	20/10/2005, devant leur ancien immeuble
Elena	1	> 5	Entre 30 et 40	Kazakhstan	1996	N. R.	Mariée, 2 fils de 5 et 8 ans, 1 fils d'une quinzaine d'années issu du premier mariage de son mari	bén. Aides sociales	Sans	Kulturring e.V.	N. R.	N. R.	28/04/04, domicile	
Julia et Jens Fischer	1	>5	37 et 18	All (Berlin-Est)	Depuis 1996	Julia: apprentissage employée de commerce; Jens: apprentissage en électronique	Julia: séparée, 3 enfants	Julia: Bén. Aides sociales + famille d'accueil	Sans	Kinderring e.V.	N. R.	N. R.	22/02/07, pâtisserie du centre commercial « Eche-center »	

Pseudo	Entretiens formels	Entretiens informels	Age en 2005	Nationalité	Date d'arrivée dans le quartier	Profession / Formation	Statut matrimonial	Statut social des membres du foyer en 2005	Adhésion à un parti politique	Engagement dans une organisation locale	Profession de la mère	Profession du père	Lieu et date des entretiens	Lieu et date de la prise de vue
Natalja Gründig	1	>5	34	All (Spätaussiedler), mari ukrainien	2002 en Allemagne et à Marzahn	Enseignante en biologie et en chimie; mari commerçant	Mariée, 1 fille de 10 ans née en Ukraine	Bén. Aides sociales	Sans vote SPD	Vision eV, Qrat	Avocate	Agriculteur	17/03/06, local du projet AOA	12/08/06, jardin des locaux du projet AOA
Jochen et Josepha Hinrich	0	>10	Entre 50 et 60	Jochen: All (Bbg); Josepha: All (Bbg)	1986	Jochen: ingénieur du son; Josepha: diplômée de langues slaves	Mariés, 1 enfant de 18 ans + 3 enfants de plus de 20 ans du premier mariage de Jochen	Retraite pour invalidité depuis 1990	Sans	Sans	Jochen: agricultrice; Josepha: N. R.	Jochen: ouvrier dans la construction; Josepha: enseignant	16/08/2006, devant le dispensaire	
Anna Hofer	1	> 5	29	All (Berlin-Est)	1er séjour 1992-1997; 2e séjour depuis 2003	Formation de secrétaire juridique	Célibataire, sans enfant	Employée dans un centre de tri de la poste	Sans	Kinderring eV.;	Directrice de crèche	N. R.	12/10/05, KiezTreffW	
Kathrin Hubert	1	0	Entre 30 et 40	All (Bbg)	Fin 1980-2006	Apprentis-sage employée de commerce	Mariée, 2 enfants entre 20 et 25 ans	Caissière dans un supermarché de Marzahn Nord; mari chauffeur de poids lourds	Sans	Sans	Mère au foyer	Fonctionnaire de police	10/04/06, domicile	
Ira	1	> 5	30 ans	Kirghizstan	1987	Enseignante de Français	Mariée, 2 filles âgées de 6 et 10 ans.	Bén. Aides sociales	Sans	Sans	N. R.	N. R.	1. 20/11/04, domicile; 2. 23/11/04, domicile	
Heinz Kallmann	0	>5	71	All (Bbg)	1986	Conducteur de locomotives	Marié 2 fois, 1 fils d'une quarantaine d'années issu de son 1er mariage	Retraité depuis 1999	Sans vote PDS	BBR, Initiative de défense des locataires, Qrat, BH	Commerçante	Commerçant	24/09/05, jardin de son immeuble	
Gudrun Kasischke	1	De 5 à 10	Entre 50 et 60	Tchécoslovaquie, en Allemagne depuis 1978	1987	Traductrice-interprète	Mariée avec un ingénieur allemand, 2 enfants entre 15 et 20 ans	Emploi subventionné par l'office du travail au Théâtre Tchekhov	Sans	Kulturring eV., BBR, Qrat	N.R.	N.R.	20/04/04, Théâtre Tchekhov	11/11/05, Théâtre Tchekhov
Fabian Kaufmann	1	>5	43	All (Berlin-Ouest)	2000	Charpentier	Marié, 3 enfants entre 10 et 20 ans	Bén. Aides sociale	Sans vote SPD	Kinderring eV., BBR, Qrat, BH, représentant des parents d'élèves	Ouvrière chez Siemens	Employé aux services d'entretien de la ville	17/01/06, Café de la Tour	01/11/05, aire de jeu, parc Clara Zetkin

Pseudo	Entretiens formels	Entretiens informels	Age en 2005	Nationalité	Date d'arrivée dans le quartier	Profession / Formation	Statut matrimonial	Statut social des membres du foyer en 2005	Adhésion à un parti politique	Engagement dans une organisation locale	Profession de la mère	Profession du père	Lieu et date des entretiens	Lieu et date de la prise de vue
Sacha Klein	1	0	Entre 50 et 60	All (Kazakhstan)	A Berlin depuis 1993	Metteur en scène de théâtre	Divorcé, 1 fils.	Employé dans une association culturelle, mesure de réinsertion sur le marché du travail	N. R.	1995-2002: Kulturring eV.	N. R.	N. R.	03/05/04, domicile (Hellersdorf)	
Uwe Kloppenburg	1	>5	Entre 50 et 60	All (Berlin-Est)	1986	Imprimeur	Marié 2 fois, un enfant de chaque mariage. Femme actuelle était de la même profession	Bén. Aides sociales	PDS	BBR, initiative de défense des locataires, Spielplatzinitiativ e eV	Ouvrière à la chaîne	Imprimeur	28/11/05, domicile	30/09/05, Parc Eiche
Klaus et Jutta Martens	0	1	Entre 50 et 60	Jutta: All (Sachsen); Klaus: All (Berlin-Est)	1987-2004	Jutta: ingénieur en génie civil; Klaus: ingénieur en mécanique	Mariés, 2 enfants entre 15 et 20 ans	Jutta: ingénieure au service de la voirie du Sénat de Berlin; Klaus: retraité pour invalidité	Sans	Entre 2003 et 2004: initiative de défense des locataires, BBR.	Jutta: vendeuse, Klaus: NR	Jutta: ouvrier dans une usine de Dresden; Klaus: cheminot	Dîner le 22/11/05, domicile	
Magrit Meyer	0	1	80	All (Berlin-Est)	2000	Vendeuse dans un grand magasin	Mariée deux fois, veuve, 1 fille de son 1er mariage	Retraitée	Sans	Sans	N. R.	N. R.	20/08/06, domicile + parc Eiche	
Lena Modrow	1	>10	Entre 50 et 60	All (Sachsen)	De 1989 à 2001	Doctorat en économie	Célibataire, 1 fille de 15 ans	Bén. Aides sociales	Sans, vote SPD	Entre 1990 et 2000: représentante des parents d'élèves, BBR, QM	N. R.	N. R.	14/04/04, domicile	06/05/05, domicile
Hans Müller	0	1	Entre 30 et 40	All (Berlin-Est)	1990	Mécanicien	Marié, 1 enfant + 2 enfants du mariage précédent de sa femme	Chauffeur de poids lourds; femme: Bén. Aides sociales	Sans	BBR, représentant des parents d'élèves	Sous-officier dans l'armée est-allemande	Officier dans l'armée allemande	Promenade à Seefleder puis café à Falkenberg le 10/02/06	
Alexander Obermayer	1	>5	55	All (Berlin-Est)	Habite à Hellersdorf depuis 1999	Philosophie	Divorcé, 2 enfants entre 15 et 20 ans	Responsable de projets d'animations, Kiek In eV	Sans	Kiek In eV	N. R.	N. R.	03/11/05, Kiez TreffW	
Svetlana Radovanovic	1	> 5	Entre 30 et 40	Kazakhstan	1996	Enseignante en géographie et en biologie	Mariée, 3 filles de 3, 8 et 13 ans	Bén. Aides sociales; mari chauffeur de taxi	Sans	Kulturring eV.	N. R.	N. R.	29/04/04, Théâtre Tchekhov	

Pseudo	Entretiens formels	Entretiens informels	Age en 2005	Nationalité	Date d'arrivée dans le quartier	Profession / Formation	Statut matrimonial	Statut social des membres du foyer en 2005	Adhésion à un parti politique	Engagement dans une organisation locale	Profession de la mère	Profession du père	Lieu et date des entretiens	Lieu et date de la prise de vue
Alexander Rau	1	0	77	All (Sachsen)	1978 dans le quartier sud de Marzahn	Ingénieur à la WBF	Veuf, 2 enfants	Retraité depuis 1990	PDS jusqu'au début 1990, vote PDS	Non	vendeuse	ouvreur (membre du NSDAP)	23/02/2006, domicile	
Klaus Rüdiger	1	>5	63	All (Sachsen)	1987	Commerce Import/Export	Marié 2 fois, 2 enfants de 30 ans du 1er mariage + 1 enfant de sa femme actuelle.	Retraité depuis 2002; Femme directrice d'une crèche privée du quartier	Sans, vote PDS	BBR, Qrat	N. R.	N. R.	20/12/05, local du BBR	
M. et Mme Schmidt	1	>5	Lui : 80 ans Elle : 70 ans	All (Thuringe)	1986	Lui : Enseignant en histoire dans le primaire Elle : économiste	Mariés, 2 filles âgées entre 30 et 40 ans	Retraités	PDS	Groupe local du PDS	Lui : ouvrière Elle: Directrice d'école primaire	Lui : N. R. (père inconnu) Elle : N. R. (le père quitte la famille pour l'Ouest dans les années 1950)	15/03/06, domicile	
Birgitt Schneider	1	>5	53	All (Berlin-Est)	Depuis 1985	Agent de circulation pour l'entreprise de transports publics est-berlinoise	Séparée, 4 enfants	Bén. Aides sociales	Sans	Kinderring eV.	Employée par la société de chemins de fer est-allemande	N. R.	03/03/06, domicile	
Margot Schultz	0	2	63 ans	All (Berlin-Est)	1987	Ingénieur à la société de chemins de fer est-allemande puis à la Deutsche Bahn	Mariée, deux filles d'une trentaine d'années	Retraitée depuis 2000	Sans	Cercle des amis du Théâtre Tchekhov	N. R.	N. R.	09/08/06, jardin familial	
Juliane Steiner	0	2	Entre 50 et 60	All (Thuringen)	1987	Enseignante; mari chauffeur de poids lourds	Mariée, 2 enfants entre 20 et 25 ans	Bén. Aides sociales; mari : manutentionnaire dans un grand magasin	Sans, vote PDS	Sans	N. R.	N. R.	Discussion informelle le 21/04/04, Théâtre Tchekhov	27/04/2004, domicile

Pseudo	Entretiens formels	Entretiens informels	Age en 2005	Nationalité	Date d'arrivée dans le quartier	Profession / Formation	Statut matrimonial	Statut social des membres du foyer en 2005	Adhésion à un parti politique	Engagement dans une organisation locale	Profession de la mère	Profession du père	Lieu et date des entretiens	Lieu et date de la prise de vue
Luisa et Erich Thuringer	1	>5	46	All (Sachsen)	Depuis 1986 à Berlin-Est, 1998 à Marzahn Nord	Luisa: Ouvrière qualifiée dans la finition de pièces mécaniques; Erich: Ouvrier mécanicien	Mariés, 6 enfants dont deux issus du premier mariage de Luisa	Bén. Aides sociales	Sans	Kinderring eV.	Mère de Luisa: ouvrière dans une usine à briques de Leipzig	Père de Luisa: ouvrier dans une usine à briques de Leipzig, travaille aux fourneaux	02/02/06, Café de la Tour	
Sonja Tischler	0	2	Entre 30 et 40	All (Berlin-Est)	1999-2004	Ingénieure dans les travaux publics	Mariée, 1 fille de 5 ans environ	Ingénieure, mari au chômage	Sans	2001-2006: Conseil des habitants	N.R.	Ouvrier dans le bâtiment	03/05/05, KiezTreffW	
Monika Varga	2	>5	Entre 30 et 40	All (Bbg)	1998	Apprentissage en mécanique	Mariée avec un Hongrois, 1 fille entre 15 et 18 ans	Educatrice dans un club de jeunes	Sans	Kinderring eV, Qrat	Secrétaire	Employé à la Deutsche Bahn	1. 11/02/05, Café de la Tour ; 2. 27/03/06, Café de la Tour	
Martin Witte	2	>10	59	All (Bbg)	1986	Journaliste	Marié pour la 2e fois, un enfant du second mariage	Bén. Aides sociale; fils de 20 ans: apprenti mécanicien	PDS jusqu'en 1992, vote PDS BH	BBR, Initiative de défense des locataires, Qrat, Hennigsdorf	Ouvrière dans la sidérurgie à Hennigsdorf	Orphelin de père	1. 23/03/05, KiezTreffW; 2. 13/10/05, KiezTreffW	24/09/05, statue du quartier

Annexe 4b

Guide d'entretien semi-directif avec des habitants de Marzahn Nord sur les thèmes des usages du quartier et de la participation à la vie publique locale

Usages du quartier

Trajectoire résidentielle vers Marzahn

Wann und wie sind Sie nach Marzahn gekommen? [Comment êtes-vous arrivé à Marzahn ?]

Comment justifie-t-il son choix du quartier, qu'est-ce qui lui a plu, pourquoi décider d'y rester :

Wie hast Du/haben Sie diese Gegend gewählt ? Warum ? Was hat Dir/ Ihnen hier gefallen ? Haben Sie nie daran gedacht, einmal wegzuziehen ? Wieso ? [Comment as-tu / avez-vous choisi ce coin ? Pourquoi ? Qu'est-ce qui vous a plu ? N'as-tu / n'avez-vous jamais pensé partir ?]

Dans le cas où accès pendant la RDA : quelle voie d'accès, insister sur les démarche qu'il a fallu faire :

Zu dieser Zeit war es schwer eine Wohnung in dieser Gegend zu bekommen ? Haben Sie lange warten müssen ? Hat es lange gedauert, bis sie in die Wohnung einziehen könnten? [Est-ce que c'était dur d'avoir un appartement dans le coin à l'époque ? Vous avez dû attendre longtemps avant d'obtenir un appartement / de pouvoir emménager dans l'appartement ?]

Lieu de résidence actuel des enfants

Représentations du quartier et de son changement

Wie hat es sich hier verändert, seitdem sie hier wohnen? [Comment ça à changé, depuis que vous habitez ici ?]

Insister sur ce qui les révolte, les choque, sur ce qu'ils trouvent absolument anormal (les jeunes, les graffitis, les alcooliques, les Imbissbude, etc.)

En particulier lorsque ce problème est à l'origine de leur engagement :

Wie und Wann bist Du/sind Sie von diesem Problem bewußt geworden ? Ab wann bist Du dich/haben Sie sich entschieden, dass Du dich/Sie sich dafür/dagegen einsetzen musst/müssen?

[Comment et quand avez-vous eu conscience de ce problème ? A partir de quand avez-vous décidé de vous engager pour cela/ contre cela ?

Rapports de voisinage

Gibt es Streiten zwischen den Nachbarn in Deinem/Ihrem Haus oder zwischen Du/Ihnen und Deinen/Ihren Nachbarn ? [Est-ce qu'il y a des conflits entre tes/vos voisins dans l'immeuble, entre toi/vous et tes/vos voisins]

Wie waren deine/ihre Beziehungen mit deinen/ihren Nachbarn vor der Wende?[Comment étaient tes/vos relations avec les voisins avant la réunification ?]

Description de comment a évolué la communauté d'immeuble depuis („avant, on se disait bonjour, maintenant c'est l'anonymat, etc. ou on se parle encore entre voisins d'avant mais pas avec les nouveaux, etc.)

Description des activités faites avec les voisins

(Fêtes communes pour le Nouvel An par exemple, les voisins sont-ils aussi des amis ou relations se limitent-elles à des « bonjour » dans l'ascenseur)

Formes de participation à la vie publique locale

Activités politiques, associatives, bénévoles dans le quartier

Wann und wie hast Du /haben Sie angefangen, Dich/sich im (nom de l'organisation – parti, association, initiative) einzusetzen ?

Zu welchem Anlass, durch wen ? [A quelle occasion, via quels réseaux ?]

Motifs d'engagement : Was hat sie daran interessiert, teilzunehmen ? Was wollten Sie « bewegen » ? [Qu'est-ce qui vous a intéressé dans la participation à telle organisation ? Que vouliez-vous « faire bouger » ?]

A tester :

Motifs invoqués : est-ce que je retrouve un discours altruiste : (es ist nicht nur für den Verein, man muß auch sehen, daß die Kinder sich dahinter stecken, das mache ich für die Kinder; ich will nicht dafür bezahlt werden, es geht nicht um Geld...)

Discours sur les autres associations: sont-elles accusées par tout le monde de ne poursuivre que leur propre intérêt ?

Pratiques

Qu'est-ce qu'ils font exactement : ne pas demander was machen Sie für den Verein ? [que faites-vous pour l'association] mais plutôt Welche sind deine/ihre Aufgaben in dem Verein ? Was

machst du/machen Sie da konkret ? [quelles sont tes fonctions dans l'association ? Qu'y fais-tu concrètement ?]

Faire expliquer les problèmes et décrire des exemples d'action : Was ist während dem Fest X ou Y passiert ? [Que s'est-il passé pendant la fête X ou Y ?]

Expériences et événements marquants auxquels ils ont participé ou assisté

Leur faire raconter les événements collectifs du quartier : comment ils ont vécu la Einwohnerversammlung du 25 .1. 03, l'émission Berlin Life, les fêtes du quartier, la démolition des immeubles, la construction du Havemanncenter (bataille pour la piscine).

Trajectoire militante

Rebondir sur les moments où ils parlent d'engagements précédents : « Ich habe mich immer engagiert - „Wo/Wofür zum Beispiel ? » [« Je me suis toujours engagé. - Où/pour quoi par exemple ? »]

Si les personnes ne le mentionnent pas d'elles-mêmes : Und davor, du hattest dich/ Sie hatten sich niemals für etwas eingesetzt? [Et avant, vous ne vous étiez jamais engagé pour quelque chose ?]

Trajectoire sociale

Dans la mesure du possible, profiter d'occasions dans l'entretien pour recueillir les informations suivantes, sinon poser directement les questions en fin d'entretien :

origine sociale (métier des parents)

formation

parcours professionnel, statut actuel

formation/profession actuelle des enfants

Annexe 5

Grille d'observation des espaces publics locaux

Données sur l'organisation formelle :

Nombre de participants

Répartition par genre ; par âge ; par catégorie : Habitant visiteur/irrégulier ; Habitant membre (reçoit une convocation) ; Habitant bénévole dans une association locale ; Représentant d'une association locale ; Manager de quartier ; Invité représentant d'une organisation ou d'une institution politique, sociale, économique, etc.

Nombre de personnes qui prennent la parole ; Fréquence des prises de parole par personne

Organisation, disposition spatiale de l'assistance

Durée de la réunion

Déroulement formel d'ensemble :

Règles explicites de la réunion :

- 1) participant rappelé à l'ordre
- 2) énoncé de règles particulières en début de procédure

Description de la procédure :

- 1) quand et comment prend-t-on la parole ?
- 2) quand et comment redonne-t-on la parole ? à qui ?
- 3) comment est prise la décision :

Mode de fixation des thèmes de discussion : Pas d'ordre du jour ; Ordre du jour – par qui est-il fixé ? Variations par rapport à l'ordre du jour ; Temps consacré à chaque discussion

Déroulement formel pour chaque séquence de discussion :

Type de discussion : pas de discussion ; exposé ; argumentation réciproque ; dispute ; proposition ; vote (à bulletin secret, à main levée, par défaut)

Types d'énoncés : problème privé ; dénonciation ; proposition

Types de justification : Pas de justification ; Justification jugée illégitime ; Justification jugée légitime.

Contenu de justification : Intérêt personnel ; Intérêt d'un groupe particulier ; Intérêt général

Types d'argumentation : Politique ; Technique ; Expérience personnelle

Rôle du modérateur : Aucune intervention ; Distribution de la parole ; Prend part à l'argumentation ; Emet des propositions ; Valide une proposition, décide.

Interactions pour chaque séquence de discussion :

Type de rapports interpersonnels : Indifférence ; Relation de politesse, formelle ; Connivence, Amitié (attentions, blagues, message, signe entendu, confiance) ; Conflictuelle (dispute, refus de discuter, insulte, mise en accusation)

Type de dialogue : Monologue ; Dialogue qui n'implique qu'une partie des participants ; Discours adressé à l'ensemble de la salle

Type d'écoute : Silence ; Mouvements physiques d'assentiment ou d'opposition ; Chuchotements ; Dialogues parallèles parasites ; Interruption

Annexe 6

L'engagement communiste comme engagement inspiré : le récit de vie d'un ancien communiste de Marzahn

Après être revenu brièvement sur ses activités bénévoles après la réunification⁴⁵⁸, Alexander Rau commence la deuxième partie de son entretien de la façon suivante :

« Et maintenant, faisons un grand saut, rembobinons la pellicule (...). Vous avez demandé au début, comment c'était déjà ? « Vous étiez donc au *SED* ? » Oui. Je suis même rentré à l'âge de 15 ans au SED. Je vous préviens tout de suite, j'étais un fonctionnaire bénévole, je n'ai jamais progressé au-delà du poste de secrétaire d'une section locale. Et je n'avais pas non plus l'ambition d'aller au-delà. Voilà. Maintenant, les gens qui sont sans préjugés disent en général : comment c'était en réalité à l'époque ? Et maintenant je vous dis, cela aussi a une histoire. Et je dois commencer par vous décevoir. Comme dans l'adage « on ne choisit pas sa famille », j'ai grandi dans un foyer... mon père était très fier que le plus grand drapeau arborant la croix gammée soit pendu à la fenêtre de chez lui, au 67 de la Wachsbeistraße, dans la vieille ville de Dresden. Nous habitions tout en haut sous les toits, au 5^e étage. (...) J'habitais là-haut avec ma famille. Et je le dis tout de suite, mon père était l'adjoint du responsable d'un groupe local du parti nazi dans la vieille ville. Sa femme était bien sûr aussi dans le parti, mon frère aîné, Werner, était dans l'armée du Reich, il avait fui la maison [il reprend son souffle] parce qu'il y avait constamment des disputes parce qu'il voulait absolument avoir une fiancée juive et la garder. Et, bien sûr, ça n'allait pas avec le drapeau. J'avais encore 3 frères et sœurs (...). Voilà. Maintenant vous connaissez un peu les rapports familiaux. C'est comme ça que petit garçon, je suis devenu un *Pimpf*⁴⁵⁹ raide. »

458 Alexander Rau quitte le PDS au début des années 1990 et fait désormais partie de l'association des guides bénévoles du zoo de Berlin-Est.

459 Abréviation de *Pumpernickel*, le nom donné aux jeunes apprentis du *Jungvolk*, organisation des Jeunesses Hitlériennes.

Alexander poursuit par le récit de son expérience de la guerre : « Arriva l'année 1945. Le garçon n'avait pas encore 15 ans que tombait l'ordre de défendre les thermes. Alors il est devenu soldat en 1945. (...) En février 1945, avec le bombardement de la ville, il ressentit dans son propre corps ce qu'est la guerre. Il ne restait plus rien, mais Alexander en avait réchappé. (...) Il est retourné à Dresden avec tout ce qu'il possédait, c'est-à-dire une paire de bottes en cuir, une paire de chaussettes, un caleçon et une chemise, une chemise blanche qui était si grande qu'elle me tombait par-dessus le caleçon. Vous vous demandez peut-être : « mais il se promenait tout nu dans les rues ? » Non, j'avais encore une paire de pantalons que mon frère Wolfgang m'avait offerte, c'était encore une paire de pantalons militaires. Il me l'avait donnée pour que je puisse jeter mes vêtements sales. Wolfgang était revenu de la guerre et n'avait plus qu'une oreille sur un côté, son oreille droite était dans un seau, il n'avait plus qu'un seul doigt à la main droite et son corps était couvert d'éclats de grenade jusqu'à la ceinture. Il avait sauté avec un carton de grenades qu'une balle avait touché dans la cabine de son char. Avec son transmetteur, il était le seul survivant parmi les cinq occupants. Lorsque je lui ai rendu visite pour la première fois avec ma mère à l'hôpital militaire, il m'a dit : « regarde-moi bien Alexander, c'est ça la guerre ». C'est là qu'au fond de moi j'ai commencé à entendre une petite sonnerie (*Worauf es bei mir anfang zu klingeln*). »

Après le récit des circonstances de la mort de ses compagnons d'arme au sein des Jeunesses Hitlériennes, Alexander commence celui de ses premiers pas en politique : « Alors je suis retourné dans mon entreprise et j'ai commencé à voir d'un autre œil les collègues avec lesquels j'avais travaillé autrefois à l'atelier. J'avais déjà entendu dire quand j'étais apprenti que c'était l'atelier rouge. Et je n'avais jamais compris pourquoi ça s'appelait « l'atelier rouge ». Ce n'est qu'à mon retour de la guerre que j'ai compris. Une grande partie des gars (*Kumpels*) avec lesquels j'avais travaillé, des ouvriers, des artisans remarquables (*ausgezeichnete Fachleute*), avait été au camp de concentration d'Hohenstein pour s'être battus contre les Nazis au moment où ils ont pris le pouvoir. (...) J'avais déjà travaillé deux ans avec eux, appris beaucoup sur mon métier mais ce n'est qu'à ce moment que j'ai découvert leur humanité (*Menschensein*). Quels hommes distingués (*feine Menschen*) ! Et modestes avec ça, ils n'ont jamais cherché à se mettre en avant, et c'est comme ça que j'ai appris à les voir d'un autre œil. (...) En 1947, les collègues ou plutôt les « camarades » (*Genossen*) de l'atelier m'ont demandé : « Dis donc Alexander, ça fait longtemps qu'on se connaît maintenant, il est temps que tu te décides maintenant (inaudible). Tu sais, on ne choisit pas sa famille, nous on sait que tu es un chic type, rejoins-nous donc ! » Je leur réponds : « Je ne

peux pas vous répondre maintenant, il faut que j'en parle à mon père et ensuite il faut que je me trouve un endroit où dormir. » – « Pourquoi ? » – « Parce que je sais très bien que si je dis à mon père que je vais chez les communistes, il me demandera de faire mes valises. Ce qui s'est déjà passé pour mon frère aîné me pend au nez. » – « Attends voir, ne te fais pas de soucis pour ça, me dit Willy Christian, mon contremaître, je ne peux pas t'offrir grand-chose mais j'ai un canapé dans la cuisine où tu peux dormir jusqu'à ce que tu aies trouvé quelque chose. » Je rentre chez moi, entre-temps mon père est redevenu un simple ouvrier chez un couvreur (*Dachdeckgehilfe*) et je lui dis : « Je me suis décidé, je vais chez les communistes ». J'ai cru que mon père allait tout casser ! Il est devenu rouge de colère ! Et il n'a dit qu'une phrase, à ce moment ma mère rentrait justement dans la pièce, et il n'a réussi à dire qu'une seule phrase : « Fais ta valise ! » Là-dessus, ma mère s'est mise à pleurer : « Maintenant tu en mets un deuxième dehors, et le plus jeune en plus ! Tu en as déjà mis un dehors et maintenant encore le petit ! » Alors je suis allé dans mon coin, j'ai pris ma valise. J'avais une valise ! En carton. Je n'avais pas grand-chose, j'ai rangé mes affaires dedans, ma mère m'a encore donné une couverture (...). Et soudain mon père a compris qu'il avait perdu. Peut-être qu'il a eu aussi un peu peur, que ça lui soit reproché, c'est là que j'ai vu que je lui faisais peur : « Allez, c'est bon, laisse ta valise ». On ne s'est simplement plus parlé pendant des semaines. Rien pendant des semaines. Le jour suivant, je suis retourné au travail, je suis allé voir Willy Christian et je lui ai dit (inaudible). C'est comme ça que le 1^{er} avril 1947 je suis devenu membre du *Sozialistisches Einheitspartei*. Pour la première fois, j'avais trouvé une patrie politique (*politische Heimat*). Et encore parmi des gens qui étaient allés en camp de concentration pour leur foi politique (*politische Gesinnung*). »⁴⁶⁰

On peut d'abord interpréter la façon dont le récit d'Alexander Rau prend spontanément une tournure autobiographique comme un héritage du système d'encadrement et de contrôle des individus propre au *SED* et, plus généralement, à la société est-allemande pendant la période socialiste. Pour Claude Penetier et Bernard Pudal, les sociétés communistes sont en effet caractérisées par un « référentiel identitaire » centré sur l'engagement politique et par un ensemble de dispositifs permettant de contrôler et d'évaluer les individus en fonction de ce référentiel (Penetier, Pudal, 2002). L'écrit autobiographique correspond ainsi à une façon d'administrer la preuve de son engagement relativement courante en RDA : il est par exemple mobilisé par les citoyens est-allemands dans les *Eingaben* pour justifier leurs demandes d'accès à des biens rares comme le logement (Rowell, 2006, pp. 296-321). Dans nos sociétés démocratiques, nous savons

460 D'après l'entretien et les notes de terrain du 23 février 2006.

cependant qu'il existe bien d'autres moyens de prendre la parole et de produire la preuve de son engagement. Pourquoi les sociétés communistes ont-elles privilégié celui-ci ? Le récit d'Alexander Rau permet de formuler quelques hypothèses pour répondre à cette question.

Dès la première phrase, il écarte une explication de l'engagement au sein du SED, courante après la réunification, qui interprète la chute massive des adhésions après 1989 comme le signe d'un rapport instrumental à la politique : on entrait au SED pour faire carrière. Au lieu de cela, il nous raconte une histoire pour le moins surprenante, dans un style lui-même étonnant par ses ruptures syntaxiques (passage soudain de la première à la troisième personne), ses détails (description du corps mutilé de son frère) et une forme parfois très littéraire⁴⁶¹. Pour Alexander Rau, la guerre a d'abord été une expérience qui s'inscrit dans les corps (« il ressentit dans son propre corps ce qu'est la guerre » ; devant le corps mutilé de son frère : « il m'a dit, regarde-moi bien Alexander, c'est ça la guerre »). Elle marque cependant pour lui une nouvelle naissance que symbolisent son dénuement après le bombardement de Dresden (« Il est retourné à Dresden avec tout ce qu'il possédait, c'est-à-dire... »), la chemise blanche qui recouvre les quelques vêtements qu'il lui reste, le retour à une énonciation à la première personne (« je » remplace « il » ou « le garçon » dans le récit), la mystérieuse sonnerie intérieure qu'il entend devant le corps mutilé de son frère et enfin le regard neuf qu'il jette sur le monde et sur ses anciens collègues. C'est dans le contexte de la découverte de ce monde nouveau, peuplé d'hommes « remarquables », « distingués », charitables (comme son contremaître), qui ont tout sacrifié pour leur « foi », mais humbles (son contremaître n'a que le canapé de sa cuisine à lui offrir) et « modestes » (ses collègues, pourtant devenus des héros, ne se mettent pas en avant), qu'il quitte la misère de celui de ses parents (un petit appartement au 5^e étage, un père déclassé, délaissé des siens et qui a peur du nouveau pouvoir).

Malgré la singularité du récit d'Alexander Rau, on retrouve les motifs de la guerre comme épreuve intérieure et comme expérience de régénération dans d'autres récits autobiographiques de personnes appartenant à la même génération⁴⁶². Ce constat suggère que l'on a affaire à ce que Jean Peneff appelle un « mythe biographique », c'est-à-dire à un « schéma pré-établi disponible pour l'explication, par les individus, de leur histoire personnelle » (Peneff, 1988, p. 8). Je préfère à l'idée

461 Voir par exemple le passage allant de « ... mon père était très fier... » à « Nous habitons sous les toits, au 5^e étage » qui laisse penser qu'Alexander Rau cite parfois de mémoire des textes de textes qu'il a rédigés avant l'entretien. A l'issue de celui-ci, il évoque en effet un manuscrit de plusieurs centaines de pages dans lequel il aurait consigné une partie des anecdotes qu'il m'a racontées.

462 Par exemple, Mary Fulbrook cite le cas de Manfred Ushner, un futur fonctionnaire du Bureau Politique du SED. Âgé de 7 ans en 1945, il assiste avec sa sœur cadette à la mort de sa grand-mère, brûlée vive dans un incendie pendant le bombardement de Magdeburg par les alliés. Il témoigne de cette expérience en ces termes : « Cette terrible expérience nous a marqués au fer à jamais. Je n'ai jamais réussi à m'en remettre. Et c'était la clef de mon engagement politique, la raison pour laquelle je posais des questions politiques, j'agissais politiquement. C'est ce qui m'a poussé à devenir membre de la branche juvénile de la FDJ dès 1947 puis un Jeune Pionnier en 1948 » (Fulbrook, 2005, p. 30).

de « mythe » celle de schéma pré-établi de *justification* : il correspond à la façon dont les pères fondateurs de la RDA ont légitimé le projet socialiste dans le contexte de l'après-guerre. Comme le suggère Mary Fulbrook, la destinée dictatoriale et répressive du régime socialiste en RDA n'était pas écrite d'avance. Elle est le produit d'un processus au cours duquel les visions utopiques de la première heure se sont effacées à mesure que la mémoire de la guerre s'estompait et se sont transformées en une forme de pragmatisme devenu d'autant plus aveugle aux problèmes de la vie quotidienne que l'élite est-allemande s'accrochait au pouvoir (Fulbrook, 2005, p. 33). Les années fondatrices sont ainsi marquées par une description du bien commun qui correspond à celui de la cité inspirée (Boltanski, Thévenot, 1991, pp. 107-115) : le projet socialiste est celui de la construction d'un monde dans lequel un homme nouveau est appelé à renaître. Il s'agit d'un monde pacifié qui restaure l'unité et la fraternité après une guerre fratricide. Comme le montre le récit d'Alexander Rau, ce monde est aussi ouvert à ceux qui se sont compromis avec le nazisme à la condition qu'ils se laissent guider par l'appel (dans notre cas, il est formulé par les collègues d'Alexander : « Rejoins-nous donc ! ») qui les exhorte à s'extraire de la misère dans laquelle les a conduits le respect des grandeurs déchues du monde domestique (symbolisées, dans notre cas, par le père d'Alexander).

Or, comme l'indiquent Luc Boltanski et Laurent Thévenot, et comme le confirme le récit qu'Alexander Rau fait de son expérience de la guerre, l'épreuve qui révèle la grandeur de l'engagement inspiré est intérieure et, à ce titre, difficilement objectivable : « Le monde inspiré doit en effet affronter le paradoxe d'une grandeur qui se soustrait à la mesure et d'une forme d'équivalence qui privilégie la singularité⁴⁶³ » (Boltanski, Thévenot, 1991, p. 200). Cette caractéristique de la grandeur inspirée permet ainsi d'expliquer la prédilection des sociétés et des institutions communistes pour les dispositifs biographiques de contrôle et d'administration de la preuve tels que la confession ou l'« autocritique ». Claude Pannetier et Bernard Pudal définissent ce dernier type d'exercice comme un « regard critique sur soi qui est censé témoigner du travail sur soi accompli par le militant pour se dégager d'empreintes sociales ou de prises de positions qui entachent son parcours biographique » (Pannetier, Pudal, 2002, p. 30). Le récit autobiographique d'Alexander Rau commence effectivement par un aveu, ponctué par des formules rhétoriques propres au genre de la confession (« Je vous préviens tout de suite » ; « Je dois commencer par vous décevoir » ; « Je vous le dis tout de suite »). Il correspond ainsi à la forme du rapport d'épreuve dans le monde inspiré.

463 *Ibidem*, p. 200.

Annexe 7

Déchéance et perte de sens après la réunification : un récit autobiographique de Martin Witte

En 1999, Martin Witte est sollicité par un ancien collègue journaliste pour participer à une anthologie de témoignages éditée à compte d'auteurs. Son premier récit paraît en 2000 dans le troisième volet de l'anthologie⁴⁶⁴. Il est consacré à son premier stage professionnel à la radio et porte plus généralement sur son parcours social et professionnel pendant la période socialiste. Les deux autres récits sont respectivement publiés dans les quatrième et cinquième opus de l'anthologie. Le premier retrace son expérience de la chute du mur, le 9 novembre 1989⁴⁶⁵. Le second paraît sous le titre « Soldat Büchel oder "lebenslänglich"⁴⁶⁶ » et revient sur les conditions dans lesquelles il perd définitivement son emploi de journaliste en 1994.

Ce dernier récit commence par les souvenirs que lui évoque son nouveau lieu de travail au mois de janvier 1994. Après plusieurs restructurations depuis le début des années 1990, il intègre la rédaction des sports de la radio nationale allemande (*Deutschlandradio*) dont les bureaux se trouvent dans l'ancien bâtiment de la « Voix de l'Amérique » (*RIAS Berlin – Radio im Amerikanischen Sektor*), la radio contre laquelle il prenait souvent position pendant la période socialiste, lorsqu'il travaillait à la « Voix de la RDA » (*Stimme der DDR*). Bien qu'un bureau lui ait été attribué au sein de la nouvelle rédaction et que son nom figure sur le planning du mois, il ne parvient pas à croire à la réussite de sa reconversion dans le journalisme sportif.

« Au lieu de cela, une nervosité oppressante s'empara de moi avec de plus en plus de force ; la vieille, la grande et la profonde angoisse. Un coup de fil rapide l'avait occasionné un mois auparavant et m'avait touché en plein cœur. "Appelt à l'appareil", s'était présenté mon interlocuteur à l'autre bout du fil. Reinhard Appelt, une

464 Unabhängige Autoren-gemeinschaft „So habe ich das erlebt“, *Spurensicherung III : Leben in der DDR*, Schkeuditz, GNN Verlag, 2000.

465 Unabhängige Autoren-gemeinschaft „So habe ich das erlebt“, *Spurensicherung IV : Niedergang der DDR*, Schkeuditz, GNN Verlag, 2002.

466 Unabhängige Autoren-gemeinschaft „So habe ich das erlebt“, *Spurensicherung V: Die DDR wird zum "Beitrittsgebiet"*, Schkeuditz, GNN Verlag, 2004. Traduction française du titre de l'article : « Soldat Büchel ou "à perpétuité" »

notoriété de la radio et de la télévision [ouest-allemande], avait connu des jours meilleurs. Ceux-ci remontaient assurément au temps où il était rédacteur en chef puis intendant à ZDF et à *Deutschlandfunk*, lorsqu'il animait des émissions populaires comme "Bürger fragen – Politiker antworten"⁴⁶⁷. Lorsque ses anciens employeurs fusionnèrent avec ARD et se virent confier la responsabilité de l'émetteur radio *DS-Kultur (DeutschlandSender – Kultur)* ils se souvinrent de leur ancien journaliste-vedette et lui confièrent la direction des émissions radio de la ZDF. ARD fit de même mais avec Lothar Loewe, elle plaça un cheval de bataille rompu à la guerre froide à la tête des opérations en indiquant clairement la direction et le but : "Même celui qui répand autour de lui un léger parfum de rose n'a pas sa place au sein de la radio nationale", pouvait-on lire dans l'une de ses interviews. C'est ainsi que les purificateurs (*Weißmacher*) et les inquisiteurs (*Schwarzseher*) exercèrent leur influence. Ils remuèrent la braise sans discontinuer de la masse des nouveaux adhérents. Une légère teinte verte était tout au plus acceptée. Bientôt apparut toute une série d'analyses spectrales qui auraient concurrencé n'importe quel spectroscope. Des gens, aux yeux aussi perçants que les griffes d'un aigle, fournissaient la matière première aux nouveaux blanchisseurs qui révélaient leur vraie couleur aux anciens enfants crasseux, le tout assurément « avec les tours de passe-passe et les trompettes », car le coup de départ avait bien été donné par cette autorité à laquelle on avait attribué le nom de son honoré chef, le pasteur Gauck⁴⁶⁸. Là-bas les dossiers se transformaient en couperets, les personnes en monstres, les ascensions en descentes aux enfers. Et tout cela se ramenait en même temps au mot-clef : "Audition !" (*Anhörung*), qui impliquait aussi explicitement l'arrêt de l'ensemble de ses activités professionnelles (*Aufhörnung*), dans la mesure où seuls ceux qui avaient appartenu ou auraient pu appartenir (*anhören*) aux aspirants, candidats ou acteurs du Ministère de la sécurité intérieure de la RDA (*Ministerium für Staatsicherheit*) étaient auditionnés (*angehört*) et devaient obligatoirement arrêter (*aufhören*) d'exercer leurs fonctions, leur métier ou leurs mandats – dans la sphère publique tout au moins (...). »

L'évocation de la première partie de son audition conduit Martin Witte à un retour en arrière qui occupe l'essentiel du récit. Il se plonge dans les souvenirs de son service militaire effectué pendant trois ans dans les troupes des gardes frontières (*Grenztruppen*⁴⁶⁹) au début des années 1960. Il évoque en particulier les déboires d'un

467 « Les citoyens ont la parole – les hommes politiques répondent ».

468 L'ensemble de ce passage est construit sur la polysémie du nom de Gauck, le pasteur qui gère les archives de la *Stasi*, auquel on peut aussi associer en allemand les termes de *gaukeln / Gaukelei* : faire des tours de magie / tour de magie.

469 Les troupes de gardes frontières sont postées en faction le long du Mur de Berlin ou du rideau de fer entre les deux parties de l'Allemagne. Elles sont particulièrement redoutées parce que les soldats sont autorisés à tirer. A la

soldat de sa compagnie, nommé Büchel, qui, le premier jour de son arrivée, envoie une carte postale à sa cousine en Allemagne de l'Ouest et attire l'attention de l'ensemble de la hiérarchie militaire qui le soupçonne de "prise de contact avec l'ennemi". Bien que Martin Witte ignore les conséquences que cet acte, qu'il juge anodin, a eues sur la trajectoire ultérieure de Büchel, son inquiétude à son sujet aurait motivé une série de rapports, effectués en vue de protéger ses compagnons, pour le compte d'un obscur "commandant en veste de cuir" (*Leutnant in Lederjacke*) appartenant à la *Stasi*.

Le récit se clôt sur la fin de sa première journée de travail à la rédaction sportive de la radio nationale. Une lettre de licenciement l'attend chez lui. « Le contenu de la lettre datée du 31.12.1993 et rédigée sur une page vierge avec une machine à écrire électrique de production est-allemande était clair : "Conformément au § 3 de votre contrat de travail", écrivait-on au nom de ZDF et de SFB (pour ARD), "celui-ci prend fin avec la prise de fonction de l'émetteur Deutschlandradio au 31. 12. 1993. Nous vous informons par la présente que votre transfert à Deutschlandradio n'est pas possible." (...) Ma lettre de licenciement ne faisait aucune référence aux raisons possibles de cette décision. Je n'étais pas plus heureux de voir qu'elle paraissait avoir été formulée sur la dernière machine à écrire disponible et qu'on semblait avoir pris du temps pour arriver à une décision à mon sujet. Cela ne changeait rien à l'affaire, que je fus désormais le "Büchel" au sujet duquel les pour et les contre s'étaient affrontés et au détriment duquel la peur du "pou caché dans la fourrure" avait fait penché la balance. Qualifié de cette façon, même si cela restait limité à la sphère des initiés, je me sentais marqué jusqu'à la fin de mes jours et j'étais désormais rendu suspect pour l'ensemble des médias publics parce qu'attaquable. »

Le motif central de ce récit est la figure du soldat Büchel. Elle y occupe deux fonctions. Le soldat Büchel est d'abord l'objet d'une mise en abîme au cours de laquelle Martin Witte revient sur la période de son service militaire. Büchel y apparaît sous les traits d'un anti-héros, victime malheureuse et naïve de la hiérarchie militaire et de la paranoïa du régime socialiste. Au sein du récit consacré à l'audition, ce personnage acquiert une dimension plus générale par le rapprochement que Martin Witte opère entre ce personnage et le jeune garçon qu'il était trente ans plus tôt, lorsqu'il avait naïvement accepté de rédiger des comptes rendus pour la *Stasi* dans l'espoir de défendre ses compagnons. Les figures mobilisées en contre-point de celle de la victime, personnifiée par le soldat Büchel, sont celles de l'obscur lieutenant de la *Stasi* et des « inquisiteurs »

réunification, les autorités ouest-allemandes considéraient que les personnes qui avaient fait partie de ces troupes étaient particulièrement loyales envers le régime socialiste et s'étaient rendues complices de ses crimes.

ou des « blanchisseurs » de l'après-réunification incarnés par Appelt et Loewe. Dans son récit, Martin Witte inverse le diptyque bourreau/victime et rend de cette façon les autorités publiques responsables de son exclusion professionnelle après la réunification. La portée critique du texte tient à la réduction des personnages historiques à des types (bourreau/victime) et à leur inscription dans une trame narrative que William Gamson a conceptualisée par la notion de « cadre d'injustice », soit un schéma d'interprétation produit et adopté par ceux qui définissent l'action d'une autorité comme injuste (Gamson *et al.*, 1982). La critique de l'exercice du pouvoir passe ainsi par la mise en récit des rapports conflictuels entre deux entités collectives articulées aux deux types incarnés par Büchel/Witte et le lieutenant de la *Stasi*/Appelt-Loewe. La configuration de ces deux entités n'est cependant pas claire dans le texte. Les expressions de « masse d'adhérents » ou d'« enfants crasseux », si elles sont certes au pluriel, ne mettent pas clairement en scène un collectif constitué et cohérent. On comprend à la fin du texte que Martin Witte critique l'entreprise de stigmatisation dont il s'estime victime en tant qu'ancien établi du régime socialiste. Autrement dit, le cauchemar de l'inversion des hiérarchies, de la transformation de l'ancien establishment politique en groupe social marginalisé est au centre de sa mise en accusation. C'est tout l'arbitraire de l'ordre social, des rapports dominants/dominés (comme en témoignent ses efforts pour déceler un principe de justification dans les détails de sa lettre de licenciement) qu'il dénonce comme une injustice. Cet appel révèle plus profondément la disqualification de l'identité communiste ramenée aux pages les plus sombres de son histoire et dont il arbore désormais les stigmates. Le récit de Martin Witte montre ainsi combien il serait simpliste de réduire le « contre-courant » autobiographique à une entreprise de subversion par laquelle d'anciens bourreaux essaient de s'attribuer le statut de victime. Il témoigne plus profondément de la perte de sens et de l'incertitude liées à la discordance entre d'une part, des principes généraux de justifications en fonction desquels de nombreux militants comme Martin Witte ont orienté leur action pendant la période socialiste (don de soi, engagement pour le collectif, etc.) et, d'autre part, un univers de socialisation et une identité sociale publiquement disqualifiés après la réunification (le communisme).

Bibliographie

Références générales

Althabe, Gérard, « Procès réciproques en HLM », in Althabe, Gérard, Marcadet, Christian, de la Pradelle, Michèle, Sélim, Monique, *Urbanisation et enjeux quotidiens. Terrains ethnologiques dans la France actuelle*, Paris, L'Harmattan, 1993 [1985], pp. 13-47.

Arendt, Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983 [1958].

Authier, Jean-Yves (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Paris, Economica, 2001.

Authier, Jean-Yves, « La gentrification du quartier Saint-George à Lyon : un côtoiement de mobilités différenciées », in Bidou-Zachariasen, Catherine (dir.), *Retours en ville*, Paris, Descartes et C^{ie}, 2003, pp. 105-126.

Authier, Jean-Yves, « Les citadins et leur quartier. Enquêtes auprès d'habitants de quartiers anciens centraux en France », *L'Année sociologique*, vol. 58, n° 1, 2008, pp. 21-46.

Bateson, Gregory, Mead, Margaret, *The Balinese Character: a photographic analysis*, New York, New York Academy of Science, 1942.

Beaud, Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'"entretien ethnographique" », *Politix*, 1996, vol. 9, n° 35, pp. 226 - 257.

Beaud, Stéphane, Weber, Florence (dir.), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 1997.

Becker, Howard, « Inférence et preuve en observation participante. Sur la fiabilité des données et la validité des hypothèses », in Cefaï, Daniel (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003, pp. 350-362 [1958].

Becker, Howard, « Notes on the Concept of Commitment », *American Journal of Sociology*, vol. 66, n° 1, 1960, pp. 32-40.

Becker, Howard, Geer, Blanche, Hughes Edward, Strauss, Anselm, *Boys in White : Student Culture in Medical Schools*, Chicago, Chicago University Press, 1961.

Becker, Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 [1963].

Becker, Howard, *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte, 2002 [1998].

Belting, Hans, *Pour une anthropologie des images*, Paris, Gallimard, 2004 [2002]

Benford, Robert, Snow, David, « Framing Processes and Social Movements : an Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, n° 26, 2000, pp. 611-639.

Bidou-Zachariasen, Catherine, « La prise en compte de l' "effet de territoire" dans l'analyse des quartiers urbains », *Revue française de sociologie*, vol. 38, janv. 1997, pp. 97-111.

Boltanski, Luc, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982.

Boltanski, Luc, Chiapello, Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Boltanski, Luc, Schiltz, Marie-Ange, Darré, Yann, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 51, n° 1, 1984, pp. 3-40.

Boltanski, Luc, Thévenot, Laurent, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

Bongrand, Philippe, Laborier, Pascale, « L'entretien dans l'analyse des politiques publiques : un impensé méthodologique ? », *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 1, 2005, pp. 73-111.

Bourdieu, Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil, 2000 [1972].

Bourdieu, Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

Bourdieu, Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.

Bourdieu, Pierre, « La représentation politique », in Bourdieu, Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001 [1981], pp. 213-258.

Bourdieu, Pierre, « Les rites d'institution », in Bourdieu, Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001 [1982], pp. 175-186.

Bourdieu, Pierre, « La délégation et le fétichisme politique », in Bourdieu, Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001 [1984], pp. 259-279.

Bourdieu, Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62, n° 1, 1986, pp. 69-72.

Bourdieu, Pierre, « Un acte désintéressé est-il possible ? », in Bourdieu, Pierre, *Raison pratique : sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1999 [1988], pp. 149-167.

Bourdieu, Pierre, « La variante "soviétique" et le capital politique », in Bourdieu, Pierre, *Raison pratique : sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1999, pp. 31-35 [1989].

Bourdieu, Pierre, « Comprendre », in Bourdieu, Pierre (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1998 [1993], pp. 1389-1424.

Bourdieu, Pierre, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997

Bourdieu, Pierre, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 2001.

Bourdieu, Pierre, Chamboredon, Jean-Claude, Passeron, Jean-Claude (dir.), *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton, 1983 [1968].

Burawoy, Michael, « The Extended Case Method », *Sociological Theory*, vol. 16, n° 1, 1998, pp. 4-33.

Burgess, Ernest, « La croissance de la ville. Introduction à un projet de recherche », in Grafmeyer, Yves, Joseph, Isaac, *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, 1994 [1925], pp. 131-148.

Castells, Manuel, *The urban question. A marxist approach*, London, Arnold, 1977 [1972].

Castells, Manuel, Godard, François, *Monopolville*, Paris/La Haye, Mouton, 1974.

Castells, Manuel, *The city and the grassroots : a cross-cultural theory of urban social movements*, Berkeley, University of California Press, 1983.

Céfaï, Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, n° 75, 1996, pp. 45-66.

Certeau (de), Michel, *L'invention du quotidien*, Tome 1 : Arts de faire, Paris, Gallimard, 1990.

Chalvon-Demersay, Sabine, *Le triangle du XIVe : des nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1998.

Chamboredon, Hélène, Surdez, Muriel, Pavis, Fabienne, Willemez, Laurent, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par les sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, n° 16, 1994, pp. 114-132.

Chamboredon, Jean-Claude, Lemaire, Madeleine, « Proximité sociale et distance spatiale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, vol. 11, n° 1, 1970, pp. 3-33.

Chombart de Lauwe, Paul-Henry, *Famille et habitation*, vol. 2 : Un essai d'observation expérimentale, Paris, CNRS, 1960.

Clifford, James « De l'autorité en ethnographie. Le récit anthropologique comme texte littéraire », in Céfaï, Daniel (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003 [1983], pp. 263-294.

Coing, Henri, *Rénovation urbaine et changement social : l'îlot n°4 (Paris 13^e)*, Paris, Editions ouvrières, 1966.

Collectif, *En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle*, La Tour-d'Aigue, Editions de l'Aube, 1997.

Collier, John, Collier, Malcolm, *Visual Anthropology. Photography as a Research Method*, Albuquerque, University of Mexico Press, 1967.

Desrosières, Alain, « Le territoire et la localité : deux langages statistiques », *Politix*, n° 25, 1994, pp. 46-58.

- Dubé, François, Lapeyronnie, Didier, *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992.
- Dubé, François, Lapeyronnie, Didier, *Im Aus der Vorstädte. Der Zerfall der demokratischen Gesellschaft*, Stuttgart, Klatt-Cotta, 1994 [1992].
- Dubois, Philippe, *L'acte photographique et autres essais*, Paris, Nathan, 1990.
- Duchesne, Sophie, « Entretien non-préstructuré, stratégie de recherche et étude des représentations. Peut-on déjà faire l'économie de l'entretien "non-directif" en sociologie ? », *Politix*, 1996, vol. 9, n° 35, pp. 189-206.
- Durkheim, Emile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF, 1960 [1912].
- Durkheim, Emile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1997 [1937].
- Eliasoph, Nina, Lichterman, Paul, « "We Begin with our Favorite Theory..." : Reconstructing the Extended Case Method », *Sociological Theory*, vol. 17, n° 2, 1999, pp. 228-234.
- Fillieule, Olivier, « Post-Scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001, pp. 199-215.
- Foucault, Michel, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1993 [1975].
- Friedrichs, Jürgen, *Stadtanalyse, Soziale und räumliche Organisation der Gesellschaft*, Reinbek bei Hamburg, Rohwolt, 1977.
- Gamson, William, Fireman, Bruce, Rytina, Steven, *Encounters with Unjust Authority*, Homewood, Dorsey Press, 1982.
- Gaxie, Daniel, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, 1977, pp. 123-154.
- Gaxie, Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.
- Gaxie, Daniel, « Les profanes en politique : réflexions sur les usages d'une analogie », in Fromentin, Thomas, Wojcik, Stéphanie, *Le profane en politique. Compétences et engagements du citoyen*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 289-301.
- Ginzburg, Carlo, « Traces. Racines d'un paradigme indiciaire », in Ginzburg, Carlo, *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989 [1980], pp. 139-180.
- Goffman, Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Tome 1 (La présentation de soi), Paris, Minuit, 1973 [1959].
- Goffman, Erving, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991 [1974].
- Gramain, Agnès, Weber, Florence, « Ethnographie et économétrie : pour une coopération empirique », *Genèses*, n° 44, 2001, pp. 127-144.
- Habermas, Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1986 [1962].

Halbwachs, Maurice, « Chicago, expérience ethnique », in Grafmeyer, Yves, Joseph, Isaac, *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, 1994 [1932], pp. 283-331.

Hamel, Pierre, Lustiger-Thaler, Henri, Mayer, Margit, *Urban movements in a globalising world*, New York, Routledge, 2000.

Häußermann, Hartmut (dir.), « Armut und Ausgrenzung », *Leviathan*, n° 25, 1997.

Häußermann, Hartmut, « Die "soziale Stadt" in der Krise », *Bericht zur deutschen Landeskunde*, Bd. 75, Heft 2/3, 2001, pp. 147-159.

Häußermann, Hartmut, « Global, lokal, sozial. Von der Unteilbarkeit der Stadt », in Walther, Uwe-Jens, *Soziale Stadt: Zwischenbilanzen. Ein Programm auf dem Weg zur Sozialen Stadt?*, Opladen, Leske und Budrich, 2002, pp. 71-84.

Häußermann, Hartmut, Kronauer, Martin, Siebel, Walter, « Stadt am Rand : Armut und Ausgrenzung », in Häußermann, Hartmut, Kronauer, Martin, Siebel, Walter (dir.), *An den Rändern der Städte*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 2004, pp. 7-40.

Häußermann, Hartmut, Läßle, Dieter, Siebel, Walter, *Stadtpolitik*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 2008.

Häußermann, Hartmut, Siebel, Walter, *Neue Urbanität*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1987.

Heurtin, Jean-Philippe, Lemieux, Cyril, Cardon, Dominique, « Parler en public », *Politix*, n° 31, 1995, pp. 5-19.

Hirschman, Albert, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983 [1982].

Hirschman, Albert, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991.

Hirschman, Albert, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995 [1970].

Hirschman, Albert, « Vertus et limites de la prise de parole en public. Entretien avec Albert Hirschman », *Politix*, vol. 8, n° 31, 1995, pp. 20-29.

Joseph, Isaac, *La ville sans qualités*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 1998.

Kuhn, Thomas, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983 [1970].

Labov, William, *Le parler ordinaire. La langue dans les ghettos noirs des Etats-Unis*, Paris, Minuit, 1978 [1972].

Lagroye, Jacques, « Les processus de politisation », in Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, pp. 359-372.

Lapeyronnie, Didier, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont, 2008.

Lascombes, Pierre, Le Galès, Patrick, « L'action publique saisie par ses instruments », in Lascombes, Le Galès (dir.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, pp. 11-44.

Lefebvre, Henri, « Les nouveaux ensembles urbains », *Revue française de sociologie*, I, 1960, pp. 186-201.

Lichterman, Paul, « Seeing Structure Happen : Theory-Driven Participant Observation », in Klandermans, Bert, Staggenborg, Suzanne (dir.), *Methods of social movement research*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002, pp. 118-145.

Lipsky, Michael, « Protest as Political Resource », *American Political Science Review*, vol. 62, n° 4, 1968, pp. 1144-1158.

Mansbridge, Jane, « Should Blacks Represent Blacks and Women Represent Women? A Contingent "Yes" », *The Journal of Politics*, Vol. 61, n° 3, 1999, pp. 628-657.

Mathieu, Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, pp. 75-100.

Mathieu, Lilian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004.

Mathieu, Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », Communication à la Table Ronde n° 1 : « Où en sont les théories de l'action collective ? », VIII^e Congrès de l'Association Française de Science Politique, Lyon, septembre 2005.

Matonti, Frédérique, Poupeau, Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 155, 2004, pp. 5-11.

Mauss, Marcel, *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, PUF, 2007 [1924-1925].

Mayer, Margit, « Urban movements and urban theory in the late-20th-century city », in Beauregard, Robert, Body-Gendrot, Sophie (dir.), *The urban moment : cosmopolitan essay on the late-20th-century city*, Thousand Oaks, Sage, 1999, pp. 209-238.

McAdam, Doug, « The Biographical Consequences of Activism », *American Sociological Review*, 1989, vol. 54, pp. 744-760.

McAdam, Doug, Tarrow, Sydney, Tilly, Charles, *Dynamics of Contention*, New York, Cambridge University Press, 2001.

McCarthy, John, Zald, Mayer, « Ressource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, 1977, pp. 1212-1241.

McKenzie, Roderick, « Le voisinage. Une étude de la vie locale à Columbus, Ohio », in Grafmeyer, Yves, Joseph, Isaac, *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, 1984 [1921], pp. 213-254 .

Mills, Charles, *L'imagination sociologique*, Paris, Maspéro, 1967 [1961].

Park, Robert, « La ville, phénomène naturel », in Grafmeyer, Yves, Joseph, Isaac, *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, 1984 [1925], pp. 185-196.

Passeron, Jean-Claude, *Le raisonnement sociologique. Un espace non poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel, 2006, [1991].

Passeron, Jean-Claude, Revel, Jacques, « Penser par cas. Raisonner à partir de singularités », in Passeron, Jean-Claude, Revel, Jacques (dir.), *Penser par cas*, Paris, Editions de l'EHESS, 2005, pp. 9-44.

Peirce, Charles, *Écrits sur le signe*, textes rassemblés, traduits et commentés par Gérard Deledalle, Paris, Seuil, 1978.

Peneff, Jean, « Le mythe dans l'histoire de vie », *Sociétés*, n° 18, 1988, pp. 12-30.

Pennetier, Claude, Pudal, Bernard (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002.

Peroni, Michel, Roux, Jacques (dir.), *Le travail photographié*, Paris, CNRS Editions, 1996.

Pétonnet, Colette, *On est tous dans le brouillard*, Paris, Editions du CTHS, 2002 [1979].

Pétonnet, Colette, « L'observation flottante. L'exemple d'un cimetière parisien », *L'Homme*, vol. 22, n° 4, 1982, pp. 37-47.

Pétonnet, Colette, « L'anonymat ou la pellicule protectrice », *Le temps de la réflexion*, n° 8, 1987, pp. 247-261.

Phillips, Anne, *The Politics of Presence*, New York, Oxford University Press, 1995.

Pickvance, Chris, « From urban social movements to urban movements : a review and introduction to a symposium on urban movements », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, n° 1, 2003, pp. 102-109.

Pinçon, Michel, *Cohabiter. Groupes sociaux et modes de vie dans une cité HLM*, Paris, Direction de la construction, 1982.

Pinçon, Michel, Pinçon-Charlot, Monique, *Voyage en grande bourgeoisie*, Paris, PUF, 1997.

Pitkin, Hanna, *The Concept of Representation*, Berkley, University of California Press, 1972 [1967].

Pitkin, Hanna, « Justice : On Relating Private and Public », *Political Theory*, vol. 9, n° 3, 1981, pp. 327-352.

Pizzorno, Alessandro, « Considérations sur les théories des mouvements sociaux », *Politix*, n° 9, 1990, pp. 74-80.

Préteceille, Edmond, « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés Contemporaines*, n° 62, 2006, pp. 69-93.

Raymond, Henri, Haumont, Nicole, Raymond, Marie-Geneviève, Haumont, Antoine, *L'habitat pavillonnaire*, Paris, Centre de recherche d'urbanisme, 1966.

Rosanvallon, Pierre, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.

Sartre, Jean-Paul, « Les communistes et la paix », in Sartre, Jean-Paul, *Situations VI*, Paris, Gallimard, 1964 [1952], pp. 80-384.

Sassen, Saskia, *The Global City : New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

Schwartz, Olivier, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du nord*, Paris, PUF, 1990.

Schwartz, Olivier, « L'empirisme irréductible », Postface à la traduction française de Anderson, Nels, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, 1993, pp. 264-308.

Schwartz, Olivier, *La notion de classe populaire*, Habilitation à diriger des recherches, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 1998.

Simon, Patrick, « Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite », *Espaces et sociétés*, n° 90/91, 1997, pp. 43-69.

Simmel, Georg, *Sociologie. Etude sur les formes de la socialisation*, Paris, PUF, 1999 [1908].

Snow, David, *Shakubuku. A Study of the Nichiren Shoshu Buddhist Movement in America, 1960-1975*, New York, London, Garland, 1993.

Szelenyi, Ivan, *Urban Inequalities under State Socialism*, Oxford, Oxford University Press, 1983.

Thévenot, Laurent, « Les investissements de forme », in Thévenot, Laurent (dir.), *Conventions économiques*, Paris, Presses Universitaires de France (Cahiers du Centre d'Etudes de l'Emploi), 1986, pp. 21-71.

Thévenot, Laurent, « L'action comme engagement », in Barbier, Jean-Marie (dir.), *L'analyse de la singularité de l'action*, Paris, PUF, 2000, pp. 213-238

Thévenot, Laurent, *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte, 2006.

Touraine, Alain, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.

Trom, Danny, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs », in Céfaï, Daniel, Trom, Danny (dir.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, pp. 99-128.

Villechaise, Agnès, *Amère banlieue. Les gens des grands ensembles*, Paris, Grasset, 2000.

Weber, Florence, « L'ethnographie armée par les statistiques », *Enquête*, n° 1, 1995, pp. 153-165.

Weber, Max, *Economie et société*, Paris, Plon, 1971 [1922].

Sources primaires

Abgeordnetenhaus von Berlin, « 19. Bericht über die Vorbereitung und Durchführung der Stadterneuerung », Drs. 13/41, 3 novembre 1995.

Abgeordnetenhaus von Berlin, « Bericht zur Entwicklung einer gesamtstädtischen Strategie zur Entschärfung sozialer Konflikte besonders belasteter Stadtquartiere, Aktionsprogramm "Urbane Integration" - 1. Stufe - und zur Sozialorientierten Stadtentwicklung: Einrichtung von integrierten Stadtteilverfahren - Quartiermanagement - in Gebieten mit besonderem Entwicklungsbedarf », Drs. 13/4001, Berlin, 2 août 1999.

Abgeordnetenhaus von Berlin, « 22. Bericht über die Vorbereitung und Durchführung der Stadterneuerung », Drs. 14/1451, 6 juillet 2001.

Abgeordnetenhaus von Berlin, « 23. Bericht über die Vorbereitung und Durchführung der Stadterneuerung », Drs. 15/1290, 14 janvier 2002.

Abgeordnetenhaus von Berlin, « 24. Bericht über die Vorbereitung und Durchführung der Stadterneuerung », Drs. 15/3790, 2 mars 2005.

Berlin-Brandenburgische Wohnungsbaugenossenschaft e. G. (BB WBG), *Mieterbefragung 2005*, Berlin, 2006.

Bezirksamt Marzahn von Berlin, Arbeitskomitee 20. Jahrestag (dir.), *20 Jahre Bezirk Marzahn von Berlin*, Berlin, Bezirksamt Marzahn von Berlin, 1999.

Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, *Basisbericht 2004. Stadtteilporträts*, Berlin, Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, 2006.

Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, *Basisbericht 2005. Teil 1: Demografie*, Berlin, Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, 2006.

Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, *Rede mit, Verwalte mit, Entscheide mit. Leitfaden für einen Bürgerhaushalt in den Stadtteilen Biesdorf, Hellersdorf Süd und Marzahn Nord des Bezirkes Marzahn-Hellersdorf von Berlin*, Berlin, 2007.

Bundesministerium für Raumordnung, Bauwesen und Städtebau (BMBau), *Vitalisierung von Großsiedlungen*, Bonn, 1991.

Bundesministerium für Raumordnung, Bauwesen und Städtebau (BMBau), *Großsiedlungsbericht*, Bonn, 1994.

Bundesministerium für Verkehr-, Bau- und Wohnungswesen (BMVWB), *Wohnungswirtschaftlicher Wandel in den neuen Bundesländern, Bericht der Kommission*, Berlin, 2000.

Bundesministerium für Verkehr-, Bau- und Wohnungswesen (BMVWB), *Pressemitteilung*, 27 novembre 2003.

Deutscher Bundestag, *Neubausiedlungen der 60er und 70er Jahre. Probleme und Lösungswege. Städtebaulicher Bericht der Bundesregierung*, Drs. 11/2568, Bonn, 1988.

Deutsches Institut für Urbanistik, *Strategien für die Soziale Stadt. Erfahrungen und Perspektiven. Umsetzung des Programms*, Berlin, Bundesministerium für Verkehr-, Bau- und Wohnungswesen, 2003.

Empirica, *Evaluation des Berliner Quartiersmanagements in der Pilotphase 1999-2002*, Berlin, Senatsverwaltung für Stadtentwicklung, 2003.

Institut für angewandte Demographie (IfaD), *Marzahn in den 90ern : Eine Großsiedlung im Umbruch*, Berlin, IfaD / Bezirksamt Marzahn, 1993.

Institut für angewandte Demographie (IfaD), *Der Berliner Bezirk Marzahn : Ein soziodemographisches Porträt*, Berlin, IfaD / Bezirksamt Marzahn, 1995.

Institut für marxistisch-leninistische Soziologie, *Lebensweise in Berlin, Hauptstadt der DDR*, Wissenschaftliche Konferenz am 28. und 29. Mai 1986, Berlin.

Institut für Stadtforschung und Strukturpolitik GmbH (IfS), *Die Soziale Stadt. Ergebnisse der Zwischenevaluierung. Bewertung nach 4 Jahre Laufzeit*, Berlin, Bundesministerium für Verkehr-, Bau- und Wohnungswesen, 2004.

Kiek In eV., *Ausgewählte statistische Daten zur sozialen Differenzierung im Bezirk Marzahn von Berlin*, Berlin, 1995a.

Kiek In eV., *Sozialer Report Marzahn*, Berlin, Bezirksamt Marzahn, Abteilung Sozialwesen, 1995b.

Mairie de Paris, Direction des finances, *Budget primitif 2006*, Paris, http://www.v2asp.paris.fr/v2/la_mairie/budget_primitif_2006/index.html, 12 mars 2008.

Niederländer, Loni (dir.), *Wohnen 80 – Marzahn*, Forschungsbericht zum 1. Intervall der Untersuchung, Berlin, Humboldt-Universität zu Berlin, Institut für marxistisch-leninistische Soziologie, 1981.

Niederländer Loni (dir.), *Wohnen 82 – Marzahn*, Forschungsbericht zum 2. Intervall der Untersuchung, Berlin, Humboldt-Universität zu Berlin, Institut für marxistisch-leninistische Soziologie, 1982.

Niederländer Loni (dir.), *Wohnen 86 – Marzahn*, Forschungsbericht zum 3. Intervall der Untersuchung, Berlin, Humboldt-Universität zu Berlin, Institut für marxistisch-leninistische Soziologie, 1987.

Quartiersagentur Marzahn NordWest, *Werkstattbericht der Quartierskonferenz vom 13.4.2000*, Berlin, Juni 2000.

Rietdorf, Werner, Liebmann, Heike, *Eine Zukunft für die Plattenbausiedlungen*, Abschlussbericht der Forschungsbegleitung zum Bund-Länder-Programm « Städtebauliche Weiterentwicklung großer Neubaugebiete in den neuen Ländern und im Ostteil Berlins », Bonn, Bundesministerium für Verkehr, Bau- und Wohnungswesen / IRS, 1999.

Rohnstock, Katrin (dir.), *(Keine) Platten Geschichten*, Berlin, Rohnstock Biographien, 2004.

Senatsverwaltung für Bau- und Wohnungswesen, *Ideenwerkstatt Marzahn. Die Zukunft der Großsiedlungen - Zeichen für eine Identität*, Berlin, 1994.

Senatsverwaltung für Bau- und Wohnungswesen, *Großsiedlungen. Montagebau in Berlin (Ost). Bestandsaufnahme und Bewertung der industriell errichteten Wohngebäude*, Schriftenreihe Städtebau und Architektur, Bericht 8, Berlin, 1992.

Senatsverwaltung für Gesundheit, Soziales und Verbraucherschutz (éd.), *Sozialstrukturatlas 1999*, Berlin, Senatsverwaltung für Gesundheit und Soziales, 1999.

Senatsverwaltung für Gesundheit, Soziales und Verbraucherschutz (éd.), *Sozialstrukturatlas 2003*, Berlin, Senatsverwaltung für Gesundheit, Soziales und Verbraucherschutz, 2004.

Schröder, Gerhard, Kongress « Die Soziale Stadt. Zusammenhalt, Sicherheit, Zukunft ? », Berlin, 7 et 8 mai 2002.

Schümer-Strucksberg, Monica, « Fünf Jahre Berliner Großsiedlungsstrategie: Bilanz und Ausblick », in Rietdorf, Werner (dir.), *Weiter wohnen in der Platte, Probleme der Weiterentwicklung großer Neubaugebiete in den neuen Bundesländern*, Berlin, Sigma, 1997, p. 59-77.

SPD Fraktion des Abgeordnetenhauses von Berlin, *Materialien zur Sozialen Stadtentwicklung in Berlin. In Nachbarschaft leben, wohnen und arbeiten*, Berlin, 1998.

SPI, *Wohnumfeldverbesserung mit Beschäftigungs- und Qualifizierungsmaßnahmen, Sachstand 1993*, Experimenteller Wohnungs- und Städtebau, Städtebauliche Entwicklung großer Neubaugebiete in den fünf Bundesländern und Berlin-Ost, Berlin, 1994.

Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, Bezirkstelle Berlin, *Wanderungen über die Grenzen des Bezirks Ostberlin*, Berlin, 1980-1988.

Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, Bezirkstelle Berlin, *Statistisches Jahrbuch der Hauptstadt der Deutschen Demokratischen Republik*, Berlin, 1978.

Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, Bezirkstelle Berlin, *Angaben über Bevölkerung, wirtschaftliche Tätigkeit und Bildung*, Detaillierte Ergebnisse der Volks-, Berufs- und Gebäudezählung, Berlin, 1981 [Résultats du recensement de la population de 1981].

Statistisches Amt der DDR, *Statistisches Jahrbuch der Deutschen Demokratischen Republik*, Berlin, Haufe, 1988.

Statistisches Amt der Stadt Berlin, *Statistisches Jahrbuch Berlin (Ost)*, Berlin, 1990.

Statistisches Landesamt Berlin (StaLa), *Ergebnisse des Mikrozensus*, E4 : Erwerbstätige in Berlin nach Bezirken, Geschlecht und ausgewählten Wirtschaftsbereichen, Berlin, 1991-2002.

Statistisches Landesamt Berlin (StaLa), *Anzahl der Kindertagesstätten im Bezirk Marzahn - Hellersdorf*, Berlin, 1992, 2004.

Statistisches Landesamt Berlin (StaLa), *Wanderungen in den statistischen Gebieten von Berlin nach Altersgruppen, Bezirk Marzahn-Hellersdorf*, Berlin, 1994-2004.

Statistisches Landesamt Berlin (StaLa), *Wanderungen in den statistischen Gebieten von Berlin nach Herkunfts- bzw. Zielgebieten, Bezirk Marzahn-Hellersdorf*, Berlin, 1994-2005.

Statistisches Landesamt Berlin (StaLa), *Melderechtlich registrierte Einwohner am Ort der Hauptwohnung in den Statistischen Gebieten nach Altersgruppen, Bezirk Marzahn-Hellersdorf*, Berlin, 1994-2005.

Statistisches Landesamt Berlin (StaLa), *Die zwölf Bezirke Berlins*, Berlin, 2003.

STERN Gesellschaft der behutsamen Stadterneuerung GmbH, *Kreuzberger Kreisläufe. Block 103 - ein Modell für umweltorientierte behutsame Stadterneuerung*, Berlin, 1987.

Unabhängige Autorengemeinschaft „So habe ich das erlebt“, *Spurensicherung III : Leben in der DDR*, Schkeuditz, GNN Verlag, 2000, pp. 152-164.

STERN GmbH, UrbanPlan GmbH, *Monitoring des Stadtumbauprozesses im Bezirk Marzahn-Hellersdorf von Berlin. Stadtumbaugebiete Marzahn Nord und Hellersdorf Magdeburger Allee*, Berlin, Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, Abteilung für ökologische Stadtentwicklung, 2005.

UrbanPlan GmbH, *Plattform Marzahn für Stadtentwicklung und Bürgerbeteiligung*, Berlin, Senatsverwaltung für Bau- und Wohnungswesen, 1994.

Weeber, Rotraut, *Eine neue Wohnumwelt*, Stuttgart, Karl Krämer Verlag, 1971.

Weeber+Partner GmbH, *Zwischenbericht Bürgerbeteiligung Plattform Marzahn*, Berlin, février 1992.

Weeber+Partner GmbH, *Bürgerbeteiligung und Sozialplanung im Rahmen der Plattform Marzahn. Endbericht*, Berlin, décembre 1993.

Wohnungsbaugesellschaft Marzahn (WBG Marzahn), *Stadtumbau Ost. Ahrensfelder Terrassen*, Berlin, 2005.

Sources secondaires

Agrikolianski, Eric, *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945 : sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002.

Amiot, Michel, *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*, Paris, Editions de l'EHESS, 1986.

Anselme, Michel, « Situation d'expertise et intervention sociologique : le cas des "maîtrises d'oeuvres sociales" », in Anselme, Michel, *Le bruit et la parole: la scène politique des cités*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2001, pp. 99-110.

Antoniadis, Leonardo, « Chronique visuelle d'une migration tsigane. Une expérience de la photographie : outil de recherche et/ou lieu de rencontre et d'interrogation », *Journal des anthropologues*, n° 80-81, 2000, pp. 117-141.

Authier, Jean-Yves, « La question des "effets de quartier" en France. Variations contextuelles et processus de socialisation », in Authier, Jean-Yves, Bacqué, Marie-Hélène, Guérin-Pace, France (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2006, pp. 206-216.

Backhaus-Maul, Holger (dir.), *Bürgerschaftliches Engagement in Ostdeutschland*, Opladen, Leske und Budrich, 2003.

Backhaus-Maul, Holger, Ebert, Olaf, Jakob, Gisela, Olk, Thomas, « Institutionnelle Lücken und günstige Gelegenheiten. Zum aktuellen Stand der Debatte über bürgerschaftliches Engagement in Ostdeutschland », in Backhaus-Maul, Holger (dir.), *Bürgerschaftliches Engagement in Ostdeutschland*, Opladen, Leske und Budrich, 2003, pp. 5-17.

Bacqué, Marie-Hélène, Fijalkow, Yankel, « En attendant la gentrification : discours et politiques à la Goutte d'Or (1982-2000) », *Sociétés Contemporaines*, n° 63, 2006, pp. 63-83.

Bacqué, Marie-Hélène, Rey, Henri, Sintomer, Yves (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005.

Bacqué, Marie-Hélène, Sintomer, Yves, « Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, vol. 42, n° 2, pp. 217-249.

Bade, Klaus, Oltmer, Jochen (dir.), *Aussiedler : deutsche Einwanderer aus Osteuropa*, Göttingen, V & R Unipress, 2003.

Bade, Klaus, *Europa in Bewegung. Migration vom späten 18. Jahrhundert bis zur Gegenwart*, München, Beck, 2002.

Bahrtdt, Hans-Paul, *Die moderne Großstadt. Soziologische Überlegungen zum Städtebau*, Herausgegeben von Ulfert Herlyn, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006 [1961].

Bahrtdt, Hans-Paul, *Humaner Städtebau, Überlegungen zur Wohnungspolitik und Stadtplanung für eine nahe Zukunft*, Hamburg, Wegner, 1968.

Baldersheim, Harald (dir.), *Local Democracy in Post-Communist Europe*, Opladen, Leske und Budrich, 2003.

Banks, Markus, Morphy, Howard (dir.), *Rethinking Visual Anthropology*, New Haven, Yale University Press, 1997.

Beaud, Olivier, « "Représentation" et "Stellvertretung" : sur une distinction de Carl Schmitt », *Droits*, n° 6, 1987, pp. 11-20.

Becker, Howard, *Ecrire les sciences sociales. Commencer et terminer son article, sa thèse ou son livre*, Paris, Economica, 2004 [1986].

Bernt Matthias, *Rübergeklappt. Die «behutsame Stadterneuerung» im Berlin der 90er Jahre*, Berlin, Schelzky und Jeep, 2003.

Bernt Matthias, « Abrissprogramm Ost », in Oswalt, Philipp (dir.), *Schrumpfende Städte*, Band 1 : Internationale Untersuchung, Ostfildern-Ruit, Hatje Cantz Verlag, 2004, pp. 660-665.

Blanc, Maurice, « Du logement insalubre à l'habitat social dévalorisé. Les minorités ethniques en Allemagne, France et Grande-Bretagne », *Annales de la recherche urbaine*, n° 49, 1990, pp. 37-48.

Blanc, Maurice, « Participation des habitants et politique de la ville », in CURAPP, CRAPS, *La démocratie locale*, Paris, PUF, 1999, pp. 177-196.

Blanc, Maurice, « La "politique de la ville" : une "exception française" ? », *Espaces et sociétés*, n° 128-129, 2007, pp. 71-86.

Blanchet, Alain, Gotman, Anne, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Nathan, 1992.

Blondiaux, Loïc, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, 2007, pp. 759-774.

Boehm, Gottfried, « Par-delà le langage ? Remarques sur la logique des images », *Trivium*, n° 1, 2008, [En ligne], mis en ligne le 6 mai 2008. URL : <http://trivium.revues.org//index252.html>, consulté le 16 juillet 2008 [2004].

Bodenschatz, Harald, *Platz frei für das neue Berlin. Geschichte der Stadterneuerung in der größten Mietskasernenstadt der Welt seit 1871*, Berlin, Transit, 1987.

Bodenschatz, Harald, « Neubaugebiete werden alt. Die Erfahrung in Berlin (West) », in Marcuse, Peter, Staufenbiehl, Fred (dir.) *Wohnen und Stadtpolitik im Umbruch. Perspektiven der Stadterneuerung nach 40 Jahren DDR*, Berlin, Akademie Verlag, 1991, pp. 97-106.

Bodenschatz, Harald, « Kultobjekt Märkisches Viertel », in Jacob, Brigitte, Schäche, Wolfgang, *Märkisches Viertel, 40 Jahre. Geschichte und Gegenwart einer Großsiedlung*, Berlin, Jovis Verlag, 2004, pp. 13-31.

Borst, Renate, « Volkswohnungsbestand in Spekulantenhands ? Zu den möglichen Folgen der Privatisierung von ehemals volkseigenen Wohnungen in den neuen Bundesländern », in Häußermann, Hartmut, Neef, Rainer. (dir.), *Stadtentwicklung in Ostdeutschland*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1996, pp. 107-128.

Brandstetter, Benno, Lang, Thilo, Pfeifer, Anne, « Umgang mit der schrumpfenden Stadt – ein Debattenüberblick », *Berliner Debatte Initial*, vol. 16, n° 6, 2005, pp. 55-68.

Callon, Michel, Lascoumes, Pierre, Barthe, Yannick, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

Carrel, Marion, « Politisation et publicisation : les effets fragiles de la délibération en milieu populaire », *Politix*, vol. 19, n° 75, 2006, pp. 33-51.

Céfaï, Daniel, « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes », in Céfaï, Daniel, Trom, Danny (dir.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, pp. 51-86.

Céfaï, Daniel, « L'enquête de terrain en sciences sociales », in Céfaï, Daniel (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003, pp. 467-615.

Céfaï, Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007.

Champagne, Patrick, *Faire l'opinion*, Paris, Minuit, 1990.

Christian, Michel, Droit, Emmanuel, « Ecrire l'histoire du communisme : l'histoire sociale de la RDA et de la Pologne communiste en Allemagne, en Pologne et en France », *Genèses*, n°61, 2005, pp. 118-133.

Collins, Harry, Evans, Robert, « The Third Wave of Science Studies: Studies of Expertise and Experience », *Social Studies of Science*, Vol. 32, n° 2, 2002, pp. 235–296.

Conord, Sylvaine, « "On va t'apprendre à faire des affaires..." Echanges et négoce entre une anthropologue-photographe et des juives tunisiennes de Belleville », *Journal des anthropologues*, n° 80-81, 2000, pp. 91-115.

Crozier, Michel, Friedberg, Erhard, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977.

Cuisenier, Jean (dir.), « Arrêt sur images : photographie et anthropologie », *Ethnologie française*, vol. 37, n° 109, 2007.

Cuny, Cécile, *Un théâtre en projets. Militants associatifs et citoyens autour de la conception d'un lieu dans un secteur de grands ensembles à Berlin-Marzahn*, Mémoire de DEA, Ecole Normale Supérieure / Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2004.

Cuny, Cécile, « L' action collective en situation de déclassement : le cas d'une mobilisation de locataires dans un secteur de grands ensembles à l'Est de Berlin », in Boumaza, Magali, Hamman, Philippe (dir.), *Sociologie des mouvements de précaires. Espaces mobilisés et répertoires d'action*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 105-129.

Daguerre, Anne, Taylor-Gooby, Peter (dir.), *Welfare Reform and Management of Societal Change*, Luxemburg, European Communities, 2004.

Daniel, Sabine, "Struktur und Nutzung der Wohngebäude in Berlin-Ost am 30. September 1995. Ergebnisse der Gebäude- und Wohnungszählung", *Statistische Monatsschrift*, n° 2, 1999, pp. 60-65.

Darmon, Muriel, *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, 2003.

Derrida, Jacques, « Sending : On Representation », *Social Research*, vol. 49, n° 2, pp. 294-326.

Descamps, Florence (dir.), *L'historien, l'archiviste et le magnétophone : de la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France , 2001.

Didi-Huberman, Georges, *Devant le temps. Histoire de l'art et anachronisme des images*, Paris, Minuit, 2000.

Diewald, Martin, Huinink, Johannes, Solga, Heike, Sorensen, Anemette, « Umbrüche und Kontinuitäten. Lebensverläufe und die Veränderung von Lebensbedingungen seit 1989 », in Huinink, Johannes (dir.), *Kollektiv und Eigensinn. Lebensverläufe in der DDR und danach*, Berlin, Akademischer Verlag, 1995, pp. 307-350.

Dobry, Michel, « „Ereignisse“ und Situationslogik : Lehren, die man aus der Untersuchung von Situationen politischer Unübersichtlichkeit ziehen kann », in Suter, Andreas, Hettling, Manfred (dir.), *Struktur und Ereignis*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2001, pp. 75-98.

Droit, Emmanuel, *La construction de l'homme socialiste nouveau dans les écoles de Berlin-Est : acteurs, pratiques, représentations (1949-1989)*, Thèse d'histoire, Université Paris-I, 2006.

Dubet, François, Lapeyronnie, Didier, *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992. Traduction allemande : *Im Aus der Städte. Der Zerfall der demokratischen Gesellschaft*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1992.

Duchesne, Sophie, Haegel, Florence, « La politisation des discussions au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, 2004, pp. 877-909.

Dufaux, Frédéric, *Recomposition territoriale et restructuration du système urbain à l'est de l'Allemagne (1950 - 1993)*, Thèse de géographie, Paris, Université Paris I-Sorbonne, 1997.

Duvigneau, Hans-Jörg, « Der Beitrag der Wohnungswirtschaft zur Umgestaltung der Großsiedlungen Marzahn und Hellersdorf », in Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf (dir.), *Im Wandel beständig. Stadtumbau in Marzahn und Hellersdorf : Projekte, Reflexionen, Streitgespräche*, Berlin, Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, 2007, pp. 165-176.

Elias, Norbert, Scotson, John, *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, 1997 [1965].

Enquete-Kommission des Deutschen Bundestags « Zukunft des Bürgerschaftlichen Engagements » (dir.), *Bürgerschaftliches Engagement in Parteien und Bewegungen*, Opladen, Leske und Budrich, 2003.

Eisen, Andreas, Wollmann, Hellmut (dir.), *Institutionenbildung in Ostdeutschland. Zwischen externer Steuerung und Eigendynamik*, Opladen, Leske und Budrich, 1996.

Eliasoph, Nina, « "Close to Home" : The Work of Avoiding Politics », *Theory and Society*, vol. 26, N° 5, 1997, pp. 605-647.

Eliasoph, Nina, *Avoiding Politics. How Americans produce apathy in everyday life*, New York, Cambridge University Press, 1998.

Faure, Sylvia, « De quelques effets sociaux des démolitions d'immeubles. Un grand ensemble HLM à Saint-Etienne », *Espaces et Sociétés*, n° 124-125, 2006, pp. 191-206

Favret-Saada, Jeanne, *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard, 1977.

Fillieule, Olivier, Péchu, Cécile, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993.

Fillieule, Olivier, Mayer, Nonna (dir.), « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001.

Fourcaut, Annie, « Les grands ensembles ont-ils été conçus comme des villes nouvelles ? », *Histoire urbaine*, n° 17, 2006, pp. 7-25.

Fourcaut, Annie, Vadelorge, Loïc (dir.), Villes nouvelles et grands ensembles I, *Histoire urbaine*, n° 17, 2006.

François, Bastien, Neveu, Erik, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », in François, Bastien, Neveu, Erik (dir.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999, pp. 13-58.

Friedrichs, Jürgen, *Stadtanalyse, Soziale und räumliche Organisation der Gesellschaft*, Reinbek bei Hamburg, Rohwolt, 1977.

Fritsche, Miriam, Lang, Thilo, « Dimensionen des Stadtumbaus in den Großsiedlungen Marzahn und Hellersdorf », Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf (dir.), *Im Wandel beständig. Stadtumbau in Marzahn und Hellersdorf : Projekte, Reflexionen, Streitgespräche*, Berlin, Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, 2007, pp. 15-31.

Fulbrook, Mary, *The People's State. East German Society from Hitler to Honecker*, New Haven, London, Yale University Press, 2005.

Fung, Aarchon, Wright Olin, « Le contre-pouvoir dans la démocratie participative et délibérative », in Bacqué, Marie-Hélène, Rey, Henri, Sintomer, Yves (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 49-80.

Gaxie, Daniel, « Au-delà des apparences. Sur quelques problèmes de mesure des opinions », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 81/82, 1990, pp. 97-112.

Gaxie, Daniel, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2-3, 2002, pp. 145-178.

Gaxie, Daniel, Laborier, Pascale, « Des obstacles à l'évaluation des actions publiques et de quelques pistes pour tenter de les surmonter », in Favre, Pierre, Hayward, Jack, Schemeil, Yves (dir.) *Être gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 201-224.

Gerhard, Ute, « Die staatlich institutionalisierte "Lösung" der Frauenfrage : zur Geschichte der Geschlechterverhältnisse in der DDR », in Kaelble, Helmut, Kocka, Jürgen, Zwahr, Hartmut (dir.), *Sozialgeschichte der DDR*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1994, pp. 382-394.

Gestring, Norbert, Glasauer, Herbert, Hannemann Christine, Petrowsky, Werner, Pohlan, Jörg (dir.), *Jahrbuch StadtRegion 2004/05, Schwerpunkt : schrumpfende Städte*, Wiesbaden, VS Verlag, 2005.

Goffman, Erving, « La ritualisation de la féminité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 14, 1977, pp. 34-50.

Gotzmann, Sebastian, *Potentielle Mieter des Stadtumbauprojektes „Ahrensfelder Terrassen“ in Marzahn Nord*, Diplomarbeit, Berlin, Geographisches Institut der Humboldt Universität zu Berlin, 2005.

Grafmeyer, Yves, Joseph, Isaac, *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, 1979.

Grésillon, Boris, *Berlin, métropole culturelle*, Paris, Belin, 2002.

Guarrigues, Emmanuel (dir.), *Ethnographie et photographie*, *L'Ethnographie*, n° 109, 1991.

Halpern, Charlotte, Häußermann, Hartmut, « Vers une sortie de crise? Les attermoissements de la métropole berlinoise au terme d'une décennie de querelles de clocher », *Revue française d'administration publique*, n° 107, 2003, pp. 333-344.

Hamel, Pierre, « Contraintes et possibilités de la démocratie participative dans un contexte de gouvernance. Quel rôle pour les mouvements sociaux », communication au séminaire mensuel de l'ACI internationale « Démocratie participative, délibération et mouvements sociaux », IRESCO, 13 mars 2006.

Hamidi, Camille, « Eléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 1, 2006, pp. 5-25.

Hannemann, Christine, *Die Platte: industrialisierter Wohnungsbau in der DDR*, Berlin, Schelzky & Jeep, 2000 [2^e édition augmentée d'un chapitre].

Hannemann, Christine (dir.), *Großsiedlungen Ost – Vom bevorzugten und bevorzugenden zum benachteiligten und benachteiligenden Wohngebiet*, Berlin, Humboldt Universität zu Berlin/Institut für Sozialwissenschaften, stadt- und Regionalsoziologie, Lehrforschungsprojekt, Octobre 2001.

Hannemann, Christine, *Marginalisierte Städte. Probleme, Differenzierungen und Chancen Ostdeutscher Kleinstädte im Schrumpfungsprozess*, Berlin, Berliner Wissenschafts Verlag, 2004.

Haumont, Nicole, Jalowiecki, Bohdan, Munro, Moïra, Szirmai, Viktória, *Villes nouvelles et villes traditionnelles. Une comparaison internationale*, Paris, L'Harmattan, 1999.

Häußermann, Hartmut, « Die Entwicklung sozialräumlicher Strukturen in Berlin seit der Industrialisierung », in Duhem, Gilles *et al.*, *Paris-Berlin : ein neuer Blick auf die europäischen Metropolen*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2001, pp. 127-148 [Edition française : Paris, Anthropos, 2000].

Häußermann, Hartmut, Holm, Andrej, Zunzer, Daniela, *Stadterneuerung in der Berliner Republik. Modernisierung in Berlin-Prenzlauerberg*, Opladen, Leske+Budrich, 2002.

Häußermann, Hartmut, Kapphann, Andreas, *Berlin : von der geteilten zur gespaltenen Stadt?*, Opladen, Leske und Burdich, 2000.

Häußermann, Hartmut, Kapphan, Andreas, « Berlin : Ausgrenzungsprozesse in einer europäischen Stadt », in Häußermann, Hartmut, Kronauer, Martin, Sieber, Walter (dir.), *An den Rändern der Städte*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 2004, pp. 203-234.

Häußermann, Hartmut, Neef, Rainer. (dir.), *Stadtentwicklung in Ostdeutschland*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1996.

Henny, Leonard (dir.), « Theory and Practice of Visual Sociology », *Current Sociology*, vol. 34, n° 3, 1986.

Herlyn, Ulfert, *Großstadtstrukturen und ungleiche Lebensbedingungen in der Bundesrepublik*, Frankfurt/Main, Campus Verlag, 1980.

Herlyn, Ulfert, « Stadtsoziologische Literatur der letzten 50 Jahre », in Bahrdt, Hans-Paul, *Die moderne Großstadt. Soziologische Überlegungen zum Städtebau*, Herausgegeben von Ulfert Herlyn, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006 [2^e édition], pp. 209-245.

Herlyn, Ulfert, Harth, Annette, « Soziale Differenzierung und soziale Segregation », in Strubelt, Wendelin, Genosko, Joachim, Bertram Hans, Friedrichs, Jürgen, Gans, Paul, Häußermann, Hartmut, Herlyn, Ulfert, Sahner, Heinz, *Städte und Regionen*, Opladen, Leske + Budrich, 1996, pp. 257-287.

Hervier, Dominique (dir.), *Villes nouvelles et grands ensembles II, Espace, urbanisme et architecture, Histoire urbaine*, n° 20, 2007.

Hirschman, Albert, « Défection et prise de parole dans le destin de la RDA », in Hirschman, Albert, *Un certain penchant à l'autosubversion : essais*, Paris, Fayard, 1995, pp. 19-68.

Hockings, Paul (dir.), *Principles of Visual Anthropology*, New York, De Gruyter, 1975.

Hoffmann, Hansjoachim, « Kommunalpolitik in Berlin », in Kost, Andreas, Wehling, Hans-Georg (dir.), *Kommunalpolitik in den deutschen Ländern*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2003, pp. 66-74.

Hotze, Benedikt, « Wohnumfeldverbesserungen von den 80er Jahren bis heute », in Jacob, Brigitte, Schäche, Wolfgang, *Märkisches Viertel, 40 Jahre. Geschichte und Gegenwart einer Großsiedlung*, Berlin, Jovis Verlag, 2004, pp. 62-87.

Hübner, Christa (dir.), *20 Jahre Marzahn*, Begleitpublikation zur Ausstellung des Bezirksmuseums Marzahn, Berlin, 1999.

Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Paris, Editions de l'Atelier, 1997.

Jacobs, Jane, *The death and life of great american cities*, New York, Random House, 1961.

Jobert, Bruno, Muller, Pierre, *L'État en action : politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF, 1987.

Kabisch, Sigrun, Bernt, Matthias, Peter, Andreas, *Stadtumbau unter Schrumpfungsbedingungen, eine sozialwissenschaftliche Fallstudie*, Wiesbaden, VS Verlag, 2004.

Kahl, Alice, *Erlebnis Plattenbau, Eine Langzeitstudie*, Opladen, Leske+Budrich, 2003.

Kapphan, Andreas, *Das arme Berlin, Sozialräumliche Polarisierung, Armutskonzentration und Ausgrenzung in den 90er Jahren*, Opladen, Leske+Budrich, 2002.

Keller, Carsten, *Leben im Plattenbau, Zur Dynamik sozialer Ausgrenzung*, Frankfurt/Main, Campus, 2005.

Keller, Carsten, « La population des grands ensembles de l'ex-RDA. Fractionnement social et luttes pour la respectabilité », *Espaces et sociétés*, n° 128-129, 2007, pp. 87-101.

Koehl, Eleonore, Sintomer, Yves, *Les jurys citoyens berlinois*, Rapport final pour la Direction Interministérielle de la Ville, Berlin, Centre Marc Bloch, 2002.

Kott, Sandrine, *Le communisme au quotidien : les entreprises d'Etat dans la société est-allemande*, Paris, Belin, 2001.

Krätke, Stefan, Borst, Renate, *Berlin: Metropole zwischen Boom und Krise*, Opladen, Leske und Budrich, 2000.

Ladd, Brian, *The Ghosts of Berlin. Confronting german history in the urban landscape*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.

Lang, Barbara, *Mythos Kreuzberg. Ethnographie eines Stadtteils 1961-1995*, Frankfurt am Main, Campus, 1998.

Lavabre, Marie-Claire, *Le fil rouge : sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.

Lehingue, Patrick, « L'objectivation statistique des électors : que savons-nous des électeurs du Front National ? », in Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, pp. 247-278.

Lelévrier, Christine, Driant, Jean-Claude, « Le logement social : mixité et solidarité territoriale », in Lagrange Hugues, Oberti, Marc, *Emeutes urbaines et protestations. Une singularité française*. Presses de Sciences Po, 2006, pp. 177-193.

Lichterman, Paul, *The Search for Political Community. American Activists Reinventing Commitment*, New York, Cambridge University Press, 1996.

Lindner, Rolf, *Walks on the Wild Side. Eine Geschichte der Stadtforschung*, Frankfurt am Main, Campus, 2004.

Link, Christoph, « Les biographies est-allemandes : l'assimilation complexe après la Wende. Expériences d'un éditeur », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, vol. 33, n° 4, 2001, pp. 501-507.

Lüdtke, Alf, « La domination au quotidien. "Sens de soi" et individualité des travailleurs en Allemagne avant et après 1933 », *Politix*, n° 13, 1991, pp. 68-78.

Ludwig, Andreas, *Eisenhüttenstadt. Wandel einer industriellen Gründungsstadt in fünfzig Jahren*, Potsdam, Brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung, 2000.

Mäding, Heinrich, « Die Finanzen des Landes Berlin », in Röber, Manfred, Schröter, Eckhard, Wollmann, Hellmut (dir.), *Moderne Verwaltung für moderne Metropolen. Berlin und London im Vergleich*, Opladen, Leske und Budrich, 2002, pp. 78-105.

Magri, Susanna, « Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années 1950 à 1970 », *L'Année sociologique*, vol. 58, n° 1, 2008, pp. 171-202.

Marburg, Elena, Gründling, Judith, Gutbub, Anna, *Die deutschen Neubürger von Marzahn. Studie über einer Befragung der Migrantenbeauftragten des Bezirksamts Marzahn von Berlin unter Aussiedlerinnen und Aussiedler im berufsfähigen Alter mit rechtlichen und theoretischen Hilfen sowie historischen und sonstigen Information für die praktische Arbeit im Migrantenbereich*, Bezirksamt Marzahn von Berlin, Berlin, 2000.

Maresca, Sylvain, *La photographie : un miroir des sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 1996.

Masclat, Olivier, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

Matthiesen, Ulf, *An den Rändern der deutschen Hauptstadt: Suburbanisierungsprozesse, Milieubildungen und biographische Muster in der Metropolregion Berlin-Brandenburg*, Opladen, Leske und Budrich, 2002.

Mauger, Gérard, « Sur la violence symbolique », in Müller, Hans-Peter, Sintomer, Yves (dir.), *Pierre Bourdieu, théorie et pratique. Perspectives franco-allemandes*, Paris, La Découverte, 2006, pp. 84-100.

Merkel, Ina (dir.), „*Wir sind doch nicht die Mecker-Ecke der Nation*“ : *Briefe an das DDR-Fernsehen*, Köln, Böhlau, 1998.

Mitscherlich, Alexander, *Die Unwirtlichkeit unserer Städte. Anstiftung zum Unfrieden*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1965.

Müller, Carl Wolfgang, Nimmermann, Peter (dir.), *Stadtplanung und Gemeinwesenarbeit, Texte und Dokumente*, München, Juventa Verlag, 1971.

Müller, Carl Wolfgang, *Wie Helfen zum Beruf wurde*, Weinheim/München, Juventa, 2006 [1988].

Niedermayer, Oskar (dir.), *Parteien und Wähler im Umbruch. Parteiensystem und Wählerverhalten in der ehemaligen DDR und in den neuen Bundesländern*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1994.

Nicolaus, Herbert, « Städtebau und Architektur », in Hübner, Christa (dir.), *20 Jahre Marzahn*, Begleitpublikation zur Ausstellung des Bezirksmuseums Marzahn, Berlin, 1999, pp. 65-105.

Nora, Pierre, « Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux », in Nora, Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, Tome 1 (La République), Paris, Gallimard, 1984, pp. 17-42.

Offerlé, Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales ESC*, vol. 39, n° 4, 1994, pp. 681-713.

Pfeuffer, Andreas, Schultheis, Franz, « Quelques particularités allemandes de la représentation statistique du monde social », *Sociétés contemporaines*, n° 45-46, 2002, pp. 17-42.

Pitkin, Hanna, « Representation and Democracy : Uneasy Alliance », *Scandinavian Political Studies*, vol. 27, n° 3, 2004, pp. 335-342.

Rietdorf, Werner, « Genesis, Status und Perspektive ostdeutscher Großsiedlungen », in Rietdorf (dir.), *Weiter wohnen in der Platte, Probleme der Weiterentwicklung großer Neubaugebiete in den neuen Bundesländern*, Berlin, Sigma, 1997, pp. 11-57.

Röber, Manfred, Schröter, Eckhard, « Berliner Politik- und Verwaltungsstrukturen : Neue Zeiten und alte Probleme », in Röber, Manfred, Schröter, Eckhard, Wollmann, Hellmut (dir.), *Moderne Verwaltung für moderne Metropolen. Berlin und London im Vergleich*, Opladen, Leske und Budrich, 2002, pp. 159-168.

Robert, Cécile, « Les transformations managériales des activités politiques », *Politix*, n° 79, 2007, pp. 7-23.

Röcke, Anja, *Losverfahren und Demokratie. Historische und demokratietheoretische Perspektive*, Münster, Lit Verlag, 2005.

Röcke, Anja, « Représentation "miroir" et démocratie. Le tirage au sort dans les jurys citoyens berlinois », *Politique et Sociétés*, vol. 25, n° 1, 2006, pp. 58-73.

Röcke, Anja, Sintomer, Yves, « Les jurys citoyens berlinois et le tirage au sort : un nouveau modèle de démocratie participative ? », in Bacqué, Marie-Hélène, Rey, Henri, Sintomer, Yves (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 139-160.

Rouillé, André, *La photographie. Entre document et art contemporain*, Paris, Gallimard, 2005.

Rouyer, Alice, « La restructuration du système de transports berlinois », in Le Gloannec, Anne-Marie (dir.), *L'Etat en Allemagne. La République fédérale après la Réunification*, Paris, Presses de la FNSP, 2001, pp. 391-414.

Rosanvallon, Pierre, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998.

Rowell, Jay, « L'étonnant retour du totalitarisme. Réflexions sur le "tournant" de 1989 et l'historiographie de la RDA », *Politix*, vol. 12, n° 47, 1999, pp. 131-150.

Rowell, Jay, *L'Etat totalitaire en action. Les politiques du logement en RDA (1945-1989)*, Thèse de science politique, Paris, EHESS, 2001.

Rowell, Jay, *Le totalitarisme au concret. Les politiques du logement en RDA*, Paris, Economica, 2006.

Rudolf-Cleff, Anette, *Wohnungspolitik und Stadtentwicklung: ein deutsch-französischer Vergleich*, Basel, Birkenhäuser, 1996.

Rytlewski, Ralf, « Berliner Politik : Zwischen Kiez und Stadtstaat », in Röber, Manfred, Schröter, Eckhard, Wollmann, Hellmut (dir.), *Moderne Verwaltung für moderne Metropolen. Berlin und London im Vergleich*, Opladen, Leske und Budrich, 2002, pp. 295-329.

Salais, Robert, « La politique des indicateurs. Du taux de chômage au taux d'emploi dans la stratégie européenne pour l'emploi », in Zimmermann, Bénédicte (dir.), *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant, le politique et l'Europe*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2004, pp. 287-331.

Saint-Pierre (de), Caroline, « Créer de la localité en ville nouvelle : l'exemple de Cergy », *Ethnologie française*, vol. 37, n° 2, 2003, pp. 81-90.

Saussier, Gilles, « Situation du reportage, actualité d'une alternative documentaire », *Communications*, n° 71, Paris, EHESS/Le Seuil, 2001, pp. 309-331.

Sawicki, Frédéric, *Les réseaux du Parti Socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

Sawicki, Frédéric, Siméant, Johanna, « La sociologie de l'engagement militant : un champ de recherche à décroquer », Introduction au colloque international « Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme ? Trajectoires, pratiques et organisations militantes », Lille, juin 2006.

Schultheis, Franz, Schulz, Kristina (dir.), *Gesellschaft mit geschränkter Haftung. Zumutungen und Leiden im deutschen Alltag*, Konstanz, UVK Verlag Gesellschaft, 2005.

Schulz, Marlies, « Wohnbedingungen und innerstädtische Differenzierung in Ost-Berlin », *Geographische Rundschau*, vol. 10, n° 45, 1993, pp. 588-593.

Schulz, Marlies, « Berlin - Abstieg von einer geteilten Stadt ? », *Europa regional*, Heft 1, 1998, pp. 2-14.

Schulz, Marlies (dir.), *Wohnen in Marzahn Nord-West. Stärken und Potentiale eines Wohngebietes*, Arbeitsberichte n° 65, Berlin, Geographisches Institut, Humboldt Universität zu Berlin, 2002.

Schulz, Marlies (dir.), *Stadtumbau Ost. Eine Bewohnerbefragung zum Wohnungsleerstand in Marzahn Nord-West*, Projektbericht, Berlin, Geographisches Institut der Humboldt Universität zu Berlin, 2003.

Siméant, Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

Sintomer, Yves, *Le pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2007.

Sintomer, Yves, Herzberg, Carsten, Röcke, Anja (dir.), *Les budgets participatifs en Europe. Des services publics au service du public*, Paris, La Découverte, 2008.

Sintomer, Yves, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », in Topçu, Sezin, Cuny, Cécile, Serrano-Velarde, Kathia, *Savoirs en débat. Perspectives franco-allemandes*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 75-93.

Smith, David, « The Socialist City », in Andrusz, Gregory, Harloe, Michael, Szelenyi, Ivan (dir.), *Cities After Socialism: Urban and Regional Change and Conflict in Post-Socialist Societies*, Cambridge (Mass.), Blackwell, 1996, pp. 70-99.

Solga, Heike, *Auf dem Weg in eine klassenlose Gesellschaft? Klassenlagen und Mobilität zwischen Generationen in der DDR*, Berlin, Akademischer Verlag, 1995.

Staufenbiel, Fred, *Leben in Städten. Soziale Ziele und Probleme der intensiven Stadtrreproduktion*, Berlin, Verlag für Bauwesen, 1989.

Strubelt, Wendelin, Genosko, Joachim, Bertram Hans, Friedrichs, Jürgen, Gans, Paul, Häußermann, Hartmut, Herlyn, Ulfert, Sahner, Heinz, *Städte und Regionen*, Opladen, Leske + Budrich, 1996

Talpin, Julien, « Jouer les bons citoyens. Les effets contrastés de l'engagement au sein de dispositifs participatifs », *Politix*, vol. 19, n° 75, 2006, pp. 13-31.

Talpin, Julien, *Schools of Democracy. How ordinary citizens become competent in participatory budgeting institutions*, Thèse de sciences politiques et sociales, Institut Universitaire Européen, Florence, 2007.

Taylor, Lucien, *Visualizing Theory: selected essays from Visual Anthropology Review 1990-1994*, New York, Routledge, 1994.

Terray, Emmanuel, *Ombres berlinoises. Voyage dans une autre Allemagne*, Paris, Odile Jacob, 1996.

Tissot, Sylvie, *Réformer les quartiers. Enquête sociologique sur une catégorie d'action publique*, Thèse de sociologie, Paris, EHESS, 2003.

Tissot, Sylvie, *L'Etat et les quartiers : genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil, 2007.

Topalov, Christian, « Maurice Halbwachs, photographe des taudis parisiens (1908) », *Genèses*, n° 28, 1997, pp. 128-145.

Verret, Michel, *L'espace ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 1995 [1979].

Vieillard-Baron, Hervé, « Rénovation urbaine et participation dans les quartiers sensibles allemands au regard de la France », Actes du colloque « Pérennité urbaine. La ville par delà ses métamorphoses », Paris, 2007.

Villechaise, Agnès, « La banlieue sans qualité. Absence d'identité collective dans les grands ensembles », *Revue française de sociologie*, vol. 38, n° 2, 1997, pp. 351-374.

Wacquant, Loïc, *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Marseille, Agone, 2000.

Walther, Uwe-Jens, « Ambitionen und Ambivalenzen eines Programms », in Walther, Uwe-Jens, *Soziale Stadt : Zwischenbilanzen. Ein Programm auf dem Weg zur Sozialen Stadt?*, Opladen, Leske und Budrich, 2002, pp. 23-43.

Warin, Philippe, « La ville : contractualisation de la politique et participation des habitants », in Warin, Philippe (dir.), *Quelle modernisation des services publics? Les usagers au coeur des réformes*, Paris, La Découverte, 1997, pp. 265-284.

Weber, Florence, *Le travail à-côté : étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, INRA/Éditions de l'EHESS, 1989.

Weber, Florence, « Nouvelles lectures du monde ouvrier : de la classe à la personne », *Genèses*, n° 6, 1991, pp. 179-189.

Weber, Florence, « Métier d'historien, métier d'ethnographe », *Cahiers Marc Bloch*, n° 4, 1996, pp. 6-24.

Whyte, William Foote, *Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 1995 [1943].

Wierling, Dorothee, *Geboren im Jahr Eins. Der Jahrgang 1949 in der DDR und seine historischen Erfahrungen : Versuch einer Kollektivbiographie*, Berlin, Links, 2002.

Wilson, William, *The Truly Disadvantaged. The Inner City, The Underclass and Public Policy*, Chicago, University of Chicago Press, 1987.

Wilutzki, Max, Ziwer, Christian, « Exmittierung im Märkischen Viertel », in Müller, Carl Wolfgang, Nimmermann, Peter (dir.), *Stadtplanung und Gemeinwesenarbeit, Texte und Dokumente*, München, Juventa Verlag, 1971, pp. 171-176.

Wollmann, Helmut, « Mehr direkte Demokratie in Landes- und Kommunalpolitik. Bleibt Berlin Schlusslicht ? », in Röber, Manfred, Schröter, Eckhard, Wollmann, Helmut (dir.), *Moderne Verwaltung für moderne Metropolen. Berlin und London im Vergleich*, Opladen, Leske und Budrich, 2002, pp. 265-207.

Wollmann, Helmut, « The two Waves of territorial reforms of local government in Germany », in Meligana John (dir.), *Redrawing local government boundaries*, Vancouver, UBC Press, 2004, pp. 106-129.

Zapf, Katrin, Heil, Karolus, Rudolph, Justus, *Stadt am Stadtrand. Eine vergleichende Untersuchung in vier Münchner Neubausiedlungen*, Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	10
<i>La participation des habitants : un discours sur la ville et une action politique</i>	13
<i>« Mais qu'est-ce qu'une fille comme vous fait dans un endroit comme ça ? »</i>	18
<i>Un petit objet pour de grandes questions</i>	24
De la situation à la structure	25
Un usage « kamikaze » de la théorie	26
<i>L'énigme marzahnaise</i>	29
CHAPITRE 1 : D'UNE SÉGRÉGATION À L'AUTRE	32
Introduction	33
I. L'arrondissement de Marzahn dans la tourmente de la réunification	37
<i>I. 1. Désindustrialisation et périurbanisation à Berlin dans les années 1990</i>	38
<i>La désindustrialisation ou la fin d'une situation d'exception</i>	38
<i>La périurbanisation : une soif d'espace ciblée</i>	39
<i>I. 2. Marzahn, un arrondissement dans la moyenne</i>	42
<i>I. 3. Ce que les moyennes cachent : disparités nord/sud à Marzahn</i>	48
II. Les héritages de la période socialiste	51
<i>II. 1. Un problème de sources</i>	53
<i>Les voies complexes de l'attribution de logements à Marzahn pendant la période socialiste</i>	53
<i>La ségrégation socio-spatiale : un angle mort de la sociologie urbaine est-allemande</i>	55
<i>Le temps : un précieux allié</i>	56
<i>II. 2. Berlin-Est : une ville « socialiste » ?</i>	59
<i>La ségrégation socio-spatiale dans les villes socialistes : une typologie empirique</i>	59
<i>Le grand ensemble de Marzahn : une zone urbaine privilégiée ?</i>	61
<i>II. 3. Les indices d'une opposition Nord/Sud</i>	64
III. La gestion du parc de grands ensembles après 1990 : les deux échelles de la ségrégation	68
<i>III. 1. Rénovation et privatisation : les impératifs contradictoires de la gestion du parc communal dans les années 1990</i>	70
<i>La création de nouveaux bailleurs</i>	70
<i>Une gestion ségrégative du peuplement ?</i>	73
<i>III. 2. Fragmentation interne du parc de grands ensembles dans les années 2000</i>	77
<i>La WBG Marzahn : deux parcs pour deux clientèles</i>	77
<i>La coopérative Nordlicht : une gestion « sociale » de la misère</i>	81
<i>La coopérative BB WBG : les limites de la fidélité d'une clientèle vieillissante</i>	84
Conclusion	87

CHAPITRE 2 : DU « GRAND ENSEMBLE » AU « QUARTIER »	89
Introduction	91
I. La conquête de l'Est : une logique de « transplantation »	97
<i>I. 1. Le Sénat de Berlin : une administration pionnière dans la rénovation des parcs de grands ensembles est-allemands</i>	99
<i>Une action rationnelle en valeur</i>	101
La rénovation des grands ensembles est-berlinois : une définition technique	102
Le paradigme de la « rénovation douce »	107
<i>Une action rationnelle en finalité</i>	109
Un parc de logements sociaux à moindre coût ?	111
Un objectif classique de la rénovation urbaine : traiter la structure socio-démographique du « peuplement »	113
<i>I. 2. La conquête politique de l'Est</i>	117
<i>La participation des habitants dans le cadre de la Plattform Marzahn : un instrument de cadrage</i>	119
Un dispositif cartographique	119
Un dispositif photographique	121
<i>La « procédure des Conseils » du Märkisches Viertel : une branche peu politisée de la participation des habitants à Berlin-Ouest</i>	123
Les grands ensembles ouest-allemands à la fin des années 1960 : un terrain d'expérimentation pour une nouvelle génération de travailleurs sociaux	124
Les « commissions de rénovation » à Kreuzberg : un dispositif de sortie de crise	126
II. Le « management de quartier » berlinois : un nouveau paradigme rénovateur ?	131
<i>II. 1. Une nouvelle lecture de l'espace urbain</i>	133
<i>La ségrégation socio-spatiale : constructions savantes d'un problème social en Allemagne</i>	134
L'approche socio-économique de la ségrégation urbaine en Allemagne : un portrait en négatif du « management de quartier »	135
Les effets de quartier : la ville américaine comme contre-modèle	137
<i>« Management de quartier » et réforme administrative à Berlin</i>	139
Crise financière et nouveau modèle de gestion publique	140
Un gouvernement métropolitain en crise	141
« Management de quartier » et systèmes d'action locaux	143
<i>II. 2. « Management de quartier » et pratiques de l'expertise sociale</i>	146
<i>Les habitants : la construction de nouveaux experts</i>	147
Une parole sans médiation	148
Certification et pouvoir de décision	151
<i>Les « managers de quartier » : un « savoir de position »</i>	153
Conclusion	156

CHAPITRE 3 : DES HABITANTS LOYAUX	158
Introduction	159
<i>Le quartier comme environnement social et familial</i>	164
<i>Participation et loyauté</i>	165
I. Les rapports au quartier à Marzahn Nord : dispositif d'enquête	167
I. 1. Une entrée par le logement et les équipements	168
<i>Marzahn : grand ensemble ou ville nouvelle ?</i>	168
<i>Une entrée par le logement et les équipements : enjeux et limites</i>	171
« Proximité spatiale et distance sociale » : les leçons d'une enquête	171
Trois catégories sociales au prisme de la cohabitation	174
I. 2. Une ethnographie des usages du logement et des équipements	178
<i>L'observation directe : une technique sensible à la nature des activités observées</i>	178
<i>L'entretien : une forme sensible aux variations de la relation d'enquête</i>	181
<i>Décrire les usages du logement et des équipements : apports et limites de l'ethnographie classique</i>	184
I. 3. Le portrait photographique posé : une méthode d'enquête	187
<i>Un dispositif technique et esthétique</i>	187
<i>Un dispositif de « connaissance par corps »</i>	191
II. Un monde privé	196
II. 1. Un repère familial dans un espace urbain anonyme	197
<i>Un départ retardé</i>	197
<i>Rétractation sur le logement</i>	199
<i>À la conquête de l'autonomie personnelle</i>	201
II. 2. Une bulle protectrice dédiée à l'épanouissement personnel	207
<i>Un lieu préservé de l'exposition publique</i>	207
<i>Un lieu préservé des obligations familiales</i>	211
III. Une maison	219
III. 1. Le foyer	221
<i>Un lieu de mémoire</i>	221
<i>Un retour aux sources</i>	225
<i>Une grande famille</i>	228
III. 2. Le rendez-vous	238
<i>Le Théâtre Tchekhov : un schéma temporel de partage de l'espace</i>	239
<i>Le Café de la Tour : les formes populaires du « quant-à-soi »</i>	249
Conclusion	258

CHAPITRE 4 : PRENDRE LA PAROLE	261
Introduction	262
<i>Une définition élargie du politique</i>	267
<i>La compétence politique comme sens moral</i>	268
<i>L'engagement politique comme « carrière » ?</i>	269
<i>Politisation, engagement politique et prise de parole</i>	271
I. Construire un parcours d'engagement : dispositif d'enquête	275
I. 1. Une entrée par la prise de parole dans les espaces publics locaux	277
<i>L'espace public comme dispositif de mise à l'épreuve dans le régime de justification</i>	278
<i>Engagement politique et prise de parole dans un espace public : précisions conceptuelles</i>	285
<i>En amont et en aval de la prise de parole : les apports des théories de l'action collective</i>	286
Les versants pratiques et cognitifs de la politisation de l'expérience	286
De l'épreuve publique à l'expérience politique	289
I. 2. Une ethnographie de la prise de parole	293
<i>Observation participante et observation distanciée : deux techniques pour deux types d'espaces</i>	294
L'initiative de défense des locataires et le réseau d'entraide du Café de la Tour : deux espaces propices à l'observation participante	294
Être prise à parti ou comment observer un espace public sans prendre la parole	300
<i>L'entretien ethnographique : registres d'implication et d'analyse</i>	306
Le statut du discours dans l'entretien informatif : « confiance » ou « langue de bois » ?	307
L'entretien rétrospectif : du leurre à la méthode	312
Être prise à témoin : la situation d'entretien comme situation de prise de parole	315
II. La prise de parole comme manifestation d'un collectif	324
II. 1. Un citoyen exemplaire	325
<i>Le sens du civisme : un héritage de la période socialiste</i>	326
<i>La genèse d'un « bon » citoyen</i>	333
II. 2. Une « nouvelle » militante	344
<i>De l'« épreuve personnelle de milieu » à l'« enjeu collectif de structure »</i>	350
<i>Donner une voix aux locataires</i>	355
II. 3. Un citoyen ordinaire	361
<i>La parole récompensée</i>	363
<i>Une parole « authentique »</i>	367
Conclusion	372

CHAPITRE 5 : ÊTRE ÉCOUTÉ	375
Introduction	376
<i>Un problème de visibilité</i>	377
<i>Rapports de pouvoir et situations d'injustice dans les espaces publics : une question de représentation</i>	379
I. La question de la représentation	381
<i>I. 1. Deux définitions restreintes de la représentation politique : les limites de l'approche « restreinte » et de l'approche « élargie » du politique</i>	382
<i>L'approche « restreinte » du politique ou la représentation politique comme symbolisation inversée (Repräsentation)</i>	382
<i>L'approche « élargie » du politique ou la représentation politique comme action pour un bien public (Stellvertretung)</i>	388
<i>I. 2. Repräsentation et Stellvertretung : les deux faces inversées de la représentation politique</i>	395
<i>Repräsentation : où l'on apprend que la représentation théâtrale (Vorstellung) a besoin d'un art de la « présentation » (Darstellung)</i>	395
La réalité sociale comme représentation théâtrale (Vorstellung)	396
L'art de la « présentation » (Darstellung)	398
Dans l'arrière-boutique de la représentation politique	399
<i>Stellvertretung : où l'on apprend que la représentation substantielle a besoin d'une représentation descriptive</i>	402
Stabilité des états vs. principe de commune dignité : une seconde impasse de l'approche « élargie » du politique	403
La représentation descriptive comme représentation indiciaire	405
La représentation indiciaire dans les épreuves de justification	408
II. Les crises de la représentation à Marzahn Nord	412
<i>II. 1. Le Conseil des habitants de Marzahn Nord (Bewohnerbeirat) : trajectoire de privatisation d'un espace public local</i>	414
<i>Un débat encadré</i>	416
<i>Un collectif éclaté</i>	423
<i>Des habitants en mal de légitimité</i>	431
<i>II. 2. Le rendez-vous manqué du budget participatif à Marzahn Nord</i>	439
<i>Une administration « dilettante »</i>	440
<i>Une dynamique de discussion positive</i>	445
<i>Une parole instrumentalisée</i>	450
Conclusion	457
CONCLUSION	459

ANNEXES	469
Annexe 1	470
Composition des flux d'arrivées à Marzahn en provenance des autres régions de RDA	
Annexe 2a	471
Liste des entretiens rétrospectifs, informatifs et semi-directifs sur les programmes de rénovation urbaine dans les secteurs de grands ensembles de Marzahn depuis les années 1990	
Annexe 2b	473
Exemples de guides d'entretiens semi-directifs, informatifs et rétrospectifs sur le thème de la rénovation urbaine dans les secteurs de grands ensembles de Marzahn depuis les années 1990 [traduction française]	
Annexe 3a	484
Liste des entretiens réalisés avec des représentants du service du logement des administrations publiques locales (Sénat et arrondissement) et des bailleurs de Marzahn Nord sur le thème de la gestion du parc de grands ensembles à Marzahn	
Annexe 3b	485
Exemples de guide d'entretien avec des représentants des services du logement des administrations publiques locales (Sénat et arrondissement) et des sociétés immobilières de Marzahn Nord sur le thème de la gestion du parc de grands ensembles à Marzahn	
Annexe 4a	488
Liste des entretiens réalisés avec des habitants de Marzahn Nord sur les thèmes des usages du quartier et de la participation (Bürgerbeteiligung)	
Annexe 4b	493
Guide d'entretien semi-directif avec des habitants de Marzahn Nord sur les thèmes des usages du quartier et de la participation à la vie publique locale	
Annexe 5	496
Grille d'observation des espaces publics locaux	
Annexe 6	498
L'engagement communiste comme engagement inspiré : le récit de vie d'un ancien communiste de Marzahn	
Annexe 7	503
Déchéance et perte de sens après la réunification : un récit autobiographique de Martin Witte	
BIBLIOGRAPHIE	507
Références générales	508
Sources primaires	517
Sources secondaires	521